Mario Vargas Llosa

De sabres et d'utopies

Visions d'Amérique latine

Traduit de l'espagnol (Pérou)
par Albert Bensoussan

ARCADES
GALLIMARD

MARIO VARGAS LLOSA

DE SABRES
ET D'UTOPIES
Visions d'Amérique latine

Préface de Carlos Granés Traduit de l'espagnol (Pérou) par Albert Bensoussan

GALLIMARD

PRÉFACE

Le combat instinctif pour la liberté

Lors d'un congrès sur la littérature péruvienne qui s'est tenu voilà peu, j'ai entendu un écrivain indigéniste assurer que si Mario Vargas Llosa avait remporté les élections présidentielles au Pérou, il aurait troqué l'emblème national pour la croix gammée. En d'autres circonstances, j'ai entendu dire de lui qu'il était antipéruvien, homme de droite, « facho », et naïf en matière politique. De Vargas Llosa l'on a dit et l'on dit bien des choses, excepté que c'est un libéral, un libéral avec lequel certains seront d'accord et d'autres non, mais un libéral en fin de compte. Et s'agissant de l'intellectuel qui a le plus combattu les stéréotypes et les déphasages qui entachent l'analyse de la réalité latino-américaine, en particulier celle que l'on fait dans les pays développés, il semble paradoxal de lui imputer des clichés et des étiquettes qui déforment constamment sa pensée.

Quels sont les postulats libéraux de Vargas Llosa ? Quelle est sa position face à la réalité latino-américaine ? Quels sont les dangers et les espoirs qu'il entrevoit pour le continent ? Comment ses idées et ses engagements ont-ils pris forme ? Le choix d'articles qui composent ce volume vise à éclairer ces questions. On y trouvera non seulement le parcours intellectuel de l'écrivain, mais aussi les analyses de tous les grands événements qui ont marqué l'histoire récente de l'Amérique latine. Ils sont donnés non par ordre chronologique mais par thèmes, illustrant les combats que Vargas Llosa a livrés pour la liberté, depuis son opposition frontale aux dictatures, son espoir face aux révolutions et son désenchantement postérieur, sa critique du nationalisme, du populisme, de l'indigénisme et de la corruption — la plus grande menace pour la crédibilité des démocraties —, jusqu'à la découverte des idées libérales, sa défense à tous crins du système démocratique et sa passion pour la littérature et l'art latino-américain. À l'instar des personnages de ses romans, incarnation de l'une de ces forces aveugles de la nature qui conduisent l'être humain à réaliser de grandes choses ou à causer de terribles cataclysmes, Vargas Llosa a été un défenseur instinctif de la liberté, toujours attentif aux idées, aux systèmes ou aux réformes sociales qui tentent de réduire les contours de l'autonomie individuelle. Son critère pour mesurer le climat de liberté d'une société a toujours été le même : l'espace que l'on donne à l'écrivain pour qu'il exprime librement ses idées. Dans les années soixante, alors que le roman latino-américain entrait en

révolution et que Vargas Llosa se voulait intellectuel engagé, ses premières incursions dans des débats publics furent guidées moins par des doctrines politiques que par des intuitions littéraires. Encore que très influencé par les positions idéologiques de Sartre, ses idées juvéniles sur ce que devait être une société libre et juste partirent, dans une large mesure, de réflexions autour du métier de l'écriture et du rôle social de l'écrivain.

Vargas Llosa eut toujours clairement à l'esprit que la liberté, cette exigence sans laquelle le romancier ne pouvait déployer ses intérêts et ses obsessions, était vitale pour que fleurisse un monde culturel riche, capable de nourrir un débat d'idées qui faciliterait le passage de l'Amérique latine vers la modernité. Ce n'est qu'en jouissant d'une pleine liberté de critiquer, aimer ou détester le gouvernement, la nation ou le système politique qui l'accueillerait, que l'écrivain pouvait donner forme à ce produit personnel qu'est le roman, dans une grande mesure irrationnel, et toujours soutenu par des passions, des désirs, des attirances et des phobies individuelles. Se plier docilement à des pouvoirs externes ou à des causes politiques ne pouvait qu'entraîner une allégeance servile au tyran en place, ou le poids artificiel de l'engagement. Dans « Le rôle de l'intellectuel dans les mouvements de libération nationale », article publié en 1966, il exposait les tensions qui affectent le romancier que l'engagement conscient lie à une cause politique. Si les démons personnels et les causes publiques coïncidaient, heureux hasard pour le créateur. Dans le cas contraire, le romancier devait assumer le déchirement interne et rester fidèle à sa vocation littéraire.

Dans les années cinquante, décennie où le flirt juvénile de Vargas Llosa avec la littérature allait se transformer en pacte matrimonial, le symbole de l'oppression de l'esprit et des entraves à la liberté fut le dictateur. Le seul Pérou, au long du XX^e^ siècle, avait vu surgir cinq gouvernements dictatoriaux qui, ajoutés aux six autres qui, dans les décennies suivantes, allaient empoisonner la vie politique du pays, jusqu'à la fuite intempestive d'Alberto Fujimori, totaliserait presque soixante années de régimes autoritaires. Cette atmosphère viciée et sordide, lourde de frustrations, de scepticisme et d'aboulie morale, fut abondamment présente dans les trois premiers romans de Vargas Llosa. La ville et les chiens, La maison verte *et* Conversation à « La Cathédrale », *publiés respectivement en 1963, 1966 et 1969, furent de vastes constructions fictives présentant une analyse minutieuse des sociétés péruviennes, révélant les conséquences du militarisme, du machisme, du dogmatisme religieux ou de toute autre forme de pouvoir atrabilaire sur les personnes. Que ce soit dans les écoles militaires, les bordels, les missions religieuses, la forêt amazonienne ou les milieux bourgeois, les personnages de Vargas Llosa finissaient toujours mal :*

spirituellement minés, plongés dans la médiocrité la plus abjecte ils étaient devenus ce qu'ils ne voulaient pas être.

Bien que ces romans aient été de grandes créations imaginatives, inspirées plus par un idéal formel et littéraire que par un engagement idéologique, on y observe cet univers mental et moral par lequel Vargas Llosa interprétait la réalité latino-américaine des années soixante. Les essais écrits pendant ces années-là furent un écho conscient des aspirations révolutionnaires qui bouillonnaient dans ses œuvres narratives. Si dans « Prise de position », manifeste de 1965, il exprimait son appui aux mouvements de libération nationale, dans ses romans il laissait entrevoir que seul l'effondrement du système capitaliste et de la bourgeoisie corrompue pouvait briser le cercle vicieux qui entravait la progression du Pérou vers la modernité.

Cela explique l'euphorie avec laquelle il accueillit la Révolution cubaine, première tentative de fonder une société sous le signe socialiste. Mais l'illusion ne dura guère. Lorsque le rêve commença à devenir réalité, et Fidel Castro, le géant inoxydable qui avait impressionné Vargas Llosa par sa réceptivité vis-à-vis des critiques des intellectuels (voir plus bas « Chronique de Cuba 1 », p. 117), et que ce dernier adopta le même type de censure qui avait eu cours sous les dictatures, l'illusion commença à se fendiller. Le fait crucial qui marqua la rupture de Vargas Llosa avec la Révolution intervint au début des années soixante-dix. En 1971, le poète cubain Heberto Padilla fut accusé d'« activités subversives » après la publication d'un recueil de poèmes, Hors jeu, *où les autorités de son pays devinèrent des critiques contre-révolutionnaires. Padilla fut obligé de se rétracter et de faire une autocritique qui raviva les pratiques les plus bornées du stalinisme. Cette farce ne passa pas inaperçue. Vargas Llosa, qui connaissait Padilla et voyait bien que ce spectacle avait été orchestré par les hautes sphères de l'île, mobilisa les intellectuels de gauche les plus prestigieux pour manifester, au moyen d'une lettre pétitionnaire adressée à Fidel Castro, sa réprobation du traitement infligé à Padilla et à d'autres écrivains cubains (voir plus bas « Lettre à Fidel Castro », p. 137 et « Lettre à Haydée Santamaría », p. 141).*

Ce n'était pas la première fois que Vargas Llosa s'élevait contre la censure. En 1966 les autorités de l'Union soviétique avaient condamné deux écrivains russes, Youli Daniel et Andreï Siniavski, pour des raisons similaires, et le Péruvien avait réagi vertement en publiant Une insurrection permanente, *un essai où il critiquait sans réserve les atteintes à la liberté d'expression en Union soviétique. La grande vertu que Vargas Llosa décelait dans la Révolution cubaine était, précisément, celle d'avoir harmonisé la justice et la liberté. Bien que Castro eût justifié l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie, son pouvoir à*

Cuba semblait « exemplaire dans son respect de l'être humain et dans sa lutte pour la libération ». Mais l'affaire Padilla ôtait son voile au fantôme et mettait à nu la face cachée de ce « modèle à l'intérieur du socialisme » que Vargas Llosa avait vu — ou voulu voir — dans les voyages préalables qu'il avait faits dans l'île. La société utopique que proposait Castro venait de se payer sa première victime, la liberté d'expression, et avec elle la littérature, le journalisme et toute espèce d'activité intellectuelle entraient en quarantaine. Après dix années d'enthousiasme les deux maximes qui régissaient jusque-là la vie de Vargas Llosa, la littérature et le socialisme, se retrouvaient affrontées. Et face à cette mise en demeure de choisir entre sa vocation et l'engagement politique, Vargas Llosa opta finalement pour la première.

Il devenait évident à ses yeux que Cuba n'incarnait pas la réalisation d'une utopie, mais devenait un grand piège pour les écrivains et les opposants au régime ; Vargas Llosa fut donc contraint de réviser ses idées sur la révolution et la démocratie (voir plus bas « Gagner des batailles, pas la guerre », p. 293). Son univers mental, cependant, resta le même : son échelle de valeurs demeura immuable et le diagnostic des maux du Pérou inchangé. Il n'y eut en aucun cas cette transformation politique d'un Docteur Vargas en Mister Llosa ainsi qu'on le caricatura. L'écrivain continua à penser que la priorité pour l'Amérique latine était de parcourir le même chemin que les pays occidentaux et de se moderniser — ce qu'il avait suggéré pour la première fois en 1958, après un voyage dans la forêt amazonienne du Pérou qui lui avait révélé un monde de violence et d'excès, étranger à la civilité occidentale, et qui lui inspirerait La maison verte, Pantaleón et les visiteuses *et* L'homme qui parle *—, de corriger ses inégalités et de réparer les injustices subies par les populations minoritaires du Pérou. Ce qui changea ce furent les méthodes, non les buts, et cela se refléta dans les essais qu'il commença à publier dans la seconde moitié des années soixante-dix.*

Lors d'une conférence donnée au siège d'Action populaire en 1978, il affirmait que le spectacle de la pauvreté et de l'exploitation régnant dans son pays l'horrifiait tout autant qu'auparavant, mais que maintenant il se méfiait fortement du marxisme comme méthode susceptible de corriger les inégalités et les injustices. Plus efficaces lui apparaissaient les doctrines libérales et démocratiques, « c'est-à-dire celles qui ne sacrifiaient pas la liberté au nom de la justice », qui dans des pays comme la Suède et Israël étaient parvenues à un équilibre entre la liberté individuelle et les systèmes de justice sociale. Ce changement de position était le résultat de nouvelles explorations intellectuelles. L'effondrement de sa foi dans le socialisme avait forcé Vargas Llosa à laisser Sartre de côté et à chercher de nouveaux référents aptes à juger des événements

mondiaux. Cette recherche l'avait amené à revoir ses interprétations initiales de Camus, et à lire passionnément les ouvrages de Jean-François Revel et d'Isaiah Berlin, deux auteurs fort différents mais habités par un objectif commun : la défense du système démocratique et de la liberté comme garants du pluralisme et de la tolérance.

Revel, philosophe de formation mais journaliste par vocation, fut avec Raymond Aron une des rares voix qui en France s'élevèrent contre le marxisme et le sillage pro-soviétique laissé par Sartre. Plus que les théories, ce sont les faits qui importaient à Revel, aussi n'hésitat-il pas à critiquer les intellectuels qui, sous prétexte de défendre l'idéologie, justifiaient les écarts du totalitarisme stalinien. Cet aveuglement idéologique empêchait de voir que c'étaient non pas les pays socialistes qui avaient pris la tête des grandes révolutions sociales, mais les démocraties capitalistes où la femme, les jeunes et les minorités sexuelles et culturelles se révoltaient pour remettre en cause l'orthodoxie des institutions, faire valoir leurs droits et imprimer des changements dans la vie des sociétés. Les réformes démocratiques démontraient que c'était la voie la plus courte et la plus efficace pour améliorer les conditions de vie, ce que ne pouvaient réaliser les révolutions totalitaristes qui prétendaient rebâtir la société pierre par pierre. Le grand paradoxe du XX^e^ siècle fut de démontrer que, alors que les dictatures socialistes s'ankylosaient, le mécanisme interne du capitalisme impulsait, pour survivre, la révolution constante des modes, des mœurs, des goûts, des tendances, des désirs et des vies.

La pensée d'Isaiah Berlin fut également fondamentale. Bien qu'en tant qu'écrivain et intellectuel public Vargas Llosa se sentît plus proche du polémique Revel que du circonspect Berlin, les idées de ce dernier furent vitales pour lui et lui permirent de comprendre pourquoi, alors que dans l'art et la littérature l'ambition absolue et le rêve de la perfection humaine étaient louables, dans la réalité ils conduisaient généralement à des hécatombes collectives. La déchirante leçon de Berlin, c'est que les mondes parfaits n'existent pas. Le rêve des Lumières, selon lequel les sociétés suivraient la route ascendante du progrès guidées par la science et la raison, partait d'un postulat erroné. Ni la science ni la raison ne proposent de réponses uniques et définitives aux questions fondamentales de l'être humain. Comment vivre, comment évaluer ou que désirer sont les questions qui n'attendent aucune réponse précise, du moins aucune réponse mesurable à l'aune des vérités scientifiques. Celui qui se hausse au-dessus de ses pairs et assure avoir une connaissance supérieure, avoir découvert la nature humaine et par conséquent la véritable façon de vivre et de résoudre tous les problèmes, finit en général par soumettre ses congénères à la tyrannie de sa raison. Les solutions intégrales qui enthousiasmèrent les

philosophes du XVIIIe siècle n'existent pas, et tout être qui dira les posséder doit être craint : ce qu'il propose est une fiction, un modèle idéal qui avive les antiques fantaisies d'un paradis perdu, mais qui en réalité nie l'ambiguïté et les différences humaines. Les buts en vue desquels les individus et les cultures organisent leur existence ne sont pas réductibles à un seul projet. La vie se nourrit de valeurs et d'idéaux divers et, malheureusement, il est impossible que tous s'harmonisent sans frictions. Si l'on veut éviter l'oppression, il n'y a pas d'autre moyen que d'établir le pluralisme, la tolérance et la liberté, ou plus exactement ce que Berlin appelle la liberté négative : une sphère de la vie où aucun pouvoir externe ne peut entraver l'action humaine.

Les idées d'Isaiah Berlin ont eu un puissant effet sur la pensée de Vargas Llosa. Si en 1975 il gardait encore l'espoir que la dictature socialiste de Juan Velasco Alvarado puisse combattre l'horreur et la barbarie du sous-développement, en 1976, avec la révolte de palais du général Francisco Morales Bermúdez, ses illusions s'étaient totalement évanouies. Des révolutions il n'était resté qu'un « bruit de sabres », et une fois de plus, au lieu d'égalité et de justice, le peuple péruvien avait connu de nouvelles entraves à la liberté d'expression (voir plus bas « Lettre ouverte au général Juan Velasco Alvarado », p. 51).

Ni la révolution des gauches ni le putsch des droites ; ni l'utopie ni la société parfaite : à partir de 1976 Vargas Llosa va défendre la voie des urnes comme seul moyen légitime d'accéder au pouvoir. Seul le système démocratique tolère les vérités contradictoires ; aussi est-ce celui qui représente le moins de risques pour la coexistence, celui qui tolère le choix entre différents modes de vie, et celui qui non seulement permet mais aussi réclame le débat et la libre circulation des idées (voir plus bas « Les buts et les méthodes », p. 331). Vue sous cet angle nouveau la révolution n'est plus considérée comme remède aux problèmes, mais comme leur symptôme. Il y a un mal profond, enkysté dans les entrailles de l'Amérique latine, qui n'a rien à voir avec l'injustice ou l'inégalité. Révolutionnaires de gauche, militaires de droite, visionnaires religieux, nationalistes fougueux et racistes de tout poil ont tous un dénominateur commun : le mépris pour les règles du jeu démocratique, le particularisme et le sectarisme. Les idées de chaque groupe se sont repliées sur elles-mêmes jusqu'à dégénérer en fanatismes fratricides. C'est aussi l'histoire du continent. Toutes les idéologies collectivistes, de la foi catholique au socialisme, en passant par les différentes formes d'indigénisme, de populisme et de nationalisme, ont jeté de robustes racines et été défendues l'arme au poing et un bandeau sur les yeux.

Vargas Llosa a clairement vu cette problématique non seulement grâce à Isaiah Berlin et à Karl Popper, l'autre philosophe libéral, critique des sociétés fermées et du déterminisme historique, qu'il lut judicieusement à la fin des

années quatre-vingt, mais aussi grâce à Euclides da Cunha, journaliste et sociologue brésilien qui assista à l'une des boucheries latino-américaines les plus absurdes et les plus tragiques, la guerre de Canudos. Os Sertões *(*Hautes terres*), le livre où da Cunha explique comment l'aveuglement idéologique déforma la réalité et conduisit l'armée brésilienne à liquider un soulèvement paysan — derrière lequel on s'obstina à voir la main de l'Empire britannique —, non seulement inspira l'œuvre la plus ambitieuse de Vargas Llosa,* La guerre de la fin du monde*, mais lui montra aussi que les grandes tragédies latino-américaines sont nées de l'incommunication, de la méconnaissance mutuelle et des circonstances temporelles qui séparent et engendrent la méfiance entre les divers secteurs de la population.*

Vargas Llosa commença à écrire La guerre de la fin du monde *à la fin des années soixante-dix, sans se douter qu'au détour du chemin, le 17 mai 1980, le Sentier lumineux allait brûler les urnes électorales dans le village de Chuschi, dans la province d'Ayacucho, et déclarer une des guerres révolutionnaires les plus sanglantes et fondamentalistes de l'histoire moderne de l'Amérique latine. La réalité sembla se confondre avec la fiction. Tandis que l'écrivain recréait des épisodes de fanatiques religieux qui voyaient dans la république brésilienne naissante l'œuvre de Satan, des révolutionnaires maoïstes pendaient des chiens aux lampadaires de Lima pour dénoncer la trahison de la révolution culturelle chinoise par le « chien » Deng Xiaoping.*

C'étaient les années quatre-vingt, le mur de Berlin se craquelait, cette grande alliance démocratique entre les États de l'Union européenne se tissait, et l'Amérique latine se débattait encore entre le fanatisme, l'autoritarisme et la révolution. Au Chili le poing oppresseur d'Augusto Pinochet restait dressé ; l'Argentine avait cédé le pouvoir à la junte militaire de Videla, Massera et Agosti ; le Brésil restait sous des gouvernements militaires ; la Bolivie avait connu le même sort entre 1964 et 1982 ; le Paraguay était le fief d'Alfredo Stroessner ; l'Équateur, après deux dictatures militaires, se lançait en 1981 dans un différend territorial avec le Pérou ; la Colombie, bien que sans escarmouches dictatoriales, connaissait une lutte interne avec plusieurs mouvements de guérilla, parmi lesquels, le M-19, le EPL, le ELN et les Farc ; le Venezuela jouissait des bases démocratiques établies par Rómulo Betancourt, mais affrontait en 1989 le soulèvement de Caracas et en 1992 le putsch — manqué — d'Hugo Chávez ; au Panamá régnait Noriega ; au Nicaragua la révolution sandiniste renversait Somoza ; le Honduras sortait de la dictature de Paz García ; au Salvador commençait une guerre civile entre les militaires et les guérilleros du Front Farabundo Martí pour la libération nationale ; le Guatemala se débattait dans un atroce conflit armé ; le Mexique demeurait sous

la « dictature parfaite » du PRI ; à Haïti régnait Baby Doc ; et à Cuba se maintenait inexorablement Fidel Castro. Le panorama était loin d'être encourageant. Entre coups d'État et révolutions, la démocratie fut une espèce rare qui put difficilement s'adapter à un habitat dominé par des chefs populistes, des hommes forts, des politiciens corrompus, des révolutionnaires fanatiques et des tyrans aux décorations et épaulettes chamarrées.

Au Pérou, pourtant, et malgré la menace représentée par le Sentier lumineux et le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), le système démocratique semblait se reconsolider avec le gouvernement de Belaúnde Terry et celui d'Alan García qui suivit. Sept années de stabilité constitutionnelle rendaient la foi dans les institutions, jusqu'à ce que le 28 juillet 1987, dans un discours devant le Congrès, García menaçât de nationaliser les banques, les assurances et les compagnies financières. Cette mesure prétendait assurer au gouvernement le contrôle des crédits, en laissant le secteur industriel, y compris les médias, à la merci du président et de l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (Apra). Le pouvoir légitime que les urnes avaient accordé à García se serait vu débordé, et l'autoritarisme serait revenu faire de l'ombre à la fragile démocratie péruvienne (voir plus bas « Vers le Pérou totalitaire », p. 65).

Si García ne put s'emparer de la banque, c'est parce que Vargas Llosa et un groupe de chefs d'entreprise prirent la tête des protestations et que des milliers de citoyens descendus manifester sur la place San Martín firent finalement capoter cette loi. Cette mobilisation fit naître le Mouvement Liberté, une organisation de citoyens qui resterait politiquement active et qui, alliée à Action populaire et au Parti populaire chrétien, porterait Vargas Llosa à la candidature aux élections présidentielles de 1990. Cela représenta un grand changement — et aussi une grande aventure — pour l'écrivain. Il n'allait plus désormais se limiter à écrire des articles d'opinion, débattre d'idées et affronter des abstractions ; il allait devoir se mesurer aux camps adverses sur la place publique, faire des propositions électorales et se battre sur les problèmes du quotidien.

Du fait même que son saut dans cette arène avait été motivé par la politique économique de García, il était évident que son plan de gouvernement allait devoir se différencier du sien dans les mêmes termes. Une position solide en matière économique réclamait la consultation d'experts en la matière, des intellectuels dont les idées correspondraient à la notion de société ouverte qu'il défendait tant il était persuadé de son bien-fondé, mais dont l'argumentation se formulerait en termes spécialisés. Le libéralisme de Berlin et de Popper pouvait donner des idées générales sur l'organisation de la vie productive d'un pays, mais difficilement se traduire en propositions concrètes pour soulager le poids

inflationniste ou réactiver le secteur de l'entreprise. En revanche, les idées de l'économiste Friedrich August von Hayek, le critique le plus acerbe des économies centralisées, se révélaient d'une grande utilité pour contrebalancer les dégâts de décennies d'étatisme, de mercantilisme et de laisser-aller bureaucratique.

Si dans les années soixante Sartre, Camus et Bataille avaient représenté les référents à la lumière desquels Vargas Llosa échafaudait ses idées, à la fin des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix, c'étaient Berlin, Popper et Hayek. Tandis que les deux premiers fournissaient de sérieux arguments pour combattre le nationalisme, le fascisme, le marxisme, le populisme, l'indigénisme et toutes les idéologies qui prétendaient enfermer l'individu en une entité plus grande, que ce soit la nation, le parti, la race, l'histoire ou toute autre forme de carcan proposé par des caudillos, visionnaires ou révolutionnaires, Hayek affirmait que la planification étatique de l'économie, en augmentation pendant les années où il publiait La route de la servitude *(1944), concentrait le pouvoir économique en l'État, réduisait l'espace de participation citoyenne et, par conséquent, établissait un rapport de dépendance qui sapait la liberté individuelle. Si le fascisme et le communisme se ressemblaient, c'était bien sur ce point : les deux systèmes concentraient les forces productives dans les mains de l'État, minant ainsi non seulement l'initiative individuelle et les libertés économiques, mais étendant les tentacules du pouvoir étatique jusqu'au cercle privé.*

Après avoir lu Hayek, Vargas Llosa fut persuadé que la défense de la liberté individuelle passait par la défense de la libre entreprise et du marché. La liberté était une et indivisible. On ne pouvait différencier les libertés politiques et les libertés économiques, car les unes dépendaient des autres. L'étatisme prôné par Perón dans les années quarante, par Castro et le général Velasco dans les années soixante, par Alan García dans les années quatre-vingt, par Hugo Chávez et Evo Morales en 2000 et par le PRI mexicain au long de toutes les années de son histoire, reproduisait le système mercantiliste qui accordait au gouvernement un pouvoir démesuré, mettait les libertés entre parenthèses, ouvrait la porte au clientélisme et à la corruption, modelait une mentalité de profit, endormait l'initiative et le dynamisme économique et mettait en place le centralisme, mal endémique de la vie publique latino-américaine.

Pendant sa campagne présidentielle, Vargas Llosa privilégia les privatisations, l'ordre fiscal, l'investissement étranger, et réussit à convaincre une grande partie de l'électorat péruvien que la voie pour surmonter la pauvreté à court terme passait par l'exemple de pays qui, comme le Japon, Taïwan, la Corée du Sud, Singapour ou l'Espagne, s'étaient insérés dans les marchés

mondiaux et avaient tiré profit de la globalisation. Mais dans la ligne droite finale, quand tout laissait prévoir son triomphe dans les urnes, ressurgirent les vieux démons que Vargas Llosa avait tenté d'exorciser de la vie politique, et l'ingénieur Alberto Fujimori, en faisant siennes les armes du populisme et de la démagogie — et ensuite du racisme —, le contraignit à un second tour électoral qui signait d'avance la défaite de l'écrivain.

Le triomphe de Fujimori ne représenta pas seulement un faux pas dans l'effort personnel et collectif pour transformer la réalité à travers les idées libérales. Deux années plus tard, en 1992, Fujimori allait suspendre le Congrès, la Cour suprême et le Tribunal constitutionnel et se mettre à gouverner au moyen de décrets, en opérant un « auto-coup » d'État et s'adjugeant le contrôle de la justice, de la législation, de l'économie et des forces militaires (voir plus bas « Retour à la barbarie ? », p. 79). La plaie de l'autoritarisme, apparemment purgée de la vie publique depuis douze ans, revenait corrompre le système démocratique péruvien. En outre, cela constituait un précédent qui allait s'imposer dans les années suivantes comme mode nocive en Amérique latine : celle de couper les branches du pouvoir à partir de la légalité, en accédant à l'exécutif par des moyens démocratiques pour ensuite trahir les règles du jeu, réformer la Constitution, infiltrer le pouvoir judiciaire, s'assurer des majorités parlementaires et intimider les opposants et les moyens de communication. Rompant la promesse de ne plus intervenir dans la vie politique du Pérou, Vargas Llosa protesta vertement et réclama une condamnation de la part de la communauté internationale. Ses efforts furent vains. Aux attentats du Sentier lumineux et du MRTA s'ajoutait maintenant l'autoritarisme, et le Pérou, une fois de plus, se débattait entre la dictature et la révolution.

Bien que le régime de Fujimori se chargeât de salir son image et de le discréditer auprès des couches populaires du pays, Vargas Llosa finalement remporta cette bataille. Les scandales de corruption provoqués par les vladivideos*, ces bandes vidéo où l'on voyait l'homme fort du régime, l'ex-capitaine Vladimiro Montesinos, distribuer des pots-de-vin à droite et à gauche, causèrent un grand malaise auprès de l'opinion publique. En novembre 2000, profitant d'un voyage au Japon, Fujimori prépara son terrier où purger sa gueule de bois dictatoriale, et envoya sa lettre de démission au Congrès.*

La démocratie revenait au Pérou, mais non pour autant la stabilité politique. Une vague de populisme révolutionnaire comme on n'en avait pas connu depuis plusieurs années ni depuis le triomphe électoral de l'ex-putschiste Hugo Chávez au Venezuela, entraînait des milliers de personnes vers de nouvelles formes d'autoritarisme (voir plus bas « Dehors le fou ! », p. 249). Réactivant le mythe de Simon Bolivar et de Fidel Castro, de la lutte anti-impérialiste et de l'unité

bolivarienne, Chávez avait entrepris un processus de prise de pouvoir et de renversement des institutions démocratiques vénézuéliennes, en adoptant les tactiques de Fujimori pour contrôler le tribunal suprême, gouverner par décrets, s'emparer des entreprises les plus rentables (le pétrole, surtout), former des milices bolivariennes, juguler les médias et créer un climat de confrontation sociale. Cette réplique du guévarisme à l'intérieur du système démocratique ne tarda pas à devenir un projet d'exportation. Chávez tenta d'enraciner sa révolution bolivarienne dans plusieurs pays d'Amérique latine, et parmi eux le Pérou, en appuyant la candidature à la présidence de l'ex-militaire Ollanta Humala.

La dynastie des Humala, avec à sa tête le patriarche Isaac Humala, use d'un discours nationaliste et xénophobe, dont les propositions vont de la hiérarchisation de la société en fonction de la race (seuls les Péruviens à la « peau cuivrée » jouiraient de pleins droits ; les Blancs seraient des citoyens de seconde zone) jusqu'à la persécution des homosexuels et le lynchage public des « néolibéraux bradeurs de patrie ». Le 1er janvier 2005, démontrant qu'ils ne plaisantaient pas, Antauro, frère d'Ollanta et leader du mouvement « ethnocacériste », s'empara par les armes d'un commissariat de la ville andine d'Andahuaylas pour exiger la démission du président Alejandro Toledo (voir plus bas « Pitrerie sanglante », p. 273). Bien que de semblables incongruités eussent dû lui couper toute route politique, Humala remporta le premier tour des élections de 2006. Avant de savoir si son rival au second tour serait Alan García ou Lourdes Flores, Vargas Llosa favorisa une alliance des démocrates pour éviter le triomphe de l'« ethnocacériste ». Les antécédents de García ne laissaient pas une grande marge à l'optimisme, mais permettre le triomphe de Humala aurait représenté, outre l'ingérence directe de Chávez au Pérou, la consolidation d'un régime de type fasciste, animé par le nationalisme le plus archaïque, démagogique, xénophobe, homophobe et agressif. Devant une telle possibilité, Vargas Llosa n'hésita pas : il donna sa voix à García et célébra son triomphe comme le moindre mal qui pouvait arriver au Pérou.

Bien que le climat actuel en Amérique latine soit moins turbulent que dans les décennies précédentes, les pays de la région sont encore loin de parvenir aux consensus sociaux et politiques qui garantiraient la stabilité des gouvernements. Il y a encore des polémiques acharnées pour savoir si l'Amérique latine doit emboîter le pas au Chili et au Brésil, pays où une gauche pragmatique et désidéologisée a avancé à pas de géant sur la voie du développement, ou à Cuba et au Venezuela où des caudillos tout-puissants déguisés en révolutionnaires répètent les formules économiques et la rhétorique démagogique qui, depuis les années quarante, ont démontré leur inefficacité. Les chiffres économiques et les

données réelles rendent évidente la réponse, mais la tentation utopique reste un vice irrépressible de la mentalité latino-américaine. Les paradis perdus — biblique, bolivarien, indigéniste, péroniste, guévariste, castriste, pinochétiste — continuent d'alimenter en long et en large les espérances du continent. En politique, cette tendance à vivre dans l'irréalité et à construire des mondes fictifs où tout est parfait a été néfaste. Dans les arts, en revanche, elle a inspiré de grandes œuvres littéraires et artistiques dont les excès imaginatifs ont ébloui par leur exubérance. C'est l'autre face de l'Amérique latine, celle de García Márquez, de Botero, de Borges, de Cortázar, de Frida Kahlo, de Cabrera Infante, de Szyszlo, et de Vargas Llosa lui-même. Les mondes fictifs qui sont sortis de leurs mains ont tiré parti de cette obstination à nier la réalité. En art le créateur peut imposer son critère aux faits et faire que tout tienne debout, que la logique et son contraire coexistent, comme à Macondo, que la réalité soit arbitrairement redimensionnée, comme dans les tableaux de Botero, que la fiction se glisse dans le monde et le transfigure, comme dans les récits de Borges. Dans la réalité, en revanche, ces tentatives de faire entrer les faits dans un modèle préfabriqué finissent souvent en tragédie. Les combats de Vargas Llosa pour la liberté ont autorisé les créateurs à donner libre cours à leur fantaisie et à créer des mondes utopiques, aussi impossibles, néfastes, sanglants ou parfaits que leur imagination le leur permettait, et permis qu'aucun idéologue ne cherche à abuser et à emprisonner l'individu dans un projet similaire. Alors que les artistes peuvent s'essayer à des formes mythiques et irrationnelles, être déicides et imaginer un monde à leur mesure, les politiciens doivent redescendre des nuages, prendre le pouls de la réalité et asseoir les bases de ce système imparfait et mondain, aussi modeste qu'efficace, qu'est la démocratie.

Carlos Granés
Madrid, novembre 2008

I. LA PLAIE DE L'AUTORITARISME

Le pays aux mille visages

La ville où je suis né, Arequipa, dans le sud du Pérou, au cœur d'une vallée andine, fut célèbre pour son esprit clérical et frondeur, pour ses juristes et ses volcans, la pureté de son ciel, la saveur de ses crevettes et son régionalisme. Et aussi pour sa *nevada*, une forme de névrose passagère qui affecte l'autochtone. Un beau jour, le plus paisible des Aréquipiens cesse de dire bonjour, passe des heures la mine renfrognée, fait et dit les pires extravagances et, pour une simple divergence de vues, prétend assommer son meilleur ami. Nul ne s'étonne ni ne se fâche, car l'on devine que cet homme est saisi par la *nevada* et qu'il redeviendra le lendemain l'individu inoffensif qu'il était. Quoique ma famille m'ait fait quitter Arequipa un an après ma naissance et que je n'aie plus jamais vécu dans cette ville, je me suis toujours senti très aréquipien, et je crois moi aussi que les plaisanteries qui courent sur notre compte au Pérou — on dit que nous sommes arrogants, antipathiques et même fous — viennent de l'envie que l'on nous porte. Ne parlons-nous pas l'espagnol le plus pur ? N'avons-nous pas cette merveille d'architecture, le couvent de Santa Catalina où quelque cinq cents femmes, au temps de la colonie, vécurent coupées du monde ? La ville n'a-t-elle pas connu les plus grandioses tremblements de terre et le plus grand nombre de révolutions dans l'histoire du Pérou ?

De un à dix ans j'ai vécu à Cochabamba, en Bolivie, et de cette ville où je fus innocent et heureux je me rappelle, plus que les choses que je fis et les personnes que je connus, les livres que j'y lus : *Sandokan,* Nostradamus, *Les trois mousquetaires,* Cagliostro, *Tom Sawyer, Sinbad le Marin.* Les histoires de pirates, d'explorateurs et de bandits, les amours romantiques, et aussi les poésies que cachait ma mère dans sa table de chevet (et que je lisais, sans les comprendre, seulement parce qu'elles avaient le charme de l'interdit), occupaient le meilleur de ma journée. Et comme c'était intolérable que ces livres enchanteurs aient une fin, je leur inventais parfois de nouveaux chapitres ou en changeais le dénouement. Ces suites et amendements furent les premières choses que j'écrivis, le premier indice de ma vocation de conteur d'histoires.

Comme il en va toujours dans les familles d'ailleurs, vivre à l'étranger accentua notre patriotisme. Jusqu'à dix ans je fus convaincu qu'être péruvien était la meilleure chose du monde. Mon idée du Pérou, alors, avait à voir davantage avec le pays des Incas et des conquistadors qu'avec le Pérou réel. Je n'ai connu celui-ci qu'en 1946, quand ma famille déménagea de Cochabamba à

Piura, où mon grand-père avait été nommé préfet. Nous voyageâmes par la route, fîmes escale à Arequipa. Je me rappelle mon émotion en arrivant dans ma ville natale, et les gâteries de l'oncle Eduardo, un vieux garçon qui était juge et très dévot. Il vivait avec sa servante Inocencia, comme un *caballero* espagnol de province, soigné de sa personne et maniaque, vieillissant au milieu de meubles antiques, de vieux tableaux et de très vieux objets. Je me rappelle mon excitation en voyant pour la première fois la mer, à Camaná. Je fus insupportable et criai jusqu'à ce que mes grands-parents veuillent bien arrêter la voiture pour me permettre de me baigner sur cette plage sauvage et rude. Mon baptême de mer ne fut guère heureux parce qu'un crabe me pinça. Mais malgré tout, cet amour initial pour la côte péruvienne a persisté. Ces trois mille kilomètres de désert, à peine interrompus par de brèves vallées surgies au bord des fleuves qui descendent les Andes et contre lesquels se brisent les eaux du Pacifique, ont des détracteurs. Les défenseurs à outrance de notre tradition indienne et contempteurs de l'hispanique accusent la côte de cosmopolitisme et de frivolité, et assurent que ce fut un grand malheur que l'axe de la vie politique et économique du Pérou se déplaçât de la sierra à la côte — de Cuzco à Lima — car ce fut l'origine du centralisme asphyxiant qui a fait du Pérou une sorte d'araignée : un pays avec une tête énorme, la capitale, et des extrémités rachitiques. Un historien a qualifié Lima et la côte d'« anti-Pérou ». Moi, en tant qu'Aréquipien, c'est-à-dire homme de la sierra, je devrais prendre parti pour les Andes et être contre les déserts marins, dans cette polémique. Cependant, si l'on me mettait en demeure de choisir entre ce paysage, les Andes et la forêt amazonienne — les trois régions qui partagent longitudinalement le Pérou —, je pencherais très probablement pour ce sable et ces vagues.

La côte fut la périphérie de l'empire des Incas, civilisation qui rayonna à partir de Cuzco. Ce n'est pas la seule culture péruvienne préhispanique, mais elle fut assurément la plus puissante. Elle s'étendit au Pérou, en Bolivie, en Équateur, dans une partie du Chili, en Colombie et en Argentine. En un siècle et demi de courte existence, les Incas soumirent des dizaines de peuples, construisirent des routes, des voies d'irrigation, des forteresses, des citadelles et établirent un système administratif qui leur permit de produire assez pour donner à manger à tous les Péruviens, ce qu'aucun autre régime n'a réussi depuis. Bien que les monuments qu'ils ont laissés, tels le Machu Picchu ou Sacsayhuamán, m'éblouissent, j'ai toujours pensé que la tristesse péruvienne — trait saillant de notre caractère — est née peut-être des Incas : une société enrégimentée et bureaucratique d'hommes fourmis, où un rouleau compresseur tout-puissant annihila toute personnalité individuelle.

Pour maintenir sous leur autorité les peuples qu'ils avaient asservis, les Incas

recoururent à des ruses raffinées, comme de s'approprier leurs dieux et d'élever à leur aristocratie les caciques vassaux. Ainsi qu'aux *mitimaes,* ces populations qu'ils arrachaient à leur habitat et greffaient sur un autre, très éloigné. Les plus vieux poèmes quechuas qui nous soient parvenus sont des élégies d'hommes accablés, en terre étrangère, qui chantent leur patrie perdue. Cinq siècles avant la Grande Encyclopédie soviétique et le roman *1984*, de George Orwell, les Incas pratiquèrent la manipulation du passé en fonction des nécessités politiques du présent. Chaque empereur de Cuzco montait sur le trône avec une cour de savants, les *amautas,* chargés de rectifier l'histoire afin de démontrer qu'elle atteignait son apogée sous le règne de cet Inca, auquel on attribuait dès lors toutes les conquêtes et prouesses de ses prédécesseurs. Le résultat, c'est qu'il est impossible de reconstruire cette histoire manipulée à la manière de Borges. Les Incas usaient d'un système mnémotechnique élaboré pour calculer des quantités, les *quipus*, mais ils ne connaissaient pas l'écriture et j'ai toujours pensé qu'ils ne voulaient pas la connaître, car elle constituait un danger pour leur type de société. L'art des Incas est austère et froid, dépourvu de la fantaisie et de l'habileté des autres cultures pré-incasiques, telles que celles de Nazca et de Paracas, d'où viennent ces manteaux de plumes d'une incroyable délicatesse et ces tissus aux figures énigmatiques qui ont conservé jusqu'à nos jours leurs couleurs et leur charme.

Après l'Empire inca, l'homme péruvien a dû subir un autre rouleau compresseur : la domination espagnole. Les conquistadors apportèrent au Pérou la langue et la religion que nous parlons et professons aujourd'hui pour la plupart. Mais la glorification sans partage de la colonie est aussi fallacieuse que l'idéalisation des Incas. Car la colonie, bien qu'elle fît du Pérou la tête d'une vice-royauté qui embrassa également des territoires qui sont aujourd'hui ceux de plusieurs républiques, et de Lima une capitale qui s'enorgueillissait d'une cour somptueuse et d'une importante vie culturelle et sociale, représenta aussi l'obscurantisme religieux, l'Inquisition, une censure qui alla jusqu'à interdire un genre littéraire — le roman — et la persécution de l'impie et de l'hérétique, à savoir le plus souvent celui qui avait simplement l'audace de penser. La colonie représenta l'exploitation de l'Indien et du Noir, et l'établissement de castes économiques qui ont survécu, ce qui a fait du Pérou un pays aux immenses inégalités. L'indépendance fut un phénomène politique qui modifia à peine cette société scindée entre une minorité jouissant des privilèges de la vie moderne et une masse vivant dans l'ignorance et la pauvreté. Les fastes de l'Empire inca, la colonie et la république n'ont pu me faire oublier que tous les régimes sous lesquels nous avons vécu ont été incapables de ramener à des proportions acceptables les différences qui séparent les Péruviens, et cette tare ne peut être

compensée par des monuments artistiques, des prouesses guerrières ou l'éclat de la cour.

Rien de cela, bien entendu, ne me passait par la tête à mon retour de Bolivie. Ma famille avait des habitudes bibliques : elle se déplaçait au grand complet (oncles et tantes, cousins et cousines) derrière les grands-parents, le tronc familial. Nous arrivâmes ainsi à Piura. Cette ville, entourée de sables, fut ma première expérience péruvienne. Au collège des salésiens, mes camarades se moquaient de moi parce que je parlais comme un *serrano* — roulant les *r*, sifflant les *s* — et que je croyais que les bébés étaient apportés de Paris par les cigognes. Ils m'expliquèrent que les choses se passaient d'une façon moins aérienne.

Ma mémoire est pleine d'images de ces deux années passées là. Les gens de Piura sont extravertis, superficiels, blagueurs et chaleureux. En ce temps-Ià on buvait de la très bonne *chicha* et l'on dansait avec grâce le *tondero,* cette danse régionale, et les rapports entre Cholos et Blancs étaient moins guindés qu'ailleurs : la légèreté et l'esprit fêtard des habitants réduisaient les distances sociales. Les amoureux donnaient la sérénade sous les balcons des filles, et les fiancés qui se heurtaient à une opposition enlevaient tout bonnement leur promise : ils l'emportaient dans une *hacienda* pour un jour ou deux, le temps — fin heureuse, familles réconciliées — de réaliser un mariage religieux à tout casser et à la cathédrale. Les enlèvements étaient annoncés et fêtés, comme la crue du fleuve qui, quelques mois par an, apportait la vie aux plantations cotonnières.

Ce grand bourg qu'était Piura enflammait mon imagination. Il y avait la Mangachería, avec ses cabanes de terre et de roseaux, où se trouvaient les meilleurs débits de *chicha,* et la Gallinacera, entre le fleuve et l'abattoir. Ces deux quartiers se détestaient au point d'en arriver à des batailles rangées entre Mangaches et Gallinazos. Il y avait aussi la « maison verte », le bordel de la ville, bâtie en plein désert, d'où surgissaient la nuit des lumières, des rumeurs, des silhouettes inquiétantes. Cet endroit contre lequel tonnaient les pères salésiens m'effrayait et me fascinait, et j'en parlais pendant des heures, l'épiant et imaginant ce qui se passait à l'intérieur. Cette précaire charpente de bois, où se produisait un orchestre de la Mangachería et où les gens de Piura allaient manger, entendre de la musique, parler affaires autant que faire l'amour — les couples s'allongeaient en plein air, sous les étoiles, sur la table tiède —, est un des souvenirs les plus suggestifs de mon enfance. De là est née *La maison verte,* un roman où, à travers les bouleversements provoqués dans la vie et l'imagination des habitants de Piura par l'installation du bordel, et les exploits et les infortunes d'un groupe d'aventuriers en Amazonie, j'ai tenté de réunir dans

la fiction deux régions du Pérou, le désert et la jungle, aussi distantes que distinctes. Je dois aussi aux souvenirs de Piura l'élan qui me poussa à écrire plusieurs histoires de mon premier livre, *Les caïds*. Quand ce recueil de nouvelles parut, quelques critiques y virent un portrait du machisme latino-américain. Je ne sais si c'est vrai, mais je sais, en revanche, que les Péruviens de mon âge poussaient au milieu de cette tendre violence — ou tendresse violente — que j'ai tenté de recréer dans mes premiers récits.

J'ai connu Lima quand je commençais à cesser d'être un enfant et c'est une ville que j'ai détestée dès le premier moment, parce que j'y fus assez malheureux. Mes parents, qui s'étaient séparés dix ans auparavant, avaient repris la vie commune. Vivre avec mon père, cela signifiait me séparer de mes grands-parents, oncles et tantes et me soumettre à la discipline d'un homme excessivement sévère qui était pour moi un inconnu. Mes premiers souvenirs de Lima sont associés à cette expérience difficile. Nous vivions à Magdalena, un quartier typique de la classe moyenne. Mais j'allais passer les fins de semaine, quand j'obtenais de bonnes notes — c'était ma récompense —, chez mon oncle et ma tante, à Miraflores, un quartier plus prospère, près de la mer. C'est là que je connus un groupe de garçons et de filles de mon âge avec lesquels je partageai les rites de l'adolescence. C'était ce que l'on appelait alors « avoir un quartier » : une famille parallèle, dont le foyer était le coin de la rue, et avec qui l'on jouait au football, on fumait en cachette, on apprenait à danser le mambo et à conter fleurette. Comparés à la génération qui a suivi, nous étions angéliques. Les jeunes Liméniens d'aujourd'hui font l'amour en même temps que leur première communion et fument leur premier joint alors qu'ils en sont encore à muer. Nous autres, nous ne savions même pas que les drogues existaient. Nos polissonneries n'allaient pas au-delà des films interdits — que la censure ecclésiastique qualifiait de « pas pour les jeunes filles » — que nous allions voir en douce, ou de ce *capitán*, mélange empoisonné de vermouth et de *pisco*, que nous allions boire au bistrot du coin, avant de nous rendre aux surprises-parties du samedi où l'on ne servait jamais de boissons alcoolisées. Je me rappelle une discussion très sérieuse que nous eûmes entre garçons du quartier — nous devions avoir quatorze ou quinze ans — sur la façon légitime d'embrasser son amoureuse au cinéma, le dimanche en matinée. Ce que Giacomo Casanova appelle avec chauvinisme le « style italien », ou baiser linguistique, fut unanimement écarté, comme péché mortel.

Lima était encore alors, à la fin des années quarante, une petite ville, sûre, tranquille et trompeuse. Nous vivions en compartiments étanches. Les familles riches et aisées à Orrantia et San Isidro ; la classe moyenne haute à Miraflores et la basse à Magdalena, San Miguel et Barranco ; les pauvres, à la Victoria, Lince,

Bajo el Puente et Porvenir. Fils de classes privilégiées, nous ne voyions presque pas les pauvres et nous ne nous rendions même pas compte de leur existence : ils étaient là-bas, dans leurs quartiers, endroits dangereux et reculés où, semble-t-il, il y avait des crimes. Un garçon de mon milieu, s'il ne sortait pas de Lima, pouvait passer sa vie avec l'illusion de vivre dans un pays de langue espagnole, peuplé de Blancs et de métis, en ignorant totalement les millions d'Indiens — un tiers de la population — de langue quechua, qui avaient des façons de vivre radicalement différentes.

J'ai eu la chance de briser un peu cette barrière. Maintenant cela me semble une chance. Mais alors, en 1950, ce fut un véritable drame. Mon père, qui avait découvert que j'écrivais des poèmes, tremblait pour mon avenir — un poète est condamné à mourir de faim — et pour ma « virilité » — il était encore très courant dans un certain milieu de considérer que tous les poètes sont un peu pédés. Aussi, pour me prémunir contre ces dangers, il avait pensé que l'antidote idéal était le collège militaire Leoncio Prado. J'y restai deux années. Le Leoncio Prado était un microcosme de la société péruvienne. Y entraient des fils des classes aisées, que leur père envoyait là comme dans une maison de correction, des garçons de la classe moyenne qui aspiraient à embrasser la carrière militaire, et aussi des jeunes des secteurs défavorisés, car le collège disposait d'un système de bourses qui ouvrait ses portes aux enfants des familles démunies. C'était une des rares institutions du Pérou où riches, pauvres et enfants de classe moyenne vivaient ensemble ; Blancs, métis, Indiens, Noirs et Chinois ; Liméniens et provinciaux. La réclusion et la discipline militaire furent pour moi insupportables, tout comme l'atmosphère de brutalité que faisaient régner de petits caïds. Mais je crois avoir appris durant ces deux années à connaître la véritable société péruvienne, ses contrastes, ses tensions, ses préjugés, ses abus et ses ressentiments, tout ce dont un garçon de Miraflores ne soupçonnait pas l'existence. Je suis reconnaissant envers le collège militaire Leoncio Prado aussi pour autre chose : j'y ai acquis l'expérience qui fut la matière première de mon premier roman. *La ville et les chiens* recrée, parmi beaucoup de choses inventées, bien sûr, la vie de ce microcosme péruvien. Le livre reçut un accueil tapageur. Mille exemplaires furent brûlés lors d'une cérémonie dans la cour du collège et plusieurs généraux l'attaquèrent durement. L'un d'eux dit que le livre avait été écrit par « un esprit dégénéré », et un autre, plus imaginatif, que c'était un roman payé par l'Équateur afin de discréditer l'armée péruvienne. Le livre eut un succès dont je me suis toujours demandé s'il était dû à ses mérites ou au scandale.

Dans les vingt dernières années, des millions d'émigrants de la sierra sont venus s'installer à Lima, dans des bidonvilles — appelés par euphémisme

« villages jeunes » — qui entourent les quartiers anciens. Contrairement à nous, les jeunes gens de la classe moyenne liménienne découvrent aujourd'hui la réalité du pays simplement en ouvrant leurs fenêtres. Maintenant les pauvres sont partout, sous forme de vendeurs ambulants, de SDF, de mendiants, de délinquants. Avec ses cinq millions et demi ou six millions d'habitants et ses énormes problèmes (les ordures ménagères, les transports déficients, l'habitat insuffisant, la criminalité), Lima a perdu beaucoup de son charme, comme son quartier colonial et ses balcons à jalousies, sa tranquillité et ses carnavals bruyants et luxuriants. Mais aujourd'hui c'est vraiment la capitale du Pérou, parce que tous les gens, tous les problèmes du pays s'y trouvent représentés.

On dit que la haine se confond avec l'amour et ce doit être vrai parce que, alors que je passe mon temps à dire pis que pendre de Lima, il y a bien des choses dans cette ville qui me touchent. Par exemple, son brouillard, cette gaze qui recouvre la ville de mai à novembre et qui impressionna tellement Melville lorsqu'il passa par ici (il appela Lima, dans *Moby Dick*, « la ville la plus triste et la plus étrange que l'on puisse imaginer », parce qu'« elle a pris le voile blanc » qui « accroît l'horreur de l'angoisse »). J'aime sa bruine, cette petite pluie invisible que l'on sent comme des pattes d'araignée sur son visage et qui rend tout humide, et l'hiver transforme ses habitants en des sortes de batraciens. J'aime ses plages d'eau froide et de grandes vagues, idéales pour le surf. Et j'aime son vieux stade où, aux matchs de foot, je vais faire le supporter de l'Universitario de Deportes. Mais je sais que ce sont des faiblesses toutes personnelles et que les choses les plus belles de mon pays ne sont pas dans cette ville mais à l'intérieur, dans ses déserts, dans ses Andes, dans la forêt vierge.

Un surréaliste péruvien, César Moro, a titré l'un de ses poèmes, agressivement, de « Lima, l'horrible ». Des années plus tard, un autre écrivain, Sebastián Salazar Bondy, a repris l'expression insultante et a écrit, sous ce titre, un essai destiné à démolir le mythe de Lima, l'idéalisation de la ville dans les contes, les légendes et les paroles de la musique créole, et à souligner les contrastes entre cette ville prétendument morisque et andalouse, aux jalousies en filigrane, derrière lesquelles les « dames voilées », à la beauté mystérieuse et diabolique, tentaient les messieurs à perruque poudrée, et la Lima réelle, difficile, sale et souillée. Toute la littérature péruvienne pourrait se diviser en deux tendances : les déificateurs et les détracteurs de Lima. La véritable ville n'est probablement pas aussi belle que le disent les uns ni aussi atroce que l'assurent les autres.

Bien que, dans l'ensemble, ce soit une ville sans personnalité, il y a en elle des lieux envoûtants, tels que certaines places, certains couvents et églises, et ce joyau que sont les arènes d'Acho. Lima conserve le goût de la fête taurine et de

ses *aficionados* depuis l'époque coloniale, et l'amateur de taureaux liménien est un connaisseur aussi averti que celui de Mexico ou de Madrid. Je suis l'un de ces enthousiastes qui tâchent de ne manquer aucune corrida de la Feria d'octobre. Ce goût m'a été inculqué par mon oncle Juan, l'un de ces parents infinis du côté maternel. Son père était un ami de Juan Belmonte, le grand torero, et celui-ci lui avait offert un des habits de lumière, celui dans lequel il avait toréé à Lima. Ce vêtement était conservé chez l'oncle Juan comme une relique, et il l'exhibait devant les enfants de la famille dans les grandes occasions.

Aussi liméniennes que les courses de taureaux sont les dictatures militaires. Les Péruviens de ma génération ont vécu plus de temps sous des gouvernements autoritaires qu'en démocratie. La première dictature que j'ai subie dans ma propre chair fut celle du général Manuel Apolinario Odría, de 1948 à 1956, années où les Péruviens de mon âge devenaient des hommes. Le général Odría renversa un avocat d'Arequipa, José Luis Bustamente y Rivero, cousin de mon grand-père. Je le connaissais, donc, quand nous vivions à Cochabamba, car il avait logé chez mes grands-parents, et je me souviens de son verbe éloquent — nous l'écoutions la bouche ouverte —, ainsi que des piécettes qu'il me glissait dans la main quand il partait. Bustamente fut, aux élections de 1945, candidat du Front démocratique, une alliance à l'intérieur de laquelle la majorité était détenue par l'Apra[1] de Víctor Raúl Haya de la Torre. Les apristes — de centre gauche — avaient été durement réprimés par les dictatures. Bustamente, un indépendant, fut candidat de l'Apra parce que ce parti ne pouvait présenter son propre candidat. Sitôt élu, à une large majorité, l'Apra se comporta comme si Bustamente avait été une marionnette à sa solde. En même temps la droite, rétrograde et archaïque, déclencha férocement les hostilités contre celui qu'elle considérait comme l'instrument de sa bête noire, l'Apra. Bustamente conserva son indépendance, il résista aux pressions de la gauche et de la droite, et il gouverna en respectant la liberté d'expression, la vie syndicale et les partis politiques. Il ne dura que trois ans, son gouvernement connut l'agitation de la rue, les crimes politiques et plusieurs soulèvements, jusqu'au coup d'État d'Odría. L'admiration que j'ai eue, enfant, pour ce monsieur au nœud papillon, qui marchait à la façon de Chaplin, je continue à l'éprouver, car de Bustamente on peut dire des choses qui semblent bien extravagantes si l'on songe aux gouvernants de mon pays : qu'il quitta le pouvoir plus pauvre qu'il n'y avait accédé, qu'il fut tolérant avec ses adversaires et sévère envers ses partisans afin que nul ne pût l'accuser de partialité, et qu'il respecta les lois au point de le payer de son suicide politique.

Avec le général Odría la barbarie se réinstalla au Pérou. Quoique Odría tuât, emprisonnât et déportât bon nombre de Péruviens, ses huit années furent moins

sanguinaires que d'autres dictatures sud-américaines du moment. Mais, de façon compensatoire, elle fut plus corrompue. Non seulement parce que les dignitaires du régime s'en mirent plein les poches, mais, ce qui est beaucoup plus grave, parce que le mensonge, la prébende, le chantage, la délation, l'abus devinrent des institutions publiques et contaminèrent toute la vie du pays.

Je suis entré à l'université San Marcos à cette époque (1953), où j'ai fait mes études de droit et de lettres. Ma famille avait l'espoir de me voir entrer à l'Université catholique, fréquentée par les jeunes gens de ce que l'on appelait les « bonnes familles ». Mais j'avais perdu la foi entre quatorze et quinze ans et je ne voulais pas être un « bon enfant ». J'avais ouvert les yeux sur le problème social au cours de ma dernière année de collège, de cette façon romantique dont un enfant découvre le préjugé et les inégalités sociales, veut s'identifier aux pauvres et faire une révolution qui amène la justice au Pérou. San Marcos, université laïque et nationale, jouissait d'une réputation d'anticonformisme qui m'attirait autant que ses possibilités universitaires.

La dictature avait démantelé l'université. Il y avait des professeurs en exil et, l'année précédente, en 1952, un grand coup de filet avait envoyé des dizaines d'étudiants en prison ou à l'étranger. Une atmosphère de suspicion régnait dans les amphis, où la dictature avait fait immatriculer comme étudiants bon nombre de policiers. Les partis étaient hors la loi, et les apristes et les communistes, alors grands rivaux, travaillaient dans la clandestinité.

Peu après mon entrée à San Marcos je me mis à militer à Cahuide, nom sous lequel le Parti communiste, durement éprouvé par la dictature, tentait de ressusciter. Notre militantisme était assez inoffensif. Nous nous réunissions secrètement, en petites cellules, pour étudier le marxisme ; nous imprimions des tracts contre le régime ; nous nous disputions avec les apristes ; nous conspirions pour que l'université appuie les luttes ouvrières — notre exploit fut de réussir une grève de solidarité avec les employés de tramway — et pour que les nôtres remportent tous les sièges dans les organismes universitaires. C'était l'époque du règne absolu du stalinisme et, dans le domaine littéraire, l'esthétique officielle du Parti était le réalisme socialiste. C'est cela, je crois, qui me fit bientôt déchanter à Cahuide. Bien qu'avec réticence — c'était là la contre-influence de Sartre, que j'admirais beaucoup —, je me résignai au matérialisme dialectique et historique. Mais je ne pus jamais accepter les postulats aberrants du réalisme socialiste, qui éliminaient le mystère et transformaient le travail littéraire en exercice de propagande. Nos discussions étaient interminables et lors d'un de ces débats, où je déclarai que *Et l'acier fut trempé*, de Nicolas Ostrovski, était un roman anesthésique et défendis *Les nourritures terrestres* du décadent André Gide, un de mes camarades m'invectiva en ces termes : « Tu es un sous-homme. »

Et d'une certaine façon je l'étais, car je lisais avec une voracité et une admiration croissantes toutes sortes d'écrivains considérés par les marxistes d'alors comme des « fossoyeurs de la culture occidentale » : Henry Miller, Joyce, Hemingway, Proust, Malraux, Céline, Borges. Mais surtout Faulkner. Ce que j'ai peut-être appris de plus durable durant mes années d'université n'est pas le fruit des cours dans les amphis, mais vient de ma lecture des romans et récits qui racontent la saga de Yoknapatawpha County. Je me souviens de mon éblouissement en lisant, crayon et papier à la main, *Lumière d'août*, *Les palmiers sauvages*, *Tandis que j'agonise*, *Le bruit et la fureur*, etc., et en apprenant dans ces pages l'infinie complexité de nuances, de résonances et la richesse textuelle et conceptuelle que pouvait avoir l'histoire. J'y appris aussi que raconter exigeait une technique de prestidigitateur. Le nombre de mes modèles littéraires de jeunesse s'est de plus en plus restreint ; par exemple, Sartre, je ne peux plus guère le relire. Mais Faulkner continue d'être un auteur de chevet et chaque fois que je m'y replonge je suis convaincu qu'il y a là une somme romanesque comparable à celle des grands classiques. Dans les années cinquante, en Amérique latine nous lisions surtout les Européens et les Nord-Américains, mais à peine nos propres écrivains. Cela a changé : les lecteurs latino-américains ont découvert leurs romanciers en même temps que d'autres régions du monde le faisaient.

Et puis — fait capital pour moi — j'ai rencontré, ces années-là, le chef de la sécurité de la dictature, l'homme le plus détesté après Odría lui-même. J'étais alors délégué de la Fédération universitaire de San Marcos. Plusieurs des nôtres se trouvaient en prison et nous avions appris qu'on les faisait coucher à même le sol des cachots, sans paillasse ni couverture. Nous avons alors fait une collecte et acheté des couvertures. Mais quand nous avons voulu les leur apporter en prison — là où se trouve aujourd'hui l'hôtel Sheraton, où, dit-on, certaines chambres sont « hantées » par les âmes des torturés de l'ancien cachot — on nous a répondu que seul le directeur du ministère de l'Intérieur, Don Alejandro Esparza Zañartu, pouvait accorder cette autorisation. Il fut donc décidé que cinq délégués de notre Fédération solliciteraient une audience. Je fus l'un des cinq.

Je garde très présente à l'esprit l'impression que m'a faite, dans son bureau du ministère de l'Intérieur, place Italia, le redoutable personnage. C'était un petit homme d'une cinquantaine d'années, au visage parcheminé et à l'air ennuyé, qui semblait nous regarder à travers un voile et ne pas nous écouter du tout. Il nous a laissés parler — on en tremblait — et lorsqu'on a eu fini il nous a regardés encore, sans rien dire, comme s'il se moquait de notre confusion. Puis il a ouvert un tiroir de son bureau et en a tiré quelques numéros de *Cahuide*, une feuille de chou ronéotée qu'on publiait clandestinement et où, bien entendu, on l'attaquait.

« Je sais qui de vous a écrit chacun de ces articles, nous a-t-il dit, où vous vous réunissez pour l'imprimer et ce que vous tramez dans vos cellules. » Et en effet il semblait doté d'omniscience. Mais en même temps il donnait l'impression d'une lamentable, d'une pitoyable médiocrité. Il s'exprimait en faisant des fautes et son indigence intellectuelle était évidente. Pendant cette entrevue, en le voyant, j'ai eu pour la première fois l'idée d'un roman que j'écrirais quinze ans plus tard, *Conversation à « La Cathédrale »*, où j'ai voulu décrire les effets sur la vie quotidienne des gens — dans leurs études, travail, amours, rêves et ambitions —, provoqués par la dictature de ces huit années d'Odría. J'ai mis longtemps à trouver un fil conducteur pour la masse des personnages et des épisodes : la rencontre fortuite et la conversation, au long de l'histoire, d'un ancien garde du corps et sbire de la dictature avec un journaliste, fils d'un homme d'affaires qui a prospéré grâce au régime. Lorsque le livre est sorti, l'ex-directeur du ministère de l'Intérieur — alors retiré de la politique et voué à la philanthropie — a eu ce commentaire : « Si Vargas Llosa était venu me voir, j'aurais pu lui raconter des choses encore plus intéressantes. »

De même que le collège militaire Leoncio Prado m'a aidé à connaître mon pays, le journalisme m'a ouvert bien des portes, en me conduisant à explorer tous les milieux, classes sociales, lieux et activités. Je me mis à travailler comme journaliste à l'âge de quinze ans, durant mes vacances à la fin de mes études secondaires, au journal *La Crónica,* en tant que rédacteur de chiens écrasés, puis de faits divers. C'était hallucinant de parcourir la nuit les commissariats pour savoir quels crimes, vols, agressions, accidents s'étaient produits, et aussi d'enquêter sur des affaires spectaculaires telles que celle du Papillon de Nuit, une prostituée assassinée à coups de couteau dans le quartier de Porvenir, qui m'amena à visiter les lieux de prostitution de Lima, les boîtes malfamées, les bars à maquereaux et à pédés. En ce temps-là le journalisme et la pègre — ou du moins la bohème du plus bas étage — confondaient un peu leurs frontières. En finissant notre travail, c'était un rituel obligé que d'aller avec les collègues boire un coup dans quelque troquet minable, généralement tenu par des Chinois et dont on recouvrait le sol de sciure pour dissimuler le vomi des soûlards. Et ensuite au bordel où les journalistes chargés des affaires policières, par crainte du scandale, recevaient un traitement de faveur.

Mes dernières années à l'université, j'ai travaillé à Radio Panamericana, où je m'occupais des bulletins d'information. C'est là que j'ai pu voir de près et de l'intérieur le monde du feuilleton radio, univers fascinant de sensiblerie et de truculence, de merveilleux et de mièvrerie, qui semblait être une version moderne du roman-feuilleton du XIX^e^ siècle et qui avait une telle audience qu'un passant, disait-on, pouvait écouter en marchant dans n'importe quelle rue de

Lima les épisodes du *Droit de naître*, de Félix B. Caignet, car il n'y avait pas un seul foyer qui ne l'écoutât. Ce petit monde bouillonnant et pittoresque m'a suggéré le sujet d'un autre de mes romans, *La tante Julia et le scribouillard.* Il s'agit en apparence d'un roman sur le feuilleton radio et le mélodrame ; au fond, c'est une histoire sur quelque chose qui m'a toujours séduit, et à quoi je consacre la majeure partie de ma vie sans jamais finir de le comprendre : pourquoi j'écris, qu'est-ce qu'écrire ? Depuis mon enfance, je vis dans la tentation de transformer en fictions toutes les choses qui m'arrivent, au point que j'ai parfois l'impression que tout ce que je fais et qu'on me fait — toute la vie — n'est qu'un prétexte pour fabriquer des histoires. Qu'y a-t-il derrière cette incessante transmutation de la réalité en récit ? Est-ce la volonté de sauver du temps dévorant certaines expériences qui me sont chères ? Le désir d'exorciser en les transfigurant certains faits douloureux et terribles ? Ou simplement un jeu, une ivresse de paroles et d'images ? Plus j'écris, plus la réponse me semble difficile à trouver.

J'achevai mes études universitaires en 1957. L'année suivante je présentai mon diplôme d'études supérieures et j'obtins une bourse pour m'inscrire en doctorat à Madrid. Aller en Europe, arriver de quelque façon à Paris, voilà un rêve que je caressais depuis que j'avais lu Alexandre Dumas, Jules Verne et Victor Hugo. J'étais heureux, en bouclant mes valises, quand soudain le hasard m'offrit la possibilité de faire un voyage en Amazonie. Un anthropologue mexicain, Juan Comas, devait parcourir le haut Marañón, où se trouvent les tribus aguarunas et huambisas, et il y avait dans cette expédition une place, que j'occupai aussitôt grâce à une amie de San Marcos.

Ces semaines dans le haut Marañón, à visiter des tribus, des hameaux, des villages, furent une expérience inoubliable qui me montra une autre dimension de mon pays — le Pérou, bien évidemment, est un pays aux mille visages. Passer de Lima à Chicais ou Urakusa, c'était sauter du XX^e^ siècle à l'âge de pierre, entrer en contact avec des compatriotes qui vivaient à demi nus, dans des conditions extrêmement primitives et qui, de surcroît, étaient exploités d'une façon impitoyable. Leurs exploiteurs, à leur tour, étaient de pauvres marchands, pieds nus et à demi analphabètes, qui faisaient le commerce du caoutchouc et des fourrures achetées aux tribus à des prix dérisoires, des êtres qui punissaient sauvagement toute tentative des indigènes d'échapper à leur tutelle. En arrivant au hameau d'Urakusa, le cacique nous reçut ; c'était un Aguaruna nommé Jum, et c'était terrible de le voir et d'entendre son histoire, parce que cet homme avait été torturé peu de temps auparavant, pour avoir essayé de créer une coopérative. Dans les villages du haut Marañón j'ai vu et touché du doigt la violence que pouvait atteindre la lutte pour la vie dans mon pays.

Mais l'Amazonie n'était pas seulement souffrance, abus, âpre coexistence de

Péruviens de mentalités et d'époques historiques différentes. C'était aussi un monde d'exubérance et de force prodigieuses, où un citadin découvrait la nature à l'état sauvage et pur, le superbe spectacle de grands fleuves impétueux et de forêts vierges, d'animaux qui semblaient sortis de légendes, d'hommes et de femmes à la vie dangereuse et des plus libres, semblable à celle de ces protagonistes de romans d'aventure qui avaient fait le bonheur de mon enfance. Je crois que je n'ai jamais fait un voyage aussi fertile que celui-ci, en 1958. Bien des choses que j'y ai vues et entendues ont débouché plus tard sur des récits.

Lors de ce voyage j'ai perçu pour la première fois ce qu'Isaiah Berlin appelle les « vérités contradictoires ». C'était à Santa María de Nieva, une petite bourgade où, dans les années quarante, on avait installé une mission. Les religieuses avaient ouvert une école pour les fillettes des tribus. Mais comme celles-ci n'y allaient pas de leur plein gré, la garde civile les y amenait de force. Certaines d'entre elles, après un temps passé à la mission, avaient perdu tout contact avec leur monde familier et ne pouvaient reprendre la vie à laquelle elles avaient été retirées. Qu'arrivait-il alors ? Elles étaient confiées aux représentants de la « civilisation » qui passaient par Santa María de Nieva (ingénieurs, militaires, commerçants), qui les emmenaient comme domestiques. Ce qui est dramatique, c'est que ces filles de la mission non seulement ne se rendaient pas compte des conséquences de toute l'opération, mais faisaient même preuve, pour la mener à bien, d'un véritable héroïsme. Les conditions dans lesquelles elles vivaient étaient très difficiles et leur isolement pratiquement total durant les mois de crue des fleuves. Qu'avec la meilleure intention du monde et au prix d'un sacrifice infini on pût causer tant de mal, voilà une leçon que j'ai toujours présente à l'esprit. J'y ai appris à quel point la frontière entre le bien et le mal est mouvante, et quelle prudence il faut avoir pour juger des actions humaines et pour décider des solutions à apporter aux problèmes sociaux si l'on veut éviter que les remèdes soient pires que le mal.

Je suis finalement parti pour l'Europe, pour ne revenir vivre dans mon pays de manière stable qu'en 1974. Entre les vingt-deux ans que j'avais à mon départ et les trente-huit que j'avais à mon retour, bien des choses s'étaient passées, et, dans bien des sens, j'étais à mon retour une personne totalement différente. Quant à mon rapport avec mon pays, je crois qu'il continue d'être celui de mon adolescence. Un rapport qui pourrait être défini plutôt par des métaphores que par des concepts. Le Pérou est pour moi une sorte de maladie incurable et ma relation avec lui est intense, âpre, pleine de la violence qui caractérise la passion. Le romancier Juan Carlos Onetti a dit une fois que la différence entre lui et moi, en tant qu'écrivains, c'était que j'avais un rapport conjugal avec la littérature alors que lui avait avec elle des rapports adultérins. Mais j'ai quand même

l’impression que mes rapports avec le Pérou sont plus adultérins que conjugaux : c’est-à-dire imprégnés de méfiance, de passion et de fureur. Je lutte consciemment contre toute forme de « nationalisme », cette chose qui me semble une des grandes tares humaines et qui sert d’alibi aux pires tromperies. Mais c’est un fait que les choses de mon pays m’exaspèrent ou m’exaltent davantage, et ce qui s’y passe ou ne s’y passe pas me concerne d’une façon intime et inévitable. Peut-être que si je dressais un bilan, il en résulterait qu’à l’heure d’écrire, ce que j’ai le plus présent à l’esprit du Pérou ce sont ses défauts. Et aussi, je dirais que j’ai été un critique sévère de tout ce qui l’afflige, jusqu’à en être injuste. Mais je crois que sous ces critiques vibre une solidarité profonde. Bien qu’il me soit arrivé de haïr le Pérou, cette haine, comme dans le vers de César Vallejo, a toujours été imprégnée de tendresse.

Lima, août 1983

---

1. Alliance populaire révolutionnaire américaine, parti fondé en 1924 par Haya de la Torre. *(N.d.T.)*

Lettre ouverte au général Velasco Alvarado

Mexico, 22 mars 1975

Monsieur le Général de Division Juan Velasco Alvarado
Président du Pérou

Monsieur le Président,

L'objet de cette lettre est de protester publiquement contre la fermeture de la revue *Caretas,* l'arrestation de ses rédacteurs et la déportation à Buenos Aires d'Enrique Zileri, son directeur. Avec la suspension de cette publication disparaît le dernier organe indépendant du Pérou et la nuit de la soumission s'installe définitivement dans les moyens de communication du pays. Aussi fermement que j'ai applaudi à toutes les réformes de la révolution — comme la remise de la terre aux paysans, la participation des travailleurs à la gestion et à la propriété des entreprises, le rachat des richesses naturelles et la politique internationale indépendante —, je veux manifester mon désaccord avec cette politique autoritaire, qui s'est aggravée de façon systématique ces derniers mois, depuis que sous prétexte de transfert aux « secteurs nationaux » (qui n'existent pas et qui, comme vous le savez bien, tarderont encore plusieurs années à s'organiser en fédérations et en syndicats proprement représentatifs), les journaux ont été expropriés, livrés à des comités d'inconditionnels et transformés purement et simplement en ventriloques du pouvoir.

Nous qui, dès le premier instant, avons critiqué cette Loi de la Presse, non pas du point de vue des propriétaires des journaux expropriés, mais de celui de la révolution elle-même, pour laquelle rien ne pourrait être aussi néfaste que l'élimination des voix indépendantes et les excès inévitables de tout processus révolutionnaire, nous avons vu, avec une angoisse croissante, disparaître l'une après l'autre les revues qui osaient ne pas être d'accord avec la politique officielle, et emprisonner et exiler ses rédacteurs. On a dit que les organes supprimés sont tous de droite. Bien que je n'admette pas que professer des idées conservatrices soit une raison suffisante pour être réduit au silence et puni (je suis pour la destruction des intérêts conservateurs, mais non pour la persécution des idées conservatrices, qui devraient avoir également droit de cité dans le débat politique et qui, quand bien même la polémique serait négative, peuvent rendre service à la révolution), je veux démentir cette idée fausse qui a circulé en

Amérique latine. Parmi les publications supprimées figurent des revues comme *Sociedad y Política* et *Oiga*, qui s'identifiaient au changement et qui critiquaient la révolution à partir de leurs positions progressistes. C'est aussi le cas de la victime. *Caretas* a critiqué très sévèrement les régimes de Prado et de Belaunde, et pendant ce gouvernement elle s'est bornée à combattre (dans des conditions réellement héroïques) les excès — malheureusement il y en a eu et il y en a — et non les réussites du régime.

Je crains fort que vous n'ayez pas mesuré le tort causé à la révolution par l'intolérance envers la critique. Cette attitude vous a aliéné l'adhésion de milliers de Péruviens de la classe moyenne et des secteurs populaires, c'est-à-dire des personnes qui devraient constituer les ciments de la révolution. Un fait décisif pour cette perte de popularité du régime a été la politique répressive en matière d'information et d'opinion. Le fait que la radio, la télé et toute la presse du pays soient devenues des organismes de propagande exclusive a abouti à l'effet contraire à celui qu'on recherchait : au lieu d'éliminer la critique, cela l'a multipliée. Il est certain qu'elle n'apparaît plus dans les journaux, où l'on ne tresse que couronnes et louanges, mais ces critiques sont dans les esprits et sur les lèvres des Péruviens, et c'est, en fin de compte, ce qui devrait importer au régime. Permettez-moi de vous dire, monsieur le Président, que vous commettez une erreur en préférant, au lieu de journalistes tels que Enrique Zileri et Francisco Igartua qui, avec honnêteté et courage, obligeaient la révolution à réfléchir continuellement sur elle-même, cet essaim de médiocres qui, dans la presse officielle, n'écrivent que ce qu'on leur ordonne ou (ce qui est encore pire) ce qu'ils supposent qu'on leur ordonnerait. Par cette voie le danger est grand que la révolution péruvienne, comme bien d'autres, cesse de l'être.

Parce que rien ne m'attristerait plus qu'il en soit ainsi, j'ai décidé de vous adresser cette lettre ouverte que, comme je n'ai plus de tribune où donner mon avis au Pérou, je me vois obligé de publier à l'étranger.

Salutations distinguées,

MARIO VARGAS LLOSA

Lettre au général Jorge Rafael Videla

Lima, le 22 octobre 1976

Général Jorge Rafael Videla
Président de la République argentine Casa Rosada
Buenos Aires, Argentine

Monsieur le Président,

Le PEN International, organisation mondiale d'écrivains que j'ai l'honneur de présider, a reçu le rapport intitulé « La persécution d'artistes, d'intellectuels et de journalistes en Argentine », que je me permets de vous joindre, ainsi qu'un complément documentaire — photocopies de publications journalistiques — sur lequel s'appuient certaines de ses affirmations.

Bien que dans ce rapport apparaissent, de temps en temps, des expressions qui peuvent être attribuées à la passion politique et certaines appréciations de caractère subjectif, le gros de son contenu constitue, néanmoins, un ensemble de faits d'une gravité telle qu'elle ne peut laisser de consterner toute personne civilisée. La liste d'actions qui attentent aux principes fondamentaux de la culture couvre un très vaste registre : livres saisis de bibliothèques universitaires et particulières qui ont été brûlés publiquement, suspension temporaire ou définitive de journaux et revues et établissement d'une censure rigoureuse, arrestation d'écrivains et d'artistes, sans spécifier les charges qui pèsent sur eux et sans les remettre au pouvoir judiciaire, intimidation et fermeture de maisons d'édition, saccage d'institutions vouées à l'art et à la recherche sociologique.

Parallèlement à ces actions officielles il y a celles que mènent des commandos armés de personnes habillées en civil, que votre gouvernement, jusqu'à présent, n'a ni empêchées ni sanctionnées, et qui ont semé l'horreur dans bien des foyers argentins. Le rapport cite des intellectuels qui ont été enlevés à leur domicile, puis assassinés, d'autres qui ont été torturés, d'autres encore qui ont disparu sans qu'on sache rien de l'endroit où ils se trouvent. De même, des dizaines d'écrivains, d'artistes et de journalistes ont dû fuir le pays, parce qu'ils avaient reçu des menaces de mort. Même l'exil n'est plus un lieu sûr pour certains, car on a vu, dans le cas récent du poète Juan Gelman, comment ses enfants et sa belle-fille avaient été enlevés à Buenos Aires par une de ces bandes terroristes en représailles de ses opinions politiques.

Je veux, au nom du PEN International, vous faire parvenir notre protestation la plus énergique pour ces faits, qui constituent des crimes impardonnables contre l'esprit, et qui sont particulièrement insolites dans un pays aussi hautement civilisé que l'Argentine. Au nom de la riche tradition de pensée et de créativité qui a fait de votre pays un centre culturel de premier ordre, je vous exhorte à mettre fin à la persécution des idées et des livres, à respecter le droit à n'être pas d'accord, à sauvegarder la vie de vos citoyens et à permettre aux écrivains argentins d'exercer librement la fonction qui leur revient dans la société et qui contribuent de la sorte à son progrès.

J'ai aussi le devoir de vous faire savoir qu'au vu de la gravité de ses accusations, je vais recommander au PEN la publication de ce rapport et sa diffusion internationale. Ce n'est pas une mesure inspirée par des convictions politiques partisanes d'aucune sorte, mais, dans l'esprit de la charte du PEN, une stricte action de solidarité humaine et de défense des principes moraux les plus élémentaires qui rendent possible la culture.

Salutations distinguées,

MARIO VARGAS LLOSA, Président du PEN International

La chute de Somoza

Cette fois la chute d'Anastasio Somoza semble inévitable et imminente. Elle se sera probablement produite au moment où paraîtra cet article. C'est un fait qui ne peut provoquer que joie et soulagement chez tout le monde, tant la tyrannie incarnée par cet homme a été une des plus abjectes de l'histoire où, comme l'on sait, elles abondent. La dictature de Somoza représentait déjà un anachronisme de nos jours, qui sont ceux des dictatures institutionnelles et idéologiques, sombre manifestation de modernité fermement enracinée en Amérique latine ; il suffit pour s'en convaincre de jeter un coup d'œil, par exemple, sur le Cône Sud. Le régime d'un Pinochet et d'un Videla, celui des militaires uruguayens ou celui que présida Banzer en Bolivie, sont de nature différente du pouvoir de ces « caudillos barbares » décrits par Alcides Arguedas et Francisco García Calderón qui donnèrent à nos pays aux yeux du monde cette image déplorable de républiques bananières gouvernées par des gangsters. Les dictatures institutionnelles et idéologiques ne sont certes pas moins sanguinaires ni moins portées à la corruption (inséparable de tout système immunisé contre la critique) que les tyrannies folkloriques.

La différence est que celles-là commettent leurs crimes au nom d'une philosophie, d'un projet social et économique qu'elles prétendent matérialiser fût-ce à feu et à sang.

Le régime des Somoza a été quelque chose de plus rudimentaire, de moins décharné et moins abstrait, que la dictature technologique de notre temps : son précédent troglodyte. Il appartient à cette variété dont furent les prototypes un Trujillo, un Papa Doc, un Pérez Jiménez, et qui survit chez un Stroessner et un Baby Doc. C'est-à-dire la dictature individuelle, du coquin couvert de médailles, sans prétentions ni alibis historiques, dont les mobiles sont simples et clairs : se river au pouvoir coûte que coûte et saccager le pays jusqu'à le laisser anémique.

Le *New York Times* calcule que la fortune de la famille Somoza en terres, entreprises agraires, maritimes et commerciales et en propriétés urbaines, au Nicaragua, s'élève à quelque cinq cents millions de dollars. Pas mal du tout, comme opération, si l'on considère que ce pays est l'un des plus pauvres de la planète, que cette famille possède une somme équivalente placée en lieu sûr à l'étranger, et que le premier de la dynastie à en avoir l'usufruit, Tacho Somoza, père de l'actuel, était voilà un demi-siècle un pauvre diable qui vivotait dans le pittoresque emploi de contrôleur des lieux d'aisances à Managua, ce qui lui valut

le pompeux surnom de Maréchal des Cabinets.

L'histoire de la dynastie s'en tient à un modèle qui est devenu classique. Comme Trujillo en République dominicaine, Tacho Somoza a commencé sa carrière politique à l'ombre d'une intervention militaire nord-américaine, en servant d'abord comme traducteur aux *marines*, et ensuite comme officier et chef de la garde nationale créée par les occupants pour appliquer la politique qu'ils imposèrent au Nicaragua. Somoza père fut un exécutant zélé de cette politique et son premier exploit fut marqué par le traître assassinat de Sandino, quand celui-ci eut accepté de désarmer les forces avec lesquelles il avait affronté, six ans durant, les troupes d'occupation. Peu après, en 1936, il déposa le président Juan Bautista Sacasa et se fit élire à sa place, dans des élections grotesquement truquées. Dès lors, jusqu'en 1956 où il fut assassiné de quatre balles lors d'un bal, Tacho Somoza régna en seigneur tout-puissant sur les vies et les biens et employa ces vingt années à tyranniser sans relâche les premières et à faire main basse sur les seconds. Ses héritiers — Luis pendant onze ans et Anastasio de 1967 à nos jours — furent les dignes émules de ses forfaits, s'appliquant à l'exercice du pouvoir et à l'accroissement du butin de la famille.

La responsabilité des États-Unis, dans le martyre qu'a représenté pour le peuple nicaraguayen ce presque demi-siècle sous les Somoza, ne doit pas être dissimulée par ceux qui, comme le soussigné, veulent pour les pays latino-américains des régimes démocratiques, fondés sur des élections, où l'on respecte la liberté de la presse et les partis. La politique de Washington envers le Nicaragua fut incroyablement mesquine et obtuse. Satisfaits de cet allié qui les secondait sans rechigner dans les organismes internationaux, sept présidents nord-américains (trois républicains et quatre démocrates) gardèrent une bonne amitié avec les Somoza que, en échange de leur allégeance, ils aidèrent financièrement, armèrent, décorèrent et même éduquèrent à West Point (d'où sont sortis l'actuel Anastasio et l'un de ses fils). Ces mêmes années, en revanche, contrevenant au principe de non-intervention — qu'il respectait pour favoriser les Somoza —, Washington intervenait au Guatemala, en 1954 pour déposer le gouvernement d'Arbenz, et en République dominicaine en 1965 pour étouffer un soulèvement populaire contre la dictature militaire qui avait renversé Juan Bosch.

Cette politique était mesquine parce qu'elle faisait passer, avant les intérêts d'un peuple martyrisé par un régime scélérat et les normes élémentaires de justice et d'éthique, l'avantage de jouir d'un vote assuré à l'Onu et la garantie que les intérêts d'un grand nombre de compagnies nord-américaines installées dans ce pays ne seraient pas compromis. Et elle était obtuse en vertu du dicton qui dit qu'à se coucher avec des brigands, tôt ou tard, on se réveille embourbé.

Et c’est ce qui est arrivé à Washington au Nicaragua.

Les véritables intérêts du peuple nord-américain ne consistent pas à avoir des affidés de la race des Somoza, petits tyrans détestés par leur peuple qui, logiquement, étendra sa haine à tout ce qui se rattache à ses bourreaux, mais à favoriser l’établissement de régimes qui mettront en pratique les principes de liberté, de tolérance, d’équité et de représentativité tels qu’ils figurent dans la Constitution des États-Unis. Des gouvernements de cette nature, véritablement représentatifs de leur peuple, sont la seule alternative efficace à la prolifération des thèses marxistes, pour lesquelles les tyrannies se révèlent un magnifique bouillon de culture. Et ces gouvernements doivent être traités d’égal à égal, en respectant leurs décisions et en les écoutant, mais Washington a presque toujours préféré, au lieu de l’allié souverain et démocratique, le gorille servile.

Il y a longtemps que le régime de Somoza serait tombé, comme le désirait l’immense majorité des Nicaraguayens, sans les ravages de cette guerre civile, si les États-Unis lui avaient simplement retiré son appui financier, diplomatique et militaire. Depuis plusieurs années, les meilleurs hommes de ce pays ont tenté à maintes reprises de remplacer la tyrannie par un régime civilisé, mais ils n’ont jamais obtenu l’appui que Washington apportait à l’homme — Tacho, Luis ou Anastasio — qui les emprisonnait, les exilait ou — comme il en alla de Pedro Jorquín Chamorro — les assassinait. Eh bien, ce qui put se faire avec l’aide des États-Unis, le peuple nicaraguayen l’a fait tout seul (mais, bien sûr, avec l’aide d’autres pays), et il n’est pas étonnant que beaucoup des combattants qui ont renversé la tyrannie pensent qu’ils ont défait aussi celui qui la protégeait et qu’elle servait. Les conséquences politiques de cela peuvent se déduire sans difficulté.

Qu’adviendra-t-il du Nicaragua avec la chute du dictateur ? Le Front sandiniste de libération nationale est une alliance dissemblable, de tendances qui vont des libéraux et socialistes démocratiques à plusieurs variantes du marxisme, et il est évident qu’une fois vaincue la dictature, objectif que rendit possible l’union, les différentes options entreront en conflit ouvert. Finalement, celles-ci une fois de plus se ramèneront à l’inévitable alternative de tout peuple qui se libère de ses gorilles : socialisme autoritaire ou démocratie représentative. Le moins qu’on puisse dire c’est qu’avec leur politique les États-Unis ont rendu extrêmement difficile la tâche des Nicaraguayens qui défendent la seconde option. Oui, cela a facilité le travail de ceux qui soutiendront que la seule véritable défense contre l’impérialisme, et la voie la plus rapide pour reconstruire le pays ravagé par la tyrannie, c’est le modèle soviétique, chinois ou cubain.

L’important, en tout cas, c’est que ce soit le peuple nicaraguayen qui puisse

décider en toute liberté de ce qu'il fera de son pays, de la façon dont il pansera ses blessures et entreprendra la tâche titanesque de triompher des bêtes encore vivaces : la faim, l'ignorance, le chômage, les inégalités. Sa décision, quelle qu'elle soit, doit être respectée par tous, à commencer par Washington.

Car après avoir appuyé les Somoza pendant quarante-trois ans, il serait plus néfaste pour la cause de la liberté et de la démocratie sur le continent que les États-Unis cèdent une fois de plus à la tentation d'intervenir militairement au Nicaragua pour imposer une solution à leur mesure, c'est-à-dire de nouveaux Somoza…

Madrid, juillet 1979

Vers le Pérou totalitaire

La décision du gouvernement d'Alan García d'étatiser les banques, les compagnies d'assurances et les établissements financiers est le pas le plus important qu'ait fait le Pérou pour maintenir ce pays dans le sous-développement et la pauvreté, et pour obtenir que la démocratie naissante dont elle jouit depuis 1980, au lieu de se perfectionner, se dégrade en devenant fiction.

Aux arguments du régime selon lesquels ce dépouillement, qui fera de l'État le maître des crédits et des assurances et qui, à travers les paquets d'actions des entités étatisées, étendra ses tentacules sur d'innombrables industries et commerces privés, est mené à bien afin de transférer ces entreprises d'« un groupe de banquiers à la nation », il faut répondre : « C'est démagogie et mensonge. » La vérité est la suivante : ces entreprises seront arrachées — à l'encontre de la lettre et de l'esprit de la Constitution, qui garantit la propriété et le pluralisme économique et interdit les monopoles — à ceux qui les ont créées et développées, pour être confiées à des bureaucrates qui, à l'avenir, comme il en va de toutes les bureaucraties des pays sous-développés sans une seule exception, les administreront pour leur propre profit et celui du pouvoir politique à l'ombre duquel ils prospèrent.

Dans tout pays sous-développé, comme dans tout pays totalitaire, la distinction entre État et gouvernement est un mirage juridique. Cela ne se réalise que dans les démocraties avancées. Mais chez nous les lois et les constitutions feignent de les séparer, ainsi qu'en attestent les discours officiels. Dans la pratique ils se confondent comme deux gouttes d'eau. Ceux qui occupent le gouvernement s'emparent de l'État et disposent de ses ressorts à leur guise. Quelle meilleure preuve que le fameux Sinacoso (Système national de communication sociale), érigé par la dictature militaire et qui, depuis lors, a été un ventriloque docile des gouvernements qui lui ont succédé ? Ces chaînes de radio, ces journaux, cette télévision expriment-ils peut-être, de quelque manière, l'État, c'est-à-dire tous les Péruviens ? Non. Ces médias publient, adulent et manipulent l'information exclusivement en faveur de ceux qui gouvernent, avec un mépris olympien de ce que pensent et croient les autres Péruviens.

L'inefficacité et l'immoralité qui accompagnent, comme leur double, les étatisations et les nationalisations tirent leur origine principalement de la dépendance servile au pouvoir politique dans laquelle l'entreprise transférée au

secteur public se trouve. Nous, les Péruviens, le savons pertinemment depuis les temps de la dictature de Velasco qui, trahissant les réformes auxquelles nous aspirions tous, s'arrangea, à force d'expropriations et de confiscations, pour briser des industries qui avaient atteint un indice remarquable d'efficacité — comme la pêche, le béton et les usines sucrières —, et nous voilà importateurs même des patates que nos industrieux ancêtres avaient plantées pour le bonheur du monde entier. En étendant le secteur public de moins de dix à presque cent soixante-dix entreprises, la dictature — en alléguant comme justification la « justice sociale » — a accru la pauvreté et les inégalités, et donné à la pratique de la corruption et du commerce illicite une impulsion irrésistible. Tous deux, depuis, ont proliféré de manière cancéreuse, devenant un obstacle majeur pour la création de richesse dans notre pays.

C'est ce modèle que le président García fait sien, en imprimant à notre économie, avec l'étatisation des banques, des compagnies d'assurance et des établissements financiers, un dirigisme et un contrôle qui nous placent immédiatement après Cuba et presque au niveau du Nicaragua. Je n'oublie évidemment pas qu'à la différence du général Velasco, Alan García a été élu lors d'élections légitimes. Mais je n'oublie pas non plus que les Péruviens l'ont élu, de la façon éclatante que nous savons, pour qu'il consolide notre démocratie politique par des réformes sociales ; non pour qu'il fasse une « révolution » quasi socialiste qui pourrait en sonner le glas.

Parce qu'il n'y a pas de démocratie qui survive à une accumulation aussi désorbitée du pouvoir économique aux mains du pouvoir politique. Sinon il faut le demander aux Mexicains, dont, pourtant, l'État dispose d'un secteur public aussi rustre que celui dont jouira le gouvernement apriste une fois approuvée la loi de nationalisation.

Sa première victime sera la liberté d'expression. Le gouvernement n'aura guère besoin de procéder à la façon de Velasco, en donnant l'assaut, arme au poing, aux journaux, stations de radio et de télé, bien qu'on ne puisse écarter cette éventualité : nous avons déjà vu que ses promesses sont emportées comme plumes au vent… Devenu le premier annonceur du pays, il lui sera facile de faire du chantage à la publicité. Ou, pour les mettre à genoux, de fermer le robinet des crédits, sans lesquels aucune entreprise ne peut fonctionner. Devant la perspective de mourir de consomption, il ne fait pas de doute que beaucoup de médias choisiront le silence ou la complaisance ; les médias dignes périront. Et quand la critique disparaît de la vie publique, la vocation congénitale de tout pouvoir à croître et s'éterniser peut se réaliser. À nouveau, la silhouette négligente de l'« ogre philanthropique » (comme Octavio Paz a qualifié le PRI) pointe à l'horizon péruvien.

Le progrès d'un pays consiste à étendre la propriété et la liberté au plus grand nombre de citoyens et à renforcer des règles de jeu — une légalité et des usages — qui récompensent l'effort et le talent, stimulent la responsabilité, l'initiative et l'honnêteté, et sanctionnent le parasitisme, la spéculation, l'aboulie et l'immoralité. Tout cela est incompatible avec un État macrocéphale où le protagoniste de l'activité économique sera le fonctionnaire au lieu du chef d'entreprise et du travailleur, et où, dans la majorité des domaines, la compétence aura été remplacée par un monopole. Un État de cette nature démoralise et annule l'esprit commercial, il fait du trafic d'influences et de faveurs la profession la plus enviable et rentable. C'est la voie qui a conduit tant de pays du tiers-monde à s'enfoncer dans le marasme et à devenir de féroces tyrannies.

Le Pérou en est encore loin, par chance. Mais des mesures comme celle que je critique peuvent nous catapulter dans cette direction. Il faut le dire à voix haute pour être entendu des pauvres — qui seront ses victimes propitiatoires — et tâcher de l'empêcher par tous les moyens légaux à notre portée. Sans redouter les invectives que lancent maintenant contre le gouvernement ses appuis dans la presse acquise, ni « les masses » que le Parti apriste, par la voix de son secrétaire général, menace de lancer dans les rues pour décourager les protestations. Les deux choses sont d'inquiétants précédents de ce qui arrivera dans notre pays si le gouvernement concentre entre ses mains ce pouvoir économique absolu, qui est toujours le premier pas vers l'absolutisme politique.

Citoyens, institutions et partis démocratiques, nous devons tâcher d'éviter que notre pays — qui souffre déjà de tant de malheurs — devienne une pseudo-démocratie manipulée par des bureaucrates incompétents chez qui ne primera que la corruption.

Lima, août 1987

La dictature parfaite

Pour avoir qualifié de « dictature parfaite » le système politique du PRI — lors de la Rencontre d'intellectuels organisée par la revue *Vuelta*, à Mexico, en septembre 1990 — je me suis fait tirer l'oreille même par quelqu'un que j'admire et que j'aime beaucoup comme Octavio Paz, mais je continue à penser vraiment que cette qualification se défend. Créé en 1929 par le général Plutarco Elías Calle, le Parti révolutionnaire institutionnel a stabilisé une société où, depuis les convulsions révolutionnaires de 1910, les affaires politiques se réglaient par les armes, et a pris possession d'un État que, depuis lors, il modèle et administre à son profit, identifié à lui d'une façon aussi subtile que les trois fameuses personnes dans la Sainte-Trinité.

Pratiquement, le Mexique est maintenant le PRI, et ce qui n'est pas le PRI, en incluant là ses critiques et ses adversaires les plus énergiques, sert aussi, de façon mystérieuse, géniale et horripilante, à perpétuer le contrôle du PRI sur la vie politique et la société mexicaines. Pendant longtemps, le PRI fabriquait et subventionnait ses partis d'opposition, de façon que ces extraordinaires happenings de la vie du pays — les élections — aient un certain air démocratique. Maintenant il n'a même plus besoin de se mettre en frais, car, comme Ève de la côte d'Adam, il a engendré une excroissance rivale, le PRD[1], de Cuauhtémoc Cárdenas, parti qui, avec un prodigieux aveuglement, a fait siennes toutes les tares idéologiques (populisme, étatisme, socialisme, nationalisme économique) dont le caméléonesque PRI a besoin de se défaire pour apparaître renouvelé (démocratique, mondialiste, en faveur du marché et libéral) et perméable aux vents qui soufflent. Si telle est l'alternative présentée au peuple mexicain — le vieux PRI camouflé sous le nom de PRD ou celui au visage modernisé qu'incarne Salinas de Gortari —, comment s'étonner que le parti au pouvoir n'ait pas eu besoin de truquer les dernières élections pour les remporter ?

Je ne nie pas que ce système ait apporté quelques bienfaits au Mexique, comme cette stabilité que n'ont pas eue d'autres pays latino-américains et cette libération de l'anarchie et de la brutalité des régimes militaires. Et c'est aussi un fait que, grâce à la Révolution et à la politique éducative suivie depuis lors, le Mexique a intégré son passé préhispanique au présent et avancé dans le métissage social et culturel plus qu'aucun autre pays du continent (Paraguay inclus). Mais les désavantages sont immenses. En six décennies et demie

d'hégémonie absolue, le PRI n'a pas été capable de sortir le Mexique du sous-développement économique, malgré ses gigantesques ressources naturelles, ni de réduire à des niveaux ne serait-ce que présentables les inégalités sociales, qui sont encore plus féroces que dans plusieurs pays d'Amérique latine, comme l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, le Venezuela ou le Costa Rica. En revanche, la corruption qui résulte de ce monopole politique a été intégrée par les institutions et la vie courante de façon incomparable, ce qui a créé un des obstacles les plus irréductibles pour une authentique démocratisation du pays.

En faveur du système priiste on cite généralement la politique du régime envers les intellectuels, qu'il a toujours su recruter et mettre à son service, sans exiger d'eux en échange la vassalisation ou la servilité abjecte qu'un Fidel Castro ou un Kim Il-sung exigent des leurs. Au contraire, dans l'exquis machiavélisme du système, il est assigné à l'intellectuel un rôle qui, tout en servant à pérenniser la fable que le Mexique est une démocratie pluraliste et qu'il y règne la liberté, libère celui-là de scrupules et lui donne bonne conscience : celle de critiquer le PRI. Quelqu'un a-t-il connu un intellectuel mexicain qui *défende* le Parti Révolutionnaire Institutionnel ? Moi, jamais. Tous le critiquent, et surtout ceux qui en vivent, les diplomates, les fonctionnaires, les éditeurs, les journalistes, les académiciens, ou qui tirent profit d'emplois factices créés par le régime pour les subventionner. C'est seulement dans des cas extrêmes de révolte, comme celui de José Revueltas, qu'il se résigne à les mettre en prison. Généralement, il les suborne, en les incorporant à son despotisme magnanime et souple de telle sorte que, sans avoir à trop se déjuger et parfois sans s'en rendre compte, ils contribuent à l'objectif essentiel qui est de perpétuer le système.

Cette « préoccupation pour la culture », au PRI, a généré aussi des bénéfices considérables : maisons d'édition, revues, institutions universitaires et une activité intellectuelle et artistique plus intense, en général, que dans les autres pays latino-américains, aux gouvernements presque toujours à demi analphabètes. Mais on constate en contrepartie une diminution notoire de souveraineté et d'authenticité dans la classe intellectuelle qui, pour des raisons de mauvaise conscience et du fait de l'invisible pression du système en vigueur, reste encore aujourd'hui, après l'effondrement du totalitarisme dans les trois quarts du monde, inféodée à ces stéréotypes « révolutionnaires » (le socialisme, le collectivisme, le nationalisme, l'État providence, l'anti-impérialisme, etc.) qui, depuis des décennies, ont été leur meilleur alibi, le rideau de fumée qui servait à dissimuler leur condition d'instrument d'une des plus habiles et efficaces créations antidémocratiques de toute l'histoire.

J'écris ces lignes sous l'effet d'un livre que je recommande à tous ceux qui,

comme moi, sont éblouis — en même temps qu'atterrés — par le cas mexicain : *Textos heréticos*, d'Enrique Krauze[2]. Il s'agit d'un recueil d'articles et d'essais parus dans la revue *Vuelta*, dirigée par Octavio Paz, et dont Krauze est sous-directeur, où l'on revendique une tradition libérale, contemporaine de celle de la Révolution ; avec pour point de départ le gouvernement de Francisco Ignacio Madero, dont Krauze suit la piste souterraine durant toutes les années d'hégémonie priiste, et où il voit la seule alternative acceptable au régime actuel. Cette tradition, quoique bannie du pouvoir politique depuis les années du cataclysme révolutionnaire, a connu des retours périodiques dans le domaine intellectuel, avec des figures telles que Daniel Cossío Villegas et Paz lui-même, eux qui, même dans les moments de pire obscurantisme populiste, n'ont pas hésité à aller à contre-courant et à défendre les valeurs démocratiques et les libertés « formelles » bafouées. Telle a été la ligne de *Vuelta*, véritable oasis dans les publications de ce genre en Amérique latine, où il n'est pas fortuit qu'aient surgi, ces dernières années, sous les plumes de Paz, de Gabriel Zaid, de Krauze et d'autres, les analyses les plus originales sur les événements historiques survenus pendant la dernière décennie.

Il y a dans cet ouvrage une très sévère critique adressée par Krauze à Carlos Fuentes : « La comédie mexicaine de Carlos Fuentes ». On le sait, ce dernier a déclenché une polémique qui ne cesse de secouer à droite et à gauche, comme ce scandale suscité voici quelques mois par une rencontre intellectuelle sous les auspices du régime et de l'opposition de sa majesté PRI, d'où furent exclus Paz, Zaid, Krauze et autres hérétiques. Quoique plusieurs observations sur les positions politiques de Fuentes semblent fondées — comme sa soigneuse symétrie d'abjurations à la démocratie et au socialisme, aux États-Unis et à la défunte URSS, et sa revendication d'un régime sandiniste depuis une position démocratique —, il y a un aspect de cette critique avec laquelle je ne suis pas d'accord : le reproche que Fuentes soit peu mexicain et que cela se reflète dans ses romans.

La littérature ne décrit pas les pays : elle les invente. Peut-être le provincial Juan Rulfo, qui est rarement sorti de ses terres, aura-t-il eu une expérience plus intense du Mexique que le cosmopolite Carlos Fuentes, qui parcourt le monde comme un chez-lui. Mais l'œuvre de Rulfo n'est pas pour autant moins artificielle et créée que celle de Fuentes, ne serait-ce que parce que les authentiques paysans de Jalisco n'ont pas lu Faulkner alors que ceux de *Pedro Páramo* et du *Llano en flammes* oui. S'il n'en était pas ainsi, ils ne parleraient pas comme ils le font et ne figureraient pas dans des constructions fictives qui doivent leur consistance bien plus à une habileté formelle et à une influence profitable d'auteurs de maintes langues et de maints pays qu'à l'idiosyncrasie

mexicaine. Cela dit, l'essai de Krauze est loin d'être une diatribe. Je me rappelle avoir envié Carlos Fuentes quand je l'ai lu : dans le grand flot d'attaques que mes livres ont soulevé, ah, s'il y en avait eu une seule qui eût révélé une lecture aussi scrupuleuse et attentive, un tel effort pour parler en connaissance de cause et non à partir de l'envie et de la haine qui sont les seuls stimulants de la vocation critique dans nos contrées !

Les autres textes du livre couvrent un vaste éventail de sujets, reliés par la volonté de montrer la profonde aliénation que le système politique mexicain a produite dans l'establishment. Krauze ne s'est pas contenté de revoir et d'annoter ce que disaient les médias durant la guerre du Golfe, par exemple — où certains tombèrent dans l'idolâtrie révolutionnaire de Saddam Hussein. Il a aussi corrigé ce qu'on disait voilà un demi-siècle de Hitler et de Staline, et sur la façon dont ceux qui représentaient la pensée et la culture, pendant toutes ces années-là, avaient informé l'opinion publique sur ce qui se passait à l'intérieur et à l'extérieur des frontières du Mexique. Les conclusions font frémir parce que, une fois de plus, nous voyons concrètement comment la culture peut être fâchée avec la lucidité et le bon sens, et l'intelligence être amenée à défendre furieusement le préjugé, le crime et les plus ignobles impostures politiques. George Steiner l'a dit : les humanités n'humanisent pas.

Disciple et admirateur du grand Isaiah Berlin, Krauze sait que même la tolérance et le pluralisme sont dangereux, si personne ne les réfute, s'ils ne doivent pas affronter des contestations et des défis permanents. Pour cela, quoiqu'il se proclame libéral, partisan du marché, de la société civile, de l'entreprise privée, de l'individu en face de l'État — sujet auquel il consacre l'étude la mieux inspirée de son recueil : « Plutarque parmi nous » —, il déplore l'absence d'une gauche mexicaine de nouvelle facture, comme celle qui en Espagne a contribué à moderniser le pays et à renforcer la démocratie. Une gauche qui brise l'autisme où elle est confinée et passe des soliloques ventriloques à la polémique et au dialogue, qui, au lieu d'oukases et d'excommunions, use d'arguments et d'idées pour combattre l'adversaire, et renonce pour toujours aux tentations autoritaires.

Je crains fort que cette gauche démocratique dont Krauze a la nostalgie ne tarde davantage à toucher son pays que d'autres pays latino-américains. Car au Mexique, pour que cela soit réalité, il existe, en dehors des obstacles bien connus, que son livre autopsie avec des mains de chirurgien, celui du PRI et l'action actuelle du gouvernement de Salinas de Gortari. Celui-ci a conduit une privatisation très avancée et dérégulé l'économie, en même temps qu'il abaissait les droits de douane, ouvrait le pays à la concurrence internationale et négociait l'incorporation du Mexique au Traité de libre commerce avec les États-Unis et le

Canada. Toutes mesures positives et qui ont déjà produit un notable assainissement et une impulsion économique. Avec son réflexe automatique traditionnel, l'opposition de gauche repousse tout ce processus de libéralisation au nom des vieilles idoles populistes : la souveraineté menacée par les multinationales, le patrimoine vendu à l'impérialisme, *etc.* De la sorte, elle établit un manichéisme dans la vie politique mexicaine qui ne profite qu'au régime qui, face à semblables positions anachroniques, peut se flatter légitimement d'incarner le progrès.

Non, la véritable alternative au PRI ne peut venir de cette gauche qui est, en vérité, créature et expression du régime. Mais de ceux qui, comme Krauze, ne craignent pas de défendre la liberté économique, même si le PRI semble maintenant la mettre en pratique, parce qu'ils savent que celle-là, poussée à ses dernières conséquences, ferait éclater l'armature mercantiliste dans laquelle réside toute la force de ce qu'il appelle la « *dictablanda*[3] » mexicaine. Sans prébendes à répartir, avec une authentique économie de marché où le pouvoir politique serait incapable de décider du succès ou de l'échec économique des personnes et des entreprises, le système priiste s'écroulerait comme un château de cartes. C'est la limite extrême des réformes qu'a entreprises Salinas de Gortari, et que, s'il continue dans cette voie, nous verrons bientôt face à l'alternative tragique, ou d'avoir à liquider le PRI, ou d'être liquidé par le pachyderme que sa politique pousse vers un dangereux précipice. Ce peut être là un moment miraculeux pour la démocratie au Mexique. À condition qu'il y ait alors beaucoup d'autres Mexicains convaincus, comme Krauze, que la liberté est une et indivisible, et que la liberté et l'économie sont les deux faces d'une même monnaie.

Berlin, mai 1992

---

1. Parti de la révolution démocratique, né en 1989 d'une scission du PRI. *(N.d.T.)* 2. Enrique Krauze, *Textos heréticos*, Mexico, Éd. Grijalbo, 1992.

3. Jeu de mots sur « dictature », qui se dit en espagnol *dictadura* où *dura* est perçu comme « dure », d'où le jeu avec son contraire *blanda*, « molle », *dictablanda* désignant une dictature modérée et supportable. *(N.d.T.)*

Retour à la barbarie ?

Le *coup d'État* est une création latino-américaine, comme la *salsa* et le *margarita*, mais bien plus mortifère qu'eux. Il adopte des formes variées et celle qu'a choisie, voici quelques jours, Alberto Fujimori pour détruire la démocratie péruvienne s'appelle « bordaberrisation », du nom du président uruguayen Bordaberry qui, sans en être l'inventeur, l'actualisa et la patenta. Elle consiste en ceci qu'un président élu puisse suspendre, avec l'appui de militaires félons, le Congrès, la Cour suprême, le Tribunal constitutionnel, la Cour des comptes — tous les organismes de contrepoids et de contrôle de l'Exécutif —, suspende la Constitution et se mette à gouverner par décrets. La répression se charge de faire taire les protestations, en emprisonnant les leaders politiques hostiles au coup d'État, et en bâillonnant ou subornant les milieux de presse qui, bientôt, se mettent à aduler le dictateur flambant neuf.

Les raisons qu'a données Fujimori pour justifier ce fuji-putsch ou autoputsch sont celles qu'on connaît bien : les « obstructions » du Congrès aux réformes et la nécessité d'avoir les mains libres pour combattre efficacement le terrorisme et la corruption. Au cynisme et à la banalité rhétorique s'ajoute dans ce cas le sarcasme. Car celui qui maintenant se proclame dictateur pour « moraliser » le pays a, ces dernières semaines, été le protagoniste d'un scandale énorme où son épouse, son frère et sa belle-sœur s'accusaient réciproquement de trafiquer sur les dons en vêtements faits par le Japon pour « les pauvres du Pérou ». La famille Fujimori et ses proches pourront s'occuper dorénavant d'administrer le patrimoine familial sans aucun risque de scandale.

Il y a des naïfs au Pérou qui applaudissent à ce qui vient de se passer : « Maintenant le Chinois a enfilé son pantalon, disentils. Maintenant les militaires vont en finir avec le terrorisme, en coupant les têtes qu'il fallait couper, sans être gênés par les juges vendus ou pusillanimes, les partis et la presse complice du Sentier lumineux et du MRTA. » Personne n'a affronté aussi résolument la subversion au Pérou que je ne l'ai fait, moi — c'est pourquoi, pendant la campagne électorale, elle a essayé au moins à deux reprises de me tuer — et personne ne désire autant que moi qu'elle soit défaite et ses leaders jugés et sanctionnés. Mais la théorie du « bain de sang », outre qu'elle est inhumaine et intolérable du point de vue de la loi et de la morale, est stupide et contreproductive.

Il n'est pas vrai que les militaires péruviens aient les mains « liées » par la

démocratie. Le Pérou a été déclaré par des organismes tels qu'Amnesty International et Americas Watch le premier pays du monde pour les violations des droits de l'homme, les exécutions extrajudiciaires, l'emploi de la torture, les disparitions, etc., et jusqu'à présent pas un seul officier ou soldat n'a été ne fût-ce qu'inquiété pour l'un de ces abus. Aux crimes horribles commis par les terroristes s'ajoutent aussi, malheureusement, d'horribles crimes qui sont le fait du contre-terrorisme à l'encontre d'innocents dans la guerre sourde qui a déjà causé près de vingt-cinq mille morts.

Donner carte blanche aux forces armées — ce que, par ailleurs, elles ont toujours eu — pour lutter contre le terrorisme ne va pas en finir avec lui, au contraire, cela va le renforcer à l'étendre à ces secteurs paysans et marginaux, victimes de violences, maintenant sans aucune possibilité de protestation contre elles par les voies légales ou à travers une presse libre, eux à qui le Sentier lumineux et le MRTA disent depuis longtemps : « La seule réponse aux violences de la police et de l'armée ce sont nos bombes et nos fusils. » En perdant la légitimité démocratique, c'est-à-dire sa supériorité morale et juridique face aux terroristes, ceux qui commandent au jour d'aujourd'hui au Pérou ont perdu l'arme la plus précieuse qu'a un gouvernement pour combattre une subversion : la collaboration de la société civile. Il est vrai que nos gouvernements démocratiques ont été inefficaces pour y parvenir, mais maintenant, en passant dans l'illégalité, le gouvernement péruvien prend le risque de donner l'avantage à ceux qui le combattent par les armes.

Il est également inexact qu'une dictature puisse être plus efficace dans le combat contre le narcotrafic. Le pouvoir économique que celui-ci représente a causé déjà de terribles dégâts au Pérou, en mettant à son service des journalistes, des fonctionnaires, des hommes politiques, des policiers et des militaires. La crise économique péruvienne, qui a réduit les revenus des fonctionnaires et des officiers à un point extrême — la solde d'un général n'atteint pas quatre cents dollars par mois — les rend vulnérables à la corruption. Et dans les derniers mois, il y a eu des dénonciations très explicites au Pérou de collusion entre les narcotrafiquants de l'Alto Huallaga et l'un des officiers félons à la tête du putsch dissimulé. On ne peut écarter, pour cela, ce que la revue *Oiga*, de Lima, a dénoncé voici déjà quelque temps : une conspiration antidémocratique forgée par l'entourage présidentiel et des militaires compromis avec les narcotrafiquants de l'Est péruvien.

D'aucuns ont été impressionnés par les enquêtes provenant du Pérou selon lesquelles plus de 70 % des Liméniens approuveraient l'assassinat de la légalité. Il ne faut pas confondre la désaffection pour les institutions défectueuses de la démocratie avec l'enthousiasme pour la dictature. Il est vrai que le Congrès avait

donné parfois le spectacle déplorable de la démagogie et que maints parlementaires agissaient sans une once de responsabilité. Mais cela est inévitable dans des pays comme le Pérou où la démocratie fait ses premiers pas et bien qu'il n'y ait pas de liberté politique et des élections libres ; la société n'est pas encore démocratique et toutes les institutions — partis et syndicats inclus — restent imprégnées des vieilles habitudes du caciquisme, du clientélisme et des passe-droits. On ne soigne pas un mal de tête en décapitant le malade. Ce n'est pas en suspendant un Congrès représentatif et en en fabriquant un à sa botte, fantoche et servile, comme le font toutes les dictatures et comme l'ingénieur Fujimori se propose de le faire, qu'on va améliorer les mœurs ou la culture démocratique du Pérou : elles vont empirer.

Le désenchantement des Péruviens par rapport au pouvoir judiciaire est grand, naturellement. Les juges qui gagnent un salaire de misère (moins de deux cents dollars par mois, en moyenne), n'osent pas condamner les terroristes ni les narcotrafiquants par crainte ou parce qu'ils succombent à la corruption. Et même des politiciens comme l'ex-président García Pérez, que la Cour suprême, dans une décision scandaleuse, s'est refusée voici peu à juger malgré la requête du Congrès et l'évidence d'affaires millionnaires gérées sous sa Présidence. (Les juges avaient été nommés par lui, en prévision de cette éventualité, bien entendu.) Le gouvernement dictatorial va-t-il « moraliser » l'administration de la justice ? Non, il va la dégrader encore davantage. C'est ce qui s'est produit pendant la dictature militaire qui gouverna le Pérou de 1968 à 1980, et dont la fin de la corruption des juges figurait, bien entendu, parmi les justifications. La réforme judiciaire entreprise par cette dictature méprisait encore plus les restes de compétence et de décence qui subsistaient dans les tribunaux péruviens, lesquels, dès lors, ont été instrumentalisés sans aucun scrupule par le pouvoir politique. Je suis affligé, pour cela, de voir la fantastique innocence de mes compatriotes qui se bercent de l'idée que le nouveau *Führer* du palais du gouvernement matérialisera enfin, à coup d'oukases, leur désir de tribunaux compétents et de juges incorruptibles dans tout le Pérou.

En revanche, je ne suis pas peiné mais irrité — parce que chez eux il n'y pas l'excuse de l'ignorance, de la faim et du désespoir — de voir ces chefs d'entreprise se précipiter pour applaudir au coup d'État, convaincus d'avoir enfin chez eux le Pinochet auquel il rêvait. Tout ce qui s'est passé sous la dictature du général Velasco qu'ils célébrèrent et fêtèrent et qui ensuite les nationalisa et les expropria, ne leur a donc pas servi de leçon ? Croient-ils encore que les tanks dans les rues, la censure de la presse et les généraux au Palais sont de meilleures garanties pour l'entreprise et la propriété privée qu'une authentique démocratie ? Rien d'étonnant qu'avec des gens comme eux le

capitalisme n’ait jamais pu décoller au Pérou et ait été seulement sa caricature mercantiliste, d’industriels sans imagination et sans esprit, effrayés par l’idée de compétition et dont les efforts, au lieu de produire, sont seulement tournés vers l’obtention de privilèges, de prébendes et de monopoles.

Espérons que les pays démocratiques d’Occident réagissent face à ce qui se passe au Pérou comme ils l’ont fait lors du coup d’État militaire d’Haïti et suivent l’exemple des États-Unis, rompant toute relation économique avec le gouvernement péruvien tant qu’il ne rétablira pas la Constitution. Seule une réponse résolue de la communauté internationale peut mettre fin à un mauvais exemple qui, s’il s’étendait, ferait reculer les pays latino-américains à une époque de barbarie qui semblait alors dépassée.

Depuis que j’ai quitté le Pérou, le 12 juin 1990, deux jours après avoir perdu les élections face à celui qui a trahi maintenant cette démocratie grâce à laquelle il est parvenu à la présidence, je me suis promis de ne pas recommencer à me mêler de politique péruvienne, encore moins à me laisser jamais entraîner par une illusion comme celle qui me porta à la candidature. Je romps maintenant la première partie de cette promesse pour une raison de principe, afin de faire part de ma condamnation de ce qui me semble un crime contre une des rares bonnes choses qui restaient dans mon pays, la liberté, et de la tristesse et la honte que j’éprouve en sachant que l’auteur du crime — si les enquêtes ne mentent pas — compte tant de complices.

Berlin, avril 1992

Haïti-la-mort

Il n’y a pas dans l’hémisphère occidental, et peut-être au monde, de cas plus tragique que celui de Haïti. C’est le pays le plus pauvre et le plus arriéré du continent et son histoire a vu se succéder des dictatures sanglantes, des tyrans corrompus et cruels, des massacres et des iniquités qui semblent ourdis par une imagination perverse et apocalyptique. Maintenant que souffle sur l’Amérique latine un air de progrès et d’optimisme avec la consolidation de régimes démocratiques et des réformes économiques qui attirent vers la région un vaste flux d’investissements, Haïti continue à s’enfoncer dans la sauvagerie politique et une misère saisissante.

Qui est responsable de ce sombre destin haïtien ? Les politologues et les sociologues ne manquent pas qui expliquent le phénomène par un argument culturel : le vaudou et d’autres croyances ou pratiques syncrétistes d’origine africaine, fermement enracinées dans la population paysanne du pays, constitueraient un obstacle infranchissable pour sa modernisation politique et économique et feraient des Haïtiens des proies faciles pour la manipulation de n’importe quel démagogue nationaliste, des victimes désignées des caudillos toujours habiles à justifier leur permanence au pouvoir comme garants de ce que Papa Doc appelait « l’haïtianisme » ou « le négrisme ».

Et pourtant, quand on jette ne serait-ce qu’un rapide coup d’œil à l’histoire moderne de Haïti, on aperçoit, comme un courant d’eau claire s’écoulant entre les hécatombes et les massacres quotidiens, une constante pleine d’espoir ; chaque fois qu’il a eu l’occasion d’exprimer ce qu’il voulait lors de comices plus ou moins propres, ce peuples d’analphabètes et de misérables a fait le bon choix, il a voté en faveur de ceux qui semblaient représenter l’option la plus juste et la plus honnête et contre les bourreaux, corrompus et exploiteurs. C’est ce qui s’est produit — bien que cela semble maintenant un paradoxe grotesque — en 1957, aux premières élections au suffrage universel de l’île, après dix-neuf ans d’occupation nord-américaine (1915-1934), quand il choisit, étonnamment, celui qui semblait être un médecin honnête et idéaliste, François Duvalier, défenseur des droits de la majorité noire (90 % de la population) contre la minorité mulâtre, détentrice alors de la richesse, du pouvoir politique et complice éhonté de l’intervention coloniale. Personne ne pouvait se douter, alors qu’on se croyait au seuil d’une nouvelle ère de progrès pour Haïti, que le docteur Duvalier allait se transformer en très peu de temps en ce vésanique Papa Doc, c’est-à-dire une

version ressuscitée de ses modèles admirés en abus despotiques, Dessalines et Christophe.

Mais cela a été, surtout, après la chute de la dynastie duvaliériste (bien que non pas des structures militaires, policières et gangstériennes qui la soutenaient) que l'on a vu l'immense majorité des Haïtiens envoyer au monde entier des signes évidents de leur volonté de vivre en paix à l'intérieur d'un régime de liberté et de légalité. C'est le sens profond de la gestation du mouvement Fanmi Lavalas, issu des couches les plus marginales et orphelines de la société haïtienne, qui, à partir de 1986, imposerait une irrésistible dynamique démocratisante à tout le pays.

Cette mobilisation populaire, de paysans, d'ouvriers, artisans et chômeurs, fut une geste civique admirable, aux contours épiques qui, ne l'oublions pas, s'opéra dans les conditions les plus adverses, défiant une répression militaire implacable et les bandes criminelles de l'ancien régime qui n'avaient presque pas été affectées par l'avènement de Baby Doc. Malgré les assassinats et les punitions préventives (incendies, bombardements, enlèvements, tortures, dans les quartiers et villages les plus pauvres) les Haïtiens accoururent en masse s'inscrire sur les listes électorales et approuvèrent à une majorité écrasante la nouvelle Constitution au référendum du 3 mars 1987. Et aux élections les plus massives et les plus propres de l'histoire de Haïti, celles du 29 novembre 1990, ils choisirent comme président Jean-Bertrand Aristide à une majorité écrasante de 67 % des suffrages.

Il faut se rappeler que c'est ce mouvement civique de base qui, d'une certaine façon, a guéri de ses velléités révolutionnaires le charismatique ex-curé salésien et fait de lui un démocrate. Jusqu'à ce référendum, échappant miraculeusement aux attentats et affrontant ses différends avec la hiérarchie catholique, le père Aristide prêchait l'action directe — la révolution — et se montrait totalement sceptique sur la voie pacifique et démocratique pour réformer le pays. Cette mobilisation civique qui avait fait du parti Lavalas une formidable force politique enracinée dans tout le territoire et avait alimenté les illusions de changement pacifique de tout un peuple, le convainquit des possibilités de la démocratie — de la loi — pour mener à bien la transformation radicale avec laquelle il enflammait l'auditoire de ses sermons.

En dépit de tout ce qui s'est dit — et il est vrai que les attaques injustes et les calomnies ont plu sur lui depuis qu'il a été défenestré — le président Aristide a respecté la légalité démocratique et tâché d'en finir avec la corruption, le crime politique, la mafia de la drogue, les privilèges économiques et l'exploitation paysanne, en suivant les mécanismes dictés par la Constitution. C'est l'amplitude réformiste de ces changements, et non les excès et désordres

populaires — il y en eut aussi — des premiers mois de son gouvernement qui a déchaîné contre lui la conspiration des militaires et de l'élite ploutocratique, aboutissant au coup d'État de septembre 1991 qui a amené au pouvoir le général Raoul Cédras.

Ce qui s'est passé à Haïti devrait remplir de remords et de honte tous les pays démocratiques d'Occident et spécialement les États-Unis, qui avaient la possibilité, avec un peu de bonne volonté et d'esprit de décision, de mettre un terme aux opérations véritablement génocidaires par lesquelles la dictature militaire tente d'étouffer la résistance des Haïtiens. Il est difficile de comprendre la logique qui a permis au gouvernement nord-américain d'envoyer les *marines* à la Grenade et à Panamá, sous prétexte qu'il y avait là des tyrannies dangereuses pour l'hémisphère, et en revanche de retirer ces mêmes *marines* quand ils allaient débarquer à Haïti pour garantir l'accord de Governors Island, parrainé par les Nations Unies et signé par Aristide et Cédras, parce qu'une poignée de tueurs de la dictature avait lapidé le bateau sur lequel ils arrivaient. Il y a là une asymétrie et une incohérence dangereuses comme précédents pour les futurs putschistes du continent.

On ne peut même pas retenir l'argument de la complicité avec la mafia de la drogue de Noriega qui servit d'alibi pour l'invasion de Panamá. Car tout le monde sait — et tous les rapports sur la situation de Haïti le corroborent — qu'une des raisons principales du putsch de Cédras était de préserver le monopole du trafic de drogue que les militaires haïtiens détiennent — et qui est, par ailleurs, leur principale source de revenus — en servant d'intermédiaire dans le transport de la cocaïne colombienne vers les États-Unis.

Il est clair qu'une intervention armée ne peut être unilatérale et qu'elle implique toujours des risques très graves, qui doivent être très soigneusement pesés. Mais s'il y a un seul cas aujourd'hui au monde, où les Nations Unies peuvent et doivent considérer ce recours extrême pour mettre un terme aux crimes contre un peuple sans défense, c'est bien celui de Haïti. Ce qui se passe là est difficile à décrire, parce que les témoignages vont au-delà du réalisme et du vraisemblable pour dépasser même les horreurs magico-politiques imaginées par Alejo Carpentier sur le passé haïtien du *Royaume de ce monde*. Ainsi, tant que l'embargo décrété contre le régime par la communauté internationale comme moyen de pression est détourné quotidiennement par la frontière dominicaine, une passoire qui, en outre, permet de multiplier les revenus des contrebandiers — qui sont tous militaires et policiers —, la dictature, tranquillisée par les déclarations de Washington que celle-ci ne recourra en aucun cas à l'action armée pour rétablir la démocratie, poursuit bien commodément l'extermination physique des cadres les plus visibles du parti

Lavalas et une politique de terreur et d'intimidation massives afin de déraciner de la conscience haïtienne l'illusion d'un retour à la démocratie.

Pour cela, le régime a créé une forme plus moderne et efficace — mieux payée et armée — de ce que furent les hommes de main de Papa Doc (les tontons macoutes) : le FRHAP (Front révolutionnaire haïtien pour le progrès). Sous la férule sanguinaire du lieutenant-colonel Michel François, chef de la police, les hommes du FRHAP exterminent des familles entières chaque nuit dans tous les quartiers et villages sympathisant avec Aristide, et brûlent les maisons de ses partisans ou les enlèvent et les soumettent à d'atroces tortures pour les relâcher ensuite, mutilés et servant de vivants exemples de ce qui attend ceux qui osent encore rêver à un retour du régime légal. Ainsi ont péri ou sont terriblement maltraités plusieurs des ministres que, afin de favoriser un arrangement négocié pour son retour à Haïti, le président Aristide avait nommés dans le cadre des accords de Governors Island. Et, chose incroyable, on entend encore certains médias des États-Unis affirmer que le problème haïtien ne se résoudra pas par l'intransigeance de Jean-Bertrand Aristide, qui n'aurait pas fait de concessions suffisantes aux militaires génocidaires (seulement la très mesquine garantie de l'impunité pour leurs crimes et l'autorisation de se retirer dans leurs quartiers d'hiver sans être inquiétés).

Tout comme l'approbation de la Nafta (le traité de libre commerce avec le Mexique et le Canada) a été le grand succès de la politique latino-américaine du gouvernement du président Clinton, son grand échec jusqu'à présent est Haïti. Inefficacité, contradictions et confusion ont caractérisé toutes ses initiatives face à ce problème qui, s'il s'achève sur la consolidation de la dictature de Cédras, jettera toujours une ombre abominable sur les états de service en politique internationale de ce retour au pouvoir du Parti démocrate, un parti, ne l'oublions pas, qui brandissait le respect des droits de l'homme et la promotion de la démocratie comme ses priorités en Amérique latine.

Heureusement, il y a au sein des mêmes démocrates américains un courant d'opinion chaque jour plus fort pour critiquer l'action du gouvernement en Haïti. Ainsi, le groupe parlementaire noir du Congrès vient de censurer l'administration pour son inefficacité et d'exiger une action plus énergique afin de rétablir le président Aristide. Et un dirigeant respecté des droits de l'homme, également de couleur, Randall Robinson, vient d'entreprendre une grève de la faim près du Capitole dans le même objectif. Ce sont seulement des gouttes d'eau, sans doute, mais peut-être en viendra-t-il d'autres, et d'autres, jusqu'à ce qu'un grand torrent d'opinion se déchaîne et impulse un effort effectif de solidarité qui aide le peuple haïtien à sortir de la barbarie où Cédras, François et compagnie veulent l'éterniser.

Washington, avril 1994

Jouer avec le feu

La commotion provoquée en Argentine par le témoignage sur les tortures et les crimes commis par la dictature militaire établie après le coup d'État du général Videla, en 1976, et qui a cessé avec l'élection d'Alfonsín, en 1983, pourrait être fort salutaire pour l'avenir de la démocratie dans ce pays et en Amérique latine. Mais seulement si l'on met à plat tous les problèmes et si l'ensemble de la société tire de ce débat les conclusions adéquates. J'ai l'impression que rien de cela ne va se produire.

Bien que l'énormité des horreurs de la répression ait été parfaitement connue, ce qui a déchaîné le scandale — attisé par la campagne électorale du moment — ce sont les effrayantes précisions données par les militaires « repentis » sur le sadisme avec laquelle elle s'est abattue sur ses victimes, et surtout que ce soient les bourreaux eux-mêmes qui aient fait ces révélations. Tout est désormais bien évident. La vérité ne peut plus être remise en question ni minimisée, car ces bouches loquaces qui la rendent publique sont celles-là mêmes de ceux qui ont appliqué les électrodes électriques, ont lâché les chiens dressés à châtrer avec leurs dents les prisonniers ou poussé ceux-ci, anesthésiés et nus, du haut d'un hélicoptère dans la mer.

Tout cela est, évidemment, atroce et nauséabond pour toute conscience moyennement éthique, comme est parfaitement compréhensible l'indignation des catholiques, qui se sentent poignardés dans le dos par leur Église, en apprenant que les officiers et soldats chargés de jeter vivants dans l'océan les prisonniers politiques, étaient confortés spirituellement par des prêtres et aumôniers militaires, afin qu'ils n'en ressentent pas ensuite de remords. (Il y avait des médecins psychologues pour compléter cette tâche, de façon à éviter la démoralisation parmi les membres des corps spécialisés dans la lutte antiterroriste.) Ceci dit, je dois avouer que, sans que cela diminue mon dégoût pour cette sauvagerie, j'ai suivi avec un malaise croissant le débat argentin pour savoir si, en raison de ces nouveaux éléments judiciaires, on devait revenir sur l'amnistie du 28 décembre 1990, rouvrir les dossiers et envoyer en prison le plus grand nombre de complices — civils ou militaires — dans les tortures, assassinats et disparitions des trente mille victimes de la dictature dirigée par les généraux Videla, Viola et Galtieri. Bien entendu, ce serait magnifique si tous les responsables de ces cruautés inouïes étaient jugés et sanctionnés. Mais c'est pratiquement impossible parce que cette responsabilité déborde largement la

sphère militaire et implique un ample éventail de la société argentine, y compris une bonne partie de ceux qui maintenant déchirent leurs vêtements en condamnant rétroactivement une violence que, d'une façon ou d'une autre, ils ont contribué aussi à attiser.

Le remplacement d'un gouvernement démocratique par un régime dictatorial — un système qui régule la loi par un autre où la force domine — ouvre les portes et les fenêtres à un déchaînement imprévisible de la violence, dans toutes ses manifestations, depuis l'impunité pour la corruption jusqu'au crime institutionnalisé, en passant, certes, par l'empire de l'arbitraire dans les relations sociales et le royaume du privilège et de la discrimination dans la sphère publique. La portée de cette violence implicite dans tout régime qui s'appuie sur la force brutale, dépend, à l'évidence, de facteurs qui varient d'un pays à l'autre et d'une époque à l'autre, mais c'est une loi sans exceptions — surtout en Amérique latine — que toute dictature, même la plus « bénigne », laisse toujours derrière elle une sinistre traînée de sang et de morts et une longue liste de violations des droits de l'homme.

Aussi est-ce fort bien que les révélations des officiers Adolfo Scilingo et Héctor Vergés, le gendarme Federico Talavera et le sergent Víctor Ibáñez provoquent de l'indignation, mais la surprise n'est en aucune façon admissible, car torturer, assassiner et faire « disparaître » ne sont-ils pas, depuis toujours, une pratique habituelle des dictatures en Amérique latine et partout ? Ce qui a sans doute varié, c'est la technologie, aujourd'hui bien plus avancée que dans ces temps artisanaux où Trujillo jetait ses adversaires aux requins non d'un avion mais d'une médiocre falaise de la capitale dominicaine. Tout cela nous, les Latino-américains, ne le savons que trop, et pour cela, ceux qui applaudissent ou se taisent quand un régime démocratique est renversé par les tanks savent fort bien ce que les dents de leurs chenilles entraînent avec elles comme projet de vie pour la collectivité. Ai-je besoin de rappeler que le coup d'État militaire du 24 mars 1976 contre le gouvernement d'Isabelita Perón a été joyeusement ovationné par un très vaste secteur, peut-être majoritaire, de la société argentine ? Cette foule aux visages anonymes qui respira, soulagée et heureuse, quand s'installa la Junte militaire, n'est pas étrangère à l'horreur qui ces jours-ci arbore son visage abject dans la vie politique argentine et est l'objet d'un examen public grâce auquel il y a maintenant dans ce pays un régime de liberté et de légalité.

Cela dit, s'il est hypocrite de faire l'innocent ou l'aveugle sur ce que signifie une dictature, ça l'est aussi de juger l'oublieux et de maintenir hors du débat un fait capital : le climat d'angoisse et d'impuissance qui régnait en Argentine dans les années soixante-dix par la faute de l'action insurrectionnelle des montoneros

et de l’Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP). Cette guerre, rappelons-le, fut déclenchée non contre une dictature militaire, mais contre un régime civil, issu d’élections, et qui, malgré tous ses défauts — innombrables, je le sais —, préservait un certain pluralisme et permettait une ample marge d’action à ses opposants de droite et de gauche, ce qui signifie qu’il aurait pu être remplacé pacifiquement à travers un processus électoral.

Mais les romantiques et idéalistes « guérilleros urbains » ne voulaient pas conserver le système démocratique qu’il jugeait corrompu et inefficace, mais en faire table rase et bâtir dès le départ une autre société. Pour eux, ce système était un simple masque et ses assassinats, attentats, enlèvements et « expropriations » — comme ils appelaient les agressions et les vols — avaient pour objet, précisément, de rétablir la vérité, c’est-à-dire que les militaires sortent de leurs casernes pour gouverner, car qu’était-ce que la démocratie sinon un pathétique prête-nom du véritable pouvoir représenté par l’institution militaire et ses alliés, les capitalistes ? Sa stratégie eut du succès et les militaires, acclamés par une bonne partie des civils que le terrorisme avait intimidés et terrifiés, sortirent des casernes pour faire cette guerre à laquelle on les appelait, et, comme en matière de mort, ils étaient mieux équipés et entraînés que les guérilleros, ils en tuèrent en toute bonne conscience dix ou vingt — voire davantage — pour chaque victime de l’autre bord, sans trop se soucier qu’il y eût parmi les victimes un nombre considérable d’innocents.

La sauvagerie des uns n’est jamais une circonstance atténuante de la sauvagerie des autres, bien entendu, et je crois qu’on ne peut en aucune manière excuser ou minimiser la responsabilité des violences épouvantables de la dictature par les crimes des montoneros et de l’ERP. Mais je soutiens, en revanche, qu’on ne peut séparer la férocité de la répression de la dictature militaire de la déclaration insensée de « guerre armée » lancée par ces mouvements extrémistes contre une démocratie qui, pour faible et incompétente qu’elle fût, constituait le rempart le plus précieux du peuple argentin contre la violence. C’est pourquoi tous ceux qui ont aidé, d’une façon ou d’une autre, à faire tomber ce système et à le remplacer par une Junte militaire, ont jeté un peu d’huile sur le feu du terrible incendie qui a ravagé le pays le plus cultivé, le plus prospère et moderne d’Amérique latine, pour le renvoyer à la barbarie politique.

Comment pareille régression fut-elle possible, et comment agir, désormais, pour qu’elle ne se renouvelle pas ? Tel devrait être l’axe du débat. Le repentir public d’évêques et chefs militaires est une très bonne chose, sans doute, mais je ne crois pas que cela garantisse grand-chose pour l’avenir, à moins que cette démonstration ne soit accompagnée d’une prise de conscience collective que ces horreurs aujourd’hui exhibées à la lumière publique ont été le résultat et

l’inévitable conséquence d’une tragédie plus grande, la disparition du régime civil et représentatif, fondé sur la loi, sur les règles de jeu civilisé — élections et équilibre des pouvoirs — et son replacement par un régime autoritaire l’arme au poing.

J’ai quand même l’impression que ce n’est pas la direction qu’a prise le débat argentin, mais plutôt celle, très risquée, du « règlement de comptes », la plus apte, au lieu de vacciner le pays contre la répétition future d’horreurs semblables, à approfondir la division entre les secteurs politiques et à affaiblir le fragile consensus permis par le rétablissement de la démocratie. Si celle-ci se craquelle et s’effondre, non seulement on n’aura pas rendu justice aux victimes de la terreur, on aura plutôt posé des jalons pour qu’une fois de plus se répète ce cycle fatidique, et qu’à un bref intervalle de liberté succède l’autoritarisme déguisé ou masqué (à la façon péruvienne, par exemple), avec pour inévitable corollaire de nouvelles exactions, violences, tortures et assassinats afin d’enrichir la triste histoire universelle de l’infamie dont parlait Borges.

Mon pessimisme s’appuie sur des déclarations comme celle de l’ex-leader montonero[1] Jorge Reyna qui, interrogé par les journalistes pour savoir s’il se « repentait » lui aussi de sa contribution personnelle à la violence des années soixante-dix, a répondu : « Tout au contraire, je suis fier d’avoir essayé de changer le monde. C’est la colonne vertébrale qui me maintient en vie après toutes les choses que j’ai vécues… » C’est sans doute une attitude cohérente. Mais comment s’étonner alors que lui réponde un général, colonel ou capitaine déclarant que, pour sa part, il est fier d’avoir sauvé la civilisation occidentale et chrétienne de l’offensive athée et communiste ? C’est, une fois de plus, le chemin de la guerre civile et si elle se déchaîne à nouveau les Argentins savent bien qui va la gagner et quelles en seront les conséquences.

Aussi, en s’efforçant de surmonter leur nausée compréhensible et leur épouvante, ils feraient bien de regarder en direction de pays comme l’Espagne ou le Chili qui ont su rompre le cycle infernal et ont été capables d’enterrer le passé afin de pouvoir construire l’avenir. Ce n’est que lorsque la démocratie prend racine, et que la culture de la légalité et de la liberté imprègne toute la vie sociale, qu’un pays est prémuni contre des horreurs comme celles qu’a vécues l’Argentine ces années-là, et est suffisamment fort pour sanctionner comme il se doit ceux qui menacent l’État de droit. La démocratisation des institutions en Amérique latine — et, tout particulièrement, des forces armées, habituées depuis la nuit des temps à faire étalage de leur puissance — est un processus lent et délicat dont dépend en grande partie l’avenir de la liberté sur le continent. Ce qui s’est passé au Pérou avec une démocratie que, par la violence des groupes extrémistes et l’aveuglement et la démagogie de quelques forces politiques, les

Péruviens ont dévoyée et laissée tomber comme un fruit mûr dans les bras du pouvoir personnel et militaire, devrait ouvrir les yeux des imprudents justiciers qui, en Argentine, profitent de ce débat sur la répression des années soixante-dix pour reprendre la main, réparer de vieilles offenses ou continuer par d'autres moyens la guerre démentielle qu'ils ont déclenchée et perdue.

Londres, mai 1995

---

1. Le mouvement argentin des Montoneros, né dans les années soixante, fut une organisation politique, proche du péronisme et dans la mouvance marxiste, nationaliste et populiste. *(N.d.T.)*

Les « putains tristes » de Fidel

La dissimulation ne figure pas parmi les défauts de Fidel Castro. Dans ses quarante-cinq années de pouvoir — la dictature la plus longue de l'histoire de l'Amérique latine — il n'a jamais prétendu tromper personne sur la nature de son régime ni sur les principes sur lesquels se fonde sa façon de gouverner.

Cuba vit sous un système « communiste » (à ce qu'il dit) qui, d'après lui, est plus juste, plus égalitaire et plus libre que les démocraties capitalistes putréfiées, pour lesquelles le « commandant » manifeste toujours, dans tous ses discours cacophoniques, un souverain mépris, et dont il pronostique l'effondrement tôt ou tard sous le poids de leur corruption et de leurs contradictions internes. Il est possible que Castro soit à Cuba la seule personne à croire encore à ces sottises, mais assurément il y croit, et comme il règne dans l'île un totalitarisme vertical où le chef suprême a tous les pouvoirs et constitue la seule source de vérité, le système fonctionne en raison de semblables convictions, assenées aux Cubains par la propagande unidimensionnelle comme si c'étaient des axiomes révélés. (C'est pour cette raison que Reporters Sans Frontières vient de situer Cuba au 166^{e} rang des 167 pays examinés quant à la liberté de la presse, c'est-à-dire à l'avant-dernier rang, le dernier étant occupé par la Corée du Nord.) Le « commandant » l'a fait savoir à satiété : comme le régime communiste cubain est supérieur aux démocraties occidentales, il ne va pas avoir la faiblesse de tomber dans ce que lui demandent ses ennemis dans le seul but de le détruire, c'est-à-dire admettre des élections libres, la liberté d'expression, de mouvement, des tribunaux et des juges indépendants, une alternance au pouvoir, *etc.* Ces institutions et pratiques sont des rideaux de fumée pour l'exploitation et la discrimination qui prolifèrent dans les démocraties « socio-connes », exquise vulgarité inventée par Castro pour dénigrer les socialistes et les socio-démocrates qui le critiquent et qui sont la cible constante de ses diatribes.

Pourquoi un gouvernement qui compte 99,9 % d'appui dans la population convoquerait-il des élections libres ? Pourquoi semer la division et le chaos dans cette belle unité sans faille que garantit le régime de parti unique ? Ceux qui réclament ces consultations électorales, la liberté des partis politiques, une presse indépendante et des choses dans ce style, veulent en réalité ouvrir les portes de Cuba aux impérialistes acharnés à en finir avec les grandes « conquêtes sociales » de la révolution — doit-on inclure parmi elles la relégation des homosexuels avec les délinquants de droit commun dans des camps de

concentration aux temps des Umap[1] ? — et à faire de Cuba une démocratie néocoloniale, pseudo-libérale et « socio-conne », où onze millions de Cubains seraient impitoyablement exploités par une poignée de capitalistes yankees.

Ceux qui demandent de pareils changements sont, donc, purement et simplement des ennemis de la révolution, des agents de l'impérialisme et doivent être traités comme des délinquants, des criminels et des traîtres à la patrie. Ce ne sont pas de simples mots d'un mégalomane paranoïaque, mais une conviction qui s'appuie sur quarante-cinq années de conduite rectiligne, pendant lesquelles Castro n'a pas fait un seul pas en arrière dans sa profession de foi. Cela s'est traduit à plusieurs reprises par des emprisonnements, une répression systématique, brutale et disproportionnée devant la moindre manifestation de dissidence, des punitions périodiques où des opposants, véritables ou supposés, au régime sont jugés et condamnés, dans des procès aussi grotesques que ceux faits par l'URSS staliniste, et parfois féroces, parmi lesquels, de temps en temps, figure l'exécution par les armes. Qu'en dépit de cette politique de terreur systématique et de mépris souverain des droits de l'homme les plus élémentaires, il y ait encore des Cubains, comme le poète Raúl Rivero et ses soixante-quinze compagnons emprisonnés lors de la dernière vague répressive, qui, dans les prisons où ils pourrissent, gardent vif l'esprit de résistance, cela non seulement étonne et remplit d'admiration, mais démontre en outre, comme l'a souligné Václav Havel dans l'hommage qu'il vient de leur rendre, qu'à l'intérieur des sociétés dévastées par l'obscurantisme le plus prolongé et l'horreur la plus abjecte, la liberté trouve toujours moyen de survivre.

Que ce régime ait encore des partisans à l'étranger ne doit pas nous surprendre. La haine que la société ouverte inspire à beaucoup les conduit à préférer une dictature « sociale » à la démocratie, et c'est pourquoi ils déplorent la chute du mur de Berlin, la désintégration de l'Union soviétique et la conversion de la Chine populaire à un capitalisme effréné et « sauvage » (là, oui, on peut admettre l'expression). Bien entendu, je crois que ceux qui pensent ainsi sont dans l'erreur et que beaucoup d'entre eux ne pourraient pas tenir vingt-quatre heures dans une société comme celle qu'ils défendent, mais, s'ils croient cela, il est logique qu'ils se montrent solidaires d'une tyrannie qui incarne leurs propres idéaux et aspirations politiques. Il faut leur reconnaître au moins une indiscutable cohérence dans leur attitude.

À l'inverse il n'y a qu'incongruité et confusion chez ces intellectuels, politiciens ou ces gouvernements qui se disent socio-démocrates, servent les intérêts d'un régime qui est l'ennemi numéro un de la culture démocratique dans l'hémisphère occidental et, au lieu de se montrer solidaires de ceux qui, à Cuba, vont en prison, vivent comme des pestiférés, soumis à toutes sortes de privations

et de violences ou donnent leur vie pour la liberté, appuient leurs bourreaux et acceptent de jouer le rôle déplorable d'entremetteurs, de complices ou de « putains tristes[2] » — pour user d'un terme d'actualité — de la dictature caribéenne.

C'est une insulte à l'intelligence que de prétendre faire croire à qui aurait suivi sommairement presque un demi-siècle de régime cubain, que la façon la plus efficace d'obtenir des « concessions » de Castro est l'apaisement, le dialogue et les démonstrations d'amitié avec sa tyrannie. Et ça l'est parce que Fidel Castro lui-même s'est chargé catégoriquement de dissiper tout malentendu à cet égard : il a des complices, des courtisans, des serviteurs, qui collaborent à sa politique, à ses desseins, à son gouvernement et son modèle politico-social, dont aucun de ses nombreux « amis » ne l'a jamais fait s'écarter d'un millimètre. Il est vrai que parfois certains de ces politicards complaisants, de ces intellectuels en quête de certificats de bonne conduite progressiste qui se font photographier en sa compagnie et lui donnent un coup de main publicitaire, reçoivent comme cadeau un prisonnier politique qu'ils exhibent ensuite comme alibi de leur duplicité. Mais cette répugnante traite des prisonniers, au lieu de montrer un fléchissement du régime — qui remplace presque aussitôt ceux qu'il libère par d'autres nouveaux prisonniers — apparaît plutôt comme le signe flagrant de leur vilenie et de leur inhumanité.

Où cela mène-t-il ? À ce que le gouvernement espagnol de Rodríguez Zapatero rende publique son intention de prendre la tête d'un mouvement pour que l'Union européenne qui, après les exécutions et la condamnation des soixante-quinze dissidents, avait opté pour une politique de fermeté face à la dictature cubaine tant qu'il n'y aurait pas dans l'île de réels progrès en matière de droits de l'homme, rectifie le tir et choisisse plutôt le rapprochement et le dialogue amical avec Castro, en coupant donc tout lien et appui avec ses opposants. Le prétexte en est que la « fermeté » n'a pas donné de résultats. Quels résultats ont donnés la lâcheté et la complicité avec le régime cubain de toutes ces « démocraties » latino-américaines qui votent en faveur de Fidel Castro aux Nations unies et multiplient les gestes de sympathie envers lui en arguant qu'il faut être solidaire avec « le frère continental » ? La politique adoptée par l'Union européenne a envoyé, au moins, un message clair aux millions de Cubains qui ne peuvent protester, ne peuvent voter et ne peuvent échapper, en leur disant qu'ils ne sont pas seuls, qu'ils n'ont pas été abandonnés et que les démocraties occidentales sont moralement et civiquement de leur côté dans ce combat où, comme hier les Roumains, les Tchèques, les Polonais, les Russes et tant d'autres, ils vaincront tôt ou tard.

Rapprochement, dialogue, diplomatie privée, sont des euphémismes

mensongers pour ce qui, pour parler clairement, est une abdication honteuse d'un gouvernement qui, en claire contradiction avec ses origines et sa nature démocratique, décide de contribuer à la survie d'une dictature aussi ignominieuse et ignoble que celle de Franco, et un coup de poignard dans le dos des innombrables Cubains qui, comme les millions d'Espagnols sous le franquisme, rêvent de vivre dans un pays sans censure, torture ni exécutions, et sans l'asphyxiante monotonie du parti unique, du mensonge, de la surveillance et d'un omniprésent Caudillo.

Le plus critiquable dans ce cas c'est que les gouvernants espagnols, à moins d'être affectés soudain d'un angélisme puéril, savent parfaitement que le changement qu'ils proposent à leurs alliés européens quant à Cuba, s'il prospérait, ne conduirait pas à la moindre ouverture du régime, mais bien au contraire donnerait à ses poumons défaillants une bouffée d'oxygène (Fidel Castro a déjà dit publiquement que la décision du gouvernement espagnol était « la décision correcte »). Alors pourquoi le font-ils ? À usage interne. Pour prouver que dans ce domaine aussi il y a une rupture radicale avec le gouvernement antérieur. Ou pour donner un peu de souffle à ces tiers-mondistes et staliniens résiduels qui, bien qu'heureusement fort minoritaires, existent encore à l'intérieur du socialisme espagnol, à la traîne, à cet égard, de ses congénères britanniques, français, allemand et nordiques, où les socialistes n'ont pas le moindre complexe d'infériorité devant le Goulag tropical cubain.

Mon espoir est que ces magnifiques « socio-cons » européens empêchent que cette initiative lamentable ne se matérialise. Elle doit être dénoncée et combattue pour ce qu'elle est : un acte démagogique et irresponsable qui ne servira qu'à étayer la plus longue dictature latino-américaine. Nous ne devons pas permettre que l'Espagne démocratique, moderne et européenne qui, par tant d'aspects, est un exemple pour l'Amérique latine, devienne la « putain triste » de Fidel.

Madrid, octobre 2004

---

1. Unité militaire d'aide à la production, en fait camp de travail forcé où furent envoyés, entre 1965 et 1968, des prêtres, des homosexuels et des dissidents. *(N.d.T.)* 2. Allusion au roman de Gabriel García Márquez *Mémoire de mes putains tristes* (Grasset, 2005). *(N.d.T.)*

Les funérailles d’un tyran

Le hasard a voulu que je me trouve à Santiago du Chili au moment des funérailles du général Augusto Pinochet. À très juste titre, le gouvernement de Michelle Bachelet refusa d’organiser des funérailles officielles et l’ex-dictateur fut seulement honoré par les instances militaires, comme ancien commandant en chef de l’Armée. Mais même les Forces Armées chiliennes n’ont pas voulu s’identifier pleinement à l’ex-dictateur comme le montre le fait qu’ils aient sur le champ mis à pied le petit-fils de Pinochet, le capitaine Augusto Pinochet Molina, pour avoir incongrûment prononcé un discours aux obsèques de son grand-père.

Bien que plusieurs milliers de personnes, nostalgiques des dix-sept années que dura la dictature, soient allées s’incliner devant ses restes exposés à l’École militaire, toutes les enquêtes prouvent ces jours-ci qu’une grande majorité de Chiliens condamne maintenant son régime, pour les violations des droits de l’homme, la corruption et l’enrichissement illicite qui le caractérisa. Tout comme dans le reste du monde, ici aussi beaucoup ont regretté que Pinochet soit mort sans avoir été jugé pour aucun des crimes qu’il commit. Plus de trois cents procès pour assassinats, tortures, abus de pouvoir et trafics illicites, que ses avocats parvinrent à repousser et repousser, devront maintenant être classés sans suite, sans toutefois exonérer ses subordonnés et autres complices des exactions.

Mais le gros de l’opinion publique chilienne, et internationale, l’avait déjà sanctionné et Pinochet passera à l’histoire, non comme « le général qui sauva le Chili du communisme » (ainsi disaient certaines affiches de ses partisans) mais comme le caudillo d’une tyrannie qui assassina au moins trois mille cinq cents opposants, tortura et emprisonna plusieurs milliers de personnes, en obligea à s’exiler tout autant, et gouverna pendant dix-sept ans avec une brutalité sans excuses un pays qui avait une tradition de légalité et de coexistence démocratique rare en Amérique latine. Le mythe selon lequel il était un dictateur « honnête » s’est effondré depuis longtemps, quand on a découvert qu’il avait des comptes secrets à l’étranger — à la banque Riggs de Washington — pour près de vingt-huit millions de dollars et que, par conséquent, il entrait parfaitement dans le moule typique des dictateurs latino-américains, comme assassin et comme voleur.

Les incidents violents qui ont eu lieu le jour de sa mort dans les rues de Santiago entre ses partisans et ses adversaires sont une preuve flagrante des blessures et des divisions que la dictature militaire a laissées dans la société

chilienne et de la lenteur de leur cicatrisation, ainsi que de la réconciliation. Même maintenant où le Chili est un pays bien différent de l'époque où Pinochet se hissa au pouvoir au moyen d'un putsch militaire, une démocratie moderne et prospère, en pleine expansion, les rancœurs et les haines souterraines qui se sont forgées pendant son gouvernement — certaines auparavant, pendant l'Unité populaire — fragmentent encore le pays et menacent de remonter à la surface sous n'importe quel prétexte.

La condamnation ferme et sans équivoque du tyranneau que fut Pinochet et de son système inique ne doit pourtant pas conduire à une justification ni à un oubli des très graves erreurs commises par l'Unité populaire, de Salvador Allende, sans lesquelles il n'y aurait jamais eu le climat de vacance de pouvoir, de violence et de démagogie qui amena maints Chiliens à appuyer le putsch de Pinochet. Allende présida un gouvernement légitime, issu d'élections impeccables, mais appuyé seulement par un peu plus d'un tiers de l'électorat chilien. Son mandat ne l'autorisait pas à mener à bien la révolution socialiste radicale qu'il entreprit, en suivant le modèle cubain, et à l'origine d'une hyperinflation qui engendra insécurité et fureur dans les classes moyennes, et une polarisation politique que, contrairement aux autres pays latino-américains, le Chili n'avait pas connue jusqu'alors. Cela explique que le coup d'État militaire n'ait pas été rejeté par le gros d'une société qui semblait jusqu'alors avoir de solides convictions démocratiques et dont une bonne partie, pourtant, se croisa les bras ou appuya les militaires soulevés.

Il est vrai aussi que la dictature ignominieuse de Pinochet ouvrit, contre toute attente, une voie pour la récupération économique et la modernisation du Chili. Il faut répéter, une fois de plus, que cela se passa non pas à cause de mais malgré le régime dictatorial, pour une série de circonstances spécifiques, qui permirent quelque chose d'inconcevable dans n'importe quelle autre tyrannie militaire : à savoir que le régime livra le domaine économique à un groupe d'économistes civils — les Chicago Boys — et les laissa opérer des réformes radicales — ouverture des frontières, privatisation des entreprises publiques, intégration aux marchés du monde, dissémination de la propriété, incitation à l'investissement, réforme du travail et de la sécurité sociale — qui orientèrent le Chili sur la voie qui l'a conduit à la prospérité dont il jouit maintenant.

Cependant, la véritable modernisation du Chili a commencé ensuite, à la chute de la dictature, quand le premier gouvernement démocratique de la Concertation, en 1990, en même temps qu'il démontait tout l'appareil répressif et censeur de Pinochet, conservait pour l'essentiel, tout en le perfectionnant dans les détails, le modèle économique. Quand l'électorat chilien ratifia par son vote cette politique sensée et que s'établit, de fait, un consensus national sur les lignes directrices

(démocratie politique et économie de marché), le Chili commença à laisser derrière lui, enfin, ce sous-développement dans lequel barbotent encore la plupart des pays latino-américains.

Il y a des insensés qui croient encore qu'un Pinochet est nécessaire pour qu'un pays arriéré commence à progresser. Ce fut, par exemple, l'argument des « pinochétistes » péruviens que sont les « fujimoristes ». Il est vrai que Fujimori entreprit quelques réformes économiques. Mais elles échouèrent toutes, sans aucune exception, en raison des détournements de fonds vertigineux et des violences inouïes qui les accompagnèrent. On peut en dire de même, à peu de chose près, de tous les régimes qui ont prétendu s'inspirer du modèle « pinochétiste ».

Il n'y a pas de modèle pinochétiste. Un pays n'a nul besoin de passer par une dictature pour se moderniser et accéder au bien-être. Les réformes d'une dictature ont toujours un prix en atrocités et en séquelles éthiques et civiques, qui sont infiniment plus coûteuses que le statu quo. Parce qu'il n'y a pas de progrès véritable sans liberté et légalité, et sans le soutien clair des réformes dans une opinion publique convaincue que les sacrifices qu'elles exigent sont nécessaires si l'on veut sortir du marasme et décoller. Le manque de cette conviction et la résistance passive de la population aux tentatives timides ou maladroites de modernisation expliquent l'échec en long et en large des gouvernements dits « néolibéraux » en Amérique latine, et des phénomènes comme le tonitruant commandant Chávez, au Venezuela.

Le cadavre nonagénaire de Pinochet est-il déjà une figure archéologique, comme le sera, le plus vite possible, sans doute, celle de Fidel Castro ? L'épouvantable lignée dont tous deux sont des figues emblématiques finira-t-elle avec eux ? Rien ne me réjouirait davantage, mais je n'en suis pas si sûr. Il est vrai qu'aujourd'hui, en Amérique latine, à l'exception de Cuba, tous les gouvernements ont une origine légitime, y compris celui de Chávez. Et aussi que la grande majorité des gouvernements de gauche au pouvoir respecte le jeu démocratique et se plie aux usages constitutionnels. C'est là une nouvelle positive, sans aucun doute.

Le problème est que la démocratie politique sans développement économique dure peu. La pauvreté, le chômage et la marginalisation affaiblissent le soutien populaire d'une démocratie sans résultats sociaux significatifs et provoquent une telle frustration et une telle rancœur qu'elles peuvent la faire s'effondrer. Le populisme dont font montre plusieurs de ces gouvernements est un obstacle insurmontable pour le progrès véritable, même dans des pays qui jouissent providentiellement de l'or noir, comme le Venezuela.

Espérons que la tragique histoire d'Allende et de Pinochet ne se répète pas, ni

au Chili ni nulle part ailleurs.

Santiago du Chili, décembre 2006

II. APOGÉE ET DÉCLIN DES RÉVOLUTIONS

Chronique de Cuba (1)

Les intellectuels brisent le blocus

« Croyez-vous que dans vingt ans les Cubains seront comme ça ? » dit mon ami italien d'un geste navré en me montrant la rue : une foule avait brusquement envahi l'avenue, et les tramways passaient maintenant, devant nous, bondés de gens. Hommes, femmes et jeunes allaient assez bien vêtus, avec des gants, des manteaux et des toques de fourrure ; de nombreuses adolescentes portaient de hautes bottes et des capes, comme à Paris ou à Londres, et quelques vaillantes, malgré la température de moins 10 °, arboraient des minijupes. « Vous rendez-vous compte maintenant pourquoi j'ai des préventions contre le socialisme ? dit mon ami italien. Parce que si demain mon pays devenait socialiste, nous finirions comme les Tchèques, jamais comme les Cubains. » Quelques heures avant que nous nous soyons réfugiés dans ce café, harcelés par le froid, nous avions longuement marché dans le centre de Prague, faisant du lèche-vitrines, déchiffrant le programme des cinémas, le menu des restaurants, observant et (secrètement) achetant. Mon ami italien exagérait, bien sûr, quand il résumait ses fugaces impressions de Prague en une phrase lapidaire (« C'est là une mauvaise imitation d'une ville capitaliste »), mais sans doute les images que nous deux ramenions de Cuba avaient peu à voir avec celles qui défilaient devant nous. Où était la différence ? Pas tant dans le haut niveau de vie des Tchèques, dans leur développement industriel, dans leur économie saine et solide (la plus prospère parmi les démocraties populaires), qui contrastent fortement avec les immenses difficultés matérielles auxquelles doit faire face Cuba, en raison de sa situation de pays sous-développé et soumis à un blocus rigoureux, que dans l'apathie évidente, teintée de scepticisme politique, des gens, leur ferveur révolutionnaire nulle détectable à l'œil nu, dans l'attitude de conformisme, voire de résignation tranquille avec laquelle l'homme de la rue semble assumer sa condition de citoyen d'un pays socialiste, qui déconcertent rudement celui qui vient d'émerger du climat électrisant d'enthousiasme et de tension que l'on vit à Cuba.

Il faut parcourir un long chemin compliqué pour arriver à Cuba. Le blocus que Washington a imposé depuis des années à l'île, n'a pas seulement pour objectif de la priver des importations qui, jusqu'à la révolution, l'ont fait survivre, mais aussi et surtout de la mettre en quarantaine politique et culturelle, de l'expulser de la famille latino-américaine, de l'exclure comme une lépreuse pour éviter la contagion. Ce blocus qui, sans doute, a sérieusement affecté matériellement

l’économie cubaine (mais sans réussir à l’asphyxier, comme l’espéraient les hommes de l’OEA [Organisation des États américains]), a connu dans le domaine culturel un échec fracassant : c’est là quelque chose dont peuvent s’enorgueillir les intellectuels latino-américains. Ni les difficultés que présente le voyage à Cuba du point de vue matériel (le Mexique est le seul pays à maintenir des vols vers La Havane, mais le Latino-américain qui part de là, outre qu’il est photographié et fiché comme un indésirable, se voit interdire de retourner dans son pays par la même voie), le périple absurde qui, par exemple, oblige un Vénézuélien à passer par Prague ou Madrid pour se rendre à La Havane, ni les représailles prises par maints gouvernements latino-américains à l’encontre des citoyens qui violent l’interdiction (qui figure sur les passeports comme dans le cas du Pérou) de se rendre dans le pays pestiféré, n’ont empêché les artistes et les écrivains de ce continent d’aller dans l’île afin de voir de leurs propres yeux ce qui s’y passe et de dialoguer ou discuter avec leurs collègues cubains. « Vous êtes dramaturge ou poète ? » m’avait demandé mon ami italien, quand nous nous sommes connus à l’aéroport de La Havane, alors que nous attendions le départ de l’avion pour Prague. « Parce que cette ville connaît une véritable invasion de dramaturges et de poètes sud-américains, on m’en a déjà présenté une cinquantaine. » Il exagérait, mais à peine. Ces trois derniers mois on a célébré à Cuba trois événements culturels : le Festival de théâtre latino-américain, la Rencontre Rubén Darío (pour le centenaire du poète) et le concours littéraire annuel de la Casa de las Américas de poésie, nouvelle, roman et essai. À cet effet, pas moins d’une demi-centaine d’écrivains du continent sont venus dans l’île et ont eu l’occasion, non seulement de connaître de près la situation de Cuba, mais de nouer des relations mutuelles et d’échanger des opinions. Si l’on tient compte de la difficulté séculaire de communication entre les écrivains latino-américains, ce fait revêt une signification toute particulière.

Il est bon que les artistes et les intellectuels de notre continent se révoltent contre le blocus et le brisent. Les raisons des gouvernements ne sont, ne peuvent ni ne doivent être celles des créateurs, et aucun écrivain latino-américain responsable ne pourrait admettre, sans se déshonorer, la mutilation de Cuba du territoire culturel américain. D’un autre côté, les artistes et les écrivains de toutes les tendances qui se rendent à Cuba (c’est une sotte calomnie que d’affirmer que seuls les convaincus y vont) ont une raison plus puissante de combattre, dans la mesure de leurs possibilités, la politique d’exclusion et d’asphyxie, de cordon sanitaire, établie par l’OEA. Et c’est que, dans le domaine qui leur appartient, celui de la culture, la révolution cubaine offre, en ses quelques années de vie, un bilan étonnamment positif, un solde de réalisations et de victoires profondément émouvant.

Je déteste la dévotion sous toutes ses formes, et la dévotion politique ne me semble pas moins repoussante que la religieuse. En dépit de mon admiration pour la révolution cubaine, j'ai toujours trouvé déplorables ces témoignages béats, hagiographiques, ces actes de foi déguisés en chroniques ou reportages, qui prétendent montrer la Cuba actuelle comme un modèle de perfection, sans tache, comme une réalité que le socialisme a libérée d'un coup de baguette magique de toute déficience et de tout problème, et rendu invulnérable à la critique. Non, ce n'est pas vrai. Cuba a encore un grand nombre de problèmes à résoudre, elle n'a pas atteint partout les mêmes réussites et il y a, bien sûr, de nombreux aspects de la révolution qui sont discutables et contestables.

Il en est un, pourtant, où même l'esprit le plus vertement critique, le contradicteur par tempérament et vocation, se trouverait en grand embarras s'il avait à contester la politique de la révolution : celui de la culture, précisément. On sait déjà comment l'analphabétisme fut éradiqué à Cuba ; également comment l'éducation fut mise à la portée de tout le monde, gratuitement, et que tous les étudiants de l'île, collégiens ou universitaires, sont boursiers (c'est-à-dire nourris, logés et habillés par l'État, qui leur fournit en outre le matériel d'études nécessaire). Mais ce qui est beaucoup moins connu, en revanche, c'est le gigantesque effort d'édition et d'action culturelles entrepris dans l'île ces dernières années et sa motivation. Qu'il nous suffise de dire qu'aucun gouvernement latino-américain n'a fait autant pour promouvoir dans son peuple les lettres, les arts plastiques, la musique, le cinéma, la danse, en multipliant les festivals, les expositions, les concours, les campagnes. Mais l'effort déployé serait vicié s'il ne pouvait s'apprécier que numériquement. Ce qui est remarquable, dans le cas de Cuba, c'est que cette politique culturelle n'a pas été viciée (comme cela s'est passé dans d'autres pays socialistes et continue, malheureusement, de se produire dans plusieurs d'entre eux) par l'esprit sectaire et le dogme. À Cuba il n'y a pas eu de « dirigisme esthétique », les velléités de fonctionnaires ineptes furent étouffées à temps. Ni en littérature, ni en arts plastiques, et pas plus dans le cinéma que dans la musique, les dirigeants cubains n'ont tenté d'imposer un type de modèle officiel. Les éditions nationales (à la tête desquelles se trouvait encore récemment Alejo Carpentier) ont fait des éditions populaires d'auteurs tels que Joyce, Proust, Faulkner, Kafka et Robbe-Grillet, tandis que dans les galeries de toute l'île on pouvait trouver, à parts égales, des peintres abstraits, des surréalistes, du pop art et de l'opical art, et les compositeurs cubains expérimentaient librement la musique concrète. N'est-il pas significatif que le livre le plus important paru à Cuba ces dernières années ait été le roman *Paradiso,* du catholique (et poète hermétique) Lezama Lima ? Mais plus significatif encore est sans doute le fait d'avoir de mes yeux vu dans un

kiosque de livres d'occasion, établi à la Rampa, l'avenue principale de La Havane, un ouvrage d'Eudocio Ravines[1] ! Cuba a démontré que le socialisme n'était pas brouillé avec la liberté de création, qu'un écrivain et un peintre pouvaient être révolutionnaires sans écrire d'assommants ouvrages pédagogiques ni peindre des fresques didactiques, sans abdiquer ou trahir leur vocation.

Cependant il serait mesquin de réduire au champ de la culture tout ce qui peut impressionner et convaincre le Sud-Américain qui arrive à Cuba. Les différences, les contrastes blessent la vue de l'étranger à un niveau bien plus quotidien et primaire. George Orwell raconte que ce qui l'a décidé à s'engager dans l'armée républicaine espagnole comme volontaire fut le spectacle offert par les rues de Barcelone le jour de son arrivée : pour la première fois, écrivit-il, certaines notions abstraites comme égalité et fraternité prenaient corps sous ses yeux. Les adversaires de la révolution cubaine pourraient difficilement nier qu'en ses huit dernières années de vie, Cuba a non seulement supprimé de son sein ces images de misère radicale qu'on trouve dans nos pays en toile de fond à l'insolente richesse de quelques-uns, mais qu'elle a ramené à une proportion humaine les différences sociales. Bien entendu, cela n'a pas été réalisé sans drame ni violence et il est évident que la justice sociale s'est implantée parfois au prix d'injustices partielles. Mais les résultats sautent aux yeux : le paysan cubain est maître de la terre qu'il travaille, tout Cubain est maître de la maison où il vit, tout enfant cubain voit garantir son instruction, tout Cubain jouit de l'assistance médicale et de la retraite. « Je pourrais vous citer une douzaine de pays qui ont liquidé ce que vous appelez misère radicale, et réduit au minimum les différences sociales, sans avoir eu besoin de liquider la liberté de la presse et la démocratie représentative », me disait mon ami italien, dans l'avion, à l'interminable étape La Havane-Gander. C'est vrai, mais il serait immoral de comparer le cas cubain avec la France, l'Angleterre ou la Suède : les points de comparaison adéquats sont la Bolivie, le Pérou, le Paraguay.

Le dernier programme agricole cubain de grande envergure a pour scène les sierras de l'Escambray, au centre de l'île, et son objectif est de promouvoir à grande échelle la culture des fruits et des légumes qui réponde aux besoins de Cuba et serve plus tard à l'exportation. Il s'agit du Plan Banao et il se trouve intégralement aux mains des femmes. Nous sommes restés là tout un jour, à parcourir les champs, à bavarder avec plusieurs des mille cinq cents volontaires qui se sont installées dans ces montagnes, où à force de courage et de ferveur elles doivent surmonter des conditions de vie précaire et dure. Il y avait parmi elles de tout : des étudiantes, des universitaires, des maîtresses de maison, des filles et des épouses d'ouvriers ou de fonctionnaires. Mais ce qui nous a le plus

impressionnés, peut-être, ce ne fut pas la joie et la conviction qui étaient chez toutes évidentes, ou l'enthousiasme avec lequel elles entreprenaient cette tâche commune, mais un bref dialogue qui surgit à la fin de l'excursion, quand nous prenions congé de la directrice du Plan Banao ; il y avait là une jeune fille en uniforme de milicienne, qui nous avait escortés toute la journée en nous expliquant avec des détails techniques minutieux les plans de travail. Elle était très jeune et l'un de nous lui demanda ce qu'elle faisait en 1958, à la victoire de la révolution. « J'étais alors domestique, nous dit-elle. À Matanzas. Et je ne savais ni lire ni écrire. »

Londres, février 1967

---

1. Écrivain péruvien, membre fondateur du Parti communiste, assassiné en 1978. Revenu des idées soviétiques et communistes, et converti au libéralisme, il est l'auteur de *La gran estafa* [La grande escroquerie]. *(N.d.T.)*

Chronique de Cuba (2)

Du matin au soir avec Fidel Castro

« Il paraît que Fidel va venir », dit quelqu'un et nous avons tous pensé qu'il s'agissait d'une plaisanterie. Nous étions une vingtaine de personnes (pour la plupart des écrivains de différents pays latino-américains venus à La Havane assister à une réunion de la Casa de las Américas et en hommage à Rubén Darío) et nous venions de dîner dans une luxueuse et absurde demeure vaguement versaillaise du quartier du Vedado, qui avait été la résidence d'une comtesse extravagante, et qui est aujourd'hui un musée. Il y avait avec nous le nouveau ministre de la Culture de la révolution, Llanusa, un homme jeune, robuste, dynamique et cordial, à qui, à la fin du repas, l'un de nous demanda brusquement pourquoi le journalisme cubain était si déficient, pourquoi il n'était pas, par exemple, à la hauteur des publications culturelles de la révolution. Et de citer la différence criante qui existait entre les revues *Cuba, Casa de las Américas, Unión,* où à une excellente présentation s'ajoute un sens moderne de l'information et de la critique, un très large esprit dans la sélection des collaborations, et les quotidiens de La Havane, montés sans beaucoup d'imagination, et en général étroitement unilatéraux et exagérément modestes quant à la diffusion de l'actualité internationale. Llanusa commençait à répondre quand un mouvement de foule l'interrompit, la soudaine apparition d'un groupe à la porte du patio où nous nous trouvions. Nous nous levâmes et, en effet, Fidel était là. On fit les présentations, on apporta des chaises et l'on s'assit autour d'une table de verre couverte de petites tasses de café ; et là commença l'étrange, le fascinant monologue.

Il était dix heures du soir, plus ou moins, et lorsqu'on quitta l'absurde palais le jour était levé depuis longtemps. L'esprit frivole, sur le chemin du retour à l'hôtel, les premières impressions que nous échangeâmes portaient, non sur les nombreuses choses qui s'étaient dites au long de ces heures tièdes et sans brise, mais sur l'accablante et presque déprimante sensation de force physique du grand géant barbu qui, après avoir parlé sans avoir été interrompu si ce n'est par de brèves questions, en voyant le jour blanchir le ciel, avait regardé sa montre, incrédule, eh quoi, il était déjà sept heures du matin ? Nous étions somnolents, épuisés, et lui paraissait agressivement frais. Un journaliste cubain raconta une anecdote : il avait accompagné Fidel et Sartre au cours d'une excursion dans l'île, et la première nuit fut la scène, comme cette fois-ci, d'un dialogue qui ne

cessa qu'au petit matin. Après quoi, Fidel avait voulu à tout prix aller à la pêche ; cela avait coûté quelque effort de lui faire voir que ses interlocuteurs étaient ivres de fatigue et de sommeil. Et c'était vrai.

Cette force de la nature — en le voyant on comprenait pourquoi il s'entendait si bien avec le vieil Hemingway, en l'honneur de qui la révolution organise chaque année un concours de pêche, dont le premier lauréat fut Fidel lui-même — revêtait son uniforme de commandant (en rien différent de celui d'un capitaine ou d'un simple soldat : bottines noires, treillis et chemise vert olive) et il était assis devant nous, sur une frêle chaise en fer forgé, aux fines pattes ovales, où il devait se sentir (sans le faire voir sauf que son corps oscillait d'un côté et de l'autre) aussi mal à l'aise que le regretté Jumbo de Cairoli quand, obéissant à un geste du dompteur, il reposait sa corpulente montagne sur le tabouret en bois. Il y avait eu un long silence, d'abord un silence quelque peu gêné. Nous restions silencieux, attendant, et lui ne se décidait pas non plus à briser la glace. Ses mains tapotaient la table en verre et soudain attrapèrent des restes de fromage, et il nous les montra en souriant ; il passait ces derniers jours à goûter des fromages, dit-il. Très doucement, avec de longues pauses, choisissant ses mots, avec le timbre de voix d'un garçon un peu timide, sans oser dévoiler d'un coup tous ses trésors, il expliqua comment Cuba allait bientôt commencer à produire ses propres fromages, qui seraient aussi bons que les meilleurs. Ils avaient été conseillés par des techniciens venus de partout, dit-il. Avec chaque fois plus d'aisance et de naturel, en se laissant gagner par un enthousiasme encore prudent, il parla des fromages mexicains, des espagnols, si excellents qu'ils produisaient une sorte de camembert meilleur que celui des Français. « Pardon, mon commandant, mais là je ne suis pas d'accord avec vous », dit quelqu'un.

Il y eut un discret débat et, sans vouloir en rabattre tout à fait, Fidel finit par concéder que le camembert espagnol pouvait être l'œuvre de techniciens français. Cette fois, oui, après ce pittoresque prélude, la glace était tout à fait brisée.

« On vient de dire par ici que les journaux sont très mauvais à Cuba, fit quelqu'un. — Ah, oui ? dit Fidel. Voyons voir, combien d'entre vous sont prêts à rester ici, à travailler avec nous, pour améliorer le journalisme cubain[1] ? »

Il fit quelques plaisanteries, pour ensuite devenir sérieux. Il resta silencieux, écoutant ce qu'on disait sur la rare information dans la presse de La Havane, en passant pensivement une main sur son épaisse barbe aux reflets roux, puis il acquiesça ; oui, oui, ce matin même le *Granma* avait publié une nouvelle absurde ; oui, oui, parfois toutes les informations internationales se réduisaient à énumérer les victoires militaires du Viêt-Cong contre les impérialistes. Il

s’agissait, fondamentalement, du problème numéro un de la révolution : le manque de cadres. Peu à peu surgiraient des éléments, mieux formés et plus capables, la révolution ne pouvait tout faire à la fois. Par ailleurs, le journalisme constituait un problème que le socialisme n’avait pas encore résolu ; il était prêt à reconnaître, même, que la presse capitaliste était mieux faite. Mais dans le journalisme capitaliste le sensationnalisme jouait un rôle essentiel et cela ne pouvait être mécaniquement imité par la presse socialiste. Le journalisme devait informer avec honnêteté, ne pas s’aliéner ses lecteurs, rester ouvert à la critique, être souple et de qualité. On n’y était pas encore arrivé, mais la révolution luttait pour atteindre ce but.

Tous les présents, je pense, se sentaient solidaires de la révolution cubaine. Personne ne profita, pourtant, de cette occasion pour chanter les louanges et encenser toutes les réalisations de Cuba ; au contraire, presque toutes les questions posées à Fidel, les explications qu’on lui demanda, avaient pour objet d’éclairer certains doutes sur quelques aspects de la réalité actuelle de Cuba ou d’exprimer quelques critiques. Cela fut considérablement facilité par l’attitude de Fidel, absolument perméable et accessible. Quand l’un de ses interlocuteurs se montra trop hésitant ou indirect dans la formulation de ses observations, il exigea, ou peu s’en fallut, que tout fût dit sans euphémismes ni réticences : « Allez, mon gars, dis-le une bonne fois, qu’est-ce qui te semble mauvais, qu’est-ce qui te tracasse, vas-y, ne tourne pas autour du pot, dis-le une fois pour toutes. » Une fois entamée la réunion, toute rigidité avait disparu, et les questions se succédaient librement, audacieusement, et les réponses étaient chaque fois plus libres, plus animées, assorties de gestes chaleureux, de ces interpellations familières et souriantes typiquement cubaines : « Qu’est-ce que tu crois, petit ? », « Tu n’es pas d’accord, mon gars ; dis pourquoi tu n’es pas d’accord ».

Lorsqu’on aborda le thème de Che Guevara, le climat changea un peu ; Fidel se référa avec une amertume visible à ces publications qui propageaient la rumeur que Cuba pouvait avoir assassiné le Che. « Des provocateurs qui abusaient de notre situation, dit-il ; nous, les Cubains, étions obligés de respecter la décision du Che de garder secret son point de chute. » Il parlait au passé, comme si cette situation ne correspondait plus au présent et comme si cet homme-là allait réapparaître très prochainement. « Je suis sûr que le Che a écouté à la radio la manifestation du 2 janvier, dit-il ; je suis sûr que la façon dont son nom a été applaudi par les gens a représenté pour lui un grand encouragement. »

Puis, en plaisantant sur la curiosité générale à propos du point de chute du Che, il formula cette déclaration énigmatique : « Dans un premier temps, dès que

le Che est parti de Cuba, il a été absolument impossible que l'impérialisme puisse savoir où il se trouvait ; il y a eu ensuite une seconde étape, où il devenait impossible de ne pas savoir où il était ; et la troisième est l'actuelle, où il est absolument impossible qu'on sache où il se trouve. » Quand on évoqua une divergence de points de vue entre le Che et Fidel, il fut dit que la différence venait de ce que Che Guevara défendait la thèse des « stimulants moraux » pour les travailleurs à l'encontre de Fidel, qui aurait défendu plutôt le besoin d'impulser la production au moyen de « stimulants matériels » (récompenses en marchandises ou en voyages pour les meilleurs). Cette nuit, pourtant, il parut fort évident que Fidel était passionnément convaincu par les stimulants moraux. Il dit que la politique qui consistait à stimuler « matériellement » les travailleurs signifiait la réintroduction dans une société capitaliste du fétiche de l'argent et du gain individuel, et que par ce chemin on pouvait tomber d'abord dans la « yougoslavisation » et ensuite dans un néocapitalisme. « Ce qui est fondamental, dit-il, c'est que la notion de responsabilité sociale prévale chez les travailleurs, que l'on travaille en pensant au bien-être de la communauté et non par désir de lucre personnel. » Il parla avec passion d'un programme qui serait prochainement mis en route, à Pinar del Río, de socialisation absolue. « Dans dix ans, ces hommes auront oublié la notion de l'argent. »

Et que dire de la liberté de création ? Cuba ne reconnaissait-il pas à un écrivain le droit d'écrire un roman qui pousse au socialisme, à un poète de publier un poème contre-révolutionnaire ? « En ce moment nous connaissons une énorme pénurie de papier, dit Fidel, et il serait injuste que ce papier qui nous fait tant défaut pour imprimer des textes scolaires ou universitaires, ou des textes techniques qui nous sont indispensables, soit utilisé pour publier des romans ou des poèmes des ennemis de la révolution cubaine. Mais je pense que le socialisme ne doit pas craindre la liberté de création et d'expression ; nous, du moins, quand nous aurons surmonté le problème de la rareté du papier, nous n'hésiterons pas à publier même des romans contre-révolutionnaires. »

Fidel, tout au long de sa conversation, se référa très souvent à Marx, à Lénine, au matérialisme historique et à la dialectique. Cependant, je n'ai jamais vu un marxiste moins prisonnier de formules et de schémas stéréotypés, pour expliquer la réalité. J'ai eu très souvent l'impression contraire : il en appelait constamment à la réalité à l'appui d'affirmations théoriques. Peu de fois j'ai vu aussi un marxiste parler avec autant d'indépendance de pensée de Moscou ou de Pékin. « On se demande si nous sommes dans la ligne soviétique ou dans la ligne chinoise. Pourquoi ne dit-on pas une fois pour toutes que nous sommes dans la ligne cubaine vers le socialisme ? » Non pas, bien sûr, que Fidel insinuât là quelque possibilité de rupture de Cuba avec le monde socialiste ; mais il

semblait fort soucieux de montrer que la révolution cubaine entend tracer son chemin en accord avec ses propres critères, qu'ils coïncident avec ceux des autres pays socialistes, ou en divergent. Parmi les critiques faites à Fidel, celle qui a dû l'affecter le plus est l'accusation d'être « un instrument aux mains de Moscou (ou de la Chine) ». Sa passion pour Cuba et le cubain transpire dans presque tout ce qu'il dit, et l'orgueil qu'il met à se référer aux victoires de la révolution dans les domaines de l'enseignement et de l'agriculture est toujours ponctué d'exclamations spontanées d'admiration pour ce que « le peuple cubain est capable de faire ». S'il est une chose dont j'ai été absolument convaincu pendant cette nuit blanche, c'est l'amour de Fidel pour son pays et sa sincérité dans sa conviction d'agir pour le bien de son peuple.

Pourquoi alors ces milliers de réfugiés à Miami, pourquoi tant de gens qui continuent à demander des visas pour quitter Cuba ? L'exil cubain, selon Fidel, peut se décomposer en plusieurs couches sociales. Il y a, d'abord, tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont participé à la dictature de Batista : hommes politiques qui ont prospéré, militaires qui ont torturé, fonctionnaires corrompus en délicatesse avec la justice. D'un autre côté, il y a un grand secteur de la population qui, auparavant, jouissait d'une série de privilèges, et pour lequel les réformes opérées, et les difficultés quotidiennes créées par le blocus (par exemple, le rationnement) sont insupportables. Combien de familles de la bourgeoisie cubaine quittent le pays parce qu'elles ne peuvent tolérer la disparition de l'enseignement privé et refusent que leurs enfants aillent dans la même école que les enfants des Noirs et des paysans ? Beaucoup de libéraux qui se disaient partisans de l'égalité sociale ont découvert à leur grande surprise, après le triomphe de la révolution, qu'ils étaient racistes. Mais c'est un fait qu'il y a non seulement des gens liés à la dictature ou des familles affectées économiquement par les réformes agraire et urbaine qui s'exilent ; il y a aussi des gens humbles et sans antécédents politiques parmi les exilés de Miami. Dans la société passée, les États-Unis étaient un mythe enraciné dans diverses couches populaires : le cinéma, la radio, la télé, un certain journalisme snob présentaient le colosse du Nord comme une Arcadie, une sorte de paradis terrestre. Ces mythes ne peuvent s'éradiquer facilement. Pour beaucoup, ce qui était auparavant un vague désir impossible à réaliser est devenu possible après la révolution : les émissions de La Voix des Amériques le disent quotidiennement, dans les exhortations systématiques aux Cubains à déserter et à aller s'installer au paradis en technicolor de la liberté.

Cette explication me semble valable, quoique peut-être incomplète. Aucune révolution ne peut se flatter d'avoir conquis la justice sans avoir commis en cours de route des erreurs et des mécomptes, et, bien entendu, Cuba ne fait pas

exception à la règle. La révolution anglaise de 1640 et la dénommée révolution industrielle n'ont-elles donc pas donné lieu à des horreurs sans nombre ? Et les orgies de sang de la révolution française ? Par rapport à ces excès, et ceux que les révolutions soviétique et chinoise ont vu surgir en leur sein avant de se consolider, la révolution cubaine a été exceptionnellement souple, compréhensible et humaine. Les exécutions sommaires de la première heure visant des bourreaux et des assassins, et les excès commis par certains éléments sectaires à l'époque d'Aníbal Escalante, ne pourront jamais se comparer aux purges ou exterminations de la période stalinienne. D'un autre côté, les dirigeants cubains ont toujours été des hommes capables d'admettre des erreurs et de rectifier des mesures erronées. Ce n'est un secret pour personne que, dans les deux dernières années, la campagne lancée contre les éléments dits « antisociaux » (marginaux, homosexuels, drogués) avait donné lieu, de la part de fonctionnaires trop rigides ou trop maladroits, à quelques abus ou à de franches agressions. Des bureaucrates simplets ont prétendu combattre ces éléments avec des forces de police, et l'on a traité parfois des homosexuels comme des délinquants de droit commun. L'un de nous posa la question à Fidel cette nuit-là, en termes nettement critiques. Et sa réponse fut également sans équivoque : « On a suivi une politique erronée en cette affaire ; on a commis des erreurs et nous les rectifions. » D'un autre côté, nous avons reçu des témoignages d'autres sources, selon lesquelles le chef de la révolution en personne, alerté sur ces excès, avait donné des ordres stricts pour y mettre un terme. Combien de dirigeants — de pays socialistes ou capitalistes — sont-ils suffisamment perméables à la critique pour admettre et rectifier publiquement l'erreur, comme l'a fait Fidel en diverses occasions ?

La révolution cubaine peut être l'objet de maintes critiques, mais ce qui semble immoral et intolérable c'est que les dissidents ou adversaires de la révolution omettent d'ordinaire, en signalant les déficiences de la révolution, ses innombrables et éclatantes réussites. Pourquoi dire seulement qu'avec la révolution la liberté de la presse a disparu à Cuba et ne pas parler de l'alphabétisation, qui a mis la culture à la portée de tous les Cubains ? Pourquoi déplorer la disparition des partis politiques d'opposition et ne pas parler de la réforme agraire, qui a livré la terre aux paysans ? Pourquoi ceux qui regrettent la disparition de la propriété privée oublient-ils de dire que la révolution a rendu tous les Cubains *propriétaires* de leur maison ?

Je suis ambitieux et j'aimerais que la justice sociale — la justice sociale qui existe à Cuba aujourd'hui et qu'il faudrait être aveugle ou pervers pour ne pas voir en jetant un simple coup d'œil sur les villes ou la campagne cubaines — conserve la liberté de la presse et admette l'opposition politique

organisée, des droits qui peuvent être d'origine bourgeoise, mais qui constituent indiscutablement les meilleures armes à la disposition du peuple pour contrôler ses gouvernants et empêcher les abus de pouvoir. Pour moi il ne fait pas le moindre doute que si Fidel appelait aujourd'hui à voter, une accablante majorité de Cubains voterait pour lui. Mais bien entendu Fidel n'est pas éternel, comme ne l'était pas Lénine, et rien ne nous assure que celui ou ceux qui lui succéderont seront également honnêtes, patriotes ou lucides (rappelons-nous Staline). Le régime du parti unique comporte toujours en soi un danger à court ou à long terme.

Mais le choix, en Amérique latine, n'est malheureusement pas entre la justice avec la liberté et la justice sans liberté, mais entre des régimes qui suppriment la liberté pour perpétuer l'injustice, ou des régimes qui, en respectant une très relative liberté politique, démontrent une tragique impuissance pour remédier aux problèmes les plus élémentaires de justice sociale et tâchent de remplir au compte-gouttes l'abîme croissant entre la fortune de quelques-uns et la misère de la plupart, et un régime comme le cubain qui rogne la liberté politique mais impose la justice. Si l'alternative se pose en ces termes, comment douter de son vote ?

Londres, février 1967

---

1. Les citations entre guillemets prétendent reconstruire l'esprit de ce que dit Fidel, non la lettre. *(N.d.E.)*

Lettre à Fidel Castro[1]

Paris, 20 mai 1971

Commandant Fidel Castro
Premier ministre du gouvernement révolutionnaire de Cuba

Nous croyons de notre devoir de vous faire part de notre honte et de notre colère. Le texte lamentable de l'aveu signé par Heberto Padilla ne peut avoir été obtenu que par des méthodes qui sont la négation de la légalité et de la justice révolutionnaires. Le contenu et la forme de cet aveu, avec ses accusations absurdes et des affirmations délirantes, ainsi que la comparution à l'Uneac au cours de laquelle Padilla lui-même et ses compagnons Belkis Cuza, Díaz Martínez, César López et Pablo Armando Fernández ont été soumis à une pénible mascarade d'autocritique, rappellent les moments les plus sordides de l'époque stalinienne, ses jugements préfabriqués et ses chasses aux sorcières. Avec la même véhémence que nous avons mise à défendre dès le premier jour la révolution cubaine, qui nous semblait exemplaire dans son respect de l'être humain et dans sa lutte pour sa libération, nous vous exhortons à éviter à Cuba l'obscurantisme dogmatique, la xénophobie culturelle et le système répressif qu'a imposés le stalinisme dans les pays socialistes, illustrés de façon flagrante par des événements semblables à ceux qui se passent aujourd'hui à Cuba. Le mépris de la dignité humaine que représente la contrainte sur un homme à s'accuser ridiculement des pires trahisons et vilenies ne nous inquiète pas parce qu'il s'agit d'un écrivain, mais parce que tout compagnon cubain — paysan, ouvrier, technicien ou intellectuel — peut être aussi victime d'une violence et d'une humiliation semblables. Nous voudrions que la Révolution cubaine redevienne ce qui, à un moment, nous a fait la considérer comme un modèle à l'intérieur du socialisme.

Sentiments distingués,

Claribel Alegría
Fernando Benítez

Italo Calvino
Fernando Claudín

Roger Dosse

Giulio Einaudi
Francisco Fernández Santos
Jean-Michel Fossey

Carlos Fuentes
Ángel González
André Gortz

Simone de Beauvoir
Jacques-Laurent Bost
José María Castellet

Tamara Deutscher

Marguerite Duras

Hans Magnus Enzensberger

Darwin Flakoll

Carlos Franqui

Jaime Gil de Biedma
Adriano González León
José Agustín Goytisolo

Juan Goytisolo Rodolfo Hinostroza

Monti Johnstone

Michel Leiris

Joyce Mansour
Juan Marsé

Plinio Mendoza

Ray Milibac

Marco Antonio Montes de Oca

Maurice Nadeau

Pier Paolo Pasolini

Jean Pronteau

Alain Resnais

Rossana Rossanda

Claude Roy

Nathalie Sarraute
Jorge Semprún

Susan Sontag
José Miguel Ullán

Mario Vargas Llosa

Luis Goytisolo

Mervin Jones

Monique Lange

Lucio Magri

Dacia Maraini

Dionys Mascolo

Istvam Meszaris
Carlos Monsiváis

Alberto Moravia
José Emilio Pacheco

Ricardo Porro

Paul Rebeyrolle
José Revueltas

Vicente Rojo

Juan Rulfo
Jean-Paul Sartre

Jean Schuster

Lorenzo Tornabuoni
José Ángel Valente

---

1. L’initiative de cette protestation est née à Barcelone, lorsque la presse internationale prit connaissance de la séance de l’Uneac (Union des écrivains et artistes de Cuba) où Heberto Padilla a émergé des cachots de la police cubaine pour faire son « autocritique ». Juan et Luis Goytisolo, José María Castellet, Hans Magnus Enzensberger, Carlos Barral (qui décida ensuite de ne pas signer la lettre) et moi nous sommes réunis à mon domicile pour rédiger, chacun séparément, un brouillon. Nous les avons comparés ensuite et le vote a choisi le mien. Le poète Jaime Gil de Biedma a amélioré le texte en corrigeant un adverbe.

Lettre à Haydée Santamaría

Barcelone, 5 avril 1971

Compañera Haydée Santamaría
Directrice de la Casa de las Américas La Havane, Cuba

Chère Compañera,

Je vous présente ma démission du comité de rédaction de la revue de la Casa de las Américas, auquel j'appartiens depuis 1965, et je vous fais savoir ma décision de ne pas me rendre à Cuba pour y assumer un cours, en janvier, comme je l'avais promis lors de mon dernier séjour à La Havane. Vous comprendrez que c'est la seule chose que je puisse faire après le discours de Fidel fustigeant les « écrivains latino-américains qui vivent en Europe », nous à qui il a interdit d'entrer à Cuba « pour un temps indéfini et infini ». Notre lettre lui demandant d'éclaircir la situation de Heberto Padilla l'a-t-elle tant irrité ? Comme les temps ont changé ! Je me rappelle fort bien cette nuit que nous avons passée avec lui, voilà quatre ans, et où il admit de bon gré les observations et les critiques que nous lui faisions, un groupe de ces « intellectuels étrangers » qu'il qualifie aujourd'hui de « canaille ».

De toute façon j'ai décidé de renoncer à faire partie du comité de rédaction et de donner ce cours, depuis que j'ai lu l'aveu de Heberto Padilla et les dépêches de Prensa Latina sur la séance de l'Uneac où les compagnons Belkis Cuza Malé, Pablo Armando Fernández, Manuel Díaz Martínez et César López ont fait leur autocritique. Je les connais tous suffisamment pour savoir que ce spectacle lamentable a été non pas spontané mais préfabriqué comme les procès staliniens des années trente. Obliger des compagnons, avec des méthodes qui répugnent à la dignité humaine, à s'accuser de trahisons imaginaires et à signer des lettres où même la syntaxe semble policière est la négation de ce qui me fit embrasser dès le premier jour la cause de la révolution cubaine : sa décision de lutter pour la justice sans perdre le respect des individus. Ce n'est pas là l'exemple du socialisme que je veux pour mon pays.

Je sais que ma lettre peut me valoir des invectives : elles ne seront pas pires que celles que j'ai méritées de la part de la réaction pour avoir défendu Cuba.

Sentiments distingués,

MARIO VARGAS LLOSA

La logique de la terreur

« Personne n'est innocent », cria l'anarchiste Ravachol en lançant une bombe contre les clients stupéfaits du Café de la Paix, à Paris, qu'il fit voler en éclats. Et c'est quelque chose d'identique que dut penser l'anarchiste qui, du haut du poulailler, lança une autre bombe contre les spectateurs des fauteuils d'orchestre au théâtre du Liceo, de Barcelone, en pleine représentation d'opéra.

L'attentat terroriste n'est pas, comme d'aucuns le pensent, le produit de l'irréflexion, d'impulsions aveugles, d'une transitoire suspension du jugement. Au contraire, il obéit à une logique rigoureuse, à une formulation intellectuelle stricte et cohérente dont les attentats à la dynamite et au pistolet, les enlèvements et les crimes peuvent être une conséquence nécessaire.

La philosophie du terroriste est bien résumée dans le cri de Ravachol. Il y a une faute — l'injustice économique, sociale et politique — que la société partage et qui doit être châtiée et corrigée au moyen de la violence. Pourquoi au moyen de la violence ? Parce que c'est le seul instrument capable de pulvériser les apparences trompeuses créées par les classes dominantes pour faire croire aux exploités que les injustices sociales peuvent être résolues par des méthodes pacifiques et légales, et les obliger à jeter le masque, c'est-à-dire à montrer leur nature répressive et brutale.

Face à la vague d'attentats terroristes qui s'est produite au Pérou, peu de mois après le rétablissement du gouvernement démocratique — au bout de douze ans de dictature — beaucoup ne pouvaient le croire ; il leur semblait vivre un fantastique malentendu. Du terrorisme au Pérou, *maintenant* ? Alors qu'il y a justement un Parlement où sont représentées toutes les tendances politiques du pays, qu'il existe à nouveau un système d'information indépendant où toutes les idéologies ont leurs propres organes d'expression et que les problèmes peuvent être débattus sans réserve, les autorités critiquées, voire remplacées à travers les urnes électorales ? Pourquoi employer la dynamite et les balles précisément quand les Péruviens retrouvent, après un si long intervalle, la démocratie et la liberté ?

Parce que, pour la logique de la terreur, « vivre en démocratie et en liberté » est un mirage, un mensonge, une conspiration machiavélique des exploiteurs pour maintenir les exploités dans la résignation. Des élections, la presse libre, le droit à la critique, des syndicats représentatifs, des chambres et des municipalités élues : pièges, simulacres, masques destinés à déguiser la violence

« structurelle » de la société, à aveugler les victimes de la bourgeoisie sur les innombrables crimes que l'on commet contre elles ? Est-ce que la faim des pauvres et des chômeurs, l'ignorance des analphabètes et la vie misérable et sans horizon de ceux qui reçoivent des salaires de famine ne sont pas tout autant d'actes de violence perpétrés par les maîtres des biens de production, une infime minorité, contre la majorité du peuple ?

Telle est la vérité que le terroriste veut éclairer par l'incendie des attentats. Il préfère la dictature à la démocratie libérale ou à une social-démocratie. Parce que la dictature, avec son contrôle rigide de l'information, sa police omniprésente, sa persécution implacable de toute forme de dissidence et de critique, ses prisons, tortures, assassinats et exils, lui semble représenter fidèlement la réalité sociale, être l'expression politique authentique de la violence structurelle de la société. En revanche, la démocratie et ses libertés « formelles » sont une fraude dangereuse capable de désactiver la rébellion des masses contre leur condition, en amortissant leur volonté de se libérer et en retardant, par conséquent, la révolution. C'est la raison pour laquelle les explosions terroristes dans les pays démocratiques sont plus fréquentes que sous les dictatures. L'ETA a eu moins d'activité pendant le régime de Franco que lorsque la démocratie s'est installée en Espagne, où l'on a vu surgir une véritable frénésie homicide. C'est ce qui a commencé à se produire au Pérou.

À moins d'être extrêmement limité, le terroriste « social » sait fort bien qu'en faisant sauter des pylônes électriques, des banques et des ambassades — ou en tuant certaines personnes — dans une société démocratique, il ne va pas amener la société égalitaire ni déchaîner un processus révolutionnaire, en embarquant les secteurs populaires dans une action insurrectionnelle. Non, son objectif est de provoquer la répression, d'obliger le régime à laisser de côté les méthodes légales et à répondre à la violence par la violence. Paradoxalement, cet homme convaincu d'agir au nom des victimes, ce qu'il désire ardemment, en déposant des bombes, c'est que les organismes de sécurité se déchaînent contre ces victimes dans leur quête de coupables, les agressent et les violentent. Et si les prisons se remplissent d'innocents et y meurent ouvriers, paysans, étudiants, si l'armée doit intervenir, et être suspendues les fameuses libertés « formelles », en décrétant des lois d'exception, alors tant mieux : le peuple ne vivra plus trompé, il saura à quoi s'en tenir sur ses ennemis, il aura pratiquement découvert la nécessité de la révolution.

La fausseté du raisonnement terroriste réside dans ses conclusions, non dans les prémisses. Il est faux que la violence « structurelle » d'une société ne se puisse corriger à travers des lois et dans un régime de coexistence démocratique : les pays qui ont atteint les niveaux de vie les plus civilisés les ont

obtenus ainsi et non au moyen de la violence. Mais il est certain qu'une minorité décidée peut, en recourant à l'attentat, créer une insécurité telle que la démocratie s'avilisse et disparaisse. Les cas tragiques de l'Uruguay et de l'Argentine sont assez proches pour le prouver. Les opérations spectaculaires des Tupamaros, des Montoneros et de l'ERP ont réussi, en effet, à liquider des régimes qui, tout limités qu'ils fussent, pouvaient se dire démocratiques et à les remplacer par des gouvernements autoritaires. Il est faux qu'une dictature militaire hâte la révolution, qu'elle soit le détonateur inévitable pour mobiliser les masses dans l'action révolutionnaire. Au contraire, les premières victimes de la dictature sont les forces de gauche, qui disparaissent ou restent si atteintes par la répression qu'il leur coûte ensuite beaucoup de temps et d'efforts pour reconstruire ce qu'elles avaient réussi, en termes d'organisation et d'audience, dans la démocratie.

Mais il est vain de tenter d'argumenter ainsi avec ceux qui ont adopté la logique de la terreur. Elle est rigoureuse, cohérente et imperméable au dialogue. Le plus grand danger pour une démocratie ce ne sont pas les attentats, pour douloureux et onéreux qu'ils soient ; c'est d'accepter les règles de jeu que la terreur prétend implanter. Il y a un double risque pour un gouvernement démocratique face à la terreur : se montrer timide ou dépasser les bornes. La passivité face aux attentats est suicidaire. Permettre à l'instabilité, à la psychose, à la terreur collective de prendre pied, c'est contribuer à créer un climat qui favorise le coup d'État militaire. Le gouvernement démocratique a l'obligation de se défendre, avec fermeté et sans complexes d'infériorité, avec l'assurance qu'en se défendant il défend toute la société d'un malheur pire que ceux dont il souffre. En même temps, il ne doit pas oublier une seconde que toute sa force tient à sa légitimité, qu'en aucun cas il ne doit aller au-delà de ce que les lois et ces « formes » — qui sont aussi l'essence de la démocratie — lui permettent. S'il dépasse les normes et commet à son tour des abus, en passant par-dessus les lois au nom de l'efficacité ou en recourant à la violence, il est possible qu'il tienne en échec le terrorisme. Mais celui-ci aura gagné en démontrant une monstruosité : et c'est que la justice doit passer nécessairement par l'injustice, que le chemin vers la liberté est la dictature.

Lima, décembre 1980

Le Nicaragua à la croisée des chemins

L’OPPOSITION CIVIQUE ET LES CONTRAS

Le Nicaragua est-il un État marxiste-léniniste ? Est-il en train de devenir un second Cuba ?

Au bout de cinq ans d’existence, la révolution cubaine était devenue vassale de l’Union soviétique ; sa survie économique et militaire dépendait d’elle ; toute velléité d’opposition avait été supprimée ; le secteur privé était en voie d’extinction ; la bureaucratie du parti unique étendait ses tentacules dans tout le pays et l’embrigadement idéologique était absolu. Au Nicaragua, cinq ans et demi après la chute de Somoza, bien que sous fort contrôle de l’État, le secteur privé reste majoritaire dans l’agriculture, l’élevage, le commerce et l’industrie ; malgré la sévère censure, on peut parler de pluralisme informatique — il est vrai réduit à sa minime expression : *La Prensa*, l’hebdomadaire *Paso a Paso* et deux ou trois bulletins radio où l’on entend de timides critiques ; et il existe des partis politiques d’opposition, avec des locaux propres et des bulletins internes, qui expriment leur hostilité envers le régime, de l’extérieur avec la Coordination démocratique, et de l’intérieur avec l’Assemblée nationale récemment élue. Il est certain que cette opposition semble avoir une existence tolérée seulement parce qu’elle est peu efficace et que la marge d’action que lui concède le régime ne lui permet pas de rivaliser en termes de véritable égalité avec le sandinisme, comme le démontrèrent les élections de novembre, mais il n’en est pas moins vrai qu’elle n’est pas soumise à la terreur et à la paranoïa qui menacent toute dissidence dans un État totalitaire. L’Union soviétique, Cuba et l’Europe de l’Est apportent une aide militaire et technique au Nicaragua, qui héberge sur son territoire des milliers de conseillers, visibles et invisibles, de ces pays. Mais ce serait déformer la vérité que d’en conclure que le Nicaragua est inféodé à l’Union soviétique à la façon de Cuba. Il n’en est pas ainsi. Peut-être pas tant par la décision des sandinistes eux-mêmes — qui se seraient volontiers placés sous la protection de Moscou — que par la réticence de l’URSS elle-même à assumer la charge onéreuse d’un second Cuba et le risque de confrontation directe avec les États-Unis que cela impliquerait. (Le président Lusinchi, du Venezuela, m’a raconté que l’Union soviétique, à qui il avait demandé s’il était vrai qu’elle prétendait installer des Mig au Nicaragua, lui avait répondu par la voix de son ambassadeur : « Nous ne sommes pas si fous. ») Ce n’est pas autrement que

s’explique le discours de Fidel Castro annonçant ce que tout le monde savait déjà — que Cuba garderait une prudente neutralité au cas où le Nicaragua serait envahi — et exhortant les sandinistes à trouver un accord négocié avec les États-Unis dans le cadre de Contadora[1].

L’évidence qu’ils ne pouvaient compter que dans une certaine limite sur l’appui de Moscou, additionnée à la résistance interne contre l’intronisation d’un régime marxiste, aux difficultés économiques qu’avait values la politique de confiscation, de contrôle et d’étatisation des premières années, ainsi que les préjudices causés par le terrorisme et les sabotages des *contras*, a modéré le projet communiste initial du sandinisme et l’a remplacé par un modèle, encore informe, vaguement neutraliste, nationaliste et socialisant, que, par bonheur, il croit plus apte à la survie du régime et à la pacification interne. Les commandants deviennent pragmatiques, au fur et à mesure qu’ils découvrent que leurs rêves messianiques de révolution radicale les précipitaient droit sur la crise et des antagonismes qui pouvaient finir en hécatombe. Aussi ont-ils eu le geste audacieux d’annoncer qu’ils signeraient l’acte de Contadora, ce pourquoi ils ont dévalué la monnaie, supprimé les subventions au transport et à certains produits de base, et annoncé un moratoire dans l’achat d’armes, ainsi que le retrait de cent conseillers militaires cubains ; ainsi ont-ils multiplié les assurances que leur régime était « non aligné, d’économie mixte et pluraliste ». C’est, pour l’heure, une demi-vérité. Mais cela pourrait substantiellement changer si en échange ils obtenaient la paix et des garanties contre une intervention. Pendant le mois que j’ai passé au Nicaragua, j’ai entendu tous les hommes du régime avec qui je me suis entretenu répéter ce leitmotiv : « L’expérience nous a rendus réalistes. » Ce qui veut dire qu’ils sont disposés à faire beaucoup de concessions. Sauf une : céder le pouvoir.

S’accrocher au pouvoir au nom d’un idéal généreux ou par simple appétit — et il y a les deux choses dans le sandinisme — n’est pas exclusif des régimes totalitaires ; ça l’est aussi des dictatures militaires ou, par exemple, de la dictature bénigne qu’offre le PRI au Mexique. Un Nicaraguayen conservateur, ophtalmologue, sceptique, gourou politique et fin ironiste, don Emilio Álvarez Montalbán, avec qui je me suis agréablement entretenu, sous les étoiles de Managua, en ce mois frénétique, m’a dit un soir : « Cette révolution renvoie de moins en moins à Moscou et de plus en plus à Mexico. » C’est-à-dire à une révolution qui deviendra discrètement quelque chose de bien différent de ce qu’elle paraît. Je tends à lui donner raison.

Quand ils m’entendaient suggérer des choses de ce genre, les Nicaraguayens de l’opposition m’infligeaient des réponses irritées. Dans des réunions qui rassemblaient des dizaines de personnes hostiles au régime — et l’une d’elles,

celle de Conapro (Confédération nationale des professionnels), réunissait plus de cent cinquante personnes —, pour me prouver la nature totalitaire du sandinisme on me citait des exemples de violations des droits de l'homme, d'outrages juridiques commis par les tribunaux populaires antisomozistes, le harcèlement des syndicats libres, l'interdiction du droit de grève, la suspension de vingt-quatre bulletins radio, l'incertitude des chefs d'entreprise face aux confiscations et à la prolifération de décrets contradictoires, et l'endoctrinement de la jeunesse à l'école et à l'armée. Personne ne mesurait ses paroles et d'aucuns, après avoir décliné leur nom et prénom, lançaient des accusations féroces (et invérifiables) contre les commandants : ils avaient volé les meilleures résidences, ils avaient au kilomètre 14,5 de l'autoroute du Sud une maison de rendez-vous ; ils avaient transformé le restaurant Sacuansoche en un lieu d'orgies pour Cubains, Soviétiques, Bulgares et autres conseillers communistes, *etc.* Quand j'insinuais que dans les pays totalitaires que je connais une telle réunion était inconcevable et, plus encore, que quelqu'un puisse dire impunément ce qu'ils me disaient, ils me reprochaient ma naïveté : est-ce que je ne me rendais pas compte que c'étaient là les râles de tolérance « tactique » du système ? Pour parler comme ils le faisaient, ils risquaient leur liberté et, peut-être, leur vie.

Je suis toujours sorti de ces réunions rempli d'admiration pour le courage de ces personnes et un peu sceptique sur leur capacité à changer le cours des événements au Nicaragua. Que représentent, en nombre, les partis qui composent cette « opposition civique » ? Les statistiques, par la bouche des fonctionnaires ou des opposants, m'ont toujours paru fantaisistes, un peu comme des interjections ou des gestes déconnectés de la réalité. Il est probable que beaucoup ne représentent que leurs directives. Ce sont des assemblées de notables. Par leur faute et le machiavélisme du régime, ils se sont divisés et presque tous (le Parti conservateur démocrate, le libéral, le social chrétien et le social démocrate) ont une branche, ou plutôt une branchette, qui collabore avec le gouvernement. Dans le cas du parti qui a peut-être le plus de partisans, le Parti conservateur, la division n'est plus en deux mais en trois factions. Il y a, parmi ses dirigeants, des hommes capables et cultivés — ceux qui m'ont fait la meilleure impression sont l'ingénieur Agustín Jarquín, social chrétien, et l'avocat Virgilio Godoy, libéral, qui fut quatre ans et huit mois ministre du Travail avant de rompre avec le sandinisme —, mais, de façon générale, leur action politique est inefficace. Ils n'admettent pas avoir commis une erreur en s'abstenant de participer aux élections de novembre, ce qui, malgré tout leur sac d'embrouilles — pas plus grand, en tout cas, que celui que célèbrent rituellement le Mexique ou les dernières élections de Panamá —, leur aurait donné une plus grande audience au niveau national, une tribune où ils auraient pu critiquer les

excès et les erreurs officielles et d'où ils auraient pu exercer une influence démocratisante sur le système. Ils refusent de voir que les changements qui ont affecté la société nicaraguayenne ces cinq dernières années et le type de régime qu'ils combattent exigent d'eux de grandes doses d'invention, de rénovation et d'audace s'ils veulent sauver ce qui reste encore de liberté sans sacrifier les réformes et le progrès social valables. Ils prônent une légalité et une démocratie libérale orthodoxe que le Nicaragua n'a jamais eue et que — malheureusement, bien sûr — il ne va pas avoir non plus dans un futur immédiat. Ils se sont placés, pour cela, entre l'enclume et le marteau et ils ne peuvent faire autre chose que de se dire en eux-mêmes, en tâchant de convaincre les autres, que le Nicaragua est déjà, ou est sur le point d'être un État totalitaire, satellite de l'URSS, ce qui en dernière instance ramène leur stratégie au catastrophisme : attendre que les *contras*, appuyés par les *marines*, corrigent cette situation intolérable. Pareil calcul, à mon sens, est erroné.

Qui sont ces *contras* que le sandinisme appelle « mercenaires » et le président Reagan « combattants de la liberté » ? La majorité appartient au Front démocratique nicaraguayen (FDN), que dirige Adolfo Calero Portocarrero, ex-président du Parti conservateur, et qui opère dans le Nord, depuis le Honduras. Il y a une autre fraction, Arde, à la frontière Sud, jouxtant le Costa Rica, sous les ordres de l'ex-sandiniste Edén Pastora (ils sont, semble-t-il, quelque sept cents). Selon le régime, tous les officiers des « bandes » sont membres de la garde nationale de Somoza. « Si la *contra* gagnait, me dit le président Daniel Ortega, une des premières victimes serait *La Prensa*. La *contra* ne veut pas de démocratie, elle veut restaurer le vieil ordre contre lequel ce journal a tant lutté. »

L'opposition ridiculise ces affirmations. D'après elle, le « somozisme » est mort avec Somoza et, s'il s'agit de dénicher des antécédents politiques, il y a dans le gouvernement sandiniste autant d'ex-collaborateurs de la dictature que parmi les *contras* (chaque opposant a sa liste). Les versions que le gouvernement et ses adversaires mettent en avant sont, sur presque tout, si contradictoires que celui qui voudrait être objectif se retrouve le plus souvent perdu. Mais au moins dans cette guerre je suis parvenu à une certitude : ceux qui combattent, d'un côté et de l'autre, sont des pauvres. Les « bourgeois » ne sont pas sur ce front sinueux. Tout comme les soldats sandinistes couverts de plaies que j'ai vus à l'hôpital de campagne Germán Pomares, de Jinotega, à quelque cent quatre-vingts kilomètres de Managua, les *contras* sont aussi des gens humbles, paysans pour la plupart.

Les témoignages des sandinistes eux-mêmes sont à cet égard concluants. Le jeune commandant Joaquín Cuadra (qui appartient à une famille aristocratique et

dont le père est le directeur de la Banque centrale), vice-ministre de la Défense et chef d'état-major de l'armée, m'a affirmé : « Tous les *contras* qui tombent entre nos mains sont des paysans. Jusqu'à présent nous n'avons capturé qu'un professionnel, un médecin qui s'était rendu au Costa Rica. »

J'ai demandé au ministre de l'Intérieur, Tomás Borge, comment il expliquait que les paysans se lèvent les armes à la main contre le régime. « Beaucoup d'entre eux ont été enlevés par les somozistes et emmenés dans leurs camps au Honduras, m'a-t-il répondu. Il se passe qu'ensuite ils s'intègrent affectivement aux *contras*, et alors leurs familles et leurs amis commencent à les aider. Pour des raisons plus sentimentales que politiques. Mais nous devons reconnaître aussi beaucoup d'erreurs qui nous ont valu l'hostilité des campagnes. Les milices ont incorporé beaucoup de gens du *Lumpen*, cruels et violents, qui ont perpétré des vols, des mauvais traitements, des viols. Bien qu'on ait puni durement les responsables, cela a favorisé les *contras*. »

Il n'en reste pas moins paradoxal, en tout cas, que cinq ans et demi après la victoire de la révolution ceux qui tuent et meurent dans cette guerre des frontières soient, de part et d'autre, des gens humbles qui ont, pour beaucoup d'entre eux, une vision incertaine de ce qui est en jeu. Les uns croient qu'ils luttent contre l'avidité territoriale de Ronald Reagan. D'autres — à en juger par les supplétifs de la *contra* que j'ai vus dans le bureau du commandant Manuel Morales Ortega, d'Estelí, qui m'a fait visiter des coopératives paysannes attaquées par le FDN — croient que leur combat est une croisade en faveur de la Très Sainte Vierge contre le Démon.

(Un soir, lors d'un dîner dans une maison de la bourgeoisie, j'ai assisté à un vif échange entre un diplomate nord-américain et un Nicaraguayen qui reprochait à Washington son hésitation à envoyer les *marines*. Le commentaire du diplomate : « Aucun de ceux qui sont ici, cette nuit, n'a de fils chez les *contras*. Vous les avez envoyés au Costa Rica, au Guatemala, aux États-Unis pour leur épargner le service militaire. Et vous voulez que les *marines* viennent résoudre votre problème. Vous ne manquez pas d'air. ») Les *contras* peuvent causer au régime sandiniste beaucoup de préjudices. Plus peut-être que ceux qu'ils lui ont déjà infligés : 7 698 victimes en quatre ans, d'après Daniel Ortega (ce qui équivaudrait à un demi-million aux États-Unis). Mais ils n'ont pas la possibilité de le renverser. Ils jouissent de sympathie dans certains secteurs paysans et bourgeois, mais pas assez pour provoquer un soulèvement général semblable à celui qui en a fini avec Somoza. Bien qu'il s'agisse de Nicaraguayens, leur dépendance économique et militaire vis-à-vis de la CIA et des États-Unis éveille envers eux de la défiance, même dans des secteurs hostiles au sandinisme mais qui n'oublient pas le contentieux qui a marqué le passé des

deux pays : les multiples interventions et occupations nord-américaines au Nicaragua, y compris celle qui a laissé en héritage la dynastie des Somoza. (Une des figures les plus respectées de l'opposition, le poète et écrivain catholique Pablo Antonio Cuadra, codirecteur de *La Prensa*, m'a dit : « L'aide en sous-main de la CIA aux *contras* a été une erreur. ») Pour renverser le sandinisme il faudrait une intervention militaire nord-américaine massive et sanglante d'où il résulterait non pas une démocratie mais une dictature, seul régime capable de mettre de l'ordre dans un pays exsangue, avec partout terrorisme et guérillas. L'improbable invasion n'est pas une issue s'il s'agit de sauver quelque option démocratique au Nicaragua. Cette option — petite fenêtre d'espoir, sans doute —, dans les circonstances présentes, n'a d'autre solution qu'une forme d'arrangement avec le régime. Celui-ci, bien qu'il ait fait plusieurs pas en direction du totalitarisme, se trouve confronté à des défis et des difficultés qui le poussent au compromis. Pour ne pas le comprendre ainsi, les partis politiques d'opposition se mettent en marge, d'une certaine façon, de la réalité politique nicaraguayenne.

L'ÉGLISE POPULAIRE

Le Nicaragua est l'un des pays les plus catholiques que j'aie connus. Alors que je parcourais le département d'Estelí, visitant des coopératives rasées par les *contras*, j'ai croisé des caravanes de paysans endimanchés qui allaient à pied à El Sauce — beaucoup pieds nus, pour accomplir un vœu —, au sanctuaire du Christ noir de la basilique d'Esquipulas, à soixante ou soixante-dix kilomètres de là. Tout village nicaraguayen a son saint et célèbre sa fête patronale, qui peut durer des jours et comprendre des processions et des rites hauts en couleur. La religion, aujourd'hui, au Nicaragua, est inséparable de la politique. Et le débat le plus décisif du pays est peut-être la confrontation entre, d'une part, l'Église et le gouvernement, et de l'autre la dissension au sein de la même Église.

Beaucoup de catholiques ont lutté au côté des sandinistes contre Somoza et presque tous les dirigeants du FSLN, même les plus imprégnés de marxisme, comme Tomás Borge ou Carlos Fonseca Amador, ont eu une formation catholique. À Jinotega, dans un bataillon de lutte irrégulière, on m'a signalé un jésuite, le commandant Sanginés, qui s'est défroqué pour faire la révolution et combat maintenant les *contras*. La hiérarchie catholique a été très souvent confrontée à Somoza et, après leur victoire, a donné aux sandinistes sa bénédiction dans une lettre pastorale (7 novembre 1979) qui affirmait : « La révolution est une occasion propice pour réaliser l'option de l'Église pour les

pauvres. » Mais la lune de miel a duré peu de temps. Elle a été éclipsée par la radicalisation du régime et le succès qu'avec l'appui de ce dernier ont commencé à connaître au Nicaragua les thèses et les porte-parole du mouvement qui propage la synthèse du marxisme et du christianisme, affirme que le premier devoir des chrétiens est de s'engager dans la révolution, identifie le péché aux « structures sociales injustes du capitalisme », et qui, dans ses versions les plus extrémistes — par exemple celle du prêtre poète récemment suspendu *a divinis* pour n'avoir pas renoncé à son portefeuille de ministre de la Culture, Ernesto Cardenal —, proclame que « le marxisme est la seule solution pour le monde ». Le Nicaragua est devenu le paradis des catholiques socialistes, des théologiens radicaux, des prophètes apocalyptiques et des curés marxistes-léninistes provenant du monde entier. Le régime sandiniste, qui comprenait dans son gouvernement quatre prêtres révolutionnaires, a promu cette Église populaire en croyant qu'elle doterait la révolution d'un nimbe chrétien, sans limiter pour autant son radicalisme. C'était là un calcul erroné. Mais, à mon sens, aux conséquences positives, car il a contribué à empêcher le Nicaragua de tomber dans le pur totalitarisme.

Quand on parle de la dispute entre l'Église populaire et la hiérarchie catholique on pense que celle-là représente les masses humbles de fidèles avec leurs pasteurs, et cette dernière une phalange d'évêques tératologiques et une poignée d'ultramontains et d'intégristes, aveugles et sourds au vent de l'histoire. En réalité, l'Église populaire est peu populaire. Elle est composée de prêtres et de laïcs dont les recherches intellectuelles et les travaux sociopolitiques sont hors de portée du catholique lambda. Et surtout, des pauvres. Leurs centres ou instituts publient quelques revues suggestives — comme *Pensamiento Propio,* de l'Inies (Institut national d'investigations économiques et sociales), que dirige le jésuite Xavier Gorostiaga, et *Amanecer,* du Centre œcuménique Antonio Valdivieso, fondé par le dignitaire le plus notable de l'Église populaire, le franciscain Uriel Molina — mais leurs efforts pour dénoncer le rôle historique de l'Église au service des pouvoirs dominants, pour revêtir la lutte des classes et l'anti-impérialisme de symboles évangéliques et démontrer, textes bibliques à l'appui, que le combat pour le socialisme est le premier devoir des chrétiens, n'ont d'écho que dans des secteurs intellectuels et militants de la classe moyenne, convaincus d'avance. Parce que le gros des catholiques nicaraguayens, comme ceux du reste de l'Amérique latine, ne professe pas cette religion réflexive, intellectualisée et critique qu'elle propose, mais la foi intuitive, disciplinée, rituelle, qui est celle qui a toujours donné sa force à l'Église parmi nous : la foi du charbonnier. Et c'est celle que représentent, prônent et défendent contre ceux dont ils sentent qu'ils la menacent, la hiérarchie et son indomptable

leader, l'archevêque Mgr Obando y Bravo. Pour mesurer la nature et la popularité des deux tendances il faut assister à leurs messes.

La Messe de solidarité, que célèbre le père Uriel Molina à l'église Santa María de los Ángeles, de Barrio Rigueiro, dont il est le curé depuis plusieurs années, se déroule dans une chapelle circulaire, sans images religieuses, sauf une représentation de la Sainte Vierge, mais avec de grandes fresques révolutionnaires où l'on voit le Christ habillé en paysan nicaraguayen et d'ignominieux impérialistes yankees ainsi que des militaires adipeux fusillant des jeunes qui brandissent des drapeaux sandinistes. La *Messe paysanne*, du compositeur Carlos Mejía Godoy, est ponctuée de chants révolutionnaires joliment mis en musique. Dans son sermon, le père Uriel nous débite une leçon sur « le processus de transformation révolutionnaire de la société qui doit être vécu par les chrétiens depuis leur foi ». Il cite les sandinistes tombés au combat ces derniers jours et nous demande de répondre « Présent ! » à l'énoncé de chaque nom. À l'heure du baiser de paix, la messe devient un meeting. Plus de la moitié de l'assistance est composée d'« internationalistes » nord-américains qui, sous les caméras de télévision, se précipitent sur le commandant Tomás Borge, qui est à mes côtés, pour l'embrasser, le photographier et lui demander des autographes. (Je lui murmure : « La révolution va mal. Cela ressemble à Hollywood. ») Un théologien presbytérien de Californie, avec à sa traîne une vingtaine de séminaristes des deux sexes, me prend pour l'un des siens et me murmure : « La hiérarchie de notre Église est réactionnaire. Mais la base commence à bouger. »

Dans l'église de las Sierritas, à Altos de Santo Domingo, en revanche, il n'y a pas d'étrangers. Ceux qui la remplissent sont des Nicaraguayens. Ils agitent des drapeaux du Nicaragua et du Vatican, et accueillent Mgr Obando — c'est son anniversaire — avec des applaudissements et des « Vive le pape ! » Sous l'apparence traditionnelle du lieu et des tenues, tout, même l'enthousiasme exagéré des fidèles, est aussi, comme à Barrio Rigueiro, imprégné de politique. Après les incidents qui se sont produits pendant la visite de Jean-Paul II au Nicaragua, le pape est un signe de reconnaissance : l'acclamer signifie protester contre le régime. Dans son homélie, Mgr Obando parle de Marie menant Jésus au Temple et de sa douleur de mère, qui la rend si compréhensive à la douleur de ces autres mères à qui l'on a ravi leurs enfants (tous comprennent qu'il parle du recrutement des jeunes pour le service militaire patriotique).

Le Centre œcuménique Antonio Valdivieso occupe une maison, au cœur de Managua, où l'on respire un air cosmopolite. Des théologiens progressistes, protestants et catholiques, viennent du monde entier assister à ses séminaires, et ses publications comptent sur la collaboration de lumières hétérodoxes, comme

le professeur allemand Hans Küng, Karl Rahner ou le célèbre évêque de Cuernavaca, Méndez Arceo (qui exhorte ses fidèles à « faire le pèlerinage de Cuba, comme on va à Lourdes ou à Notre-Dame de Fatima »). « Nous ne sommes pas une Église parallèle, mais un mouvement de rénovation qui essaie de vivre la solidarité avec les pauvres », me dit José Argüello, le directeur d'*Amanecer*. « Pour nous le problème n'est pas de savoir si la révolution va vers le marxisme. Mais si elle va survivre. L'alternative ne serait pas la démocratie mais quelque chose de semblable au Guatemala ou au Salvador. Et un peuple marxiste vivant est préférable à un peuple mort. » Selon le père Uriel Molina : « Cette histoire d'Église populaire est une invention du cardinal de Medellín, López Trujillo. Personnellement, certaines publications de la Théologie de la Libération m'horrifient. Nous voulons que l'Église maintienne sa crédibilité devant le peuple. Cette crédibilité qu'ont perdue nos évêques pour ne pas avoir condamné l'agression nord-américaine. » Il dit que, dans les circonstances présentes, la censure se justifie, mais comme quelque chose de transitoire. La révolution a rendu son « identité » au peuple nicaraguayen. « Elle se nourrit de folklore, de la poésie de toutes nos traditions. Grâce à elle notre peuple a maintenant cet orgueil de lui-même que les dictatures et l'exploitation séculaire lui avaient ôté. En s'opposant à la révolution, la hiérarchie a perdu son autorité morale. Ses coups d'éclat et ses actions servent aux multinationales et à la CIA. » Il défend le droit des quatre prêtres ministres à rester en place malgré l'interdiction du Vatican. « On veut les obliger à démissionner pour rompre ce qu'ils symbolisent : la solidarité entre les chrétiens et la révolution. » Pour prouver qu'il n'est pas un apologiste aveugle du régime, le père Molina me rappelle qu'il a protesté contre des violations des droits de l'homme et, aussi, contre l'expulsion de prêtres. Comment se partage le clergé nicaraguayen ? « Sur les quatre cents prêtres du Nicaragua, une centaine est avec nous et les trois cents autres avec Mgr Obando », dit-il.

LE SANDINISTE TRANQUILLE

Il se passe que les révolutions, dynamisées, avant leur triomphe, par la force mobilisatrice de l'élan libertaire — la haine du tyran, de la répression et de la censure —, une fois qu'elles assument le pouvoir, voient un autre élan, l'égalitaire, prendre le dessus. Et inévitablement, à quelque moment, les deux entrent en collision, comme on l'a vu au Nicaragua. Parce que c'est un fait tragique que la liberté et l'égalité entretiennent des rapports âpres et antagoniques. Le véritable progrès ne s'obtient pas en sacrifiant l'un de ces

élans — justice sociale sans liberté ; liberté avec exploitation et inégalités iniques —, mais en parvenant à un équilibre tendu entre ces deux idéaux qui se repoussent intimement. Mais jusqu'à présent, aucune révolution socialiste n'y est parvenue.

Au Nicaragua, les révolutionnaires qui ont pris le pouvoir après avoir lutté gaillardement contre une dictature dynastique, ont cru qu'ils pouvaient tout faire, sans entraves légales (ne répètent-ils pas, d'ailleurs, que « la révolution est source de droit » ?) : répartir les terres, assurer le plein emploi, développer l'industrie, baisser le prix des aliments et du transport, en finir avec les inégalités, anéantir l'impérialisme, aider les peuples voisins à faire leur révolution. Les notions de marxisme qui les guidaient — assez générales à en juger par les textes de Carlos Fonseca Amador, la figure la plus vénérée parmi les fondateurs du FSLN — les avaient convaincus que l'histoire se modèle facilement si l'on connaît ses lois et si l'on agit « scientifiquement ». Cinq ans et demi après ils commencent à découvrir — les uns davantage, les autres moins, mais je doute qu'aucun ne reste aveugle — que transformer une société est plus difficile que tendre des embuscades, attaquer des casernes ou des banques. Parce que les lois supposées de l'histoire ne résistent pas aux conditionnements brutaux du sous-développement, à la diversité des comportements humains, et aux limites fatidiques de souveraineté des peuples pauvres et petits, qui découlent de la rivalité des deux superpuissances. Dans les conversations que j'ai eues avec les dirigeants sandinistes, surtout dans les rencontres informelles, où la bonne humeur et la cordialité nicaraguayennes étaient de mise, j'ai bien souvent noté que, peu à peu, ils semblaient avoir appris l'art bourgeois du compromis. Et celui qui, d'après toutes les rumeurs, l'a le mieux appris, des neuf membres de la direction nationale, est le commandant Daniel Ortega.

On m'assure que Violeta de Chamorro a dit une fois du président flambant neuf : « C'est le meilleur d'entre eux. » Également le plus silencieux, tant il semble timide. Je l'ai accompagné dans une tournée sur le front Nord, tandis qu'il allait voir des veuves et des orphelins de guerre ainsi que des soldats blessés dans les embuscades des *contras*, des adolescents de quinze, seize et dix-huit ans, mutilés au visage, aux mains et aux jambes. Pour mon dernier jour au Nicaragua il m'a invité à déjeuner avec lui et avec sa compagne, Rosario Murillo, qui est également poète (tous les Nicaraguayens le sont) et représentante à l'Assemblée nationale. Daniel Ortega ne boit pas, ne fume pas, parcourt cinq kilomètres chaque jour et travaille quinze heures par jour. Il a commencé à conspirer contre Somoza quand il avait treize ans et, en trente-huit ans de vie il en a passé sept en prison pour avoir attaqué une banque afin de pourvoir aux fonds de la révolution. Quand le Front sandiniste s'est divisé en

trois tendances, son frère Humberto et lui ont pris la tête de ce qui s'est appelé Tercerista. Cela représentait une position éclectique entre la Prolétaire, de Wheelock et Carrión, et celle de la Guerre prolongée, de Tomás Borge et Henry Ruiz. Bien que les neuf commandants assurent, emphatiques, que l'égalité entre les deux est absolue, le commandant Daniel Ortega a, dans les faits, assuré le leadership, d'abord comme coordinateur de la junte de gouvernement et maintenant comme président de la République.

Je lui ai raconté que ce mois que je venais de passer dans son pays avait pour moi une allure schizophrène. Malgré mon existence privilégiée. Parce que chaque jour je parlais, alternativement, avec des sandinistes et des opposants, qui, d'heure en heure, me proposaient les versions les plus antagonistes des mêmes faits. Et que je m'inquiétais de la surdité réciproque entre le régime et ses dissidents. « Nous nous entendrons peu à peu, m'a-t-il assuré. Nous avons commencé à dialoguer avec les évêques. Et maintenant que l'Assemblée commence à débattre de la Constitution, nous rouvrirons le dialogue avec les partis qui se sont abstenus aux élections. Peut-être lentement, mais la tension intérieure se relâchera. Ce n'est pas cela qui est difficile, c'est la négociation avec les États-Unis. De là vient tout le problème. Le président Reagan renonce à nous anéantir et, pour cela, il semble vouloir négocier, mais ensuite il fait marche arrière, comme à Manzanillo. Il ne veut pas de négociation. Il veut notre reddition. Nous avons dit que nous sommes prêts à renvoyer les Cubains, les Soviétiques et autres conseillers ; à suspendre tout passage par notre territoire de l'aide militaire ou autre aux Salvadoriens, sous contrôle international. Nous avons dit que la seule chose que nous demandons c'est à ne pas être agressés et que les États-Unis n'arment pas ni ne financent, en s'en flattant publiquement, les bandes qui pénètrent chez nous pour nous tuer, brûler les récoltes, et qui nous obligent à distraire d'énormes ressources humaines et économiques qui nous font cruellement défaut pour notre développement. »

Comme Rosario Murillo nous a appelés à table, je n'ai pas pu lui dire qu'à mon sens la négociation avec les États-Unis me semblait moins difficile que l'autre. Parce que dès lors que le gouvernement nord-américain reconnaîtrait ne pas vouloir que le régime sandiniste soit renversé par les *contras* et qu'une invasion directe serait catastrophique pour la cause de la démocratie dans le reste de l'Amérique latine, il négocierait probablement avec Managua ce qui en fin de compte le préoccupe le plus : l'éloignement de l'URSS et de Cuba du Nicaragua et la fin de l'aide à l'insurrection salvadorienne. Cela, je n'en doute pas, le commandant Ortega et ses compagnons le lui concéderont en échange de la paix.

Ce qu'ils ne concéderont pas facilement c'est ce que veut l'opposition : une démocratie pleine. Qu'ils partagent le pouvoir, qu'ils remettent le destin de la

révolution aux mains de ces contingences : des élections libres, une presse sans censure, une division des pouvoirs, des institutions représentatives. Ce n'est pas là la démocratie pour laquelle ils sont montés dans les montagnes ni la légalité à laquelle ils croient. En accord avec une vieille tradition qui, malheureusement, est latino-américaine plutôt que marxiste, et qu'ils partagent avec bon nombre de leurs adversaires, ils pensent, sans le dire, que la légitimité réelle est donnée par les armes qui conquièrent le pouvoir et que ce pouvoir, une fois conquis, n'a pas à être partagé.

C'est ce qui rend si difficile l'intelligence du régime avec une opposition qui, pour sa part, tend aussi à s'enfermer dans la formule du « Tout ou rien ». Et pourtant, de la négociation, de l'accord ou du moins de l'accommodement entre les deux il dépend que la révolution sandiniste survive. Peut-être pas d'une façon idéale pour ceux qui, comme nous, contre vents et marées, défendent les « formes » démocratiques, mais au moins digne, en impulsant la justice sociale à l'intérieur d'un système minimalement authentique de pluralisme et de liberté, pour éviter que ne se répandent l'asphyxie, le découragement et les nouvelles injustices congénitales aux dictatures marxistes.

Don Emilio, le vieux conservateur, ophtalmologiste et gourou politique, m'a dit un soir : « Notre culture créole est toute-puissante, là où vous la voyez. Elle avale ce qu'on lui donne. Elle assimile tout et finit par lui imposer un sceau propre. » Je me suis rappelé que c'est précisément cela qu'a fait Rubén Darío, l'obscur Nicaraguayen qui a commencé par imiter les symbolistes français pour finir par révolutionner la poésie de langue espagnole. La culture créole est-elle en train d'avaler le marxisme de ces jeunes gens impatients pour le convertir en quelque chose de mieux ? Les circonstances se prêtent à ce qu'il en soit ainsi.

Avril 1985

---

1. Le groupe de Contadora, associant le Venezuela, la Colombie, le Panamá et le Mexique, a été créé en 1983 afin d'enrayer la crise d'Amérique centrale, de viser à sa démilitarisation et de mettre en place un Parlement commun. *(N.d.T.)*

Les bons terroristes

J’étais en train de lire *Les solitudes*, de Góngora, quand toutes les chaînes de télévision sous le soleil de Miami ont ouvert leurs journaux télévisés sur la nouvelle de l’audacieux coup de main, à Lima, du Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru (MRTA), qui a occupé l’ambassade du Japon avec plus de quatre cents otages à l’intérieur, parmi lesquels des diplomates, des ministres, des chefs d’entreprise, des militaires, des hauts fonctionnaires, et les habitués des cocktails, réunis là pour célébrer la fête de l’empereur. La première chose qui m’est venue à l’esprit a été une considération tout à fait frivole : l’extraordinaire coïncidence d’avoir repris, justement quand se produisait cet exploit terroriste, un livre que j’ai lu passionnément à mes moments de liberté pendant la campagne électorale péruvienne de 1989-1990, quand le MRTA perpétrait ses opérations les plus retentissantes. Dès lors, la froide et parfaite beauté de la poésie gongorine est indélébilement associée dans ma mémoire au sang et aux fracas de la violence terroriste qui a marqué cette campagne. Et apparemment, à l’avenir cette mystérieuse parenté entre le plus adroit faiseur de métaphores de la langue castillane et la sauvagerie politique dans mon pays perdurera sans le moindre espoir que la mort (les morts) les sépare.

J’écris ces lignes au quatrième jour de la prise de l’ambassade, quand on ne voit encore aucune solution, et en faisant des vœux, bien sûr, pour qu’elle intervienne vite et pacifiquement, et renvoie sains et saufs à leurs foyers tous les otages, parmi lesquels j’ai pas mal de connaissances et quelques amis. Mais, tout en m’efforçant de ne pas paraître imprudent ni de jeter de l’huile sur le feu, je ne peux laisser de commenter la façon dont les grands medias à ma portée ont parlé de ces événements.

J’écoute la télévision des États-Unis, et je lis dans la presse de ce pays qu’il y a au Pérou deux organisations terroristes : l’une radicale et fanatique, le Sentier lumineux, et l’autre, modérée et plus politique, le MRTA. Ceux-là sont plus cruels et intransigeants de par leur filiation maoïste et par le modèle de société auquel ils aspirent : la Chine de la révolution culturelle et le Cambodge des Khmers rouges, alors que ceux-ci sont plus souples et pragmatiques parce qu’ils ne sont que castristes et qu’ils pourraient, éventuellement, se transformer, comme leurs collègues colombiens du M-19 avec qui ils ont collaboré dans le passé au sein du dénommé Bataillon América, en un parti politique qui opérerait dans la légalité. Comme preuve de la modération du MRTA on exhibe le bon

traitement qu'il a réservé à ses otages, les cordiales controverses sur la politique économique que le leader de l'opération a soutenues avec quelque chef d'entreprise séquestré, et les causeries que les séquestreurs ont dispensées à leurs victimes en les éclairant sur leurs idéaux révolutionnaires. En vérité, cette nomenclature entre terroristes « radicaux » et « modérés » m'a toujours semblé une tromperie, et maintenant plus que jamais, à en juger par les événements en cours. S'il est vrai qu'il y a entre le Sentier lumineux et le MRTA des différences idéologiques marquées sur ce qui importe réellement, car c'est ce qui définit un mouvement politique — ses méthodes —, ces différences sont pour ainsi dire invisibles. Il est vrai que les « sentiéristes » ont tué beaucoup plus de gens, mais cela ne veut pas dire que les « emerrétistes » ont été plus bienveillants, mais ils ont toujours été moins nombreux et avec une capacité de destruction plus limitée. Cependant leurs états de service, depuis la fondation du MRTA en 1983 jusqu'à présent, sont remplis de sang innocent et de cadavres, d'attaques et d'enlèvements pour de l'argent, d'exactions en tout genre et d'une alliance organique avec les trafiquants de drogue du Huallaga, auxquels, en échange de rémunérations substantielles, ils apportent une protection armée depuis plusieurs années. Il est possible que mon jugement pèche par subjectivité — un commando du MRTA a essayé de m'abattre, moi et ma famille, à l'aéroport de Pucallpa, pendant ma campagne électorale, et comme il n'y est pas parvenu, il s'est contenté de mitrailler une poignée de paysans qui les avaient surpris — , mais il est certain que je trouve grotesque et aberrant l'emploi de l'adjectif « modéré » appliqué à un mouvement qui, au nom du paradis socialiste futur, a assassiné d'innombrables personnes et fait de l'enlèvement pour de l'argent sa spécialité. Toutes les grandes prises d'otages qui se sont produites au Pérou dans les dix dernières années figurent à leur tableau de chasse, et elles ont représenté pour eux un nombre fourni de millions de dollars, investis vraisemblablement en armes et munitions pour monter de nouvelles opérations qui grossiront leurs avoirs et laisseront de nouvelles séquelles de souffrance et d'horreur.

Un de mes amis les plus proches a été une de ses victimes. Six mois durant ils l'ont tenu enfermé dans une cave minuscule, où il ne pouvait se tenir debout, et où — c'était l'époque sinistre des pannes d'électricité — il a passé de longues périodes plongé dans les ténèbres, dans la compagnie grinçante des cafards, qu'il a appris à tuer à une vitesse astronomique et en se guidant seulement à l'ouïe. Sa famille, en attendant, était soumise à une torture psychologique quotidienne, avec des appels téléphoniques et des cassettes machiavéliquement conçues pour la faire craquer nerveusement. Cette personne s'est bien tirée de cette terrible épreuve, mais d'autres n'ont pas survécu ou sont restées psychiquement détruites. Si ces gens-là sont les modérés de la terreur, comment doivent être les

extrémistes ? Un compatriote à qui je faisais cette réflexion, m'a répondu : « Le Sentier lumineux a fait exploser un immeuble d'appartements, rue Tarata, dans le quartier de Miraflores, pour la seule raison que dans le voisinage il y avait plusieurs banques. En comparaison d'un crime collectif de ce calibre, les enlèvements et les bombinettes du MRTA ne sont-ils pas de gentils jeux ? » Je pense que non, et que la somme et l'échelle de la terreur n'atténuent en aucune manière l'iniquité éthique du crime.

C'est la raison pour laquelle, dès le premier moment, j'ai combattu avec la même conviction et la même sévérité le Sentier Lumineux et le MRTA, en soutenant que, plus importante que leurs divergences idéologiques, est l'identité qui existe entre les deux par leur conduite scélérate, car tous deux considèrent parfaitement licite pour parvenir à leurs fins politiques l'extermination des adversaires et de gens innocents, ainsi que le vol, les attaques et séquestrations ou leur alliance avec le trafic de drogue. Et pour cette même raison, j'ai critiqué la bêtise de tous les Péruviens qui ont applaudi au régime de Fujimori quand, pour combattre plus « efficacement » les terroristes, il a emprunté leurs méthodes et généralisé l'emploi de la torture, des disparitions ou des assassinats au grand jour (comme ceux des élèves et d'un professeur de La Cantuta) ou le tout récent enlèvement, en plein Lima, par un commando militaire, du général Robles, qui avait eu le courage de dénoncer publiquement le commando Colina, de sinistre réputation, dépendant des services secrets de l'armée, comme auteur de l'attentat contre une station de télévision, à Puno, en représailles pour ses critiques contre le gouvernement et ses dénonciations de collusion entre le trafic de drogue et le conseiller présidentiel, Vladimiro Montesinos, l'homme fort du régime.

La complaisance envers la terreur d'État est, malheureusement, très étendue dans des pays où l'insécurité et le désespoir provoqués dans l'opinion publique par les actions de l'extrémisme amènent de grands secteurs à approuver la politique de fermeté, le contre-terrorisme, comme le remède le plus efficace pour rétablir l'ordre. Il s'agit d'une pure illusion, d'un mirage trompeur. Ce qui est vrai c'est que lorsque l'État adopte les méthodes des terroristes pour combattre le terrorisme, ce sont ces derniers qui ont déjà gagné, car ils ont réussi à imposer leur logique et endommagé profondément les institutions. Comment une légalité digne de ce nom peut-elle survivre dans une société où celui qui est chargé de veiller sur son respect commence par la violer, en usant de la terreur ? Le résultat inévitable est la généralisation de la violence et, dans son ombre, de la corruption. Le Pérou le vérifie en ces jours amers, quand il se réveille du songe autoritaire qu'il avait embrassé avec tant d'enthousiasme : un régime d'autorité, non médiatisé par des partis politiques, une presse libre, des juges indépendants,

ni par des parlementaires représentatifs, qui aurait frappé impitoyablement le terrorisme et en aurait fini avec la « politicaillerie » de la prétendue démocratie. Car il se trouve que quatre ans après le coup d'État qui a fait naufrager la démocratie au Pérou, le terrorisme n'est pas foudroyé, comme le disaient les propagandistes du gouvernement. Le MRTA, du moins, a donné la preuve la plus spectaculaire de son existence en faisant depuis quatre jours la une de la presse et des journaux télévisés du monde entier. Et quant aux autres, ces derniers mois, le prétendu « modèle péruvien », qui a fait briller le regard de tant de putschistes latino-américains ces dernières années, apparaît chaque fois moins comme un régime de paix et de progrès économique, et chaque fois plus comme une version à peine maquillée des traditionnelles dictatures continentales, c'est-à-dire, corrompue, avec des militaires de la hiérarchie organiquement liés au trafic de drogue, avec des médias à sa botte par subornation ou intimidation, une économie qui prend l'eau de toute part, un conflit social croissant par l'aggravation du chômage et de la pauvreté et, par conséquent, un désenchantement progressif à l'égard du régime autoritaire dans une opinion publique qui semble peu à peu redécouvrir les bienfaits de la liberté et de la légalité disparues.

Je veux terminer par où j'ai commencé ; en faisant des vœux pour que tous les otages de l'ambassade du Japon sortent de là sains et saufs, quand bien même le prix en serait le voyage à La Havane — pour se dorer sur le sable de Varadero avec la conscience du devoir accompli et les poches bourrées de dollars — du camarade Néstor Cerpa et ses vingt-quatre compagnons modérés.

Miami, décembre 1996

L’autre face du Paradis

Dans son essai sur Gandhi, George Orwell ridiculisait le pacifisme en expliquant que la méthode de ce dernier pour obtenir l’indépendance de l’Inde n’avait pu réussir qu’avec un pays comme la Grande-Bretagne, forcée d’agir par la légalité démocratique dans le cadre de certaines limites. Cela aurait-il pu marcher avec un Hitler ou un Staline, que rien n’empêchait de commettre des génocides ? Tendre l’autre joue peut avoir une haute signification morale, mais manque totalement d’efficacité face à des régimes totalitaires. Il est des circonstances où la seule façon de défendre la liberté, la dignité humaine ou la survie est d’opposer la violence à la violence.

Était-ce là la situation du Mexique le 1er janvier 1994, quand le sous-commandant Marcos s’est dressé en armes avec son Armée zapatiste de libération nationale[1] et a occupé plusieurs villages du Chiapas ? La dictature corrompue du PRI qui, depuis 1929, exerçait une autorité pour ainsi dire absolue était en voie d’affaiblissement et, sous une croissante pression interne en faveur de la démocratisation, avait cédé des pans de pouvoir aux forces d’opposition, et entrepris une lente mais claire ouverture. Il nous a semblé, à certains, que ce processus se trouverait sérieusement entravé par les actions de guérilla et que, bien plus que les indigènes chiapanèques, elles favoriseraient le régime priiste, en lui donnant un alibi providentiel pour se présenter comme garant de la paix et de l’ordre devant une classe moyenne aspirant à la démocratisation, sans doute, mais allergique à l’idée d’un Mexique dévasté par la guerre civile, qui reproduirait la situation du Guatemala ou du Salvador dans les années quatre-vingt.

Nul ne pouvait se douter alors de l’évolution particulière de la « première révolution postmoderne », comme la qualifia Carlos Fuentes, ni de la transformation du sous-commandant masqué, avec sa pipe et sa montre à chaque poignet, en star médiatique internationale grâce à la frénésie sensationnaliste et avide d’exotisme des médias, et à l’irresponsable frivolité d’un certain progressisme occidental. C’est une histoire qu’on devra raconter un jour, avec luxe de détails, comme témoignage des niveaux d’aliénation délirants auxquels peut conduire le *parti pris* idéologique et de la facilité avec laquelle un bouffon du tiers-monde, pour peu qu’il maîtrise les techniques de la publicité et les stéréotypes politiques à la mode, peut rivaliser, dans la séduction des masses, avec Madonna et les Spice Girls.

On doit savoir gré à des journalistes tels que Bertrand de la Grange, du *Monde*, et Maite Rico, de *El País*, d'avoir produit le document écrit le plus sérieux à ce jour sur ce sujet, dans leur livre *Marcos, la géniale imposture*[2] où, avec autant de patience que de courage, ils s'efforcent de faire, dans les événements du Chiapas, la part du mythe et de la mystification. Ils ont tous deux couvert la chose sur le terrain pour leur journal respectif, connaissent de première main la diabolique complexité de la vie politique au Mexique et manifestent — je leur tire mon chapeau — une indépendance de jugement qui n'est guère fréquente parmi les correspondants de presse en Amérique latine. Leur reportage trace un portrait impitoyable de la situation des indigènes du Chiapas, depuis l'époque coloniale, et de la marginalisation, de l'exploitation terribles dont ils sont encore victimes de nos jours, du fait du système économico-politique en vigueur. Mais il montre aussi, sans équivoque, que le soulèvement zapatiste n'a absolument pas servi à améliorer la condition des communautés autochtones, et qu'il l'a plutôt — l'autre face du paradis — aggravée en termes économiques et sociaux, en introduisant de profondes divisions dans la société indigène du Chiapas et en élevant le degré de violence qui s'abat sur elle.

Le premier mythe dénoncé par cette recherche est la nature indigène et paysanne du mouvement zapatiste. En réalité, depuis le temps des Forces de libération nationale au sein desquelles il est né, l'EZLN est dirigé — comme tous ses pareils latino-américains — par des Blancs ou des métis d'origine urbaine, fortement imprégnés d'idéologie marxiste-léniniste et séduits par le volontarisme de la Révolution cubaine. C'est le cas de l'universitaire Rafael Guillén Vicente, futur sous-commandant Marcos, entraîné à Cuba où, plus que la pratique militaire, il s'attache à connaître par le menu la vie et la personne de Che Guevara, après quoi il se bâtira une image clonique, avec un supplément de mégalomanie publicitaire, ce qui a toujours répugné au sobre révolutionnaire argentin. Dans le mouvement zapatiste les indigènes sont un instrument de manipulation — de « simples cobayes », écrivent Rico et de la Grange —, un décor, une troupe d'où sortent les morts inévitables et, parfois, les bourreaux d'autres indigènes. Mais jamais les protagonistes ; ou, pour mieux dire, le protagoniste, qui est toujours Marcos, surtout quand, avec des élans rhétoriques autocritiques, il avoue avoir exagéré dans ses exhibitions et promet de céder le devant de la scène aux « frères et sœurs zapatistes » (il ne l'a pas encore fait).

Le second mythe battu en brèche est le prétendu caractère « non violent » du mouvement zapatiste. Il est vrai que les actions militaires ont cessé deux semaines après le soulèvement, quand le président Salinas, dans un geste de machiavélisme politique raffiné propre au PRI, a décrété le « cessez-le-feu » et

engagé des conversations avec les zapatistes que son successeur, le président Zedillo, a poursuivies. Elles ont surtout servi à montrer que les rebelles étaient dépourvus d'un programme minimum de réformes, ce qu'ils compensaient par de vagues et confuses revendications de défense de l'« identité » indigène, qui font délirer d'enthousiasme les multiculturalistes des universités nord-américaines et européennes, mais sont incapables de soulager un tant soit peu les misérables conditions de vie des paysans du Chiapas.

Un distingué anthropologue mexicain, Roger Bartra, a expliqué que le retour de l'Église sur la scène politique et l'indigénisme fondamentaliste provoqué par le mouvement zapatiste représentent « une régression de première grandeur ». Pour la démocratisation du Mexique, sans doute. En revanche, le régime priiste est sorti considérablement renforcé par les événements du Chiapas, et cet ouvrage montre comment l'EZLN est devenu, malgré lui, le « principal soutien » du système. Pour le moment, en brandissant l'épouvantail de la sécurité menacée, l'armée mexicaine a obtenu « une augmentation substantielle » de son budget et de ses effectifs — ces dernières années les achats d'armement léger et de véhicules blindés aux États-Unis, à la Russie et à la France se sont, en effet, multipliés — et les militaires jouent désormais un rôle central dans la vie politique, tragédie latino-américaine à laquelle le Mexique avait jusque-là échappé.

Tandis que les crimes commis contre les zapatistes, comme le sauvage assassinat de quarante-cinq Indiens tzotiles, en majorité des femmes et des enfants, à Acteal, le 22 décembre de l'année dernière, ont fait le tour du monde en soulevant une juste indignation, il y a une autre violence, au Chiapas, passée sous silence — délibérément et traîtreusement —, parce que la condamner aurait été politiquement incorrect : celle exercée par les zapatistes contre les indigènes indociles ou hostiles au sous-commandant Marcos. Les pages les plus dramatiques du livre de Maite Rico et Bertrand de la Grange sont celles qui reproduisent quelques-unes des centaines (voire des milliers) de lettres envoyées par les indigènes de diverses localités du Chiapas aux curés de paroisse, aux ONG, aux autorités locales, dénonçant — dans un langage rudimentaire et parfois à peine compréhensible, qui trahit l'humilité de l'expéditeur — vols et pillages, expropriations, expulsions de familles et parfois de villages entiers, mauvais traitements physiques et chantages auxquels ont été soumis les indigènes chiapanèques qui ont refusé de se plier aux desseins du Marcos masqué. Plus de trente mille paysans — la moitié, presque, de la population de Las Cañadas —, d'après les auteurs du livre, se sont vus contraints de fuir leurs villages d'origine en raison des opérations d'« épuration politique » ordonnées par ce personnage que le distingué sociologue français Alain Touraine a

qualifié — sans frémir — de « démocrate en armes ».

Que Touraine, ou Régis Debray, autre aède de Marcos (qu'il a qualifié, dans son euphorie, de « meilleur écrivain latino-américain de nos jours »), ou l'infatigable veuve de François Mitterrand, après une visite touristique au Chiapas et la contemplation du spectacle, en bavent des ronds de chapeau en prenant leurs désirs pour des réalités, c'est compréhensible. Ce qui ne l'est pas, en revanche, c'est la conduite du fuyant Samuel Ruiz, évêque de San Cristóbal de Las Casas, qui connaît à fond la réalité du Chiapas, puisqu'il y vit depuis 1960, et a été le récipiendaire de ces dénonciations désespérées. Pourquoi les a-t-il systématiquement occultées ou, quand il s'est trouvé dans l'incapacité de le faire, les a-t-il minimisées à l'extrême ? Non par sympathie pour Marcos et les zapatistes qu'il a aidés, certes, les premières années — dans un souci louable de protéger les Indiens contre les déprédations des caciques, l'évêque a appelé à la rescousse un groupe de militants maoïstes ! —, avant de les tenir à distance, et non, comme ce livre le montre bien, pour des divergences de principes, mais pour des raisons d'émulation et de rivalité hégémonique. Ce prélat souffre, comme Marcos, de goût immodéré pour la publicité et est sensible comme personne au qu'en dira-t-on politique.

Cet ouvrage déborde de tendresse et d'admiration pour le Mexique, un pays au charme duquel, en effet, on peut difficilement résister. En même temps, ses pages bouillonnent d'une juste indignation pour la façon dont les événements du Chiapas ont été déformés et cannibalisés par nos impénitents chercheurs de Robin des Bois tiers-mondistes grâce à qui apaiser leur mauvaise conscience, distraire l'ennui politique engendré par les molles démocraties ou rassasier leur soif de romantisme révolutionnaire. La description d'un crétin en bermuda, appelé John Whitmer, qui a renoncé à l'anthropologie au Connecticut pour devenir commissaire zapatiste et veiller à l'orthodoxie politique des journalistes qui se rendent au Chiapas, est, en soi, un désopilant témoignage à charge contre l'espèce. Un des nombreux individus qui, dans ce livre, attristent et irritent ceux qui véritablement désirent voir le Mexique se libérer enfin, une fois pour toutes, du système manipulateur et abusif — brutal en maintes occasions — qui a représenté, pendant plus de soixante-dix ans, le monopole politique du PRI. L'amélioration des conditions de vie des indigènes du Chiapas, et du peuple mexicain en général, a comme exigence première et indispensable la démocratisation de la vie politique, l'ouverture de la société, le renforcement des institutions et l'établissement d'une légalité qui protège tous les citoyens des abus de tous les pouvoirs, sans exception.

Ce processus de démocratisation au Mexique, le sous-commandant Marcos ne l'a pas encouragé le moins du monde ; au contraire, il l'a freiné et opacifié en

retirant sa légitimité à l'opposition démocratique et en offrant des alibis de survie au pouvoir qu'il dit combattre. Bien entendu, il n'est pas impossible que le héros virtuel qu'il est aujourd'hui soit assassiné demain, par ses adversaires ou par quelque allié envieux, et vienne alors grossir le panthéon des héros et des libérateurs : l'histoire est truffée de ces tours de passe-passe. Ce livre prouve d'abondance que sa trajectoire ne mérite pas ce destin-là, mais plutôt celui que laissent deviner les propositions que lui ont fait parvenir deux de ses plus enthousiastes admirateurs : héros du film que pense lui consacrer le cinéaste Oliver Stone, où il incarnerait son propre personnage, ou modèle de Benetton, dans une campagne commerciale des « joyeuses couleurs » dessinée par Oliviero Toscani, le publicitaire de cette maison de couture, dont le clou serait l'image du sous-commandant, visage masqué, mitraillette à l'épaule, pipe aux lèvres, au centre d'une ronde d'indigènes en uniformes et en armes regardant à l'horizon, confiants, le soleil radieux.

Berlin, 8 mars 1998

---

1. En espagnol, EZLN, Ejército Zapatista de Liberación Nacional. *(N.d.T.)*
2. *Marcos, la genial impostura*, Nuevo Siglo/Aguilar, 1998. *(N.d.T.)*

À bas la loi de gravité !

À la fin du XIXe siècle, sur les chaudes terres des États du Nordeste de Sergipe et Bahia, au Brésil, eut lieu un soulèvement paysan, mené par un prédicateur charismatique, l'apôtre Ibiapina, contre le système métrique décimal. Les rebelles, surnommés les « brise-kilos », attaquaient les boutiques et magasins et brisaient les nouveaux poids et mesures (les balances, les kilos et les mètres) adoptés par la monarchie dans le but d'aligner le système brésilien sur celui de l'Occident et faciliter de la sorte les transactions commerciales du pays avec le reste du monde. Cette tentative modernisatrice parut sacrilège au père Ibiapina et beaucoup de ses partisans moururent et tuèrent en essayant de l'empêcher. La guerre de Canudos, qui éclata quelques années après à l'intérieur de Bahia, contre l'établissement de la République brésilienne, fut aussi une tentative héroïque, tragique et absurde pour arrêter la roue du temps en semant des cadavres sur son chemin.

Les révoltes des « brise-kilos » et des Jagunços[1], au-delà du pittoresque et de l'insolite, ont un puissant contenu symbolique. Toutes deux font partie d'une robuste tradition qui, d'un bout à l'autre du continent, a accompagné l'histoire de l'Amérique latine, et qui, au lieu de disparaître, s'est accentuée à partir de l'émancipation : le rejet du réel et du possible, au nom de l'imaginaire et de la chimère. Personne ne l'a mieux défini que le poète péruvien Augusto Lunel, aux premières lignes de son *Manifeste* : « Nous sommes contre toutes les lois, à commencer par la loi de la gravité[2]. »

Rejeter la réalité, s'obstiner à la remplacer par la fiction, nier l'existence vécue au nom d'une autre, inventée, affirmer la supériorité du rêve sur la vie objective, et orienter la conduite en fonction de semblables prémisses, est la plus ancienne et la plus humaine des attitudes, celle qui a engendré les figures politiques, militaires, scientifiques, artistiques les plus frappantes et admirées, les saints et les héros, et, peut-être, le moteur principal du progrès et de la civilisation. La littérature et les arts en sont nés et constituent son principal aliment, son meilleur combustible. Mais en même temps, si le rejet de la réalité déborde les confins de l'individuel, du littéraire, de l'intellectuel et de l'artistique, et contamine le collectif et le politique — le social —, tout ce que cette posture contient d'idéalisme et de générosité disparaît pour laisser place à la confusion, et le résultat est généralement cette catastrophe sur laquelle ont

débouché toutes les tentatives utopiques dans l'histoire du monde.

Choisir l'impossible — la perfection, le chef-d'œuvre, l'absolu — a eu d'extraordinaires conséquences dans le domaine de la création, du *Quichotte* à *Guerre et paix*, de la chapelle Sixtine à *Guernica,* du *Don Giovanni,* de Mozart, à la *Deuxième Symphonie* de Mahler, mais vouloir modeler la société en ignorant les limites, les contradictions et les variétés de l'humain, comme si hommes et femmes étaient une argile docile et malléable capable de s'ajuster à un prototype abstrait, dessiné par la raison philosophique ou le dogme religieux au mépris total des circonstances concrètes, de l'*hic et nunc*, a contribué, plus qu'aucun autre facteur, à augmenter la souffrance et la violence. Les vingt millions de victimes que laissa, seulement en Union soviétique, l'expérience de l'utopie communiste sont le meilleur exemple des risques courus par ceux qui, dans la sphère du social, parient contre la réalité.

Le non-conformisme qui consiste à vivre en lutte avec le possible et avec le réel a rendu la vie latino-américaine intense, aventurière, imprévisible, pleine de couleur et de créativité. Quelle différence avec la bovine et calme Suisse, où j'écris ces lignes ! Pendant ces journées atrocement placides je me suis rappelé cette féroce affirmation d'Orson Welles à Joseph Cotten dans *Le troisième homme*, le film de Carol Reed qu'écrivit Graham Greene : « En mille ans d'histoire, les Suisses civilisés n'ont produit que le coucou » (ou quelque chose comme ça). En réalité, ils ont produit aussi la fondue, un plat dépourvu d'imagination, mais honorable et probablement nutritif. À l'exception de Guillaume Tell, qui, par ailleurs, n'a jamais existé et a dû être inventé, je doute qu'il y ait jamais eu un autre Suisse pour perpétrer ce rejet systématique de la réalité qui est l'habitude latino-américaine la plus répandue. Une coutume grâce à laquelle nous avons eu un Borges, un García Márquez, un Neruda, un Vallejo, un Octavio Paz, un Lezama Lima, un Wifredo Lam, un Matta, un Tamayo, et nous avons inventé le mambo, les boléros, la salsa et tant de rythmes et chansons que le monde entier chante et danse. Pourtant, tout en ayant laissé derrière elle depuis longtemps le sous-développement en matière de créativité artistique — dans ce domaine nous sommes plutôt impérialistes —, l'Amérique latine est, après l'Afrique, la région du monde où règne le plus la faim, le retard, le chômage, la dépendance, les inégalités économiques et la violence. Et la petite Suisse qui bâille aux corneilles est le pays le plus riche du monde, avec le plus haut niveau et la meilleure qualité de vie que puisse offrir aujourd'hui un pays à ses citoyens (à tous, sans exception) et à plusieurs milliers d'immigrants. Bien qu'il soit toujours hasardeux de supposer l'existence de lois historiques, j'ose proposer celle-ci ; le progrès social et économique est en rapport directement proportionnel à l'ennui vital face à la réalité que l'on respecte et inversement

proportionnel à l'effervescence spirituelle née de la révolte contre celle-ci.

Les « brise-kilos » de nos jours sont ces milliers de jeunes Latino-américains qui, mus par un noble idéal, sans doute, sont accourus manifester à Porto Alegre contre la globalisation, un système aussi irréversible à notre époque que le système métrique décimal quand les partisans de l'apôtre Ibiapina ont déclaré la guerre aux mètres et aux kilogrammes. La globalisation n'est, par définition, ni bonne ni mauvaise : c'est une réalité de notre temps qui a résulté d'une somme de facteurs, le développement technologique et scientifique, la croissance des entreprises, les capitaux et les marchés, et l'interdépendance que cela a créée entre les différentes nations du monde. De grands préjudices et de grands bénéfices peuvent résulter de cette progressive dissolution des barrières qui, auparavant, maintenaient les pays confinés dans leurs propres territoires et, bien souvent, en hostilité déclarée avec les autres. Le bien et le mal qu'apporte avec elle la globalisation dépendent, bien entendu, non d'elle-même mais de chaque pays. Certains, comme l'Espagne en Europe ou Singapour en Asie, en tirent un profit éblouissant, et le colossal développement économique que tous deux ont connu ces dernières vingt années a résulté en bonne partie de ces investissements étrangers massifs que ces deux pays ont été capables d'attirer. Je cite ces deux pays parce qu'ils constituent deux exemples exceptionnels des bienfaits extraordinaires qu'une société peut tirer de l'internationalisation de l'économie. (Singapour, une ville-État de taille lilliputienne, a reçu ces dernières cinq années plus d'investissements étrangers que tout le continent africain.) En revanche, il ne fait aucun doute que des pays comme le Nigeria du défunt général Abacha, le Zaïre de feu Mobutu et le Pérou d'un Fujimori en fuite, ont connu plus de préjudices que de bénéfices de la globalisation, parce que les investissements étrangers, au lieu de contribuer au développement du pays, ont surtout servi à multiplier la corruption, à enrichir davantage les riches et à appauvrir davantage les pauvres. Neuf milliards de dollars sont entrés dans la poche fiscale du Pérou grâce aux privatisations effectuées pendant le régime dictatorial. Il n'en reste pas un seul centime, et la dette externe s'est accrue, depuis le coup d'État de 1992, de cinq milliards de dollars. Par quelle magie, quel miracle ces sommes vertigineuses se sont volatilisées sans qu'il en retombe pratiquement rien aux vingt-cinq millions de Péruviens qui vivent aujourd'hui la pire crise économique de toute leur histoire, avec des records de chômage, de faim et de marginalisation ? Bien qu'une part importante de celles-ci ait été gaspillée en opérations populistes, et une autre part, en achat d'armement vétuste avec des factures d'armement moderne, la vérité est que le gros du pactole a été purement et simplement volé par cette bande de gangsters dirigée par Fujimori et Montesinos, et les quarante voleurs de leur entourage, et il repose aujourd'hui, à

l'abri, dans les abondants paradis fiscaux de la planète. Mais il s'est passé pire encore au Nigeria au temps du général Abacha qui, comme l'on sait, exigeait que les multinationales pétrolières acquittent les royalties qu'elles devaient au pays en les virant directement à ses comptes privés en Suisse, des comptes qui, comme ceux de Mobutu, frôlent apparemment la somme vertigineuse de quelque deux milliards de dollars. Face à ces titans, Vladimiro Montesinos, à qui l'on impute seulement mille milliards de dollars volés, fait figure de Pygmée.

La conclusion que l'on peut tirer de ces exemples est fort simple : les préjudices de la globalisation sont conjurés par la démocratie. Dans les pays où règnent la légalité et la liberté, c'est-à-dire des règles de jeu équitables et transparentes, le respect des contrats, des tribunaux indépendants et des gouvernants représentatifs, soumis à un contrôle politique et à l'examen d'une presse libre, la globalisation n'est pas une malédiction, mais tout le contraire : une façon de brûler des étapes dans la course au développement. Pour cela, aucune démocratie solide, du premier ou du tiers-monde, ne proteste contre l'internationalisation de l'économie ; elle la célèbre plutôt comme un instrument efficace du progrès. L'ouverture des frontières n'est préjudiciable qu'aux pays où les systèmes autoritaires se servent d'elle pour multiplier la corruption, et où le manque de lois justes et de liberté de critique permettent souvent ces alliances mafieuses entre des corporations et des délinquants politiques dont les cas d'un Abacha, d'un Mobutu et d'un Fujimori sont des exemples typiques.

La leçon qu'il faudrait tirer de ces précédents est la nécessité indispensable de globaliser la démocratie, non de mettre un terme à la globalisation. Mais la démocratie a de grandes difficultés pour s'acclimater aux pays rétifs, par tradition et par culture, à accepter la pauvre réalité, le chemin médiocre du graduel, du possible, de la transaction et du compromis, de la coexistence dans la diversité. Cela c'est bien pour les Suisses imperturbables, si pragmatiques et réalistes, pas pour nous, rêveurs absolutistes, révolutionnaires intransigeants, amants de l'irréalité et des séismes sociaux. Pour cela, au lieu d'exiger plus de globalisation, de lutter, par exemple, pour que les pays développés lèvent ces mesures protectionnistes qui ferment leurs marchés aux produits agricoles du tiers-monde — une injustice flagrante —, nous demandons moins. C'est-à-dire, comme le père Ibiapina, que la roue du temps s'arrête, recule, et nous ramène à l'isolement et à la fragmentation nationaliste qui a rempli nos pays d'affamés et de misérables. Mais, en revanche, pléthoriques de risque, d'aventure, de nouveautés, de bonne musique et d'excellents artistes.

Davos, janvier 2001

1. On appelait Jagunços les habitants de Canudos. Littéralement : « braves » ou « bravaches », et donc rebelles. *(N.d.T.)* 2. Mario Vargas Llosa définit Augusto Lunel comme un « poète péruvien versatile qui finit par exercer le métier surprenant de garde du corps du général de Gaulle ». *(N.d.T.)*

Apogée de l’épouvante

Abimael Guzmán, le leader du Sentier lumineux, imaginat-il jamais, en déchaînant en 1980 la guerre révolutionnaire visant à transformer le Pérou en une société maoïste fondamentaliste, les horreurs que cette insurrection allait provoquer ? L’an dernier, le rapport de la commission Vérité et Réconciliation, présidée par Salomón Lerner Febres, dressa l’épouvantable bilan de cette guerre qui, en deux décennies, assassina, tortura et fit disparaître plus de soixante-neuf mille Péruviens et Péruviennes, dans leur immense majorité des gens humbles et totalement innocents, qui se trouvèrent pris sous le double rouleau compresseur du « sentiérisme » et des forces de l’ordre, et sacrifiés par les deux avec une même sauvagerie. Malgré sa pondération et ses efforts pour s’en tenir à la stricte vérité des faits, ce rapport fut injustement critiqué et aucune de ses conclusions et suggestions ne fut prise en compte par les autorités qui le jetèrent aux oubliettes.

Il en ira probablement de même des matériaux ajoutés à ce rapport par le journaliste Ricardo Uceda, ancien directeur de *Sí*, un hebdomadaire de gauche, qui apparaissent dans son livre récemment publié, *Muerte en el Pentagonito. Los cementerios secretos del Ejército peruano* (Planeta) [*Mort dans le petit Pentagone. Les cimetières secrets de l’armée péruvienne*], fruit de huit années de recherches, qui suit à la trace, principalement grâce aux témoignages de propres protagonistes, les opérations des services secrets, les tortures et les exécutions extrajudiciaires et les disparitions qui furent l’œuvre dans l’ombre de divers organismes policiers et militaires, ainsi que d’une organisation paramilitaire du gouvernement apriste d’Alan García, avec la bénédiction, la complicité ou une hypocrite attitude poncepilatienne des gouvernements. Bien que Uceda discute et rectifie quelques affirmations du rapport de la commission Vérité, pour l’essentiel les deux travaux coïncident en nous montrant que pendant les années de la révolution « sentiériste » le Pérou vécut ce qu’un vers de Miguel Hernández appelle « l’apogée de l’épouvante ».

C’était dément d’entreprendre pareil soulèvement, et de le faire précisément quand le Pérou recouvrait la démocratie, après douze ans de dictature militaire, car de la sorte cela rendait difficile, voire impossible, que les institutions démocratiques ressuscitent et fonctionnent normalement. Les actions terroristes du Sentier, ses assassinats et ses attaques contre policiers, autorités et prétendus exploiteurs et « ennemis de classe », obligèrent Belaunde Terry, peu après son

arrivée au gouvernement, et à contrecœur, à faire appel aux forces armées pour faire face à une subversion qui, à Ayacucho et ses environs, semblait progresser comme un incendie. L'armée n'était pas préparée à affronter une guerre subversive et Uceda raconte dans son livre que, lorsqu'il reçoit cette mission, ses services secrets n'avaient aucune idée de ce dont il s'agissait ni comment opérait le Sentier lumineux. Le militaire que l'on charge de préparer un rapport sur le sujet l'élabore à partir de prospectus et brochures de propagande qu'il achète sur les trottoirs du parc universitaire. Ce personnage, le sous-officier des services secrets Julio Sosa, principal informateur de Uceda, véritable machine à tuer, semble tiré d'un film noir ou de la littérature sadique.

Dès le départ, la stratégie contre-révolutionnaire est élémentaire ; répondre à la terreur avec plus de terreur, pour obtenir de l'information et pour que la population civile sache ce qu'elle risque si elle collabore avec les sentiéristes. Avec cette philosophie, on ouvrait la porte aux cruautés les plus inouïes. À la brutalité s'ajoutait, dans bien des cas, l'inefficacité. Les premiers groupes d'agents secrets dépêchés à Ayacucho soumettent tout détenu à des violences indicibles, mais ils ne savent même pas sur quoi l'interroger et, dans bien des cas, on dirait que par impuissance pure, ils se bornent à le tuer. Le processus d'apprentissage est une rapide déshumanisation où les défenseurs de la légalité, des droits de l'homme et des libertés garantis par la démocratie, finissent par se conduire de façon aussi atroce que les sentiéristes eux-mêmes.

Ricardo Uceda donne prénoms et noms, ainsi que les grades militaires et les compagnies et bataillons où ils étaient assignés, de dizaines d'officiers et sous-officiers qui, obéissant aux instructions du commando, ou convaincus qu'en agissant de la sorte ils accomplissaient ce que l'armée et le pouvoir politique attendaient d'eux, perpétrèrent les plus exécrables et abjectes violations des droits de l'homme, en pendant leurs victimes jusqu'à les disloquer, en les plongeant dans des baignoires jusqu'à faire éclater leurs poumons, en les martelant de coups et de multiples lésions pour ensuite les assassiner et faire disparaître leurs corps, parfois en les brûlant, ou en les enterrant dans des fosses communes en des endroits secrets. On ne respectait même pas les formes les plus élémentaires et les apparences de la légalité ; les juges n'étaient pas informés des détentions et l'on disait aux familles venues s'informer sur leurs disparus qu'on ne savait rien d'eux.

Le livre n'est pas facile à lire, parce que beaucoup de ses révélations font frémir et donnent la nausée. Les pages les plus terribles sont sûrement celles qui décrivent, avec un grand luxe de détails, le fonctionnement du camp militaire de Toctos, où l'on expédiait ceux qui étaient soupçonnés de collaborer avec le Sentier lumineux pour y être interrogés et ensuite liquidés. Bien que le livre ne

donne pas de chiffres, il s'en dégage par une évidence interne que probablement des centaines d'hommes et de femmes — étudiants, paysans, syndicalistes et SDF — se sont vus là arracher de l'information sous la torture avant d'être exterminés. Il n'y a aucun doute, ce ne sont pas seulement des « sentiéristes » et leurs complices qui sont tombés là, mais un très grand nombre de citoyens absolument innocents que le hasard, une embûche ou une intrigue avaient poussés à l'intérieur de cette tritureuse sans échappatoire possible. Au début on tuait pour obtenir de l'information ou pour faire un exemple. Ensuite — c'était devenu si facile de le faire — pour qu'il ne reste pas de témoins gênants et très souvent seulement pour pouvoir voler les victimes. Avant d'être tuées, les filles et les femmes torturées étaient livrées aux soldats pour être violées, au bord même des tombes où elles allaient être enterrées. Le dicton « La fonction crée l'organe » prend, à travers ces témoignages, une terrifiante réalité : certains exécutants collectionnaient oreilles et nez des assassinés et les exhibaient fièrement dans des flacons ou des colliers, comme trophées de guerre. Un jeune sous-lieutenant, récemment arrivé au camp de Toctos, est mis au défi par ses compagnons, au milieu d'une beuverie, de prouver qu'il est un homme en décapitant un terroriste. Le jeune homme va au cachot et en revient avec la tête sanglante entre ses mains.

Le livre montre bien clairement que ces monstruosités n'étaient pas d'extravagantes exceptions mais, dans bien des cas, des comportements qui se généralisèrent en raison de l'exaspération provoquée dans les rangs des forces armées et dans la société péruvienne par les assassinats et les exactions du Sentier Lumineux, à quoi s'ajoutait l'incapacité totale des autorités, civiles et militaires à fixer des limites claires et sans équivoque à l'action antisubversive pour y mettre un terme. En vérité, la hiérarchie militaire les toléra, bien souvent les encouragea et les couvrit, et le pouvoir politique ferma les yeux sur ce qui se passait pour ne pas avoir à intervenir. Cela explique, sans doute, que la récupération de la démocratie au Pérou ait duré à peine sous les gouvernements de Belaunde Terry et d'Alan García et que, en 1992, Fujimori ait fait un coup d'État sous l'œil indifférent ou avec l'appui de tant de Péruviens. Quelle démocratie allaient défendre ces citoyens qui vivaient dans l'angoisse des bombes, des crimes et des agressions terroristes, ou ceux qui, pour se trouver au milieu du champ de bataille, étaient brutalisés à part égale par ceux-ci et par ceux qui devaient les protéger ?

Avec la dictature de Fujimori et de Montesinos l'exercice de la terreur ne fut plus seulement une pratique clandestine, mais une politique officielle de l'État qui, en outre et pour comble de maux, comptait sur un large appui d'une société civile que l'insécurité et la peur avaient persuadée que seul un gant de fer

rétablirait la sécurité citoyenne. Les victimes n'étaient plus conduites aux lointaines montagnes de Toctos, mais dans les caves du Pentagonito, le commandement général de l'armée, à Lima, pour y être exterminées ou plongées dans la chaux vive. Et les lettres piégées contre des activistes des droits de l'homme, des journalistes d'opposition et de prétendus alliés des terroristes se concoctaient dans les bureaux des propres services secrets. Cependant, certains des crimes abominables commis ces années-là, comme l'assassinat, en novembre 1991, de quinze personnes qui assistaient à une fête dans une maison liménienne des Barrios Altos, parmi lesquelles un enfant de huit ans, et le massacre, en juillet 1992, de neuf étudiants et un professeur de l'université de La Cantuta — tous sentiéristes présumés ou alliés de ceux-ci — provoquèrent des protestations et des enquêtes qui au fil du temps allaient saper profondément les bases du régime dictatorial et contribuer à sa chute. Sur ces deux sujets le livre d'Uceda apporte beaucoup d'informations inédites d'où il ressort la responsabilité indubitable des plus hauts dignitaires du régime dans ces deux crimes.

Mais tous les témoignages et les informations de *Muerte en el Pentagonito* n'ont pas la même force persuasive. Et certaines opinions, qui ne se fondent pas sur des documents, déconcertent même, comme celle qui accuse de mensonge Leonor La Rosa, membre des services secrets, torturée, violée et réduite à l'état de déchet humain — tétraplégique, elle vit maintenant exilée en Suède — par ses ex-compagnons, qui l'accusaient d'avoir informé la presse. Malgré cela, le livre n'est pas une diatribe ni un pamphlet sensationnaliste et démagogique, mais constitue un effort sérieux et responsable pour faire toute la lumière, en passant au crible tout le matériel existant, contradictoire et fuyant, et en prenant aussi beaucoup de risques personnels, sur l'aspect le plus amer d'une aventure idéologique insensée qui, au lieu d'établir le paradis égalitaire qu'elle se proposait, a accru la tragédie des pauvres au Pérou et sali moralement le pays entier.

Lima, décembre 2004

Plus de Farc

C’est une histoire qui ne pouvait se produire que de notre temps et qui montre mieux qu’aucun essai scientifique la révolution culturelle et politique qu’Internet a représentée dans le monde.

Óscar Morales Guevara, ingénieur colombien de trente-trois ans, apolitique et résidant à Barranquilla, irrité par l’initiative du président vénézuélien Hugo Chávez, de demander à l’Union européenne de retirer les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) de sa liste des organisations terroristes et de rétablir la dignité des guérilleros combattants, a voulu rendre publique sa protestation et s’est installé devant son ordinateur.

Membre de Facebook, le réseau social le plus étendu d’Internet, il a proposé de créer, à l’intérieur de cet espace, une communauté virtuelle intitulée « Un million de voix contre les Farc ». Pour cela il a imaginé un slogan, « Plus d’enlèvements, plus de morts, plus de Farc », et un petit texte adressé « aux Colombiens et amis du monde » en expliquant la nature criminelle de cette organisation qui, pendant plus de quarante ans, a apporté pauvreté et misère en Colombie avec ses enlèvements, ses affaires avec les trafiquants de drogue, ses assassinats et attentats aveugles contre la population civile.

En quelques heures plusieurs centaines de personnes s’étaient affiliées à son projet et en quelques jours les signataires étaient des milliers. Les adhésions à la communauté nouvellement créée atteignirent le rythme de deux mille par heure. L’un de ces internautes enthousiastes, Carlos Andrés Santiago, un jeune homme de vingt-deux ans de Bucaramanga, suggéra alors l’idée de la Marche pour la Paix le lundi 4 février. Ce qui se produisit ce jour dans presque toutes les villes de Colombie et dans plusieurs dizaines de villes du reste du monde, même dans des endroits aussi surprenants que Bagdad, un village saharien, Moscou et la capitale de l’Ukraine, restera comme une date dans l’histoire moderne. Il n’y a pas de précédents à cette extraordinaire mobilisation de millions de personnes, sur les cinq continents, contre la terreur et la duperie politique incarnées par les Farc. Et moins encore, qu’elle ait eu lieu à partir d’un appel de citoyens indépendants, sans appartenance politique ni appui institutionnel, guidés seulement par un instinct justicier et une volonté pacifiste, qui réussit à toucher une corde sensible et à faire sortir de chez eux des gens aux différentes croyances, langues, cultures et convictions qui, en protestant contre les Farc, protestaient aussi contre la myriade de fronts, partis et Églises qui, dans leurs

propres pays, s'arrogent le droit d'assassiner, de torturer et de commettre les pires violations des droits de l'homme en utilisant pour alibi la lutte pour la justice sociale.

La chose la plus émouvante dans ces marches c'est qu'elles furent presque toutes emmenées par des Colombiens expatriés qui, tout en défilant pacifiquement, avec leurs drapeaux, leurs T-shirts et leurs refrains, manifestant aux yeux du monde leur rejet des crimes des Farc, essayaient de dissiper un fantastique malentendu. Dans certains milieux « progressistes » et libéraux d'Europe et des États-Unis sans aller plus loin, on considère encore cette organisation comme un mouvement justicier et romantique, qui lutte pour les pauvres et les victimes de la société et contre ses oppresseurs, et qui, pour cela, mérite aide économique et promotion politique et médiatique. Les quatre ou cinq millions de Colombiens qui, le lundi 4 février, ont inondé les villes et villages de Colombie en transformant la Marche pour la Paix en l'une des plus importantes mobilisations populaires dans toute l'histoire du pays, réussiront-ils à ouvrir les yeux des naïfs européens et nord-américains qui s'obstinent encore à voir l'Amérique latine comme un continent où le Robin des Bois guérillero combat les démons de la bourgeoisie et de l'impérialisme ? Probablement pas à tous, parce que maints admirateurs des Farc, dans les pays occidentaux avancés, le sont par la mauvaise conscience que leur donnent la prospérité dont ils jouissent et le fait de vivre dans ces assommantes démocraties, et parce qu'ils ont besoin, fût-ce passagèrement, d'éprouver ces grandes aventures révolutionnaires qui, dans leur pays, ne sont plus qu'histoire (et surtout fantaisie). Ils demeureront aveugles et sourds à la réalité. Mais espérons que beaucoup d'autres, moins aliénés par l'idéologie ou la stupidité, se rendent à l'évidence et comprennent, enfin, que les Farc n'ont rien d'admirable ni de respectable, car elles ne sont, au jour d'aujourd'hui, rien d'autre qu'une armée pseudo-populaire au service du trafic de drogue, qui vit du crime et tient en esclavage, par les méthodes brutales qu'elle pratique, des milliers de paysans et des gens des couches sociales les plus humbles de Colombie qui, pour leur malheur, résident à l'intérieur des zones qu'elle domine ; les Farc sont l'obstacle majeur du pays pour avancer dans son développement et perfectionner sa démocratie.

Il est vrai que les organisations paramilitaires colombiennes ont perpétré des crimes épouvantables dans leur lutte contre les Farc. Mais ces crimes n'empêchent ni ne rendent moins condamnables ceux qui sont perpétrés quotidiennement, et qui sont infiniment plus nombreux que ceux-là et qui ne sont commis non par quelque désir de justice, mais purement et simplement pour s'enrichir, remplir les coffres de la terreur, servir aux opérations des grands cartels de la drogue, recruter par la force les adolescents paysans pour alimenter

leurs rangs et, surtout, pour extorquer et intimider la société. Dans le cadre de ces délits, le plus courant est l'enlèvement d'hommes politiques, de chefs d'entreprise, d'étrangers, de professionnels et d'individus quelconques, afin d'obtenir une rançon et pour utiliser ces victimes dans des opérations de chantage politique et social. Combien de millions de dollars ont déjà obtenus les Farc avec les plus de trois mille enlèvements qui figurent à leur tableau ? Apparemment, le chiffre s'élève à quelque trois cents millions, ce qui, tout en étant énorme, est infime si on le compare à ce que l'on obtient comme force de choc des barons du trafic de drogue, ou de l'exercice même de cette industrie, dont une bonne partie est déjà depuis plusieurs années à la charge des Farc elles-mêmes.

Ce mouvement dirigé par le légendaire Tirofijo fut-il quelque chose de différent à ses débuts ? Peut-être bien, avant de naître officiellement, en 1966, au moment de la guerre civile qui ensanglanta la Colombie après l'assassinat de Jorge Eliécer Gaitán en 1948 — ce qu'on a appelé le *bogotazo* —, quand les guérillas libérales et conservatrices s'entretuaient dans l'une des pires saignées de l'histoire latino-américaine. Mais s'il y eut parfois de fortes doses d'idéalisme et de générosité chez ses dirigeants, et une authentique vocation d'altruisme social, tout cela a disparu avec une pratique violente de tant de décennies, dans laquelle, peu à peu, les moyens se sont imposés sur les fins, en les corrompant jusqu'à les faire disparaître, comme il en va souvent chez ceux qui croient que « la violence accouche de l'histoire ».

La réalité, c'est que, par la faute des Farc, et de l'autre mouvement subversif, l'ELN (Armée de libération nationale), la Colombie n'est pas aujourd'hui une démocratie moderne et développée, comme l'est désormais le Chili. Ce qui est remarquable, c'est qu'en dépit du terrible défi contre ses institutions que représente le terrorisme la Colombie a conservé pendant toutes ces années des gouvernements civils issus des urnes, une presse libre, une vie politique civile très intense, et que son économie a crû à de hauts indices, mais, bien sûr, sans que les bénéfices de cette croissance touchent tous les Colombiens de façon équitable. Ce que le terrorisme — et sa séquelle inévitable, le contre-terrorisme — a représenté de douleur et sacrifices, de brutalité et d'injustice, de violences et de traumatismes, a fait de la société colombienne une des plus maltraitées de la planète. Mais sans réussir à briser son amour de la vie, ni son énergie et sa créativité, comme le découvrent tous les étrangers qui s'y rendent et sont surpris de l'allégresse de sa musique et de ses bals, de la sympathie et de la cordialité de ses gens, de l'espagnol si bien parlé et écrit des Colombiens, et de la volonté de ne pas se laisser vaincre par les agents de la haine et de la peur de son peuple.

Tout cela a été mis en pleine lumière, en Colombie, et de la main des Colombiens expatriés, ce lundi 4 février, avec cette mobilisation en faveur de la paix et de la vérité, contre le mensonge et la terreur, à l'initiative d'un obscur ingénieur de Barranquilla qui, comme ces justes des histoires bibliques, a décidé un jour, en un sursaut éthique, de faire quelque chose contre l'horreur et la tromperie, et s'est assis devant son ordinateur pour se mettre à écrire. Son exemple est extraordinaire. Non seulement il a servi son pays et la décence. Il nous a montré l'arme très puissante que peut être la technologie moderne des communications si nous savons l'utiliser et la mettre au service de la vérité et de la liberté.

Lima, février 2008

Pour l’histoire de l’infamie

Le mercredi 16 juillet des dizaines de milliers de Nicaraguayens ont manifesté dans les rues de Managua pour réclamer la démission du président Daniel Ortega, qu’ils accusent de vouloir transformer la fragile et imparfaite démocratie que vit leur pays en une dictature aussi corrompue et autoritaire que celle dont a souffert le Nicaragua sous Somoza. La manifestation a été convoquée par la Coordination civile, qui rassemble quelque six cents organisations civiques, des partis et des mouvements de tout le spectre politique, beaucoup d’indépendants, des associations féministes et des intellectuels.

C’est la première bonne nouvelle qui nous arrive de ce malheureux pays — le second pays le plus pauvre d’Amérique latine, après Haïti — depuis que, en un acte de véritable égarement collectif, les électeurs ont choisi l’année dernière Daniel Ortega pour occuper la première magistrature de la nation, oubliant sa catastrophique première gestion (1985-1990) et légitimant son pacte mafieux avec l’ex-président libéral Arnoldo Alemán, condamné à vingt ans de prison en 2003 pour avoir mis à sac les finances de l’État en gaspillant et volant la somme vertigineuse de deux cent cinquante millions de dollars. Le prétendu condamné multimillionnaire purge maintenant sa sentence dans une ferme particulière, vivant comme un coq en pâte, recevant toutes les visites qu’il lui plaît et se rendant à Managua quand il en a envie pour donner des consignes à ses amis parlementaires qui, unis aux sandinistes, détiennent la majorité au Congrès. Cette alliance mafieuse et antinature d’une prétendue gauche et d’une autre prétendue droite — en vérité, deux bandes de gangsters déguisés en partis politiques — a permis la dénaturation de la justice, posé les bases d’une nouvelle dictature et ouvert la porte pour que Daniel Ortega et Arnaldo Alemán s’en tirent à bon compte et soient quittes de payer pour les délits qu’on leur impute. Les électeurs qui, par naïveté, ignorance ou fanatisme, ont consacré cette alliance contre nature se repentent désormais de leur erreur, car, selon les derniers sondages, la popularité du président Ortega est tombée en chute libre depuis qu’il a assumé le pouvoir en janvier 2007. Soutenu désormais par seulement 21 % des Nicaraguayens.

C’est encore trop si l’on tient compte des états de service du « commandant » Ortega. Je résume l’histoire de sa belle-fille Zoilamérica Narváez, telle qu’elle apparaît dans deux publications qui me semblent d’une crédibilité absolue (*El País*, Madrid, 29 juin 2008, et *Búsqueda*, Montevideo, 5 juin 2008), mais ceux

qui ont l'estomac assez solide pourront lire sur Internet le témoignage complet de cette péripétie qui semble tirée d'un roman du marquis de Sade.

Zoilamérica est la fille de Rosario Murillo, épouse d'Ortega, coordinatrice des conseils du pouvoir citoyen et, selon certains, le véritable pouvoir du trône nicaraguayen. Le 22 mars 1998, Zoilamérica, militante du Front sandiniste de libération nationale, rendit public son témoignage contre son père adoptif, en révélant que, depuis l'âge de onze ans, elle avait été « harcelée et violentée sexuellement par Daniel Ortega Saavedra, cette relation se poursuivant sur presque vingt ans de [sa] vie ». Les précisions, détails et circonstances du récit de Zoilamérica font frémir et révèlent chez son bourreau, traqueur et violeur, un cynisme et une cruauté rien de moins que pathologiques. Le chemin de croix de la fillette commença en 1979, quand le révolutionnaire vivait dans la clandestinité au Costa Rica. Chaque fois que s'absentait sa mère, il en profitait pour « me peloter et toucher mes parties génitales, écrit-elle. Récemment je me suis rappelé qu'il mettait aussi son pénis dans ma bouche ».

La terreur et la honte faisaient que la fillette supporta tout cela sans le dénoncer à sa mère qui, apparemment, livrée corps et âme à la politique, était à cent lieues de se douter des égarements de son mari. Le « commandant » entrait dans la salle de bains quand Zoilamérica se douchait et il se masturbait en la regardant et en caressant ses vêtements. La nuit, il s'introduisait dans la chambre que la petite partageait avec son frère Rafael et, dit-elle, « il soulevait un pan de la couverture, continuait à me toucher et finissait par se masturber. Il me disait de ne pas faire de bruit pour ne pas réveiller Rafael… et il me disait : "Tu verras qu'avec le temps cela va te plaire" ! »

Quand les sandinistes renversèrent Anastasio Somoza en 1979, la famille Ortega Murillo se déplaça à Managua. Là on attribua à Zoilamérica une chambre pour elle seule. Ce fut, dit-elle, un cauchemar encore pire. La nuit, le « commandant » se glissait dans la chambre de la fille de douze ans et prenait son plaisir. Elle commença à souffrir de « frissons, nausées et tremblements de mâchoire ». Elle vivait avec une impression de panique constante, en raison des abus dont elle était l'objet, et de la perspective que tout cela allait se savoir et devenir le motif d'un grand scandale. Volant du temps à ses responsabilités de gouvernement, le « commandant » surgissait impromptu dans la maison à l'heure où il savait que Zoilamérica était seule et exigeait d'elle qu'elle participe à ses jeux sexuels : « Il me demandait de remuer, que je sentirais mieux ainsi. "Tu aimes, pas vrai ?" me disait-il tandis que je gardais un silence absolu sans avoir la force de crier ni d'appeler ma mère. La peur ne me lâchait pas. J'avais la gorge sèche, étranglée et je tremblais. Son contact provoquait chez moi un froid intense et un malaise, j'avais du dégoût et je me sentais sale, très sale, car je

sentais qu'un homme que je repoussais me salissait tout entière. Je me mis à me doucher plusieurs fois par jour pour me laver de cette saleté. »

Les audaces du « commandant » augmentèrent avec le temps. Il obligeait sa belle-fille à voir avec lui des films porno et lui montrait des revues érotiques, comme *Playboy*. Un jour il surgit à la maison avec un vibro-masseur pour que Zoilamérica s'en serve, mais l'appareil ne fonctionna pas. L'année 1982, il la viola, couchée sur le tapis de sa chambre. « J'ai pleuré et eu des nausées. Il a éjaculé sur mon corps pour ne pas courir le risque de me mettre enceinte et il a continué ainsi à le faire plusieurs fois : ma bouche, mes jambes et mes seins étaient les endroits où il avait coutume de répandre son sperme, malgré mon dégoût et ma répugnance. Depuis, la vie pour moi a un sens douloureux. Les nuits se peuplaient de peur, j'entendais ses pas dans le couloir, en tenue militaire ; je me rappelle clairement le vert olive et les lauriers brodés sur son uniforme. »

Le témoignage se poursuit ainsi, des pages et des pages, avec une infinité de détails dans lesquels il est difficile de déterminer si la lâcheté du tout-puissant mandataire « révolutionnaire », qui, vingt années durant, fit de sa belle-fille son esclave sexuelle, est pire que la vilenie de l'appareil militaire et politique à son service qui couvrait ces violences, en empêchant que le jeune fille ne dénonce son bourreau.

Quand le scandale éclata, madame Rosario Murillo prit la défense de son mari et accusa sa fille de comploter avec les ennemis du sandinisme. Voici quelques années, en 2004 — exigences politiques obligent — l'épouse du « commandant » représenta sur une chaîne de radio une réconciliation avec sa fille, laquelle, néanmoins, maintint toutes les accusations contre son père adoptif. Mais celui-ci avait déjà pris toutes ses précautions pour tromper la justice. Le premier tribunal criminel de Managua, présidé par la guérillera Juana Méndez, fidèle militante sandiniste, renvoya l'affaire. Devant la récusation de la dénonciatrice, la titulaire du deuxième tribunal criminel de Managua, Ileana Pérez, autre sandiniste avérée, n'eut besoin que d'un jour pour prononcer un non-lieu. Mais le Comité interaméricain des droits de l'homme a admis l'affaire contre l'État du Nicaragua pour « déni de justice ». L'accusation contre le « commandant » violeur, incestueux et pédophile avancera-t-elle ? À en juger par la lenteur géologique avec laquelle l'affaire est examinée, on dirait que le haut organisme de l'OEA est plus que réticent à condamner un chef d'État en exercice, par ailleurs progressiste et révolutionnaire.

Cela aussi c'est encore l'Amérique latine, malheureusement. Pas seulement cela, heureusement. Il y a une autre réalité latino-américaine, qui rejette ces extrêmes de brutalité et de barbarie, où la justice commence à être digne de ce

nom et où une femme ne peut être violentée pendant deux décennies par un tueur portant pistolets et uniforme vert olive sans que les juges prennent la défense de la victime. Au Nicaragua même, beaucoup de sandinistes décents, comme les frères Mejía Godoy — qui ont interdit à Ortega d'utiliser leurs chants révolutionnaires — se sont mis à militer contre le nouveau despote et ses forfaits, en même temps que plusieurs associations féministes prenaient la défense de Zoilamérica. Mais que quelqu'un capable d'avoir commis de pareilles iniquités se trouve de nouveau au pouvoir, oint par le vote de ses concitoyens, au lieu de pourrir en prison, en dit long sur le chemin qu'il reste encore à faire sur la terre de Rubén Darío et de Sandino pour sortir de ce puits d'horreur et de honte que nous appelons le sous-développement.

Madrid, juillet 2008

III. OBSTACLES AU DÉVELOPPEMENT : NATIONALISME, POPULISME, INDIGÉNISME, CORRUPTION

Le jeu sans règles

En rentrant au Pérou, après deux mois et demi d'absence, je me retrouve avec quelques surprises. La principale : une menace de procès en « diffamation pour offense au Pérou ». L'avocat qui dépose plainte, à en juger par la teneur de sa dénonciation et par ses déclarations à la presse, ne semble pas un homme avide de publicité mais quelqu'un de sincèrement furieux de ce que le quotidien *La Prensa* a présenté rien de moins que comme un délit de trahison à la patrie. Il n'est pas le seul indigné, par ailleurs : je découvre, dans ma correspondance, des lettres d'insulte et ma famille m'informe de coups de fil anonymes et de menaces de représailles.

Au-delà de l'anecdote, le sujet illustre bien un de nos traits de caractère : l'inaptitude au débat pur, le mécanisme qui transforme d'ordinaire en boucheries, aussi pittoresques qu'inutiles, nos polémiques.

Telle est l'histoire du crime. Voilà des mois, à l'occasion du centenaire de la guerre du Pacifique, nous avons signé, un groupe de Péruviens, de Chiliens et moi, un texte appelant à l'amitié et à la paix avec nos pays respectifs et tous ceux d'Amérique latine, afin que nos maigres ressources se concentrent davantage sur la lutte contre le sous-développement et moins sur l'achat d'armements. Le texte a provoqué une levée de boucliers chez quelques institutions et personnes de mon pays qui interprétaient certains paragraphes (injustement, je crois) comme une tentative de mettre sur un pied d'égalité les souffrances des deux peuples pendant ce conflit. Inévitablement quand il s'agit du sujet ultrasensible du patriotisme, l'atmosphère se remplit de communiqués vibrants et de sentiments enflammés. Malgré cela, la polémique semblait assez fertile ne serait-ce que parce qu'elle porta à la connaissance d'un large public ces motifs de réflexion : les guerres du passé doivent-elles continuer à peser sur le présent et le futur des pays latino-américains ? Le nationalisme et l'intégration régionale sont-ils compatibles ? Quelle est l'incidence de la course aux armements sur le sous-développement du continent ?

Ma participation à la polémique est un article, « Le culte des héros », que j'ai publié dans *Caretas*, au Pérou, comme je le fais invariablement quand j'écris sur des sujets politiques péruviens (sauf pendant ces périodes où la répression a suspendu toute tribune indépendante), et que j'ai ensuite donné à l'agence Efe, qui distribue mes collaborations, avec celles d'autres écrivains, en Espagne et en Amérique hispanique. En même temps qu'une cinquantaine de publications,

l’article est paru dans *El Mercurio*, du Chili.

Telle est la faute pour laquelle César Augusto Lozana veut me traduire devant les tribunaux et pour laquelle il demande que je change de nationalité. Ce qui n’est pas très clair, cependant, dans sa mise en cause, c’est si à son avis le plus grave du délit est d’avoir mentionné le fait qu’il y a à Lima des enfants qui disputent les ordures aux chiens ou de l’avoir dit dans *El Mercurio*. Pour être tout à fait clair, disons que ce journal m’est antipathique et que je ne lui enverrai jamais d’article, non parce qu’il est chilien, bien sûr, mais pour son adhésion à un régime qui fait honte à l’Amérique. Je ne peux éviter qu’il achète mes collaborations à Efe, mais je peux exiger qu’il n’ait pas l’impudence de dire qu’elles sont « exclusives ». Pour mentir de la sorte ce journal a déjà reçu des protestations de Julio Cortázar et de José Donoso, et maintenant la mienne, que voici.

Le journal *La Prensa* et mon plaidant sont convaincus que le patriotisme exige que le linge sale se lave en famille. Autrement dit, il est permis de dire qu’il y a à Lima des enfants qui se battent comme des chiffonniers avec les chiens pour fouiller les ordures (je ne suis pas allé chercher à la loupe ce spectacle, je tombe dessus, chaque matin, sur le boulevard du front de mer de Barranco), à condition que cela ne se sache pas à l’étranger, car cela offenserait la dignité nationale. Si j’ai bien compris, l’honneur national dépend plus des apparences que de la réalité.

Je ne peux partager cette notion du patriotisme. Ce qui offense un pays c’est non pas que l’on sache — là ou au bout du monde — qu’il y a des enfants affamés, des adultes analphabètes et des gens sans travail, mais que ces plaies existent et qu’on n’y porte pas remède. Croire que l’image d’un pays dépend de ce qu’on dira ou taira des choses qui s’y passent me semble naïf et également dangereux parce que celui qui accepte cela accepte que le pouvoir impose la censure et interdise les critiques sous l’argument terroriste de la raison d’État. Comme la culture, la morale ne peut se comprendre ni se pratiquer en termes « nationaux » ; toutes deux, si elles existent, existent universellement. Une œuvre d’art, une prouesse scientifique, une philosophie créative enrichissent les gens du pays et les étrangers, de part et d’autre des frontières dans lesquelles elles sont nées, et finissent par être patrimoine de tous. Il en va de même des tragédies humaines : elles concernent à part égale ceux qui les subissent et les autres, qui peuvent les subir demain. Les disparus en Argentine, les écoliers assassinés en République centrafricaine, les victimes du terrorisme au Pays basque ou en Irlande du Nord, les fugitifs du Cambodge et du Vietnam, peuvent constituer des problèmes politiques circonscrits à des pays ou des régions déterminés, mais éthiquement ils nous affectent tous de façon identique et

exigent de nous tous d'agir. Plus il y aura d'endroits où l'on parlera de ces horreurs, mieux ce sera. C'est la seule façon d'alerter la conscience du monde sur la croissante barbarisation de l'époque et de pousser ceux qui n'ont pas encore perdu la raison à y mettre un frein. Le patriotisme doit être subordonné à la morale et non l'inverse.

Je me suis bien éloigné du sujet et c'est justement cela qu'il faut retenir de cette histoire. Une polémique de premier ordre qui a commencé sur des sujets élevés finit en commérages effrayants : je ne collabore pas à *El Mercurio*, je ne suis pas un diffamateur, je veux continuer à être péruvien, *etc*. Il semble presque fatidique que les polémiques, entre nous, en marge des sujets qui les motivent, se réduisent tôt ou tard à une tentative de disqualification morale de l'adversaire. Il est plus important, plutôt que de combattre ses idées, de le plonger dans l'ignominie, fût-ce avec des coups bas comme l'insulte et la calomnie. Ces méthodes perdent celui qui les emploie dans les pays cultivés, ceux où l'on considère que le jeu est aussi important que les règles du jeu. Dans les nôtres, non. Celui qui a tordu le cou à son adversaire a également gagné la discussion et on l'appelle, à juste titre, « redoutable polémiste ». Dans un essai, Borges a analysé l'art de l'injure sud-américaine et a tiré tous ses exemples de polémiques littéraires ; celui qui remportait la médaille d'or était Vargas Vila, un vitupérateur baroque qui avait « abattu » Chocano avec cet argument : « Les dieux n'ont pas consenti à ce que Santos Chocano déshonore l'échafaud, en y mourant. Il est donc là, vivant, après avoir fatigué l'infamie. »

Tout cela est bien triste, parce que cela symbolise notre retard. Mais aussi c'est comique, étincelant, vital. J'ai une valise pleine d'horreurs, pleine de coupures de presse. Jusqu'à présent l'article vedette était celui, vénézuélien, où le journaliste m'attribuait des liens avec la traite des Blanches à Paris (il traduisait ainsi, avec une imagination que je lui envie, l'accusation selon laquelle j'appartenais à la « mafia du boom »). À côté de cela j'archive maintenant la plaidoirie de mon avocat. Et, non sans un certain plaisir masochiste, je me mets à penser à cet étudiant d'espagnol appliqué de l'université de Kansas ou de Virginie, qui aura lu toute la bibliographie et qui, d'ici deux à dix ans, commencera un chapitre de sa thèse par cette phrase dramatique : « Accusé du trafic de prostitution et de trahison de son pays, Vargas Llosa a écrit des romans qui… »

Lima, octobre 1979

L’éléphant et la culture

I

L’historien chilien Claudio Véliz raconte qu’à l’arrivée des Espagnols, les Indiens Mapuches avaient un système de croyances qui ignorait les concepts de vieillissement et de mort naturelle. Pour eux, l’homme était jeune et immortel. La déchéance physique et la mort ne pouvaient être que l’œuvre de la magie, des maléfices ou des armes des adversaires. Cette conviction, simple et commode, aida assurément les Mapuches à être les féroces guerriers que l’on sait. Cela ne les aida pas, en revanche, à forger une civilisation originale.

L’attitude des vieux Mapuches est loin d’être un cas extravagant. En réalité, il s’agit d’un phénomène répandu. Attribuer la cause de nos malheurs ou de nos défauts aux autres — à l’« autre » — est un recours qui a permis à d’innombrables sociétés et individus, sinon de se libérer de leurs maux, du moins de les supporter et de vivre la conscience tranquille. Dissimulée derrière de subtils raisonnements, cachée sous une rhétorique touffue, cette attitude est la racine, le fondement secret d’une lointaine aberration que le XIX^{e} siècle rendit respectable : le nationalisme. Deux guerres mondiales et la perspective d’une troisième et dernière, qui en finirait avec l’humanité, ne nous en ont pas libérés, mais semblent au contraire l’avoir renforcé.

Résumons brièvement en quoi consiste le nationalisme dans le domaine culturel. Fondamentalement, à considérer ce qui est à soi comme une valeur absolue et indiscutable, et ce qui est à l’autre comme une absence de valeur, quelque chose qui menace, sape, appauvrit et abâtardit la personnalité spirituelle d’un pays. Quoique semblable thèse résiste difficilement à l’analyse la plus sommaire et qu’il soit facile de démontrer la naïveté et la nocivité de tels arguments, tout comme l’irréalité de ses prétentions (l’autarcie culturelle), l’histoire nous montre qu’elle s’enracine facilement et que même les pays d’antique et solide civilisation ne sont pas vaccinés contre elle. Sans aller bien loin, l’Allemagne de Hitler, l’Italie de Mussolini, l’Union soviétique de Staline, l’Espagne de Franco, la Chine de Mao ont pratiqué le nationalisme culturel en tentant de créer une culture sans communication ni contamination, défendue contre les détestables agents corrupteurs qu’étaient à leurs yeux le cosmopolitisme et la xénomanie, au moyen de dogmes et de censures. Mais de nos jours c’est surtout dans le tiers-monde, dans les pays sous-développés, que le

nationalisme culturel est proclamé le plus bruyamment et fait le plus d'adeptes. Ses défenseurs partent d'une hypothèse fallacieuse, à savoir que la culture de leur pays est, comme les richesses naturelles et les matières premières de leur sol, quelque chose qui doit être protégé contre la cupidité vorace de l'impérialisme, et maintenu stable, intact et pur, car sa contamination par l'étranger l'altérerait et l'avilirait. Lutter pour l'« indépendance culturelle », s'émanciper de la « dépendance culturelle et étrangère » afin de « développer notre propre culture » sont des formules habituelles dans la bouche des prétendus progressistes du tiers-monde. Que de tels slogans soient aussi creux que cacophoniques, et un véritable galimatias conceptuel, n'empêche pas qu'ils semblent séduisants à bien des gens, à cause du petit air patriotique qui, apparemment, les enveloppe. (Et dans le domaine du patriotisme, a écrit Borges, les peuples ne tolèrent que des affirmations.) Même les milieux qui se croient bardés contre les idéologies autoritaires s'en laissent conter. Des personnes qui disent croire au pluralisme politique et à la liberté économique, être hostiles aux vérités univoques et aux États omnipotents et omniscients, souscrivent néanmoins, sans examiner ce qu'elles signifient, aux thèses du nationalisme culturel. La raison en est fort simple : le nationalisme est la culture des incultes et ceux-ci sont légion.

Il faut combattre résolument ces thèses auxquelles l'ignorance, d'un côté, et la démagogie, de l'autre, ont donné droit de cité, car elles constituent un obstacle majeur au développement culturel de pays comme le nôtre. Si elles se développent, nous n'aurons jamais une vie spirituelle riche, créative et moderne, qui nous exprime dans toute notre diversité et nous révèle ce que nous sommes à nous-mêmes et aux autres peuples de la terre. Si les champions du nationalisme culturel gagnent la partie et que leurs théories deviennent la politique officielle de l'« ogre philanthropique » — comme Octavio Paz a appelé l'État de nos jours — le résultat est prévisible : notre stagnation intellectuelle et scientifique et notre asphyxie artistique, notre maintien éternel dans une minorité d'âge culturelle et, au regard des cultures de notre temps, l'anachronisme pittoresque, l'exception folklorique que les civilisés viennent voir avec une bienveillance méprisante seulement par soif d'exotisme ou nostalgie de l'âge barbare.

En réalité il n'y a pas de cultures « dépendantes » et « émancipées » ni rien qui y ressemble. Il existe des cultures pauvres et riches, archaïques et modernes, faibles et puissantes. Dépendantes, elles le sont toutes, inévitablement. Elles l'ont toujours été, mais elles le sont davantage maintenant, à l'heure où l'extraordinaire progrès des communications a fait voler en éclats les barrières entre les nations et rendu tous les peuples coparticipants immédiats et simultanés de l'actualité. Aucune culture ne s'est forgée, développée et n'a mûri sans se

nourrir des autres et sans, à son tour, en alimenter d'autres, en un processus continu d'emprunts et de dons, d'influences réciproques et de métissages, où il serait aléatoire de vérifier ce qui correspond à chacun ou chacune. Les notions de « ce qui est à moi » et de « ce qui est à eux » sont douteuses, pour ne pas dire absurdes, dans le domaine culturel. Dans le seul domaine où elles aient une prise, la langue, elles s'effritent si nous essayons de les identifier aux frontières géographiques et politiques d'un pays et de les transformer en aliment du nationalisme culturel. Par exemple, l'espagnol que nous parlons de concert avec trois cent millions d'autres personnes au monde, est-il « propre » ou est-il « étranger » ? Et parmi ceux qui parlent le quechua au Pérou, en Bolivie et en Équateur, quels sont les propriétaires légitimes de la langue et de la tradition quechuas et quels sont les « colonisés » et les « dépendants » qui auraient dû s'en émanciper ? Nous parviendrions à la même perplexité si nous voulions vérifier à quelle nation attribuer la paternité du monologue intérieur, ce procédé clé du roman moderne. À la France, à cause d'Édouard Dujardin, ce médiocre romancier qui fut, semble-t-il, le premier à l'utiliser ? À l'Irlande, à cause du célèbre monologue de Molly Bloom dans l'*Ulysse* de Joyce qui l'intronisa dans la littérature ? Ou aux États-Unis où, grâce au sortilège d'un Faulkner, il a acquis une souplesse et une somptuosité insoupçonnées ? Par ce chemin — celui du nationalisme — on arrive dans le domaine culturel, tôt ou tard, à la confusion et à la niaiserie.

Assurément dans ce domaine, même si cela semble étrange, ce qui est à soi et ce qui est à l'autre se confondent et l'originalité n'est pas fâchée avec les influences, ni même avec l'imitation, voire le plagiat, car la seule façon pour une culture de devenir florissante c'est d'être en étroite interdépendance avec les autres. Qui tente de l'empêcher ne sauve pas la « culture nationale » : il la tue.

Je voulais donner quelques exemples de ce que j'avance, pris dans l'activité qui m'est la plus proche, la littéraire. Il n'est pas difficile de montrer que les écrivains latino-américains qui ont marqué nos lettres d'un sceau personnel ont été, dans tous les cas, ceux qui ont montré le moins de complexes d'infériorité face aux valeurs culturelles étrangères et s'en sont servis copieusement et sans le moindre scrupule à l'heure de créer. Si la poésie hispano-américaine moderne a un acte de naissance et un père, c'est le modernisme et son fondateur, Rubén Darío. Peut-on concevoir poète plus « dépendant » et plus « colonisé » par les modèles étrangers que ce Nicaraguayen universel ? Son amour démesuré et presque pathétique pour les symbolistes et les Parnassiens français, son cosmopolitisme viscéral, sa dévotion attendrissante à lire, admirer et adapter les modes littéraires du moment et à y adapter sa propre poésie n'en ont pas fait un simple épigone, auteur d'une « poésie sous-développée et dépendante ». Bien au

contraire. En utilisant avec une superbe liberté et à l'intérieur de la culture de son temps tout ce qui séduisait son imagination, ses sentiments et son instinct, en combinant avec une formidable irrévérence ces sources dissemblables où se mêlaient la Grèce des philosophes et des tragiques, la France licencieuse et courtisane du XVIIIe siècle, l'Espagne du Siècle d'Or et son expérience américaine, Rubén Darío a accompli la plus profonde révolution entreprise par la poésie espagnole depuis l'époque de Góngora et de Quevedo, en la sauvant de l'académisme traditionnel où elle languissait et en l'installant à nouveau, comme au temps des poètes espagnols des XVIe et XVIIe siècles, à l'avant-garde de la modernité.

Le cas de Darío est celui de presque tous les grands artistes et écrivains ; c'est celui de Machado de Assis, au Brésil, qui n'aurait jamais écrit sa belle comédie humaine s'il n'avait lu auparavant celle de Balzac ; celui de Vallejo au Pérou, dont la poésie a tiré parti de tous les courants qui traversaient la vie littéraire en Amérique latine et en Europe dans l'entre-deux-guerres, et c'est de nos jours le cas d'un Octavio Paz au Mexique ou celui d'un Borges en Argentine. Arrêtons-nous un instant à ce dernier. Ses nouvelles, essais et poèmes sont assurément l'œuvre de l'auteur contemporain de notre langue qui a eu la plus forte influence dans les autres langues et sur les écrivains des pays les plus divers. Personne n'a contribué autant que lui à faire respecter notre littérature comme créatrice d'idées et de formes originales. Eh bien, l'œuvre de Borges aurait-elle été possible sans « dépendances » étrangères ? L'étude des influences qu'il a subies ne nous entraînerait-elle pas à un fantastique voyage culturel à travers les continents, les langues et l'histoire ? Borges nous montre de façon transparente que la meilleure manière d'enrichir par une œuvre originale la culture de la nation où l'on est né et la langue dans laquelle on écrit, c'est d'être, culturellement, un citoyen du monde.

II

Pour qu'un pays fortifie et développe sa culture il lui faut ouvrir ses portes et ses fenêtres, toutes grandes, à tous les courants intellectuels, scientifiques et artistiques, en stimulant la libre circulation des idées, d'où qu'elles viennent, de façon que la tradition et l'expérience propres soient constamment mises à l'épreuve, et soient corrigées, complétées et enrichies par celles de ceux qui, dans d'autres territoires, en d'autres langues et dans des circonstances différentes, partagent avec nous les misères et les grandeurs de l'aventure humaine. Ce n'est qu'ainsi, soumise à ce défi et à ce souffle continu, que notre

culture authentique, contemporaine et créative sera le meilleur instrument de notre progrès économique et social.

Condamner le « nationalisme culturel » comme une atrophie pour la vie spirituelle d'un pays ne signifie évidemment pas dédaigner le moins du monde les traditions et modes de comportement nationaux ou régionaux, ni contester qu'ils servent, même de façon primordiale, des penseurs, artistes, techniciens et chercheurs du pays pour leur propre travail. Cela signifie uniquement que l'on réclame dans le domaine de la culture la même liberté et le même pluralisme que ceux qui doivent régner en politique et en économie dans une société démocratique. La vie culturelle est d'autant plus riche qu'elle est variée, et l'échange et la rivalité d'idées y sont plus libres et intenses en son sein.

Nous, les Péruviens, nous sommes dans une situation privilégiée pour le savoir, car notre pays est une mosaïque culturelle où coexistent et se mêlent « tous les sangs », comme l'écrivit Arguedas : les cultures préhispaniques, l'Espagne et tout l'Occident venu à nous avec la langue et l'histoire espagnoles ; la présence africaine, si vivante dans notre musique ; les immigrations asiatiques et ce faisceau de communautés amazoniennes avec leurs idiomes, légendes et traditions. Ces voix multiples expriment chacune pour sa part le Pérou, pays pluriel, et aucune n'a plus le droit qu'aucune autre de s'attribuer une plus grande représentativité. Dans notre littérature nous remarquons une semblable abondance. Martín Adán, dont la poésie ne semble avoir d'autre ancrage ni d'autre ambition que le langage, est aussi péruvien que José María Eguren qui croyait dans les fées et ressuscitait dans sa maisonnette de Barranco des personnages de mythes nordiques, ou que José María Arguedas qui transfigura le monde des Andes dans ses romans, ou encore que César Moro qui écrivit ses plus beaux poèmes en français. Cosmopolite parfois et parfois folklorique, traditionnelle chez certains et d'avant-garde chez d'autres, de la côte, de la montagne ou de la forêt, réaliste ou fantastique, hispanisante ou francisée, indigéniste ou nord-américanisée, dans sa personnalité contradictoire notre littérature exprime cette vérité complexe et multiple qui nous caractérise. Et elle l'exprime parce qu'elle a eu la chance de se développer avec une liberté dont nous n'avons pas toujours joui, nous, les Péruviens en chair et en os. Nos dictateurs étaient si ignares qu'ils privaient de liberté les hommes, rarement les livres. Cela appartient au passé. Les dictatures de maintenant sont idéologiques et veulent dominer aussi les idées et les esprits. Pour cela elles se servent de prétextes, comme de dire que la culture nationale doit être protégée contre l'infiltration étrangère. Cela n'est pas acceptable. Il n'est pas tolérable qu'en prétendant défendre la culture contre le danger de « dénationalisation », les gouvernements établissent des systèmes de contrôle de la pensée et de la parole

qui, en fait, ne poursuivent d'autre but que d'empêcher les critiques. Il n'est pas tolérable que, sous prétexte de préserver la pureté ou la santé idéologique de la culture, l'État s'attribue une fonction, dirigiste et répressive, vis-à-vis du travail intellectuel et artistique d'un pays. Quand cela se produit, la vie culturelle est saisie dans la camisole de force d'une bureaucratie et plonge la société dans la léthargie spirituelle.

Pour assurer la liberté et le pluralisme culturel, il faut déterminer clairement la fonction de l'État dans ce domaine. Cette fonction ne peut qu'être celle de créer les conditions les plus propices à la vie culturelle, en s'immisçant le moins possible en elle. L'État doit garantir la liberté d'expression et la libre circulation des idées, encourager la recherche et les arts, garantir l'accès à l'éducation et à l'information pour tous, sans imposer ou privilégier des doctrines, théories ou idéologies, mais en leur permettant de fleurir et de rivaliser librement. Je sais bien que c'est difficile et presque utopique de parvenir à cette neutralité face à la vie culturelle, car l'État de nos jours est un éléphant si grand et si maladroit que son seul déplacement provoque des dégâts. Mais si nous ne réussissons pas à contrôler ses mouvements et à les réduire au minimum acceptable il finira par nous écraser et nous dévorer.

Ne répétons pas de nos jours l'erreur des Indiens Mapuches, en combattant de prétendus ennemis étrangers sans voir que les principaux obstacles que nous devons surmonter sont en nous, à l'intérieur de nous-mêmes. Les défis que nous devons relever dans le champ de la culture sont trop réels et trop grands pour que nous n'allions pas, en outre, nous créer des difficultés imaginaires comme celles de puissances étrangères entêtées à nous agresser culturellement et à avilir notre culture. Ne succombons pas à ces délires de persécution ni à la démagogie de politiciens de bas étage et incultes, convaincus que tout est utile à leur lutte pour le pouvoir et qui, s'ils arrivaient à le prendre, n'hésiteraient pas, pour ce qui est de la culture, à l'entourer de censures et à l'asphyxier de dogmes pour, comme dans le *Caligula* d'Albert Camus, en finir avec les contradicteurs et les contradictions. Ceux qui proposent ces thèses s'appellent eux-mêmes, par une de ces vertigineuses substitutions magiques de la sémantique de notre temps, des progressistes. En réalité, ce sont les rétrogrades et les obscurantistes contemporains, les continuateurs de cette sombre dynastie de geôliers de l'esprit, comme les appelait Nietzsche, dont l'origine se perd dans la nuit de l'intolérance humaine, où se détachent, identiques et funestes à travers les âges, les inquisiteurs médiévaux, les zélateurs de l'orthodoxie religieuse, les censeurs politiques et les commissaires culturels fascistes ou staliniens.

Outre le dogmatisme et le manque de liberté, l'intrusion bureaucratique et le préjugé idéologique, un autre danger menace le développement de la culture

dans toute société contemporaine : la substitution du produit culturel authentique par le produit pseudo-culturel imposé massivement sur le marché à travers les grands moyens de communication. C'est là une menace très grave et il serait fou de ne pas y prêter attention. La vérité c'est que ces produits pseudo-culturels sont avidement consommés et offrent à une énorme masse d'hommes et de femmes un simulacre de vie intellectuelle, en émoussant leur sensibilité, en égarant leur sens des valeurs artistiques et en les gommant de la véritable culture. Il est impossible qu'un lecteur dont les goûts littéraires se sont forgés à la lecture de Corín Tellado apprécie Cervantès ou Cortázar, ou qu'un autre, qui a appris tout ce qu'il sait dans le *Reader's Digest*, fasse l'effort nécessaire pour approfondir un terrain quelconque de connaissance, et que des esprits conditionnés par la publicité se hasardent à penser de leur propre chef. La vulgarité et le conformisme, la platitude intellectuelle et l'indigence artistique, la misère formelle et morale de ces produits pseudo-culturels affectent profondément la vie spirituelle d'un pays. Mais il est faux que ce soit un problème infligé aux pays sous-développés par les pays développés. C'est un problème que nous partageons les uns et les autres et qui résulte du progrès technologique des communications et du développement de l'industrie culturelle, et auquel aucun pays du monde, riche ou pauvre, avancé ou en retard, n'a trouvé encore la solution. Dans l'Angleterre cultivée l'écrivain le plus lu n'est pas Anthony Burgess ni Graham Greene, mais Barbara Cartland, et les séries télévisées qui font les délices du public français sont aussi détestables que les séries mexicaines ou nord-américaines. La solution de ce problème ne consiste pas, évidemment, à établir des censures qui interdisent les produits pseudo-culturels et donnent le feu vert aux produits culturels. La censure n'est jamais une solution, ou, pour mieux dire, c'est la plus mauvaise des solutions, celle qui entraîne toujours des maux pires que ceux qu'elle veut résoudre. Les cultures « protégées » prennent un air officiel et finissent par adopter des formes plus caricaturales et dégradées que celles qui surgissent, à côté des produits culturels authentiques, dans les sociétés libres.

Il arrive que la liberté qui, dans ce domaine, est aussi, toujours, la meilleure option, ait un prix qu'il faut se résigner à payer. L'extraordinaire développement des moyens de communication a rendu possible, à notre époque, la démocratisation de ce qui fut dans le passé, du moins dans sa forme la plus riche et la plus élevée, le patrimoine d'une minorité, et elle est en passe d'atteindre, pour la première fois dans l'histoire, l'immense majorité. C'est une possibilité qui doit nous enthousiasmer. Pour la première fois il existe des conditions techniques pour que la culture soit vraiment populaire. C'est, paradoxalement, cette merveilleuse possibilité qui a favorisé l'apparition et le succès de

l’industrie de masse des produits semi-culturels. Mais ne confondons pas l’effet avec la cause. Les moyens de communication de masse ne sont pas coupables de l’usage médiocre ou erroné qu’on en fait. Notre devoir est de les conquérir pour la véritable culture, en élevant au moyen de l’éducation et de l’information le niveau du public, en rendant ce dernier chaque fois plus rigoureux, plus inquiet, plus critique, et en exigeant sans trêve de ceux qui contrôlent ces moyens (l’État et les entreprises privées) une plus grande responsabilité et un critère plus moral dans l’emploi qu’ils en font. Mais c’est surtout aux intellectuels, techniciens, artistes et scientifiques, aux producteurs culturels de tous ordres, qu’il incombe — tâche audacieuse et formidable — d’assumer notre époque, de comprendre que la vie culturelle ne peut être aujourd’hui, comme hier, une activité de catacombes, de clercs enfermés dans des couvents ou des académies, mais quelque chose auquel peut et doit avoir accès le plus grand nombre. Cela exige une reconversion de tout le système culturel, qui va d’un changement de psychologie chez le producteur individuel, et de ses méthodes de travail, à la réforme radicale des canaux de diffusion et des moyens de promotion des produits culturels, une révolution, en somme, dont il est difficile de prévoir les conséquences. La bataille sera longue et difficile, sans doute, mais la perspective de ce que pourrait être son triomphe devrait nous donner la force morale et le courage de la livrer ; c’est-à-dire, la possibilité d’un monde où, comme le voulait Lautréamont pour la poésie, la culture soit enfin à tous, faite par tous et pour tous.

Lima, novembre 1981

Torrijos : la dernière interview

I

Je me trouvais au Nicaragua et pensais que, de retour au Pérou, je devais essayer de faire une interview du général Torrijos. J'ai donc sollicité un rendez-vous et ce même après-midi la réponse m'est parvenue : le général me recevrait le jeudi 25 juillet à huit heures et demie du matin. Je débarquai à Panamá la veille au soir et, à l'aéroport, un capitaine de la garde nationale et un fonctionnaire de la chancellerie m'informèrent qu'ils passeraient me prendre à mon hôtel à sept heures le lendemain matin : Torrijos me recevrait « probablement au Farallón », sa résidence habituelle, à un quart d'heure de vol de la ville de Panamá.

Mais ce jeudi, alors que nous étions déjà dans les airs, à bord d'un petit bimoteur de la Force aérienne panaméenne, je fus informé que l'entretien aurait lieu à Coclesito, une colonie agricole de la côte atlantique, à quelque cent soixante kilomètres de la capitale, où Torrijos avait une autre résidence. Qui était cet « homme fort » panaméen ? Je ne l'avais jamais vu en personne ni entendu à la radio ou à la télé. Dans le clair matin, tandis que nous survolions d'abord une mer bleue et ensuite un paysage vert et hérissé, avec des taches de terre ocre, et que le pilote, un capitaine aux cheveux ras, me vantait la sécurité et la souplesse de l'appareil, un avion canadien, il me revint à l'esprit un article où García Márquez qualifiait Torrijos, affectueusement, de « mélange d'âne et de tigre ».

Officiellement, le général n'exerçait aucune charge politique dans son pays depuis 1978 ; seulement le commandement de la garde nationale. Mais la *vox populi* disait que, dans l'ombre, tous les fils du pouvoir restaient entre ses mains, et comme pour le démontrer, le parti officiel, le Parti révolutionnaire démocratique, sa créature, n'avait pas désigné son président et conducteur : un vide que, tous le pronostiquaient, Torrijos comblerait en 1984, aux élections qui renouvelleront la présidence et le pouvoir législatif de Panamá.

Torrijos avait accédé au pouvoir le 11 octobre 1968, au moyen d'un coup d'État qui déposa le président Arnulfo Arias, un civil. Son gouvernement présentait certaines ressemblances avec celui qu'avait instauré au Pérou le général Velasco Alvarado, à la même époque, et se caractérisait par une rhétorique populiste et socialisante à l'ombre de laquelle l'activité des partis politiques était mise en veilleuse en même temps que les médias étaient étatisés.

Comme au Pérou le régime du général Torrijos exila ou emprisonna quelques opposants, abolit la liberté de la presse, s'aligna dans les instances internationales sur les positions socialistes et tiers-mondistes, et établit un système de pouvoir personnel assez strict. Mais, tout comme au Pérou, les transformations sociales furent là plus réformistes que radicales, et parfois plus bruyantes qu'effectives, du moins quant à la structure économique de base et à la distribution du revenu national.

Mais dans un domaine spécifique la gestion de Torrijos connut un succès retentissant et lui gagna une grande stature internationale, ainsi qu'une popularité prévisible parmi ses compatriotes. Grâce à son obstination, son astuce, son habileté médiatique et son génie négociateur, le plus ancien et épineux problème de Panamá, que beaucoup croyaient impossible à résoudre du moins dans un futur immédiat — celui du canal et de la zone adjacente —, déboucha sur une formule de solution qui satisfaisait en grande partie l'aspiration panaméenne : la souveraineté nationale sur ce territoire jusqu'alors aliéné aux États-Unis était rétablie, en même temps qu'était garantie au reste du monde la libre navigation et que Washington recevait des assurances stratégiques sur cette voie reliant les deux océans. Même si dans le détail l'accord sur le canal peut être l'objet de critiques des deux parties, et bien que ses clauses soient susceptibles de perfectionnement, c'est un fait que sa matérialisation eut un énorme écho à Panamá et dans le monde entier ; le général Torrijos, pièce maîtresse et volonté déterminante de ce traité, avait quelque raison de se sentir orgueilleux.

J'étais donc fort curieux de le connaître. Mais lorsque nous avons atterri sur la petite piste caillouteuse de Coclesito, il n'était pas là ; il allait à travers champs, suivi d'un cortège de gosses : on me montra le parcours vers le sommet qu'il avait coutume de faire et qui lui prenait plusieurs heures. Tout en l'attendant, je jetai un œil sur la maison et le lieu. Coclesito avait été une station pilote pour une série de projets destinés à distribuer des terres et regrouper les paysans en villages coopératifs où ils puissent ériger écoles, centres médicaux et d'autres services publics. Torrijos avait porté une attention spéciale à cette réforme et la preuve en était cette maison de bois, de trois étages, érigée au milieu de cette agglomération paysanne d'une centaine de maisons, et par les pièces et terrasses desquelles je vis, pendant les sept ou huit heures que je restai là, défiler de nombreux villageois, surtout des enfants, qui s'y promenaient comme dans leur propre maison.

Torrijos nous fit soudain appeler. Il était arrivé et se trouvait au dernier étage où, à côté de sa chambre à coucher — un simple lit, entouré d'une radio et d'une télévision —, il y avait une terrasse avec un hamac, des chaises en bois, et une

vue merveilleuse sur tout le paysage. Il était vêtu en civil, avec des tennis et une chemise sport ; il était grand, fort, rondelet, direct, bon enfant, avait un charisme évident et l'on voyait tout de suite que c'était un homme habitué à commander et à parler avec ses subordonnés et ses ennemis, mais pas avec ses égaux. Nous étions, à ce moment, une demi-douzaine de personnes. Il imposait le tutoiement, vous tapotait le dos, faisait des plaisanteries et, comme maître de la parole, en usait, la prêtait et la récupérait à volonté. Les autres s'en tenaient au vouvoiement, le fêtant, l'écoutant et se taisant, sauf, parfois, à formuler des observations pertinentes.

Au bout de quelques secondes, je compris que, malgré son immense vitalité et sa débordante sympathie, ce n'était pas le type de personnalité que j'apprécie le plus parmi les politiques, pas en tout cas le genre de leader qu'il me plairait de voir à la tête de mon pays. Il n'y avait pas de doute : il appartenait au type de guide charismatique, d'homme providentiel, de caudillo éponyme, force de la nature, héros cyclonique qui est au-dessus de tout et de tous — hommes, lois, institutions — et qui, si nécessaire, balaie ce qui se met en travers de sa route pour accomplir ce qu'il considère comme sa mission historique. Il était impossible de ne pas le comparer à un Fidel Castro ou au général Velasco Alvarado, dont il partageait le primitivisme, la façon bourrue et paternelle de s'adresser aux gens, une certaine exubérance verbale accompagnée d'une difficulté paradoxale d'expression, une malice naturelle et un flair certain pour deviner les points faibles des personnes. Sa désinvolture et sa bonne humeur ne cachaient absolument pas cette assurance apodictique de celui qui se sait puissant, de celui qui ne doute pas et agit comme s'il n'avait pas devant lui des interlocuteurs, mais seulement des auditeurs.

D'entrée de jeu il m'avertit que l'interview serait amicale et personnelle, non journalistique, car depuis qu'il s'était retiré du pouvoir, trois ans plus tôt, il n'accordait plus d'interviews ni n'assistait à des cérémonies publiques, et que son unique souci était de se cacher et de se faire oublier des gens. Il voulait ainsi donner un démenti à ceux qui disaient qu'il continuait à gouverner Panamá, qu'il détenait le pouvoir en sous-main. Au long des sept ou huit heures que dura l'entretien, dans la paix et la verdure de Coclesito, sous un soleil radieux qui ne disparut qu'au crépuscule sous un troupeau de nuages et une bruine chantante, très souvent il redit avec insistance que sa retraite politique était certaine et définitive, qu'il ne commandait plus ni ne voulait commander, ni interférer le moins du monde dans la gestion du gouvernement actuel. En aparté, il me murmura même, comme s'il me confiait un secret : « J'ai pensé, si nécessaire, m'en aller à l'étranger pour me faire oublier. » Mais il était difficile de prendre au pied de la lettre semblables affirmations, car, alors même qu'il les disait, on

voyait rappliquer à Coclesito ministres, ex-ministres, délégations politiques, en avion ou en hélicoptère, pour le saluer, et d'importants personnages, qui disparaissaient à peine derrière l'escorte, montaient l'escalier et arrivaient sur la terrasse où nous nous entretînmes, ou à la salle à manger où nous déjeunâmes, et se muaient instantanément en oreilles dociles et timides comparses.

L'impression que m'a faite Torrijos est-elle injuste ? Est-il téméraire de dire qu'il semblait personnifier emblématiquement ce caudillo classique de notre histoire pour qui la raison de la force prévaudra toujours sur la force de la raison ? Peut-être bien. Car assurément son régime, bien que dictatorial à l'origine, a évolué ensuite de par sa propre décision, vers des formes plus ouvertes et plurielles, jusqu'à arriver, actuellement, à un système où l'on a rétabli la liberté de la presse et ressuscité les partis politiques, et où il existe un gouvernement civil ainsi qu'une Constitution qui prévoit une succession présidentielle et législative à travers des élections démocratiques. Se demander si sa sortie du pouvoir, en 1978, fut un repli tactique, une opération intelligente pour y revenir oint et sacralisé par des élections qu'il aurait probablement remportées, ou si c'était véritablement une décision irrévocable, voilà qui est, maintenant, une spéculation gratuite. Objectivement, avec sa disparition tragique et prématurée, Panamá se retrouve maintenant dans la situation où Torrijos voulait qu'elle reste : libre de tuteurs, la séculaire impasse du canal enfin résolue, et une structure légale et politique compatible avec une authentique vie démocratique.

II

Les réserves politiques — pertinentes ou arbitraires — que pourrait inspirer la personnalité de Torrijos ne signifient en aucun cas que le personnage n'était pas séduisant, voire fascinant. C'était un spectacle que de le voir et l'entendre : les sept ou huit heures à Coclesito sont passées comme par enchantement. Allongé dans un hamac, il se grattait le ventre le plus naturellement du monde, tandis que, les yeux entrebâillés, il rapportait des anecdotes sur José Figueres, l'ex-président du Costa Rica, qui le conviait à des rencontres secrètes à la campagne « pour qu'on ne le voie pas avec lui », ou alors il se levait et imitait la façon de parler et de gesticuler d'Edén Pastora, le commandant Cero, racontant comment il avait bombardé à la main, d'avion, les abris de Somoza. De temps en temps, le général demandait un cigare ou un verre d'eau à une secrétaire qui, rapide et silencieuse, apparaissait et disparaissait comme par un coup de baguette magique.

Ces sept ou huit heures furent, plus qu'une conversation, un monologue

entrecoupé de temps en temps de pudiques observations de l'auditoire. Décousu, coloré, théâtral, obscène, moqueur, très drôle, tout défilait par ce torrent verbal auquel les onomatopées et les gros mots du riche répertoire licencieux des tropiques ajoutaient plasticité et musique, et où l'humour venait toujours nuancer les âpretés et les opinions sévères ou discourtoises, convertir en jeux et diableries les flèches contre certains illustres dignitaires de cette planète. Si quelque chose était évident, à travers cette tirade protéiforme, c'était l'allergie viscérale de Torrijos pour les rites cérémonieux, pour le faste verbal dont se pare souvent le pouvoir. Je me rappelle comme un des moments les plus agréables de la soirée l'imitation qu'il fit de quelques dirigeants équatoriens qui en appelèrent, lors d'une négociation, à « son critère éclairé », phrase qui, à juste titre, produisait chez lui une formidable hilarité ; ou des manières aristocratiques des officiers de l'armée argentine avec qui, pour cela même, il assurait n'avoir jamais pu s'entretenir.

J'ai dit auparavant que sa difficulté d'expression était bien connue et la phrase n'est pas exacte. Difficulté à parler un espagnol fluide, correct et grammatical, oui. Mais non à se faire comprendre ni à captiver un auditoire. L'entendre — mieux vaudrait dire le voir — raconter comment le Shah Reza Pahlavi (à qui, en un geste audacieux qui surprit tout le monde, surtout ses admirateurs de la gauche internationale, il donna l'asile à Panamá) faisait une analyse, « qui semblait exacte et fort intelligente », de la situation mondiale et des progrès stratégiques et psychologiques du communisme dans le monde, pour conclure soudain que tout cela était « l'œuvre manifeste du démon », était du plus haut comique, en même temps qu'instructif.

Une force de la nature ne peut être « idéologique » ; elle est, en général, chaotique, pragmatique, peu portée à l'abstraction. C'est là pour moi une bonne lettre de recommandation chez un politique : les « pragmatiques » causent d'ordinaire moins de dégâts dans leurs pays que les « théoriques ». Et Torrijos donnait assurément l'impression d'être libre de tout schématisme doctrinaire, à l'écart d'une vision de la réalité sociale conditionnée par des œillères idéologiques quelles qu'elles soient. Son aversion des formes s'appuyait, sans doute, sur un rejet naturel de tout genre d'intellectualisme. Dans son cas, l'essentiel restait l'instinct, le flair, la bonne étoile et même la divination. Un homme « tropical », dans toute la chaleur et la rusticité du mot, capable, comme dans la célèbre photo qui fit le tour du monde, de se jeter à l'eau en pleine cérémonie officielle, en uniforme, bottes, chapeau et pistolets, capable de montrer son émotion en inaugurant un barrage, et de faire coexister, dans l'éventail de ses amitiés et sans la moindre gêne politique ni éthique, Fidel Castro, le Shah d'Iran, Carlos Andrés Pérez, Jimmy Carter, les sandinistes et

Nelson Rockefeller (qui lui offrit deux hélicoptères le jour où il fit sa connaissance) ; d'eux tous je l'ai entendu parler avec estime.

Comme je venais du Nicaragua, j'étais curieux de connaître son opinion sur ce qui s'y passait, si bien que plusieurs fois je tentai de lui tirer les vers du nez. Il avait aidé les sandinistes dans leur lutte contre Somoza en leur fournissant armes et munitions, il était ami des dirigeants de la révolution. Que pensait-il de la tournure des événements à Managua ? Il en parla comme un père grognon et irrité par l'espièglerie et l'inexpérience de ces garçons. Il dit qu'ils en étaient encore à l'étape du « verbalisme », de l'inflammation rhétorique, où l'on se laisse gagner par les mots sans écouter les conseils, mais qu'ils devaient se rendre compte qu'une chose est la guérilla et une autre, bien différente, le gouvernement. Il leur avait apporté son aide, aussi, la première année de la révolution et, justement, il y avait là parmi nous un capitaine de la garde nationale qui avait passé six mois à Managua pour assister les sandinistes dans l'organisation de la nouvelle armée, mais finalement il avait retiré ses conseillers, « pour éviter de nous brouiller ». De façon surprenante, il dit que les sandinistes, pour éviter une catastrophe, devaient suivre les conseils de modération que leur donnait Fidel Castro.

Dans mon souvenir, de ses anecdotes et opinions — inattendues, contradictoires, parfois confuses et toujours amusantes —, en général plus pittoresques que transcendantes (bien que dans ses jugements sur les personnes il ait eu la dent dure) je retiens surtout, plus que ses propos, comme quelque chose de plus authentique et personnel, sa façon de les exprimer, avec des gestes, des mimiques, des inflexions de voix, des mouvements de corps et même des singeries. Il ne fut en rien gêné que je lui dise que son cas était insolite, car, tout en étant un bon ami de la gauche nationale et internationale, il ne s'entendait pas mal du tout avec la droite. (Son régime, malgré le prêchi-prêcha socialisant qui le caractérisa, n'a pas modifié la nature du pays qui, il suffit de voir la centaine de banques alignées dans le centre moderne, reste un paradis du capitalisme financier mondial.) Une des histoires qu'il rapporta et qui illustrait bien son pragmatisme, concernait un de ses collaborateurs, pendant son gouvernement. C'était un marxiste orthodoxe, mais intelligent et bon économiste, ce pourquoi il avait fait appel à lui. Quelque temps après, et parlant précisément des magasins de Coclesito — qui, au début, furent commerces d'État —, il lui avoua : « Dans ce village rien ne fonctionne comme en théorie, mon général. — Allons-nous donc changer le village, mon garçon ? demanda Torrijos. — Non, mon général : il vaudrait mieux changer la théorie. — Eh bien, je vois que tu apprends bien. »

Tout ce qu'il dit à propos de personnes ou de choses de son pays avait la même qualité humaine et sentimentale, qu'il parle de la grande mine de cuivre

qui se trouve en construction et qui, disait-il, changera du tout au tout la vie économique de Panamá, de la dispute entre les taxis et le maire de la capitale s'obstinant à les priver de radios et de klaxons — « Je suis de leur avis » —, des Indiens Kunas ou des habitants de la province de Los Santos, déboiseurs congénitaux, car « pas un arbre ne leur résiste ».

Au regard de ce qui se produisit ensuite, deux moments de la conversation prennent, rétroactivement, une résonance lugubre. Je l'entendis déplorer l'accident d'avion dans lequel, peu avant, moururent le général Hoyos Rubio et des officiers de l'armée péruvienne. « Cet accident, comme celui de l'avion où mourut Roldós, est la conséquence indirecte de l'absurde incident de frontière entre le Pérou et l'Équateur. » Peu après, un petit avion d'une firme privée atterrit à Coclesito. Le pilote faisait une escale seulement pour le saluer. Quand il partit, Torrijos raconta que ce garçon avait été un officier de la force armée panaméenne, dont il avait été expulsé parce qu'il était passé sous un pont « pour impressionner sa fiancée ». Il n'avait pas été tout à fait d'accord avec une punition aussi sévère, mais il l'avait entérinée parce que, n'est-ce pas, le commandement des forces aériennes n'avait-il pas dirigé l'institution si efficacement qu'elles n'avaient pas connu un seul accident en douze ans ?

Lorsqu'on revint à la ville de Panamá, dans le même petit avion canadien prêté par Torrijos, l'on traversa une tempête et le fragile appareil faisait des embardées, comme s'il avait été en papier, au milieu des nuages gris par moments entourés d'un arc-en-ciel. En apprenant que « l'homme fort » de Panamá s'était tué dans cet avion, piloté peut-être par ce même aviateur aux cheveux coupés ras, volant sur cette même route, à peine quelques jours après ces heures passées à Coclesito, j'ai pensé avec tristesse que c'était dommage de n'avoir pas enregistré ce long monologue devenu en quelque sorte, par la force du hasard, le testament de Torrijos. Mais heureusement, d'après les journaux, lui-même ou les services de sécurité de la garde nationale avaient pris la précaution de le faire. « Le premier reportage que je donnerai à l'avenir, je te le donnerai à toi », me consola-t-il au moment des adieux, avec une sagesse de bon politique. Mais ni lui ni moi nous doutions qu'en réalité il venait de m'accorder le dernier.

Lima, août 1981

Nous voulons être pauvres

Arequipa, la ville où je suis né, vient de remporter une bataille ardente contre la modernisation. En se déclarant en grève, dépavant les chaussées, détruisant du mobilier urbain, affrontant la police à coups de pierre dans des combats de rue qui ont causé deux morts et plusieurs blessés, des milliers d'Aréquipiens, avec à leur tête leur maire, Juan Manuel Guillén, ainsi que plusieurs édiles locaux (qui ont entrepris une grève de la faim), ont réussi à faire suspendre par le gouvernement péruvien la privatisation de deux entreprises électriques régionales, Egasa et Egesur, dont la licence avait été accordée à une firme belge. De plus, les grévistes ont savouré un petit supplément à leur victoire : que le gouvernement du président Toledo, effrayé par l'ampleur de la protestation qui menaçait de s'étendre à d'autres départements, s'humilie publiquement en présentant ses excuses aux gens d'Arequipa parce qu'un de ses ministres avait osé taxer de « violents » les insurgés de la Ville Blanche. Le ministre en question, Fernando Rospigliosi, probablement le meilleur ministre de l'Intérieur qu'il y ait eu au Pérou en plusieurs décennies (il avait fait la réforme de la police nationale la plus radicale dont on se souvienne, en la nettoyant des éléments antidémocratiques et corrompus), présenta sa démission.

Rien de cela ne devrait surprendre celui qui suit de près la situation en Amérique latine. Alors que la démocratisation stagne ou régresse dans des pays comme le Venezuela, dans le domaine économique on voit renaître le populisme après l'échec de certaines réformes d'ouverture et de privatisation présentées faussement comme « néolibérales », dans la très grave crise que traverse l'Argentine ; de même semble-t-elle pointer au Brésil, où Lula da Silva, leader charismatique du populisme continental, est en tête avec près de 40 % dans toutes les enquêtes pour les élections présidentielles d'octobre prochain. Ce qui s'est passé au Pérou ces dernières semaines est, malheureusement, un indice de ce qui peut devenir une constante latino-américaine dans le futur immédiat : frustrés dans leurs espoirs de travail et de meilleurs niveaux de vie, ce que, poussés par des démagogues et des politiciens opportunistes et avides de pouvoir, ils attribuent à la « globalisation néolibérale », les peuples latino-américains — à la seule exception du Chili, sans doute, qui se trouve déjà trop avancé dans la voie de la modernité pour reculer —, retombent d'un coup, ou peu à peu, dans le vieux modèle nationaliste et étatique du « développement vers l'intérieur » auquel, conjointement aux dictatures, ils doivent leur

marginalisation et leur misère. Ces privatisations étaient, bien entendu, une caricature grotesque de ce qu'est et de ce que poursuit le transfert d'entreprises de l'État au secteur privé, quelque chose qui se fait pour les assainir, les moderniser, les obliger à rivaliser et à rendre de meilleurs services aux consommateurs. En vérité le but visé était de transformer des monopoles publics en monopoles privés, et de favoriser certaines personnes et certains groupes économiques liés à la camarilla au gouvernement ; et, surtout, permettre à Fujimori, Montesinos et toute leur clique courtisane de militaires, de chefs d'entreprise et de fonctionnaires, de se remplir les poches avec des commissions et des trafics de plusieurs millions de dollars. Naturellement, de telles privatisations n'ont profité en rien au peuple péruvien (celles qui ont été faites en Espagne ou au Chili ont, en revanche, bénéficié aux Espagnols et aux Chiliens) et lui ont plutôt porté préjudice en lui apportant une frustration. Il ne faut pas s'étonner qu'à la seule idée que les entreprises électriques régionales soient privatisées, des milliers d'Aréquipiens sont sortis dans les rues pour livrer une bataille aussi romantique qu'antihistorique.

Parce que la privatisation, même si elle sert de prétexte à Fujimori et Montesinos pour leurs dégoûtants saccages de richesses, constitue un pas indispensable pour des pays comme le Pérou, s'ils veulent sortir de la pauvreté. C'est la seule façon de moderniser des industries que l'administration étatique a rendues inutilisables et obsolètes, et qui pèsent d'un poids énorme sur les contribuables, qui doivent financer leur existence artificielle. Si une privatisation est bien faite — transparente, ouverte et rigoureusement régulée par la loi —, ses conséquences sont toujours profitables pour l'ensemble de la société. Dans le cas de Egasa et d'Egesur, en outre, cette opération avait la vertu de montrer au monde que, malgré la méfiance des investisseurs étrangers envers l'Amérique latine après les pertes éprouvées par maintes entreprises à la suite de la crise de l'Argentine, la situation économique au Pérou, bien qu'avec encore de modestes réussites, mais en bonne voie et excellemment appréciée par la communauté financière, était capable d'attirer des capitaux étrangers, condition absolument indispensable si l'on veut accroître l'emploi, puisque le chômage est le problème numéro un du pays.

Ces raisons n'ont pas été bien expliquées par le gouvernement aux gens d'Arequipa ; vu les circonstances, il fallait un travail pédagogique, capable de limer les préjugés et d'expliquer les aspects positifs de cette mesure. Encore que les préventions d'Arequipa contre la privatisation soient plus puissantes que tous les arguments rationnels. En empêchant que les entreprises électriques passent aux mains du privé, les grévistes d'Arequipa croyaient lutter contre la corruption, pour la justice et les pauvres, mais en vérité ils livraient une bataille

rétrograde, en faveur de la pauvreté dans un département qui est, peut-être, celui qui, ces vingt dernières années, a reculé le plus au Pérou quant aux opportunités de travail et de conditions de vie. Ses industries ont disparu, l'une après l'autre — certaines se déplaçant à Lima, d'autres pliant bagage —, et ses meilleurs cadres professionnels ont émigré vers la capitale ou à l'étranger, après que, dans les années soixante, le développement de leurs entreprises et leur dynamique se sont transportés au sud du Pérou. Dans ces conditions, qu'une bonne partie de la population d'Arequipa se mobilise pour fermer ses portes à une entreprise étrangère qui a payé pour Egasa et Egesur quelque 168 millions de dollars, dont une grande partie allait revenir à Arequipa elle-même, ressemble à un contresens, un cas d'obnubilation collective. Les conséquences en sont encore plus graves. Le risque-pays s'est accru, ce qui découragera encore davantage l'investissement étranger, et précisément dans des moments où les gouvernements du Pérou et du Chili rivalisent pour attirer un investissement de la Bolivie proche des 2,3 milliards de dollars en installations permettant d'exporter le gaz bolivien à travers l'un des deux pays. Mais si l'histoire péruvienne n'était pas pleine de cas comme celui-ci, le Pérou ne serait pas le très pauvre pays que nous connaissons.

Il faut s'attendre à voir, ces prochains jours, se répéter des paradoxes autodestructeurs de cette nature dans toute l'Amérique Latine. Les réformes mal ficelées, souvent dénaturées par la cancéreuse corruption, et aussi, sans doute, la récession et la crise économique aux États-Unis et en Europe, avec de telles répercussions en Amérique Latine, ont eu pour effet que le climat favorable à la modernisation économique, qui régnait sur le nouveau continent voici quelques années, s'est refroidi dans quelques pays, et a disparu dans d'autres, en même temps que la vieille tentation du populisme, avec sa démagogie cocardière et son exacerbation hystérique contre l'économie de marché, les entreprises privées, les investissements, et surtout le néolibéralisme « diabolisé », récupère un droit de cité dans les pays où l'on croyait qu'il avait disparu après les avoir ruinés. Le revoilà maintenant, une fois de plus, et en pleine forme. Il s'est emparé du Venezuela avec le commandant Chávez et, apparemment, il pourrait remporter les élections en Bolivie. En Argentine, au vu de la situation apocalyptique qui y règne, il n'y a pas de doute que ses défenseurs trouveront une ouïe réceptive auprès des masses appauvries, avec leurs économies et leurs emplois confisqués, et il est possible de le voir arriver au pouvoir au Brésil aux élections d'octobre, avec une majorité significative.

Qu'est-ce qui a échoué ? La cause première de l'échec de cette timide modernisation entreprise en Amérique latine a probablement été la corruption qui, comme au Pérou dans les années quatre-vingt, a vidé de leur contenu les

tentatives modernisatrices, en les utilisant comme un pur rideau de fumée pour des trafics délictueux et la mise à sac des ressources publiques. Et la meilleure preuve en est qu'au Chili, le pays où la modernisation de l'économie s'est faite de façon transparente et effective (à de rares épisodes de corruption près), elle a impulsé une croissance qui est un modèle pour le reste du continent. La raison pour laquelle la corruption s'est installée et a détruit maintes réformes entreprises est le manque d'institutions solides, capables d'opposer un frein efficace aux trafics et aux opérations illégales entre le pouvoir politique et les chefs d'entreprise mafieux pour s'enrichir à l'ombre des réformes. Ce qui démontre une fois de plus ce que tous les grands penseurs libéraux ont toujours défendu, à savoir qu'il n'existe pas une économie de marché digne de ce nom sans une justice saine et efficace qui défende les droits des citoyens, et une information libre qui permette une surveillance permanente des réformes dans toutes les instances. En d'autres termes, que la liberté économique ne saurait être qu'un outil du développement dans un régime de démocratie effective et fonctionnelle. Faire que beaucoup de Latino-Américains au jour d'aujourd'hui, désespérés par la croissance de la pauvreté, en viennent à accepter ces idées sera maintenant plus difficile qu'avant. Mais la difficulté ne doit pas nous paralyser ni nous aveugler : il faut livrer cette bataille difficile contre la renaissance du populisme, parce que cela ne servira qu'à accroître le sous-développement de l'Amérique latine.

Bien que n'ayant jamais vécu à Arequipa (ma famille quitta ma ville natale quand j'avais un an, et depuis lors je n'ai fait qu'y passer), j'ai toujours eu une grande tendresse pour la ville de ma mère, de mes grands-parents et de mes oncles et tantes qui, dans l'exil de Cochabamba, me farcirent la tête de paysages, d'histoires et de personnages aréquipiens, et m'inculquèrent que ma naissance là, au pied du Misti, était un privilège. Et pour cela, ces jours-ci, en lisant les nouvelles en provenance de là-bas, j'ai éprouvé de la tristesse. Savait-il ce qu'il faisait, Juan Manuel Guillén, un maire que tant de Péruviens démocrates et moi-même respections pour sa courageuse attitude contre la dictature, en prenant la tête de cette mobilisation populaire en faveur de la récession et de la pauvreté ? Elle lui a fait gagner de la popularité, certes, mais le mal infligé à Arequipa et au Pérou est incalculable. Les victoires à la Pyrrhus sont des défaites annoncées.

Madrid, juillet 2000

« Dehors le fou ! »

Une enquête de l'institut de sondage Databálisis, diffusée par l'agence Efe le 19 décembre, révèle que la popularité du président vénézuélien, Hugo Chávez, est tombée en chute libre et que l'appui que lui apporte son pays s'est réduit à 55,8 en juillet, à 35,5 en décembre. Perdre plus de 20 % de la faveur populaire en cinq mois est assez symptomatique ; mais ça l'est peut-être plus qu'il y ait maintenant, selon la même enquête, 58,2 % de Vénézuéliens pour qualifier de « mauvaise » la gestion de Chávez et que 44 % considèrent (contre 25,7 %) que le pays se trouve dans une situation « pire » que voici trois ans, quand l'ex-putschiste lieutenant-colonel assuma la présidence, en février 1999.

Pour juger de la situation politique du Venezuela il faut situer ces données sur la toile de fond de la grève nationale du 10 décembre, convoquée par la Fédération des chambres de commerce du Venezuela (*Fedecámaras*) et appuyée par la Confédération des Travailleurs du Venezuela (CTV) — alliance insolite de patrons et ouvriers en une cause commune — qui reçut l'approbation, d'après la presse, de plus de 90 % du pays, pour protester contre la promulgation de 49 décrets-lois qui rognent drastiquement la propriété privée, l'économie de marché et élargissent substantiellement l'interventionnisme de l'État et les institutions collectivistes dans la vie économique. Malgré l'action militante de groupes gouvernementaux tentant d'occuper les rues, l'opposition put se manifester, de façon massive, dans toutes les villes principales du Venezuela, et clamer haut et fort le slogan : « Dehors le fou ! »

Ce sont toutes là de très bonnes nouvelles, indiquant que le vieux réflexe démocratique du pays où est né Simon Bolivar n'avait pas autant de plomb dans l'aile que nous le redoutions, et que, face aux aberrations politiques et économiques dont il vient d'être victime, le peuple s'est mis à nouveau en action pour empêcher la catastrophe vers laquelle Chávez conduira le Venezuela irrémédiablement, s'il continue dans la même voie. C'est une grave erreur, pour sûr, de le traiter de fou. Il s'agit d'un démagogue et d'un ignorant enorgueilli par l'adulation et le vedettariat populaire dont il a joui jusqu'à voici peu, mais non d'un dérangé mental. Sa politique, bien que perverse et ennemie du progrès et de la modernité, a une logique très ferme et une tradition très solide, en Amérique latine en particulier et dans tout le tiers-monde en général. Elle s'appelle populisme et est, depuis longtemps, la plus grande source de sous-développement et d'appauvrissement dont ait souffert l'humanité ; c'est, de

même, l'obstacle majeur pour la constitution de systèmes démocratiques sains et efficaces dans les pays pauvres.

Il n'y a rien de nouveau à exproprier et confisquer des terres au nom de la justice sociale, à réserver à l'État 51 % des sociétés mixtes, à imposer un centralisme rigoureux et une planification bureaucratique dans le système de création de richesse d'un pays, et à diaboliser l'entreprise privée et le marché comme responsables de tous les maux qui affectent la société. C'est un très vieux recours des gouvernements qui ne voient qu'à court terme et sont disposés à ruiner l'avenir pourvu qu'ils sauvent l'instant présent. Au Pérou nous avons deux cas exemplaires en la matière : le général Velasco Alvarado et Alan García, dont les gouvernements ont laissé en héritage un véritable cataclysme économique. Ce qui est remarquable c'est que le commandant Chávez ait fait sien ce programme populiste quand, dans le reste du monde, il est tombé dans un discrédit absolu ; aujourd'hui presque personne ne le défend — à l'exception, bien sûr, de Fidel Castro, modèle et mentor du Vénézuélien —, à commencer par les partis socialistes et socio-démocrates qui l'ont promu dans les années cinquante et soixante et qui, heureusement, le rejettent aujourd'hui. Car l'une des grandes ironies de l'histoire contemporaine c'est qu'il y ait aujourd'hui quelques gouvernements socialistes, comme celui de Tony Blair au Royaume-Uni, qui appliquent les politiques économiques libérales les plus efficaces au monde.

À l'exception de pays tels que Cuba, la Libye, l'Éthiopie et la Corée du Nord, aucun n'applique plus la recette étatique et centraliste. Presque tous les pays en voie de développement, les uns avec enthousiasme, les autres à contrecœur, ont adopté, avec des résultats fort inégaux par ailleurs, le seul système qui ait prouvé qu'il était capable d'assurer la croissance économique et la modernisation. C'est-à-dire un système ouvert, d'économie de marché et d'intégration au monde, et d'appui résolu à l'investissement étranger, à l'entreprise privée et à la réduction de l'interventionnisme de l'État. Il est vrai que la corruption, mal endémique du sous-développement, a freiné ou fait échouer ces politiques dans maints pays où n'existaient pas des institutions efficaces capables de l'enrayer — la justice surtout —, comme le montre le cas tragique de l'Argentine. Mais il est sûr que c'est au Venezuela seul qu'il y a eu, comme conséquence du désastre d'une politique prétendument « libérale », un virage copernicien aussi insensé vers le vieux populisme qui a stoppé le développement de l'Amérique latine.

Dans le reste des pays latino-américains, à l'exception du Chili — le seul pays qui progresse de façon soutenue et semble destiné à être le premier dans la région à surmonter définitivement le sous-développement —, la déception après les recettes prétendument « libérales » (en général, mal conçues et encore plus mal appliquées) n'a pas apporté une régression radicale du populisme à la façon

vénézuélienne. Plutôt une stagnation ou une paralysie dans le processus de libéralisation économique, ou de lents et discrets pas en arrière, dans la direction de l'interventionnisme, sous l'argument bien connu de vouloir « corriger » les excès du marché. Il est certain que, timidement, les anciens démons nationalistes réapparaissent dans le débat politique et, ici ou là, l'on entend prôner la nécessité que certaines industries « stratégiques » restent entre les mains nationales ou de l'État, ou bien exécrer le Fonds monétaire international et la Banque mondiale pour imposer un modèle économique préjudiciable à la souveraineté et aux intérêts des classes populaires. Ces symptômes sont, bien entendu, inquiétants, mais assez compréhensibles. Il faut y voir surtout le panorama récessif, la croissance aiguë du chômage et la chute des niveaux de vie des dernières années dans la plupart des pays latino-américains. Il faudrait demander à ceux qui rejettent la faute de cet état de choses sur le « néolibéralisme » pourquoi en Espagne et au Chili, où l'on applique des politiques de privatisation et d'ouverture au monde, le « néolibéralisme » a donné de si bons résultats, à l'inverse de l'Argentine et du Pérou. La réponse, certes, est que les politiques économiques dans ces deux derniers pays (ou au Venezuela de Carlos Andrés Pérez) étaient « libérales » de nom, mais pas de contenu, car la corruption y faisait l'effet d'un poison détruisant et ruinant les réformes, au bénéfice de groupes privilégiés de politiciens et de chefs d'entreprise. Mais bien que dans l'atmosphère de crise — récession et paralysie des investissements — que vit l'Amérique latine, on voie, une fois de plus, pointer à l'horizon les tentations populistes, ce n'est qu'au Venezuela qu'a vu le jour, grâce à Hugo Chávez, une régression aussi radicale et insensée vers la vieille politique.

C'est évidemment encourageant que le peuple vénézuélien se soit réveillé du délire populiste qui l'avait mené, par dégoût et indignation devant la scélératesse et la maladresse des gouvernements antérieurs, à appuyer un personnage aussi anachronique et nuisible que l'ex-putschiste. Cela dit, ces erreurs peuvent coûter très cher, comme le prouve le dilemme dans lequel se trouve le Venezuela. Hugo Chávez est arrivé à la présidence en respectant des formes démocratiques que l'électorat vénézuélien avait avalisées et légitimées par ses suffrages. Ainsi que des réformes constitutionnelles qui, en théorie, pourraient permettre au commandant en question de rester au pouvoir pour trois autres lustres, temps plus que suffisant pour ramener le Venezuela aux niveaux économiques de la Sierra Leone ou d'Haïti.

Alors que faire ? Si, comme il l'a fait jusqu'à présent, Hugo Chávez respecte plus ou moins les formes démocratiques, on ne pourra faire grand-chose, car proposer un pronunciamiento, comme le préconisent certaines têtes brûlées sans mémoire, ce serait un remède pire que la maladie. On ne soigne pas le cancer par

le sida. Cependant, je crois improbable que le commandant s'en tienne aux règles du jeu démocratique pour longtemps encore, si le processus d'impopularité qui l'affecte maintenant s'accentue. Il est probable que, si le rejet de sa personne et de son gouvernement continue, le disciple de Fidel Castro ne se sente pas concerné et explique, plutôt, ces mauvaises statistiques comme le produit d'une conspiration impérialiste, capitaliste et mafieuse. Alors, la tentation de mettre un verrou à la liberté d'expression et à la liberté politique, jusqu'à présent respectées, sera irrésistible. La véritable bataille pour la survie de la démocratie — pour la survie du Venezuela — sera livrée à ce moment-là. Non contre un fou, mais contre un tyran en herbe. Et il faudra faire tout le nécessaire pour que, si cela arrivait, l'aspirant dictateur ne compte pas, comme Fujimori, avec la complicité et le parrainage de plusieurs gouvernements démocratiques d'Amérique latine, ni bien sûr avec l'OEA (Organisation des États américains) qui, le 5 avril 1992, donna un coup de poignard dans le dos du Pérou, mettant fin à huit années de démocratie.

Lima, décembre 2001

Pourquoi ? Comment ?

Cinq présidents en seulement deux semaines, voilà un record, même pour le monde sous-développé. L'Argentine vient de l'homologuer, dans le bruit et la fureur d'une mobilisation populaire contre la classe politique qui rappelle, dangereusement, celle qui précéda la carrière politique météorique du commandant Hugo Chávez au Venezuela, au grand dam de son système démocratique.

Eduardo Duhalde, qui a assumé la présidence de l'Argentine grâce à un accord entre radicaux et péronistes, réussira-t-il à aller jusqu'au bout du mandat de Fernando de la Rúa, qui court jusqu'en 2003, et à stabiliser pendant cette période la vie politique, rétablir l'ordre et donner un début de solution à la très grave crise économique et institutionnelle qui a conduit le pays au bord de l'anarchie et de la désintégration ? Il faut l'espérer, bien sûr, mais les états de service doctrinaires et les premières déclarations du tout nouveau mandataire n'inclinent pas à l'optimisme, bien au contraire.

On ressort toujours frustrés et insatisfaits des analyses et explications des techniciens et des économistes — ils ont proliféré ces jours-ci — sur l'épouvantable situation de l'Argentine, un pays écrasé sous la vertigineuse dette externe de cent trente milliards de dollars, dont les intérêts consomment un tiers du revenu national, et victime de la plus effrayante crise fiscale de l'Amérique latine. Et avec les mêmes questions insistantes : Pourquoi ? Comment ?

Pourquoi un des pays les plus privilégiés de la terre a-t-il pu arriver à cette crise terminale ? Comme explique-t-on que l'Argentine, qui a eu voici quelques décennies un des niveaux de vie les plus élevés au monde et qui semblait destinée, en quelques générations de plus, à rivaliser avec la Suisse ou la Suède en développement et modernité, recule de la sorte jusqu'à atteindre, en pauvreté, désordre, inefficacité politique et économique, le niveau de certains pays africains ?

Ce n'est pas là une question rhétorique, mais l'expression d'une perplexité justifiée face à ce qui ressemble à un gaspillage irresponsable et criminel de conditions uniques pour aboutir au développement et au bien-être. Si l'Argentine n'est pas le pays le plus fortuné du monde en ressources naturelles, elle doit figurer parmi les trois ou quatre les plus favorisés. Elle est, en effet, pourvue de tout : pétrole, minéraux et richesse maritime, plus un sol fertile et abondant qui suffirait à être, en même temps, le grenier et le pourvoyeur de toute la viande du

monde.

Au regard de son immense territoire, sa population est mince, et culturellement homogène. Bien que, sans doute, au fil des crises, ses écoles et universités aient dû rabattre de niveau, son système éducatif a fait dans le passé l'envie de toute l'Amérique latine, et à juste titre, car c'était l'un des plus efficaces et des plus élevés de tout l'Occident. Quand j'étais enfant, le rêve de milliers de jeunes Sud-Américains était encore d'aller apprendre l'ingénierie, la médecine ou toute autre profession libérale dans ce grand pays d'où venaient les films que nous regardions, les bons livres que nous lisions et les revues qui nous amusaient (chez moi je lisais le *Billiken*, ma grand-mère et ma mère, *Para ti*, et mon grand-père, *Leoplán*).

Quel cataclysme, plaie ou malédiction divine, s'est abattu sur l'Argentine qui, en à peine un demi-siècle, a troqué ce destin d'excellence et de promesse contre l'embrouillamini actuel ? Aucun économiste ou politologue n'est en mesure de fournir une réponse convenable à cette question, parce que, peut-être, l'explication n'est pas quantifiable ni réductible aux avatars ou formules politiques. La véritable raison qui se trouve derrière tout cela est une motivation cachée, diffuse, et qui résulte plutôt d'une certaine prédisposition animique et psychologique que des doctrines économiques ou de la lutte des individus et des partis pour le pouvoir.

Je prie mes lecteurs de ne pas croire que je me moque d'eux, ou que je joue à l'écrivain-bouffon si je leur dis que, pour comprendre le galimatias argentin, je trouve bien plus instructif que toute élucubration d'économistes et d'experts en sciences sociales, le livre d'une philologue, Ana María Barrenechea qui, en 1957, a publié l'essai qui reste à mes yeux le plus solide et le plus lucide sur Borges : *L'expression de l'irréalité dans l'œuvre de Jorge Luis Borges.* C'est une recherche très rigoureuse et très subtile sur les techniques auxquelles a recours l'auteur de *L'Aleph* pour bâtir son éblouissant univers fictif, ce monde de situations, personnages et sujets qui dénote une très vaste culture littéraire, une imagination singulière et insolite, une richesse et une originalité expressive, seulement comparables à celles des plus grands prosateurs au monde.

L'univers borgésien a plusieurs traits spécifiques, mais le principal est d'être irréel, hors de ce monde concret où nous naissons, vivons et mourons, nous ses lecteurs ensorcelés, et qui n'existe que comme un mirage miraculeux grâce aux sortilèges littéraires de son auteur, qui a dit fort justement de lui-même : « J'ai lu beaucoup de choses et n'en ai vécu que peu ». Le monde créé par Borges n'existe que par le rêve, par la parole, bien que sa beauté, son élégance et sa perfection dissimulent son irréalité essentielle.

Ce n'est pas un hasard si le plus remarquable des créateurs évadés du monde

réel de la littérature moderne soit né et ait écrit en Argentine, pays qui, depuis déjà de nombreux lustres, non seulement dans sa vie littéraire (avec une prédilection pour le genre fantastique), mais aussi sociale, économique et politique, manifeste, comme Borges, une préférence marquée pour l'irréalité et le rejet méprisant du sordide et de la mesquinerie du monde réel, pour la vie possible. Cette vocation à fuir du concret vers l'onirique ou l'idéal grâce à l'imaginaire, peut donner, dans le domaine de la littérature, des produits aussi splendides que ceux issus de la plume d'un Borges ou d'un Cortázar. Pour l'amener à la vie sociale, au terrain vulgaire du pratique, succomber à la tentation de l'irréalité — de l'utopie, du volontarisme ou du populisme —, elle connaît les tragiques conséquences qui affectent aujourd'hui un des pays les plus riches de la terre qui, parce que sa classe dirigeante s'obstine à vivre dans la bulle d'une rêverie au lieu d'accepter la pauvre réalité, s'est réveillé un jour « brisé et vidé », comme vient de le reconnaître le nouveau président Duhalde.

Laisser s'accumuler une dette externe de cent trente milliards de dollars c'est vivre une fiction suicidaire. Ça l'est, aussi, de prolonger et d'aggraver indéfiniment une crise fiscale, comme si, en jouant les autruches, l'on restait protégé de l'ouragan. Maintenir, par lâcheté ou démagogie politique, une parité entre le dollar et le peso qui ne correspondait absolument plus à l'état réel de la monnaie et qui ne servait qu'à asphyxier les exportations, et à retarder la catastrophe financière qu'allait entraîner la dévaluation inévitable du peso, revient à parier sur l'illusion et la fantasmagorie contre le médiocre pragmatisme des réalistes.

Mais tout cela vient de très loin et a commencé, sans doute, avec la folie nationaliste des années quarante et cinquante qui a conduit Perón et le péronisme à étatiser les principales industries argentines, jusqu'alors florissantes, et à faire croître l'État bureaucratique et interventionniste jusqu'à en faire un véritable Moloch, un monstre asphyxiant qu'on ne pouvait plus manipuler, obstacle tenace à la création de richesse et source d'une infinie corruption. Ainsi a commencé l'effondrement systématique de ce pays dont les habitants, citoyens privilégiés d'une société moderne, prospère et cultivée, ont pu à une époque se croire européens, exonérés des embrouilles et des misères sud-américaines, plus près de Paris et de Londres que d'Assomption et de La Paz.

Ouvriront-ils enfin les yeux et, secoués par cette crise terrible qui a rempli les rues de morts et de blessés et secoué jusqu'aux racines ses institutions, redécouvriront-ils le chemin de la réalité ? Dans ses premières déclarations, le président Duhalde n'en donne pas de signes, mais peut-être, au moment d'agir, se montrera-t-il plus réaliste que lorsqu'il parle du haut d'une tribune.

La réalité, pour l'Argentine, dans ces moments actuels, c'est d'arriver à

quelque accord avec ses créditeurs pour restructurer de façon sensée le paiement de cette dette folle, sans que cela implique, bien entendu, l'immolation du peuple argentin sur l'autel d'une santé financière théorique. Parce que cet accord est la seule chose qui puisse attirer les investissements nécessaires et éviter l'évasion désespérée des capitaux, comme l'a provoquée la crise et qui accélérerait la mise en quarantaine de l'Argentine dans la communauté internationale. Et prendre des mesures énergiques pour réduire de façon drastique la crise fiscale, moyennant un ajustement sévère, parce que ni l'Argentine ni aucun pays ne peuvent vivre ad aeternam en dépensant (gaspillant) plus qu'ils ne produisent. Cela implique un coût élevé, évidemment, mais il est préférable d'admettre qu'il n'y a pas d'alternative et de le payer au plus vite, pour éviter une note plus salée, surtout pour les pauvres. La société résistera mieux au sacrifice si on lui dit la vérité que si l'on continue à lui mentir, en prétendant combattre efficacement avec des analgésiques une tumeur au cerveau — qu'on doit extirper au plus vite pour éviter au malade le risque de mourir.

La première fois que je me suis rendu à Buenos Aires, au milieu des années soixante, j'ai découvert que cette très belle ville comptait plus de théâtres que Paris, et que ses librairies étaient les plus enviables et les plus stimulantes que j'aie jamais vues. Depuis lors j'ai pour Buenos Aires et pour l'Argentine une tendresse toute particulière. Lire, ces jours-ci, ce qui s'y passe, a ressuscité en moi les images de ce premier contact avec ce pays en perdition. Je désire ardemment qu'il sorte vite de l'abîme et parvienne un jour à « mériter » (le verbe et l'image sont évidemment de Borges) la démocratie qu'il n'a pas encore perdue.

Lima, janvier 2002

Les hispanicides

Le maire de Lima, Luis Castañeda Lossio, a fait retirer, entre minuit et le chant du coq, la statue équestre de Pizarro qui, des années durant, a symboliquement caracolé à l'angle de la place d'Armes, devant le palais du Gouvernement, sur un petit socle en ciment. Un câble d'agence m'apprend que, d'après le bourgmestre, cette statue était « préjudiciable à la péruvianité ». L'architecte Santiago Agurto, qui, depuis des années, faisait campagne en faveur de cet « hispanicide », s'est hâté de chanter victoire : « Cet homme à cheval, l'épée dégainée et l'attitude violente, prêt à tuer, agresse les gens. En tant que Péruvien, je ressens comme une offense cet aspect de Pizarro que l'on veut perpétuer : celui du conquistador. » Cette petite place, désormais débaptisée, ne s'appellera plus Pizarro, mais Pérou — naturellement — et, au lieu de la statue du fondateur de Lima, elle arborera à l'avenir une gigantesque bannière du Tahuantinsuyo. Comme ce drapeau n'a jamais existé, on peut supposer que quelque artiste autochtone est déjà en train de le fabriquer à la hâte et qu'il y mettra beaucoup de couleurs pour le rendre plus folklorique.

La démagogie, à ce stade-là, devient poésie, humour noir, sornette pataphysique et, loin de fâcher, elle prête à rire. On aura remarqué que les deux protagonistes de cette histoire portent des patronymes on ne peut plus espagnols (Lossio doit être italien) et qu'en conséquence, sans les restes qu'ils viennent de fouler aux pieds, leurs ancêtres ne seraient jamais venus dans ce pays, dont ils revendiquent la souche *tahuantinsuya* (c'est-à-dire inca) comme l'unique référence de la « péruvianité ». Par ailleurs, l'indigénisme à tous crins qui est à la base de leur démarche n'est absolument pas indien, mais découle directement de l'arrivée des Européens en Amérique ; il s'agit d'une idéologie heureusement démonétisée à cette heure, qui plonge ses racines dans le romantisme nationaliste et ethnique du XIX^e^ siècle, et qu'ont adoptée au Pérou des intellectuels imprégnés de culture européenne (qu'ils avaient lue non en quechua mais en espagnol, en italien, en français ou en anglais). Ceux qui, périodiquement, dans l'histoire du Pérou, ont brandi ce péruvianisme hémiplégique prétendant abolir le versant espagnol et occidental d'un pays que José María Arguedas — fin connaisseur, s'il en est, du Pérou indien — a défini très justement comme celui de « tous les sangs[1] », et fonder la nationalité péruvienne exclusivement sur l'héritage précolombien n'ont paradoxalement jamais été des Péruviens indiens. Il s'agissait le plus souvent de Péruviens métis, ou d'origine européenne, qui, en

postulant cette idée tordue et manchote du Pérou, se livraient sans le savoir à une auto-immolation, car ils s'excluaient et se gommaient eux-mêmes de la réalité péruvienne.

Dans le cas que j'évoque ici, la mesquinerie ne consiste pas seulement à abolir le versant espagnol de la péruvianité. Le maire de Lima semble de surcroît ignorer que le Tahuantinsuyo représente à peine quelque cent ans de notre passé, le temps d'un soupir dans le cours d'une histoire qui a plus de dix mille ans d'âge ! Le drapeau qu'on va inventer pour qu'il claque au vent de la place Pérou représentera un minuscule segment du vaste éventail de cultures, civilisations et dominations précolombiennes — parmi lesquelles les Mochicas, les Chimús, les Aymaras, les Nazcas, les Chancas, les Puquinas et bien d'autres encore — qui se sont succédé dans le temps, ou mêlées jusqu'à l'arrivée des Européens. Et c'est cette dernière qui a fait surgir, en un choc violent et lourd d'injustices — comme ont surgi toutes les nations —, cet amalgame de races, langues, traditions, croyances et mœurs que nous appelons le Pérou. Être tant de choses à la fois, ce peut être tout — une société en prise directe ou indirecte avec le croisement de cultures disséminées dans le monde, un véritable microcosme de l'humanité. Mais ce peut aussi n'être rien, rien qu'une pure fiction de provinciaux aux idées embrouillées, si dans cet enchevêtrement multiracial et multiculturel qu'est notre pays, on prétend établir une identité exclusive qui, fondant comme essence de la péruvianité une seule de ses sources, rejette toutes les autres. Il semble étonnant de devoir rappeler à cette heure de l'évolution du monde que le Tahuantinsuyo a disparu très vite, voici cinq cents ans, et que ce qu'il en reste est indissolublement fondu et mélangé à bien d'autres ingrédients à l'intérieur de l'histoire et de la réalité contemporaine du Pérou. Dommage que MM. Castañeda Lossio et Agurto Calvo n'aient pas gardé du Pérou la conception généreuse et large que s'en faisaient les Incas du Tahuantinsuyo. Eux n'étaient pas nationalistes et, loin de repousser ce qui n'était pas inca, ils l'incorporaient à leur monde multiculturel : les dieux des peuples conquis étaient assimilés au panthéon cusquègne et dès lors, tout comme les nouveaux vassaux, faisaient partie intégrante de l'Empire inca.

Pizarro, et tout ce qui, avec lui, toucha nos côtes — la langue de Cervantès, la culture occidentale, Grèce et Rome, le christianisme, la Renaissance, le Siècle des Lumières, les droits de l'homme, la future culture démocratique et libérale, etc. — représente une composante aussi essentielle et irremplaçable de la péruvianité que l'empire des Incas. Ne pas l'entendre ainsi témoigne, sinon d'une ignorance crasse, du moins d'un sectarisme idéologique nationaliste aussi cru et fanatique que celui qui proclamait récemment que l'Allemand était un pur Aryen, ou celui qui affirme de nos jours que ne pas être musulman c'est ne pas

être arabe, ou encore qu'il faut être chrétien pour mériter d'être européen. S'il y a quelque chose de vraiment préjudiciable à la péruvianité, c'est ce nationalisme raciste et obtus qui pointe son vilain nez derrière le déboulonnage de la statue de Francisco Pizarro, qui, n'en déplaise à MM. Castañeda Lossio et Agurto Calvo, a jeté les bases du Pérou, fondant non seulement Lima mais aussi ce que nous appelons maintenant péruvianité.

Ce n'était pas un personnage sympathique, sans doute, comme les conquistadors ne le sont pas par définition, et bien entendu, sa vie violente et ses actions guerrières, et parfois féroces, ainsi que les ruses auxquelles il eut souvent recours pour défaire les Incas, doivent être rappelées, et critiquées par les historiens, sans oublier, pour sûr, qu'une bonne partie de cette violence qui l'accompagna toute sa vie, et que ses actions répandirent autour de lui, venait des temps sanguinaires dans lesquels il vivait, et qu'une violence et une férocité identiques rendirent possible la construction du Tahuantinsuyo en un temps si bref, une histoire qui, comme toutes les histoires des empires — l'inca et l'espagnol parmi eux —, fut pleine de sang, d'injustice, de trahisons et du sacrifice d'innombrables générations d'innocents. C'est très bien de critiquer Pizarro et de défendre la liberté, la justice, les droits de l'homme non seulement au présent, mais également au passé, même pour ces temps où ces notions n'existaient pas avec leur contenu et leur résonance actuels. Mais à condition de ne pas s'aveugler et d'assumer la réalité entière, pas en la décomposant et la mutilant artificiellement pour se baigner dans la bonne conscience. Critiquer Pizarro et les conquistadors, s'agissant de Péruviens, n'est admissible que comme une autocritique, et qui devrait être très sévère et s'élargir toujours jusqu'à l'actualité, car bien des horreurs de la Conquête et de l'incorporation du Pérou à la culture occidentale se perpétuent jusqu'à aujourd'hui, et leurs responsables ont non seulement des noms espagnols ou européens, mais aussi africains, asiatiques et, parfois, indiens. Ce ne sont pas les conquistadors d'il y a cinq cents ans qui sont responsables d'une telle misère dans le Pérou d'aujourd'hui, de tant d'inégalités, d'une telle discrimination, de l'ignorance et de l'exploitation, mais des Péruviens en chair et en os de toutes les races et couleurs.

J'écris cette note en Colombie, un pays qui, à la différence du Pérou, où l'on trouve encore des poussées d'indigénisme aussi obtus que celui que je commente, a assumé tout son passé sans complexe d'infériorité, sans le moindre ressentiment, et qui de ce fait est très fier de parler en espagnol — les Bogotans le parlent très bien, soit dit en passant, et quelques Colombiens l'écrivent comme des dieux — et d'être, grâce à son histoire, un pays moderne et occidental. Le conquistador Jiménez de Quesada donne son nom à l'une des plus élégantes

avenues de la capitale et l'on y trouve un monument à sa mémoire non loin du bel édifice qui est le siège de l'Académie de la langue et de l'institut Caro y Cuervo, un centre d'études qui est un motif d'orgueil pour tous ceux, comme moi, qui parlent et écrivent en espagnol. Le maire de Bogotá, Antanas Mockus, dont l'origine lituanienne n'est considérée par personne comme « préjudiciable à la colombianité » (si ça se dit ainsi), au lieu de démanteler des statues de conquistadors et de s'inventer des drapeaux Chibchas, modernise et embellit la ville de Bogotá — suivant en cela la politique de son prédécesseur, le maire Enrique Peñalosa —, perfectionnant son système de transports (déjà excellent) et stimulant la vie culturelle et artistique de façon exemplaire. Élargissant, par exemple, le réseau de bibliothèques — BiblioRed — que l'ex-maire Peñalosa avait implanté dans les quartiers les plus défavorisés de la ville. J'ai consacré toute une matinée à en visiter trois, celle de El Tintal, celle de El Tunal et, spécialement, l'enviable Bibliothèque publique Virgilio Barco. Magnifiquement conçues, fonctionnelles, enrichies de vidéothèques, de salles d'expositions et d'auditoriums où il y a tout le temps conférences, concerts, représentations théâtrales ; entourées de parcs, ces bibliothèques sont devenues quelque chose de plus important que des centres de lecture : de véritables axes de la vie communautaire de ces quartiers humbles de Bogotá, où accourent les familles dans leur temps libre parce qu'en ces locaux et leur entourage vieux, jeunes et enfants se distraient, s'informent, apprennent, rêvent, s'améliorent et se sentent partie prenante d'une entreprise commune. Cela ne ferait pas de mal à l'hispanicide que les Liméniens pour leur malheur ont choisi de placer à la tête de la municipalité de Lima d'aller faire un tour à Bogotá et, observant la façon dont son collègue colombien fait son devoir, de découvrir la différence qu'il y a entre la démagogie et la responsabilité, entre la culture et l'ignorance et entre la hauteur de vues et la petitesse.

Bogotá, mai 2003

---

1. *Todas las sangres.* Ce roman a paru en français sous le titre *Tous sangs mêlés* (Gallimard, 1970). *(N.d.T.)*

Nostalgie de la mer

J’ai fait mes classes primaires pendant quatre années à Cochabamba, en Bolivie, et je me rappelle que plusieurs fois par mois, voire chaque semaine, les élèves du collège La Salle, en rangs dans la cour, chantaient un hymne où l’on réclamait au Chili la mer bolivienne dont il s’était emparé à la suite de la guerre du Pacifique en 1879. Lors de ce conflit, le Pérou et la Bolivie cédèrent d’importants territoires, mais la perte de ses 480 kilomètres de littoral transforma cette dernière en un pays méditerranéen enclavé entre les sommets des Andes, coupé du Pacifique ; la Bolivie n’accepta jamais cette mutilation qui a contribué à peser sur la société bolivienne comme un traumatisme psychique.

La mer perdue a imprégné d’une nostalgie permanente sa littérature et sa vie politique, au point que, jusqu’à ces derniers temps, la Bolivie était dotée d’une marine de guerre symbolique (peut-être l’a-t-elle encore), dans l’attente de ce jour tant désiré où elle aurait à nouveau accès à la mer, disposant alors d’un corps d’officiers et de marins prêts à prendre immédiatement possession des eaux recouvrées. Ce fut aussi l’argument historique invoqué pour expliquer le retard économique et la pauvreté de la Bolivie, et le thème fétiche auquel avaient recours les présidents et les dictateurs chaque fois qu’il leur fallait conjurer les divisions internes ou dissimuler leur impopularité. Car la revendication de la mer est, dans l’histoire de la Bolivie, un des rares sujets qui soudent l’unité nationale, une aspiration qui prévaut toujours sur toutes les divisions ethniques, régionales et idéologiques entre les Boliviens.

L’aspiration de la Bolivie à avoir un port maritime mérite la sympathie et la solidarité de tout le monde — et de fait elles lui sont acquises — y compris de la part de celui qui signe ces lignes et se souvient des dix années de son enfance bolivienne comme d’un âge d’or. Mais à une condition : que le Bolivien ne voie pas là un droit imprescriptible que le Chili se devrait de reconnaître, admettant cette amputation et restituant le territoire dont il s’est emparé par la force. Parce que, en raisonnant de la sorte, la Bolivie n’a pas la moindre possibilité de matérialiser son rêve maritime : le résultat serait plutôt d’attiser le brasier des revendications de territoires perdus par toute l’Amérique latine, depuis le Mexique, qui pourrait réclamer aux États-Unis la restitution de la Californie et du Texas, jusqu’au Paraguay, rétréci par la Triple Alliance (Brésil, Uruguay et Argentine) comme une peau de chagrin. À ce compte-là, le Pérou pourrait réclamer non seulement Arica, mais toute la Bolivie et tout l’Équateur qui, au

XVIIIe siècle, lui appartenait au même titre que Cuzco et Arequipa.

Toutes les guerres sont injustes ; elles donnent toujours raison à la force brutale, et c'est ce qui s'est passé pendant la guerre du Pacifique, ainsi que dans tous les conflits armés qui ont ensanglanté l'histoire de l'Amérique latine. En conséquence de quoi, la géographie politique du continent s'est défaite et refaite de mille manières. Tenter de corriger maintenant les torts du passé, les brutalités, les abus ou les appropriations territoriales indues n'est pas seulement chimérique ; c'est aussi la meilleure façon d'attiser les nationalismes, forme extrême de l'irrationalité politique qui a été, assurément, un des facteurs principaux du sous-développement latino-américain. Qui, sinon le nationalisme, a empêché les organismes d'intégration régionale de fonctionner, déchaînant entre les pays des conflits et des tensions qui ont conduit à gaspiller d'immenses quantités de ressources en achat d'armes, et à faire de l'armée un arbitre de la vie publique, en même temps que les généraux devenaient tous des dictateurs potentiels ? C'est là un passé sinistre que l'Amérique latine doit fuir, en refusant d'écouter la démagogie nationaliste qui, récemment, sous prétexte de la revendication maritime bolivienne actualisée par le gouvernement de Carlos Mesa, commence à se faire entendre ici et là. S'y adjoint un antichilénisme intéressé, avec à sa tête Fidel Castro et le commandant Chávez : plus que la solidarité avec la Bolivie, il exprime une condamnation du modèle économique libéral qui a fait du Chili l'économie la plus dynamique du continent, et de la gauche chilienne représentée par Ricardo Lagos la seule parmi nous à avoir fait, semble-t-il, un pas définitif vers la modernisation, à la façon des socialistes espagnols et britanniques.

Durant le XXe siècle, l'aspiration bolivienne à une fenêtre sur la mer n'a guère eu l'occasion de se concrétiser. La Bolivie vivait dans une instabilité chronique, où les gouvernements et les révolutions se succédaient à un rythme vertigineux, contribuant à appauvrir le pays au point de réduire à sa plus simple expression sa capacité à se faire entendre par l'opinion publique internationale. Il y eut, en 1975, un semblant de dialogue sur cette question, quand les deux dictateurs Hugo Banzer et Augusto Pinochet se donnèrent ce qu'on a appelé l'« accolade de Charaña ». Le dictateur chilien proposa alors de céder à la Bolivie un couloir de cinq kilomètres de large et un port maritime, près de la frontière chiléno-péruvienne, en échange de compensations territoriales équivalentes. Selon le traité de 1929 entre le Chili et le Pérou, toute cession chilienne de territoires ayant appartenu auparavant au Pérou doit être approuvée par ce dernier ; le gouvernement chilien fit donc les consultations nécessaires. La dictature militaire de Morales Bermúdez répondit par une contre-proposition dans laquelle

le territoire cédé à la Bolivie par le Chili devait avoir une souveraineté partagée entre les trois pays, ce qui impliquait une révision du traité de 1929 fixant les limites territoriales entre le Chili et le Pérou. Santiago n'accepta pas cette proposition et le projet en resta là. Peu après, la Bolivie allait rompre ses relations diplomatiques avec le Chili.

La Bolivie a-t-elle plus de possibilités que par le passé de matérialiser son rêve maritime ? Oui, assurément, grâce à cette globalisation tant décriée par les démagogues obtus et obscurantistes — une réalité qui, malgré les gouvernements, les armées et la vision microscopique des intérêts nationaux, a assoupli les frontières et tendu des ponts, créant des dénominateurs communs et des liens économiques entre les pays. C'est une des meilleures choses qui soient arrivées à l'Amérique latine ces vingt dernières années ; grâce à elle, entre autres progrès, il y a aujourd'hui sur le continent moins de dictateurs que par le passé et de meilleurs usages démocratiques. Seuls les politiciens antédiluviens sont incapables de comprendre que, de nos jours, un pays qui n'ouvre pas ses frontières et n'essaie pas de s'insérer dans les marchés mondiaux est condamné à l'appauvrissement et à la barbarie. Ouvrir ses frontières signifie d'abord concerter sa politique économique avec ses voisins, seule façon d'être mieux équipé pour ouvrir des marchés mondiaux aux produits nationaux et d'accélérer la modernisation de l'infrastructure interne. À la différence de ce qui se passait autrefois, le Chili a aujourd'hui autant besoin de la Bolivie que la Bolivie du Chili. Et le Pérou, de son côté, a également besoin de ses deux voisins.

Un accord est possible à condition qu'il soit négocié dans la discrétion diplomatique et dans la seule perspective de l'avenir, sans regarder en arrière. Ce doit être — est-il besoin de le dire ? — une négociation bilatérale entre les deux pays, où le Pérou ne doit intervenir qu'une fois qu'ils seront parvenus à l'accord, et uniquement si celui-ci affecte des territoires autrefois péruviens. Il est inévitable qu'il en soit ainsi, parce que le Chili n'accepterait jamais de scinder son territoire — aucun pays ne le ferait — comme formule de solution. La Bolivie est un pays très pauvre, mais son sous-sol recèle des réserves considérables de gaz et des ressources hydrauliques en excédent, alors qu'elles font défaut au Chili pour développer la région désertique de sa frontière nord. Le Pérou, au lieu de faire obstruction, doit faciliter cet accord amical chiléno-bolivien qui ne peut que lui apporter des bénéfices, puisque toute la région péruvienne de cette frontière exige des investissements urgents pour développer une infrastructure industrielle, commerciale et portuaire qui la tire du marasme où elle se trouve.

Les trois pays ont actuellement des gouvernements démocratiques (quoique le remplacement de Sánchez de Losada par l'actuel président Mesa ait un peu

écorné la démocratie bolivienne), ce qui devrait être encourageant pour l'approche et l'ouverture de négociations. Mais il est indispensable, pour cela, que s'apaise la crispation qui entoure ce thème, ce qui ne sera sans doute pas chose facile. Car il règne désormais au Chili un climat préélectoral où le nationalisme et le chauvinisme reviennent à la mode, et le candidat ou le parti qui s'aviserait de mentionner ne fût-ce que la possibilité de donner à la Bolivie une fenêtre sur la mer serait accusé par ses adversaires d'avoir trahi ou vendu sa patrie.

Que cessent les couplets patriotards, que disparaisse de la rue et de la une des journaux le thème de la « méditerranéité » de la Bolivie, et que l'on retrouve le climat apaisé des chancelleries où l'on crie moins et raisonne plus (parfois), où l'on gère les intérêts en jeu et les tenants et les aboutissants des accords ! Pour la première fois depuis la funeste guerre du Pacifique, les conditions sont à peu près réunies qui pourraient donner à la Bolivie ce port maritime auquel elle rêve. Que la vision à court terme, la mesquinerie et la stupidité ne laissent pas passer cette occasion ! Moi aussi — et pas seulement le commandant Chávez —, j'irai faire trempette dans ces eaux glacées de la mer bolivienne pour qui j'ai chanté tant d'hymnes dans mon enfance, à Cochabamba.

Lima, janvier 2004

Pitrerie sanglante

À l’aube du 1er janvier, tandis que les Péruviens célébraient encore l’arrivée du nouvel an, le major retraité de l’armée Antauro Humala et quelque cent cinquante paramilitaires de son mouvement « ethnocacériste » ont pris d’assaut un commissariat dans la ville andine d’Andahuaylas, retenant en otages neuf policiers et s’emparant de l’important armement qu’abritait cette enceinte. Ils exigeaient la démission du président Alejandro Toledo, accusé, entre autres choses, de vendre le Pérou au Chili en raison des importants investissements en provenance du pays voisin dans l’économie péruvienne. Le soulèvement, qui a duré quatre jours au cours desquels quatre policiers ont été assassinés par les ethnocacéristes et deux civils tués par les forces de l’ordre, s’est achevé sur la capture du chef factieux et d’une centaine de ses partisans, tandis que quelques dizaines d’entre eux, en voyant l’échec imminent de l’insurrection, ont fui dans les montagnes.

Antauro Humala et son frère Ollanta, lieutenant-colonel que l’armée vient de rayer des cadres — comme, semble-t-il, c’est le plus malin des deux, le gouvernement l’a éloigné du Pérou en le nommant attaché militaire à Paris et à Séoul, avec un salaire de près de dix mille dollars mensuels — se sont rendus célèbres dans les derniers temps de la dictature de Fujimori, en prenant la tête d’un autre acte insurrectionnel réclamant la démission du dictateur. Jugés et amnistiés, ils ont fondé un mouvement ultranationaliste qui, sans arriver à toucher les masses, a réussi à s’implanter quelque peu dans les secteurs les plus pauvres et marginaux, principalement parmi les plusieurs centaines de milliers de réservistes disséminés sur toute la géographie péruvienne. Comme dans presque tout le tiers-monde, au Pérou on n’a appelé à servir dans l’armée que les citoyens les plus humbles — paysans, marginaux, provinciaux, chômeurs —, secteur social qui a précisément souffert le plus des crises économiques découlant des politiques populistes, de la corruption cancéreuse et de la violence cataclysmique pendant les presque quatorze années qu’a duré la guerre révolutionnaire déchaînée par le Sentier lumineux. Les réservistes ou ex-soldats se comptent parmi les pires victimes du chômage, de la chute des niveaux de vie, de l’augmentation de la délinquance, et en conséquence leur niveau de frustration et de rejet de tout système politique et légal est très élevé. Il ne faut pas s’étonner que la propagande des frères Humala ait trouvé un écho favorable parmi ces Péruviens furieux et frustrés.

Le mouvement des frères Humala s'appelle ethnocacériste en hommage au général Andrés Avelino Cáceres, un président du Pérou du siècle dernier qui organisa une guerre de guérilla contre l'occupant chilien après la guerre du Pacifique de 1879, et en raison d'un principe raciste qui est le dogme central de son idéologie : le Pérou véritable constitue une entité homogène, l'« ethnie cuivrée », et ceux qui n'en font pas partie — c'est-à-dire ceux qui ne sont pas indiens ou métis — sont péruviens à moitié, en vérité des étrangers ; c'est-à-dire des gens suspects de déloyauté et de trahison envers l'essence de la péruvianité. Les frères Humala ont adopté du nazisme non seulement l'idéal de pureté raciale, mais aussi l'organisation militaire de leurs adeptes, qui s'appellent entre eux « compatriotes », portent l'uniforme, sont armés et effectuent publiquement des manœuvres et des exercices de tir pour la révolution qui, dans une vague de violence patriotique, nettoiera tout le Pérou de ses stigmates et de ses mauvais Péruviens. Leurs emblèmes et insignes sont également hitlériens ; au lieu de l'aigle, leurs fanions ont un condor aux ailes déployées, et en guise de svastika, leurs drapeaux rouge et noir arborent une croix incasique. En même temps que le pavillon national, dans leurs marches et meetings, ils brandissent la bannière du Tahuantinsuyo que, comme elle n'a jamais existé, ils ont remplacée par la bannière arc-en-ciel des *gays*.

Le mouvement ethnocacériste veut armer le Pérou pour déclarer la guerre au Chili et récupérer ainsi Arica, la ville et le territoire qui sont devenus possession chilienne après la guerre du Pacifique. Ils crient aussi « À mort l'Équateur » dans leurs manifestations de rues, où les ethnocacéristes défilent avec leurs carabines, fusils, armes blanches et gourdins pour que personne ne mette en doute le sérieux de leurs desseins. En mai de l'an dernier, ils ont participé à l'assaut populaire de la localité de Ilave, à Puno, qui a conduit au lynchage sauvage du maire de la ville, Cirilo Robles. Ils défendent la culture et la consommation de la coca, parce que c'est un produit primitif du Pérou ancestral, et ils rejettent toute campagne ou action contre les drogues, opérations où ils voient la main torve d'un impérialisme qui veut dépouiller le Pérou d'un des traits telluriques de la nationalité. Ils veulent rétablir la peine de mort et dans leur organe officiel, *Ollanta*, ils ont publié la liste de ceux qui seront fusillés sur la place d'Armes de Lima, comme traîtres à la patrie, quand le mouvement prendra le pouvoir. On y trouve des dirigeants des principaux partis politiques, des membres du Congrès, des ministres et des chefs d'entreprise, et en général tous les néolibéraux traîtres à la patrie qui ont livré nos richesses naturelles à la voracité des exploiteurs étrangers.

Tout cela peut ressembler à une pitrerie, archaïque et stupide, et ça l'est sans aucun doute, mais ce serait une grave erreur que de supposer qu'en raison du

caractère primaire et viscéral de ses propositions, le mouvement ethnocacériste est condamné à disparaître comme une éphémère farce politique tiers-mondiste. En prenant cela pour une niaiserie, le gouvernement péruvien a laissé agir le major Antauro Humala et ses cent cinquante partisans la nuit du premier de l'an malgré les avertissements des services secrets de l'armée deux jours avant l'insurrection, qui soulignaient que cette formation guerrière de paramilitaires était parvenue à Andahuaylas. De même les insurrections menées, au début de leur vie politique, par le lieutenant-colonel vénézuélien Hugo Chávez et le général équatorien Lucio Gutiérrez ressemblaient à de sanglantes pitreries sans lendemain. Mais toutes deux, malgré leur pathétique absence d'idées, leur excès démagogique et leurs idioties, réussirent à s'enraciner dans de vastes secteurs sociaux que l'incapacité du défectueux système démocratique à créer des emplois et du travail, ajoutée à la vertigineuse corruption de la classe dirigeante, avait rendus sensibles à toute propagande violente contre le système. Maintenant, ces deux militaires félons, responsables du pire délit civique, l'insoumission contre l'État de droit, président, sans que personne leur demande des comptes, à la décomposition progressive des institutions et au lent retour de leurs pays à l'antique barbarie autoritaire.

Bien que cela fût vite achevé, et avec peu de victimes, ce qui s'est passé à Andahuaylas est un très mauvais indice de ce qui pourrait se produire au Pérou si les choses continuent telles qu'elles sont. C'est-à-dire si le discrédit des institutions se poursuit, avec de plus en plus de Péruviens à croire, comme les insensés qui se sont révoltés à Apurímac, qu'il n'y a pas d'espace dans la légalité et la coexistence démocratique pour un progrès qui ne touche que le sommet social sans affecter les millions de Péruviens de la base, pour que cesse la corruption qui, chaque jour, manifeste sa présence tous azimuts par de nouveaux scandales et pour que les épouvantables inégalités sociales et économiques commencent à décroître. À croire que seule la violence portera remède à tous ces maux. Il est inquiétant que dans plusieurs villes du Pérou, comme Arequipa, Tacna, Huaraz, Moquegua et Cusco, des centaines de personnes soient descendues dans la rue pour manifester leur appui au putsch de Humala et que la population de la ville même de Andahuaylas se soit divisée, une bonne part d'entre elle, surtout les jeunes, manifestant une solidarité enthousiaste avec les insurgés.

Il est vrai que tous les partis politiques ont formellement condamné l'insurrection, mais il faut aussi reconnaître que plusieurs voix autorisées de l'engeance politique nationale, notamment un ex-premier ministre de la dictature de Fujimori et Montesinos, se sont empressées de parler du « patriotisme » et de l'« idéalisme » des jeunes partisans du militaire insurgé et de demander, dès à

présent, avant même que ceux-ci soient jugés, une amnistie pour prix de leur forfait. Ce sont les éternels avocaillons méprisables de l'histoire sud-américaine, les immanquables camelots toujours attentifs au bruit des sabres pour aller offrir leurs services au spadassin qui s'approche.

Ce que cette pitrerie sanglante a mis en évidence, c'est la fragilité de la démocratie dans un pays comme le Pérou. Pas un seul parti politique, ni une seule institution civique, n'ont même pensé à convoquer une manifestation ou à rendre public un rassemblement en faveur de la démocratie, face à la bravade incivile qui menaçait de la détruire. Pourquoi se sont-ils abstenus ? Parce qu'ils savaient que, probablement, peu de gens les suivraient. Bien que les Humala et leurs affidés ethnocacéristes soient incapables pour l'heure d'entraîner derrière eux de grandes masses de Péruviens, l'enthousiasme qui voici cinq ans célébra le retour de la démocratie au pays après dix années d'autoritarisme et de kleptocratie s'est rétréci lui aussi comme une peau de chagrin. Et maintenant, ce qu'on entend partout, ce sont des paroles de mépris et de rejet envers ce système inefficace qui ouvre la porte du pouvoir à des médiocrités grinçantes et à des coquins de tout acabit, et les sondages d'opinion inscrivent aux premiers rangs de la sympathie populaire un Fujimori ! « Quand le Pérou a-t-il été foutu, Zavalita[1] ? » Tu le demandes encore, imbécile ? Le Pérou est le pays qui est foutu chaque jour.

Lima, janvier 2005

---

1. Phrase récurrente de *Conversation à « La Cathédrale »*, de Mario Vargas Llosa. *(N.d.T.)*

Race, bottes et nationalisme

La tournée en Europe d'Evo Morales, président élu de Bolivie, qui dans quelques jours assumera la première magistrature de son pays, a été un grand succès médiatique.

Sa tenue et son apparence, qui semblaient programmées par un génial technicien de l'image, non de l'Altiplano mais de New York, ont fait les délices de la presse et élevé l'enthousiasme de la gauche niaise jusqu'à des extrêmes orgasmiques. Je fais le pari que la coiffure style « moine sonneur de cloches » du nouveau mandataire bolivien, ses cols roulés à rayures de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, les blousons de cuir râpés, les jeans fripés et les godasses de mineur deviendront bientôt le nouveau signe distinctif de la toilette des progressistes occidentaux. Excellente nouvelle pour les camélidés boliviens et péruviens et pour les fabricants de pulls en laine d'alpaga, de lama ou de vigogne des pays andins, qui verront ainsi croître leurs exportations.

Ce qu'ont souligné le plus les journalistes et politiciens occidentaux c'est que Evo Morales est le premier indigène qui accède à la présidence de la République en Bolivie, corrigeant ainsi une injustice discriminatoire et raciste de cinq siècles commise par l'infime minorité blanche contre les millions d'Indiens aymaras et quechuas boliviens. Cette affirmation constitue une flagrante inexactitude historique, car par la présidence de Bolivie sont passés bon nombre de Boliviens de la plus humble origine, généralement des spadassins qui ayant commencé comme simples soldats ont gravi des échelons dans l'armée jusqu'à se jucher au pouvoir au moyen d'un putsch, plaie endémique dont la Bolivie n'a réussi à se libérer que dans la seconde moitié du XX^{e} siècle. Pour les racistes intéressés par ce genre de statistiques, je recommande de lire *Les caudillos barbares*, un splendide essai sur les petits dictateurs qui se sont succédé à la présidence de la Bolivie au XIX^{e} siècle, ouvrage écrit par Alcides Arguedas, historien et prosateur fort vigoureux, quoique trop francisé et pessimiste pour le palais contemporain.

Voici quelques années cela semblait un axiome que le racisme était une tare dangereuse, qui devait être combattue sans états d'âme, parce que les idées de race pure, ou de races supérieures et inférieures, avaient montré avec le nazisme les conséquences apocalyptiques auxquelles ces stéréotypes idéologiques pouvaient conduire. Mais depuis ce temps-là, et grâce à des personnages comme le Vénézuélien Hugo Chávez, le Bolivien Evo Morales et la famille Humala au Pérou, le racisme recouvre soudain vigueur et respectabilité et, encouragé et béni

par un secteur irresponsable de la gauche, le voilà devenu une valeur, un facteur qui sert à déterminer la bonté et la méchanceté des personnes, c'est-à-dire leur correction ou incorrection politique.

Poser le problème latino-américain en termes raciaux comme le font ces démagogues est d'une irresponsabilité insensée. Cela revient à vouloir remplacer les préjugés stupides et intéressés de certains Latino-Américains qui se croient blancs contre les Indiens, par d'autres, également absurdes, des Indiens contre les Blancs. Au Pérou, don Isaac Humala, père de deux candidats présidentiels aux élections d'avril prochain — et l'un d'eux, le lieutenant-colonel Ollanta, avec des possibilités d'être élu —, a expliqué l'organisation de la société péruvienne, en accord avec la race, qu'il verrait bien mettre en pratique par l'un quelconque de ses rejetons arrivant au pouvoir : le Pérou serait un pays où seuls les « cuivrés andins » jouiraient de la nationalité ; le reste — Blancs, Noirs, Jaunes — serait constitué seulement de citoyens auxquels on reconnaîtrait quelques droits. Si un « Blanc » latino-américain avait fait une proposition semblable il aurait été crucifié, et à juste titre, par l'ire universelle. Mais comme celui qui la formule est un soi-disant Indien, elle n'a mérité que quelques discrètes ironies ou une silencieuse approbation.

J'appelle don Isaac Humala un « soi-disant » Indien, parce qu'à la vérité c'est ce qu'il est, selon les gens de son petit village d'Ayacucho d'où la famille Humala est partie pour s'installer à Lima. Une sociologue est allée récemment fouiller les antécédents andins des Humala dans ce hameau, et elle a découvert que les paysans les tenaient pour des « mistis » locaux, c'est-à-dire des « Blancs », parce qu'ils avaient des propriétés, du bétail et étaient, à vrai dire, exploiteurs d'Indiens. Monsieur Evo Morales n'est pas plus un Indien, à proprement parler, même s'il est né dans une famille indigène très pauvre et a été, enfant, berger de lamas. Il suffit de l'entendre parler en bon castillan avec des *r* bien roulés et des *s* sifflants d'homme de la sierra, son astucieuse modestie (« Je suis un peu effrayé, messieurs, de me voir entouré de tant de journalistes, vous m'excuserez »), ses ambiguïtés sages et étudiés (« Le capitalisme européen est bon, donc, mais celui des États-Unis ne l'est pas ») pour savoir que don Evo est le créole latino-américain emblématique, vif comme un écureuil, agile et trompeur, et avec une vaste expérience de manipulateur d'hommes et de femmes, acquise dans sa longue trajectoire de dirigeant des producteurs de coca et membre de l'aristocratie syndicale.

Toute personne qui n'est pas aveugle ni obtuse remarquera, d'emblée, en Amérique latine, que, plus que raciales, les notions de « Indien » et « Blanc » (ou « Noir » ou « Jaune ») sont culturelles et qu'elles sont imprégnées d'un contenu économique et social. Un Latino-Américain se blanchit au fur et à

mesure qu'il s'enrichit et acquiert du pouvoir, tandis qu'un pauvre se métisse ou s'indianise au fur et à mesure qu'il dégringole dans la pyramide sociale. Ce qui indique que le préjugé racial — qui, sans doute, a causé et cause encore de terribles injustices — est aussi, et peut-être surtout, un préjugé social et économique des secteurs favorisés et privilégiés contre les exploités et marginalisés. L'Amérique latine est chaque fois plus, heureusement, un continent métis, culturellement parlant. Ce métissage a été bien plus lent dans les pays andins, certes, que disons au Mexique ou au Paraguay, mais il a de toute façon progressé au point que parler d'« Indiens purs » ou de « Blancs purs » est une tromperie. Cette pureté raciale, si tant est qu'elle existe, est confinée à des minorités si insignifiantes qu'elles ne comptent même pas dans les statistiques (au Pérou, les seuls Indiens « purs » seraient, selon les biologistes, la poignée d'Urus du lac Titicaca).

En tout cas, pour une raison élémentaire de justice et d'égalité, les préjugés raciaux doivent être éradiqués comme une source abjecte de discrimination et de violence. Tous, sans exception, ceux de Blancs contre Indiens et ceux d'Indiens contre Blancs, Noirs ou Jaunes. C'est extraordinaire qu'il faille le rappeler encore et, surtout, qu'il faille le rappeler à cette gauche qui, asticotée par des gens comme le commandant Hugo Chávez, le *cocalero*[1] Evo Morales ou le docteur Isaac Humala, accorde droit de cité à des formes rénovées de racisme.

Mais ce n'est pas seulement la race qui devient un concept idéologique présentable dans ces temps aberrants. C'est aussi le militarisme. Le président du Venezuela, Hugo Chávez, vient de faire l'éloge le plus exalté du général Juan Velasco Alvarado, le dictateur qui a gouverné le Pérou entre 1968 et 1975, et dont la politique, a-t-il dit, sera poursuivie au Pérou par son protégé le commandant Ollanta Humala, s'il remportait les élections.

Le général Velasco Alvarado a renversé par un coup d'État le gouvernement démocratique de Fernando Belaunde Terry et a instauré une dictature militaire de gauche qui a exproprié tous les moyens de communication et placé les chaînes de télé et les journaux aux mains d'une camarilla de mercenaires recrutés dans les latrines de la gauche. Il a nationalisé les terres et une bonne partie des industries, il a emprisonné et déporté des opposants et mis fin à toute espèce de critique et d'opposition politique. Sa politique économique désastreuse a plongé le Pérou dans une crise atroce qui a frappé, surtout, les secteurs les plus humbles, ouvriers, paysans et marginaux, et le pays ne s'est pas encore tout à fait rétabli de cette catastrophe que le général Velasco et sa mafia militaire ont provoquée au Pérou. Et c'est ce modèle que le commandant Chávez et son disciple, le commandant Humala, voudraient — avec la complicité des électeurs obnubilés — voir réinstauré au Pérou et en Amérique latine.

Non contents d'être racistes et militaristes, ces nouveaux caudillos barbares se flattent d'être nationalistes. Il ne pouvait en être autrement. Le nationalisme est la culture des incultes, une entéléchie idéologique construite de façon aussi obtuse et primaire que le racisme (et son corrélat inévitable), qui fait de l'appartenance à une abstraction collectiviste — la nation — la valeur suprême et la lettre de créance privilégiée d'un individu. S'il est un continent où le nationalisme a fait des ravages, c'est l'Amérique latine. C'est l'idéologie dont ont habillé leurs violences et exactions tous les caudillos qui nous ont saignés dans des guerres internes ou externes, le prétexte qui a servi à dilapider des ressources en armements (ce qui a permis de grandes corruptions) et l'obstacle principal à l'intégration économique et politique des pays latino-américains. On a peine à croire qu'avec tout ce que nous avons vécu, il y ait encore une gauche en Amérique latine pour ressusciter ces monstres — la race, la botte et le nationalisme — comme une panacée à tous nos problèmes. Il est vrai qu'il y a une autre gauche, plus responsable et plus moderne — représentée par un Ricardo Lagos, un Tabaré Vázquez ou un Lula da Silva — qui se distingue nettement de celle qu'incarnent ces anachronismes vivants que sont Hugo Chávez, Evo Morales et le clan des Humala. Mais malheureusement, son idéologie est beaucoup moins influente que celle que propage sur tout le continent le président vénézuélien avec sa logorrhée et ses pétrodollars.

Lima, janvier 2006

---

1. Producteur de coca. *(N.d.T.)*

IV. DÉFENSE DE LA DÉMOCRATIE ET DU LIBÉRALISME

Conversation avec un vieux renard

Je préparais mes valises pour partir de Caracas quand on est venu m'avertir que Rómulo Betancourt voulait me voir. L'intermédiaire voulait me faire savoir, d'autre part, que l'ex-président, représentant du Venezuela à la commission chargée des invitations annuelles pour occuper la chaire Simon Bolivar, à Cambridge, avait voté pour moi. Cependant je ne me suis pas rendu chez lui seulement pour une question de politesse, mais surtout par curiosité : les figures politiques ont toujours produit chez moi une fascination entomologique (et en même temps une sorte de joie).

Sa maison, la Quinta Pacairigua, dans un quartier résidentiel, n'est pas trop luxueuse compte tenu du niveau saoudite du Venezuela. J'ai été surpris par le nombre de gardes du corps, à l'intérieur et à l'extérieur. Outre sa fille Virginia, simple et fort sympathique, il y avait là son épouse, ex-professeur, je crois, qui parlait littérature avec beaucoup d'aisance, ainsi que des journalistes et des photographes. Betancourt porte assez bien ses soixante-dix ans. Une rumeur a couru voilà quelques mois faisant état d'une très grave maladie, mais il dit que le danger s'est dissipé : il ne s'agissait que d'une intoxication causée par les médicaments. Il se sent maintenant, répète-t-il, comme neuf.

« Sachez qu'à l'époque des guérillas je fus l'un des hommes les plus détestés et attaqués d'Amérique latine », voilà une des choses que je lui ai entendu dire pendant l'heure et demie que j'ai passée avec lui. Bien sûr que je le savais. Son gouvernement m'avait semblé à moi aussi, comme à tant d'autres en Amérique latine, répressif et un rien autoritaire. Mais ce qui s'est produit ensuite sur le continent, et le contraste avec le Venezuela, m'a conduit à réviser mon jugement. Le gouvernement de Betancourt a réprimé durement ceux qui se sont dressés les armes à la main et il ne fait aucun doute que, dans ce combat, il a commis des abus et des violations de la légalité et des droits de l'homme. Mais il est certain, aussi, que son régime a assis les bases d'un système démocratique qui fonctionne sans interruption et qui semble aujourd'hui (touchons du bois) assez solide. C'est ce que dit à Betancourt l'essayiste français Jean-François Revel — l'auteur de *La tentation totalitaire* — dans une lettre que le président m'a montrée : « Vous êtes le seul dirigeant politique sud-américain à avoir trouvé la façon de conduire votre pays sur une voie démocratique. » Il y a, cependant, une question qui surgit chaque fois qu'on observe le cas vénézuélien : cette prospérité économique qui frappe l'étranger dès qu'il foule le sol de

l’aéroport n’a-t-elle pas été l’élément décisif pour l’efficacité des institutions démocratiques ?

Plusieurs de mes questions à Betancourt se réfèrent à ce sujet. Pourquoi dans son pays les militaires respectent-ils le pouvoir constitutionnel alors que dans d’autres il n’en va pas de même ? Sa réponse est longue et élaborée, et je n’ai d’autre solution que de l’abréger. Nous (c’est-à-dire son parti, Action démocratique), dit-il, depuis 1945 nous travaillons avec un groupe de jeunes officiers, constitutionnalistes et partisans de réformes profondes dans la structure du pays. Ceux-ci, à la chute de Pérez Jiménez, sont devenus l’épine dorsale de la réforme des forces armées, qui a mis à la retraite les éléments putschistes et s’est efforcée de faire de l’armée un corps essentiellement technique et systématiquement instruite dans le respect de l’ordre légal.

Le moment critique, poursuit Betancourt, est survenu quand a éclaté le mouvement guérillero contre mon gouvernement. La lutte contre la guérilla a été dirigée non par l’armée mais par moi-même. Mon gouvernement n’a pas abdiqué cette responsabilité, comme l’ont fait d’autres gouvernements civils d’Amérique latine, par prudence politique, en préférant que ce soient les militaires qui se salissent les mains. Ici, c’est le gouvernement civil qui, dès le premier instant, a assumé cette tâche, en affrontant l’impopularité et malgré la féroce campagne internationale contre nous. Les militaires respectent ceux qui savent commander. (Il n’y a pas de doute, il sait diriger et il aime le faire, car il ponctue ce qu’il dit de gestes énergiques.) Je vois ses mains portant les cicatrices de brûlure de l’attentat commis contre lui par un commando envoyé par le généralissime Trujillo (qui le détestait, dit-on, plus que Fidel Castro). J’ai entendu raconter l’histoire de son comportement en ces circonstances, et il me rafraîchit la mémoire : comment il a parlé à la radio alors qu’il était blessé et comment il s’est fait conduire au palais présidentiel de Miraflores (« le symbole du pouvoir », dit-il) pour montrer au pays que la tête du gouvernement était bien en place.

Il écrit maintenant ses mémoires et dit que sa récente lecture de l’autobiographie d’Arthur Koestler l’a poussé à changer tout son plan. Au début il avait décidé d’écrire un livre purement politique, en laissant de côté ce qui pouvait être personnel et intime ; maintenant, en revanche, il parlera aussi de sa vie privée. Jusqu’où iront ses confidences ? Chemin faisant, il donne quelques pistes. Dans sa jeunesse il a écrit des nouvelles, inspirées par certaines lectures, comme Émile Zola. Son épouse le contredit avec véhémence : l’influence évidente, lui assure-t-elle, est celle d’Anatole France. Il parle d’un de ces récits avec mélancolie et moquerie. Il s’appelait (horriblement) « Maritza la nomade » et la muse qui l’aurait poussé à l’écrire était une petite Espagnole de ce nom,

dont il était amoureux. Il s'obstine à parler de littérature, alors que j'essaie de le pousser sur le terrain politique (où je le sens bien plus compétent). Il s'enthousiasme en se rappelant l'autobiographie de Trotski, un roman (« de 1 400 pages ») sur la fondation de l'État de Louisiane, et il me cite quelques *Traditions* de Ricardo Palma. Pendant longtemps il a gagné sa vie en écrivant des articles, de sorte qu'il se sent aussi, d'une certaine façon, journaliste. Il a passé vingt ans en exil, cinq en prison et à la fin de l'année il célébrera un demi-siècle d'activité politique.

Pendant une bonne partie de l'heure et demie il m'a semblé parler avec spontanéité. Sauf qu'à un certain moment j'ai eu l'impression (ce qui m'est toujours arrivé avec tous les hommes politiques que j'ai interviewés) qu'il prononçait un discours. Une tirade quelque peu solennelle sur la vocation rebelle et héroïque du peuple vénézuélien, qui est, affirme-t-il en frappant le bras de son fauteuil, celui qui a fait la véritable révolution en Amérique latine : la démocratique. « Pourquoi croyez-vous que ces hommes ont suivi Bolivar jusqu'au lac Titicaca ? » Il croit que le métissage généralisé et précoce qu'il a observé dans la société vénézuélienne a créé ce type audacieux et combatif. « Ici nous nous mélangeons tous très vite, contrairement à ce qui s'est produit au Pérou », dit-il. Et il me rapporte une anecdote. Dans les années trente il se trouva à Lima avec une délégation et il fut fort impressionné par l'entretien qu'il eut, au journal *El Comercio*, où ses compagnons et lui furent reçus « par deux messieurs en monocle qui s'appelaient, l'un Miró Quesada, et l'autre Manzanilla. » L'un d'eux lui aurait demandé : « Quelle est la race qui domine dans votre pays ? — Les mulâtres comme moi, monsieur. — Aha ! », aurait répondu, pensif, l'un des messieurs. L'autre, quant à lui, commentait : « Savez-vous qu'ici au Pérou on appelait Bolivar le Zambo[1] Bolivar ? » Il m'assurait qu'il existe une lettre du Libertador, signée à La Magdalena, demandant à un ami de Caracas de lui envoyer des mulâtres pour l'assister, car les Liméniennes impétueuses le tuberculisaient.

Malgré l'abondance de dictatures dans le continent, il se montre optimiste quant à l'avenir de l'Amérique latine. Il pense que la politique du président Carter axée sur les droits de l'homme a créé une dynamique très forte en faveur de l'établissement de gouvernements constitutionnels. « Même Stroessner s'est vu obligé d'évoquer son départ du pouvoir », fait-il en riant. Il parle élogieusement du mouvement civique au Brésil, des manifestes intellectuels (« sous la présidence de notre ami Jorge Amado »), de journalistes, de professionnels, « même de footballeurs » demandant le transfert du pouvoir aux civils au moyen d'élections. Il est convaincu qu'en quelques années il peut se produire ce qu'on a vu à la fin de la Seconde Guerre mondiale : une vague

démocratique sur tout le continent. Quant au rapprochement entre Cuba et les États-Unis, il se borne à dire : « Pour le moment le rapprochement se réduit à l'envoi par Cuba de seize agents du G-2 à Washington et par Washington de seize agents de la CIA à La Havane. »

Comme je vais rater mon avion, je dois prendre congé précipitamment. À la porte de sa maison, il m'offre une sorte d'estampe que je n'ai pas le temps de regarder. Mais pendant le long vol transatlantique, je découvre que c'est l'histoire d'une statuette que j'ai vue sur son bureau. La Noire Josefina, une vagabonde des rues de Caracas qui accrochait les passants en leur demandant « une 'tite pièce » ; voilà quelque trente ans, elle a servi de modèle à l'auteur de l'œuvre, Santiago Poletto Lamberti. Il s'agit d'une mulâtresse, bien sûr.

Novembre 1977

---

1. Métis de Noir et d'Indien. *(N.d.T.)*

Gagner des batailles, pas la guerre[1]

Je voudrais pour commencer évoquer un souvenir personnel. Quelque chose qui m'est arrivé voilà deux ans, un jour d'automne, à Jérusalem. J'avais passé le matin à écrire, dans un appartement par les fenêtres duquel je pouvais voir les pierres ocre de la vieille ville, la tour de David et la porte de Jaffa, et au fond, descendant en blanches collines, le désert qui allait s'incruster, au-delà de la mer Morte, dans l'horizon rougeâtre des monts d'Édom. La vision était irréelle tant elle était belle et, dans mon cas, elle contribuait à accentuer chaque matin cette sensation d'écartement du monde de l'histoire que j'essayais d'écrire et dont le sujet était, précisément, le changement de la réalité en irréalité à travers le mélodrame, et qui, parce qu'il se situait à Lima, à des milliers de kilomètres du lieu où j'écrivais, m'obligeait à un véritable effort de déconnexion avec le monde immédiat. Ainsi, c'est dans un état de somnambulisme que me trouvait l'ami qui venait me chercher chaque après-midi pour me montrer la ville.

Il m'avait montré déjà, avant ce jour, et me montrerait ensuite, une infinité de choses : un marché aux chevaux arabes qui ressemblait à une scène des *Mille et Une Nuits*, les excavations du Temple (qui me parurent fort fastidieuses) ou le fantastique anachronisme des ruelles ultra-orthodoxes de Mea Shearim qui me semblaient tout juste tirées d'un des contes hassidiques de Martin Buber ou des recherches de Gershom Scholem sur la Kabbale et le Zohar. C'étaient des promenades qui nous prenaient l'après-midi et une bonne partie de la nuit et où, peu à peu, selon la force d'attraction de ce que je voyais, je revenais d'une nébuleuse de feuilletons-radio truculents, avidement écoutés dans les foyers liméniens des années cinquante, au sol que foulaient mes pieds, c'est-à-dire à la très antique cité, nombril de religions et source de mythologies, devenue, au bout d'une histoire infinie de guerres, d'occupations et d'invasions, la capitale de l'État d'Israël. À la tombée de la nuit, qui nous surprenait dans quelque appartement enfumé de la ville des faubourgs, secoué par les discussions politiques au milieu des Hiérosolomytains qui m'apprenaient autant que mes promenades diurnes, j'étais retombé sur terre et prêt à entreprendre une fois de plus, répétant le cycle magique, avec la lecture et le rêve nocturnes, avec le spectacle de la fenêtre et mon roman matutinal, le voyage vers l'irréalité.

Mais le soir de ce jour le retour à la réalité fut brutal. Mon ami me conduisit à Yad Vashem, le mémorial consacré à l'Holocauste, qui se dresse sur un des pans semés de pins des collines entourant Jérusalem. Comme tout le monde, j'avais

lu, vu et écouté suffisamment pour mesurer, dans toute son ampleur, le génocide de six millions de Juifs. Et pourtant, ce soir-là je crois avoir compris pour la première fois la leçon de cette tragédie tandis que, comme habité d'un cauchemar, j'observais dans les galeries du musée, dans la pénombre, le raffinement méticuleux, la netteté et, si l'on peut dire, le génie avec lequel fut conçu et exécuté l'assassinat collectif. Là, devant les photos des ossuaires déterrés par les tracteurs alliés ou les images d'enfants qui, aux portes des chambres de la mort, recevaient une douceur des mains du bourreau, ou devant le récit des expériences auxquelles étaient soumis — par de brillants scientifiques, sans aucun doute — les futurs condamnés, et en voyant les objets fabriqués dans les camps d'extermination avec la peau, les cheveux ou les dents des victimes, j'ai compris une des vérités que l'homme de notre temps n'a plus le droit de jamais mettre en doute. À savoir qu'aucun pays, aucune culture ou aucun groupe humain n'est immunisé contre le danger de se transformer à un moment donné, sous l'effet du fanatisme — religieux, politique ou racial —, en un instrument de l'horreur.

Il n'est pas certain que « la violence est illettrée », comme l'écrivit Sartre dans *Situations II*. Les abominables atrocités que rappelle Yad Vashem ont été commises par une nation qui pouvait s'enorgueillir d'être une des plus cultivées de la Terre. George Steiner a formulé la conclusion qui s'impose : « Contrairement à Matthew Arnold et au docteur Leváis, écrivit-il dans *Langage et silence,* je me sens incapable de croire, en conscience, que les humanités humanisent. » Steiner rappelle que lorsque la barbarie a déferlé sur l'Europe au XX^{e} siècle les universités résistèrent à peine à la bestialité politique et que, dans bien des cas, ceux qui institutionnalisèrent le sadisme étaient des hommes éclairés par l'intelligence de Goethe et des esprits sensibles que la poésie de Rilke ou la musique de Wagner émouvaient aux larmes. Nous avons la preuve chaque jour de quelque chose de semblable, c'est-à-dire des nations et des personnes chez qui coexistent en bons termes la haute culture et le crime.

Il se passe que les idées jouent de mauvais tours aux hommes et que l'intelligence et le savoir sont souvent en délicatesse avec la morale. N'est-il pas injuste de s'horrifier du crime de l'Allemagne hitlérienne en refusant en même temps de voir que, de nos jours, où que nous tournions les yeux, nous voyons dans le monde des viols atroces des droits de l'homme ? Et qui se produisent sans que d'innombrables hommes de culture disent un mot de protestation, les niant ou les justifiant plutôt. N'avons-nous pas entendu, par exemple, un des grands écrivains de notre langue, Jorge Luis Borges, défendre le gouvernement de son pays et celui du Chili, qui ont torturé et assassiné tout à leur aise des centaines d'êtres humains ? Et un autre grand écrivain latino-américain, Julio

Cortázar, n'a-t-il pas déclaré qu'il fallait distinguer entre deux injustices, celle commise dans un pays socialiste, qui est d'après lui un simple « accident de parcours » qui ne compromet pas la nature fondamentalement positive du système, et celle d'un pays capitalise ou impérialiste qui, elle oui, manifeste une inhumanité essentielle ? Épouvantable distinction qui, si nous l'acceptons, nous amène à protester avec véhémence quand Lyndon B. Johnson envoie des *marines* en République dominicaine et à nous taire quand Brejnev détruit avec ses tanks le printemps de Prague puisque, dans le premier cas, le progrès humain est menacé et dans le second il s'agit d'un épisode sans importance au regard de l'éternité de l'histoire où, inévitablement, la justice socialiste s'imposera. Et au regard de cette resplendissante éternité si semblable à celle des croyants convaincus que, finalement, Dieu triomphera toujours de Belzébuth, qu'importent, en effet, le Goulag, les purges, les hôpitaux psychiatriques pour les dissidents, et autres accidents semblables ?

Cortázar a au moins le courage de défendre publiquement cette morale de la colère sélective. D'autres se contentent de la pratiquer. Parce que assurément il y a des milliers d'intellectuels de par le monde qui, dans leur conduite quotidienne, dans leur fureur unilatérale — qui éclate quand les abus sont commis d'un côté et qui disparaît et se transforme en tolérance et en bienveillance quand les mêmes débordements se produisent au nom du socialisme — pratiquent cette morale tordue que la sagesse populaire a satirisée sous le proverbe « Voir la paille dans l'œil d'autrui et ne pas voir la poutre dans le sien propre ». Octavio Paz l'a dit, avec sa lucidité habituelle : « Pendant la guerre du Vietnam les étudiants, les intellectuels et beaucoup de clercs ont multiplié leurs protestations contre l'intervention des États-Unis et dénoncé les atrocités et les excès de l'armée nord-américaine. Leur protestation était juste et leur indignation légitime, mais qui parmi eux s'est élevé pour condamner le génocide du Cambodge ou les agressions du Vietnam contre ses voisins ? Ceux qui par vocation ou par mission expriment la conscience critique d'une société, les intellectuels, ont révélé pendant ces dernières années une frivolité morale et politique non moins scandaleuse que celle des gouvernants d'Occident. Une fois de plus je ne nie pas qu'il y ait des exceptions : Breton, Camus, Orwell, Gide, Bernanos, Russell, Silone et d'autres moins connus comme Salvemini ou, parmi nous, Revueltas. Je cite seulement les morts, parce qu'ils sont au-delà des injures et des soupçons. Mais cette poignée de grands morts et l'autre poignée d'intellectuels encore vivants qui résistent : que sont-ils face aux milliers de professeurs, journalistes, scientifiques, poètes et artistes qui, aveugles et sourds, mais non muets ni manchots, n'ont cessé d'injurier ceux qui ont eu l'audace de n'être pas d'accord et d'applaudir les inquisiteurs et les bourreaux ? »

La faute en revient, en grande partie, à ces formulations abstraites appelées idéologies, schémas auxquels les idéologues s'efforcent de réduire la société, même si, pour qu'elle s'ajuste à eux, il faut la triturer. Camus l'a déjà dit : la seule morale capable de rendre le monde vivable est celle qui est disposée à sacrifier les idées toutes les fois qu'elles entrent en collision avec la vie, même si c'est celle d'une seule personne humaine, parce que celle-ci sera toujours infiniment plus précieuse que les idées, au nom desquelles, nous le savons bien, les crimes peuvent toujours se justifier — le marquis de Sade l'a fait, en d'impeccables théories — comme crimes de l'amour.

Le cas le plus paradoxal de notre ère est celui du socialisme, la doctrine qui au long du XIX^e^ siècle et au début du XX^e^ a fait concevoir les plus grandes espérances aux déshérités et aux esprits nobles de ce monde, comme panacée capable d'abolir les inégalités, de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, de faire disparaître les nationalismes et les racismes, et de remplacer, enfin, sur cette terre le royaume de la nécessité par celui de la liberté. Eh bien, au nom de cette doctrine libertaire ou égalitaire des millions d'hommes ont été enfermés dans des camps de concentration ou simplement exterminés et en son nom des régimes autoritaires implacables se sont implantés, en son nom des nations puissantes ont envahi et néocolonisé des nations petites et faibles, en son nom s'est perfectionnée la censure, et la mise au pas de la conscience comme pas même les inquisiteurs médiévaux les plus imaginatifs ne l'auraient imaginé, et la psychiatrie est devenue une branche de la police. Au nom du socialisme on a accordé aux travailleurs le droit de grève et l'on a établi le travail forcé (en l'affublant sarcastiquement du nom de travail volontaire), on a supprimé la liberté de voyager, de changer de métier, d'émigrer, et au nom de l'idéologie du bien-être et du progrès on a maintenu dans la pénurie et le sacrifice (sauf une classe bureaucratique privilégiée) la population afin de fabriquer des armes qui pourraient plusieurs fois faire disparaître la planète. Voir que derrière les idées les plus généreuses de notre temps, dans les pays et les régimes qui apparemment les incarnent, survivent et écument presque tous les vieux démons de l'histoire humaine contre lesquels elles se sont insurgées — la tyrannie, la brutalité, l'exploitation de la majorité par la minorité, l'esprit de domination et de conquête — est quelque chose qui devrait nous rendre profondément méfiants à l'égard des idées, surtout quand, regroupées dans un corps de doctrine, elles prétendent expliquer tout dans l'histoire et chez l'homme, et offrir des remèdes définitifs à leurs maux. Ces utopies absolues — le christianisme dans le passé, le socialisme à présent — ont répandu autant de sang que celui qu'elles voulaient laver. Ce qui s'est produit avec le socialisme est, sans doute, une désillusion qui n'a pas d'équivalent dans l'histoire.

Cette désillusion ne peut devenir enthousiasme, néanmoins, quand nous contemplons ce qui se passe dans les pays développés avec une économie de marché. Que la démocratie politique fonctionne là mieux, qu'il y ait plus de liberté et plus de contrôle du pouvoir, c'est évident. Mais est-ce qu'à côté de ces formes civilisées ne perdurent pas et n'augmentent pas dans la plupart de ces pays les inégalités économiques les plus criantes ? Est-ce que la prospérité et les bonnes mœurs politiques dont ils jouissent ne s'appuient pas sur une exploitation qui arrive parfois au saccage des pays pauvres ? Est-ce que d'aventure, chez eux, les privilèges de fortune — pas toujours bien acquis — n'établissent pas de terribles barrières entre une petite minorité et de vastes majorités ? Il est par ailleurs terrifiant de voir que la culture et le bien-être atteints par les nations d'Occident ne leur ont pas servi à abolir cette malédiction qui sépare, depuis l'aube de l'histoire humaine, le travail intellectuel et le travail manuel, cette division scandaleuse entre les hommes qui pensent et ceux qui ne sont plus que de simples bêtes de somme soumis à une routine qui les abrutit et les dégrade, même s'ils ont de hauts salaires, la télévision et une maison propre. Cette division n'est-elle pas le talon d'Achille de la civilisation occidentale ? Et enfin, comment ces pays qui, par ce qu'on appelle la société de consommation, rendent un culte frénétique au veau d'or en sacrifiant l'esprit — comme vient de le dénoncer ce poète biblique du XX^e^ siècle, Soljenitsyne — pourraient-ils être un modèle qui exalte l'imagination des pays qui commencent à peine leur histoire indépendante ?

Mais il ne fait aucun doute, pour ce qui est de l'injustice et de la violation des droits de l'homme, que le panorama est infiniment pire quand nous jetons un œil sur cette mosaïque de pays que l'on a coutume de regrouper sous l'étiquette de tiers-monde. Leur seul dénominateur commun, par ailleurs, semble être que dans presque tous — les exceptions sont vraiment fort rares — la barbarie campe à visage découvert, dans une ou plusieurs de ses manifestations. La barbarie de la dénutrition et de la faim, des indices de mortalité infantile qui donnent le vertige, le chômage et l'ignorance et la misère d'immenses masses humaines pour qui la vie n'est rien d'autre qu'une mort lente. Qui est coupable de cette ignominie multipliée en des millions et des millions d'êtres, et présente sur tous les continents, à l'exception de l'européen ? Les responsables sont nombreux et passent leur vie à s'accuser de cette responsabilité qu'ils partagent en réalité (en doses variables selon la région). Ce sont les pays riches — qui pourrait en douter ? — qui bénéficient du sous-développement en termes indignes d'échange commercial, et qui, en outre, avec une bonne conscience à l'épreuve des balles, refusent d'aider à élever le niveau de vie des pays pauvres ou ne le font qu'au compte-gouttes et en échange d'exigences politiques et militaires. Et

sont responsables aussi, autant ou plus, les castes privilégiées du pays dont le luxe et les excès sont d'ordinaire aussi grands que leur aveuglement devant la souffrance qui les entoure. Responsables aussi, assurément, ces armées d'opérette qui ne semblent exister que pour gagner la guerre sur leur propre peuple et qui ne se contentent pas d'assaillir systématiquement le pouvoir et de s'y maintenir par le putsch et la répression, mais qui pillent en outre leur pays comme si c'était un butin de guerre. Et responsables enfin — nous le sommes — les intellectuels que l'on pourra pertinemment qualifier de sous-développés qui, face à cette douleur et cette sauvagerie, n'ont d'autre recette que le prêche idéologique, ou pour mieux dire l'importation de ces mêmes idéologies dont, si l'on retirait la chassie de leurs yeux, ils verraient à quel fracassant échec elles ont conduit les pays qu'ils tiennent pour modèle.

L'emprise de l'injustice dans le tiers-monde ne peut s'expliquer — et par conséquent ne peut s'achever — en termes exclusivement idéologiques. Car nous voyons chaque jour que les idéologies d'aspects les plus opposés servent aux gouvernements à perpétrer des horreurs identiques. Au nom de l'anticommunisme le général Pinochet a commis des crimes semblables à ceux que les Khmers rouges commettent au Cambodge au nom du communisme. Au nom du socialisme et de l'islam, Kadhafi protège et finance des terroristes qui font sauter des avions et lancent des bombes contre des écoles, tandis que Idi Amin Dada, au nom de l'africanisation et de l'anticolonialisme, donne de périodiques bains de sang dans son pays, qu'il a transformé en camp de concentration. On frémit de voir comment les pays qui se libèrent de l'occupant, grâce parfois à des sacrifices et un courage extraordinaires, comme le Vietnam, sitôt obtenue la liberté, établissent tout aussitôt des régimes de terreur pour, prétendument, matérialiser certaines idées d'égalité et de justice, tout comme ces croisés de Godefroid de Bouillon qui, après tant de prouesses dans leur marche à l'Orient afin de libérer les Lieux saints, parachevèrent leur épopée en entrant dans Jérusalem et en passant au fil de l'épée au nom de Dieu tous les infidèles, c'est-à-dire tous ceux qui résidaient dans la ville, y compris les vieillards, les femmes et les enfants.

Dans ce domaine — celui de la brutalité — nous n'avons guère progressé et les perspectives sont peut-être maintenant plus sombres. C'est une autre contradiction de cette époque. D'un côté l'avancée fantastique de la science et de la technologie, capables déjà de greffer aux vivants le cœur des morts, d'engendrer des enfants en éprouvette et d'envoyer des hommes sur la Lune et de les en faire revenir. De l'autre, le même manque de scrupules et le même impudique recours à la violence pour satisfaire la cupidité et l'ambition de domination, le même règne de la force à l'intérieur de chaque société et parmi

les nations. Comme au début, au temps des cavernes et des bâtons. Mais en pire, d'une certaine façon, car grâce précisément aux progrès de la technologie et de la science, l'homme dispose aujourd'hui d'armes qu'il n'avait pas avant pour asservir et détruire les autres hommes.

Ces paroles peuvent paraître pessimistes et sans doute le sont-elles. Mais cela n'a pas de sens de demeurer optimiste à tout prix, si pour le justifier il faut dénaturer la réalité et la remplacer par l'illusion. Cette magie — abolir le réel et le recréer par l'imaginaire — me semble très respectable, et je la pratique ardemment, car c'est ce que font les romanciers — tous les artistes —, mais ce n'est pas une pratique recommandable pour celui qui veut savoir ce qui se passe autour de lui dans le champ politique et social et contribuer efficacement — immédiatement — à combattre, partout où il apparaît, quelque tentacule de l'hydre de l'iniquité. Et ce qui se passe autour de nous, en matière de droits de l'homme, ne porte simplement pas à l'optimisme.

Nous sommes assurément entourés de violence et d'injustice, nous sommes plongés dedans et la première chose qu'il convient de faire si nous voulons changer cet état de choses c'est de nous rendre compte de cette vérité. Et la seconde, nous montrer peut-être plus pratiques et, comme disent les Français, ne pas lâcher la proie pour l'ombre. En d'autres termes, juger des personnes, des institutions et des gouvernements non pour les idées qu'ils disent professer (ou professent en effet), mais seulement pour leurs actes. Car le divorce entre les idées et les faits est universel et flagrant. André Malraux l'a exprimé ainsi, avec sa belle rhétorique : « Curieuse époque que la nôtre, diront de nous les historiens du futur, où la gauche n'était pas à gauche, la droite n'était pas à droite, et le centre n'était pas au milieu. » C'est ce que nous devons admettre, lucidement : nous sommes plongés dans la confusion, la morale que pratiquent les différents régimes et partis les a mêlés et embrouillés à tel point que l'histoire contemporaine est une forêt où tous les concepts politiques préétablis, au lieu de nous orienter, nous égarent. S'il a été possible à quelque moment d'identifier le bien et le mal — ou, en termes moins métaphysiques, le progrès et la réaction — à travers les idéologies et les programmes que défendait chacun, au jour d'aujourd'hui ce n'est plus le cas parce que les idées — ou plutôt, les paroles qui les formulent —, surtout dans le domaine politique, servent bien plus à cacher la réalité qu'à la décrire. Les notions de justice, de démocratie, de droit, de liberté, de progrès, de réaction, de socialisme, de révolution, signifient tant de choses différentes selon la personne, le parti ou le pouvoir qui les utilisent qu'elles ne signifient plus rien ou presque. Aussi plutôt que d'écouter ce qu'on dit me paraît-il plus important d'observer ce qu'on fait et d'applaudir ou de huer non les bruits mais les actes.

Je dis exprès « bruits » au lieu de « paroles ». Parce que le grand naufrage des idées politiques — ou des idéaux et des utopies politiques — a entraîné une extraordinaire détérioration des mots. Dans bien des cas ils ont été si maltraités qu'ils ne sont à peine, comme dans le vers de Shakespeare, que bruit et fureur, sans aucune signification. Réinventer le langage politique, en le débarrassant des scories qui l'ont ankylosé, le faire descendre de cette nébuleuse abstraite où il s'est perdu et l'enraciner dans l'expérience concrète de la vie sociale est un autre travail urgent à faire. Parce qu'il se passe que le langage — qui, à ce qu'on nous a enseigné, permet aux hommes de s'entendre et de se rapprocher — semble maintenant servir à les séparer et à briser la communication, car il est utilisé principalement pour changer les mensonges en vérité et vice versa. Ce tour de passe-passe verbal est aussi respectable ; c'est le fondement de la littérature. Mais quand cette technique de la permutation est employée en dehors du roman, du drame ou de la poésie, dans le texte et le contexte politiques par exemple, il se passe quelque chose de très grave : la morale humaine se fragmente et la solidarité sociale se dilue. Le résultat est la mort du dialogue, le règne de la méfiance, la pulvérisation de la société en êtres isolés et soupçonneux, quand ils ne sont pas hostiles les uns envers les autres.

Cette perversion du langage chez les politiciens, dans les journaux et les grands médias, est quelque chose sur quoi nous les Péruviens avons beaucoup appris ces dernières années, car nous avons vécu assiégés par une rhétorique idéologiste qui, par la voix des généraux juchés sur le pouvoir et des civils juchés sur les généraux, nous parlait de libération nationale, d'émancipation du joug impérialiste, de la liquidation de l'oligarchie, de la rédemption de la paysannerie, de la véritable liberté, du socialisme participationniste, des réformes des structures, *etc.* En attendant, derrière et dessous cette symphonie, que se passait-il ? La société péruvienne s'appauvrissait économiquement, socialement et politiquement. Le pouvoir réprimait, emprisonnait, censurait et parfois — comme le savent les paysans de Puno — tuait. Et poussait le pays vers l'une des pires crises de son histoire, au point que le bilan que n'importe qui, de droite comme de gauche, peut tirer des dix années de régime militaire tient en quatre phrases crues : plus de faim, moins de travail, plus d'ignorance et moins de liberté.

L'heure est venue de revenir au concret, à un langage qui communique vraiment. Pour un écrivain, cela signifie un effort continu et tenace pour rendre aux mots la précision et l'authenticité qu'ils ont perdues en grande partie sous l'effet des généralisations, des lieux communs et des stéréotypes de l'idéologie, afin qu'ils expriment à nouveau la réalité vécue, cet espace où l'on inflige des injustices et où l'on en souffre, qui est différent de celui où les choses

s’imaginent ou se rêvent. Appeler à nouveau un chat un chat est indispensable entre autres choses pour que la liberté d’expression ait un sens. Et le faire sans craindre les pouvoirs, qui sont toujours l’origine de l’abus. Il faut avoir cela très clairement à l’esprit et, par conséquent, exercer sur eux — le pouvoir politique, économique et militaire, tout ce qui représente une force capable d’influer d’une façon ou d’une autre sur la vie d’autrui — une vigilance permanente. De ce point de vue, le pessimisme est fécond et prometteur. Il nous enseigne que tout pouvoir, s’il n’est pas freiné, critiqué et contrebalancé, si on le laisse croître sans mesure, devient fatalement un ennemi de l’homme. Cette vigilance, pour être réellement efficace, doit être morale plutôt qu’idéologique. Se fonder sur des sentiments élémentaires et même égoïstes plus que sur des corps d’idées cristallisés. Pour combattre l’injustice, le plus important est d’avoir compris et senti que si quelqu’un est torturé, assassiné, discriminé, exploité, nous sommes tous en danger.

La lutte contre les abus — la défense de l’humain — est, fondamentalement, une lutte personnelle. Elle peut évidemment se faire, et peut-être plus efficacement que de façon solitaire, du sein de quelque institution (parti, Église, comité), mais pour qu’elle soit authentique elle doit puiser son énergie et sa conviction dans la conscience de l’individu. Celle-ci se trompe très souvent, bien entendu, mais justement ces erreurs, isolées, sont moins nocives, plus faciles à corriger que celles des organisations qui, rarement, font attention à la nuance et acceptent le doute et chez qui, outre les simplifications excessives, prévaut souvent tôt ou tard cette abjecte raison d’État pour laquelle la malhonnêteté est préférable au discrédit. C’est très grave que la conscience de l’individu abdique devant une prétendue conscience supérieure collective — celle d’un parti, d’un régime ou d’un pays — qui s’arroge la faculté de la représenter, car alors c’est le chemin ouvert au piétinement des droits de l’homme et à l’empire de l’arbitraire.

S’élever contre l’idéologie pourrait paraître naïf. L’homme peut-il vivre sans idées, la vie sociale peut-elle s’organiser, progresser, sans un schéma intellectuel qui propose une interprétation de l’existence, explique le passé, fixe un modèle idéal et trace un chemin pour l’atteindre ? Certes pas, et il serait insensé de proposer, pour soigner la douleur humaine, un pragmatisme systématique, un spontanéisme irrationnel. Il s’agit de quelque chose de moins apocalyptique et, en fin de compte, de plus simple. D’admettre que jamais avant ni maintenant aucune idéologie n’a pu emprisonner dans ses rets, intégralement, la complexe réalité humaine, et que toutes, les unes criminellement, les autres innocemment, ont été incapables — ou disons insuffisantes — de mettre fin à la souffrance sociale. Il ne s’agit pas de mettre toutes les idéologies dans le même panier. Certaines, comme le libéralisme économique, ont impulsé la liberté et d’autres,

comme le fascisme, le nazisme et le marxisme stalinien l'ont fait reculer. Mais aucune n'a pu vraiment montrer comment éradiquer durablement l'injustice, qui accompagne l'être humain comme son ombre depuis l'aube de l'histoire.

On peut déduire de cela la nécessité de revoir en permanence les idéologies et, par une critique continue, de les perfectionner — ce qui signifiera toujours les assouplir, les adapter à la réalité humaine au lieu de tâcher d'adapter celle-ci à elles, car c'est alors que commencent les crimes. Mais peut-être sera-t-il plus important de dégager cette autre conviction, à savoir que la lutte contre l'injustice — la dictature, la faim, l'ignorance et la discrimination — a pour objet non pas de gagner une guerre mais seulement des batailles. Car cette guerre a commencé avec l'homme et celui-ci est maintenant assez vieux pour savoir qu'elle ne finira qu'avec sa propre fin. Chaque fois qu'on aura réussi à combler une source d'abus, à réparer un outrage, il est indispensable de savoir que, à gauche ou à droite, des mains de la personne ou de l'institution les plus honorables surgiront de nouvelles violations de ces droits qu'hier elles-mêmes réclamaient et défendaient, ce qui exigera une nouvelle mobilisation. Savoir qu'il n'y a pas de victoire définitive contre l'injustice, qu'elle guette partout la moindre négligence pour conquérir une tête de pont et de là envahir toute la société, et que, par conséquent, aller au-devant d'elle avec les armes à notre portée est, ou devrait être, la tâche de chacun et de chaque jour et qui n'en finira jamais, c'est peut-être avoir une piètre idée de l'homme. Mais mieux vaut le tenir en haute estime plutôt que de découvrir trop tard que cet être souriant et ponctuel, si inoffensif quand il était notre voisin et que nous lui confiions le pouvoir, est devenu soudain un loup.

Parce que c'est cette histoire que raconte à ceux qui parcourent ses salles dans la pénombre, lourdes de pas, le Mémorial de Yad Vashem. Celle des bons citoyens, cultivés et pacifiques, d'un vieux pays, qui un jour se sont transformés en loups féroces et se sont mis à déchirer à belles dents, ou à laisser d'autres le faire, à la surprise stupide — pour ne pas dire la complicité — du monde entier, ceux qui ne pouvaient pas se défendre. Et c'est la terrible accusation de Yad Vashem, qui n'est pas dirigée contre un, mais contre tous les pays. Avoir ignoré qu'aucune société — à commencer par la sienne propre — n'est libre de perpétrer ou de supporter une horreur pareille à l'holocauste juif. Avoir oublié que nous sommes tous plongés dans cette guerre sans victoire finale, dont les combattants incarnent des rôles qui changent vite, et où, à la moindre négligence, on est terrassé. Parce que, curieusement, cette guerre qui ne peut être gagnée, peut en revanche être perdue. La grandeur tragique du destin humain est peut-être dans cette situation paradoxale qui ne laisse à l'homme d'autre échappatoire que la lutte contre l'injustice, non pour en finir avec elle, mais pour

qu’elle n’en finisse pas avec lui.

Il y a à Yad Vashem une photo que, j’en suis sûr, tout le monde a vu reproduite parfois, dans des films, des revues ou des livres, car elle a fait le tour du monde. Elle a été prise après l’anéantissement du ghetto de Varsovie. C’est celle d’un enfant juif, de quelques années, portant une casquette qui lui est trop grande et un manteau qui semble vieux, les mains en l’air. Il est mis en joue, avec un fusil à canon scié, par un soldat allemand casqué et botté, qui regarde dans la direction du photographe avec ce regard blanc qu’on appelle martial. Le soldat ne semble ni orgueilleux ni honteux de son trophée, et il y a sur son visage une tranquille indifférence face à la scène qu’il joue. Dans l’expression de l’enfant, en revanche — dans la tristesse de ses yeux, sur son visage froncé, creusé par la peur, dans ce corps ramassé — il y a une lucidité vertigineuse sur ce que cet instant représente. J’ignore qui a pris cette photo, mais sans aucun doute le photographe, quel qu’il soit, a éternisé une scène de notre temps qui reflète de façon admirable une constante de l’histoire humaine, quelque chose qui, sous des régimes, des philosophies et des cieux différents, se répète de façon obsédante au long du temps, comme un démenti aux illusions de progrès et comme un lest mortel aux avancées qui, dans des ordres distincts de l’éthique, ont été obtenues ; la violence des forts contre les faibles, du riche contre le pauvre, de l’homme en arme contre le désarmé, de celui qui jouit du pouvoir contre celui qui le subit.

C’est sur la mémoire de cette image qui frappe la conscience et l’esprit que je veux clore ces mots. Bien que la réception d’un prix soit une occasion de fête, il n’est pas mauvais — surtout s’il s’agit d’une fête consacrée aux droits de l’homme — d’y introduire aussi, bien que clandestine[2], cette image trouble-fête pour nous rappeler que, dans ce domaine, il y aura toujours plus de motifs de peine que de joie, parce qu’il n’y aura là rien de gagné et que tout restera toujours à faire.

Lima, septembre 1978

---

1. Texte lu dans la Grande Synagogue de Lima le 10 octobre 1978, à l’occasion de la remise du prix des Droits de l’Homme décerné par le Congrès juif latino-américain en 1977. *(N.d.E.)* 2. « *Aunque sea de pavo* », dit l’auteur, au lieu de l’expression espagnole « *aunque sea de paso* », en insistant sur sa spécificité péruvienne, le mot *pavo*, traduit ici par « clandestine ». *(N.d.T.)*

Liberté pour les libres ?

Voilà quelque temps j’ai lu une interview de Günter Grass dans laquelle le romancier allemand, qui se trouvait en visite au Nicaragua, disait que les pays latino-américains ne résoudraient pas leurs problèmes tant qu’ils ne suivraient pas « l’exemple de Cuba ». C’est là une recette pour nos pays que proposent maints romanciers, européens et latino-américains, mais j'ai été surpris de la trouver dans la bouche de l’auteur du *Tambour* (si tant est que cette déclaration soit avérée).

Günter Grass est l’un des romanciers contemporains les plus originaux et celui dont j’emporterais les livres dans une île déserte si je ne devais choisir qu’un auteur, parmi les écrivains européens actuels. Mon admiration pour lui n’est pas seulement littéraire, mais aussi politique. La façon dont il s’est comporté dans son pays, en défendant le socialisme démocratique de Willy Brandt et de Helmut Schmidt, en faisant campagne dans les rues sur ce programme pendant les joutes électorales et en repoussant énergiquement toute forme d’autoritarisme et de totalitarisme, m’a toujours semblé un modèle de sagesse et un contrepoids salutaire — réformiste, viable, constructif — aux positions apocalyptiques de tant d’intellectuels modernes qui, par aveuglement, opportunisme ou naïveté, en viennent à approuver les dictatures et à justifier le crime comme recours politique. Je me rappelle, voilà quelques années, un échange polémique en Allemagne fédérale entre Günter Grass et Heinrich Böll, provoqué par l’envoi par ce dernier d’un bouquet de fleurs à une révolutionnaire aguerrie qui avait publiquement giflé le chancelier allemand. Günter Grass expliqua qu’à la différence de Böll — homme chrétien et bon qu’on ne prendrait jamais, en lisant ses histoires exsangues, pour un adepte de la violence — il ne croyait pas que les gifles fussent la méthode la plus adéquate pour résoudre les différences politiques et que les Allemands avaient été échaudés par leur histoire récente sur le danger d’accepter la force comme argument idéologique. Cette position, purement démocratique et progressiste, me semble-t-il, donne plus de poids moral à la condamnation des dictatures et crimes de Pinochet, de l’Argentine et de l’Uruguay par un Günter Grass qu’à celle de ces écrivains qui croient que la brutalité est mauvaise en politique seulement quand ce sont les adversaires qui l’emploient.

Comment concilier cela avec la « solution cubaine » recommandée par Günter Grass pour les pays de notre continent ? Il y a là un dédoublement intéressant de

la personnalité, une schizophrénie instructive. Il se dégage de ce qui précède que ce qui convient et est bon pour la République fédérale allemande n'est pas bon ni ne convient pour l'Amérique latine, et vice versa. Pour ce pays — c'est-à-dire pour l'Europe occidentale et le monde développé — l'idéal est un système démocratique et réformiste, aux élections et institutions représentatives, avec liberté d'expression, partis politiques et syndicats, une société ouverte, respectueuse de la souveraineté individuelle, sans dirigisme culturel ni censure. Pour l'Amérique latine, en revanche, l'idéal est la révolution, une prise violente de pouvoir, l'établissement du parti unique, la collectivisation forcée, la bureaucratisation de la culture, les camps de concentration pour dissidents et l'inféodation à l'URSS.

Qu'est-ce qui peut conduire un intellectuel comme Günter Grass à semblable discrimination ? Probablement la rencontre, face à face, avec la misère latino-américaine, le spectacle (assez inconcevable pour un Européen occidental) des injustes inégalités qui enlaidissent nos sociétés, de l'égoïsme et de l'insensibilité de nos classes privilégiées, l'exaspération ressentie devant la mort lente des foules de pauvres de nos pays et la sauvagerie arborée par nos dictatures militaires.

Mais on attend d'un intellectuel un effort de lucidité même dans les moments de grand trouble de l'âme. Une dictature marxiste-léniniste n'est pas une garantie contre la faim et peut, en revanche, ajouter à l'horreur du sous-développement celle du génocide, comme l'a prouvé lumineusement le régime des Khmers rouges au Cambodge, ou représenter une oppression si asphyxiante que des centaines de milliers, voire des millions d'hommes sont disposés à laisser tout ce qu'ils ont et à s'élancer sur la mer au mépris des requins pour y échapper, comme on l'a vu au Vietnam et à Cuba même (pendant les événements du Mariel[1]). Un intellectuel qui croit que la liberté est nécessaire et possible pour son pays ne peut pas décider qu'elle est superflue ou secondaire pour les autres pays, à moins d'être arrivé à l'intime et désolante conviction que la faim, l'inculture et l'exploitation rendent les hommes inaptes à la liberté.

Nous touchons là à la racine du problème. Quand un intellectuel nord-américain ou européen — ou un organe de presse, ou une institution libérale quelconque — défend pour nos pays des options et des méthodes politiques qu'il n'admettrait jamais dans sa propre société, il manifeste un scepticisme essentiel sur la capacité des pays latino-américains à exalter les systèmes de coexistence et de liberté qui ont fait des pays occidentaux ce qu'ils sont. Il s'agit, dans la plupart des cas, d'un préjugé inconscient, d'un sentiment informulé, d'une sorte de racisme viscéral que ces gens — en général, libéraux et démocrates aux références irréprochables — repousseraient avec indignation s'ils en avaient

clairement conscience. Mais dans la pratique, dans ce qu'ils disent, font ou ne font pas, et surtout dans ce qu'ils écrivent sur l'Amérique latine, ce doute essentiel sur l'aptitude de nos pays à être démocratiques pointe à tout moment et explique leurs incongruités et leurs inconséquences quand ils parlent de nous ou interprètent notre histoire et notre problématique. Ou quand, comme Günter Grass, ils proposent pour résoudre nos problèmes le type même de régime qui leur semble intolérable pour l'Allemagne fédérale. (Il est impossible de ne pas associer à cela l'impression que m'a produite la découverte, dans l'Espagne de la fin des années cinquante, que le régime de Franco, qui appliquait une censure « morale » sourcilleuse envers tout type de publications, même scientifiques, permettait cependant aux maisons d'édition espagnoles d'éditer des livres pornographiques, à condition qu'elles les exportent vers l'Amérique latine. La mission des censeurs était donc de sauver les âmes autochtones ; les âmes hispano-américaines pouvaient bien aller en enfer.) Cela permettra peut-être de mieux comprendre des phénomènes tels que celui de l'information offensive, dénigrante et mensongère appliquée souvent, de la part des organes de communication occidentaux, aux régimes démocratiques latino-américains que l'on présente avec la même noirceur, ou pire encore, que les dictatures elles-mêmes. J'ai déjà rapporté le cas du *Times* à Londres et de son « spécialiste » latino-américain, M. Colin Harding, pourfendeur zélé de la démocratie péruvienne. Il ne s'agit malheureusement pas de quelque chose d'exceptionnel. Les organes d'information les plus prestigieux des pays occidentaux, des journaux comme *Le Monde*, en France, ou *The New York Times*, ou *El País* en Espagne, remparts du système démocratique, non suspects de complicité avec ceux qui, dans leurs pays respectifs, soutiennent des thèses totalitaires, tombent pourtant souvent, dans leur politique d'information sur l'Amérique latine, dans une discrimination semblable, et pour les mêmes raisons, à celle du romancier Günter Grass. À en juger d'après ce qu'ils écrivent, on dirait que dans les pays latino-américains seul le pire peut être sûr. C'est une politique qui ne concerne pas seulement les pays qui souffrent de dictature, ce qui aurait une certaine justification, mais affecte aussi les pays qui en sont sortis et tâchent de consolider la démocratie dont il importe seulement de montrer l'erreur et l'horreur (quand bien même elles seraient fictives).

Les violations des droits de l'homme, qui lamentablement se produisent dans ces démocraties quand elles doivent faire face à des actions de guérilla ou au terrorisme, sont toujours montées en épingle, tandis qu'il est difficile de trouver, dans les pages de ces mêmes journaux, une information équivalente sur les violations des droits de l'homme de ceux qui assassinent au nom de la révolution et qui proclament que les pistolets et les bombes — et non pas les urnes — sont

le critère de la vérité politique. Les pires mensonges et calomnies qui, à l'abri de la liberté de la presse, sont propagés contre les gouvernements démocratiques par leurs adversaires de l'intérieur, trouvent un écho favorable, une ouïe attentive, sans la moindre vérification responsable, tandis que tout démenti, ou version officielle, est présenté comme quelque chose de suspect, l'alibi du coupable ou la propagande du pouvoir.

Avec ses attentats, ses explosions de transformateurs électriques et ses assassinats, le Sentier lumineux et sa poignée d'adeptes — quelques centaines ou, peut-être, milliers de personnes — ont réussi, dans la presse du monde occidental, à jouir d'une publicité infiniment plus grande que, disons, tous les habitants de la République dominicaine qui, depuis quelques lustres, donnent un admirable exemple, en Amérique latine, d'alternance démocratique au gouvernement, de débat civilisé, de progrès dans la lutte contre le sous-développement. Qu'un pays qui a pâti de la plus épouvantable dictature, ait été capable, en un laps de temps relativement court, de stabiliser un régime démocratique, ne suscite pas le moindre intérêt parmi les grands organes de presse occidentaux où, en revanche, le moindre faux pas commis par un gouvernement démocratique dans sa lutte contre le terrorisme est toujours largement commenté.

Pourquoi en va-t-il ainsi ? Parce que ces faux pas confirment une image préétablie et que le phénomène dominicain, en revanche, contredit ce stéréotype, profondément enraciné dans le subconscient de l'Occident, qui nous voit comme des barbares, organiquement inaptes à la liberté et condamnés à choisir, pour cela, entre le modèle Pinochet ou le modèle Fidel Castro. Il n'est nul besoin d'être devin pour savoir que si, pour son malheur et celui de toute l'Amérique latine, la République dominicaine était victime aussi, comme le régime péruvien, d'une insurrection armée et du terrorisme, les Colin Harding des grands quotidiens occidentaux s'empresseraient de montrer, même au prix de quelques distorsions, que cette démocratie n'était en fait qu'une imposture, une apparence fallacieuse derrière laquelle s'affrontaient, comme dans les dictatures, un pouvoir autoritaire et corrompu et la révolte des opprimés.

Est-ce que j'exagère le phénomène pour le rendre plus visible ? Peut-être. Mais je défie n'importe quel chercheur de relire les informations sur les pays latino-américains dans les grands organes démocratiques de presse que j'ai mentionnés. Le bilan montrera, sans le moindre doute, que les informations tendent constamment à corroborer ce scepticisme et à accumuler des arguments qui, au lieu de la corriger, reprennent l'image lamentable de l'Amérique latine que ce scepticisme a engendrée.

Il importe de tenir compte de cette réalité parce qu'il s'agit d'un des

paradoxes les plus extraordinaires de notre temps. Nous, les Latino-Américains, qui croyons que la solution à nos problèmes consiste à briser le cercle sinistre des dictatures — qu'elles soient de gauche ou de droite —, nous devons savoir que parmi les obstacles que nous devrons affronter pour installer et défendre la démocratie figure, en même temps que les complots des castes réactionnaires et les insurrections révolutionnaires, l'incompréhension, pour ne pas dire le mépris, de ceux que nous tenons pour nos modèles et que nous croyons être nos alliés. Cela ne signifie pas, bien sûr, que nous devions perdre espoir. Mais, assurément, que nous devons renoncer à certaines illusions. La bataille pour la liberté, l'Amérique latine devra la livrer et la gagner toute seule, contre les pays totalitaires qui voudraient l'annexer à leur camp et, pour surprenant que cela paraisse, contre certains organes d'information et de nombreux intellectuels et démocrates du monde libre.

Lima, août 1983

---

1. C'est du port cubain de Mariel que s'embarquèrent, pour gagner la Floride, les 125 000 Cubains expulsés par le régime castriste entre avril et octobre 1980. *(N.d.T.)*

Entre homonymes

I

Bien qu'avec un certain retard, je voudrais ici commenter, maintenant que j'ai un peu de temps, l'article de mon ami Mario Benedetti qui m'accuse de frivolité politique et me reproche de recourir (« sous couvert peut-être des dispenses de la renommée ») au coup bas et au jeu illicite dans le débat idéologique, qui est paru dans *El País* (9 avril 1984) et qui a été ensuite reproduit un peu partout dans le monde (des Pays-Bas au Brésil).

Bien que je n'aie vu Benedetti depuis une poignée d'années et que nos idées politiques se soient distancées, mon affection pour le bon compagnon avec qui j'ai partagé des veillées politiques et littéraires dans les années soixante et soixante-dix n'a pas varié, et encore moins mon admiration pour sa bonne poésie et ses excellents récits. Je suis, même, lecteur assidu de ses articles, que, sans être toujours d'accord avec eux, je tiens pour un modèle de journalisme bien écrit. Je suis peiné, pour cela, qu'il m'ait cru capable de l'insulter dans cette interview parue en Italie, dans la rue *Panorama*, et que Valerio Riva a intitulée, pompeusement, « Corrompus et contents ». Une des choses qui m'apparaissent clairement c'est que la seule façon pour la controverse intellectuelle d'être possible, c'est d'en exclure les insultes et je défie quiconque d'en trouver, même avec une loupe, dans un texte signé de moi. Des interviews je suis moins sûr. Benedetti sait aussi bien que moi les altérations subtiles ou brutales dont on est victime lorsqu'on les accorde, surtout si elles touchent au thème politique, toujours incandescent dès lors qu'il s'agit d'Amérique latine.

L'interview de *Panorama* est fidèle, en essence, à ce que j'ai dit, mais pas dans l'emphase soulignant certaines phrases. Quelques sujets abordés là, c'est vrai, exigeaient un développement et des nuances plus soignés pour ne pas apparaître comme de purs oukases. Comme ils sont d'une actualité brûlante, cela vaut la peine de les reprendre dans cette polémique — cordiale — avec mon homonyme.

Le premier concerne l'intellectuel comme facteur du sous-développement politique de nos pays. Je souligne politique parce que c'est le nœud de la question. Il y a un paradoxe extraordinaire à voir la même personne qui, dans la poésie ou le roman, a démontré audace et liberté, une aptitude pour rompre avec la tradition et les conventions, et renouveler de fond en comble les formes, les

mythes et le langage, être capable d'un conformisme déconcertant dans le domaine idéologique où, avec prudence, timidité ou docilité, elle n'hésite pas à adopter et à soutenir avec tout son prestige les dogmes les plus douteux, voire purement et simplement les consignes de la propagande.

Examinons le cas des deux grands créateurs que Benedetti mentionne — Neruda et Carpentier — en me demandant sarcastiquement s'ils sont plus coupables de nos misères « que la United Fruit ou la Anaconda Cooper Mining ». Je tiens la poésie de Neruda pour la plus riche et libératrice qu'on ait écrit en espagnol dans ce siècle, une poésie aussi vaste que la peinture de Picasso, un firmament où il y a mystère, merveille, simplicité et complexité extrêmes, réalisme et surréalisme, lyrique et épique, intuition et raison, ainsi qu'une sagesse artisanale aussi grande que sa capacité d'invention. Comment la même personne qui a révolutionné de la sorte la poésie de la langue a-t-elle pu devenir le militant discipliné qui a écrit des poèmes à la gloire de Staline et chez qui tous les crimes du stalinisme — les purges, les camps, les procès fabriqués, les tueries, la sclérose du marxisme — n'ont produit le moindre trouble éthique, aucun des conflits et dilemmes où plongèrent tant d'artistes ? Toute la dimension politique de l'œuvre de Neruda se ressent de la même schématisation conformiste de son militantisme. Il n'y a pas eu en lui de duplicité morale : sa vision du monde, en tant qu'homme politique et écrivain (quand il écrivait sur la politique) était manichéenne et dogmatique. Grâce à Neruda nous sommes d'innombrables Latino-Américains à avoir découvert la poésie ; grâce à lui — son influence fut gigantesque — d'innombrables jeunes ont pu croire que la façon la plus digne de combattre les iniquités de l'impérialisme et de la réaction était de leur opposer l'orthodoxie staliniste.

Le cas de Carpentier n'est pas le même que celui de Neruda. Ses élégantes fictions renferment une conception profondément sceptique et pessimiste de l'histoire, ce sont de belles paraboles, d'une érudition raffinée, avec un langage précieux, sur la futilité des entreprises humaines. Quand, dans les dernières années, cet esthète a tenté d'écrire des romans optimistes, mieux accordés à sa position politique, il a dû violenter quelque centre vital de sa force créatrice, blesser sa vision inconsciente, parce que son œuvre s'est appauvrie artistiquement. Mais quelle leçon de morale politique ce grand écrivain a-t-il donnée à ses lecteurs latino-américains ? Celle d'un révolutionnaire respectueux de la révolution qui, dans son poste diplomatique à Paris, a entièrement abdiqué sa faculté, ne disons pas de critiquer, mais de penser politiquement. Car tout ce qu'il a dit, fait ou écrit dans ce domaine, depuis 1959, n'avait rien à voir avec une opinion — qui consiste à s'exposer, inventer, risquer de réussir ou de se tromper —, mais n'était que la répétition béate des consignes du gouvernement

qu’il servait.

On me reprochera sûrement d’être mesquin et obtus : est-ce que l’apport littéraire d’un Neruda ou d’un Carpentier ne suffit pas à nous faire oublier leur attitude politique ? Allons-nous redevenir des inquisiteurs exigeant des écrivains qu’ils soient rigoureux, honnêtes et audacieux non seulement dans leur activité créatrice, mais aussi en morale et en politique ? Je crois que sur ce point Mario Benedetti et moi serons d’accord.

En Amérique latine un écrivain n’est pas seulement un écrivain. En raison de la nature de nos problèmes, d’une tradition très enracinée, de l’existence de tribunes pour nous faire entendre, c’est aussi quelqu’un de qui l’on attend une contribution active à la solution des problèmes. Il peut se montrer naïf ou être dans l’erreur. Il serait plus commode pour nous, assurément, qu’en Amérique latine on puisse voir dans l’écrivain quelqu’un dont la fonction exclusive est de divertir ou de charmer avec ses livres. Mais Benedetti et moi savons qu’il n’en est rien ; que l’on attend aussi de nous — mieux, qu’on exige de nous — que nous nous prononcions continuellement sur ce qui se passe, et que nous aidions les autres à prendre position. Bien entendu, un écrivain peut s’y soustraire et, malgré cela, écrire des chefs-d’œuvre. Mais ceux qui ne s’y refusent pas ont l’obligation, dans ce champ politique où ce qu’ils disent et écrivent répond à ce que pensent et font les autres, d’être aussi honnêtes, rigoureux et scrupuleux que dans l’exercice de leur imagination.

Ni Neruda ni Carpentier ne me semblent avoir rempli cette fonction civique comme ils l’ont fait de l’artistique. Mon reproche à leur endroit, et à ceux qui, comme eux, croient que la responsabilité d’un intellectuel de gauche consiste à se mettre au service inconditionnellement d’un parti ou d’un régime de cette étiquette, n’est pas qu’ils soient communistes. C’est qu’ils le soient de façon indigne pour un écrivain : sans réélaborer, pour leur propre compte, en les comparant aux faits, les idées, anathèmes ou consignes qu’ils promeuvent ; qu’ils le soient sans imagination ni esprit critique, en abdiquant le premier devoir de l’intellectuel : être libre. Beaucoup d’intellectuels latino-américains ont renoncé aux idées et à l’originalité risquée et pour cela, parmi nous, le débat politique est souvent si pauvre : invective et cliché. Qu’il y ait, sans doute, parmi les écrivains latino-américains, une majorité partageant cette attitude, semble conforter Mario Benedetti et lui donner l’impression de triompher. Moi, cela m’angoisse, car cela veut dire que, malgré la très riche floraison artistique produite par notre continent, nous ne sortons pas encore de l’obscurantisme idéologique.

Il y a, par chance, quelques exceptions, à l’intérieur de la pauvreté intellectuelle qui caractérise notre littérature politique, comme les auteurs que

j’ai cités dans l’interview : Octavio Paz, Jorge Edwards, Ernesto Sábato. Ce ne sont pas les seuls, bien sûr. Ces dernières années, pour ne mentionner que le cas du Mexique, des écrivains comme Gabriel Zaid et Enrique Krauze ont produit de splendides essais d’actualité politique et économique. Mais pourquoi ces exceptions sont-elles si rares ? Je crois qu’il y a deux raisons. La première : les dégâts et les horreurs des dictatures militaires conduisent l’écrivain désireux de les combattre à choisir ce qui lui semble plus efficace et expéditif, à éviter toute espèce de nuance, d’ambiguïté ou de doute qui pourrait être assimilée à de la faiblesse, comme de « donner des armes à l’ennemi ». Et la seconde : la crainte d’être « diabolisé » s’il exerce la critique contre la gauche qui, tout comme elle a été incapable en Amérique latine de produire une pensée originale, a démontré une maîtrise incomparable dans l’art de la défiguration et de la calomnie de ses critiques (j’ai une valise pleine de coupures de presse pour le prouver).

Benedetti cite un bon nombre de poètes et d’écrivains assassinés, emprisonnés et torturés par les dictatures latino-américaines. (Il est significatif de ce que je tâche de dire qu’il oublie de mentionner un seul Cubain, comme si des écrivains n’étaient pas passés par les prisons de l’île et qu’il n’y avait pas des dizaines d’intellectuels de ce pays en exil. D’un autre côté, par négligence, il place Roque Dalton parmi les martyrs de l’impérialisme : en vérité, il le fut du sectarisme car ce sont ses propres camarades qui l’ont assassiné.) Ai-je jamais mis en doute le caractère sanguinaire et stupide de ces dictatures ? J’éprouve pour elles la même répugnance que Benedetti. Mais en tout cas, ces assassinats et ces violences montrent la cruauté et l’aveuglement de ceux qui les ont commis et non nécessairement la clairvoyance politique de leurs victimes. Que certaines d’entre elles aient été clairvoyantes, je le concède. Mais d’autres absolument pas. L’héroïsme ne résulte pas toujours de la lucidité, très souvent il est le fruit du fanatisme. Le problème n’est pas la brutalité de nos dictatures, sur quoi Benedetti et moi coïncidons, tout comme la nécessité d’en finir avec elles au plus vite. Le problème est de savoir par quoi les remplacer. Par des gouvernements démocratiques, comme je le voudrais ? Ou par d’autres dictatures, comme la cubaine, qu’il défend, lui ? Nous verrons cela la semaine prochaine. Comme dans les romans à épisodes que nous, les deux Mario, aimons tant : la suite au prochain numéro.

Londres, mai 1984

II

Défendre l’option démocratique pour l’Amérique latine ne signifie pas exclure toute réforme, même les plus radicales, pour la solution de nos problèmes, mais

demander que cela se fasse à travers des gouvernements issus d'élections et qui garantissent un État de droit où personne ne serait persécuté en raison de ses idées.

Cette option n'exclut évidemment pas qu'un parti marxiste-léniniste accède au pouvoir et, par exemple, étatise toute l'économie. Je ne le désire pas pour mon pays, parce que je crois que si l'État monopolise la production, tôt ou tard la liberté disparaîtra et rien ne prouve que cette formule — et son prix élevé — tire une société du sous-développement. Mais si c'est ce modèle pour lequel voteront les Péruviens, je lutterai pour que leur décision soit respectée et pour qu'à l'intérieur du nouveau régime, la liberté survive. (Il ne s'agit pas d'une hypothèse d'école : lors des dernières élections municipales, l'extrême gauche a remporté la mairie de Lima, ainsi que bien d'autres dans le reste du pays.) Mon opposition au régime cubain, comme au chilien, uruguayen ou paraguayen, ne tient pas à ce qu'il y a entre eux de différent — et c'est beaucoup —, mais à ce qu'il y a de commun : à savoir que les politiques pratiquées se décident et s'imposent de façon verticale, sans que les peuples qui les subissent ou en profitent puissent les approuver, les désapprouver ou les amender. Sur le caractère de ces politiques particulières j'ai toujours préféré me prononcer de façon non générale, mais spécifique (contre la peine de mort, contre toute intervention étrangère, en faveur d'une intervention modérée de l'État en économie, etc.), en faisant valoir que ces opinions ne sont pas exemptes parfois de doutes et qu'elles sont donc sujettes à révision. Tout ce que je crois c'est que ma position ferme voici quatorze ans a toujours eu pour objet la défense de règles de jeu qui permettent la coexistence de points de vue différents au sein de la société, le meilleur vaccin contre la répression, les censures et les guerres civiles qui ont jalonné notre histoire et nous ont plongés dans le sous-développement économique et la barbarie politique.

Que vient faire ici cette confession dans le dialogue qui m'oppose à Mario Benedetti ? C'est que pour un écrivain défendre cette thèse, en Amérique latine, est extrêmement difficile. Celui qui la défend se voit très vite pris aux rets de cette machinerie de dénigrement dont a parlé Valerio Riva et qui convient à merveille aux deux extrêmes de ce spectre idéologique, séparés en tout sauf dans la promotion de cette erreur : à savoir que l'alternative, pour les peuples latino-américains, n'est pas entre la démocratie et les dictatures (marxistes ou néo-fascistes), mais entre la réaction et la révolution, exemplairement incarnés par Pinochet et Fidel Castro.

La fausseté de cette alternative, les peuples latino-américains eux-mêmes, chaque fois qu'ils sont consultés, se chargent de le prouver. C'est ce qu'ont fait, voici peu, l'Argentine, le Venezuela et l'Équateur, en votant pour des

gouvernements qui, plus à droite ou plus à gauche, sont de nature assurément démocratique. Même dans des élections moins authentiques — parce qu'il y eut fraude ou parce que l'extrême gauche n'y participa pas —, comme celles de Panamá et du Salvador, le suffrage populaire, en faveur de la modération et de la tolérance, a été des plus clairs.

Cependant, un grand nombre d'intellectuels latino-américains refusent de voir cette évidence — la volonté populaire de coexistence et de consensus — et écartent l'option démocratique comme une pure farce. Ils contribuent de la sorte à ce que la démocratie le soit, c'est-à-dire fonctionne mal et souvent s'effondre. Leur abstention ou leur hostilité a empêché que cette option démocratique, qui est celle de nos peuples, se charge d'idées originales, de substance intellectuelle innovatrice, et s'adapte efficacement à nos réalités complexes. Nos intellectuels révolutionnaires ont été un obstacle considérable, en outre, pour que ce sujet soit au moins débattu, puisque, suivant la vieille tradition obscurantiste de l'excommunication, ils se sont bornés à nous précipiter, nous leurs collègues qui défendions cette option, dans l'enfer idéologique des réprouvés (« la réaction »).

Mario Benedetti dit cela de moi : « Il y a longtemps que nous nous sommes résignés à ce qu'il ne soit pas avec nous, dans nos tranchées, mais avec eux, dans celle d'en face… » Qui sont-ils eux ? Qui sont avec moi dans cette *tranchée d'en face* ? Benedetti est un exilé, une victime de la dictature militaire qui accable son pays, un ennemi des régimes les plus ignominieux, comme celui de Stroessner ou celui de Baby Doc. Si je suis parmi ses ennemis je suis donc une de ces bêtes nuisibles. Comment comprendre autrement ce que l'astucieuse phrase suggère ? Cet *eux* nous confond, moi et ces scories, dans cette tranchée qu'apparemment nous partageons. Il y a une guerre et deux ennemis affrontés. D'un côté la réaction, et de l'autre la révolution. Le reste est-il littérature ?

C'est ce que j'ai appelé le « mécanisme de diabolisation » et qui provoque chez lui cette hilarité. Son article n'est-il pas la preuve que cette diabolisation existe ? Il est vrai que mes livres sont publiés dans les pays communistes. Mais il est vrai aussi que, contrairement à lui qui peut consacrer ses articles à exprimer ce qu'il est et ce qu'il veut en politique, je dois, moi, consacrer beaucoup de temps, d'encre et de patience à éclairer ce que je suis et à rectifier les interprétations fausses et caricaturales que m'attribuent ceux qui en Amérique latine refusent de faire la distinction entre un système démocratique et une dictature de droite. Sans aller plus loin, voici quelques semaines j'ai dû expliquer à des lecteurs néerlandais égarés par l'article de mon homonyme que, contrairement à ce qu'il suggère, je suis un adversaire aussi féroce que lui des tyranneaux qui l'ont poussé à l'exil et que nos différences ne consistent pas en ce que je défende la réaction et lui le progrès, mais apparemment en ce que je

critique pareillement tous les régimes qui poussent à l'exil (emprisonnent ou tuent) leurs adversaires, alors que lui trouve que c'est moins grave si cela se fait au nom du socialisme. Est-ce qu'à mon tour je caricature sa position ? S'il en est ainsi, je retire ce que j'ai dit. Mais je dois à la vérité de dire que je ne me rappelle pas avoir jamais lu un seul mot de lui d'avertissement ou de protestation contre aucune violation des droits de l'homme commise dans un pays socialiste. Ou est-ce qu'on n'en commet pas ?

Lutter contre la « diabolisation » est long, ennuyeux et frustrant, et on ne doit pas s'étonner que maints intellectuels latino-américains préfèrent ne pas livrer cette bataille, en se taisant ou en se résignant à accepter le chantage. Si pour un écrivain aussi éclairé que Benedetti il n'est pas possible de faire la différence entre un partisan de la démocratie et un fasciste — qu'il amalgame dans sa rigide géométrie idéologique : eux et nous —, que peut-on attendre de ceux qui, partageant ses affinités politiques, n'ont pas sa culture, sa subtilité et sa syntaxe ?

Je sais bien ce qu'on peut attendre : les élucubrations journalistiques d'un Mirko Lauer, par exemple (pour citer ce qu'il y a de pire). Les invectives sont, naturellement, ce qui compte le moins. Ce qui compte le plus, en revanche, c'est l'impression de se trouver continuellement dans une position absurde, entraîné dans un débat appauvrissant, un pugilat intellectuel de cloaque. C'est ce qui se passe quand on essaie de parler du problème de la liberté d'expression et qu'on vous demande combien vous gagnez, pourquoi vous écrivez dans tel journal et pas dans l'autre et si vous savez qui a financé le congrès auquel vous participez. Ce sont tous là des indices, semble-t-il, qui montrent qu'on est « flatté et protégé par les droites ». Ceux qui utilisent ces arguments dans le débat savent fort bien que c'est faux, que ce sont des ragots qui le dégradent jusqu'à le rendre impossible. Pourquoi donc y recourir ? Pour éviter le débat, justement, parce que, dans cette tradition d'absolutisme idéologique qui nous a fait tant de mal, ils entendent la politique plutôt comme un acte de foi que comme une activité rationnelle. Aussi ne veulent-ils pas convaincre ou réfuter l'adversaire mais le disqualifier moralement, pour que tout ce qui sortira de sa bouche — de sa plume —, venant donc d'un réprouvé, soit réprouvable, indigne même d'être réfuté.

Malgré tout, pourtant, il faut briser le cercle vicieux et faire en sorte que le dialogue s'établisse et attire un nombre de plus en plus grand d'intellectuels. Ce n'est qu'ainsi que la politique deviendra entre nous, comme l'est déjà la littérature, confrontation d'idées, expérimentation, pluralité, innovation, imagination et création. Contrairement à ce qu'il pense de la mienne, je crois que la position défendue par Mario Benedetti doit avoir droit de cité parce que la pensée socialiste — marxiste-léniniste ou non — a beaucoup à apporter à

l’Amérique latine. Je lui demande seulement d’admettre qu’aucune position n’a la prérogative de l’infaillibilité et qu’en conséquence toutes doivent entrer, avec les positions adverses, dans un dialogue qui nous enrichira tous, en modifiant ou en renforçant nos thèses. Ce qui nous oppose ce ne sont pas tant les contenus que les formes à travers lesquelles ces contenus doivent se matérialiser. Discutons donc sur les formes politiques. Cela, pour beaucoup de mortels, semblera une perte de temps. Mais nous, les écrivains, savons que la forme détermine le contenu de la littérature. Les formes, dans l’ordre politique, sont les moyens. Discuter de façon civilisée sur les moyens c’est déjà une façon de les civiliser et de contribuer au progrès de nos terres. Parce que les moyens politiques requièrent en Amérique latine une réforme aussi profonde que l’économie et l’ordre social afin que nous sortions vraiment du sous-développement.

Londres, juin 1984

Les buts et les méthodes[1]

Si nous les Péruviens pouvons nous accorder sur quelque chose — nous qui sommes en désaccord sur tant de choses — c'est pour reconnaître que dans notre pays la violence a atteint des proportions inquiétantes.

Parmi les causes de ce phénomène il en est certaines, permanentes, dont l'éradication se fera non pas en une mais en plusieurs générations, et d'autres, transitoires, moins difficiles à résoudre. Parmi les premières on trouve les grandes inégalités économiques et sociales du Pérou. La violence est le langage de la non-communication, la façon de communiquer des membres d'une société où le dialogue a disparu ou n'a jamais existé. Ceux qui ne peuvent ou ne veulent s'entendre et sont obligés de vivre ensemble se font du tort et finissent par se détruire. La violence sociale manifeste le profond manque de communication qui caractérise une société.

Et malheureusement, la communication entre les Péruviens est entravée — souvent empêchée — par des barrières de différente nature. La distance entre ceux qui ont beaucoup, ceux qui ont peu et ceux qui n'ont rien est très grande. Immenses aussi sont les distances géographiques, culturelles et psychologiques qui séparent la province de la capitale, et les provinciaux entre eux, les gens du monde rural et ceux de la ville, les hispanophones et ceux qui parlent quechua, ainsi que les Péruviens de la côte, de la Sierra et de la Selva. Ces multiples hiatus — verticaux et transversaux — créent un système de communication lent, tortueux ou impossible et c'est l'une des origines de la violence que nous subissons. Parce que ces distances sont source de rancœur et de préjugés, de ressentiment et de discrimination, voire de haine, c'est-à-dire de sentiments qui engendrent des conduites irrationnelles. Le premier devoir de celui qui veut éradiquer la violence dans notre pays est de tout faire pour que les pauvres le soient moins, que le centralisme diminue ainsi que les inégalités entre paysans et citadins, et pour tendre des ponts entre les différentes cultures qui composent — ou devront composer un jour, quand nous serons un pays intégré — la civilisation péruvienne.

Mais ces inégalités ne sont pas le détonateur de la violence. La preuve en est que d'autres pays présentant les mêmes réalités n'en souffrent pas. Plus décisive pour l'expliquer est l'inexistence — ou du moins la réduction extrême — d'un consensus ou accord communautaire sur la légalité : les règles du jeu qui doivent régir la vie politique, le comportement social des individus et des institutions. Ce

consensus est dans notre société précaire et passager. On ne le trouve qu'en des occasions extraordinaires. Par exemple quand notre équipe de football ou de volley gagne un championnat international, quelques heures durant, tous les Péruviens nous vibrons d'une émotion partagée. L'un de ces moments extraordinaires de consensus nous l'avons éprouvé voici quatre ans, à la fin de la dictature, avec le retour de la démocratie. Un sentiment d'espoir a réuni la majorité des Péruviens dans une expectative commune. Nous paraissions d'accord sur la façon de coexister.

Cette unité entre nous est toujours éphémère. En voyant que la démocratie ne résolvait pas immédiatement les problèmes sociaux et économiques, et que certains de ces problèmes s'aggravaient même, nous avons vu renaître le scepticisme, le dédain pour ces règles du jeu qui fondent la vie démocratique. Quand le consensus disparaît, des individus, des groupes, des classes se renferment dans leur particularisme et se remettent à monologuer, sans entendre les autres ni s'adresser à eux. C'est alors que surgit le climat propice à la violence.

La démocratie est un système de coexistence de vérités contradictoires, opposées à ces systèmes de vérité unique, comme les fascistes, les communistes ou les fondamentalistes religieux (de certaines sociétés islamiques), qui se fortifie dans la mesure où se renforce l'acceptation d'une légalité valable pour tous et pour tout : faire face aux problèmes, aplanir les différences et réguler la marche des institutions.

Ce consensus n'existe pratiquement pas dans notre pays. Nous connaissons, depuis quatre ans, une authentique démocratie politique et des manifestations de vie démocratique — comme la liberté de la presse sans restriction —, mais notre société n'est pas profondément démocratique. La plupart des institutions ne le sont pas et, en tant qu'individus, nous ne nous comportons pas non plus tout le temps, mais seulement par moments et dans des circonstances déterminées, en parfaits démocrates. Nous ne sommes démocrates que lorsque la démocratie nous favorise. Nous cessons de l'être quand le système nous fait du tort, nous déçoit et nous semble incapable de régler les choses comme nous le voudrions. Alors nous ne respectons plus les règles du jeu.

Les exemples abondent. Ainsi la loi universitaire approuvée par le Congrès. Le système établit des mécanismes pour que toute loi soit modifiée ou dérogée. Mais ces mécanismes ont été mis de côté et ces étudiants et maîtres hostiles à la loi ont recouru à des formes illégales — violentes — pour exprimer leur désaccord. Un autre exemple est le mauvais usage de la grève, un droit typique de la démocratie et qui n'existe dans aucun autre système. L'usage de ce droit devient un abus — une violence — quand, comme cela s'est passé avec les

conducteurs de bus et les médecins, on y a recours en enfreignant les règles qui la régissent ou pour des buts étrangers à la corporation. Les syndicats ne sont pas les seuls à recourir volontiers à l'arbitraire pour atteindre leurs objectifs. Les chefs d'entreprise aussi, comme on l'a vu avec la disparition de l'émission *Documento.* Pourquoi la direction de Canal 9 a-t-elle supprimé cette émission ? Y avait-on menti, calomnié, manqué à la loi ? L'émission avait informé sur des affaires de corruption dans le monde de la construction, ce qui, semble-t-il, avait indisposé ses propriétaires. Ils choisirent alors d'agir de façon autoritaire — la censure —, sans comprendre qu'en agissant ainsi, non seulement ils portaient atteinte à des journalistes, mais aussi à ce système de liberté et de tolérance qui leur permet, à eux, entre autres choses, d'avoir une chaîne de télévision indépendante. Il n'y a pratiquement aucune entité qui, au Pérou, soit vaccinée contre le réflexe autoritaire de faire prévaloir ses intérêts particuliers sur les règles de jeu collectives.

Nos partis politiques sont-ils démocratiques ? Plus ou moins, mais même ceux qui ne le sont pas, sont quand même démocratiques à leurs heures. Ils utilisent la démocratie dans la mesure où elle peut leur ouvrir les portes du pouvoir et leur garantir sa jouissance. Quand la démocratie — les suffrages — les en éloigne et rogne leur pouvoir, ils n'hésitent pas à sauter par-dessus les règles pour remporter la mise en usant de tricheries.

Nos forces armées ont accepté l'avènement de la démocratie. Est-ce que cela signifie que leur adhésion au système est profonde et convaincue ? Une vieille tradition d'irrespect de la légalité — la prise violente du pouvoir — leur a inoculé, inévitablement, des habitudes et une psychologie que seul le temps — c'est-à-dire la pratique démocratique et le poids de l'opinion publique — peut changer radicalement. En attendant, le risque de coup d'État — sous prétexte de rétablir l'ordre ou de satisfaire une ambition — continuera à peser sur les épaules fragiles de la démocratie péruvienne.

Le pouvoir judiciaire est la pièce maîtresse du système, car il doit veiller à l'application de la loi et sanctionner ses violations. Rien ne sert mieux la démocratie qu'une administration de la justice droite et indépendante, qui assure à tout citoyen la sécurité à laquelle il aspire pour préserver ses droits quand ils sont menacés. Et en même temps rien ne peut mieux le faire déchanter de la légalité que de voir, dans le pouvoir judiciaire, l'inefficacité, la corruption et la partialité.

Augusto Elmore a écrit voici peu que la violence commence quand un chauffeur brûle un feu rouge. C'est tout à fait exact. Dès lors que l'on s'écarte des règles du jeu, la loi est naturellement violée, sans scrupules de conscience, parce que toute sanction morale du corps social a disparu contre celui qui est en

infraction. Alors, celui qui respecte les règles et les lois mérite qu'on se moque de lui, comme s'il s'agissait d'un imbécile dépourvu de débrouillardise et de réalisme. Nous qui défendons le système démocratique devons être conscients qu'il ne sera pas réalisé en bonne et due forme tant que nos institutions ne seront pas démocratiques et que la grande majorité des Péruviens ne prendra pas l'habitude de la tolérance et du respect de la loi et de notre prochain dans notre vie quotidienne. Il ne suffit pas pour consolider le système qu'il y ait liberté d'expression, parlementaires et maires élus, indépendance des pouvoirs et renouvellement périodique de l'exécutif. C'est, simplement, le cadre dans lequel nous devons livrer cette bataille difficile qui, en même temps qu'elle vient à bout de la pauvreté, ramène nos inégalités à des proportions humaines et intègre les Péruviens dans une civilisation solidaire, démocratise donc de l'intérieur chacune de nos institutions et chacun de nous.

Le régime qui s'est établi au Pérou, après ces douze années de dictature, n'a pu livrer cette bataille. Il en a été empêché par une série de facteurs perturbateurs et urgentissimes qui lui ont lié les mains dans des tâches de survie.

Le premier de ces facteurs est la crise économique qui a férocement frappé notre pays, en diminuant le niveau de vie de la population et en servant de combustible à l'agitation sociale. Nous avons importé chez nous une bonne part de cette crise comme conséquence de la récession de l'économie mondiale et de la chute verticale de nos produits sur les marchés internationaux. Une autre de ses causes est le joug passé au cou de la démocratie par la dictature : une dette de neuf milliards de dollars et d'obligations qui compromettaient, d'entrée de jeu, la moitié du produit de nos exportations. Si l'on ajoute à cela les catastrophes naturelles des deux dernières années et les erreurs du régime même, nous avons un cadre de tensions et de frustrations qui, avec l'aide d'une démagogie irresponsable et des efforts déstabilisateurs des ennemis de la démocratie, a placé notre société dans la situation dramatique où elle se trouve.

Un autre facteur de perturbation a été l'insurrection armée d'Ayacucho, la guerre proclamée — le jour même des élections péruviennes — par ces hommes du Sentier lumineux qui se croient maîtres d'une vérité absolue et en droit de l'imposer aux Péruviens, par les balles et la dynamite. La subversion sentiériste a été un coup de poignard dans le dos du régime de la légalité pour lequel l'immense majorité avait voté. Non seulement pour ce que ses attentats, sabotages et crimes ont coûté en vies humaines innocentes (presque toujours des vies humbles) et en destruction de biens privés et publics, mais aussi parce qu'elle a obligé le pays à distraire de précieuses ressources en tâches de pure protection et surveillance. Et parce qu'elle a fait en sorte que la démocratie naissante, dans sa lutte contre le terrorisme, a dû montrer son pire visage : la

répression. Ceux qui ont pris les armes contre le pouvoir légitime savaient que, dans cette lutte tortueuse et sale, ils allaient affronter des institutions insuffisamment préparées pour agir à l'intérieur des strictes règles de la légalité et qu'ils commettraient des injustices. C'est ce qu'ils cherchaient. Pourquoi ? Pour, en magnifiant ces lamentables violations des droits de l'homme, organiser des campagnes afin de discréditer le régime au Pérou et dans le reste du monde.

Tout cela a fait que la violence a fondu sur notre pays, de différentes façons, et que dans ce climat le système a perdu son appui et son dynamisme. Si nous voulons gagner la paix, nous devons rendre à nos compatriotes la conviction que ce système doit être défendu et perfectionné parce que c'est seulement à travers lui que nous pouvons faire reculer l'injustice sans perdre la liberté. Rien n'est plus urgent que de combattre le dialogue de sourds qui à nouveau nous menace et de le remplacer par le véritable dialogue. Quand les hommes parlent, ils cessent de s'entretuer.

Pour qu'il y ait dialogue il faut un dénominateur commun entre ceux qui dialoguent. En existe-t-il un qui puisse nous induire à lever les barrières et à franchir les distances qui nous tiennent enfermés dans nos soliloques stériles ? Oui, et on peut le résumer en cette formule : mettons-nous d'accord sur les méthodes et gardons nos différences sur les buts. Il est utopique de croire qu'une société entière puisse communier en un objectif final, s'accorder sur le modèle de société que l'on ambitionne. Cette unanimité d'opinions n'est pas non plus souhaitable. Elle s'obtient artificiellement, au moyen d'impositions autoritaires ou à travers le fanatisme. Il n'existe pas d'idéal unique valable. Le but idéal est changeant et composite, et on n'y arrive jamais, mais une communauté s'en approche toujours au moyen de transactions et de conjugaisons des projets dissemblables qui rivalisent en son sein.

Oui, il est possible, en revanche, de se mettre d'accord sur les méthodes — les règles du jeu — pour rivaliser sans nous déchirer dans le souci d'atteindre cet idéal que chaque groupe, parti ou secteur est en droit de défendre. Cela exigera de nous des concessions continuelles, de céder quelque chose pour obtenir le consensus qui assure la coexistence dans la diversité. Réussir cela c'est être libre, c'est vivre dans la liberté. La coexistence dans la diversité signifie un changement continu, une façon de progresser dans le domaine des réformes et de la justice qui, en même temps, nous réforme ; une façon d'exister qui tienne compte de la majorité sans sacrifier les minorités : un mode de vie qui ne satisfait complètement personne, mais qui ne frustre personne non plus. C'est cela la démocratie : avancer, progresser, prospérer, en tenant compte des intérêts et des ambitions de tous, avec des rectifications et des amendements qui évitent ou amortissent la violence, une concertation constante des opposés en gage de

paix sociale.

Quand les dix-huit millions de Péruviens nous serons mis d'accord au moins sur cela — à savoir que le dialogue est la seule façon de ne pas nous détruire — nous aurons fait un pas décisif pour barrer la route à cette violence qui nous guette de partout. Et nous aurons jeté les bases pour que cette démocratie politique que nous avons recouvrée en 1980 soit l'outil qui transforme notre pays en la société libre, juste, pacifique, créative et solidaire que notre histoire réclame et que mérite notre peuple.

Lima, avril 1984

---

1. Texte lu le 13 avril, à l'inauguration de la conférence du Rotary International. *(N.d.E.)*

Entre la liberté et la peur

Selon la perspective du regard qu'on lui porte, l'Amérique latine présente un panorama stimulant ou désolant. Du point de vue politique, c'est sans aucun doute le meilleur moment de toute son histoire républicaine. Le triomphe récent de l'opposition au général Pinochet, lors du plébiscite chilien, inaugure un processus de démocratisation de ce pays et c'est le jalon le plus récent d'une séquence qui a vu, dans les dernières décennies, disparaître l'une après l'autre les dictatures militaires, remplacées par des régimes civils nés d'élections plus ou moins libres. À l'exception de Cuba et du Paraguay et les semi-dictatures du Panamá, du Nicaragua et d'Haïti, on peut dire que tout le reste du continent a choisi résolument le système démocratique. Les pseudo-démocraties manipulées d'autrefois, comme le Mexique, se perfectionnent et admettent le pluralisme et la critique. D'un côté les armées et de l'autre les partis d'extrême gauche ou d'extrême droite se résignent, sous peine de se retrouver totalement orphelins, aux pratiques électorales et à la coexistence démocratique.

Ce processus de démocratisation politique du continent ne doit pas être jugé seulement en termes statistiques. C'est sa nature qui est la plus significative : un processus authentiquement populaire. Pour la première fois dans notre histoire républicaine, ce ne sont pas les élites ni la pression étrangère qui ont poussé à l'installation de régimes civils et démocratiques, mais essentiellement le peuple, les grandes masses de femmes et d'hommes humbles, las désormais de la démagogie et de la brutalité tant des dictatures militaires que des groupes et des partis révolutionnaires. Tout comme les dictatures de droite, les guérilleros et les terroristes de gauche — si populaires dans les années soixante — souffrent d'un manque de crédibilité et d'un authentique rejet civil. Ceux qui agissent encore — en faisant souvent beaucoup de mal —, comme cela se passe encore au Pérou, en Colombie et au Salvador, représentent des minorités violentes qui pourraient difficilement accéder au pouvoir au moyen de processus électoraux.

Tout cela est un clair signe de progrès et de modernisation et devrait justifier l'optimisme quant à l'avenir de l'Amérique latine. Cependant, quand nous détournons les yeux du champ politique pour nous tourner vers le domaine de l'économie, le paysage radieux s'assombrit et au lieu d'un horizon ensoleillé et prometteur nous apercevons de gros nuages noirs, les éclairs et les feux d'une tempête.

Presque sans exception, pour ce qui est de leur vie économique, les pays

latino-américains sont aujourd'hui enlisés ou en recul. Les uns, comme le Pérou, connaissent un état pire que voici un quart de siècle. La situation de crise se répète, sans presque varier, d'un pays à l'autre, avec la monotonie d'un disque rayé ou d'une image figée. La production et les salaires sont en chute, l'épargne disparaît et l'investissement languit, les capitaux s'évadent du pays et l'inflation renaît périodiquement après des tentatives traumatisantes de stabilisation qui, outre qu'elles échouent presque toujours, frappent durement les secteurs défavorisés et laissent toute la société démoralisée et abattue. À l'exception de l'économie chilienne et, d'une certaine façon, de la colombienne, qui semblent engagées dans un solide processus d'expansion appuyé sur des bases solides et de longue haleine, les autres économies de la région se débattent dans l'incertitude et affrontent des crises plus ou moins graves.

Comment expliquer cette angoissante situation ? À quoi doit-on qu'un pays comme l'Argentine qui, voici un demi-siècle, était une des nations les plus développées du monde, ait pu sombrer dans l'une des économies les plus chaotiques et les plus précaires du moment ? Et pourquoi le Brésil, ce géant qui tant de fois semblait près de décoller, finit toujours par trébucher et à revenir au point de départ ? Comment se fait-il que le Venezuela, un des pays les plus fortunés de la terre, ait été incapable, pendant toutes les décennies de prospérité pétrolière, d'assurer son avenir, et partage maintenant l'insécurité et le naufrage des pays latino-américains pauvres ? (Soyons clairs : je ne dis pas que *toutes* les nations du continent se trouvent dans le même état. Les unes bravent mieux que d'autres l'orage, comme la Colombie ou le Paraguay — quoique dans ces deux cas, les raisons ne soient pas très catholiques : juteux dollars du trafic de drogue pour la première et fruits de la contrebande pour la seconde —, tandis que d'autres, comme le Pérou, semblent sur le point d'être littéralement dévastées par la crise. Mais toutes nuances et variantes confondues, la réalité économique de l'Amérique latine est pitoyable : monde qui ne parvient pas à aller au bout de sa claire vocation démocratique par des politiques imaginatives et pragmatiques qui lui assurent la croissance économique et sociale et le fassent participer chaque jour davantage aux bénéfices de la modernité.) Une des attitudes latino-américaines les plus typiques pour expliquer nos maux a consisté à les attribuer à des machinations perverses ourdies de l'étranger par les abominables capitalistes habituels ou — à une époque plus récente — par les fonctionnaires du Fonds monétaire international ou ceux de la Banque mondiale. Quoique ce soit toujours la gauche qui insiste sur ce « transfert » freudien de la responsabilité des maux de l'Amérique latine, il est certain que cette attitude est fort étendue. Même des secteurs libéraux et conservateurs ont pu se convaincre que nos pays n'ont aucune — ou presque — part de responsabilité dans notre pauvreté et notre

retard, car nous ne sommes rien d'autre que les victimes de facteurs institutionnels ou de personnes étrangères qui décident de notre destin de façon absolue et face à notre totale impuissance.

Cette attitude est l'obstacle majeur affronté par les Latino-Américains pour briser le cercle vicieux du sous-développement économique. Si nos pays ne reconnaissent pas que la cause principale des crises dans lesquelles ils se débattent réside en eux-mêmes, dans leurs gouvernements, leurs mythes et leurs habitudes, dans leur culture économique et que, par voie de conséquence, la solution du problème doit venir principalement de nous, de notre lucidité et de notre décision, et non pas d'ailleurs, le mal ne sera jamais conjuré. Il s'aggravera plutôt, ce qui tôt ou tard finira par mettre en danger la démocratisation politique du continent.

Cela ne signifie pas méconnaître le rôle très important qu'ont joué dans la crise latino-américaine des facteurs étrangers à notre contrôle, comme les forts taux mondiaux d'intérêt provoqués par le déficit fiscal élevé des États-Unis, les bas prix internationaux pour nos produits d'exportation et les pratiques protectionnistes des pays développés qui nous ferment leurs marchés ou nous les ouvrent seulement au compte-gouttes. Bien entendu, tout cela a contribué à la situation actuelle. Comme aussi, et de façon encore plus décisive, la dette extérieure. Ce problème, tel qu'il se présente actuellement, constitue pour les gouvernements démocratiques d'Amérique latine un défi impossible : celui de payer et, en même temps, de remplir leurs obligations internes, au premier rang desquelles se trouve l'amélioration des conditions de vie des pauvres ou, du moins, leur stabilisation afin qu'elles n'empirent pas encore davantage. Les gouvernements qui ont décidé de payer aux termes exigés par leurs créditeurs ont été privés des ressources indispensables pour rendre les services les plus urgents et assurer l'investissement public. Cela a provoqué, dans tous les cas, une grande agitation sociale, des émissions effrénées, une inflation galopante, *etc.* Ce qui n'implique pas que ces pays qui ont décrété unilatéralement un moratoire ou, comme l'a fait le Pérou, ont réduit leurs paiements au minimum, aient tiré profit de semblables mesures. Le gouvernement péruvien, par exemple, a dilapidé ce qu'il a cessé de payer en un festin de consommation dont le pays se repent aujourd'hui amèrement. Cela n'excuse certes pas les banquiers qui, sous l'argument douteux que les pays ne feraient pas faillite, livrèrent aux États ces ressources avec une précipitation qu'ils ne se seraient jamais permise avec des clients privés.

Mais il est évident que pareille situation ne peut durer et que doit intervenir un accord intelligent et pragmatique entre les banques et les pays débiteurs. Tout arrangement du problème de la dette devrait commencer par considérer non pas

la valeur nominale de cette dette, mais la valeur réelle fixée par le marché. Les accords devraient avoir des caractéristiques différentes pour chaque nation, selon les possibilités réelles de leurs ressources et, surtout, de la volonté de réforme et de progrès de leur gouvernement. Et ces accords devraient toujours être guidés par un principe qui est tant éthique que politique : pour pouvoir satisfaire ses créditeurs, l'Amérique latine a besoin de croissance. Le développement économique est la première priorité politique et morale pour des pays où l'extrême misère, la pauvreté, le chômage, l'ignorance maintiennent encore plusieurs millions d'êtres humains dans des conditions qu'on peut à peine qualifier d'humaines. Exiger d'un gouvernement démocratique latino-américain qu'il sacrifie cet objectif à l'amortissement ou au paiement des intérêts de sa dette extérieure, c'est, purement et simplement, lui demander de se suicider et d'ouvrir la porte à la violence sociale, fleuve turbulent dont ne profitent que ceux qui verraient en Amérique latine un avenir de dictatures militaires ou marxistes (ou un mélange des deux).

Un pays latino-américain vraiment engagé dans le progrès ne peut pas rompre avec la communauté financière internationale, comme a tenté de le faire, dans un mouvement malheureux pour le Pérou, le président Alan García. Nous sommes aux portes du XXIe siècle, pas au Moyen Âge ni au XIXe siècle, siècle des utopies sociales et des nationalismes à outrance. Notre époque est celle de l'internationalisation de l'économie et de la culture, celle du marché mondial des idées, des techniques, des biens, des capitaux et de l'information. Un pays qui s'enferme, au lieu de s'ouvrir au monde, se condamne à la stagnation et à la barbarie. La question de la dette doit être négociée dans ce contexte d'indispensable coopération et de réalisme. Que chaque pays paye ce qu'il peut payer et que, dans le même temps, au regard de la raison, de l'effort et du sacrifice dont feront preuve ses gouvernements, il reçoive l'appui et la compréhension internationaux. La communauté occidentale devrait avoir une politique discriminatoire et sélective afin de promouvoir la bonne cause démocratique en se solidarisant de ceux qui le méritent et en pénalisant les autres. N'est-il pas juste qu'un pays comme la Bolivie qui, depuis trois ans, fait des efforts admirables pour mettre en ordre ses finances et sa production, reçoive de la communauté des pays libres des concessions et des encouragements qui peuvent difficilement se justifier dans le cas de régimes qui, à l'encontre de la raison et de l'histoire, s'entêtent encore à mettre en pratique des politiques économiques démagogiques et irresponsables qui condamnent leur peuple à la pauvreté et au retard ?

Et nous mettons ici, je crois, le doigt sur la plaie. La dette et ses séquelles ont beau peser de tout leur poids sur notre crise économique, ce n'est pas là l'origine

mais le symptôme de nos maux. La dette a été contractée de la façon irresponsable que nous savons, à cause d'habitudes et d'une mentalité encore extrêmement vivaces en Amérique latine, encore que de plus en plus archaïques et irréalistes, et qui sont intimement brouillées avec l'essence même de la démocratie, qui est la liberté. Alors qu'en politique nous sommes chaque jour plus libres, en économie et dans le domaine social nous favorisons encore l'asservissement et nous acceptons sans protester que nos sociétés civiles voient leurs attributions et leur responsabilité tronquées par des États tout-puissants et énormes qui les ont expropriées à leur profit et nous ont transformés, nous, les citoyens, en être dépendants et diminués.

Il s'agit d'une vieille histoire, que le Chilien Claudio Véliz a fort bien décrite dans son livre *La tradición centralista.* Sur le Latino-Américain pèse, comme une pierre tombale, une vieille tradition qui le conduit à tout attendre d'une personne, d'une institution ou d'un mythe, puissant et supérieur, devant quoi il abdique sa responsabilité civile. Cette vieille fonction comminatoire a été remplie dans le passé par les empereurs barbares et les dieux incas, mayas ou aztèques, et plus tard par le monarque espagnol ou l'Église de la vice-royauté, par les chefs charismatiques et sanglants du XIX^e^ siècle. Aujourd'hui c'est l'État qui le remplit. Ces États que les humbles paysans des Andes appellent « monsieur le gouvernement », formule indubitablement coloniale, dont la structure, la taille et le rapport à la société civile me semblent être la cause primordiale de notre sous-développement économique, et du déphasage qui existe entre notre modernisation politique et lui.

Sans le terrain préparé par la « tradition centraliste », l'Amérique latine n'aurait pas accepté si vite, en l'étendant si rapidement qu'il a contaminé tant de partis politiques, d'institutions et de personnes, ce courant de pensée, keynésien en apparence et socialiste dans son essence, selon lequel seule l'hégémonie de l'État est capable d'assurer un développement économique rapide. Depuis le milieu des années cinquante, cette philosophie du XIX^e^ siècle a commencé à se propager sur le continent, maquillée par de nombreux sociologues, économistes et politologues qui l'appelaient la « théorie de la dépendance » et faisaient du remplacement des importations le premier objectif de toute politique progressiste pour un pays de la région. L'illustre nom de Raúl Prebisch la parraina ; le Cepal (Commission économique pour l'Amérique latine) la transforma en dogme et des armées d'intellectuels dits (par une aberration sémantique) d'« avant-garde » se chargèrent de l'introduire dans les universités, académies, administrations publiques, moyens de communication, armées, voire dans les replis cachés du psychisme latino-américain. Par un extraordinaire paradoxe, en même temps que

dans la région surgissaient un roman riche, original, audacieux, et un art authentiquement créateur qui allaient montrer au reste du monde notre majorité littéraire et artistique, dans le domaine économique et social, l'Amérique latine adoptait, presque sans rencontrer d'opposition, une idéologie éculée qui était une recette assurée pour que nos pays ferment les portes du progrès et s'enfoncent encore davantage dans le sous-développement. La fameuse « théorie de la dépendance » devrait être rebaptisée du titre plus approprié de « théorie de la peur panique de la liberté ».

Il est important de remarquer que cette doctrine ne fut pas — n'est pas — l'apanage de la gauche marxiste ou socialiste, ce qui serait cohérent. Nullement. Elle a imprégné profondément les sociaux-démocrates et les démocrates-chrétiens, des conservateurs et des populistes, voire certains soi-disant libéraux. À tel point que, presque sans exception, on peut affirmer que tous les gouvernements latino-américains, civils ou militaires, de droite ou de gauche, des dernières décennies ont gouverné conditionnés par ces thèses, leurs hypothèses et leurs sophismes. C'est à mon sens le facteur numéro un de notre échec économique et qui doit être corrigé car c'est seulement ainsi que seront surmontés les autres obstacles au développement de la région.

À l'ombre de cette doctrine, les appareils d'État latino-américains ont crû — pratiquement sans exception — non seulement en taille, mais aussi en puissance, se transformant en entités lentes, amorphes, inefficaces qui, au lieu de stimuler, entravent la création de la richesse de la part des citoyens indépendants, au moyen de contrôles et de démarches asphyxiantes et à travers une corruption cancéreuse. La « légalité » est devenue un privilège dispensé par le pouvoir à un prix qui, souvent, la mettait hors de portée des pauvres. La réponse a été le surgissement du secteur informel, ou capitalisme des pauvres expulsés de la vie légale par les pratiques discriminatoires et antidémocratiques de l'État-patron. Il y a ceux qui déplorent l'existence de ces économies informelles en raison de la concurrence « déloyale » pour ceux qui opèrent dans la légalité et payent des impôts, et proposent de les réprimer. Ceux qui pensent ainsi confondent l'effet avec la cause, et ils veulent supprimer la fièvre en préservant la tumeur qui la provoque. L'« informalité » n'est pas le problème, mais l'État incompétent et discriminatoire qui pousse les pauvres à travailler et à créer de la richesse en dehors de ce système de privilèges et de prébendes qui est, dans nos pays, la « légalité ». Le secteur informel est, plutôt, un symptôme encourageant tourné vers l'avenir, car il représente le début de la reconquête, par l'initiative des marginaux, de la notion de liberté dans notre économie.

À l'ère de la globalisation de l'histoire, lorsque les vieux préjugés nationalistes cédaient du terrain, que, par exemple, éperonnés par le défi de la

révolution technologique, les pays européens s'unissaient en une grande communauté, et que quelques nations asiatiques, se tournant vers le monde et tirant à elles tout ce que le monde pouvait leur offrir pour croître, commençaient à décoller, l'Amérique latine faisait comme les crabes : elle optait, sous l'inspiration de la « théorie de la dépendance » pour le nationalisme et l'autarcie. Des démagogues de tout poil, brandissant des statistiques fantaisistes, expliquaient à nos peuples que notre premier but n'était pas de croître, de prospérer, de vaincre la faim, mais de défendre notre souveraineté menacée par des multinationales, des banquiers et des gouvernements soucieux de nous tondre. Ce discours a pris. En général, le Latino-Américain lambda est convaincu que l'investissement étranger est préjudiciable, ennemi de nos intérêts, et que l'idéal est que nos pays, pour ne pas être soumis et exploités, en fassent abstraction.

La fameuse défense de la « souveraineté nationale » n'a pas seulement gêné ou empêché l'attraction vers l'Amérique latine de la technologie et des capitaux nécessaires à l'exploitation de nos ressources. Elle a été, en fait, la raison secrète de l'échec de toutes les tentatives d'intégration régionale de nos économies, ou du moins de leur alanguissement dans une médiocre survie. Comment pourrait-il en être autrement ? Comment pourraient-ils véritablement intégrer leurs marchés et concerter leurs politiques, ceux qui partent du postulat idéologique que ce qui est national est *toujours* une valeur et ce qui est étranger *toujours* une nullité ? Dans ce contexte culturel si attaché aux formes les plus stéréotypées du nationalisme romantique du XIX^e^ siècle, il est difficile et presque impossible d'accéder à cette simple vérité : tant qu'un pays est pauvre et attardé, sa « souveraineté » sera un mythe, une pure image rhétorique dont les démagogues se gargarisent. Car la seule façon pour un pays de cesser d'être « dépendant », c'est d'être prospère, avec une économie solide et offensive. Pour y parvenir l'investissement étranger n'est pas seulement nécessaire. Il faut être aussi capable de l'attirer et de le faire fructifier, avec des politiques réalistes, c'est-à-dire dénuées de préjugés.

L'idée — ou pour mieux dire le préjugé — du modèle de développement autarcique, coupé des autres nations, sous la direction d'États tout-puissants, d'un côté nous a écartés du monde. De l'autre, elle a gêné, ou entravé jusqu'à des extrêmes frisant la caricature, la possibilité pour nos pays de disposer d'économies de marché où, à l'intérieur de règles stables et équitables, tous pourraient contribuer à l'objectif primordial : vaincre la pauvreté en créant de plus en plus de richesse. La tutelle que l'État s'obstine à exercer sur toutes les activités productives a fait que, dans la pratique, malgré ce qu'en disent nos Constitutions — où la liberté économique est généralement garantie —,

l'énergie, l'imagination des producteurs ne s'orientent pas dans la bonne direction, qui est celle de créer des biens et des services supérieurs et meilleur marché afin de conquérir le consommateur, mais dans celle qui, dans ce régime, est véritablement rentable : s'assurer une partie des innombrables concessions, privilèges ou prébendes que dispense le grand « planificateur » qu'est l'État.

Ces pratiques corrompent non seulement l'État, mais aussi les entreprises et les patrons. Il convient, pourtant, de tenir compte, au moment de désigner des responsabilités, des hiérarchies dans la faute. L'« entreprise » est aussi diabolisée par la culture politique latino-américaine que le « capital étranger » et la « multinationale » ; c'est une des héroïnes de notre démonologie idéologique. Les « progressistes » ont convaincu d'innombrables Latino-Américains qu'une « entreprise », et un « chef d'entreprise » n'ont d'autre but dans la vie que d'échapper à l'impôt, d'exploiter les ouvriers, faire des dollars à Miami et perpétrer des opérations troubles avec la complicité de l'État. Bien peu remarquent que, s'il en est, dans bien des cas, effectivement ainsi, c'est par la faute exclusive de nos États. Car ce sont eux, et non les « entreprises », et les « chefs d'entreprise », qui fixent les règles du jeu économique et qui doivent les faire respecter. Ce sont eux qui ont procédé de telle sorte que, souvent, pour une entreprise la seule façon d'avoir du succès est de recevoir des privilèges de change ou de monopole et de corrompre des fonctionnaires, et que les conditions d'insécurité sont telles qu'il n'y a aucune incitation à réinvestir dans le pays et toutes les raisons de planquer son argent à l'étranger. Ce sont nos États qui, en dévoyant et en entravant le marché, ont ôté toute espèce de stimulation à la production et ont engendré, en revanche, la spéculation. Dans des économies qui ont banni ou défiguré la liberté par des pratiques d'intervention et de contrôle, le véritable protagoniste, le seigneur et maître de la scène, n'est pas le producteur mais le bureaucrate. Et le livret qui est représenté sur cette scène, c'est toujours l'idylle entre l'inefficacité et l'immoralité.

Il est possible que dans cette description j'aie un peu forcé la note pour rendre mon propos plus explicite. Naturellement, il convient de nuancer en signalant que tous les pays latino-américains ne souffrent pas, dans des proportions identiques, de la peur de la liberté dans le domaine économique, et que tous nos États n'ont pas ravi à la société civile, dans les mêmes termes, le droit et la responsabilité de la création de la richesse. Mais je crois que dans la plupart de nos pays domine encore, dans les élites politiques et intellectuelles — et surtout chez celles qui se targuent, paradoxalement, du titre de « progressistes » —, cette culture de l'État et du contrôle, de l'anti-marché, du nationalisme, qui nous empêche de développer les immenses réserves d'énergie et de créativité de nos peuples et nous maintient — pour certains, nous enfonce chaque jour

davantage — dans le sous-développement.

C'est contre cette « dépendance » d'une idéologie antihistorique et irréelle que nous devons lutter si nous voulons triompher de la pauvreté. Et installer la notion émancipatrice de liberté dans notre vie économique, comme nous l'avons déjà fait, par chance, dans le domaine politique. La première, la plus urgente des réformes est celle de l'État, source première de nos déficiences. La société civile doit assumer la responsabilité primordiale dans la création de la richesse, et l'État veiller à son accomplissement sans entrave, dans des normes stables et incitatives. Nos sociétés doivent s'ouvrir au monde, aller à la recherche de marchés pour ce que nous pouvons offrir, et attirer à nous ce dont nous avons besoin et pouvons acquérir. Nous devons non seulement privatiser le secteur public pour le libérer de l'inefficacité et de la corruption, mais le privatiser surtout dans une intention *sociale* : pour que la propriété se diffuse entre ceux qui ne l'ont pas encore. Il n'y a pas de meilleure façon de défendre la propriété privée, que de la propager massivement, en la rendant accessible aux travailleurs, aux paysans et aux pauvres. Et il n'y a pas de meilleure façon pour ceux-ci, de comprendre le lien étroit qui existe entre les notions de propriété privée, de progrès et de liberté individuelle.

Contrairement à ce que disent les images stéréotypées qui circulent sur l'Amérique latine de par le monde, cela existe déjà. Alors que je rédigeais ces lignes, j'ai dû faire une pause dans mon travail, pour aller exprimer ma solidarité aux habitants d'Atico, humble village de pêcheurs du sud de mon pays, engagés dans une lutte héroïque contre l'État péruvien. Que demandent ces hommes et ces femmes qui appartiennent au secteur le plus défavorisé de la nation ? Que la seule industrie du bourg, une unité de production de farine de poisson, soit privatisée. Le Pérou fut, voici trente ans, grâce à la vision et l'énergie des patrons et des travailleurs du privé, le premier producteur de farine de poisson, et a tenu pour un temps le premier rang au monde pour la pêche. La dictature socialisante du général Velasco (1968-1975) a étatisé toutes ces industries et, naturellement, en peu de temps, la bureaucratie politique qui les a administrées, les a ruinées. Les unes ont dû fermer ; d'autres vivent difficilement grâce à l'aide de l'État. Ce qui était un grand marché de travail et de richesse est devenu une charge de plus pour les contribuables péruviens. Eh bien, ceux qui, avec un sûr instinct de ce qui est le mal et de la façon de le corriger à la base, se mobilisent et combattent pour libérer ces industries de la dictature étatique et les rendre à la société civile, ce ne sont pas les politiciens, ni même les patrons qui, pour certains — à la mentalité de rentiers —, voient avec méfiance une privatisation qui amènerait sur le marché libre de nouveaux concurrents avec qui rivaliser pour avoir les faveurs du consommateur. Ce sont les pauvres, les pêcheurs, leurs

femmes et leurs enfants. C'est-à-dire ceux pour qui une économie libre n'est pas un but idéologique, mais simplement la possibilité de travailler et de survivre.

Je cite ce cas du petit village d'Atico parce qu'il n'est pas une exception, mais le symbole d'un phénomène qui, lentement mais sûrement, étend dans nos bourgs l'idée de liberté du champ politique au champ économique. Et c'est, il faut le souligner, non pas l'œuvre des élites, mais de ces pauvres à qui l'urgente nécessité de sortir de leur épouvantable misère fait découvrir les bienfaits de la liberté dans la vie économique, comme auparavant, en réagissant contre l'arbitraire et la violence, ils découvraient les avantages de la liberté politique. Ce sont les pauvres qui ont créé les industries et les commerces informels, grâce auxquels pour la première fois surgissent dans nos pays, de façon encore précaire, des économies de marché dignes de ce nom. Et ce sont les pauvres qui, dans bien des lieux, défendent l'initiative individuelle, la liberté du commerce et le droit à la propriété avec plus de conviction et de courage que les élites.

Je voudrais citer à ce sujet un autre exemple de mon propre pays. On parle beaucoup à l'étranger, quand il s'agit du Pérou, du Sentier lumineux et de ses grands crimes perpétrés au nom d'un maoïsme fondamentalisme extravagant. Mais on parle très peu, en revanche, du grand mouvement spontané de paysans prétendument favorisés par la réforme agraire de la dictature de Velasco qui organisa des coopératives. Eh bien, ce mouvement — dit des « *parceleros* » —, a parcellisé ou privatisé déjà plus de 60 % des terres nationalisées. Des centaines de milliers de paysans, dans les Andes et sur la côte péruvienne, par volonté propre, à l'encontre de l'État et de toutes les élites politiques, ont réintroduit le principe de la propriété privée, en se rebellant contre les centrales bureaucratiques qui, non contentes de les exploiter autant ou plus que les anciens patrons, ont conduit maintes coopératives et fermes collectivisées au désastre économique. Et il y a aujourd'hui, dans la campagne péruvienne, même si l'État se refuse à l'accepter, des dizaines de milliers de nouveaux propriétaires, de nouveaux petits chefs d'entreprise.

Aussi, malgré les chiffres sinistres affichés par les thermomètres qui prennent la température de l'économie des pays latino-américains, je ne perds pas l'espoir. Au contraire. J'ai la conviction que, tout comme les pauvres du continent ont fini par imposer la démocratie libérale en Amérique latine, contre les options extrêmes de la dictature militaire ou de la dictature marxiste, ils finiront aussi par nous libérer des servitudes et de l'inertie qui nous empêchent d'être créatifs quant à nos ressources comme nous le sommes dans les lettres et les arts. Ce ne sont pas les élites politiques ni les intellectuels mais les pauvres qui ont déjà commencé à remplacer la culture de la peur panique de la liberté dans le domaine économique par une culture différente, moderne, appuyée sur

l'initiative individuelle, l'effort privé, et orientée vers la création de la richesse au lieu de la répartition de la pauvreté existante.

Est-ce que dans cette histoire de la lutte pour la liberté en Amérique latine, les organismes financiers internationaux et les entreprises privées d'Occident ont un rôle à jouer ? Bien sûr que oui, et de premier ordre. Notre discipline dans la politique économique et notre volonté d'un arrangement adéquat du problème de la dette ne doivent pas conduire l'Amérique latine à devenir une exportatrice nette de capitaux. Par conséquent, il revient à des organismes tels que la Banque mondiale de créer des mécanismes nouveaux, imaginatifs, pour empêcher que cela se produise. Dans le passé et fréquemment, ces organismes ont contribué à la croissance de nos appareils étatiques. C'était inévitable, évidemment, chaque fois que la majorité des crédits était destinée à l'État ou canalisée par son intermédiaire. Mais, à l'avenir, ce système devrait changer. Le crédit et l'investissement doivent être dirigés de préférence vers la société civile au lieu de l'État, et appuyer de façon décidée tout ce qui pousse à la transformation de la société dans le sens de la liberté. Pour les processus de reconversion industrielle impliquant l'introduction de la technique en agriculture, l'éradication de l'extrême pauvreté, le développement de la petite entreprise, la formation professionnelle, la débureaucratisation, la dérégulation, la privatisation et tant d'autres tâches urgentes, la collaboration est indispensable. Mais pour que ce soit réellement un succès, il est indispensable qu'elle favorise et consolide, sans jamais freiner son avance, la culture de la liberté.

Voilà quarante ans, Germán Arciniegas décrivit dans un célèbre essai, *Entre la Libertad y el miedo* (« Entre la liberté et la peur »), la lutte des peuples latino-américains pour leur émancipation des gouvernements despotiques et corrompus qui ravageaient le continent. La lutte aujourd'hui est en grande partie gagnée. C'est là une victoire fondamentale, mais insuffisante. Être libres en étant pauvres, c'est jouir d'une liberté précaire et seulement à moitié. La liberté pleine et entière ne fleurira dans notre région qu'avec la prospérité, permettant aux hommes de réaliser leurs rêves et de concevoir de nouvelles choses. Et pour que cette prospérité, encore rêve lointain de tant de Latino-Américains, soit possible il est nécessaire de compléter la tâche entreprise, en oubliant notre peur et en ouvrant à la liberté de part en part toutes ces portes encore entrouvertes ou fermées.

Lima, octobre 1988

Le libéralisme entre deux millénaires[1]

Voici peu, la mairie d'un petit bourg malaguène d'un millier d'âmes appelé El Borge a appelé à une consultation populaire. Les habitants devaient se prononcer sur cette alternative : Humanité ou Néolibéralisme. Nombreux furent les votants et le résultat fut le suivant ; 515 voix pour l'Humanité et 4 voix pour le Libéralisme. Depuis, je ne peux chasser de mes pensées ces quatre mousquetaires qui, face à une alternative aussi dramatique, n'hésitèrent pas à s'en prendre à l'Humanité au nom de ce macabre épouvantail, le Néolibéralisme. S'agissait-il de quatre clowns ou de quatre lucides ? D'une blague borgésienne ou de la seule manifestation de bon sens dans cette mascarade plébiscitaire ?

Peu après, au Chiapas, le dernier héros médiatique de la frivolité politique occidentale, le sous-commandant Marcos, convoqua un Congrès international contre le néolibéralisme, auquel assistèrent de nombreuses étoiles d'Hollywood, quelque gaulliste attardé comme mon ami Régis Debray et Danielle Mitterrand, l'incessante veuve du président François Mitterrand, qui donna sa bénédiction socialiste à l'événement.

Ce sont des épisodes pittoresques, mais ce serait une grave erreur que de les sous-estimer en les prenant pour des manifestations insignifiantes de l'idiotie humaine. En vérité, cela traduit à peine la crispation paroxystique et extrême d'un vaste mouvement politique et idéologique, solidement implanté dans des secteurs de gauche, du centre et de droite, unis en leur méfiance tenace vis-à-vis de la liberté comme instrument de solution aux problèmes humains, qui ont trouvé dans ce tout nouveau fantasme édifié par leurs peurs et phobies — le « néolibéralisme » appelé aussi « la pensée unique » dans le jargon des sociologues et des politologues — un bouc émissaire chargé de toutes les calamités présentes et passées de l'histoire universelle.

Si de sages professeurs de l'université de Paris, de Harvard ou de Mexico s'échinent à démontrer que la liberté du marché ne sert qu'à rendre plus riches les riches et plus pauvres les pauvres, et que l'internationalisation et la globalisation ne profitent qu'aux grandes multinationales en leur permettant de presser jusqu'à l'asphyxie les pays sous-développés et de dévaster tout à leur aise l'écologie planétaire, pourquoi les citoyens désinformés d'El Borge ou du Chiapas ne croiraient-ils pas que le véritable ennemi de l'être humain, le coupable de toute la méchanceté, de la souffrance de la pauvreté, de l'exploitation, de la discrimination, des abus et des crimes contre les droits de

l'homme qui s'abattent sur les cinq continents contre des millions d'êtres humains, est cette épouvantable entéléchie destructrice : le néolibéralisme ? Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que ce que Karl Marx appelait un « fétiche » — une construction artificielle, mais au service d'intérêts très concrets — prendra de la consistance et provoquera de grands troubles dans la vie, comme le génie imprudemment catapulté vers l'existence par Aladin, en frottant sa lampe merveilleuse.

Je me considère comme un libéral et je connais bien des personnes qui le sont, et d'autres, plus nombreuses qui ne le sont pas. Mais, au long d'une trajectoire qui commence à être longue, je n'ai pas encore connu un seul néolibéral. Qu'est-ce que c'est, comment est-il, que défend et que combat un néolibéral ? Contrairement au marxisme ou au fascisme, le libéralisme ne constitue pas vraiment un dogme, une idéologie fermée et autosuffisante avec des réponses préfabriquées à tous les problèmes sociaux ; c'est une doctrine qui, à partir d'une somme relativement réduite et claire de principes de base structurés autour de la défense de la liberté politique et de la liberté économique — c'est-à-dire de la démocratie et du marché libre —, admet dans son sein une grande variété de tendances et de nuances. Ce qu'elle n'a jamais admis jusqu'à présent, ni n'admettra à l'avenir, c'est cette caricature fabriquée par ses ennemis sous le surnom de « néolibéral ». Un « néo » est quelqu'un qui est quelque chose sans l'être, quelqu'un qui est à la fois dans et hors de quelque chose, un hybride insaisissable, une formule passe-partout qui s'accommode sans arriver jamais à s'identifier tout à fait à une valeur, une idée, un régime ou une doctrine. Dire « néolibéral » revient à dire « semi » ou « pseudo » libéral, c'est-à-dire un pur contresens. Ou l'on est pour la liberté ou l'on est contre, mais on ne peut être à moitié pour ou pseudo favorable à la liberté, comme on ne peut-être « à moitié enceinte », « à demi vivant » ou « à moitié mort ». La formule n'a pas été inventée pour exprimer une réalité conceptuelle, mais pour dévaluer sémantiquement, avec l'arme corrosive de la dérision, la doctrine qui symbolise, mieux que toute autre, les progrès extraordinaires qu'à l'approche du nouveau millénaire la liberté a faits dans le long cours de la civilisation humaine.

C'est là quelque chose que nous, libéraux, devons célébrer avec sérénité et joie, sans triomphalisme, et avec la conscience claire que, pour remarquable que soit le résultat obtenu, ce qui reste à faire est encore plus important. Ajoutons que, rien n'étant définitif ni fatidique dans l'histoire humaine, les progrès obtenus ces dernières décennies par la culture de la liberté ne sont pas irréversibles et, à moins de savoir les défendre, ils pourraient stagner, et le monde libre perdre du terrain, sous la poussée d'un des nouveaux masques du collectivisme autoritaire et de l'esprit tribal qui ont pris la relève du

communisme et qui sont aujourd'hui les adversaires les plus acharnés de la démocratie : le nationalisme et les intégrismes religieux.

Pour un libéral, ce qui s'est produit de plus important dans ce siècle des grandes offensives totalitaires contre la culture de la liberté c'est que le fascisme comme le communisme, qui arrivèrent chacun en leur temps à menacer la survie de la démocratie, appartiennent aujourd'hui au passé, à une sombre histoire de violence et de crimes indicibles contre les droits de l'homme et la rationalité. Et rien n'indique que dans un futur immédiat ils puissent renaître de leurs cendres. Bien entendu il reste des réminiscences du fascisme dans le monde, incarnées parfois dans des partis ultranationalistes et xénophobes, comme le Front national de Le Pen, en France, ou le parti libéral de Jörg Haider, en Autriche, au score électoral dangereusement élevé. Mais ni ces rejetons du fascisme, ni les vestiges anachroniques du vaste archipel marxiste, représentés aujourd'hui par les spectres affaiblis de Cuba et de la Corée du Nord, ne constituent une alternative sérieuse, pas même une menace considérable pour l'option démocratique. Les dictatures abondent encore, bien sûr, mais contrairement aux grands empires totalitaires, elles manquent d'aura messianique et de prétentions œcuméniques ; une bonne partie d'entre elles, comme la Chine, tâche maintenant de concilier le monolithisme politique du parti unique et les économies de marché et l'entreprise privée. Dans de vastes régions d'Afrique et d'Asie, surtout dans des sociétés islamiques, on a vu surgir des dictatures fondamentalistes qui, quant à la femme, l'éducation, l'information et les droits civiques et moraux les plus élémentaires, ont fait reculer leurs pays à un état de primitivisme barbare. Mais, malgré toute l'horreur qu'ils représentent, des pays comme la Libye, l'Afghanistan, le Soudan et l'Iran ne constituent pas des défis que la culture de la liberté doive prendre au sérieux : l'anachronisme de l'idéologie qu'ils professent condamne ces régimes à rester de plus en plus à la traîne — dans cette course rapide où les pays libres ont pris un avantage décisif — de la modernité.

Cela dit, à côté de cette sombre géographie de la persistance des dictatures, il faut célébrer aussi, dans ces dernières décennies, un progrès irrésistible de la culture de la liberté dans de vastes zones d'Europe centrale et orientale, dans des pays du Sud-Est asiatique et en Amérique latine où, à l'exception de Cuba, une dictature explicite, et du Pérou, une dictature dissimulée, dans tous les autres pays — c'est la première fois dans l'histoire que cela se passe — on trouve au pouvoir des gouvernements civils, nés d'élections plus ou moins libres, et qui, ce qui est encore plus nouveau, appliquent tous — parfois en rechignant et souvent avec maladresse — des politiques de marché ou, du moins, des politiques qui sont plus près d'une économie libre que du populisme interventionniste et étatisant qui a caractérisé traditionnellement les gouvernements du continent.

Mais ce qui est peut-être le plus significatif dans ce changement en Amérique latine ce n'est pas la quantité mais la qualité. Car bien qu'il soit encore fréquent d'entendre hurler contre le « néolibéralisme » (comme les loups à la lune) quelques intellectuels que l'effondrement de l'idéologie collectivisme a fait pointer au chômage, il est sûr qu'au moins actuellement, d'un bout à l'autre de l'Amérique latine, un solide consensus prédomine en faveur du système démocratique et contre les régimes dictatoriaux et les utopies collectivistes. Même si ce consensus est plus restreint en politique économique, tous les gouvernements, bien qu'ils aient honte de l'avouer et, certains même, comme de véritables tartuffes, se permettent de tirer aussi (pour couvrir leurs arrières) des bordées rhétoriques contre le « néolibéralisme », n'ont d'autre solution que de privatiser des entreprises, de libéraliser les prix, d'ouvrir des marchés, de tenter de contrôler l'inflation et d'insérer leur économie dans les marchés internationaux. Parce qu'au prix de revers, ils ont fini par comprendre que, de nos jours, un pays qui ne suit pas ces normes se suicide. Ou, en termes moins épouvantables, se condamne à la pauvreté, au retard et même à la désintégration. Une bonne partie de la gauche latino-américaine même, ennemi acharné de la liberté économique, a évolué dans plusieurs pays jusqu'à faire sien maintenant le sage aveu de Václav Havel : « Bien que mon cœur soit à gauche, j'ai toujours su que le seul système économique qui fonctionne est le marché. C'est la seule économie naturelle ; la seule qui ait vraiment un sens, la seule qui puisse conduire à la prospérité ; parce que c'est la seule qui reflète la nature même de la vie ».

Ces progrès sont importants et donnent aux thèses libérales une valeur historique. Mais ils ne justifient en aucune manière la complaisance, car une des plus pures et rares certitudes libérales c'est qu'il n'existe pas de déterminisme historique, que l'histoire n'est pas écrite sans appel, qu'elle est l'œuvre des hommes et que, tout comme ceux-ci peuvent réussir avec des mesures qui la poussent dans le sens du progrès et de la civilisation, ils peuvent aussi se tromper et, par conviction, aboulie ou couardise, consentir à ce qu'elle penche vers l'anarchie, l'appauvrissement, l'obscurantisme et la barbarie. C'est de nous, autrement dit de nos idées, de nos votes et de nos décisions, de nous qui sommes au pouvoir, que dépendra fondamentalement la consolidation des progrès pour la culture démocratique, ou de leur rétrécissement comme la peau de chagrin de Balzac.

Pour les libéraux, le combat pour le développement de la liberté dans l'histoire est, avant tout, un combat intellectuel, une bataille d'idées. Les Alliés ont gagné la guerre contre l'Axe, certes, mais cette victoire militaire n'a fait que confirmer la supériorité d'une vision de l'homme et de la société large,

horizontale, pluraliste, tolérante et démocratique, sur l'autre, étroite, rognée, raciste, discriminatoire et verticale. Et la désintégration de l'empire soviétique devant un Occident démocratique (les bras croisés et même, rappelons-nous, plein de complexes d'infériorité pour le peu de sex-appeal de la vulgaire démocratie face au feu d'artifice de la soi-disant société sans classes) a démontré la valeur de la thèse d'un Adam Smith, d'un Tocqueville, d'un Popper ou d'un Isaiah Berlin sur la société ouverte et une économie libre contre la fatale arrogance d'idéologues comme Marx, Lénine ou Mao Zedong, convaincus d'avoir pénétré les lois inflexibles de l'histoire et de les avoir correctement interprétées avec leurs politiques de dictature du prolétariat et de centralisme économique.

La bataille actuelle est peut-être moins ardue pour les libéraux que celle menée par nos maîtres quand la planification, les États policiers, le régime de parti unique, les économies étatisées avaient de leur côté un empire armé jusqu'aux dents et une campagne publicitaire formidable, au sein de la démocratie, d'une cinquième colonne intellectuelle séduite par les thèses socialistes. Aujourd'hui, le combat que nous devons livrer n'est pas contre de grands penseurs totalitaires, comme Marx, ou de très intelligents sociaux-démocrates, tel John Maynard Keynes, mais contre les stéréotypes et caricatures qui, comme la multiple offensive lancée depuis différentes tranchées contre ce sale gosse qu'on appelle néolibéralisme, prétendent semer le doute et la confusion dans le camp démocratique, ou contre les apocalyptiques, une nouvelle espèce de penseurs sceptiques qui, au lieu d'opposer à la culture démocratique, comme le faisaient un Lukacs, un Gramsci ou un Sartre, une contradiction résolue, se contentent de la nier, en nous assurant qu'en fait elle n'existe pas, qu'il s'agit d'une fiction, derrière laquelle niche l'ombre abominable du despotisme.

Je voudrais sur ce point détacher un cas emblématique : celui de Robert K. Kaplan. Dans un essai provocant[2], ce dernier soutient que, contrairement aux attentes optimistes sur l'avenir de la démocratie que la mort du marxisme en Europe de l'Est a soulevées, l'humanité s'achemine plutôt vers un monde dominé par l'autoritarisme, à visage découvert dans certains cas, et, dans d'autres, dissimulé sous des institutions d'apparence civile et libérale qui, de fait, sont de purs décors, car le pouvoir véritable se trouve, ou se trouvera bientôt, entre les mains de grandes corporations internationales, maîtresses de la technologie et du capital, qui, grâce à leur don d'ubiquité et leur extraterritorialité, jouissent d'une impunité presque totale pour leurs actes. « Je soutiens que la démocratie que nous encourageons dans plusieurs sociétés pauvres du monde est partie intégrante de la transformation vers de nouvelles

formes d'autoritarisme ; que la démocratie aux États-Unis se trouve plus en danger que jamais, en raison d'obscures sources ; et que maints régimes à venir et spécialement le nôtre peuvent ressembler aux oligarchies des antiques Athènes et Sparte plus qu'à l'actuel gouvernement de Washington » (*I sub-mit, that the democracy we are encouraging in many poor parts of the world is an integral part of a transformation toward new forms of authoritarianism ; that democracy in the United States is at great risk than ever before, and from obscure sources ; and that many future regimes, ours specially, could resemble the oligarchies of ancient Athens and Sparta more than they do the current government in Washington*).

Son analyse est particulièrement négative quant aux possibilités de la démocratie de parvenir à prendre pied dans le tiers-monde.

Toutes les tentatives occidentales pour imposer la démocratie dans des pays dépourvus de tradition démocratique, d'après lui, se sont soldées par de terribles échecs, parfois fort coûteux, comme au Cambodge où les deux milliards de dollars investis par la communauté internationale n'ont pas réussi à faire avancer d'un millimètre la légalité et la liberté dans l'ancien royaume d'Angkor. Ces efforts, dans des cas comme le Soudan, l'Algérie, l'Afghanistan, la Bosnie, la Sierra Léone, le Congo-Brazzaville, le Mali, la Russie, l'Albanie ou Haïti, ont généré chaos, guerres civiles, terrorisme, et la réimplantation de féroces tyrannies qui appliquent la purification ethnique ou commettent des génocides envers les minorités religieuses.

M. Kaplan voit d'un semblable dédain le processus latino-américain de démocratisation, à l'exception du Chili et du Pérou, pays où, pense-t-il, le fait d'être passé pour le premier par la dictature explicite de Pinochet, et pour le second par la dictature en sous-main de Fujimori et des forces armées, garantit à ces nations une stabilité qu'en revanche le prétendu État de Droit est incapable de préserver en Colombie, au Venezuela, en Argentine ou au Brésil où, à son avis, la faiblesse des institutions civiles, la corruption démesurée et les inégalités astronomiques peuvent soulever contre la démocratie des « millions d'habitants peu instruits et récemment urbanisés des quartiers marginaux qui voient des bénéfices fort peu palpables dans les systèmes occidentaux de démocratie parlementaire ».

M. Kaplan ne s'embarrasse pas de circonlocutions. Il dit ce qu'il pense clairement, et ce qu'il pense sur la démocratie c'est que le tiers-monde et elle sont incompatibles : « La stabilité sociale résulte de l'établissement d'une classe moyenne. Et ce ne sont pas les démocraties mais les systèmes autoritaires, y compris les monarchies, qui créent les classes moyennes ». Celles-ci, quand elles ont atteint un certain niveau et une certaine confiance, se révoltent contre les

dictateurs qui ont fait leur prospérité. Il cite les exemples du bassin du Pacifique en Asie (son meilleur exemple est la Singapour de Lee Kuan Yew), le Chili de Pinochet et, bien qu'il ne le mentionne pas, il aurait pu citer aussi l'Espagne de Franco. Actuellement, les régimes autoritaires qui, comme ceux-là, créent ces classes moyennes qui, un jour, rendront possible la démocratie sont, en Asie, la Chine Populaire du « socialisme de marché » et, en Amérique latine, le régime de Fujimori — une dictature militaire avec un fantoche civil comme figure de proue —, qu'il perçoit comme modèles pour le tiers-mondisme qui voudrait « forger de la prospérité à partir de l'abjecte pauvreté ». Pour M. Kaplan le choix dans le tiers-monde n'est pas « entre dictateurs et démocrates », mais entre « mauvais dictateurs et quelques autres qui sont légèrement mieux ». À son avis, « la Russie échoue en partie parce que c'est une démocratie et la Chine réussit en partie parce qu'elle ne l'est pas ».

Je me suis attardé à rendre compte de ces thèses parce que M. Kaplan a le mérite de dire à haute voix ce que d'autres — beaucoup d'autres — pensent mais n'osent pas dire, ou le disent en sourdine. Le pessimisme de M. Kaplan vis-à-vis du tiers-monde est grand ; mais celui que lui inspire le premier monde ne l'est pas moins. En effet, quand ces pays pauvres, que, selon son schéma, les dictatures efficaces auront développés et dotés de classes moyennes, voudront accéder à la démocratie de type occidental, celle-ci sera seulement un fantasme. Elle aura été supplantée par un système (semblable à celui d'Athènes et de Sparte) où des oligarchies — les multinationales, opérant sur les cinq continents — auront ravi aux gouvernements le pouvoir de prendre toutes les décisions transcendantes pour la société et l'individu, et l'exerceront sans rendre compte à personne de leurs actes, puisque le pouvoir des grandes corporations ne leur vient pas d'un mandat électoral, mais de leur force économico-technologique. Et si quelqu'un ne s'en serait pas avisé, M. Kaplan rappelle que sur les cent premières économies du monde, cinquante et une ne sont pas des pays mais des entreprises. Et que les cinq cents compagnies les plus puissantes représentent à elles seules 70 % du commerce mondial.

Ces thèses sont un bon point de départ pour les opposer à la vision libérale de la situation dans le monde, car, si elles sont avérées, à la fin de ce millénaire cette création humaine, la liberté, serait aussi à toute dernière extrémité, elle qui, bien qu'ayant causé de nombreux bouleversements, a été la source des progrès les plus extraordinaires dans les domaines de la science, des droits de l'homme, de l'avancée technique et de la lutte contre le despotisme et l'exploitation.

La plus singulière des thèses de M. Kaplan est, bien sûr, celle selon laquelle seules les dictatures créent les classes moyennes et donnent de la stabilité aux pays. S'il en était ainsi, avec la collection zoologique de tyranneaux, caudillos,

chefs suprêmes de l'histoire latino-américaine, le paradis des classes moyennes ne serait pas les États-Unis, l'Europe occidentale, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, mais le Mexique, la Bolivie ou le Paraguay. Inversement, un dictateur comme Perón — pour ne prendre qu'un exemple — s'est arrangé pour faire presque disparaître la classe moyenne argentine qui, jusqu'à son arrivée au pouvoir, était vaste, prospère et avait développé son pays à un rythme plus rapide que celui de la plupart des pays européens. Quarante ans de dictature n'ont pas apporté à Cuba la moindre prospérité, mais l'ont rétrogradé à la mendicité internationale en condamnant les Cubains à manger de l'herbe et des fleurs — et les Cubaines à se prostituer aux touristes du capitalisme — pour ne pas mourir de faim.

C'est vrai, M. Kaplan peut dire qu'il ne parle pas de n'importe quelle dictature, mais des efficaces, comme celles de l'Asie du Pacifique et celles de Pinochet ou de Fujimori. J'ai lu son essai — quelle coïncidence ! — précisément lorsque l'autocratie soi-disant efficace de l'Indonésie s'effondrait, que le général Suharto se voyait contraint de renoncer et que l'économie du pays volait en éclats. Peu avant, les anciennes autocraties de Corée et de Thaïlande s'étaient déjà effondrées et le fameux miracle asiatique commençait à partir en fumée, comme dans une superproduction hollywoodienne de films de terreur. Ces dictatures de marché ne furent apparemment pas aussi réussies qu'il le pense, car elles ont dû piteusement recourir au FMI, à la Banque mondiale, aux États-Unis, au Japon et à l'Europe occidentale pour ne pas être totalement ruinées.

Mais on peut parler de succès, économiquement parlant, quant à celle de Pinochet et, jusqu'à un certain point — c'est-à-dire si l'efficacité se mesure seulement en termes de niveau d'inflation, de déficit fiscal, de réserves et de croissance du PIB —, celle de Fujimori. Il s'agit, certes, d'une efficacité très relative, pour ne pas dire nulle ou contreproductive, quand ces dictatures efficaces sont examinées, non comme le fait l'estimable M. Kaplan, depuis la tranquille assurance d'une société ouverte — les États-Unis dans ce cas —, mais à partir de la condition de celui qui souffre dans sa propre chair des scélératesses et des crimes commis par ces dictatures capables de tordre le cou à l'inflation. Contrairement à M. Kaplan, nous, libéraux, ne croyons pas qu'en finir avec le populisme économique constitue le moindre progrès pour une société si, en même temps qu'il libère les prix, freine les dépenses et privatise le secteur public, un gouvernement fait vivre le citoyen dans l'insécurité de l'imminente agression, le prive de la liberté de presse et d'un pouvoir judiciaire indépendant auquel il puisse recourir quand il est brimé ou escroqué, bafoue ses droits, et permet que n'importe qui puisse être torturé, exproprié, enlevé ou assassiné, selon le bon vouloir de la clique gouvernante. Le progrès, suivant la doctrine

libérale, est simultanément économique, politique et culturel, ou alors il n'est pas. Pour une raison morale et aussi pratique : les sociétés ouvertes, où l'information circule sans entrave et où la loi est en vigueur, sont mieux prévenues contre les crises que les tyrannies, comme l'ont vérifié voilà quelques années le régime mexicain du PRI et, depuis peu, en Indonésie, le général Suharto. Le rôle joué par le manque de légalité authentique dans la crise des pays autoritaires du bassin du Pacifique n'a pas été suffisamment souligné.

Combien de dictatures efficaces y a-t-il eues ? Et combien d'inefficaces qui ont plongé leur pays parfois dans une sauvagerie pré-rationnelle comme il en va de nos jours en Algérie et en Afghanistan ? Ces dernières sont l'immense majorité, les premières une exception. N'est-ce pas téméraire d'opter pour la recette de la dictature dans l'espoir qu'elle sera efficace, honnête et transitoire, et non le contraire, afin d'atteindre au développement ? N'y a-t-il pas des méthodes moins risquées et cruelles pour y parvenir ? Oui, il y en a, mais des gens comme M. Kaplan ne veulent pas les voir.

Il n'est pas certain que la « culture de la liberté » soit une tradition au long souffle dans les pays où fleurit la démocratie. Elle ne le fut dans aucune des démocraties actuelles jusqu'à ce que, en trébuchant et en essuyant des revers, ces sociétés choisissent cette culture et la perfectionnent en cours de route, jusqu'à l'adopter et obtenir ainsi les niveaux actuels. La pression et l'aide internationales peuvent être un facteur de premier ordre pour qu'une société adopte la culture démocratique, comme le prouvent les exemples de l'Allemagne et du Japon, deux pays avec une tradition si peu ou aucunement démocratique comme n'importe quel pays d'Amérique latine, et qui, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ont fait partie des démocraties avancées du monde. Pourquoi les pays du tiers-monde (ou la Russie) ne seraient-ils pas capables de s'émanciper, comme le Japon et l'Allemagne, de la tradition autoritaire et d'adopter la culture de la liberté ?

La globalisation, contrairement aux conclusions pessimistes qu'en tire M. Kaplan, donne une chance de premier ordre aux pays démocratiques du monde — et en particulier les démocraties avancées d'Amérique et d'Europe — de contribuer à étendre cette culture qui est synonyme de tolérance, pluralisme, légalité et liberté, aux pays qui — et je sais qu'ils sont nombreux — sont encore esclaves de la tradition autoritaire, une tradition qui a pesé, rappelons-le, sur toute l'humanité. C'est possible à condition de : a) Croire clairement à la supériorité de cette culture sur celles qui légitiment le fanatisme, l'intolérance, le racisme et la discrimination religieuse, ethnique, politique ou sexuelle.

b) Agir avec cohérence sur les politiques économique et extérieure en les orientant de façon qu'au lieu d'encourager les tendances démocratiques dans le

tiers-monde, elles pénalisent et discriminent sans états d'âme des régimes qui, comme celui de la Chine Populaire en Asie ou celui de la camarilla civile et militaire au Pérou, impulsent des politiques libérales dans le domaine économique mais sont dictatoriales en politique. Malheureusement, contrairement à ce que soutient M. Kaplan dans son essai, cette discrimination positive en faveur de la démocratie, qui a apporté tant de bénéfices à des pays comme l'Allemagne, l'Italie et le Japon voici un demi-siècle, n'est pas appliquée aujourd'hui par les pays démocratiques envers le reste du monde, ou est pratiquée de façon partiale et hypocrite (c'est le cas de Cuba, par exemple).

Mais peut-être ont-ils maintenant un plus grand intérêt pour agir plus fermement et méthodiquement en faveur de la démocratie dans le monde des ténèbres autoritaires. Et la raison en est, précisément, celle que M. Robert D. Kaplan mentionne en prophétisant, en termes apocalyptiques, un futur gouvernement mondial non démocratique, de puissantes entreprises multinationales opérant, sans frein, dans tous les coins du globe. Cette vision catastrophiste met le doigt sur un danger réel, dont il faut absolument être conscient. La disparition des frontières économiques et la multiplication de marchés mondiaux stimulent les fusions et alliances d'entreprises, pour rivaliser plus efficacement dans tous les champs de la production. La formation de gigantesques corporations ne constitue pas en soi un danger pour la démocratie, tant que celle-ci demeure une réalité, c'est-à-dire tant qu'il y aura des lois justes et des gouvernements forts (ce qui pour un libéral ne veut pas dire grands, mais plutôt petits et efficaces) pour les appliquer. Dans une économie de marché, ouverte à la compétition, une grande corporation bénéficie au consommateur parce que son échelle lui permet de réduire les prix et de multiplier les services. Ce n'est pas dans la taille d'une entreprise que réside le danger ; mais dans le monopole, qui est toujours source d'inefficacité et de corruption. Tant qu'il y aura des gouvernements démocratiques qui fassent respecter la loi, mettent au banc des accusés un Bill Gates s'ils pensent qu'il la transgresse, qui maintiennent des marchés ouverts à la compétition et des politiques fermes contre les monopoles, les grandes corporations seront les bienvenues, elles qui ont démontré dans bien des cas qu'elles étaient à la pointe du progrès scientifique et technologique.

Il est vrai, néanmoins, que de par cette nature caméléonesque qui la caractérise et qu'Adam Smith a si bien décrite, l'entreprise capitaliste, institution bénéfique de développement et de progrès dans un pays démocratique, peut être une source de folie et de catastrophe dans des pays qui ignorent la loi, où n'existe pas la liberté des marchés et où tout se résout par la volonté toute-puissante d'une camarilla ou d'un leader. La corporation est amorale et s'adapte

facilement aux règles de jeu du milieu où elle opère. Si dans maints pays tiers-mondistes l'activité des multinationales est réprouvable, la responsabilité incombe en dernier ressort à celui qui fixe les règles de jeu de la vie économique, sociale et politique, non à celui qui ne fait qu'appliquer ces règles à son profit.

M. Kaplan tire de cette réalité cette conclusion pessimiste : l'avenir de la démocratie est sombre, parce que dans le prochain millénaire les grandes corporations agiront aux États-Unis et en Europe occidentale avec la même impunité que, disons, au Nigeria du défunt colonel Abacha.

Il n'y a, en fait, aucune raison historique ni conceptuelle pour pareille extrapolation. La conclusion qui s'impose est plutôt qu'il y a une impérieuse nécessité pour le Nigeria et les pays aujourd'hui soumis à des dictatures d'évoluer au plus vite vers la démocratie et de jouir aussi d'une légalité et d'une liberté qui obligent les corporations opérant sur leur sol à agir selon les règles de jeu d'équité et de propreté auxquelles elles sont soumises dans les démocraties avancées. La globalisation économique pourrait devenir, en effet, un sérieux danger pour l'avenir de la civilisation — et surtout pour l'écologie planétaire — si elle n'avait comme corollaire la globalisation de la légalité et de la liberté. Les grandes puissances ont l'obligation de promouvoir les processus démocratiques dans le tiers-monde pour des raisons de principe et de morale ; mais aussi parce qu'en raison de l'effacement des frontières, la meilleure garantie pour que la vie économique se déroule dans les limites de liberté et de rivalité au bénéfice des citoyens, est qu'elle ait, dans tout le vaste monde, les mêmes stimulations, droits et freins que la société démocratique lui impose.

Rien de cela n'est facile ni ne sera réussi en peu de temps. Mais pour les libéraux, il est fort encourageant de savoir qu'il s'agit d'un but possible et que l'idée d'un monde uni autour de la culture de la liberté n'est pas une utopie, mais une belle réalité à notre portée, qui justifie notre effort. Karl Popper, l'un de nos meilleurs maîtres, l'a dit : « L'optimisme est un devoir. L'avenir est ouvert. Il n'est pas prédéterminé. Personne ne peut le prédire, sauf par hasard. Nous contribuons tous à le déterminer au moyen de ce que nous faisons. Nous sommes tous pareillement responsables de ce qui arrivera. »

Berlin, mai 1998

---

1. Conférence lue à Berlin pour le quarantième anniversaire de la Fondation Friedrich Naumann, le 1er juillet 1998. *(N.d.E.)* 2. « Was Democracy Just a Moment ? », *The Atlantic Monthly*, décembre 1997, p. 55-80. *(N.d.E.)*

Confessions d’un libéral[1]

Je suis particulièrement reconnaissant à ceux qui m’ont accordé ce prix parce que, selon ses attendus, il m’est conféré non seulement pour mon œuvre littéraire, mais aussi pour mes idées et prises de position politique. C’est, croyez-moi, toute une nouveauté. Dans le monde où j’évolue, l’Amérique latine et l’Espagne, il est habituel que, lorsque quelqu’un ou quelque institution loue mes romans ou mes essais littéraires, on s’empresse d’ajouter : « bien que je ne sois pas d’accord », « malgré mon opinion divergente » ou « cela ne signifie pas que j’accepte les choses qu’il (moi) critique ou défend dans le domaine politique ». Habitué à cette parthénogénèse de moi, je me sens maintenant heureux, réintégré dans la totalité de ma personne, grâce au prix Irving Kristol qui, au lieu de pratiquer avec moi cette schizophrénie, m’identifie comme un seul être, l’homme qui écrit et celui qui pense et où, j’aimerais le croire, les deux choses sont une seule et intangible réalité.

Mais maintenant, pour être honnête avec vous et répondre de quelque façon à la générosité de l’American Enterprise Institute et au prix Irving Kristol, je ressens l’obligation d’expliquer ma position politique dans un certain détail. Ce n’est aucunement facile. Je crains qu’il ne suffise pas d’affirmer que je suis — il serait plus prudent de dire « je crois que je suis » — un libéral. La première complication surgit avec ce mot. Comme vous le savez fort bien, libéral veut dire des choses différentes et antagoniques, selon celui qui le dit et où on le dit. Par exemple, ma regrettée grand-mère Carmen qualifiait de libéral quelqu’un aux mœurs dissolues qui, non content de ne pas aller à la messe, disait du mal des curés. Le prototype du « libéral » était, à ses yeux, un légendaire ancêtre de notre famille qui, un beau jour, dans ma ville natale d’Arequipa, avait dit à sa femme qu’il sortait acheter le journal sur la place d’Armes et n’était jamais rentré à la maison. La famille n’avait eu de ses nouvelles que trente ans plus tard, quand cet homme en fuite était mort à Paris. « Et pourquoi, grand-mère, s’était-il enfui à Paris, cet oncle libéral ? — Pourquoi donc, mon fils ? Pour se corrompre ! » Il ne serait pas étrange que cette histoire soit l’origine lointaine de mon libéralisme et de ma passion pour la culture française.

Ici, aux États-Unis et, en général, dans le monde anglo-saxon, le mot libéral a des résonances de gauche et s’identifie parfois à socialiste et radical. En Amérique latine et en Espagne, où le mot libéral est né au XIX^{e} siècle pour

désigner les rebelles qui luttaient contre les troupes d'occupation napoléoniennes, en revanche, on m'appelle, moi, libéral — ou, ce qui est plus grave, néolibéral — pour m'exorciser ou me disqualifier, parce que la perversion politique de notre sémantique a transformé la signification originale du mot — aimant la liberté, personne qui se dresse contre l'oppression — en le remplaçant par celui de conservateur et de réactionnaire, c'est-à-dire quelque chose qui, dans la bouche d'un progressiste, veut dire complice de toute l'exploitation et des injustices dont sont victimes les pauvres dans le monde.

Or, pour compliquer un peu plus les choses, il n'y a même pas entre les libéraux eux-mêmes un accord rigoureux sur ce que nous entendons par ce que nous disons et voulons être. Tous ceux qui ont eu l'occasion d'assister à une conférence ou un congrès de libéraux savent que ces réunions sont souvent très divertissantes, parce qu'on est plus souvent à se crêper le chignon qu'à s'applaudir et parce que, comme il en allait des trotskistes quand ils existaient encore, chaque libéral est, en soi, potentiellement, une hérésie et une secte.

Comme le libéralisme n'est pas une idéologie, c'est-à-dire une religion laïque et dogmatique, mais une doctrine ouverte qui évolue et se plie à la réalité au lieu d'essayer de forcer la réalité à se plier à elle, il y a, entre les libéraux, des tendances diverses et des désaccords profonds. Sur la religion, par exemple, ou les mariages gays et l'avortement, et de même que les libéraux, comme moi, sommes agnostiques, partisans de la séparation de l'Église et de l'État, et défendons la dépénalisation de l'avortement et le mariage homosexuel, nous sommes parfois durement critiqués par d'autres libéraux, qui pensent sur ces sujets le contraire de nous. Ces désaccords sont sains et profitables, parce qu'ils ne violent pas les principes de base du libéralisme, qui sont la démocratie politique, l'économie de marché et la défense de l'individu face à l'État.

Il y a des libéraux, par exemple, qui croient que l'économie est le lieu où se résolvent tous les problèmes et que le marché libre est la panacée qui résout tout, de la pauvreté au chômage, de la marginalité à l'exclusion sociale. Ces libéraux, véritables logarithmes vivants, ont fait parfois plus de mal à la cause de la liberté que les marxistes, premiers propagateurs de cette thèse absurde selon laquelle l'économie est le moteur de l'histoire des nations et le fondement de la civilisation. Ce n'est pas vrai. Ce qui différencie la civilisation de la barbarie ce sont les idées, la culture, plutôt que l'économie et celle-ci, en elle-même, sans le soutien de celle-là, peut produire sur le papier des résultats optimaux, mais ne donne pas de sens à la vie des gens, ni ne leur offre des raisons de résister à l'adversité et de se sentir solidaires et compatissants, ni ne les fait vivre dans un entourage imprégné d'humanité. C'est la culture, un corps d'idées, de croyances et de coutumes partagées — parmi lesquelles, évidemment, on peut inclure la

religion — qui donne chaleur et vie à la démocratie et qui permet à l'économie de marché, avec son caractère compétitif et sa froide mathématique de prix pour le succès et de punitions pour l'échec, de ne pas dégénérer en une bataille darwinienne dans laquelle — la phrase est d'Isaiah Berlin — « les loups mangent tous les agneaux ». Le marché libre est le meilleur mécanisme qui existe pour produire de la richesse et, bien épaulé par d'autres institutions et usages de la culture démocratique, il pousse le progrès matériel d'une nation vers les vertigineux progrès que nous connaissons. Mais c'est aussi un mécanisme implacable qui, sans cette dimension spirituelle et intellectuelle que représente la culture, peut réduire la vie à une lutte féroce et égoïste où seuls survivraient les forts. Cela dit, le libéral que je tâche d'être, croit que la liberté est la valeur suprême, puisque c'est grâce à la liberté que l'humanité a pu progresser depuis la caverne primitive jusqu'au voyage dans les étoiles et la révolution informatique, depuis les formes d'association collectiviste et despotique jusqu'à la démocratie représentative. Les fondements de la liberté sont la propriété privée et l'État de droit, le système qui garantit les moindres formes d'injustice, qui produit le plus grand progrès matériel et culturel, qui freine le plus la violence et qui respecte le plus les droits de l'homme. Pour cette conception du libéralisme, la liberté est une, la liberté politique et la liberté économique sont inséparables, comme les deux faces d'une même monnaie. Pour ne pas l'avoir compris ainsi, les tentatives démocratiques en Amérique latine ont tant de fois échoué. Parce que les démocraties qui commençaient à poindre après les dictatures respectaient la liberté politique mais repoussaient la liberté économique, ce qui produisait inévitablement plus de pauvreté, d'inefficacité et de corruption, ou parce que des gouvernements autoritaires se mettaient en place, convaincus que seul un régime fort et répresseur pouvait garantir le fonctionnement du marché libre. C'est là une dangereuse erreur. Il n'en a jamais été ainsi et c'est pour cela que toutes les dictatures latino-américaines « développistes » ont échoué, car il n'y a pas d'économie libre qui fonctionne sans un système judiciaire indépendant et efficace ni de réformes qui aient du succès si on les entreprend sans la surveillance et la critique que seule la démocratie permet. Ceux qui croyaient que le général Pinochet était l'exception à la règle, parce que son régime avait obtenu quelques succès économiques, découvrent maintenant, avec les révélations sur les assassinats et la torture, ses comptes secrets et ses millions de dollars placés à l'étranger, que le dictateur chilien était, comme tous ses congénères latino-américains, un assassin et un voleur.

Démocratie politique et marchés libres sont deux fondements capitaux d'une posture libérale. Mais formulées ainsi, ces deux expressions ont quelque chose

d’abstrait et d’algébrique, qui les déshumanise et les éloigne de l’expérience des gens communs et courants. Le libéralisme est plus, bien plus que cela. Fondamentalement il est tolérance et respect des autres, et principalement de celui qui ne pense pas comme nous, pratique d’autres usages et adore un autre dieu ou est incrédule. Accepter cette coexistence avec celui qui est différent a été le pas le plus extraordinaire fait par les êtres humains sur le chemin de la civilisation, une attitude ou disposition qui a précédé la démocratie et l’a rendue possible, et a contribué plus qu’aucune découverte scientifique ou aucun système philosophique à atténuer la violence et l’instinct de domination et de mort dans les rapports humains. Et ce qui a éveillé cette méfiance naturelle envers le pouvoir, envers tous les pouvoirs, qui est chez les libéraux quelque chose comme notre seconde nature. On ne peut se passer du pouvoir, bien sûr, sauf dans les belles utopies des anarchistes. Mais on peut assurément le freiner et lui faire contrepoids pour qu’il n’excède pas la mesure, usurpe des fonctions qui ne sont pas de sa compétence et renverse l’individu, ce personnage que nous les libéraux considérons comme la pierre milliaire de la société et dont les droits doivent être respectés et garantis parce que, s’ils étaient foulés aux pieds, cela entraînerait inévitablement une série multipliée et croissante de violences qui, comme les ondes concentriques, effacent l’idée même de la justice sociale.

La défense de l’individu est la conséquence naturelle lorsqu’on considère la liberté comme la valeur individuelle et sociale par excellence. Car la liberté se mesure au sein d’une société par la marge d’autonomie dont dispose le citoyen pour organiser sa vie et réaliser ses aspirations sans interférences injustes, c’est-à-dire par cette « liberté négative » comme l’a appelée Isaiah Berlin dans un célèbre essai. Le collectivisme, inévitable dans les premiers temps de l’histoire, quand l’individu était seulement une partie de la tribu, qui dépendait du tout social pour survivre, a décliné au fur et à mesure que le progrès matériel et intellectuel permettait à l’homme de dominer la nature, de vaincre la peur du tonnerre, des bêtes féroces, de l’inconnu et de l’autre, celui qui avait une autre couleur de peau, une autre langue et d’autres coutumes. Mais le collectivisme a survécu au long de l’histoire dans ces doctrines et idéologies qui prétendent faire de l’appartenance d’un individu à une collectivité déterminée une valeur suprême, la race, par exemple, la classe sociale, la religion ou la nation. Toutes ces doctrines collectivistes, le nazisme, le fascisme, les intégrismes religieux, le communisme, sont pour cela les ennemis naturels de la liberté, et les adversaires les plus acharnés des libéraux. À chaque époque, cette tare atavique, le collectivisme, montre son horrible visage et menace de détruire la civilisation et de nous ramener à la barbarie. Hier elle s’est appelée fascisme et communisme, aujourd’hui elle s’appelle nationalisme et fondamentalisme religieux.

Un grand penseur libéral, Ludwig von Mises, fut toujours opposé à l'existence de partis libéraux parce que, à son sens, ces formations politiques, en prétendant monopoliser le libéralisme, le dénaturaient, en l'enfermant dans le moule étroit des luttes partisanes afin d'accéder au pouvoir. D'après lui, la philosophie libérale doit être, plutôt, une culture générale, partagée par tous les courants et mouvements politiques qui coexistent dans une société ouverte et soutiennent la démocratie, une pensée qui irrigue pareillement les sociaux-chrétiens, les radicaux, les sociaux-démocrates, les conservateurs et les socialistes démocratiques. Il y a bien du vrai dans cette théorie. Et ainsi, dans notre temps, nous avons vu le cas de gouvernements conservateurs comme ceux de Ronald Reagan, Margaret Thatcher et José María Aznar, qui ont impulsé des réformes profondément libérales, tandis que, de nos jours, il appartient plutôt à des dirigeants nommément socialistes, comme Tony Blair, au Royaume Uni, et Ricardo Lagos, au Chili, de mener à bien des politiques économiques et sociales qu'on ne peut que qualifier de libérales.

Bien que le mot « libéral » continue d'être un gros mot que tout Latino-Américain politiquement correct a l'obligation d'abominer, il est sûr que, désormais, des idées et des attitudes fondamentalement libérales ont commencé à contaminer aussi bien la droite que la gauche dans le continent des illusions perdues. Il n'est pas d'autre raison pour que, ces dernières années, malgré les crises économiques, la corruption, l'échec de tant de gouvernements à satisfaire les attentes mises en eux, les démocraties que nous avons en Amérique latine ne se soient pas effondrées ni aient été remplacées par des dictatures militaires. Bien sûr il reste encore là-bas, à Cuba, ce fossile autoritaire, Fidel Castro, qui a réussi désormais, depuis quarante-six ans qu'il tient son pays en esclavage, à devenir le dictateur de plus grande longévité de l'histoire de l'Amérique latine. Et le malheureux Venezuela souffre maintenant d'un imprésentable aspirant à être un fidel castro en minuscules, le commandant Hugo Chávez. Mais ce sont là deux exceptions sur un continent où, il vaut la peine de le souligner, il n'y a jamais eu dans le passé autant de gouvernement civils, nés d'élections plus ou moins libres. Et il est des cas intéressants et encourageants, comme celui de Lula au Brésil qui, avant d'être élu président, prônait une doctrine populiste, le nationalisme économique et l'hostilité traditionnelle de la gauche envers le marché, et qui est maintenant un partisan de la discipline fiscale, un promoteur des investissements étrangers, de l'entreprise privée et de la globalisation, bien qu'il se trompe en s'opposant à l'Alca, l'Aire de libre commerce des Amériques (Free Trade Area of the Americas). En Argentine, bien qu'avec une rhétorique plus enflammée et parfois pleine de bravades, le président Kirchner suit ses pas, heureusement, bien qu'il semble parfois le faire à contrecœur et en trébuchant.

Et tout montre, de même, que le gouvernement qui assumera prochainement le pouvoir en Uruguay, présidé par Tabaré Vázquez, se dispose, en politique économique, à suivre l'exemple de Lula au lieu de la vieille recette étatique et centraliste qui a causé tant de dégâts dans notre continent. Bien mieux, cette gauche n'a pas voulu faire marche arrière dans la privatisation des pensions — que onze pays latino-américains ont jusqu'ici menée à bien — tandis que la gauche aux États-Unis, plus rétrograde, s'oppose à privatiser la Social Security. Ce sont des signes positifs d'une certaine modernisation d'une gauche qui, sans le reconnaître, admet que le progrès de l'économie et de la justice sociale passe par la démocratie et le marché, comme nous l'avons toujours soutenu, nous les libéraux, prêchant dans le désert pendant si longtemps. Si dans les faits la gauche latino-américaine commence à faire dans la pratique une politique libérale, bien qu'elle la déguise sous une rhétorique qui la nie, tant mieux : c'est un pas en avant et cela signifie qu'il y a un espoir que l'Amérique latine laisse enfin derrière elle le poids du sous-développement et des dictatures. C'est un progrès, comme l'est l'apparition d'une droite civilisée qui ne pense plus que la solution des problèmes consiste à frapper aux portes des casernes, mais à accepter le langage des urnes, les institutions démocratiques et à les faire fonctionner.

Un autre signe positif, dans ce panorama si chargé d'ombres de l'Amérique latine de nos jours, est le fait que le vieux sentiment antiaméricain qui animait le continent a considérablement diminué. Il est vrai que l'anti-nord-américanisme est aujourd'hui plus fort dans des pays comme l'Espagne et la France, qu'au Mexique ou au Pérou. De fait, la guerre en Irak, par exemple, a mobilisé en Europe de vastes secteurs de presque tout le spectre politique, dont l'unique dénominateur commun semblait être non l'amour pour la paix, mais la rancœur ou la haine envers les États-Unis. En Amérique latine cette mobilisation a été marginale et pratiquement confinée aux secteurs les plus irréductibles de l'extrême gauche. Le changement d'attitude envers les États-Unis obéit à deux raisons, une pragmatique et une autre de principe. Les Latino-Américains qui n'ont pas perdu leur bon sens comprennent que pour des raisons géographiques, économiques et politiques une relation d'échanges commerciaux fluide et solide avec les États-Unis est indispensable à notre développement. Et de l'autre côté, le fait que contrairement au passé la politique extérieure nord-américaine, au lieu d'appuyer les dictatures, maintienne maintenant une ligne constante de soutien aux démocraties et de rejet des tentatives autoritaires, a beaucoup contribué à réduire la méfiance et l'hostilité des secteurs démocratiques d'Amérique latine vis-à-vis du puissant voisin du Nord. Ce rapprochement et cette collaboration sont en effet indispensables pour que l'Amérique latine puisse brûler des étapes

dans sa lutte contre la pauvreté et le retard.

Le libéral qui vous parle s'est fréquemment vu, ces dernières années, plongé dans des polémiques, défendant une image réelle des États-Unis que la passion et les préjugés politiques déforment parfois jusqu'à la caricature. Le problème que nous avons, nous qui tentons de combattre ces stéréotypes, c'est qu'aucun pays ne produit autant de matériaux artistiques et intellectuels antiaméricains que les États-Unis eux-mêmes — le pays natal, ne l'oublions pas, de Michael Moore, Oliver Stone et Noam Chomsky —, au point que parfois on se demande si l'antiaméricanisme ne serait pas un de ces astucieux produits d'exportation, manufacturés par la CIA, dont l'impérialisme se sert pour manipuler idéologiquement les masses tiers-mondistes. Auparavant, l'antiaméricanisme était populaire surtout en Amérique latine, mais maintenant il se produit davantage dans certains pays européens, surtout ceux qui s'accrochent à un passé qui n'est plus, et ont du mal à accepter la globalisation et l'interdépendance des nations dans un monde où les frontières, naguère solides et inexpugnables, deviennent poreuses et s'effacent peu à peu. Bien sûr, tout ce qui se passe aux États-Unis n'est pas de mon goût, absolument pas. Par exemple je regrette qu'il y ait encore beaucoup d'États où l'on applique cette aberration qu'est la peine de mort et un bon nombre de choses encore, comme de privilégier dans la lutte contre la drogue la répression sur la persuasion, malgré les leçons de la dénommée Loi sèche (*The Prohibition*). Mais tout compte fait, je crois que parmi les démocraties du monde, celle des États-Unis est la plus ouverte et fonctionnelle, celle qui a la plus grande capacité autocritique, et celle qui, pour cela même, se renouvelle et s'actualise le plus vite en fonction des enjeux et des besoins de la changeante circonstance historique. C'est une démocratie où j'admire surtout ce que le professeur Samuel Huntington redoute : ce formidable mélange de races, de cultures, de traditions et de coutumes qui, ici, réussissent à coexister sans s'entretuer, grâce à cette égalité devant la loi et à la souplesse du système pour abriter dans son sein la diversité, à l'intérieur du dénominateur commun du respect de la loi et des autres.

La présence aux États-Unis de quelque quarante millions de citoyens d'origine latino-américaine, de mon point de vue, n'attente pas à la cohésion sociale ni à l'intégrité de la nation ; elle la renforce, plutôt, en lui ajoutant un courant culturel et vital de grande force où la famille est sacrée, et dont, par sa volonté de dépassement, sa capacité de travail et son désir de triomphe, cette société ouverte tirera un très grand profit. Sans renoncer à ses origines, cette communauté s'intègre avec loyauté et amour à sa nouvelle patrie et forge un lien croissant entre les deux Amériques. C'est quelque chose dont je peux témoigner presque à la première personne. Mes parents, quand ils avaient déjà cessé d'être jeunes,

furent deux de ces millions de Latino-Américains qui, courant leur chance — ce que ne leur offrait pas leur pays — émigrèrent aux États-Unis. Pendant près de vingt-cinq ans ils ont vécu à Los Angeles, gagnant leur vie de leurs mains, ce qu'ils n'avaient jamais eu à faire au Pérou. Ma mère travailla plusieurs années comme ouvrière dans une usine textile pleine de Mexicains et de gens d'Amérique centrale, parmi lesquels elle se fit d'excellents amis. Quand mon père est mort, j'ai cru qu'elle reviendrait au Pérou, comme je le lui demandais. Mais au contraire, elle décida de rester là-bas, vivant seule et elle demanda même, et obtint, la nationalité américaine, chose que mon père ne voulut jamais faire. Plus tard, quand les misères de la vieillesse la firent retourner à sa terre natale, elle se rappela toujours avec orgueil et gratitude les États-Unis, sa seconde patrie. Pour elle il n'y eut jamais aucune incompatibilité, ni le moindre conflit de loyauté, entre son sentiment péruvien et son sentiment nord-américain.

Ce souvenir, peut-être, sera un peu plus qu'une évocation filiale. Nous pouvons peut-être voir dans cet exemple une annonce du futur. Rêvons, comme font les romanciers : un monde débarrassé de fanatiques, terroristes, dictateurs, un monde de cultures, races, croyances et traditions diverses, coexistant en paix grâce à la culture de la liberté, où les frontières auront cessé d'exister et seront devenues des ponts, que les hommes et les femmes pourront traverser et retraverser à leur gré et sans autre obstacle que leur volonté souveraine.

Il ne sera alors presque pas nécessaire de parler de liberté parce que ce sera l'air que nous respirerons et parce que nous serons tous véritablement libres. L'idéel de Ludwig von Mises, une culture planétaire, sous le signe du respect de la loi et des droits de l'homme, sera devenue réalité.

Washington D.C., mars 2005

---

1. Conférence donnée à l'AEI (American Enterprise Institute for Public Policy Research), Washington D.C., le 4 mars 2005, à l'occasion de l'attribution de l'Irving Kristol Award. *(N.d.E.)*

Bâillements chiliens

Ceux qui, comme moi, ont suivi de près les élections chiliennes, où Michelle Bachelet, candidate du centre gauche, s'est imposée sur le candidat de centre droit, Sebastián Piñera, doivent avoir éprouvé, outre une certaine envie, une surprise considérable. Ce Chili était-il un pays latino-américain ? À vrai dire cette compétition électorale ressemblait à une de ces joutes civiques où les Suisses ou les Suédois changent ou confirment chaque certain nombre d'années leurs gouvernements, bien plus qu'à une élection tiers-mondiste, où un pays joue aux urnes son modèle politique, l'organisation sociale et, souvent, même sa simple survie.

Le type même d'une élection tiers-mondiste c'est qu'en elle tout semble être remis en question et revenir à la case départ, depuis la nature même des institutions jusqu'à la politique économique et les rapports entre le pouvoir et la société. Tout peut se retourner selon le résultat électoral et, par conséquent, le pays rétrograder d'un coup, perdant du jour au lendemain tout ce qu'il a gagné au long des années, ou persévérer infiniment dans l'erreur. C'est ce qui caractérise le sous-développement : le fait de vivre en sautant, plus en arrière qu'en avant, ou en faisant du surplace, sans avancer.

Bien que ce ne soit pas encore un pays du premier monde, et qu'il lui manque assez pour l'être, le Chili n'est plus un pays sous-développé. Dans le dernier quart de siècle il a systématiquement progressé, consolidant son système démocratique, ouvrant son économie, s'intégrant au monde et renforçant sa société civile d'une façon qui n'a pas d'équivalent dans le continent latino-américain. Son progrès a été simultané dans les sphères politique, sociale, économique et culturelle. Il a réduit les niveaux de pauvreté à 18 % de la population (le niveau moyen en Amérique latine est de 45 %), avec un taux de progression comparable à celui de l'Espagne ou de l'Irlande, et sa classe moyenne a crû sans cesse jusqu'à devenir aujourd'hui, comparativement, la plus large d'Amérique latine. Un million de Chiliens ont cessé d'être pauvres dans les dix dernières années. Cela est dû à l'extraordinaire stabilité dont jouit la société chilienne, capable d'attirer tous les investissements étrangers qu'elle veut et qui signe si facilement des traités de libre commerce avec la moitié du monde (les États-Unis, l'Union européenne, la Corée du Sud et la voilà maintenant qui négocie avec l'Inde, la Chine et le Japon).

Tout cela est apparu dès le départ dans ces élections. Dans le débat entre

Michelle Bachelet et Sebastián Piñera, qui a eu lieu peu de jours avant la fin du second tour, il fallait être devin ou rhabdomancien pour découvrir les points où les candidats de la gauche et de la droite différaient véritablement. Malgré leurs efforts respectifs pour prendre des distances l'un par rapport à l'autre, la vérité est que ces différences n'affectaient aucun sujet névralgique, mais des thèmes plutôt quantitatifs (pour ne pas dire dérisoires). Piñera, par exemple, voulait mettre plus de policiers dans les rues que la Bachelet.

Quand une société ouverte atteint ces niveaux de consensus, elle est bien engagée dans la voie de la civilisation. Ce dernier mot est fort peu admiré par les intellectuels épris de barbarie — celle-ci est assurément, vue de loin et en lieu sûr, bien plus amusante et excitante que la première, synonyme d'ennui et de routine —, mais il représente le cadre le plus efficace pour vaincre la faim, le chômage, l'analphabétisme, les violations des droits de l'homme et la corruption. Et c'est le seul entourage qui garantisse aux citoyens l'exercice de la liberté.

Le président Lagos laisse le pouvoir avec 75 % d'approbation, pourcentage vraiment insolite dans une démocratie : seuls les dictateurs, grâce à leurs statistiques trafiquées, feignent d'atteindre pareille cote de popularité. Dans le cas de Ricardo Lagos c'est parfaitement mérité. C'était un socialiste qui, comme Felipe González ou Tony Blair, a su profiter des leçons de l'histoire et promouvoir, sans complexe d'infériorité, une politique économique moderne, libérale de tendance, d'ouverture au monde, d'appui à l'initiative privée et de dissémination de la propriété, qui, sous son gouvernement, a poussé le Chili à une formidable croissance.

Il s'agit, d'autre part, d'un politicien intelligent et avec des idées, sobre de paroles, nullement charismatique, un gouvernant auquel on peut faire le meilleur des éloges : celui de laisser son pays en bien meilleur état qu'il l'a trouvé. Sous son administration, les vestiges antidémocratiques semés par la dictature de Pinochet ont été corrigés et ont disparu. Et l'ex-dictateur lui-même, ces années-là, grâce à l'action tenace et patiente de quelques juges, est apparu aux yeux du monde sans ce masque d'autocrate probe que ses partisans lui avaient fabriqué. Plus personne n'oserait affirmer que Pinochet « fut le seul dictateur qui ne volait pas ». Il vola et à pleines mains, et pour cela lui, sa famille et ses complices les plus proches font aujourd'hui l'objet d'enquêtes et de procès afin de répondre de transactions malhonnêtes d'au moins trente-cinq millions de dollars.

Dans ces élections, la droite chilienne, grâce à l'irruption de Sebastián Piñera, s'est débarrassée, bien que non totalement, d'une partie de son péché original : ses liens avec la dictature. Piñera a fait campagne contre le dictateur au référendum et personne le connaissant ne mettrait en doute ses convictions

démocratiques. Qu'il ait bâti un véritable empire économique, penseront beaucoup, devait être un sérieux obstacle pour devenir un leader politique. Mais il n'en a pas été ainsi et, au contraire, l'énergie et l'intelligence avec lesquelles il a défendu sa candidature, semblent lui garantir un avenir solide comme leader de la droite chilienne.

La victoire de Michelle Bachelet est, entre autres choses, une réparation morale du peuple du Chili envers tous ceux qui furent offensés, torturés, exilés ou bâillonnés dans les années de la dictature. Et un pas de géant vers l'égalité entre hommes et femmes dans un pays où le machisme semblait inamovible. (Il a été le dernier pays d'Amérique latine à approuver le divorce.) Mais ce n'est pas seulement la promotion de la femme dans la société chilienne qui recevra, avec la nouvelle présidente du Chili, un appui important. La laïcité aussi, cette exigence indispensable du progrès démocratique. N'oublions pas que l'Église catholique a eu au Chili une influence bien plus grande que dans tout le reste de l'Amérique latine.

Malgré tous ces indices prometteurs, le Chili ne peut dormir sur ses lauriers s'il veut continuer à progresser. Une de ses carences les plus graves est l'énergie, pour faire face à la demande croissante de son industrie et de son infrastructure en expansion. Pour cela il est indispensable que le Chili arrondisse les angles dans ses rapports, parfois crispés, avec ses voisins, en particulier la Bolivie, à qui l'oppose un conflit qui a ses racines dans la guerre du Pacifique, en 1879, à la suite de laquelle le pays de l'Altiplano a perdu son accès à la mer. Un des grands enjeux du gouvernement de Michelle Bachelet est de mettre fin une fois pour toutes au différend avec la Bolivie, et aux querelles maritimes avec le Pérou, de façon que la collaboration active entre ces trois pays apporte aux uns et aux autres des bénéfices tangibles : au Chili l'énergie dont il a besoin et qui abonde en Bolivie, et à ce dernier et au Pérou le marché chilien prospère pour leurs produits et leurs investissements, ainsi que la technologie qu'ils requièrent pour leur propre développement et que le Chili est en état de leur offrir. Cette collaboration, en outre, permettra que cesse, et commence à se réduire, l'inutile et dangereuse course aux armements, de triste mémoire dans la région, et source du soupçon et de la méfiance qui alimentent les nationalismes xénophobes. Le Chili est le pays qui dépense le plus en armement en Amérique du Sud et le gouvernement de Lagos seul a investi deux mille cinq cents millions de dollars en équipements militaires.

Comparé à ses voisins, le Chili civilisé de nos jours est un pays fort ennuyeux. Nous autres, en revanche, les Péruviens, les Boliviens, les Argentins, les Équatoriens, vivons dangereusement et ne nous ennuyons jamais. C'est pourquoi les choses sont ce qu'elles sont. Que n'est-on comme ces Chiliens qui

maintenant recherchent des expériences fortes dans la littérature, le cinéma ou les sports au lieu de la politique !

Lima, janvier 2006

À l’intérieur et à l’extérieur de l'Amérique latine [1]

J’ai découvert l’Amérique latine à Paris, dans les années soixante. Jusqu’alors j’avais été un jeune Péruvien qui, non content de lire les écrivains de son propre pays, lisait presque exclusivement les écrivains nord-américains et européens, surtout français. À l’exception de quelques célébrités, comme Pablo Neruda et Jorge Luis Borges, je connaissais à peine ici ou là un écrivain hispano-américain, et dans ces années-là je ne pensais jamais à l’Amérique latine comme à une communauté culturelle, plutôt comme à un archipel de pays fort peu reliés entre eux.

C’est à Paris que j’ai appris qu’il en allait tout autrement, parce que Paris, dans les années soixante, était devenu, comme le dit Octavio Paz, la capitale de la littérature latino-américaine. En effet, la plupart des écrivains les plus importants de cette région du monde avaient vécu ou vivaient à Paris, ou bien passaient par cette ville, et ceux qui ne le faisaient pas finissaient, de toute façon, par être découverts, traduits et promus par la France, grâce à quoi l’Amérique latine reconnaissait et commençait à lire ses propres écrivains.

Les années soixante furent toutes d’exaltation. L’Amérique latine devint le centre de l’actualité grâce à la révolution cubaine, aux guérillas et aux mythes ou fictions qu’elle mit en circulation. Beaucoup d’Européens, de Nord-Américains, d’Africains et d’Asiatiques voyaient surgir sur le continent des putschs et des caudillos un espoir politique de changement radical, la renaissance de l’utopie socialiste et un nouveau romantisme révolutionnaire. Et ils découvraient en même temps l’existence d’une littérature nouvelle, riche, dynamique et inventive, qui, au-delà de sa libre et audacieuse fantaisie, expérimentait de nouvelles façons de raconter des histoires et voulait dépoussiérer le langage narratif traditionnel.

Ma découverte de l’Amérique latine, ces années-là, me poussa à lire ses poètes, ses historiens et ses romanciers, à m’intéresser à son passé et à son présent, à voyager dans tous ses pays et à vivre ses problèmes et ses combats politiques comme si c’étaient les miens. Depuis lors j’ai commencé à me sentir, avant tout, latino-américain. Je le suis resté toutes ces années et le serai jusqu’à la fin de mes jours, même si je comprends mieux qu’avant que le latino-américain n’est qu’une expression de l’universel, surtout de l’occidental, et même si mes illusions d’une Amérique latine libre, prospère, imprégnée de culture de la liberté, sont passées très souvent de l’optimisme au pessimisme et à nouveau à l’optimisme, et derechef au pessimisme, au fur et à mesure que le

monde où je suis né semblait prendre la voie démocratique ou tombait une fois de plus dans l'autoritarisme, le désordre et la violence.

Que signifie se sentir latino-américain ? De mon point de vue, avant tout, avoir conscience que les démarcations territoriales qui divisent nos pays sont artificielles, oukases politiques imposés arbitrairement dans les années coloniales et que les leaders de l'émancipation et les gouvernements républicains, au lieu de réparer, ont légitimés et parfois aggravés, en divisant et isolant des sociétés où le dénominateur commun était bien plus profond que les différences particulières. Cette balkanisation forcée de l'Amérique latine, contrairement à ce qui s'est produit en Amérique du Nord, où les treize colonies se sont unies et leur union a déterminé le décollage des États-Unis, a été un des facteurs les plus notables de notre sous-développement, car elle a encouragé les nationalismes, les guerres et les conflits où les pays latino-américains ont été saignés à blanc, gaspillant d'immenses ressources qui auraient pu servir à leur modernisation et à leur progrès. Ce n'est que dans le domaine culturel que l'intégration latino-américaine a réussi à être quelque chose de réel, imposé par l'expérience et la nécessité — tous ceux qui écrivent, composent, peignent et réalisent toute autre tâche créative découvrent que ce qui les unit est bien plus important que ce qui les sépare des autres Latino-Américains — tandis que dans les autres domaines, la politique et l'économie surtout, les tentatives d'unifier des actions gouvernementales et des marchés se sont vues toujours freinées par les réflexes nationalistes, malheureusement très enracinés dans tout le continent : c'est la raison pour laquelle tous les organismes conçus pour unir la région, depuis le Pacte Andin jusqu'au Mercosur, n'ont jamais prospéré.

Les frontières nationales ne signalent pas les véritables différences existant en Amérique latine. Elles se trouvent au sein de chaque pays et transversalement, englobant des régions et des groupes de pays. Il y a une Amérique latine occidentalisée, qui parle espagnol, portugais et anglais (dans la Caraïbe et en Amérique centrale) et qui est catholique, protestante, athée ou agnostique, et une Amérique latine indigène qui, dans des pays comme le Mexique, le Guatemala, l'Équateur, le Pérou et la Bolivie, comprend plusieurs millions de personnes et conserve des institutions, des pratiques et des croyances de racine préhispanique. Mais l'Amérique indigène n'est pas homogène, c'est à son tour un autre archipel avec différents niveaux de modernisation. Tandis que quelques langues et traditions sont le patrimoine de vastes conglomérats sociaux, comme le quechua et l'aymara, d'autres, comme dans les cultures amazoniennes, survivent en petites communautés, parfois à peine d'une poignée de familles.

Le métissage, par chance, est très répandu et tend des ponts, rapproche et fond ces deux mondes. Dans quelques pays, comme le Mexique, il a intégré

culturellement et racialement la majeure partie de la société — c'est peut-être la seule réussite de la Révolution mexicaine —, en faisant de ces deux extrêmes ethniques des minorités. Cette intégration, bien sûr, est beaucoup moins dynamique dans le reste du continent, mais elle continue à se produire et, à la longue, elle finira par prévaloir, donnant à l'Amérique latine le profil distinctif d'un continent métis. Quoique, nous l'espérons, sans l'uniformiser totalement et le priver de nuances, ce qui ne semble ni possible ni désirable au siècle de la globalisation et de l'interdépendance des nations. Ce qui est indispensable c'est que, tôt ou tard, grâce à la démocratie — la liberté et la légalité conjuguées — tous les Latino-Américains, quelles que soient la race, la langue, la religion et la culture, soient égaux devant la loi, jouissent des mêmes droits et des mêmes chances, coexistant dans la diversité sans se voir discriminés ni exclus. L'Amérique latine ne peut renoncer à cette diversité multiculturelle qui fait d'elle un prototype du monde. Je reste fidèle à l'engagement envers l'Amérique latine que j'ai contracté à Paris, cela fera bientôt un demi-siècle. Quiconque jette un œil sur ce que j'ai écrit verra bien qu'au long des années, bien que mes opinions littéraires et mes jugements politiques, mes enthousiasmes et mes critiques, aient changé souvent de but et de contenu — toutes les fois que la changeante réalité l'exigeait de moi —, mon intérêt, ma curiosité, et aussi ma passion pour le monde où je suis né, complexe, tragique et formidable, d'une immense vitalité, d'une grande souffrance et de peines indicibles, où les formes les plus raffinées de la civilisation se mêlent à celles de la pire barbarie, sont restés intacts jusqu'à aujourd'hui.

L'une des obsessions récurrentes de la culture latino-américaine a été de définir son identité. À mon sens, il s'agit d'une prétention inutile, dangereuse et impossible, car l'identité est quelque chose qu'ont les individus et dont sont dépourvues les collectivités, une fois dépassés les conditionnements tribaux. Mais, tout comme dans d'autres parties du monde, cette manie de vouloir déterminer la spécificité historico-sociale ou métaphysique d'un ensemble grégaire a fait couler des océans d'encre en Amérique latine et engendré de féroces diatribes et d'interminables polémiques. La plus célèbre et la plus longue de toutes est celle qui fit s'affronter les « hispanistes », pour qui la véritable histoire d'Amérique latine commence à l'arrivée des Espagnols et des Portugais entraînant l'amarrage du continent au monde occidental, et les « indigénistes », pour qui l'authentique et profonde réalité de l'Amérique se trouve dans les civilisations précolombiennes et chez leurs descendants, les peuples indigènes, et non chez les héritiers contemporains des conquistadors, qui les marginalisent encore aujourd'hui et les exploitent.

Bien qu'en veilleuse pendant de longues périodes, cette vision

schizophrénique et raciste de l'Amérique latine n'a jamais totalement disparu. De temps en temps elle refait surface, dans le champ politique, parce que, comme toutes les simplifications manichéennes, elle permet aux démagogues d'agiter les passions collectives et de donner des réponses superficielles et schématiques à des problèmes complexes. En vérité, l'Amérique latine est tout à la fois espagnole, portugaise, indienne, africaine et bien d'autres choses encore. Vouloir à tout prix lui assigner une identité unique revient à trancher et mutiler en excluant et abolissant des millions de Latino-Américains et de multiples façons et manifestations de leur luxuriante variété culturelle.

La richesse de l'Amérique latine c'est d'être tant de choses à la fois, qui font d'elle un microcosme où cohabitent presque toutes les races et cultures du monde. Cinq siècles après l'arrivée des Européens sur leurs plages, dans leurs cordillères et leurs selvas, les Latino-Américains d'origine espagnole, portugaise, italienne, allemande, chinoise ou japonaise sont autant originaires du continent que ceux dont les prédécesseurs étaient les antiques aztèques, toltèques, mayas, quechuas, aymaras ou caribéens. Et la marque qu'ont laissée les Africains sur le continent, où ils se trouvent aussi depuis cinq siècles, est présente partout : dans les types humains, le parler, la musique, la nourriture, voire certaines façons de pratiquer la religion. Il n'est pas exagéré de dire qu'il n'y a pas de tradition, de culture, de langue ou de race qui n'ait apporté quelque chose à ce vortex phosphorescent de mélanges et d'alliances qu'on trouve dans tous les ordres de la vie en Amérique latine. Cet amalgame est son meilleur patrimoine. Être un continent dépourvu d'identité parce qu'il les a toutes. Et parce qu'il continue à se transformer chaque jour.

Bien qu'on ne l'aborde généralement pas de façon explicite, un sujet rôde dans tous les coins de la culture latino-américaine : la contradiction abyssale qui existe entre sa réalité sociale et politique et sa production littéraire et artistique. C'est le même continent qui, par ses différences astronomiques de revenu entre riches et pauvres, ses niveaux de marginalisation, de chômage et de pauvreté, par la corruption qui sape ses institutions, par ses gouvernements dictatoriaux et populistes, par ses taux d'analphabétisme et de scolarisation, ses indices de criminalité, le trafic de drogue et l'exode rural, est l'incarnation même du sous-développement, tout en détenant un haut coefficient d'originalité littéraire et artistique. On ne peut parler de sous-développement en la matière que dans son versant sociologique : la petitesse du marché culturel, la désaffection pour la lecture, l'aire restreinte des activités artistiques. Mais quant à la production, ni ses écrivains, ni ses cinéastes, ni ses peintres, ni ses musiciens (qui font danser le monde entier) ne pourraient être taxés de sous-développés. Chez ses meilleurs illustrateurs, l'art et la littérature d'Amérique latine ont laissé loin derrière

depuis longtemps le pittoresque et le folklorique pour atteindre des niveaux d'élaboration et d'originalité qui leur garantissent une audience universelle.

Comment expliquer ce paradoxe ? Par les grands contrastes de la réalité latino-américaine, où coexistent non seulement toutes les géographies, les ethnies, les religions et les coutumes, mais aussi toutes les époques historiques, comme l'a montré Alejo Carpentier dans *Le partage des eaux*, ce voyage romanesque dans l'espace de la cité industrielle la plus moderne à la vie rurale la plus primitive qui est, en même temps, un voyage dans le temps. Tandis que les élites culturelles se modernisaient et s'ouvraient au monde en se renouvelant grâce à une confrontation avec les grands centres de pensée et de création culturelle de la vie contemporaine, la vie politique, à de très rares exceptions près, demeurait ancrée dans un passé autoritaire de caudillos et de camarillas qui exerçaient le despotisme, mettaient à sac les finances publiques, et figeaient la vie économique dans le féodalisme et le mercantilisme. Un divorce monstrueux s'en est suivi : tandis que les petits réduits de la vie culturelle — minimes espaces de libertés délivrées selon le bon vouloir d'un pouvoir politique généralement primaire et dédaigneux de la culture — se trouvaient en contact avec la réalité et évoluaient pour en faire sortir des écrivains et des artistes de haut niveau, le reste de la société demeurait pour ainsi dire immobilisé dans un anachronisme autodestructeur. Il est vrai que ces derniers temps les choses se sont un peu améliorées, car il y a maintenant en Amérique latine une grande majorité de gouvernements démocratiques. Mais certains d'entre eux vacillent à cause de leur incapacité à satisfaire les demandes sociales et de la corruption qui les ronge, et le continent a encore, comme souvenir emblématique de son passé, la dictature la plus vieille du monde : celle de Fidel Castro (quarante-sept ans au pouvoir). Et, au Venezuela, le populisme ressuscite avec une force torrentielle.

On ne peut comprendre l'Amérique latine sans en sortir et l'observer de ses propres yeux, ainsi que les mythes et stéréotypes qui se sont élaborés sur elle à l'étranger, parce que cette dimension mythique est inséparable de la réalité historique d'une communauté, et aussi parce que l'Amérique latine a fait siens et métabolisé beaucoup de ces mythes et stéréotypes, s'efforçant souvent d'être ce que, pour des raisons idéologiques et folkloriques, beaucoup d'Européens et de Nord-américains disaient qu'elle était et voulaient qu'elle fût, à commencer par le chroniqueur colonial Antonio León Pinelo, qui a « démontré » que le Paradis terrestre se trouvait en Amazonie, jusqu'à finir par mon ami Régis Debray qui, dans les années soixante, a détecté en Amérique latine un nouveau modèle pour faire la révolution et changer l'histoire et qui, voici peu, a décrété que les proclamations du sous-commandant Marcos, l'homme masqué du Chiapas, étaient la meilleure prose de la langue espagnole. Beaucoup de penseurs et

d’écrivains comme eux, sans être latino-américains, ont eu une influence marquante dans la vie culturelle et politique du continent, et, comme prix ou punition, ils mériteraient de l’être.

Parmi ces influences a prévalu, en grande partie, la culture européenne, principalement française. Depuis les temps de l’indépendance, où les idées des encyclopédistes et des doctrinaires de la révolution ont laissé une trace fondamentale dans les idéaux de l’émancipation, en passant par le positivisme qui a marqué l’activité intellectuelle et civique d’un bout à l’autre de la région, mais surtout au Brésil et au Mexique, jusqu’à voici relativement peu de temps les modèles esthétiques, les idéologies, les valeurs philosophiques, les thèmes et priorités du débat intellectuel en Amérique latine ont suivi de très près ce qui se passait en Europe. Et souvent ce qui arrivait jusqu’à nous d’autres cultures s’opérait à travers les traductions, les modes et les interprétations européennes. Cela a changé de nos jours, avec la ramification des centres culturels et la disparition des frontières, mais, jusqu’à ma génération au moins, la vie artistique et culturelle de l’Amérique latine était incompréhensible sans la fécondation occidentale.

Cela me conduit à formuler une autre interrogation qui a été l’objet aussi de querelles passionnées (et qui le reste encore) : l’Amérique latine fait-elle partie de l’Occident, culturellement parlant, ou est-elle essentiellement différente, comme le seraient la Chine, l’Inde ou le Japon ? Pour moi la réponse est évidente — oui, l’Amérique latine est une prolongation outremer de l’Occident, mais avec, naturellement, des nuances considérables et des différences propres, et qui, sans la détacher du tronc commun, lui donnent une certaine singularité —, mais c’est là une opinion loin d’être partagée par tous les Latino-Américains. Avec cet argument souvent rebattu selon lequel, s’il en était ainsi, l’Amérique latine manquerait de voix propre et serait tout juste, dans sa culture et son art, un épigone colonial.

Ceux qui pensent ainsi sont, sans parfois le remarquer, des nationalistes convaincus que chaque peuple ou nation a une configuration animique et métaphysique propre, dont sa culture est l’expression. J’ai déjà dit que, culturellement parlant, l’Amérique latine est quantité de choses dissemblables dont, en la fragmentant et en éliminant une bonne partie de ces fragments, on pourrait dégager un unique trait spécifique pour le continent qui, depuis l’arrivée sur ses plages des trois caravelles de Colomb, a articulé son histoire sur celle du reste du monde. À vrai dire, la diversité, qui est sa condition caractéristique, est en grande partie la conséquence des sources occidentales qui la nourrissent. Aussi, les Latino-Américains s’expriment surtout en espagnol, en anglais, en portugais et en français. Aussi sont-ils catholiques, protestants, athées ou

agnostiques. Et ceux qui sont athées ou agnostiques le sont à la façon qu'ils ont apprise de l'Occident, tout comme ses réactionnaires et ses révolutionnaires, ses démocrates et ses libéraux. Cela dit, dans leurs moments les plus créatifs, les Latino-Américains n'ont jamais été un pur *calque*, une simple *copie* de ce qu'ils prenaient de la culture occidentale. Ces mos sont de José Carlos Mariátegui, un des très rares marxistes latino-américains qui, en effet, ne se borna pas à répéter comme un ventriloque les marxistes occidentaux européens dans les pages desquels il se forma, mais utilisa ces leçons pour faire une analyse personnelle et originale, bien que pas toujours réussie, de la problématique sociale et économique de son pays, le Pérou.

Un autre exemple intéressant de ce que je tâche d'illustrer est celui d'Euclides da Cunha, l'écrivain brésilien qui, dans *Hautes terres. La guerre de Canudos* (*Os Sertões*), a passé au crible la guerre de Canudos, dans le Nord-Est brésilien, à la fin du XIX^e^ siècle, en utilisant toutes les théories sociologiques et philosophiques en cours dans l'Europe de son temps. Le résultat de son investigation a été exactement le contraire de ce qu'il avait prévu : au lieu de dégager le sens profond de cette guerre déclenchée par un mouvement messianique, il a démontré que les schémas conceptuels européens étaient insuffisants pour expliquer correctement ce conflit, qui était né précisément comme conséquence d'une distorsion profonde de certaines valeurs et doctrines religieuses qui, dans le monde primitif et isolé de l'intérieur de Bahía, s'étaient transformées jusqu'à devenir dans certains cas tout l'opposé. Les paysans rebelles se dressèrent contre la République parce qu'ils croyaient qu'elle était l'incarnation du démon et les républicains progressistes, pour mieux les comprendre et les détester avec bonne conscience, voyaient dans ces paysans millénaristes les agents de la monarchie et de l'Angleterre.

Mariátegui et da Cunha sont deux exemples, parmi bien d'autres, qui montrent que l'Amérique latine, en partant de sources européennes, a su trouver une musique propre qui l'émancipe, sans se brouiller avec elle, de l'influence du vieux monde. Dans la littérature créative il y a aussi des cas très semblables à ceux de la pensée sociologique et historique. Juan Rulfo, au Mexique, José María Arguedas, au Pérou, et Augusto Roa Bastos, au Paraguay, pour citer seulement trois contemporains, ont construit des mondes fictifs qui utilisent comme matière première les réalités indigènes de leur pays, que tous trois connaissaient intimement. Mais leurs prouesses artistiques auraient été impossibles sans une habileté verbale et des techniques formelles auxquelles ils accédèrent grâce à des modèles de la littérature européenne et nord-américaine, qu'ils surent acclimater à leur propre monde. N'est-ce pas là le trait le plus précieux de ce que nous appelons culture occidentale ? Le renouvellement

perpétuel des formes et des idées, en fonction de la critique et de l'autocritique. La constante assimilation de valeurs et de principes importés qui enrichissent. Tout cela à l'intérieur d'une coexistence des différences que permettent seulement la liberté, l'esprit critique et la vocation à l'universalité.

On remarquera curieusement que ceux qui se sont le plus efforcés d'éloigner l'Amérique latine de l'Occident ont été ces écrivains, penseurs ou politiciens occidentaux qui, lassés ou déçus de leur propre culture, vont en chercher d'autres qui, croient-ils ou s'efforcent-ils de croire, peuvent mieux satisfaire leur appétit d'exotisme, de primitivisme, de magie, d'irrationalité et de l'innocence du bon sauvage rousseauiste, et ils ont fait de l'Amérique latine le lieu de leurs utopies. Cela a donné parfois d'excellents fruits littéraires, comme les romans latino-américains de Joseph Conrad, D. H. Lawrence et Malcolm Lowry, et aussi, en général, des confusions politiques catastrophiques. Comme celles de ces amoureux des cataclysmes pour qui l'Amérique latine ne semble avoir d'autre raison d'être que de servir de décor aux fantaisies de guérillas romantiques que l'espace européen, avec ses ennuyeuses démocraties, ne tolère plus en son sein. Le plus grave, peut-être, c'est que l'Amérique latine s'est efforcée souvent de représenter ces fictions qu'inventaient pour elle des Européens comme Antonio León Pinelo, qui, incapable de le trouver en Europe, décida que le Paradis terrestre se trouvait au cœur de l'Amazonie et que l'Arche de Noé avait échappé au Déluge en flottant sur les eaux verdâtres du fleuve Amazone. N'est-ce pas une preuve que le fameux « réalisme magique » qui, pour beaucoup, est la marque la plus indélébile de la littérature latino-américaine, n'est rien d'autre qu'une expression littéraire de cette vieille habitude européenne de situer sur le nouveau continent ses désirs les plus audacieux et, parfois aussi, ses cauchemars ?

Celui qui vous parle s'est toujours senti en Europe comme chez lui, ni plus ni moins qu'en Amérique latine. Je ne m'identifie naturellement pas avec tout ce que contient la tradition occidentale, parce que, ne l'oublions pas, des choses aussi aberrantes et repoussantes que l'antisémitisme, le nationalisme, le fascisme et le communisme sont aussi des produits occidentaux. La tradition occidentale que j'ai faite mienne est celle de la culture démocratique, de la légalité, de la rationalité, de la tolérance et de la liberté. Et son très riche patrimoine littéraire, philosophique et artistique.

Mais je ressens quelque chose d'identique avec l'Amérique latine. Bien que je sois de là-bas, et que mes racines plongent bien dans son sol, je rejette de toutes mes forces la barbarie représentée par les caudillos militaires et les dictatures des hommes forts — toutes, sans exception, de droite comme de gauche, le stupide machisme, le nationalisme qui est le grand rideau de fumée derrière lequel les

gouvernements justifient la course aux armements et le brigandage juteux qu'elle permet, tout comme la vision cocardière et provinciale de la culture et de la politique, qui est comme l'autre face du nationalisme, et la meilleure façon de ne jamais sortir du sous-développement. Mais l'Amérique latine n'est pas seulement cela, absolument pas. Elle est aussi un monde plein d'énergie et de créativité, plus fécond et exaltant que l'image que nous en offrent ses élites politiques, et qui, dans les arts et les lettres surtout, a pu dépasser les limites du tiers-mondisme et atteindre à une citoyenneté universelle.

Dans ces domaines où un Européen et un Latino-Américain se comprennent et coïncident, tous deux expriment le meilleur que la culture occidentale a donné au monde. Il n'est peut-être pas inutile de le rappeler dans cette université qui porte le nom du baron de Humboldt, un des Européens qui a le plus fait pour présenter le vieux et le nouveau monde comme les deux faces d'une même civilisation.

Berlin, octobre 2005

---

1. Conférence donnée à l'université Humboldt pour la remise du doctorat honoris causa. Berlin, 13 octobre 2005. *(N.d.E.)*

V. LES BÉNÉFICES DE L'IRRÉALITÉ : ART ET LITTÉRATURE D'AMÉRIQUE LATINE

Paradiso, de José Lezama Lima

José Lezama Lima est une des victimes de l'isolement culturel des pays latino-américains ; son nom et ses ouvrages sont à peine connus hors des frontières de Cuba, et c'est une injustice non seulement envers lui (peu soucieux, au demeurant, de la maigre diffusion de ses écrits), mais envers les lecteurs d'Amérique, que le manque de maisons d'édition et de revues à diffusion continentale, le rare contact littéraire entre des pays à la langue et l'histoire communes maintenus en mutuelle ignorance par le sous-développement aigu, ont privés jusqu'à présent d'une œuvre de très grande valeur et, surtout, originale. L'apparition, au printemps de 1966, dans la collection « Contemporáneos » de l'Uneac (l'Union nationale des écrivains et artistes de Cuba), de *Paradiso*[1], livre qui couronne la tâche créatrice de Lezama Lima, devrait mettre fin une fois pour toutes à cette méconnaissance et gagner à cet auteur l'admiration qu'il mérite.

QUI EST LEZAMA LIMA ?

Lezama Lima est né à la fin de 1910 dans le campement militaire de Columbia, à La Havane, où son père était colonel d'artillerie ; sa mère appartenait à une famille d'émigrés révolutionnaires et avait été élevée aux États-Unis. L'enfance de Lezama s'écoula dans un monde d'uniformes, de galons et de rites dont il semble avoir conservé un souvenir très vivant et agréable, avec un curieux amour pour la discipline, les hiérarchies, les emblèmes et les symboles. Le colonel mourut quand Lezama Lima avait neuf ans et cela affecta à ce point l'enfant que, d'après Armando Álvarez Bravo (à qui je dois ces éléments biographiques[2]), ses crises d'asthme s'exacerbèrent et l'obligèrent à de longs séjours au lit. Il fut, dès lors, un être maladif et solitaire, qui joua peu, enfant, mais, en revanche, lut avec voracité. À partir de 1929, il vécut seul avec sa mère, qui exerça une influence décisive sur sa formation et sa vocation, et pour qui il professa une dévotion presque religieuse. (« Presque un an avant la mort de sa mère, dit Alvarez Bravo, Lezama la pressent et tombe dans un état d'abattement qui lui fait abandonner son travail, perdre intérêt pour toute chose, s'enfermer en lui-même. ») Lezama étudia le droit et quand il fréquentait l'université, en 1930, il s'engagea un peu dans la politique en luttant contre la

dictature de Machado. En dehors de cet épisode, sa vie a été consacrée, d'un côté, aux inévitables activités alimentaires — comme avocat et fonctionnaire — et, de l'autre, à une vocation têtue et inébranlable de lecteur universel et, bien sûr, à l'exercice de la poésie.

L'arrivée de Juan Ramón Jiménez dans l'île représenta un grand encouragement pour la génération de Lezama Lima, qui le fréquenta et dont il assimila grandement le message esthétisant en faveur d'un art pur, minoritaire et exclusif. Le premier livre de Lezama Lima, *Mort de Narcisse*, est de 1937, et depuis lors il en a publié dix autres (*Rumeur ennemie*, 1941 ; *Aventures secrètes*, 1945 ; *La Fermeté*, 1945 ; *Arístides Fernández*, 1950 ; *Analecte de la montre*, 1953 *; L'expression américaine*, 1957 ; *Traités à La Havane*, 1958 ; *Dador*, 1960 ; une monumentale anthologie de la poésie cubaine en trois volumes, 1965 ; et *Paradiso*, 1966), où la poésie occupe la place principale, mais qui comprennent aussi des récits, des essais, de la critique littéraire et artistique. Curieusement, cet homme si éloigné de l'action, qui a tant voué sa vie à l'étude et à la réalisation de sa propre œuvre créatrice, a été aussi un animateur actif et un propagandiste culturel. En 1937, il a tiré trois numéros d'une revue, *Verbum* ; puis entre 1939 et 1941, six d'une autre, *Espuela de Plata* ; entre 1942 et 1944, dix numéros d'une nouvelle, *Nadie parecía*, et entre 1944 et 1957, quarante numéros d'une des publications littéraires les plus suggestives, riches et cohérentes du continent : *Orígenes*. Après le triomphe de la révolution, Lezama Lima dirigea le département de la littérature et des publications du Conseil national de la culture, il fut nommé vice-président de l'Union des écrivains (Uneac) et il est, actuellement, conseiller du Centre cubain de recherches littéraires. Son adhésion à la révolution n'a altéré ni ses convictions littéraires et religieuses (quoique, probablement, maints catholiques doivent le trouver singulièrement hétérodoxe), ni son système de vie paisible, dans sa maison du vieux La Havane, bourrée de livres — qui débordent des étagères des pièces et des couloirs et qu'on voit répandus par terre ou formant des pyramides dans les coins —, de tableaux et d'objets qui surprennent les visiteurs, moins peut-être pour leur richesse intrinsèque que pour la façon luxueuse et baroque qu'a de les exhiber Lezama Lima lui-même, en les imprégnant de ce coloris, de cette accablante érudition et de cette mythologie privée qui impriment d'un sceau personnel tout ce qu'il dit ou écrit. Homme très cordial, prodigieusement cultivé, disert et fascinant tant que l'asthme ne hache pas sa voix, enveloppant et souriant, ce grand connaisseur de la littérature et de l'histoire universelles, qui parle avec la même compétence malicieuse des desserts bretons, des modes féminines victoriennes ou de l'architecture viennoise, n'est pourtant sorti de Cuba que deux fois dans sa vie, et toutes deux pour un temps très bref : une fois

à Mexico et l'autre à la Jamaïque (un de ses plus beaux poèmes, « Pour atteindre la Montego Bay », rappelle cette ultime expérience comme une prouesse mythique, non moins fastueuse que le retour d'Ulysse à Ithaque). Quoique la plupart des poètes et des écrivains cubains d'aujourd'hui soient maintenant loin des principes de l'art pour l'art quelque peu hermétiques d'*Orígenes*, tous reconnaissent leur dette envers cette revue et Lezama Lima, et celui-ci est respecté et aimé par eux comme un classique vivant.

« PARADISO » : UNE SOMME POÉTIQUE, UNE TENTATIVE IMPOSSIBLE

Dans un article intelligent intitulé « *Las tentativas imposibles* » [Les tentatives impossibles], l'écrivain chilien Jorge Edwards établissait voici peu une parenté, une filiation entre une série de grandes œuvres de la littérature romanesque où les auteurs s'étaient proposés d'épuiser une matière en sachant bien qu'elle était, en elle-même, inépuisable, d'enfermer dans un livre tout un monde en soi illimité, d'emprisonner quelque chose qui n'a ni début ni fin. Nous devons, cependant, à ces entreprises vouées à l'échec au sens qu'elles n'atteignent pas au but qui les a forgées — car ce but était, délibérément, inaccessible — des romans tels que *Finnegans Wake*, de Joyce, *Bouvard et Pécuchet*, de Flaubert, et *L'homme sans qualités*, de Musil, qui, tout en donnant l'impression d'œuvres inachevées et fragmentaires, figurent parmi les plus rénovatrices de la littérature moderne. *Paradiso* est aussi une tentative impossible, semblable à celles-là, par la volonté manifeste de décrire, dans ses vastes linéaments et dans ses détails les plus secrets, un univers forgé de bout en bout par un créateur d'une imagination ardente et hallucinée. Lezama Lima se revendique l'inventeur d'une interprétation poétique du monde, dont toute son œuvre — ses poèmes, ses récits, ses essais — aurait été, jusqu'à la publication de *Paradiso*, une description partiale et dispersée. La grande tentative de totalisation de ce système, sa démonstration incarnée, est ce livre, qu'il a appelé roman, et qui est l'œuvre d'une grande partie de sa vie, car les premiers chapitres sont parus dans les numéros initiaux de *Orígenes.*

Rien n'est plus difficile que de tâcher d'expliquer, en quelques lignes, en quoi consiste ce système poétique du monde où Lezama Lima a commencé par exclure tout élément rationnel et qui apparaît monopolisé par la métaphore et l'image, auxquelles il confère des fonctions rien de moins que surnaturelles : elles ne sont pas seulement les instruments de la poésie ou ses origines, mais aussi les outils dont dispose l'homme pour comprendre l'histoire et la nature, vaincre la mort et atteindre à la résurrection. L'évolution de l'humanité, par

exemple, est pour Lezama Lima une chaîne successive de métaphores qu'il relie entre elles, comme à l'intérieur d'un poème, pour configurer une image infinie de l'homme : « Il existe une période iduméenne ou de fabulation phallique où l'être humain est encore uni au végétal et où le temps, par l'hibernation, n'a pas le sens qu'il a ensuite atteint parmi nous. Dans chacune des métamorphoses humaines, la dormition créait un temps fabuleux. Ainsi apparaît la mystérieuse tribu d'Idumée, dans la Genèse, où la reproduction ne se fondait pas sur le dialogue charnel par couples où domine le dualisme germinatif. La créature s'endormait sur la fraîche rive des fleuves, sous les arbres aux larges branches, et de l'épaule humaine surgissait avec une gracieuse lenteur un arbre. L'homme restait endormi et l'arbre poussait en s'élargissant d'écorce et de racine qui s'approchait de la secrète mobilité de la rivière. À la saison de l'été propice la nouvelle créature se détachait de l'arbre germinatif et, souriant, commençait ses chants de rameur dans l'aube des fleuves. » Les civilisations primitives, les grandes cultures orientales de l'Antiquité, les premiers empires, figurent dans cette nouvelle organisation de l'histoire, à l'intérieur d'un système rigoureusement hiérarchique où les postes les plus en vue sont attribués non pour les progrès obtenus dans le domaine de la science, de l'économie, de la justice sociale, non pour la durée ou l'étendue géographique qu'elles ont atteintes, ou pour ce qu'elles ont construit ou détruit dans la réalité visible, mais pour l'éclat, la grâce, la singularité métaphorique qui les exprime. Sans sourire, dans une interview donnée à Álvarez Bravo, Lezama Lima affirme : « Je découvre ainsi ou je passe à un nouveau concept : les rois comme métaphores, en me référant à des monarques tels que Saint Louis […], Édouard le Confesseur, saint Ferdinand, sainte Isabelle de Hongrie, Alphonse le Sage, chez lesquels la personne est parvenue à se constituer en une métaphore qui progressait vers le concept de peuple débordant de grâce et pénétrant dans la vallée de la splendeur, sur le chemin de la gloire, préludant au jour de la Résurrection, quand tout brillera, même les cicatrices des saints, dans l'éclat du métal stellaire. » Et plus tard il ajoute que « ce phénomène se présente non seulement dans l'historique, mais aussi dans des situations chorales déterminées. Cela peut se voir chez les hommes, les guerriers qui dorment à l'ombre des murailles qu'ils vont attaquer. Comme ceux qui composèrent ce qu'on a appelé à la période napoléonienne la Grande Armée, qui traversèrent toute l'Europe. Un ensemble d'hommes qui dans la victoire ou la défaite réussissaient une unité où la métaphore de ses liaisons parvenait à la totalité d'une image ».

Ainsi donc, bien que la raison soit absente de ce système poétique — ou exerce une fonction insignifiante —, l'humour occupe chez lui une place prépondérante et dissimule ses lacunes, justifie bien souvent les subtiles

altérations que Lezama Lima introduit dans la vérité historique, dans ses sources culturelles, pour, comme le fait aussi Borges, parachever plus excellemment une phrase ou un argument. Mais tout ce qu'il peut y avoir de souriant, de léger, d'exagérément ludique dans cette théorie poétique de l'existence et de l'histoire, se transforme en rigueur, en travail volontariste et sévère dans le domaine strictement littéraire. *Paradiso* ne réussit aucunement ce que se proposait peut-être Lezama Lima : construire une somme qui montrât, dans tous ses menus détails et ses énormités, sa conception de l'art et de la vie humaine, et il est probable qu'en achevant la lecture du livre, le lecteur continue d'éprouver, face à son système poétique, la même déconcertation que dans ses essais ou ses entretiens. Mais, en revanche, comme univers narratif, comme réalité incarnée à travers les mots, *Paradiso* est sans aucun doute une des aventures littéraires les plus audacieuses réalisées par un auteur de notre temps.

UNE RÉALITÉ SENSORIELLE ET MYTHIQUE, UN EXOTISME DIFFÉRENT

L'argument de *Paradiso* est construit autour d'un personnage central, José Cemí, qui, à l'évidence, doit beaucoup à la vie personnelle de Lezama Lima. José Cemí est, lui aussi, fils d'un colonel d'artillerie mort prématurément ; il est sujet également à des crises d'asthme qui lui donnent des cauchemars et l'isolent du monde de l'action en l'obligeant à se réfugier dans la méditation et les lectures. Il a pour sa mère une totale vénération. Le livre commence quand le personnage est encore enfant — avec une scène atroce : les soins brutaux qu'une domestique épouvantée applique sur le petit corps asthmatique et boutonneux de l'enfant — et s'achève plus de vingt ans après devant le corps d'Oppiano Licario, mystérieuse figure qui apparaît comme maître, précurseur et protecteur spirituel de Cemí. Après avoir achevé sa formation et son apprentissage, le héros s'apprête à entrer dans le monde pour réaliser sa vocation artistique, dont la naissance et le développement sont minutieusement rapportés dans le roman. En elles-mêmes, l'enfance et la jeunesse de José Cemí n'ont rien d'exceptionnel (ses voyages à la campagne, ses premières expériences de collège, ses relations avec ses amis et ses parents, ses conversations et discussions littéraires avec des camarades d'université qui, comme lui, cultivent aussi de copieuses et excentriques lectures), mais justement : dans ce livre, les faits et gestes humains sont toujours insignifiants et accessoires — pour tout dire superflus. Lezama Lima ne s'y attarde guère, se contentant de les mentionner au passage, quand il ne les omet pas. C'est autre chose qui l'intéresse. Et c'est là la première et peut-

être la plus grande difficulté que rencontre le lecteur de *Paradiso.* Il est très rare que le récit se situe dans la réalité extérieure et traduise la conduite des personnages. Mais cela ne signifie pas pour autant que la réalité primordiale de *Paradiso* soit une subjectivité, la chapelle secrète d'une conscience où se réfracte tout ce qui arrive pour y être analysé, interrogé, exploré sous tous les angles (comme par exemple chez Proust, envers qui la dette de Lezama est grande). Au contraire, dans un ordre purement sensoriel, les faits, les événements se dissolvent et se confondent pour former d'étranges entités, de fuyantes formes pleines d'odeurs compliquées, de musiques subtiles, de riches couleurs et d'insolites saveurs, jusqu'à devenir floues ou tout bonnement inintelligibles. On a rarement une connaissance correcte de ce qui est arrivé ou arrive à José Cemí : sa vie semble être, presque exclusivement, un courant torrentueux de sensations auditives, tactiles, olfactives, gustatives et visuelles, que nous appréhendons par des métaphores. Dans ce sens Lezama a réalisé de véritables prodiges : la description, tout en images ambiguës, des sensations angoissées de José Cemí, la nuit, au cours d'une crise d'asthme, ou le récit d'une manifestation d'étudiants réprimée par la police montée, entièrement fondé sur des images plastiques qui, comme un tableau de Turner, finissent par dévorer et supplanter l'anecdote en soi et à exister en elles-mêmes, sont probablement sans précédent. Ou, par exemple, réduisent à des essais faiblards les expériences réalisées par J.M.G. Le Clézio dans ce domaine et qui ont tellement impressionné les critiques européens.

Cet univers sensoriel, privé d'action et de psychologie, dont les êtres nous apparaissent comme des monstres sans conscience, voués à la voluptueuse tâche de *sentir*, est mythique aussi : tout en lui, même le plus insignifiant, est baigné de mystère, de significations symboliques, de religiosité cachée, et vit une éternité sans histoire. Êtres, sensations, objets sont toujours ici de purs prétextes qui ne servent qu'à mettre le lecteur en contact avec d'autres êtres, d'autres sensations et d'autres objets qui, à leur tour, renvoient à d'autres et ainsi de suite, en un jeu de miroirs inquiétant et accablant ; voilà comment se constitue l'étrange substance fuyante, insaisissable et fascinante, où José Cemí vit son horrible et merveilleux « paradis ».

S'il fallait choisir un mot pour définir au mieux ce paradis, je dirais « exotique ». Même quand Lezama Lima est profondément cubain, convoquant ici et là dans son roman des images de la campagne et de la ville de son pays (je pense, par exemple, à la vision presque magique de ces deux rues parallèles du vieux La Havane, où José Cemí va rôder en quête de librairies), et même s'il s'agit d'un écrivain conditionné par le contexte latino-américain, sa curiosité, son imagination et sa culture se tournent surtout vers d'autres mondes

géographiques et littéraires en quête de matériaux qui servent d'éléments de comparaison, de renfort et d'appui à son univers. Je ne crois pas qu'on trouve, même chez les poètes latino-américains les plus « exotistes » — un Rubén Darío, par exemple, ou un Borges —, en considérant l'ensemble de leurs œuvres, autant de citations, de références et d'allusions à la culture européenne ou aux civilisations classiques, voire au monde asiatique, que dans ce roman de Lezama. Toutefois, cet éventail presque accablant d'érudition témoigne d'une gloutonnerie, d'une avidité, d'une joie enfantine face à toute cette vaste richesse étrangère. Jamais — et c'est là la grande différence avec Darío et Borges — on n'y trouvera de dévotion béate : Lezama ne se dilue jamais à l'intérieur de ce magnifique chaos, il n'est en rien un épigone ; il s'en empare plutôt, il l'adultère sans scrupule et l'adapte à ses propres fins, à sa propre personnalité. Pour Lezama Lima, la culture occidentale, les palais et parcs français, les cathédrales allemandes et italiennes, ces châteaux médiévaux, cette Renaissance, cette Grèce, tout comme ces empereurs chinois ou japonais, ces scribes égyptiens ou ces mages persans, sont de simples « thèmes », des objets qui l'éblouissent parce que sa propre imagination les a entourés de vertus et de valeurs qui ont peu à voir avec eux-mêmes. Il les utilise comme moteurs de son ample fleuve de métaphores, jouant avec eux dans la plus grande liberté, pour ne pas dire sans le moindre scrupule, pour les intégrer à une œuvre de nature nettement américaine. Il s'agit donc d'un exotisme à l'envers : Lezama fait de l'Europe et de l'Asie ce que faisaient du Japon les symbolistes, ce que firent de l'Afrique, de l'Amérique latine et de l'Asie des écrivains tels que Paul Morand ou Joseph Kessel (sans parler de Maurice Dekobra), ce que firent, enfin, de l'Antiquité grecque Pierre Louÿs ou Marcel Schwob. Tout comme dans l'œuvre de ces écrivains seul importait le regard « européen » posé sur ces mondes exotiques, de la même façon, dans *Paradiso*, l'histoire de l'humanité et la tradition culturelle européenne sont déformées jusqu'à la caricature, mais elles s'en trouvent poétiquement enrichies et assimilées à une grande fable narrative américaine.

Je dis américaine, mais j'aurais peut-être dû dire cubaine. Parce que Lezama Lima est un écrivain totalement tropical, un prosateur qui a porté cet excès verbal, ce bavardage dont on a tant accusé les écrivains latino-américains jusqu'à une sorte d'apothéose, un climax si extrême que ce défaut a alors changé de nature pour devenir vertu. Pas toujours, certes. Il y a maintes pages de *Paradiso* où l'enchevêtrement de mots, l'accumulation océanique d'adjectifs et d'adverbes, la succession de phrases parasites, l'abus d'images, de parenthèses, la surcharge, l'ornement, la progression zigzagante, les allées et venues du langage deviennent presque insupportables et découragent le lecteur. Malgré cela, quand on finit ce livre, ces excès verbaux sont gommés par la perplexe

admiration que laisse chez le lecteur son expédition dans ce *Paradiso* conçu par un grand créateur qui le propose à ses contemporains comme territoire de jouissances infinies.

Londres, 1966

---

1. *Paradiso,* La Havane, 1966 ; trad. française Didier Coste, Le Seuil, 1971, coll. « Points ». *(N.d.E.)* 2. *Orbita de José Lezama Lima*, essai préliminaire, sélection et notes d'Armando Álvarez Bravo, La Havane, 1966. *(N.d.E.)*

Cent ans de solitude : Amadis en Amérique

L’apparition de *Cent ans de solitude*, de Gabriel García Márquez, constitue un événement littéraire d’exception : ce roman luciférien, qui a le mérite peu commun d’être tout à la fois traditionnel et moderne, américain et universel, fait voler en éclats les sombres affirmations selon lesquelles le roman est un genre épuisé et en voie d’extinction. Non content d’avoir écrit un livre admirable, García Márquez — sans le vouloir, peut-être sans le savoir — a réussi à restaurer une filiation narrative interrompue depuis des siècles, à ressusciter cette notion vaste, généreuse et magnifique du réalisme littéraire qu’ont eue les fondateurs du genre romanesque au Moyen Âge. *Cent ans de solitude* consolide plus fermement le prestige atteint par le roman américain de ces dernières années et se hausse à un sommet encore plus haut.

UN COLOMBIEN GLOBE-TROTTER

Qui est l’auteur de cette prouesse ? Un Colombien de trente-neuf ans, né à Aracataca, une bourgade de la côte qui a connu au début du siècle la fièvre et l’essor de la banane, avant son effondrement économique, l’exode de ses habitants, la mort lente et étouffante des villages des tropiques. Enfant, García Márquez a écouté, des lèvres de sa grand-mère, les légendes, les fables, les prestigieux mensonges par lesquels l’imagination populaire évoquait l’antique splendeur de la région, et a revécu, aux côtés de son grand-père, un vétéran des guerres civiles, les épisodes les plus explosifs et sanglants de la violence colombienne. Son grand-père est mort quand il avait huit ans. « Depuis lors, il ne m’est rien arrivé d’intéressant », a-t-il déclaré voici peu à un journaliste. Pourtant bien des choses lui arrivent : il est journaliste à Bogotá ; en 1954, *El Espectador* l’envoie en Italie couvrir la mort de Pie XII et comme ce décès tarde plusieurs années, il se débrouille en attendant pour étudier le cinéma à Rome et voyager à travers toute l’Europe. Un jour il se retrouve en rade à Paris, sans travail et sans argent ; là, dans un petit hôtel du Quartier latin, où il vit à crédit, il écrit onze fois une œuvre courte et magistrale : *Pas de lettre pour le colonel*. Auparavant il achève un roman qu’il oublie au fond d’une valise, attaché avec une cravate multicolore, mangé aux mites, jusqu’à ce que des amis le découvrent et le fassent éditer. 1956 voit son retour fugace en Colombie : il se marie avec une belle jeune fille aux traits égyptiens, Mercedes, puis il se rend au Venezuela

où il travaille deux ans dans des revues et des journaux. En 1959 il ouvre le bureau de *Prensa Latina* à Bogotá, et l'année suivante le voit correspondant à New York de cette agence cubaine.

En 1960 il fait un voyage homérique par route à travers le Deep South, les livres de Faulkner sous le bras. « Réentendre parler espagnol et manger chaud nous ont décidés à rester à Mexico. » Depuis il vit dans la capitale mexicaine, écrivant des scénarios. Ses troisième et quatrième livres, *Les funérailles de la Grande Mémé* et *La Mala Hora* paraissent en 1962, en même temps que les éditions Julliard lancent à Paris la version française de *Pas de lettre pour le colonel*. Un jour de 1965, alors qu'il se rend de Mexico à Acapulco, García Márquez « voit » soudain le roman auquel il travaille mentalement depuis son adolescence. « Il était si mûr que j'aurais pu dicter sur-le-champ le premier chapitre, mot à mot, à une dactylo », déclare-t-il à Ernesto Shoó, de *Primera Plana*. Il s'enferme alors dans son bureau, pourvu de grandes réserves de papier et de cigarettes, et ordonne qu'on ne le dérange sous aucun prétexte pendant six mois. En réalité, il reste dix-huit mois retranché dans cette pièce de sa maison. Quand il en sort, euphorique, intoxiqué de nicotine, au bord de l'évanouissement, il a entre les mains un manuscrit de mille trois cents pages (et une dette de dix mille dollars). La corbeille déborde de quelque cinq mille feuilles chiffonnées. Il a travaillé un an et demi, huit à dix heures par jour. Quand *Cent ans de solitude* paraît, quelques mois plus tard, le public vorace, qui épuise vingt mille exemplaires en quelques semaines, et la critique unanime, enthousiaste, confirment ce qu'avaient proclamé les premiers lecteurs du manuscrit : la plus haute création littéraire américaine des dernières années venait de naître.

Cent ans de solitude prolonge et magnifie le monde imaginaire érigé dans les quatre premiers livres de García Márquez, mais représente aussi une rupture, un changement qualitatif de cette réalité sèche, âpre et asphyxiante où se déroulent les histoires de *Des feuilles dans la bourrasque*, *Pas de lettre pour le colonel*, *La Mala Hora* et *Les funérailles de la Grande Mémé*. Dans le premier roman, ce monde apparaissait décrit comme une pure subjectivité, à travers les monologues tourmentés et funèbres de quelques personnages somnambules qu'une brumeuse fatalité poursuit, retranche et précipite dans la tragédie. Macondo était encore, comme le comté de Yoknapatawpha de Faulkner, comme le port de Santa María d'Onetti, un territoire mental, une projection de la conscience coupable de l'homme, une patrie métaphysique. Dans les livres suivants, ce monde descend des hauteurs nébuleuses et abstraites de l'esprit jusqu'à la géographie et l'histoire : *Pas de lettre pour le colonel* le dote de sang, de muscles et d'os ; c'est-à-dire d'un paysage, d'un bourg, d'us et de coutumes, d'une tradition, où

l'on reconnaît, de façon inattendue, les motifs les plus récurrents du roman de mœurs créoles, mais utilisés dans un sens radicalement nouveau : non valorisant, mais dévalorisant, non comme prétextes à exaltation de la « couleur locale » mais comme symboles de frustration, de pauvreté et de misère. Le fameux coq de combat qui traverse, bruyant et la crête haute, la pire littérature latino-américaine comme apothéose folklorique, peuple métaphoriquement les pages qui décrivent l'agonie morale du colonel qui attend son impossible pension, incarnant le sordide provincial et la douce horreur quotidienne de l'Amérique. Dans *Les funérailles de la Grande Mémé* et dans *La Mala Hora*, Macondo (ou son alter ego : « le village ») acquiert une dimension magique. Enceinte dominée par le mal, les moustiques, la chaleur, la violence et la paresse végétale, ce monde est, de surcroît, la scène d'événements inexplicables et étranges : des oiseaux pleuvent du ciel ; de mystérieuses séances de sorcellerie consument l'intérieur des cahutes en roseau ; la mort d'une vieille centenaire rassemble à Macondo des personnages provenant des quatre points cardinaux de la planète ; un curé aperçoit le Juif errant déambulant dans les rues de Macondo et bavarde avec lui.

Ce monde, malgré sa cohérence, sa vitalité, sa signification symbolique, souffrait d'une limite que nous découvrons aujourd'hui rétrospectivement, grâce à *Cent ans de solitude* : sa modestie, sa brièveté. Tout en lui aspirait au développement et à la croissance : hommes, choses, sentiments et rêves suggéraient plus que ce qu'ils montraient, parce qu'une camisole de force verbale entravait leurs mouvements, mesurait leurs apparitions, leur barrait la route et les effaçait au moment même où ils semblaient sur le point de sortir d'eux-mêmes et d'éclater en une fantasmagorie incontrôlable et hallucinante. Les critiques (et ils avaient raison) faisaient l'éloge de la précision, de l'économie, de la parfaite efficacité de la prose de García Márquez, où il n'y avait jamais un mot de trop, où tout était dit en une compacte et terrible simplicité : ils applaudissaient la construction limpide et économe de ses histoires, son stupéfiant pouvoir de synthèse, la tranquille sobriété de ses dialogues, la diabolique facilité qui lui permettait de camper une tragédie sur une exclamation, d'expédier un personnage en une phrase, de résoudre une situation avec un simple adjectif. Tout cela était vrai et admirable, et dénonçait un écrivain original, parfaitement conscient de ses ressources expressives, qui avait dompté ses démons et les gouvernait à sa guise. Qu'est-ce qui a pu décider García Márquez, cet après-midi déjà lointain entre Acapulco et Mexico, à ouvrir la cage de ses démons, à se livrer à eux pour qu'ils l'entraînent dans une des plus folles et audacieuses aventures de ces derniers temps ? La création est toujours énigmatique et ses racines se perdent dans une zone obscure de l'homme à

laquelle nous ne pouvons accéder par la stricte raison. Nous ne saurons jamais quelle mystérieuse impulsion, quelle ambition cachée ont précipité García Márquez dans cette entreprise gigantesque et périlleuse qui se proposait de transformer un mur de brique crue en muraille de Chine, de transformer le bourg étroit et concret de Macondo en un univers, en une Brocéliande d'inépuisables merveilles. Mais nous savons, en revanche, et cela nous suffit, que son incroyable prétention a triomphé.

UNE IMAGINATION TÉMÉRAIRE ET VÉRIDIQUE

Dans *Cent ans de solitude* nous assistons, avant tout, à un prodigieux enrichissement. La prose mathématique, contenue et fonctionnelle, est devenue un style au souffle volcanique, un fleuve impétueux et étincelant capable de communiquer le mouvement, la grâce, la vie aux plus audacieuses créatures de l'imagination. Macondo, de la sorte, élargit ses limites physiques, historiques et oniriques à un point qu'on pouvait difficilement prévoir à la seule lecture des livres antérieurs de García Márquez, en même temps que spirituellement et symboliquement il atteint une profondeur, une complexité, une variété de teintes et de sens qui le transforment en un des plus vastes et des plus durables mondes littéraires forgés par un créateur de notre temps. L'imagination, ici, a brisé toutes ses amarres et galope, effrénée, fébrile, vertigineuse, s'autorisant tous les excès, emportant au passage toutes les conventions du réalisme naturaliste, du roman psychologique ou romantique, jusqu'à graver dans l'espace et le temps, en lettres de feu, la vie de Macondo, depuis sa naissance jusqu'à sa mort, sans omettre aucun des ordres ou des niveaux de réalité où il s'inscrit : l'individuel et le collectif, le légendaire et l'historique, le social et le psychologique, le quotidien et le mythique.

Depuis que Cervantès — comme l'enseignent les professeurs de littérature — a planté un poignard dans les romans de chevalerie et les a tués sous le ridicule, les romanciers ont appris à brider leur imaginaire, à choisir une zone de la réalité pour y asseoir leurs fables à l'exclusion des autres, à être modestes et mesurés dans leurs entreprises. Et voici qu'un Colombien globe-trotter, outrageusement sympathique, au souriant visage d'Arabe, hausse dédaigneusement les épaules, envoie se promener quatre siècles de pudeur narrative, et fait sien l'ambitieux dessein des anonymes sorciers médiévaux qui ont fondé le genre : rivaliser avec la réalité d'égal à égal, incorporer au roman tout ce qui existe dans la conduite, la mémoire, l'imagination ou les cauchemars

des hommes, faire du récit un objet verbal qui reflète le monde tel qu'il est : multiple et océanique.

LA RONDE DES MERVEILLES

Comme dans les territoires enchantés où chevauchèrent et ferraillèrent Amadis, Tirant le Blanc, le chevalier Cifar, Esplandian et Florisel de Nicée, à Macondo les piètres frontières séparant la réalité et l'irréalité, le possible et l'impossible, ont volé en éclats. Tout peut arriver ici : la démesure et l'excès constituent la norme quotidienne, la merveille et le miracle alimentent la vie humaine et sont aussi véridiques et charnels que la guerre et la faim. Des tapis volants promènent les enfants au-dessus des toits de la ville ; des aimants géants, en passant par la rue, emportent les poêles à frire, les couverts, les marmites et les clous des maisons ; des galions sont échoués dans les broussailles, à douze kilomètres de la mer ; une plaie d'insomnie et d'oubli oblige les habitants à marquer chaque objet de son nom (dans la rue principale un écriteau rappelle : « Dieu existe ») ; des Gitans, après avoir connu la mort, reviennent à la vie parce qu'ils « ne peuvent supporter la solitude » ; des femmes entrent en lévitation et s'élèvent dans le ciel corps et âme ; des couples aux formidables fornications propagent autour d'eux la fécondité animale et la fertilité végétale, et un héros directement inspiré des croisés des livres de chevalerie déclare trente-deux guerres, a dix-sept enfants mâles avec dix-sept femmes différentes, qui sont exterminés en une seule nuit, échappe à quatorze attentats, à soixante-treize embuscades et à un peloton d'exécution, survit à une dose de strychnine qui aurait suffi à tuer un cheval, ne permet jamais qu'on le photographie et finit ses jours, paisible et nonagénaire, en fabriquant des petits poissons en or dans un coin de sa maison. Tout comme García Márquez rend publiquement hommage, dans son livre, à trois grands créateurs américains, en invitant à Macondo, discrètement, leurs personnages (le Victor Hugues d'Alejo Carpentier, le Lorenzo Gavilán de Carlos Fuentes et le Rocamadour de Julio Cortázar), dans un des épisodes les plus fascinants de *Cent ans de solitude* — le récit des soulèvements armés du colonel Aureliano Buendía —, un mot lumineux étincelle, qui est en même temps une clé et une réparation pour le calomnié Amadis : Neerlandia.

UNE MAGIE ET UN SYMBOLISME AMÉRICAINS

Mais attention, que personne ne se trompe : Macondo est Brocéliande et *ne*

l’est pas, le colonel Aureliano Buendía ressemble à Amadis, mais il est mémorable parce que *ce n’est pas lui*. L’imagination effrénée de García Márquez, sa chevauchée fantastique sur les terres du délire, hallucinées et insolites, ne l’amènent pas à construire des châteaux de sable, des mirages sans racines dans une zone spécifique, temporelle et concrète de la réalité. La grandeur remarquable de son livre réside, justement, dans le fait que tout en lui — actions et lieux, mais aussi symboles, visions, sortilèges, présages et mythes — est profondément ancré dans la réalité de l’Amérique latine, s’en nourrit et, la transfigurant, la reflète de façon implacable et réussie. Rien n’a été omis ni dissimulé. Dans les paysages de Macondo, ce village encaissé entre des sierras abruptes et des marigots méphitiques, défile toute la nature américaine, avec ses neiges éternelles, ses cordillères, ses déserts jaunes, ses pluies et ses séismes.

Une odeur de bananeraie infeste l’air du lieu et attire, d’abord, les aventuriers et les trafiquants sans scrupules ; puis les émissaires rapaces de l’empire. Quelques pages et un personnage mineur, Mister Brown, qui se déplace dans un spectaculaire petit train en verre, suffisent à García Márquez à décrire l’exploitation coloniale de l’Amérique, les injustices, la crasse qu’elle engendre. Tout n’est pas magie, rêve, fantaisie et fête érotique dans Macondo : un fracas de sourdes hostilités entre puissants et misérables résonne constamment derrière ces flambées, une empoignade qui parfois (comme dans un épisode atroce, fondé sur un fait réel, le massacre d’ouvriers lors d’une grève à la gare de chemin de fer) éclate en orgie de sang. Et il y a, en outre, dans les défilés et les landes de la sierra, ces armées qui se cherchent et se taillent en pièces interminablement, cette guerre féroce qui décime les hommes du pays et démolit leur destin, comme cela s’est passé (et se passe encore) dans l’histoire de la Colombie. Dans la chronique de Macondo apparaît, réfractée comme un rayon de lumière dans le spectre, la cruelle mystification de l’héroïsme, le sabotage des victoires libérales obtenues par des guerriers comme Aureliano Buendía et Gerineldo Márquez sous l’action de politiciens corrompus qui, dans la lointaine capitale, négocient ces triomphes et les transforment en défaites. Des petits hommes ratatinés débarquent de temps en temps à Macondo, ridicules à souhait, pour inaugurer des statues et distribuer des médailles : ce sont les représentants du pouvoir, les petites impostures animées que sécrète une grande imposture institutionnelle. García Márquez les décrit avec un humour caricatural et sarcastique qui touche, même, à l’acharnement. Mais dans *Cent ans de solitude*, il y a non seulement une transposition émouvante du visage physique, de la condition sociale et de la mythologie de l’Amérique, mais aussi, et c’était bien plus difficile à rendre par la fiction, une représentation exemplaire, lucide et réussie, du désarroi moral de

l’homme américain, un portrait achevé de l’aliénation qui ronge la vie individuelle, familiale et collective dans nos terres. La tribu biblique des Buendía, cette souche obsédante où les Aureliano succèdent aux Aureliano, et les Arcadio aux Arcadio, en un jeu de miroirs inquiétant et accablant — si semblable, par ailleurs, à celui de ces labyrinthes généalogiques indéchiffrables qui peuplent les histoires des Amadis et des Palmerin —, se reproduit et s’étend dans un espace et un temps condamnés. Son écu d’armes, ses blasons, arborent une tache fatidique : la solitude. Tous luttent, aiment et se vouent tout entiers à des entreprises échevelées ou admirables. Le résultat est toujours le même : la frustration, l’infortune. Ils sont tous, tôt ou tard, trompés, humiliés, vaincus dans les actions qu’ils entreprennent. Du fondateur de la dynastie, qui ne trouve jamais le chemin de la mer, au dernier Buendía, qui s’envole avec Macondo, balayé par le vent, à l’instant même où il découvre la source de la sagesse, tous naissent et meurent sans atteindre, malgré leurs titanesques aptitudes et leurs prouesses démesurées, la plus simple, la plus élémentaire des ambitions humaines : la joie. À Macondo, cette terre où tout est possible, il n’existe pourtant pas de solidarité ni de communication entre les hommes. Une tenace tristesse ternit les actes et les rêves, un sentiment continu d’échec et de catastrophe. Que se passe-t-il ? Sur la terre des merveilles tout est régi par des lois secrètes, invisibles, fatidiques, qui échappent au contrôle des hommes de Macondo, qui les déterminent et décident pour eux : nul n’est libre. Même dans leurs bacchanales, quand ils mangent et boivent pantagruéliquement ou s’accouplent comme d’insatiables lapins, ils ne s’éprouvent pas eux-mêmes ni ne jouissent vraiment : ils accomplissent un rite cérémoniel dont le sens profond leur est hermétique.

Ce destin tragique ne traduit-il pas, à l’échelle individuelle, le drame de l’Amérique latine ? Les plaies d’Égypte qui dessèchent nos terres — la dépendance d’une métropole étrangère, la toute-puissance des castes locales, l’ignorance, le retard —, ne signifient-elles pas cette mutilation de la personne morale, ce manque d’identité, ce somnambulisme hypnotique qui avilit toutes les manifestations de la vie américaine ? Comme n’importe lequel des Buendía, les hommes naissent en Amérique, au jour d’aujourd’hui, condamnés à vivre en solitude, et à engendrer des enfants à queue de cochon, c’est-à-dire des monstres à la vie inhumaine et dérisoire, qui mourront sans se réaliser pleinement, accomplissant un destin qui n’a pas été choisi par eux.

Ces dernières années maints livres sont apparus, en divers lieux d’Amérique, qui impriment à la fiction une dignité, une hauteur, une originalité plaçant notre littérature à un plan d’égalité avec les meilleures du monde. *Cent ans de solitude* est, d’entre ces livres, l’un des plus éblouissants et des plus beaux.

Londres, printemps 1967

La somptueuse abondance

Dans une nuit des *Mille et une nuits* on raconte que la créature la plus désirable du harem de Haroun-el-Rachid était une jeune femme aux hanches si abondantes qu'elle devait rester toujours couchée, car, si elle se levait, elle perdait l'équilibre et tombait (elle se répandait, devrait-on dire plutôt). Identifier la beauté à la maigreur est occidental et moderne, un préjugé probablement anglo-saxon et sûrement protestant. Chez les peuples antiques, dans les cultures primitives, dans les sociétés rurales du monde catholique, la minceur provoque répugnance ou effroi parce qu'on l'associe à la faim et à la maladie. La tradition gréco-latine a établi un canon de beauté fondé sur l'harmonie des membres, ce qui n'excluait pas la robustesse ; bien plus, dans la majeure partie des époques historiques, elle la réclamait. Encore aujourd'hui, dans l'Espagne rurale, le mot *hermosa* (« belle »), appliqué à la personne, veut dire grosse.

Quand Fernando Botero était enfant, la tradition qui associe l'abondance à la beauté était très vivace en Amérique latine. Toute une mythologie érotique l'alimentait, dans les dessins des revues et les blagues obscènes des bars, dans la mode, les chansons, la littérature populaire et, surtout, dans les films que le cinéma mexicain propageait aux quatre coins du continent. Les formes exubérantes de ces artistes à la coiffure haute qui chantaient des boléros, dansaient des guarachas et portaient des robes très serrées qui faisaient gonfler leurs seins et leurs fesses avec une savante vulgarité — elles ont fait les délices de notre génération et aiguisé nos premiers désirs — ont dû rester prisonnières du subconscient de l'enfant de Medellín. Plus tard, elles devaient se fondre, en alliance insolite, avec les vierges et madones du Quattrocento italien, au pied desquelles Botero acquit la maturité artistique, pour constituer cette matière première d'où surgissent les silhouettes démesurées de ses tableaux. Tout, dans l'art de Botero, provient de cette alchimie : la tradition esthétique occidentale, qu'il étudia pieusement en Italie, fondue dans l'expérience de l'Amérique latine provinciale, exubérante et pleine de vie, de sa jeunesse.

Selon une légende rapportée par Germán Arciniegas[1], les êtres de son monde se sont mis à grossir un jour précis, en un lieu déterminé, et presque par hasard. C'était en 1956, dans un parc de la ville de Mexico. Un jeune Colombien de vingt-quatre ans tenait un crayon et un cahier de dessin dans ses mains. Dans un moment de distraction, d'une façon presque inconsciente, il se mit à griffonner les formes d'une mandoline. Sans le vouloir, par libre choix, eût-on dit, des

doigts qui tenaient le crayon, celui-ci modifia les proportions de l'objet, rapetissant le creux central, d'où il s'ensuivit que le reste de l'instrument sembla croître, dévorer la surface alentour et s'ériger sur elle comme un géant. Botero aurait reconnu immédiatement, en examinant le dessin à peine sorti de ses mains, qu'il venait de se produire en lui quelque chose d'essentiel et comprit que son œuvre, à partir de cet instant, allait être différente. Cela s'est-il vraiment passé ainsi ? Comme toutes les légendes, celle-ci doit avoir un fond de vérité. En tout cas, la première fois qu'apparaissent dans ses toiles, de façon systématique, des personnages au corps enflé, c'est lors de l'exposition de l'Union panaméricaine de Washington (du 17 avril au 15 mai 1957), où il expose trente et un tableaux peints pendant l'année passée à Mexico, et, parmi eux, ce jalon, *Nature morte à la mandoline*, le premier de la série qui allait établir, définitivement, sa thématique et son style. Bien des années après, Botero affirmera que grossir cette mandoline fut pour lui « comme traverser une porte pour entrer dans une autre pièce[2] ». Une pièce qui, dans les années suivantes, allait s'enrichir jusqu'à acquérir les dimensions d'un monde : somptueux, insolite, souriant, tendre, innocent, sensuel, où la connaissance et la raison, excitées par la nostalgie, plongent continuellement dans la mémoire pour, feignant de la reproduire, rectifier la vie.

Le caractère le plus saillant de ce monde c'est l'enflure qui affecte hommes, animaux et choses, mais aussi l'air, les couleurs, l'esprit. Quand un critique lui demandera pourquoi il peint « des formes grosses », Botero répondra : « Elles ne le sont pas. D'après moi elles sont sveltes. » Pour ajouter ensuite : « Le problème c'est de définir d'où vient le plaisir lorsqu'on regarde un tableau. Pour moi, il vient de l'exaltation de la vie que communique la sensualité des formes. Par conséquent, mon problème formel c'est de créer de la sensualité à travers les formes… Je grossis mes personnages pour leur donner de la sensualité. Les gros parce qu'ils sont gros ne m'intéressent pas[3]. » En fait, il y a graisse et graisse : celle de Rabelais, celle de Rubens, celle de Gauguin, celle des statuettes pansues de l'artisanat, celle qui résulte de l'abandon aux appétits comme chez Bacchus, celle qui naît de la foi religieuse (Bouddha) ou d'un sport rituel (les adeptes du sumo au Japon). Dans chacun de ces cas, et dans bien d'autres, qu'elle soit plastique, littéraire, folklorique ou existentielle, la graisse exprime quelque chose de différent et a une physionomie distincte. Chez Botero l'obésité est, comme il le dit, un véhicule de la sensualité, mais il faudrait comprendre cela dans un sens artistique plutôt que comme une chose vécue. La graisse est pour lui un point de vue et une méthode plus qu'une réalité concrète. Ses gros témoignent d'un amour de la forme, du volume, de la couleur. Ils sont une fête visuelle plus

qu’une glorification du désir, une célébration des appétits ou une défense de l’instinct. La graisse est, dans son œuvre, un instrument de transformation de la vie plutôt que la vie même, une façon d’imprimer à la réalité recréée dans ses toiles, cartons et sculptures, des caractéristiques propres et irremplaçables qui dépassent l’adiposité.

La sensualité n’est pas un synonyme obligatoire de sexualité ; elle peut, dans des cas déterminés — l’un d’eux est l’univers plastique de Botero — être son antonyme. Ses femmes éléphantiasiques aux cuisses immenses et à l’encolure bovine sont charnues, mais non charnelles. Elles ont toutes — c’est une loi sans exception — un sexe presque invisible tant il est petit, une minuscule touffe de poils, perdue et comme honteuse entre les masses torrentielles des jambes. Ce n’est pas fortuit. Chez ces grosses, à la différence, par exemple, des odalisques d’Ingres ou des baigneuses de Courbet — je pense à la formidable croupe d’une des *Baigneuses* de 1853, qui amena la rougissante impératrice Eugénie à demander si la baigneuse provenait aussi, comme les juments percheronnes, de la région du Perche — où les rouleaux de chair et la disposition ondulante des corps éclatent de sexualité et nous suggèrent les débordements de l’amour physique, il n’y a pas de lascivité, l’ingrédient sexuel est infime, pour ne pas dire inexistant. Ce sont des grosses placides, innocentes et maternelles. Même quand elles sont nues, buvant, dansant très serrées ou étendues sur les lits de ces bordels misérables qui portent toujours le nom de leur tenancière (la maison d’Ana Molina, la maison des jumelles Arias, la maison de Raquel Vega), elles nous donnent l’impression d’être des eunuques ou des personnages inhibés. Elles regardent le monde — ou plutôt elles nous regardent, car les yeux des modèles de Botero sont habituellement cloués sur nous qui les regardons avec une sorte de défi passif — ébahies et bovines, comme pétrifiées par une aboulie ontologique. Leur graisse n’est pas seulement physique : elle est aussi psychique, au sens précis où Cyril Connolly écrivit, dans *Le tombeau de Palinure* : « *Fatness is a mental illness*. » Dans ce monde essentiellement matriarcal, les mâles recherchent chez les femelles, plus encore que du plaisir, compagnie et protection. Près d’elles on les voit tout petits et sans défense. Les grosses de Botero, avec leurs cheveux crêpelés, leurs ongles écarlates et leur luxuriante architecture sans os, n’apparaissent pas seulement comme une fantaisie stylisée de la « femelle idéale » du monde latino-américain des années quarante-cinquante ; leurs silhouettes épaisses incarnent, surtout, la femme-mère, le suprême tabou, celle qui donne la vie, allaite l’espèce, et qui est la colonne vertébrale du foyer. Plutôt que prostituée, nonne, présidente ou sainte, la grosse de Botero est — a été ou sera — mère (ou, comme dans la toile *Les sœurs*, de 1959, un être possédé par l’espoir de l’être ou frustré de ne pas l’avoir

été). C’est cette fonction qui prévaut sur les autres et qui, de façon explicite ou implicite, détermine l’attitude — pudique, timide — des hommes qui s’approchent d’elle.

En s’enflant, les personnes et les choses de Botero s’allègent et s’apaisent, elles acquièrent une nature primordiale et inoffensive. Et elles s’arrêtent de même. L’immobilité tombe sur elles comme sur la femme de Loth succombant à la curiosité et se retournant. Le gigantisme qui les arrondit et les approche d’un point au-delà duquel elles éclateraient ou s’élèveraient dans les airs, sans pesanteur, semble aussi les vider de tout contenu : désirs, émotions, illusions, sentiments. Ce sont seulement des corps, un physique non contaminé de psychologie, densité pure, surface sans âme. Cependant, il serait injuste de les qualifier de caricatures à cause du sens péjoratif du mot. Ce ne sont pas des versions dégradées des êtres de chair et d’os du monde réel : ce sont des êtres plastiques, des citoyens d’un monde de couleurs et de formes doté de souveraineté propre. Au docteur Wibke von Bonin qui utilisa le mot « caricature » pour évoquer ses gros, Botero répliqua : « “Déformation” serait le mot exact. L’art est déformation. Il n’y a pas d’œuvre d’art véritablement réaliste[4]. » En effet, rien de plus éloigné de la peinture de Botero que le désir de ridiculiser ou de blesser. Si parmi ses personnages apparaissent parfois des tyranneaux, des agents de la répression, ou des faits d’une valeur clairement négative comme la guerre ou l’abus, cela ne doit pas nous égarer : tout comme ses prostituées ou ses saintes, ces généraux et gendarmes ont changé de nature et ont acquis la mansuétude bénigne que leur confère la graisse. Ils ont été dépouillés de toute autre substance que la riche personnalité sensorielle avec laquelle ils apparaissent à nos yeux et à notre imagination. S’il faut les comparer à quelque chose, plutôt que d’utiliser comme terme de référence l’humanité vivante, recourons à ce qui leur est plus proche : l’univers des jouets, ce monde fictif dont l’enfant confond les frontières avec celles de la réalité. Monde inoffensif, beau, innocent, fixe, il est voisin de celui des petits soldats de plomb et des poupées par son coloris, sa grâce, son pouvoir incantatoire, et aussi parce qu’en a été exclu le temps, cette malédiction qui rend intense la vie qu’il ronge. À la différence de ce qui se passe avec le devenir humain, le monde de Botero est un monde congelé, un temps qui est devenu espace.

LA SOUCHE LATINO-AMÉRICAINE

Ses thèmes appartiennent à une souche indubitablement latino-américaine. Mais l’Amérique latine est une réalité multiple et les choses les plus diverses

peuvent prétendre la représenter : l'indigénisme de Diego Rivera et les totems africains de Wifredo Lam, les vierges et archanges de la peinture coloniale de Cusco ou de Quito et les « saints » portoricains, les demeures aux réminiscences précolombiennes de Szyszlo ou les personnages lumineux des « Caraïbes » d'Obregón, les primitifs haïtiens, les têtes de mort de Posada, les monstres de Cuevas, les cauchemars de Matta et les silhouettes de Berni fabriquées avec des détritus urbains. Les œuvres si diverses de ces artistes, et d'autres comme eux, expriment certains aspects du kaléidoscope qu'est l'expérience latino-américaine. Celle-ci résulte autant d'une histoire et d'une géographie vécues que d'autres, imaginées par les créateurs et imposées à la réalité sous forme d'œuvres artistiques.

L'Amérique latine réinventée par Botero plonge ses racines sur les hauteurs andines de la région d'Antioquia en Colombie, où il est né — à Medellín — en 1932, dans une famille de classe moyenne. La Colombie est le pays où les conservateurs triomphèrent des libéraux dans le conflit classique qui saigna à blanc tout le continent au XIX^e^ siècle et où la langue espagnole et la religion catholique sont restées plus pures, moins perméables à la modernisation. De même les coutumes et la morale, les rites et les institutions. Le père de Botero était un commis-voyageur que l'enfant voyait partir à cheval dans ces montagnes qui sont, là-bas, vertes et des plus fertiles. De six à onze ans il alla dans une école primaire, l'Ateneo Antioqueño, puis, pour le secondaire, au Colegio Bolivariano des Jésuites, d'où il fut expulsé, semble-t-il, à cause d'un article, « Picasso et le non-conformisme dans l'art » (paru dans *El Colombiano*, Medellín, 17 juillet 1949), que les pères jugèrent subversif. Il alla achever ses années de lycée au Colegio San José, dans la ville voisine de Marinilla qui, dit-on, était la plus conservatrice du pays. Bien qu'elle ne durât que quelques mois, cette immersion dans une couche encore plus profonde de la vie provinciale l'impressionna de manière indélébile, ainsi qu'il le confia à Cynthia Jaffe McCabe et à Sareen R. Gerson, lors d'un entretien à l'occasion de la rétrospective de son œuvre au Hirshhorn Museum de Washington. À Marinilla, leur dit-il, « l'atmosphère était très colombienne, les toits, les maisons, tels qu'ils sont dans mes tableaux. Cette petite ville, les villes de petite bourgeoisie à cette époque, c'est de là que viennent mes thèmes[5] ». Quand Botero quitta Medellín pour aller s'installer à Bogotá, en janvier 1951, après un passage éphémère à l'université d'Antoquia, il avait dix-neuf ans.

Il peignait depuis l'enfance et, écolier, il avait travaillé comme dessinateur et illustrateur pour le supplément littéraire d'*El Colombiano* et exposé deux aquarelles dans une exposition de peintres antioquiens. Il eut aussi une brève

expérience comme metteur en scène lorsque la compagnie espagnole Lope de Vega passa une saison à Medellín. Ce n'est pourtant pas l'activité artistique de ces années durant lesquelles, disent ses amis, il rêvait de devenir torero, ce qui a le plus influencé son œuvre future, mais l'empreinte laissée dans sa sensibilité par les gens qu'il connut, les paysages qu'il vit, les choses qu'il fit dans ce monde isolé, pittoresque, ritualiste, traditionnel, où il vécut jusqu'au seuil de sa majorité. Il croyait le quitter pour toujours quand il entreprit son voyage vers la capitale et le reste du monde. Il était, probablement, comme tous les jeunes gens non conformistes et ambitieux, dégoûté par sa mesquinerie et sa tartufferie, son atmosphère étouffante et sa culture archaïque, alors qu'il était avide de cosmopolitisme et d'avant-garde. Mais le fait est qu'il emportait ce monde provincial imprimé au fer rouge dans sa mémoire. Grâce à lui il allait forger sa personnalité artistique. Ces images lui permettraient de créer un monde propre et de le préserver du risque — auquel tant d'artistes latino-américains succombèrent en découvrant les esthétismes européens — de se dissoudre dans l'imitation et le formalisme, et d'être un simple épigone.

Le monde de Botero est américain, andin, provincial, parce que ses thèmes inventent une mythologie à partir de ces images emmagasinées dans sa mémoire depuis l'enfance, cette période durant laquelle se forgent les expériences capitales de tout artiste. Dans ses toiles, des voyageurs à cheval parcourent la campagne, comme le faisait son père, et des familles nombreuses, stables, très catholiques, s'endimanchent pour poser, raides, devant le souvenir du peintre. Les grands édifices n'existent pas encore et les automobiles sont inutiles, car les rues sont trop étroites et les distances si courtes que l'on se rend au bureau à pied. La plus grande fierté des mères est d'avoir un fils curé, et s'il devient cardinal, quel bonheur ! Il n'est pas mal vu non plus qu'un autre des rejetons soit militaire. Les gens vivent dans des maisonnettes coloniales, à toiture à deux combles et tuiles couleur orange, paisiblement dressées au pied de l'église dont le clocher est encore le point culminant du bourg. Dans les ruelles pavées les commères épient et chuchotent et à chaque coin de rue on aperçoit la campagne multicolore. Les maisons ont des cours et des potagers où prolifère une végétation luxuriante et où abondent les fruits, pastèques, oranges, bananes, anones, mangues, poires. Les cuisines et les garde-manger exhibent leurs provisions avec orgueil, au milieu des mouches et des abeilles bourdonnantes ; ici, manger est bien vu, c'est un signe de santé et de prospérité, l'un des rares plaisirs admis par la morale en vigueur. Un monde aux gens proprets, aux routines strictes, de messieurs à lunettes et aux cheveux gominés — des avocats, sans doute — qui taillent leur petite moustache au millimètre, portent un gilet et n'ôtent jamais leur cravate. Les jeunes filles sont ravies par les uniformes

d’opérette des militaires et les vieilles femmes par les habits mordorés des curés et des bonnes sœurs. Les distractions sont rares : la chasse, la promenade à la campagne, le goûter en plein air, les réunions d’amis, les banquets. Ce monde déprimé, machiste, aux instincts bridés par la religion et le qu’en dira-t-on, se débonde dans cette institution maudite et désirable, aussi solide que la famille, son alter ego, où l’on accourt nuitamment en cachette : le bordel. Là, l’avocaillon pointilleux et le fonctionnaire ponctuel, le dévot rentier et le militaire réglementaire, peuvent exhiber les démons qu’ils occultent devant leur famille, et en plein jour jouer de la guitare, raconter des cochonneries, se soûler jusqu’à en perdre le sens et forniquer comme des crapauds. Ils peuvent, même, s’ils en ont le caprice, se travestir en femme et poser comme des odalisques, près d’un chat noir, sur un fauteuil pseudo-français.

Il n’est pas nécessaire d’avoir visité les villages colombiens d’Antioquia dans les années quarante pour reconnaître la réalité sociale qui sert de toile de fond à l’imagerie de Botero. Tout comme je revis en elle, invinciblement, le Pérou de mon enfance — Arequipa au sud, Piura au nord —, tout Latino-Américain reconnaît dans ce carrousel d’images certaines façons de sentir, de rêver et d’agir tout à fait typiques des villes et des villages de l’intérieur de n’importe quel pays du continent. Grâce à la force évocatrice qui émane d’elles tout un monde ressuscite, certain et faux, réel et fictif, transmué en art.

Botero a imprimé à ce monde son sceau personnel, en le transformant de fond en comble. Avant tout, nous l’avons déjà vu, il l’a enflé, vidé de psychologie et paralysé. Il l’a non seulement soustrait au temps, mais aussi à la violence, au sordide et aux querelles qui, dans le monde réel, sont la contrepartie de la vie idyllique de la campagne. Le monde de Botero nous donne une impression d’équilibre et de paix ; aucun excès ne semble concevable dans son atmosphère somnolente. Il s’agit d’un monde compact, non fragmenté, aseptique, sûr de lui-même, qui oppose aux mondes chaotiques, convulsés et irrationnels des artistes contemporains, la sérénité et la logique, un ordre quotidien, amour et confiance en la vie et un sens de l’élégance et de l’ornement, classiques. La laideur, la grossièreté, l’horreur changent chez lui de sens ; elles s’adoucissent et s’enjolivent jusqu’à devenir leur opposé. Et voilà que dans ce monde l’idée de mourir, comme celle de souffrir, est incompréhensible.

L’univers de Botero est-il naïf ? Il l’est dans la mesure où l’on peut qualifier de naïf l’œuvre d’un Fra Angelico ou d’un Miró, mais pas au sens où le sont celles du Douanier Rousseau, du Polonais Wribel ou des naïfs haïtiens. Le monde de Botero a d’« ingénu » l’attitude de ses personnages, la vision décorative et affirmative de l’existence, sa défense de l’anecdote, du pittoresque, du folklore, comme moyens d’expression artistique, ses couleurs vives et

contrastées, ses tons forts, pleins de santé et optimistes, et tout un arsenal de motifs assimilables extérieurement à l'art populaire : ces petites vipères enroulées aux branches des arbres qui pendent au-dessus de couples abandonnés à des siestes virgiliennes ou qui se sont glissées luxurieusement dans les chambres des grosses ; ces petits vers qui émergent des fruits ; les chats et les chiens de manchon aux airs de breloque et les mouches envahissantes qui constellent les murs de toutes les pièces et salissent les viandes de tous les garde-manger ; les mégots de cigarette éparpillés par terre et ces collines du paysage qui ont, toujours, la forme de seins de femme ; les petits drapeaux aux fenêtres et les renards des dames huppées qui semblent échappées d'un conte pour enfants. Est naïf l'amour du cérémonial et des oripeaux de ce monde où, réfutant le proverbe, l'habit assurément fait le moine : évêques, nonnes, vierges, généraux, saintes sont, chez lui, non pas une manière d'être mais d'apparaître et de s'habiller (quand ils sont habillés). Leur apparence est tout ce qu'ils sont, si bien qu'en eux la dichotomie être/paraître a cessé d'avoir un sens. Leur apparence est leur essence.

Quoique son contenu et ses anecdotes frôlent le naïf, par sa technique épurée et les problèmes intellectuels qu'il pose, le monde de Botero est plus près de l'académie que de la rue (qui est l'endroit où les artistes populaires plantent leur chevalet). Peut-être devrait-on le dire d'une autre façon. Si les thèmes de Botero enracinent sa peinture en Amérique latine, car c'est là que sont ses sources (la province, la mythologie, les modèles des années quarante-cinquante), cette réalité qui soutient sa fantaisie, ses techniques, ses ambitions et ses ressources, la rattachent plutôt à la tradition occidentale qu'il n'a cessé, depuis qu'il l'a découverte, d'étudier et de revendiquer, en s'opposant à ceux qui prétendaient la refuser.

UN LATINO-AMÉRICAIN PARMI LES CLASSIQUES

L'Amérique latine est-elle, culturellement, une partie ou une négation de l'Occident ? C'est là une vieille polémique qui ne sera jamais résolue théoriquement, car c'est un cercle vicieux où les arguments pour ou contre chaque thèse peuvent se retourner comme un gant. Mais dans l'œuvre de ses grands créateurs — poètes, artistes, musiciens, prosateurs — nous découvrons chaque jour que l'Amérique latine, culturellement, est et n'est pas l'Europe et qu'elle ne peut être autre chose qu'hermaphrodite. Elle n'est pas l'Europe puisqu'elle est aussi le précolombien et l'africain qui se sont fondus ou coexistent en elle avec ce qui nous est venu d'Europe, et les métissages qu'ils

ont suscités. Mais elle l'est, parce que d'Europe sont venus les langages qui l'ont intégrée au reste du monde, les religions et les croyances qui y ont organisé la vie et la mort, les institutions qui, bonnes ou mauvaises, bien ou mal appliquées, régissent ses sociétés et sont les coordonnées à l'intérieur desquelles les Latino-Américains pensent, agissent, jouissent ou souffrent. D'Europe sont venus aussi les idées et un système de valeurs qui constituent le contexte culturel à partir duquel ils doivent affirmer leur identité — leur différence — quand ils inventent, méditent, écrivent ou peignent. La négation radicale de l'« européen » a toujours donné en Amérique latine des produits vulgaires, sans envol créateur ; d'autre part, son imitation béate a donné des œuvres affectées et une littérature de l'époque romantique. En revanche, tout ce que l'Amérique latine a produit de durable en matière artistique se trouve en une curieuse relation d'attirance/ rejet avec l'européen : elle se sert de cette tradition pour d'autres buts ou y introduit des formes, des motifs, des idées qui la mettent en question ou l'interpellent sans la nier.

Chez peu d'artistes contemporains on remarque mieux cette ambiguïté latino-américaine — être et ne pas être l'Occident — que chez Fernando Botero. La profonde filiation latino-américaine de son art est due aussi, outre l'exploitation de ce qui lui est propre, à une immersion profonde, délibérée, lucide, dans une tradition artistique que le peintre a fait sienne, sans le moindre complexe, avec la conviction tranquille que ce faisant il exerçait un droit. Et l'Europe a extraordinairement aidé Botero à être Botero, à exprimer, à travers sa peinture, cette nuance de l'Occident qu'est l'Amérique latine.

Dans un célèbre essai contre les velléités nationalistes dans l'ordre culturel, Jorge Luis Borges a écrit : « Je crois que notre tradition, c'est toute la culture occidentale, et je crois aussi que nous avons droit à cette tradition, plus que ne peuvent y avoir droit les habitants de l'une ou l'autre nation occidentale… Je crois que nous, Argentins et Sud-Américains, de façon générale… nous pouvons toucher à tous les thèmes européens, y toucher sans superstition, avec une irrévérence qui peut avoir, qui a déjà, d'heureuses conséquences[6]. » L'œuvre de Botero est l'une de ces heureuses conséquences. Sa peinture prouve de façon exceptionnelle comment un artiste latino-américain peut se trouver lui-même — et exprimer, par conséquent, son monde — en établissant un dialogue constructif avec l'Europe, en s'alimentant à ses sources, en étudiant ses techniques, en rivalisant avec ses maîtres artistiques. La condition est : ne pas se tromper quant au choix des modèles, savoir atteindre aux sources vraiment originales de son art et ne pas se perdre dans le clinquant ni renoncer à la légère aux motivations intimes ni à l'expérience propre pour suivre les modes. En cela, le cas de Botero est exemplaire.

Les premières influences subies, là-bas à Medellín et Bogotá, semblent avoir été celles des muralistes mexicains, et en particulier Orozco, dont on trouve des traces dans certaines des aquarelles présentées à sa première exposition, à la galerie Arte-Foto Estudio Leo Matiz, à Bogota, en juin 1951. Après cette exposition, et avec ce qu'il en retire, Botero s'installe dans un petit village de la côte caraïbe de son pays, Tolú, et passe quelques mois, occupé — suivant l'exemple de Gauguin ? — à peindre le monde des indigènes et les paysages marins du golfe de Morrosquillo (Tolú, Coveñas, les îles de San Bernardo). En mai 1952 il expose, dans la même galerie Leo Matiz, le résultat de ces mois de travail dans l'isolement du littoral. L'un de ces tableaux — *Devant la mer* —, qui remporte un prix au IX^{e} Salon annuel des artistes colombiens, développe une scène dramatique : deux hommes traînent, pieds et mains liés à deux perches de bois — comme on suspend les grands animaux chassés dans la forêt —, un homme au regard angoissé. Ni le pathétique de l'anecdote, ni le mouvement chorégraphique avec lequel sont dessinées les figures, ni le « réalisme » de la scène dans la peinture, n'ont grand-chose à voir avec ce que sera le style de Botero. Mais, en revanche, surgit dans le tableau un élément qui, avec le temps, va prendre une importance décisive dans son œuvre : la monumentalité.

Avec l'argent gagné lors de cette exposition il part en Europe où il reste près de trois ans. Cette période où, au lieu de peindre des œuvres originales, il consacre son temps à copier des œuvres classiques, à voir et à réfléchir, transforme le jeune peintre inquiet, aux dons certains et à la vocation affirmée, en un artiste conscient de la complexité du fait artistique et convaincu de la nécessité de l'apprentissage méthodique, de l'effort continu et de la connaissance comme bases de l'intuition et de l'inspiration afin de parvenir à une authentique originalité.

Botero reste quelques jours à Barcelone, puis quelques mois à Madrid, où il suit des cours à l'Académie San Fernando — mais il consacre le meilleur de son temps à copier les Goya et les Vélasquez au Prado —, puis quelques mois à Paris, où il éprouve un rejet viscéral pour la peinture contemporaine exposée dans les galeries, et enfin il s'installe à Florence. Là, apprenant la technique de la fresque à l'Académie San Marco, écoutant les conférences universitaires du critique Roberto Longhi, et, surtout, copiant les peintres de la Renaissance et, parmi eux, principalement, les maîtres du Quattrocento (Masaccio, Mantegna, Andrea del Castagno, Paolo Uccello, Piero della Francesca) il complète sa formation. Dans un double sens : il apprend ou raffine certaines techniques et il décide quelle sorte de peintre il veut être.

Ce dernier choix a des conséquences capitales pour sa peinture. Un choix très clair : en faveur des classiques et contre l'avant-garde ; en faveur de la tradition

et contre les esthétismes. Cette attitude, apparemment conservatrice, était en fait non conformiste. Elle consistait à tourner le dos aux conventionnalismes que la critique et le public avaient intronisés, à l'expérimentalisme frénétique — le conformisme du moment — pour chercher, chez les maîtres qui avaient fondé la sensibilité plastique moderne, les ressources formelles et artisanales avec lesquelles entreprendre de nos jours une œuvre qui eût la solidité, l'ambition, la nouveauté et la permanence qu'ils avaient acquises dans les leurs.

L'ART COMME PLAISIR

Peut-être est-ce là le trait le plus Renaissance, le moins contemporain de Botero. Le plaisir, la joie, la jouissance vitale sont des attitudes dont l'art moderne se défie et qu'il condamne comme irréelles ou immorales. Les artistes contemporains s'assignent pour fonction d'exprimer les grands traumatismes et déséquilibres, le malheur, la fureur, le désespoir et l'angoisse de l'homme moderne. Pour cela, l'esthétique contemporaine a instauré la beauté de la laideur, récupéré pour l'art tout ce qu'autrefois la représentation artistique repoussait. Dans le monde de Botero, comme dans celui de ses modèles classiques, la vie vaut la peine d'être vécue, car le bonheur y est possible. L'esthétique de Botero est la négation du laid, la plus haute conquête de l'art contemporain. L'antique croyance selon laquelle la mission de l'art n'est pas de s'identifier aux manifestations tristes, répugnantes ou abjectes de l'humain et de les exprimer à travers un langage qui ne les trahisse pas, mais d'utiliser ses ressources pour les embellir, en élevant, en un acte de prestidigitation artistique, la réalité sombre, par le biais de la beauté et de l'élégance formelles, à un plan où elle peut être seulement appréciée et jugée comme un objet de plaisir, a de nos jours en Botero une de ses rares survivances. Il l'a déclaré clairement dans des propos déjà cités : « Le problème c'est de définir d'où vient le plaisir lorsqu'on regarde un tableau. »

Quand nous regardons ses tableaux, nous savons d'où vient *aussi* le plaisir qu'ils nous procurent : du plaisir avec lequel ils ont été peints. Le bonheur n'est pas dans les sujets de ses tableaux. Ses personnages ne semblent pas s'amuser, ils ne sont pas souriants, mais graves et ébahis, même quand ils accomplissent les actions les plus agréables (danser, boire, aimer). Il est dans la forme lumineuse, sensuelle et joyeuse avec laquelle ont été dessinées leurs amples courbes, la délicatesse du miniaturiste avec laquelle le pinceau a froncé leurs petites bouches, épilé leurs sourcils, signalé leurs grains de beauté, la grâce avec laquelle il les a habillés et ornés, et sa générosité à répandre et nuancer les

couleurs pour que leurs modestes demeures ressemblent à des palais et que leurs ridicules habits d'autrefois nous éblouissent comme des parures royales. Il y a dans cette forme minutieuse et splendide quelque chose de réjoui et d'heureux : la main — l'homme — qui l'a tracée et colorée a joui ce faisant, et cette jouissance, imprimée comme une aura impalpable autour des êtres et des choses, nous communique un peu de son bonheur. Bien des artistes modernes peignent comme s'ils hurlaient de douleur, se suicidaient de désespoir ou vomissaient des insultes ; créer, pour eux, c'est s'immoler. Botero peint comme s'il faisait l'amour ou dégustait un mets. Tout ce qu'il dessine, peint ou sculpte, par le fait même d'être dessiné, peint ou sculpté, éveille sa solidarité et son affection, et en est exalté. La fameuse expression de Saint-John Perse, « Je parle dans l'estime », pourrait être sa devise. « Je peins dans l'estime », c'est-à-dire dans l'enthousiasme et la ferveur pour les êtres et les choses de ce monde.

Y a-t-il un dénominateur commun pour les innombrables mouvements et tendances de l'art moderne ? Oui. C'est d'avoir établi qu'une attitude morale ou un principe idéologique peut conférer une catégorie esthétique. Ces attitudes et principes varient, sont parfois antagoniques, mais aucun des différents courants ne fait sienne la frontière qui a caractérisé l'art du passé, pour lequel la beauté artistique, inséparable de la confrontation de l'œuvre avec la nature, dérivait exclusivement de certaines normes, de certains patrons formels : la composition, la perspective, le volume, la ligne, la couleur. Pas même dans les moments de plus grande religiosité — le Moyen Âge — l'art ne fut jugé prioritairement comme un acte de foi ou une prise de position doctrinaire. La fonction moralisatrice ou catéchistique de l'art, pour l'artiste médiéval, commençait après que l'œuvre artistique eut été reconnue comme telle, c'est-à-dire quand elle avait atteint un coefficient esthétique déterminé qui était attribué selon le système de valeurs universellement en vigueur. L'originalité, phénomène individuel, détachait la silhouette de l'artiste sur un fond homogène formé par la manière de voir et de juger que partageaient ses contemporains. De nos jours, pour être artistique, un tableau ou une sculpture doit exprimer une idée, proposer une certaine conception de la société humaine ou du travail artistique, illustrer une position éthique. La confusion qui règne dans l'art contemporain est due à l'absence d'un système de valeurs qui rassemble les œuvres produites, nées de points de vue, de schémas théoriques ou de positions sans dénominateur commun. Cette prolifération d'esthétiques — ou plutôt d'attitudes qui prétendent incarner une esthétique — en est arrivée à un point tel qu'il n'est pas exagéré d'affirmer que chaque artiste ou chaque œuvre artistique aspire à être compris(e) et jugé(e) selon un système établi par eux. Le résultat est l'incertitude et l'anarchie.

Une des raisons qui ont peut-être contribué au succès de Botero, outre son immense talent de peintre, c'est que son œuvre nous rappelle l'ordre qui réglait la vie artistique avant la confusion présente et nous prouve qu'il peut encore continuer à la régler de nos jours, puisqu'il n'est plus brouillé avec l'innovation et l'invention. Sa peinture nous semble familière : expression actuelle d'une façon d'entendre et de pratiquer l'art qui fut celui de nos aïeux et de nos pères et que nous pouvons juger de même suivant des patrons déjà consolidés au long de l'histoire de l'Occident. Sa peinture reflète une nature intelligible et est, avant tout, peinture ; elle ne justifie ses formes et ses couleurs par aucune morale ou table de principes. Ses références sont, simultanément, le monde visible et la tradition artistique auxquels renvoient ses techniques et ses thèmes. Dans un monde en crise de valeurs artistiques — toutes ont été, sont ou seront mises en question et remplacées par d'autres, et celles-ci, à leur tour, par d'autres, dans un vertige sans fin — l'œuvre de Botero, avec ses constantes références à l'art du passé, son équilibre rationnel, son exquise facture, sa vision bienveillante, unitaire et optimiste, sans tensions ni angoisses, sa sensualité, ses traits d'humour, et surtout son hédonisme artistique, sa revendication passionnée de l'art de peindre comme une activité qui se justifie par le plaisir qu'il a produit et qu'il offre, nous rend confiance et nous persuade que la faim de beauté est encore un appétit légitime.

Lima, août 1984

---

1. Germán Arciniegas, *Fernando Botero*, New York, Harry N. Abrams, 1977, p. 36. *(N.d.E.)* 2. « Interview de Cynthia Jaffe McCabe et Sareen R. Gerson ». Catalogue de la rétrospective Botero au Hirshhorn Museum and Sculpture Garden, Washington D.C., Smithsonian Institution Press, 1979, p. 13. *(N.d.E.)* 3. Dr. Wibke von Bonin, « An interview with Fernando Botero ». Catalogue de l'exposition Botero à la Marlborough Gallery, New York, 1972, p.9-10. *(N.d.E.)* 4. *Ibid.*

5. Cynthia Jaffe McCabe et Sareen R. Gerson, interview citée, p. 12. *(N.d.E.)* 6. Jorge Luis Borges, « L'écrivain argentin et la tradition », in *Œuvres complètes*, I, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1993, p. 275. *(N.d.T.)*

Les fictions de Borges[1]

Quand j'étais étudiant, je lisais avec passion Sartre et je croyais dur comme fer à sa thèse sur l'engagement de l'écrivain dans son temps et sa société. Je croyais que « les mots étaient des actes » et qu'en écrivant un homme pouvait agir sur l'Histoire. Aujourd'hui, en 1987, de semblables idées peuvent sembler naïves et faire bâiller — la mode est au scepticisme quant au pouvoir de la littérature et aussi de l'Histoire — mais dans les années cinquante, l'idée que le monde pouvait être changé en mieux et que la littérature devait y contribuer semblait à bon nombre d'entre nous convaincante et exaltante.

Le prestige de Borges commençait déjà à briser le petit cercle de la revue *Sur* et de ses admirateurs argentins. Dans diverses villes latino-américaines surgissaient, dans les milieux littéraires, des admirateurs fervents qui se disputaient comme des trésors les très rares éditions de ses livres, apprenaient par cœur les énumérations visionnaires de ses contes — celle de *L'Aleph*, surtout, si belle — et se prêtaient ses tigres, ses labyrinthes, ses mascarades, ses miroirs et ses couteaux, ainsi que les surprenants adjectifs et adverbes de ses écrits. À Lima, le premier borgésien fut un ami et camarade de génération avec qui nous partagions livres et illusions littéraires. Borges était un sujet inépuisable dans nos discussions. Pour moi il représentait, de façon chimiquement pure, tout ce que Sartre m'avait appris à détester : l'artiste évadé de son monde et de l'actualité dans un univers intellectuel d'érudition et de fantaisie ; l'écrivain dédaigneux de la politique, de l'Histoire et même de la réalité, qui exhibait avec impudeur son scepticisme et son souriant dédain pour tout ce qui n'était pas littérature ; l'intellectuel qui non seulement se permettait d'ironiser sur les dogmes et les utopies de gauche, mais poussait l'iconoclasme jusqu'à s'affilier au Parti Conservateur sous le prétexte bouffon que les hommes de cœur épousent de préférence les causes perdues.

Dans nos discussions j'essayais, avec toute la mauvaise foi sartrienne dont j'étais capable, de démontrer qu'un intellectuel qui écrivait, disait et agissait comme Borges était d'une certaine manière coresponsable de toutes les iniquités sociales du monde, et ses contes et poèmes n'étaient rien d'autre que d'*abolis bibelots d'inanité sonore* dont l'Histoire — cette terrible Histoire justicière que les progressistes brandissent, à leur gré, comme la hache du bourreau, la carte biseautée du tricheur ou la passe magique de l'illusionniste — se chargerait de faire justice. Mais, une fois épuisée la discussion, dans la solitude discrète de ma

chambre ou de la bibliothèque, comme le fanatique puritain de *Pluie*, de Somerset Maugham, qui succombe à la tentation de cette chair contre laquelle il prêche, le sortilège littéraire de Borges devenait irrésistible. Et je lisais ses contes, poèmes et essais avec éblouissement, à quoi le sentiment adultérin d'avoir trahi mon maître Sartre ajoutait un plaisir pervers.

J'ai été assez inconstant dans mes passions littéraires adolescentes ; beaucoup de ceux qui furent mes modèles, quand je tente de les relire, me tombent maintenant des mains, et parmi eux Sartre lui-même. Mais en revanche, Borges, cette passion secrète et coupable, n'a jamais faibli ; relire ses textes, ce que j'ai fait périodiquement, comme pour accomplir un rite, a toujours été une aventure heureuse. Aujourd'hui même, pour préparer cette causerie, j'ai relu d'un bout à l'autre toute son œuvre et, ce faisant, je m'émerveillais à nouveau, comme la première fois, de l'élégance et de la limpidité de sa prose, du raffinement de ses histoires et de la perfection de leur construction. Je sais combien les appréciations littéraires peuvent être éphémères, mais je crois que dans ce cas on peut affirmer sans risque que Borges a été le phénomène le plus important de la littérature moderne de langue espagnole, et un des artistes contemporains les plus mémorables.

Je crois aussi que la dette que nous avons contractée envers lui, nous qui écrivons en espagnol, est immense. Tous, même ceux qui, comme moi, n'ont jamais écrit un seul conte fantastique ni n'ont de prédilection particulière pour les fantômes, les problèmes de double et d'infini ou la métaphysique de Schopenhauer.

Pour l'écrivain latino-américain, Borges a représenté la rupture d'un certain complexe d'infériorité qui, de façon inconsciente, bien sûr, l'empêchait d'aborder certains sujets et l'enfermait dans un horizon provincial. Avant lui, il semblait téméraire ou illusoire, pour l'un de nous, de se promener dans la culture universelle comme pouvait le faire un Européen ou un Nord-Américain. Certains poètes modernistes, certes, l'avaient fait avant lui, mais ces incursions, même celles du plus notable — Rubén Darío — tenaient du « pastiche », du papillonnement superficiel et un peu frivole en territoire étranger. Il se trouve que l'écrivain latino-américain avait oublié quelque chose qu'en revanche nos classiques, comme l'Inca Garcilaso ou Sœur Juana Inés de la Cruz, n'avaient jamais mis en doute : à savoir qu'il appartenait, par droit de langue et d'histoire, à la culture occidentale. Pas un pur épigone ni un colonisé de cette tradition, mais un de ses composants légitimes depuis que, quatre siècles et demi en arrière, Espagnols et Portugais avaient étendu les frontières de cette culture jusqu'à ce que Góngora appellerait, dans ses *Solitudes*, « l'ultime Occident ». Avec Borges cela devint à nouveau une évidence, ainsi qu'une preuve

qu'appartenir à cette culture n'ôte à l'écrivain latino-américain ni souveraineté ni originalité.

Peu d'écrivains européens ont assumé de façon aussi pleine et aussi juste l'héritage de l'Occident que ce poète et conteur de la périphérie. Qui, parmi ses contemporains, se promena avec autant de désinvolture parmi les mythes scandinaves, la poésie anglo-saxonne, la philosophie allemande, la littérature du Siècle d'Or, les poètes anglais, Dante, Homère, les mythes et légendes du Moyen et de l'Extrême-Orient que l'Europe traduisit et divulgua ? Mais cela n'a pas fait de Borges un « Européen ». Je me rappelle la surprise de mes élèves, au Queen Mary College de l'université de Londres, dans les années soixante, avec qui nous lisions *Fictions* et *L'Aleph*, quand je leur dis qu'en Amérique latine certains accusaient Borges d'être « européiste », d'être, ou peu s'en faut, un écrivain anglais. Ils ne pouvaient pas le comprendre. Pour eux, cet écrivain, dont les récits mêlaient tant de pays, d'époques, de sujets et de références culturelles dissemblables, était aussi exotique que le cha-cha-cha (alors à la mode). Ils ne se trompaient pas. Borges n'était pas un écrivain prisonnier d'une tradition nationale, comme peut l'être souvent l'écrivain européen, et cela facilitait ses déplacements dans l'espace culturel, où il évoluait avec désinvolture grâce aux nombreuses langues qu'il possédait. Son cosmopolitisme, cette avidité à s'emparer d'un espace culturel aussi vaste, à s'inventer un passé personnel avec celui des autres, est une façon profonde d'être argentin, c'est-à-dire latino-américain. Mais dans son cas, ce commerce intense avec la littérature européenne fut aussi une façon de composer une géographie personnelle, une façon d'être Borges. Ses curiosités et ses démons intimes tissèrent une trame culturelle propre d'une grande originalité, faite d'étranges combinaisons, où la prose de Stevenson et *Les Mille et Une Nuits* (traduites par des Anglais et des Français) côtoyaient les gauchos de *Martín Fierro* et des personnages des sagas islandaises et où deux mauvais garçons d'un Buenos Aires plus rêvé qu'évoqué échangeaient des coups de couteau lors d'une rixe, qui semblait prolonger celle qui, au haut Moyen Âge, amena deux théologiens chrétiens à mourir sur le bûcher. Sur l'insolite scène borgésienne défilent, comme dans l'« aleph » du sous-sol de Carlos Argentino, les créatures et les sujets les plus hétérogènes. Mais contrairement à ce qui se passe sur cet écran passif qui se borne à reproduire chaotiquement les ingrédients de l'univers, dans l'œuvre de Borges ils sont tous réconciliés et valorisés par un point de vue et une expression verbale qui leur donnent un profil autonome.

Et c'est un autre domaine où l'écrivain latino-américain doit beaucoup à l'exemple de Borges. Il ne nous a pas montré seulement qu'un Argentin pouvait parler de Shakespeare en toute connaissance de cause, ou concevoir des histoires

plausibles situées à Aberdeen, mais aussi révolutionner sa tradition stylistique. Attention : j'ai parlé d'exemple, ce qui n'est pas la même chose qu'influence. La prose de Borges, par sa furieuse originalité, a causé des ravages chez d'innombrables admirateurs qui ont porté à la pure parodie l'usage de certains verbes, images ou façon d'adjectiver créés par lui. C'est l'« influence » que l'on détecte plus vite, parce que Borges est un des écrivains de notre langue qui est parvenu à créer un mode d'expression aussi personnel, une musique verbale (pour le dire avec ses mots) aussi propre que les plus illustres classiques : Quevedo (qu'il admira tant) ou Góngora (qui ne lui plaisait pas trop). La prose de Borges se reconnaît à l'oreille, parfois il suffit d'une phrase, voire d'un simple verbe (conjecturer, par exemple, ou fatiguer) pour savoir qu'il s'agit de lui.

Borges a perturbé la prose littéraire espagnole d'une façon aussi profonde que l'avait fait, auparavant, en poésie, Rubén Darío. La différence entre les deux c'est que Darío introduisit des manières et des sujets — qu'il importa de France, en les adaptant à son idiosyncrasie et à son monde — qui, d'une certaine façon, exprimaient les sentiments (le snobisme, parfois) d'une époque et d'un milieu social. Aussi purent-ils être utilisés par beaucoup d'autres sans que pour cela les disciples perdent leur propre voix. La révolution de Borges est unipersonnelle ; elle le représente, lui, et seulement d'une façon très indirecte et ténue l'atmosphère où il se forma et qu'il aida décisivement à former (celle de la revue *Sur*). Aussi, chez tout autre que lui, son style ressemble à une caricature.

Mais cela ne diminue évidemment pas son importance ni ne rabaisse le moins du monde l'immense plaisir que l'on a à lire sa prose, une prose que l'on peut savourer, mot à mot, comme un mets exquis, une prose révolutionnaire, dans le sens où l'on y trouve presque autant d'idées que de mots, car sa précision et sa concision sont absolues, ce qui n'est pas rare dans la littérature anglaise, voire dans la française, mais qui, en revanche, dans celle de langue espagnole, a de rares précédents. Un personnage borgésien, le peintre Marta Pizarro (du « Duel »), lit Lugones et Ortega y Gasset, et ces lectures, dit le texte, confirment « son soupçon que la langue à laquelle elle était prédestinée est moins âpre à l'expression de la pensée ou des passions qu'à la vanité bavarde ». Blague à part, si l'on y supprime « passions », la sentence a quelque chose de vrai. L'espagnol, comme l'italien ou le portugais, est une langue bavarde, abondante, exubérante, d'une formidable expressivité émotionnelle, mais, pour cela même, conceptuellement imprécise. Les œuvres de nos grands prosateurs, à commencer par celle de Cervantès, apparaissent comme de superbes feux d'artifice où chaque idée défile précédée et entourée d'une cour somptueuse de majordomes, galants et pages dont la fonction est décorative. La couleur, la température et la

musique importent autant dans notre prose que les idées, et dans certains cas — Lezama Lima, par exemple — davantage. Il n'y a dans ces excès rhétoriques typiques de l'espagnol rien de blâmable : ils expriment l'idiosyncrasie profonde d'un peuple, une manière d'être où l'émotif et le concret prévalent sur l'intellectuel et l'abstrait. C'est fondamentalement la raison pour laquelle un Valle-Inclán, un Alfonso Reyes, un Alejo Carpentier ou un Camilo José Cela — pour citer quatre magnifiques prosateurs — sont (comme disait Gabriel Ferrater) si *proliférants* à l'heure d'écrire. L'inflation de leur prose ne les rend ni moins intelligents ni plus superficiels qu'un Valéry ou un T. S. Eliot. Ils sont, simplement, différents, comme le sont les peuples ibéro-américains du peuple anglais ou français. Les idées se formulent et se captent mieux chez nous quand elles s'incarnent dans des sensations et des émotions, ou s'incorporent de quelque façon au concret, au directement vécu, que dans un discours logique. (C'est la raison, peut-être, d'une littérature si riche et d'une philosophie si pauvre en espagnol, et cela explique pourquoi le plus illustre penseur moderne de la langue, Ortega y Gasset, était surtout un littérateur.) À l'intérieur de cette tradition, la prose littéraire créée par Borges est une anomalie, une forme qui désobéit intimement à la prédisposition naturelle de la langue espagnole à l'excès, en optant pour la plus stricte économie. Dire qu'avec Borges l'espagnol devient « intelligent » peut sembler offensant pour les autres écrivains de la langue, mais cela ne l'est pas. Car ce que j'essaie de dire (de cette manière « proliférante » que je viens de décrire) c'est que, dans ses textes, il y a toujours un plan conceptuel et logique qui prévaut et dont les autres sont toujours dépendants. Le sien est un monde d'idées, décontaminées et claires — également insolites —, que les mots expriment avec une pureté et une rigueur extrêmes, qu'ils ne trahissent ni ne relèguent jamais au second plan. « Il n'y a pas de plaisir plus complexe que la pensée et c'est à lui que nous nous adonnons », dit le narrateur de « L'immortel », avec des phrases qui dépeignent Borges tout entier. Le conte est une allégorie de son monde fictif, où l'intellectuel dévore et défait toujours le physique.

En forgeant un style de cette nature, qui représentait si authentiquement ses goûts et sa formation, Borges innova de façon radicale dans notre tradition stylistique. Et en l'épurant, en l'intellectualisant et en le colorant de sa façon si personnelle, il démontra que l'espagnol — la langue avec laquelle il était parfois aussi sévère que son personnage de Marta Pizarro — était potentiellement beaucoup plus riche et souple que cette tradition ne semblait l'indiquer car à condition qu'un écrivain de son génie veuille le tenter, il était capable de devenir aussi lucide et logique que le français et aussi rigoureux et nuancé que l'anglais. Aucune œuvre comme celle de Borges pour nous apprendre qu'en matière de

langue littéraire rien n'est définitivement fait et dit, mais toujours à faire.

Le plus intellectuel et abstrait de nos écrivains fut en même temps un excellent conteur dont on lit la plupart des récits avec un intérêt hypnotique, comme des histoires policières, genre qu'il cultiva en l'imprégnant de métaphysique. Il eut, en revanche, une attitude dédaigneuse envers le roman, dont évidemment la tendance au réalisme le gênait, genre qui, *malgré* Henry James et quelque autre illustre exception, est condamné à se confondre avec la totalité de l'expérience humaine — les idées et les instincts, l'individu et la société, le vécu et le purement spéculatif et artistique. Cette imperfection congénitale du genre romanesque — sa dépendance de la boue humaine — était intolérable pour lui. Aussi écrivit-il en 1941 dans le prologue du *Jardin aux sentiers qui bifurquent* : « Délire laborieux et appauvrissant que de composer de vastes livres, de développer en cinq cents pages une idée que l'on peut très bien exposer oralement en quelques minutes. » La phrase présuppose que tout livre est une digression intellectuelle, le développement d'un article ou d'une thèse. Si c'était vrai, les détails d'une fiction ne seraient que l'habillage superflu d'une poignée de concepts susceptibles d'être isolés et extraits comme la perle qui niche dans la coquille. *Don Quichotte*, *Moby Dick*, *La Chartreuse de Parme*, *Les Démons* sont-ils réductibles à un certain nombre d'idées ? La phrase ne peut servir de définition au roman, mais elle est assurément l'indice éloquent de ce que sont les fictions de Borges : conjectures, spéculations, théories, doctrines, sophismes.

Le conte, par sa brièveté et sa condensation, était le genre qui convenait le plus à ces thèmes qui l'incitaient à créer et qui, grâce à sa maîtrise de l'artifice littéraire, perdaient de leur caractère abstrait pour se charger de charme, voire de dramatisme : le temps, l'identité, le rêve, le jeu, la nature du réel, le double, l'éternité. Ces préoccupations apparaissent sous forme d'histoires qui commencent souvent astucieusement, avec des détails de grande précision réaliste et des notes, parfois, de couleur locale, pour ensuite, insensiblement ou brusquement, s'orienter vers le fantastique ou s'évanouir en une spéculation de caractère philosophique ou théologique. Là, les faits ne sont jamais ce qu'il y a de plus important, de véritablement original, mais les théories qui les expliquent, les interprétations auxquelles ils se prêtent. Pour Borges, comme pour son personnage fantomatique d'« Utopie d'un homme qui est fatigué », les faits « sont de purs points de départ pour l'invention et le raisonnement ». Le réel et l'irréel sont constitués par le style et le naturel avec lesquels le narrateur circule parmi eux, étalant, en général, une érudition moqueuse et stupéfiante, ainsi qu'un scepticisme enfoui qui rabaisse ce qu'il pouvait y avoir d'excessif dans ce raisonnement.

Chez un écrivain aussi sensible — et une personne aussi polie et fragile, surtout depuis que sa croissante cécité en fit quasiment un invalide — certains seront surpris par la quantité de sang et de violence qu'il y a dans ses contes. Mais à tort : la littérature est une réalité compensatoire et elle est pleine de cas comme le sien. Couteaux, crimes, tortures abondent dans ses pages ; mais ces cruautés sont tenues à distance par la fine ironie qui, comme un halo, les entoure d'ordinaire et par le rationalisme glacial de sa prose qui ne s'abandonne jamais à l'effet et à l'émotion. Cela confère à l'horreur physique une qualité statuaire, de fait artistique, de réalité déréalisée.

Il fut toujours fasciné par la mythologie du « mauvais garçon » du faubourg ou du « joueur du couteau » de la pampa, ces hommes physiques, à la bestialité innocente et aux libres instincts, qui étaient aux antipodes de sa personnalité. Il peupla d'eux maints récits, leur conférant une dignité borgésienne, c'est-à-dire esthétique et intellectuelle. Il est évident que tous ces tueurs, hommes de main et assassins truculents qu'il inventa sont aussi littéraires — aussi irréels — que ses personnages fantastiques. Qu'ils portent parfois un poncho, ou qu'ils parlent d'une façon qui feint d'être celle des « mauvais garçons » créoles ou celle des gauchos de la province, ne les rend pas plus réalistes que les hérésiarques, les mages, les immortels et les érudits de tous les confins du monde d'aujourd'hui ou du lointain passé qui peuplent ses histoires. Ils procèdent tous, non de la vie mais de la littérature. Ils sont avant tout et surtout des idées, magiquement incarnées grâce aux savantes combinaisons de mots d'un grand prestidigitateur littéraire.

Chacun de ses contes est un joyau artistique et certains — comme « Tlön, Uqbar, Orbis Tertius », « Les ruines circulaires », « Les théologiens », « L'Aleph », des chefs-d'œuvre du genre. Aux thèmes inattendus et subtils s'ajoute toujours une architecture impeccable, strictement fonctionnelle. L'économie de moyens est maniaque : jamais un élément ou un mot de trop, quoique souvent certains ingrédients aient été escamotés pour faire travailler l'intelligence du lecteur. L'exotisme est un élément indispensable : les événements arrivent dans des lieux distants dans l'espace et le temps que cet éloignement rend pittoresques ou dans des faubourgs portègnes chargés de mythologie. Dans un de ses fameux prologues, Borges dit d'un personnage : « Le sujet de la chronique était turc ; je le fis italien pour le sentir plus facilement. » En vérité, ce qu'il avait coutume de faire, c'était l'inverse ; plus ses personnages étaient distants de lui et de ses lecteurs, mieux il pouvait les manipuler en leur attribuant les merveilleuses propriétés dont ils sont doués ou rendre plus convaincantes leurs souvent inconcevables expériences. Mais l'exotisme et la couleur locale des contes de Borges sont très différents de ceux

qui caractérisent la littérature régionaliste, chez des écrivains tels que Ricardo Güiraldes ou Ciro Alegría, par exemple. Chez ces derniers, l'exotisme est involontaire, il résulte d'une vision excessivement provinciale et locale du paysage et des mœurs d'un milieu que l'écrivain régionaliste identifie au monde. Chez Borges l'exotisme est un alibi pour échapper de façon rapide et insensible au monde réel, avec le consentement — ou du moins l'inadvertance — du lecteur pour gagner cette irréalité qui, pour Borges, comme le croit le héros du « Miracle secret », est la « condition de l'art ».

L'érudition est le complément inséparable de l'exotisme dans ses contes, un savoir spécialisé, presque toujours littéraire, mais aussi philologique, historique, philosophique ou théologique. Ce savoir s'étale avec aplomb et insolence, jusqu'aux limites mêmes de la pédanterie, mais sans jamais les dépasser. La culture de Borges était immense, mais la raison d'une telle érudition dans ses récits n'est évidemment pas de le faire savoir au lecteur. Il s'agit aussi d'un moyen clé de sa stratégie créatrice, très semblable à celle des lieux ou personnages « exotiques » : infuser aux histoires une certaine coloration, les doter d'une atmosphère *sui generis*. En d'autres termes, elle remplit une fonction exclusivement littéraire qui dénature ce que cette érudition contient de connaissance spécifique, en la remplaçant ou en la subordonnant à la tâche qu'il accomplit dans le récit : tantôt décorative, tantôt symbolique. Ainsi, dans les contes de Borges, la théologie, la philosophie, la linguistique et tout ce qui apparaît comme savoir spécialisé devient littérature, perd son essence et acquiert celle de la fiction, redevient partie et contenu d'une imagination littéraire.

« Je suis pourri de littérature », dit Borges à Luis Harss, l'auteur de *Los Nuestros* [Les Nôtres]. Pas seulement lui : le monde fictif qu'il a inventé est également imprégné jusqu'à la moelle de littérature. C'est un des mondes les plus littéraires qu'aucun écrivain ait créé, parce que chez lui les personnages, les mythes et les mots forgés par d'autres écrivains au cours des âges comparaissent en nombre et continûment, et d'une façon si vivante qu'ils usurpent en quelque sorte le contexte de toute œuvre littéraire qui est d'ordinaire le monde objectif. Point d'autre référent à la fiction borgésienne que la littérature. « J'ai vécu peu. J'ai lu beaucoup. Mieux dit : il m'est arrivé peu de choses qui soient plus dignes de mémoire que les idées de Schopenhauer ou la musicalité de la langue anglaise », écrivit-il avec coquetterie dans l'épilogue de *L'Auteur*. La phrase ne doit pas être prise au pied de la lettre, car toute vie humaine réelle, pour paisible qu'elle ait été, recèle plus de richesse et de mystère que le plus profond poème ou le système de pensée le plus complexe. Mais elle nous parle d'une vérité insidieuse sur la nature de l'art de Borges, qui résulte, plus qu'aucun autre produit de la littérature moderne du fait de métaboliser, en lui imprimant sa

marque originale, la littérature universelle. Cette œuvre narrative, relativement brève, est remplie de résonances et de pistes qui conduisent aux quatre points cardinaux de la géographie littéraire. Et c'est à elle qu'est dû, sans doute, l'enthousiasme qu'elle éveille d'ordinaire parmi les praticiens de la critique heuristique, qui peuvent s'éterniser sur la trace et l'identification des sources borgésiennes infinies. Travail ardu, sans doute, et de surcroît inutile car ce qui donne leur grandeur et leur originalité à ces contes ce ne sont pas les matériaux utilisés mais leur transformation : un petit univers fictif, peuplé de tigres et de lecteurs de haute culture, saturé de violence et d'étranges sectes, de lâchetés et d'héroïsmes laborieux, où le verbe et le rêve jouent le rôle de réalité objective et où le raisonnement intellectuel de l'imagination prévaut sur toutes les autres manifestations de la vie.

C'est un monde fantastique, mais seulement au sens qu'on y trouve des êtres surnaturels et des circonstances prodigieuses. Pas au sens où Borges, par une de ses provocations auxquelles il était habitué depuis sa jeunesse ultraïste et auxquelles il n'a jamais renoncé, employait parfois le qualificatif : de monde irresponsable, ludique, en divorce avec l'historique, voire l'humain. Quoiqu'il y ait sans doute dans son œuvre une grande part de jeu et plus de doutes que de certitudes sur les questions essentielles de la vie et la mort, le destin humain et l'au-delà ne sont pas un monde coupé de la vie et de l'expérience quotidienne, sans racine sociale. Ce monde s'établit aussi sur les avatars de l'existence, ce fonds commun de l'espèce, comme toutes les œuvres littéraires qui ont perduré. Pourrait-il en être autrement ? Aucune fiction qui refuse la vie et qui soit incapable d'illuminer ou de racheter le lecteur sur quelque aspect de vie n'a atteint à la permanence. La singularité du monde borgésien consiste en ce que, chez lui, l'existentiel, l'historique, le sexe, la psychologie, les sentiments, l'instinct, etc... se sont dissous et réduits à une dimension exclusivement intellectuelle. Et la vie, ce tumulte bouillant et chaotique, parvient au lecteur sublimée et conceptualisée, transmuée en mythe littéraire par le filtre borgésien, un filtre d'un souci logique si achevé et parfait qu'il semble, parfois, ne pas quintessencier la vie mais l'abolir.

Poésie, conte et essai se complètent dans l'œuvre de Borges au point qu'il est parfois difficile de savoir à quel genre appartiennent ses textes. Certaines de ses poésies racontent des histoires et maints récits (les plus brefs, surtout) ont la compacte condensation et la délicate structure de poèmes en prose. Mais l'essai et le conte sont surtout les genres qui échangent le plus d'éléments dans le texte borgésien, jusqu'à dissoudre leurs frontières et se confondre en une seule entité. L'apparition de *Feu pâle*, de Nabokov, roman où il se passe quelque chose de similaire — une fiction qui prend l'apparence de l'édition critique d'un

poème —, fut saluée par la critique en Occident comme un tour de force. Ça l'est, en effet. Mais assurément Borges faisait le même tour d'illusionniste depuis des années et avec une maîtrise identique. Quelques-uns de ses récits les plus élaborés, tels que « L'Approche d'Almotásim », « Pierre Ménard, auteur du Quichotte », et « Examen de l'œuvre d'Herbert Quain », feignent d'être des notices bibliographiques. Et, dans la plupart de ses contes, l'invention, la fabrication d'une réalité fictive suivent un chemin sinueux qui se camoufle en évocation historique ou en digression philosophique ou théologique. Comme la base intellectuelle de ces acrobaties est très solide, car Borges sait toujours ce qu'il dit, la nature fictionnelle de ces contes est ambiguë, vérité mensongère ou mensonge vrai, et c'est un des traits les plus typiques du monde borgésien. Et l'inverse peut se dire de maints essais, tels que *Histoire de l'éternité* ou son *Manuel de zoologie fantastique* où, dans les interstices d'une solide connaissance, s'infiltre comme une substance magique un élément ajouté, d'imagination et d'irréalité, d'invention pure, qui les transforme en fictions.

Aucune œuvre littéraire, pour riche et achevée qu'elle soit, ne recèle sa part d'ombre. Dans le cas de Borges, elle souffre, par moments, d'ethnocentrisme culturel. Le Noir, l'Indien, le primitif en général apparaissent souvent dans ses contes comme des êtres ontologiquement inférieurs, plongés dans une barbarie qu'on ne qualifierait pas d'historiquement ou de socialement circonstanciée, mais de consubstantielle à une race ou à une condition. Ils représentent une infra-humanité, fermée à ce qui pour Borges est l'humain par excellence : l'intellect et la culture littéraire. Rien de cela n'est explicitement affirmé ni n'est, peut-être, conscient ; cela transpire, apparaît au détour d'une phrase, ou c'est l'hypothèse de comportements déterminés. Comme pour T. S. Eliot, Papini ou Pío Baroja, la civilisation pour Borges ne pouvait être qu'occidentale, urbaine et presque blanche. L'Orient s'en tirait, mais comme appendice, c'est-à-dire filtré par les versions européennes du chinois, du persan, du japonais ou de l'arabe. D'autres cultures, qui font également partie de la réalité latino-américaine — comme l'indienne et l'africaine —, peut-être par leur faible présence dans la société argentine où il passa la majeure partie de sa vie, figurent dans son œuvre comme un contraste plus que comme d'autres variantes de l'humain. C'est là une limite qui n'appauvrit pas les autres admirables valeurs de l'œuvre de Borges, mais qu'il convient de ne pas éluder à l'intérieur d'une appréciation d'ensemble de ce qu'elle signifie. Une limite qui, peut-être, est un autre indice de son humanité, puisque, comme on l'a répété tant de fois, la perfection absolue ne semble pas être de ce monde, pas même dans des œuvres artistiques de créateurs qui, à l'instar de Borges, ont été le plus près d'y parvenir.

Marbella, 15 octobre 1988

1. Conférence donnée à l'Anglo-Argentinian Society de Londres, pour la Fifth Annual Jorge Luis Borges Lecture, le 28 octobre 1987. *(N.d.E.)*

La trompette de Deyá

À Aurora Bernárdez

Ce dimanche de 1984, je venais de m'installer à mon bureau pour écrire un article quand le téléphone a sonné. Je fis alors ce que je ne fais jamais d'habitude : je décrochai. « Julio Cortázar est mort, dit la voix autoritaire du journaliste. Donnez-moi votre commentaire. »

J'ai pensé à un vers de César Vallejo : « Espagnol, tant il est farouche », et j'ai obéi en balbutiant. Mais ce dimanche-là, au lieu d'écrire mon article, je me mis à feuilleter et à relire certaines de ses nouvelles, des pages de ses romans que ma mémoire avait très présentes à l'esprit. Depuis longtemps je ne savais rien de lui. Je ne soupçonnais ni sa longue maladie ni son agonie douloureuse. Mais je fus heureux d'apprendre qu'Aurora s'était trouvée à ses côtés pendant les derniers mois et que, grâce à elle, il avait eu un enterrement sobre, sans les clowneries prévisibles des corbeaux de la Révolution qui, ces dernières années, avaient tant profité de lui.

Je les avais tous deux connus un quart de siècle plus tôt, chez un ami commun, à Paris, et depuis lors, jusqu'à la dernière fois que je les vis ensemble, en Grèce en 1967 (nous faisions tous trois office de traducteurs dans une conférence internationale sur le coton), je n'ai jamais cessé de m'émerveiller, en voyant et en écoutant parler Aurora et Julio, du spectacle qu'ils offraient ensemble. Nous, les autres, semblions de trop. Que d'intelligence dans leurs propos savants et amusants. J'ai bien des fois pensé : « Ils ne peuvent pas être toujours ainsi. Ces conversations, ils les répètent chez eux, pour éblouir ensuite leurs interlocuteurs par tant d'anecdotes insolites, de citations brillantes et ces plaisanteries qui, au moment opportun, détendent l'atmosphère intellectuelle. »

Ils se passaient le dé l'un à l'autre comme deux prestidigitateurs consommés, si bien qu'on ne s'ennuyait jamais avec eux. La complicité parfaite, la secrète intelligence qui semblait les unir était quelque chose d'admirable et d'enviable chez ce couple, autant que leur sympathie et leur engagement littéraire — exclusif et total, semblait-il — et leur générosité envers tout le monde et, surtout, les novices comme moi.

Il était difficile de déterminer qui des deux avait le plus et le mieux lu, et qui des deux disait les choses les plus fines et inattendues sur les livres et les auteurs. J'ai toujours tenu pour provisoire que Julio écrivît et Aurora traduisît *seulement* (dans son cas ce *seulement* signifie tout le contraire de ce qu'il semble dire) : un

sacrifice passager d'Aurora pour qu'il n'y eût, pour le moment, dans la famille, qu'un seul écrivain. En la revoyant aujourd'hui, après tant d'années, je me mords la langue deux ou trois fois, pour ne pas lui demander si elle a beaucoup écrit et si elle va enfin se décider à publier… Ses cheveux sont gris, certes, mais pour le reste elle n'a pas changé. Petite, mince, avec ces grands yeux bleus pleins d'intelligence et son étonnante vitalité de naguère. Elle monte et descend les escaliers majorquins de Deyá avec une agilité qui me laisse loin derrière elle, le souffle court. Elle aussi, à sa façon, arbore cette vertu cortazarienne par excellence : être Dorian Gray.

Certaine soirée de l'année 1958 finissante, je me trouvai placé à table à côté d'un jeune homme très grand et mince, imberbe, avec des cheveux courts et de grandes mains qu'il agitait en parlant. Il avait déjà publié une plaquette de nouvelles et était sur le point de faire paraître un second recueil, dans une petite collection dirigée par Juan José Arreola à Mexico. J'étais près de sortir aussi, de mon côté, un volume de récits, aussi avons-nous parlé de nos expériences et de nos projets comme deux jeunes gens qui font leur veillée d'armes littéraire. Ce n'est qu'en prenant congé que j'appris — confondu — qu'il était l'auteur de *Bestiaire* et de tant de textes que j'avais lus dans la revue de Borges et de Victoria Ocampo, *Sur*, et aussi l'admirable traducteur des œuvres complètes de Poe que j'avais dévorées en deux gros volumes publiés par l'université de Porto Rico. Celui que j'avais pris pour mon contemporain était en réalité de vingt-deux ans mon aîné.

Dans les années soixante et, en particulier, durant les sept ans où je vécus à Paris, il fut l'un de mes meilleurs amis, et aussi quelque chose comme mon modèle et mon mentor. C'est à lui que je fis lire le manuscrit de mon premier roman, et j'attendis son verdict avec l'espoir du catéchumène. Et quand je reçus sa lettre généreuse, avec son approbation et ses conseils, je me sentis heureux. Longtemps, je crois, je me suis habitué à écrire comme s'il veillait, par-dessus mon épaule, de son regard, encourageant ou critique. J'admirais sa vie, ses rites, ses manies et ses habitudes autant que la facilité et la limpidité de sa prose et cette apparence quotidienne, domestique et souriante que revêtaient dans ses nouvelles et ses romans les sujets fantastiques. Chaque fois qu'Aurora et lui appelaient pour m'inviter à dîner — dans leur petit appartement, près de la rue de Sèvres, d'abord, et ensuite dans la maisonnette en spirale de la rue du Général-Beuret —, c'était la fête, la félicité. J'étais fasciné par le tableau composé de coupures de presse aux nouvelles insolites, par les objets invraisemblables qu'il ramassait ou fabriquait, et par la pièce mystérieuse où selon la légende Julio s'enfermait pour souffler dans sa trompette et s'amuser comme un enfant : la chambre aux jouets. Il connaissait un Paris secret et

magique qui ne figurait dans aucun guide, et chacune de nos rencontres me comblait de trésors : films à voir, expositions à visiter, coins où flâner, poètes à découvrir et même un congrès de sorcières à la Mutualité qui m'assomma à l'extrême, mais qu'il devait évoquer ensuite, merveilleusement, comme une guillerette apocalypse.

Avec Julio Cortázar, il était possible d'être ami, mais impossible d'être intime. La distance qu'il savait imposer, grâce à un système de courtoisie et de règles auxquelles on devait se soumettre pour conserver son amitié, était l'un des charmes du personnage : elle le nimbait d'un certain mystère, donnait à sa vie une dimension secrète, source, semblait-il, de ce fond inquiétant, irrationnel et violent qui transparaissait parfois dans ses textes, même les plus polissons et souriants. C'était un homme éminemment privé, riche d'un monde intérieur bâti et préservé comme une œuvre d'art, auquel seule Aurora, probablement, avait accès, et pour qui rien, en dehors de la littérature, ne semblait importer, voire exister.

Cela ne veut pas dire qu'il fût livresque, érudit, intellectuel, à la façon d'un Borges, par exemple, qui en toute justice écrivit : « J'ai lu bien des choses, j'en ai peu vécu. » Chez Julio, la littérature semblait se fondre dans l'expérience quotidienne et imprégner toute la vie, l'animant et l'enrichissant d'un éclat particulier sans la priver de sève, d'instinct, de spontanéité. Aucun écrivain, assurément, n'a, comme Cortázar, donné au jeu une dignité littéraire ni fait du jeu un instrument de création et d'exploration artistique aussi malléable et fécond. Mais, en le disant aussi gravement, j'altère la vérité, car Julio ne jouait pas pour faire de la littérature. Écrire, pour lui, c'était jouer, s'amuser, organiser la vie — les mots, les idées — avec l'arbitraire, la liberté, la fantaisie et l'irresponsabilité qu'y manifestent les enfants ou les fous. Mais, en jouant de la sorte, l'œuvre de Cortázar a ouvert des portes inédites, elle a réussi à mettre au jour des fonds inconnus de la condition humaine et à flirter avec la transcendance, ce qu'il ne s'était sûrement jamais proposé. Ce n'est pas par hasard — ou plutôt si, mais au sens et sur le mode décrits dans *62. Maquette à monter* — que le plus ambitieux de ses romans a pour titre *Marelle*, un jeu d'enfants.

Comme le roman ou le théâtre, le jeu est une forme de fiction, un ordre artificiel plaqué sur le monde, une représentation de quelque chose d'illusoire qui remplace la vie. L'homme joue pour se distraire, oublier la véritable réalité et soi-même, en vivant, tant que dure cette substitution, une vie à part, aux règles strictes, créées par lui. Distraction, divertissement, affabulation, le jeu est aussi un recours magique pour conjurer la peur atavique qu'inspirent à l'être humain l'anarchie secrète du monde, l'énigme de son origine, sa condition, son destin.

Huizinga, dans son célèbre *Homo ludens*, soutient que le jeu est la colonne vertébrale de la civilisation et que la société a évolué vers la modernité ludiquement, en construisant ses institutions, systèmes, pratiques et croyances à partir de ces formes élémentaires de la cérémonie et du rite que sont les jeux enfantins.

Dans le monde de Cortázar, le jeu recouvre cette virtualité perdue d'activité sérieuse dont usent les adultes pour échapper à l'insécurité, à leur panique face à un monde incompréhensible, absurde et plein de dangers. Il est vrai que ses personnages s'amusent en jouant, mais bien souvent il s'agit de jeux dangereux qui leur laisseront, après l'oubli passager de leurs soucis, quelque atroce savoir, la folie ou la mort.

Dans d'autres cas, le jeu cortazarien est un refuge pour la sensibilité et l'imagination, la façon dont les êtres délicats et naïfs se défendent contre l'écrasement social ou, comme il l'écrivit dans le plus espiègle de ses livres, *Cronopes et Fameux*, « pour lutter contre le pragmatisme et l'horrible tendance à poursuivre des buts utiles ». Ses jeux sont des plaidoyers contre le préfabriqué, les idées figées par l'usage et l'abus, les préjugés et, surtout, la solennité, bête noire de Cortázar lorsqu'il critiquait la culture et l'idiosyncrasie de son pays.

Mais je parle du jeu alors qu'en vérité je devrais user du pluriel, car, dans les livres de Cortázar, l'auteur joue, le narrateur joue, les personnages jouent et le lecteur aussi est poussé au jeu par les pièges diaboliques qui le guettent au détour de la page la plus inattendue. Sans aucun doute, il est grandement libérateur et rafraîchissant de se trouver soudain au milieu des tours de passe-passe de Cortázar, sans savoir comment, parodiant les statues, sauvant des mots du cimetière (les dictionnaires académiques) pour les gonfler de vie en leur insufflant l'humour, ou sautant à cloche-pied entre le ciel et l'enfer de la marelle.

Marelle, publié en 1963, a fait l'effet d'un tremblement de terre dans le monde hispanophone. Ce roman a ébranlé les fondations de nos convictions ou nos préjugés d'écrivains et de lecteurs sur les moyens et les fins de l'art du roman et élargi les frontières du genre jusqu'à d'impensables limites. Grâce à *Marelle*, nous avons appris qu'écrire était une manière géniale de s'amuser, qu'il était possible d'explorer les secrets du monde et du langage de la plus agréable des façons, et qu'en jouant on pouvait sonder de mystérieuses strates de la vie interdites à la connaissance rationnelle et à l'intelligence logique, des gouffres de l'expérience sur lesquels personne ne peut se pencher sans risques graves, comme la mort et la folie. Dans *Marelle*, raison et déraison, songe et veille, objectivité et subjectivité, histoire et imagination ne s'excluaient plus mutuellement, leurs frontières s'éclipsaient, ils cessaient d'être antinomiques pour se fondre en une seule réalité que certains êtres privilégiés tels que la

Sibylle et Oliveira, et les célèbres *piantados* des livres futurs, pouvaient parcourir librement. (Comme maints couples de lecteurs de *Marelle* dans les années soixante, Patricia et moi nous sommes mis aussi à parler en gliglicien, à inventer une langue secrète et à traduire en feu roulant de vocables ésotériques nos tendres secrets.) À côté de la notion de jeu, celle de liberté est indispensable quand on parle de *Marelle* et de toutes les fictions de Cortázar. Liberté de violer les normes établies de l'écriture et des structures narratives, de remplacer l'ordre conventionnel du récit par un ordre souterrain qui a le visage du désordre, de révolutionner le point de vue du narrateur, le temps du récit, la psychologie des personnages, l'organisation spatiale de l'histoire, son enchaînement. La terrible incertitude qui, au long du roman, s'empare d'Horacio Oliveira face au monde (et le confine de plus en plus en un refuge mental), voilà l'impression ressentie par le lecteur de *Marelle* au fur et à mesure qu'il pénètre dans ce labyrinthe et se laisse dérouter par le narrateur machiavélique dans les détours et les ramifications de l'anecdote. Rien ici n'est reconnaissable et sûr : ni la route, ni les sens, ni les symboles, ni le sol que l'on foule. Que me raconte-t-on ? Pourquoi n'en finis-je pas de tout comprendre ? S'agit-il de quelque chose de si mystérieux, de si complexe qu'il est insaisissable ou d'un canular monumental ? Les deux. Dans *Marelle* et dans maints récits de Cortázar, la blague, la farce et l'illusionnisme de salon, comme les ombres chinoises que certains virtuoses animent de leurs mains ou les monnaies qui disparaissent entre les doigts pour réapparaître derrière les oreilles ou au bout du nez, sont souvent là, mais aussi maintes fois (comme dans ces fameux épisodes absurdes de *Marelle* où intervient la pianiste Bertha Trépat, à Paris, ou celui de cette planche dans le vide où Talita fait de l'équilibre à Buenos Aires) subtilement transmués en descente aux sous-sols du comportement, à ses lointaines sources irrationnelles, à un fonds immuable — magique, barbare, cérémonial — de l'expérience humaine, sous-jacent à la civilisation rationnelle et, dans certaines circonstances, projeté en elle et la détruisant. (C'est le sujet de certaines des meilleures nouvelles de Cortázar comme *L'idole des Cyclades* ou *La nuit face au ciel*, où nous voyons surgir soudain, au sein de la vie moderne et sans solution de continuité, un passé lointain et féroce de dieux sanglants que l'on doit rassasier de victimes humaines.) *Marelle* a stimulé les audaces formelles chez les nouveaux écrivains hispano-américains comme peu d'œuvres antérieures ou postérieures, mais il serait injuste de le qualifier de roman *expérimental*. Cette appellation dégage un relent abstrait et prétentieux, suggère un monde d'éprouvettes, de cornues et de tableaux noirs couverts de calculs algébriques, quelque chose de désincarné, de dissocié de la vie immédiate, du désir et du plaisir. *Marelle* exsude la vie par tous ses pores, c'est une explosion de fraîcheur et de mouvement, d'exaltation et

d’irrévérences juvéniles, un éclat de rire tonitruant à la face de ces écrivains qui, comme avait coutume de dire Cortázar, mettent une chemise et une cravate pour écrire. Il écrivait toujours en bras de chemise, avec la désinvolture et la joie de celui qui s’assoit à table pour jouir d’un repas fait maison ou écouter son disque favori dans l’intimité du foyer. *Marelle* nous a appris que le rire n’était pas l’ennemi du sérieux, et tout ce que l’effort expérimental peut comporter d’illusoire et de ridicule quand il se prend trop au sérieux. De même que d’une certaine façon le marquis de Sade épuisa d’avance tous les excès possibles de la cruauté sexuelle, en la poussant dans ses romans à des extrémités exhaustives, *Marelle* a représenté une sorte d’apothéose du jeu formel après lequel tout roman *expérimental* naissait déjà vieux et rabâché. C’est pourquoi, comme Borges, Cortázar a eu d’innombrables imitateurs, mais aucun disciple.

Désécrire le roman, détruire la littérature, briser les habitudes du « lecteur-femelle », désordonner les mots, écrire mal, etc., ce sur quoi Morelli insistait tant dans *Marelle*, sont des métaphores de quelque chose de très simple : la littérature s’asphyxie par excès de conventions et de sérieux. Il faut la purger de la rhétorique et des lieux communs, lui rendre sa nouveauté, sa grâce, son insolence, sa liberté. Le style de Cortázar a tout cela, surtout quand il prend ses distances avec la pompeuse emphase thaumaturgique de son alter ego Morelli pontifiant sur la littérature, c’est-à-dire, dans ses nouvelles, généralement plus diaphanes et créatives que ses romans, même si leur manque l’éclat des feux d’artifice qui auréolent ces derniers.

Les nouvelles de Cortázar ne sont pas moins ambitieuses et iconoclastes que ses textes narratifs au long souffle. Mais ce qui tranche chez elles et fait leur originalité, c’est cette primauté donnée aux histoires, sans la virtuosité impudique de *Marelle*, de *62. Maquette à monter* et du *Livre de Manuel*, où le lecteur a parfois l’impression d’être soumis à certains tests de quotient intellectuel. Ces romans sont des manifestes révolutionnaires, mais la véritable révolution de Cortázar se trouve dans ses nouvelles. Plus discrète mais plus profonde et permanente, car elle a bouleversé la nature même de la fiction, cette union indissociable fond-forme, moyen-fin, art-technique, comme il en va chez les créateurs les plus doués. Dans ses nouvelles, Cortázar n’a pas expérimenté : il a trouvé, découvert, créé quelque chose d’impérissable.

Tout comme l’étiquette d’écrivain *expérimental* lui va un peu juste, il serait insuffisant de le qualifier d’écrivain *fantastique*, encore qu’au jeu des définitions, celle-ci lui eût davantage plu que la première. Julio aimait la littérature fantastique et la connaissait sur le bout des doigts. Il a écrit de merveilleuses nouvelles de cette facture, où il se passe des choses extraordinaires, comme l’impossible métamorphose d’un homme en une bestiole

aquatique, dans *Axolotl*, petit chef-d'œuvre, ou la transmutation, grâce à l'intensification de l'enthousiasme, d'un concert futile en massacre démesuré où un public survolté saute sur scène pour dévorer le chef d'orchestre et les musiciens (*Les ménades*). Mais il a écrit aussi d'excellents récits d'un réalisme plus orthodoxe. Comme cette merveille de *Torito*, histoire de la décadence d'un boxeur racontée par lui-même qui est, en réalité, l'histoire de sa façon de parler, une fête linguistique pleine de grâce, de musicalité et d'humour, l'invention d'un style empreint de mythologie et d'odeur de quartier populaire. Ou *L'homme à l'affût*, raconté sur le mode subtil d'un passé simple qui se dissout dans le présent du lecteur, et qui évoque de cette façon subliminale la dissolution graduelle de Johnny, le jazzman génial dont la quête hallucinée de l'absolu, au moyen de sa trompette, nous parvient à travers la réduction « réaliste » (rationnelle et pragmatique) qu'en établit un critique et biographe de Johnny, le narrateur Bruno.

En vérité, Cortázar était tout à la fois un écrivain réaliste et fantastique. Le monde qu'il a inventé se caractérise précisément par cette étrange symbiose que Roger Caillois considérait comme la seule à pouvoir être qualifiée valablement de *fantastique*. Dans le prologue à son anthologie de littérature fantastique, Caillois soutient que l'art *vraiment* fantastique ne naît pas de la volonté délibérée du créateur, mais par hasard, au fil de ses intentions ou sous l'effet de forces plus mystérieuses. Ainsi, d'après lui, le fantastique ne résulte pas d'une technique, ce n'est pas un simulacre littéraire, mais un impondérable, une réalité qui, sans préméditation, *se produit* soudain en texte littéraire. Je me rappelle une conversation longue et passionnée avec Cortázar, dans un bistrot de Montparnasse, sur cette thèse de Caillois, l'enthousiasme manifesté par Julio et sa surprise quand je lui assurai que cette théorie me semblait aller comme un gant à ses propres fictions.

Dans le monde cortazarien, la réalité banale insensiblement se craquelle et cède à des pressions cachées qui la poussent vers le prodigieux, mais sans l'y précipiter totalement, en la maintenant dans un état intermédiaire, un territoire tendu et déconcertant où le réel et le fantastique jouent à cache-cache sans se rencontrer. Tel est le monde des *Fils de la Vierge*, des *Lettres de Maman*, des *Armes secrètes*, de *La porte condamnée* et de tant d'autres nouvelles de facture ambiguë, qui peuvent être indifféremment interprétées comme réalistes ou fantastiques, car l'extraordinaire chez elles relève soit de l'imagination des personnages, soit du miracle.

C'est la fameuse ambiguïté qui caractérise certaine littérature fantastique classique, dont le modèle est *Le tour d'écrou*, d'Henry James, délicate histoire que le maître de l'incertitude s'arrangea pour raconter de façon qu'il n'y ait

aucune possibilité de savoir si le fantastique qui se produit là — l'apparition de fantômes — est un fait réel ou l'hallucination d'un personnage. Ce qui distingue Cortázar d'un James, d'un Poe, d'un Borges ou d'un Kafka, ce n'est pas l'ambiguïté ni l'intellectualisme, tendances aussi fréquentes chez les uns et les autres ; dans les fictions de Cortázar, et c'est leur originalité, les histoires les plus élaborées et les plus savantes ne sont jamais désincarnées ni ne tendent à l'abstraction, mais demeurent marquées par le quotidien, le concret, et ont la vitalité d'un match de football ou d'une soirée de grillades en plein air. Les surréalistes ont inventé l'expression « merveilleux quotidien » pour désigner cette réalité poétique, mystérieuse, délivrée de la contingence et des lois scientifiques, qu'il est donné au poète de percevoir sous les apparences, à travers le rêve ou le délire, et qu'évoquent des livres tels que *Le paysan de Paris*, d'Aragon, ou *Nadja*, de Breton. Mais je crois qu'elle définit Cortázar mieux qu'aucun autre écrivain de notre temps, lui le voyant qui détectait l'insolite dans l'habituel, l'absurde dans la logique, l'exception dans la règle et le prodigieux dans le banal. Nul n'a littéralement anobli à ce point le prévisible, le conventionnel et le vulgaire de la vie humaine qui, sous les tours de passe-passe de sa plume, débusquaient une tendresse cachée ou exhibaient une face démesurée, sublime ou horripilante. Au point que, en passant par ses mains, des instructions pour remonter une montre ou pour monter un escalier pouvaient être, à la fois, d'angoissants poèmes en prose et d'hilarants textes de pataphysique.

L'explication de cette alchimie qui confond dans les fictions de Cortázar la fantaisie la plus irréelle et le jovial élan de la chair et de la rue, la libre existence sans nulle retenue de l'imagination et la vie étriquée du corps et de l'histoire, c'est le style. Un style qui feint merveilleusement l'oralité, la fluide désinvolture du parler quotidien, l'expression spontanée, sans fards ni prétention, de l'homme ordinaire. Bien entendu, il s'agit d'une illusion, car en vérité l'homme ordinaire s'exprime d'une façon compliquée, réitérative et confuse qui, transportée dans l'écriture, serait insupportable. La langue de Cortázar est aussi une fiction, magnifiquement forgée, un artifice si efficace qu'il semble *naturel*, un parler calqué sur la vie, directement jailli, pour le lecteur, de ces lèvres animées des hommes et des femmes en chair et en os, une langue qui coule de source, et si limpide qu'elle se fond avec son objet, les situations, les choses et les êtres, les paysages et les pensées, pour les mieux montrer, comme une discrète lumière qui les éclairerait de l'intérieur dans leur authenticité et leur vérité. C'est à ce style que les fictions de Cortázar doivent leur puissante vraisemblance, ce souffle d'humanité qui les anime toutes, même les plus intriquées. La force de son style est telle que les meilleurs textes de Cortázar semblent *parlés.*

Pourtant la limpidité du style nous trompe bien des fois en nous faisant croire que le contenu de ces histoires est aussi diaphane, sans ombres. Il s'agit d'un autre escamotage. Car, en vérité, ce monde est chargé de violence ; la souffrance, l'angoisse, la peur harcèlent sans cesse ses habitants qui, souvent pour échapper à leur condition insupportable, se réfugient (comme Horacio Oliveira) dans la folie ou quelque chose qui y ressemble. Depuis *Marelle*, les fous occupent une place centrale dans l'œuvre de Cortázar. Mais la folie s'y manifeste de façon trompeuse, sans les habituels éclats de menace ou de tragédie, mais plutôt comme un excès souriant, voire tendre, manifestation de l'absurdité essentielle de ce monde sous ses masques de rationalité et de bon sens. Les *piantados* de Cortázar sont attachants et presque toujours inoffensifs, êtres obsédés par d'extravagants projets linguistiques, littéraires, sociaux, politiques, éthiques pour, comme Ceferino Pérez, réordonner et reclasser l'existence selon des nomenclatures délirantes. Ses extravagances laissent toujours entrevoir, dans l'intervalle, quelque chose qui les rachète et les justifie : insatisfaction devant l'existence, quête confuse d'une autre vie, plus imprévisible et plus poétique (parfois cauchemardesque) que celle où nous sommes confinés. Tout à la fois un peu enfants, rêveurs, plaisantins et acteurs, les *piantados* de Cortázar arborent une vulnérabilité et une sorte d'intégrité morale qui, en même temps qu'elles éveillent chez nous une inexplicable solidarité, nous font entrer dans la peau d'accusés.

Jeu, folie, poésie, humour s'allient comme des mélanges alchimiques dans les miscellanées du *Tour du jour en quatre-vingts mondes*, *Último round* et, ultime périple insensé sur une autoroute française, dans *Les autonautes de la cosmoroute*, où il a exprimé ses goûts, manies, obsessions, sympathies et phobies avec la joyeuse impudeur d'un adolescent. Ces deux livres sont autant de jalons d'une autobiographie spirituelle et semblent marquer une continuité dans la vie et l'œuvre de Cortázar, dans sa façon de concevoir et de pratiquer la littérature comme une simagrée permanente, une irrévérente facétie. Mais il s'agit aussi d'un mirage. Car à la fin des années soixante, Cortázar connut une de ces transformations qui, comme il le dirait, n'arrivent-que-dans-la-littérature. Là encore, Julio fut un imprévisible cronope.

Ce changement de Cortázar fut le plus extraordinaire qu'il m'ait jamais été donné de voir chez quelqu'un. Une mutation que j'ai bien souvent eu l'idée de comparer à celle du narrateur d'*Axolotl* et qui se produisit, selon la version officialisée par lui-même, à Paris en Mai 68. On le vit alors, en ces jours tumultueux, sur les barricades, distribuant des tracts de son invention, et mêlé aux étudiants qui voulaient porter « l'imagination au pouvoir ». Il avait cinquante-quatre ans. Les seize années qu'il lui restait à vivre le verraient

jusqu'à sa mort écrivain engagé pour le socialisme, défenseur de Cuba et du Nicaragua, signataire de manifestes et habitué de congrès révolutionnaires.

Dans son cas, à la différence de tant de nos collègues qui optèrent pour un militantisme semblable mais par snobisme ou opportunisme — un modus vivendi et une façon de gagner des places dans l'establishment intellectuel qui étaient et continuent d'être, dans une certaine mesure, le monopole de la gauche dans le monde de langue espagnole — cette mutation fut authentique, dictée plus par l'éthique que par l'idéologie (à laquelle il fut toujours allergique) et d'une cohérence totale. Sa vie s'organisa en fonction d'elle, et devint publique jusqu'à l'excès. Une bonne partie de son œuvre se dispersa dans les productions de circonstance et d'actualité, jusqu'à paraître écrite par une personne autre, fort différente de celui qui, naguère, percevait la politique comme quelque chose de lointain et avec un dédain ironique. (Je me rappelle la fois où je voulus lui présenter Juan Goytisolo : « Je m'abstiens, plaisanta-t-il. Il est trop politique pour moi. ») Comme dans la première, quoique de façon différente, dans cette seconde étape de sa vie, il donna plus qu'il ne reçut, et bien que, selon moi, il se soit souvent trompé — comme cette fois où il affirma que tous les crimes du stalinisme étaient un pur « accident de parcours » du communisme —, même dans ces erreurs, il y avait tant d'innocence manifeste et de naïveté qu'il était difficile de ne pas le respecter. Je n'ai jamais manqué à ce respect, pas plus qu'à la tendresse et à l'amitié que j'éprouvais pour lui et qui, en dépit de la distance, survécurent à tous nos désaccords politiques.

Mais le changement de Julio fut bien plus profond et dépassa l'action politique. Je suis sûr qu'il commença un an avant 1968, quand il se sépara d'Aurora. En 1967, je l'ai déjà dit, nous étions tous trois en Grèce, travaillant ensemble comme traducteurs. Nous étions le matin et l'après-midi assis à la même table, dans la salle de conférences du Hilton, et le soir dans les restaurants de Plaka, au pied de l'Acropole, où immanquablement nous allions dîner. Ensemble nous avons parcouru les musées, les églises orthodoxes, les temples et visité, une fin de semaine, la petite île d'Hydra. À mon retour à Londres, j'ai dit à Patricia : « Le couple parfait existe. Aurora et Julio ont su réaliser ce miracle : un mariage heureux. » Quelques jours plus tard, je reçus une lettre de Julio m'annonçant leur séparation. Je crois que jamais de ma vie je ne me suis senti aussi dérouté.

Quand je l'ai revu à Londres, avec sa nouvelle compagne, c'était une autre personne. Il s'était laissé pousser les cheveux et portait une barbe rousse et imposante de prophète biblique. Il me demanda de l'accompagner pour acheter des revues érotiques, et il parlait de marihuana, de femmes, de révolution, comme auparavant de jazz et de fantômes. Il y avait toujours chez lui cette

chaude sympathie, ce manque total de prétention et d'affectation qui, presque inévitablement, rendent insupportables les écrivains à succès ayant franchi la cinquantaine. On pouvait même dire qu'il était devenu plus frais et juvénile, mais j'avais du mal à le rattacher à ce qu'il était auparavant. Par la suite, chaque fois que je le voyais — à Barcelone, à Cuba, à Londres ou à Paris, dans des congrès ou tables rondes, dans des réunions mondaines ou de conspirateurs —, je me sentais de plus en plus perplexe : était-ce bien lui ? Julio Cortázar ? Bien sûr que oui, mais comme le ver qui est devenu papillon ou le fakir du conte qui, après avoir rêvé de maharajas, ouvre les yeux et se retrouve assis sur un trône, entouré de courtisans qui lui rendent hommage.

Cet autre Julio Cortázar fut, me semble-t-il, moins personnel et moins créatif comme écrivain que le premier. Mais je me doute qu'en revanche il a eu une vie plus intense et, peut-être, plus heureuse que celle d'avant, où, comme il l'écrivit, l'existence se résumait pour lui à un livre. Du moins, à chacune de nos rencontres, il m'a semblé jeune, exalté, entreprenant.

Si quelqu'un le sait, ce doit être Aurora, bien sûr. Je n'ai pas l'impertinence de le lui demander. Nous ne parlons même pas beaucoup de Julio, en ces jours chauds de l'été de Deyá, bien qu'il soit toujours là, derrière toutes nos conversations, nous portant la contradiction avec sa virtuosité de toujours. La maisonnette, à demi cachée entre les oliviers, les cyprès, les bougainvilliers, les citronniers et les hortensias, reflète l'ordre et la netteté mentale d'Aurora, naturellement, et c'est un immense plaisir de goûter, sur la petite terrasse qui domine le ravin, la fin du jour, la brise du crépuscule, et de voir surgir la corne de la lune tout en haut de la colline. De temps en temps, j'entends une trompette discordante. Il n'y a personne aux alentours. Le son provient, évidemment, de l'affiche sur le mur du salon où un gamin dégingandé et imberbe, aux cheveux coupés à l'allemande et portant une chemise à manches courtes, le Julio Cortázar que j'ai connu, joue à son jeu favori.

Novembre 1992

José Donoso ou la vie faite littérature

De tous les écrivains que j'ai connus, José Donoso était le plus littéraire, non seulement parce qu'il avait beaucoup lu et savait tout ce qu'il était possible de savoir sur la vie, la mort et les on-dit de la foire aux lettres, mais parce qu'il avait modelé sa vie à la façon d'une fiction, avec l'élégance, les gestes, les postures, les extravagances, l'humour et l'arbitraire qui caractérisent surtout les personnages du roman anglais, son préféré.

Nous nous sommes connus en 1968, alors qu'il habitait sur les hauteurs majorquines de Pollensa, dans une petite villa italienne d'où il contemplait la stricte routine de deux moines chartreux, ses voisins, et notre rencontre prit un caractère théâtral que je n'oublierai jamais. J'étais venu à Majorque avec ma femme, ma mère et mes deux garçons et nous avions tous été invités à déjeuner chez José Donoso et María del Pilar, sa merveilleuse épouse, la jardinière de sa névrose. J'avais accepté, enchanté. Un jour plus tard, María del Pilar avait rappelé pour expliquer que, tout bien considéré, Pepe estimait qu'il valait mieux exclure ma mère de l'invitation parce que sa présence pouvait perturber notre premier contact. J'avais accepté, intrigué. La veille de la rencontre, nouvel appel de María del Pilar. Pepe avait réclamé le miroir et il faudrait peut-être annuler le déjeuner. De quel miroir s'agissait-il ? Celui que Pepe demandait les après-midi où il sentait les Parques rôder autour de lui, le miroir qu'il scrutait avec obstination dans l'attente de son dernier souffle. Je répondis alors que déjeuner ou pas, miroir ou pas, je me rendrais de toute façon à Pollensa pour connaître en personne ce fou furieux.

Ce que je fis. Et Donoso séduisit toute la famille par son brio, ses anecdotes et, surtout, ses obsessions qu'il exhibait devant tout le monde avec l'orgueil et la munificence de qui montre ses tableaux ou sa collection de timbres. Pendant ces vacances, nous sommes devenus très amis et n'avons jamais cessé de l'être, malgré notre désaccord dans nos goûts et dégoûts littéraires. Je tentai à plusieurs reprises, les années suivantes, de le mettre hors de lui en lui assurant que s'il appréciait tant *Clarisse Harlowe*, *Middlemarch* et autres gribouillages du même acabit, c'était parce que ses professeurs de Princeton les lui avaient fait lire de force. Il pâlissait alors, et ses yeux s'injectaient de sang, mais il ne me sautait pas à la gorge : ces sautes d'humeur ne sont pas admises dans les bons romans…

Il écrivit à cette époque son roman le plus ambitieux, *L'obscène oiseau de la nuit*, et, secondé jusqu'à l'héroïsme par María del Pilar, il revivait et souffrait

dans sa propre chair les manies, les traumatismes, les délires et baroques excentricités de ses personnages. Un soir, chez Bob Flakoll et Claribel Alegría où nous étions invités, il nous fascina tous en nous rapportant, ou plutôt en interprétant, chantant, mimant — comme un prophète biblique ou un sorcier en transe — les histoires vraies ou supposées, de sa famille : une arrière-grand-mère franchissant les Andes sur un homérique attelage de mules, convoyant des putes pour les bordels de Santiago, et une autre, en proie à la manie de tout garder, rangeait ses ongles, ses cheveux, les restes du repas, tout ce qui cessait de servir ou d'être utilisé, dans de délicieux boîtiers et sacs qui envahissaient toilettes, armoires, alcôves et finalement toute sa maison. Il avait parlé avec tant de passion, gesticulant et transpirant, le regard en feu, qu'il avait subjugué son auditoire, et quand s'est achevé son récit, comme lorsque tombe le rideau sur une pièce de Ghelderode ou que vient le point final de *L'obscène oiseau de la nuit*, nous nous sommes tous sentis très tristes et abattus de devoir quitter ces délires apocalyptiques pour la médiocre réalité. Je dis tous, mais je mens ; en réalité, il y avait là aussi un beau-frère de Claribel, biologiste marin norvégien, qui ne comprenait pas un mot d'espagnol, et qui resta toute la soirée à trembler au bord de sa chaise, livide et ramassé ; il confessa plus tard qu'à plusieurs moments de cette mémorable, incompréhensible et bruyante veillée, il avait pensé qu'il n'allait pas survivre et qu'il serait sacrifié.

Tout chez José Donoso a toujours été littérature, mais de la meilleure qualité, sans que cela signifie simple pose ou représentation superficielle et frivole. Il composait ses personnages avec le soin et la délicatesse que l'artiste met à peindre ou à sculpter, pour ensuite se fondre en eux et se transsubstantier, les recréant dans les moindres détails et les assumant jusqu'à leurs dernières conséquences. Aussi ne faut-il pas s'étonner que le personnage le plus ensorcelant qu'il ait inventé soit cet émouvant vieillard travesti de *Ce lieu sans limites* qui, dans le milieu des camionneurs et des gros bras à moitié alphabètes où il vit, se déguise en gitane et danse le flamenco, dût-il lui en coûter la vie. Bien qu'il ait écrit des histoires plus complexes et plus engagées, ce récit est le plus achevé, celui où il a le mieux donné vie à ce monde compliqué et névrosé qui est le sien, à la riche imagerie littéraire, brouillé à mort avec le naturalisme et le réalisme traditionnels de la littérature latino-américaine, un monde à l'image des pulsions et des fantasmes les plus secrets de son créateur qu'il laisse à ses lecteurs.

Parmi les nombreux personnages incarnés par Pepe Donoso, que j'ai eu la chance de connaître et d'apprécier, je retiendrai celui de l'aristocrate, aux façons de prince de Lampedusa, qui vécut des années durant dans la sierra de Teruel, au petit bourg de Calaceite, où il restaura une belle maison de pierre ; c'est là que

les jeux espiègles de mes enfants et de sa fille Pilar lui inspirèrent l'intrigue de son roman *Casa de campo*, en 1978. Ce village était plein de petites vieilles endeuillées, ce qui acheva de le ravir, car la vieillesse avait été, avec les maladies, une de ses vocations les plus précoces, et c'est en en décrivant les maux et les symptômes qu'il allait atteindre au génie ; il y avait là un seul médecin, aussi hypocondriaque que lui, qui, chaque fois que Pepe allait lui parler de ses maladies, le coupait net en se plaignant : « Moi, j'ai mal à la tête, au dos, à l'estomac, aux muscles, et bien plus que vous. » Ils s'entendaient évidemment à merveille.

La première fois que je suis allé passer quelques jours avec lui à Calaceite, il m'informa qu'il avait déjà acheté une tombe au cimetière du bourg, parce que ce paysage âpre et rugueux, aux cratères lunaires, était celui qui convenait le mieux à ses pauvres os. La seconde fois, j'ai constaté qu'il avait en sa possession les clés des églises et des sacristies de toute la région, sur lesquelles il exerçait une espèce d'autorité féodale, car personne ne pouvait les visiter, ni entrer y prier sans sa permission. Et la troisième fois, je pus voir que, non content d'être le pasteur suprême ou un supersacristain de la région, il officiait aussi comme juge : assis à la porte de sa maison, en espadrilles et combinaison d'apiculteur, il arbitrait les conflits locaux que les habitants venaient lui exposer. Il jouait merveilleusement ce rôle, et même son aspect physique, sa chevelure grise et sa barbe mal taillée, son regard profond, le geste paternel, la moue bienveillante, ses vêtements passés faisaient de lui un patriarche intemporel, un seigneur de jadis avec droit de vie et de mort.

C'est à Barcelone, entre 1970 et 1974, que je le fréquentai le plus, quand, par un concours de circonstances, la belle cité méditerranéenne devint, pour ainsi dire, la capitale de la littérature latino-américaine. Dans son *Histoire personnelle du Boom* (1972), il décrit une de ces réunions qui jalonnent ces années exaltantes où la littérature nous paraissait si importante et capable de changer la vie des gens, où était miraculeusement aboli l'abîme séparant écrivains et lecteurs espagnols et hispano-américains, et où l'amitié nous semblait impérissable aussi. La nostalgie se devine à chaque ligne de cette prose pourtant bridée par un britannique quant-à-soi. C'est une soirée que je me rappelle fort bien parce que je l'ai vécue, puis revécue en la lisant dans son livre, et je pourrais même y ajouter un élément qu'il a supprimé, cette anecdote qu'il racontait d'ordinaire quand il était en verve et en confiance — et il la disait de telle sorte qu'il était impossible de ne pas y adhérer : à l'en croire, lorsqu'il était berger dans les solitudes patagoniennes, il avait coutume de châtrer les moutons à la façon primitive, c'est-à-dire avec les dents (« Comme ça, comme ça, cratch, cratch ! »), et de cracher ensuite le précieux butin à vingt mètres de distance. Je

l’ai parfois entendu se flatter d’avoir eu raison, à lui seul et avec ses dents, de la virilité d’un millier de moutons sans défense du lointain détroit de Magellan.

Les deux dernières fois où je l’ai vu, en 1995 et 1996, à Santiago, j’ai su qu’il n’était plus question de littérature, ou plutôt que c’était là une littérature réaliste, purement documentaire. Il avait énormément maigri et pouvait à peine parler. La première fois, dans la clinique où on venait de l’opérer, il me parla du Maroc et je compris qu’il m’avait confondu avec Juan Goytisolo, dont il avait récemment lu un livre qui lui trottait dans la tête. Quand j’ai pris congé de lui, la seconde fois, il était étendu sur son lit et presque sans souffle. « Henry James est une merde, Pepe. » Il me serra la main pour m’obliger à baisser la tête jusqu’à son oreille : « Flaubert… encore plus. »

Cher Pepe, ceci n’est pas un hommage. Ce n’est qu’un article. Je vais te rendre véritablement hommage maintenant, en lisant dans ma solitude, de bout en bout, avec ce regard attentif, intense et un peu critique que l’on doit avoir pour lire la bonne littérature, ta *Mémoire de ma tribu* (1996), qui se trouve, sur ma table de chevet, en tête des livres à lire.

Londres, décembre 1996

Cabrera Infante

L’humour, le jeu verbal, le cinéma et la nostalgie tenace d’une ville qui n’a peut-être jamais existé sont les principaux ingrédients de l’œuvre de Cabrera Infante. La Havane de ses nouvelles, de ses romans et de ses chroniques, qui laisse un souvenir si vivace dans la mémoire du lecteur, doit certainement — comme le Dublin de Joyce, le Trieste de Svevo ou le Buenos Aires de Cortázar — beaucoup plus à l’imagination de l’écrivain qu’à ses souvenirs. Mais la ville est là maintenant, telle une réalité de contrefaçon, plus vraie que son modèle, vivant presque exclusivement la nuit, dans les convulsions de ces années prérévolutionnaires, secouée de rythmes tropicaux, pleine de fumée et de sensualité, violente et bohème, souriante et interlope dans la savoureuse éternité des mots. Aucun écrivain moderne de langue espagnole, à l’exception peut-être de l’inventeur de Macondo, n’a été capable de créer une mythologie citadine aussi forte et aussi colorée que celle du Cubain.

Depuis que j’ai lu en 1964 le manuscrit de *Trois tristes tigres* (le livre avait été publié en 1962 sous le titre *Vista del amanecer en el trópico*), j’ai su que Guillermo Cabrera Infante était un très grand écrivain. Membre du jury du prix Biblioteca Breve, je me suis battu comme un lion pour que son roman soit couronné. Deux jours plus tard, le téléphone a sonné dans le bureau de la Radiotélévision française où je gagnais ma vie : « Je suis Onelio Jorge Cardoso, a dit une voix tonitruante. Tu te rappelles ? On s’est connus à Cuba, le mois dernier. Dis donc, pourquoi, à Barcelone, a-t-on donné un prix à ce Cabrera Infante si antipathique ? — Son roman était le meilleur, lui ai-je répondu en essayant de me souvenir de mon interlocuteur. Mais tu as raison, j’ai fait sa connaissance le soir de la remise des prix et il m’a semblé très antipathique, en effet. » Peu de temps après, j’ai reçu un exemplaire de *Dans la paix comme dans la guerre* avec une dédicace très embarrassante : « Pour Mario, de la part d’un certain Onelio Jorge Cardoso. » Plus tard, le hasard a voulu que Guillermo, exilé de Cuba et expulsé d’Espagne où on lui avait refusé l’asile politique, se réfugie à Londres, dans un sous-sol à Earl’s Court, situé à cinquante mètres de chez moi. Il m’a alors avoué que, par ma faute, il n’avait plus fait à ses amis le coup de la fausse identité.

Ce n’était pas vrai, naturellement. Pour une blague, une parodie, un jeu de mots, une ingénieuse acrobatie, une pirouette verbale, Cabrera Infante a toujours été prêt à se faire tous les ennemis de la terre, à perdre ses amis, sa vie même,

peut-être, car pour lui l'humour n'est pas, comme pour le commun des mortels, un divertissement de l'esprit, une détente, mais une façon compulsive de provoquer le monde réel, de balayer ses certitudes et la rationalité sur laquelle il s'appuie en mettant en lumière les possibilités infinies d'absurdités, de surprises et d'extravagances qu'il dissimule ; entre les mains d'un formidable acrobate du langage tel que lui, cela peut donner lieu à un feu d'artifice intellectuel éblouissant et à la plus délicate poésie. L'humour est sa façon d'écrire — autant dire quelque chose de très sérieux qui engage profondément son existence, une manière de se défendre contre la vie, une méthode subtile dont il se sert pour désactiver les agressions et les frustrations qui nous guettent quotidiennement en les diluant en mirages rhétoriques, en jeux et en dérision. Peu de gens soupçonnent qu'une grande partie de ses essais et de ses chroniques les plus hilarantes (comme celles parues dans *Mundo Nuevo* à la fin des années soixante) ont été rédigés à une époque où tout s'écroulait autour de lui : devenu une sorte de paria et confiné à Londres, sans passeport, ignorant si sa demande d'asile politique serait acceptée par le gouvernement britannique, il survivait à grand-peine avec ses deux petites filles grâce à l'amour et à la force de caractère de l'extraordinaire Miriam Gómez. Il était attaqué sans relâche par les intrépides journaleux qui, en s'acharnant sur lui, se voyaient promus au rang de « progressistes ». Et pourtant, de la machine à écrire de cet écrivain traqué, au bord de la crise de nerfs, jaillissaient des éclats de rire, des calembours, des extravagances géniales et de fantastiques tours de passe-passe rhétoriques.

C'est pourquoi sa prose est une des créations les plus personnelles et les plus insolites de notre langue, une prose exhibitionniste, luxuriante, musicale et dérangeante qui ne peut rien raconter sans, à la fois, se raconter, interposant à chaque pas ses pirouettes, ses impudences et ses trouvailles déconcertantes entre le récit et le lecteur ; en proie au vertige, partagé, absorbé par la frénésie du spectacle verbal, celui-ci oublie le reste comme si la richesse de la forme faisait du contenu un prétexte, un accident superflu. Disciple fervent des grands acrobates du langage tels que Lewis Carroll, Laurence Sterne et James Joyce (dont il avait si bien traduit *Dublinois*), il s'est néanmoins forgé un style indiscutablement personnel, d'une sensualité et d'une eurythmie qu'il s'obstine à appeler « cubaines » dans les moments où l'envahit cette nostalgie sans laquelle il ne peut vivre et encore moins écrire. Comme si les styles littéraires pouvaient avoir une nationalité ! Ils n'en ont pas. À la vérité, c'est un style bien à lui, créé à son image par ses phobies, ses passions et ses dons — son oreille si musicale et le langage oral, sa mémoire d'éléphant capable de retenir les dialogues des films qui lui ont plu, les conversations avec les amis qu'il aime et les ennemis qu'il déteste, sa passion très latino-américaine pour les cancans et les plaisanteries

délirantes, enfin la masse océanique d'informations littéraires, politiques, cinématographiques et personnelles qu'il se débrouillait pour faire arriver tous les jours dans sa tanière de Gloucester Road tapissée de livres, de revues et de vidéos —, un style à des années-lumière des autres écrivains aussi cubains que lui : Lezama Lima, Virgilio Piñera ou Alejo Carpentier.

Étant donné son amour pour le cinéma — il a vu tant de films, écrit tant de scénarios, et réuni plusieurs volumes d'essais et de critiques cinématographiques —, beaucoup ont l'impression que Guillermo Cabrera Infante est, de fait, plus proche du septième art que de la vieille littérature. C'est une erreur compréhensible, mais énorme. En vérité — même s'il ne le revendique pas et l'ignore peut-être — il s'agit d'un des écrivains les plus littéraires qui soient, c'est-à-dire assujetti au culte du mot, de la phrase, de l'expression linguistique, au point que cette heureuse servitude l'a conduit à ce résultat extrême : créer une littérature tout entière vouée au mot. Grisé par les mots, il les potentialise, les transforme, les exprime et les presse, les met en valeur, joue avec eux, réussissant souvent ainsi à les dissocier de ce qu'ils représentent aussi : les personnes, les idées, les objets, les situations et les faits de la vie réelle. Ce phénomène ne s'était pas reproduit dans notre littérature depuis l'époque glorieuse du Siècle d'Or avec les paroxysmes du conceptisme d'un Quevedo ou l'architecture labyrinthique des images de Góngora. Cabrera Infante s'est beaucoup plus servi du cinéma qu'il ne l'a servi, comme Degas a utilisé le ballet, Cortázar le jazz, Proust les marquises et Joanot Martorell les rituels de la chevalerie. Lire ses chroniques et ses commentaires de films — tout particulièrement cet éblouissant recueil intitulé *Un oficio del siglo XX* (1963) [*Un métier du XX^e^ siècle*] — revient à lire un genre nouveau : un genre qui a les apparences de la critique, mais beaucoup plus artistique et élaboré que ne peut l'être un compte rendu ou une analyse. C'est un genre qui tient autant du récit que de la poésie, simplement son point de départ, la matière d'où il tire son existence, n'est pas l'expérience vécue ou rêvée par son auteur, mais celle de ces chimères en mouvement que sont les héros des films et les courageux metteurs en scène, scénaristes, techniciens et acteurs qui les réalisent. Cette matière première stimule Cabrera Infante, excite son imagination et sa faconde et le pousse à inventer ces précieux objets si convaincants qu'ils semblent recréer et expliquer le cinéma (la vie) quand, à la vérité, ils ne sont rien de plus — rien de moins — que fictions et littérature.

Cabrera Infante n'est pas un politique, et je suis sûr qu'il souscrirait en tous points à la phrase de Borges « La politique est une des formes de l'ennui ». La raison de son opposition à la dictature cubaine est plus morale et civique qu'idéologique — un amour de la liberté plus qu'une adhésion à une quelconque

doctrine partisane —, c'est pourquoi, même si, au cours de sa longue vie d'exilé, on a pu souvent trouver dans sa bouche ou sous sa plume des diatribes retentissantes contre le castrisme et ses complices, il a toujours préservé son indépendance et ne s'est jamais identifié à une quelconque tendance de l'opposition démocratique cubaine, intérieure ou extérieure. Malgré cela, pendant une vingtaine d'années au moins, il a été considéré comme un pestiféré par une grande partie des intellectuels d'Amérique latine et d'Espagne, subornés ou subjugués par la Révolution cubaine. Son attitude lui a valu d'innombrables épreuves et l'a pratiquement démoli. Mais, grâce à sa vocation, à son opiniâtreté et, bien sûr, à la merveilleuse Miriam, il a résisté à la mise en quarantaine et aux persécutions de ses confrères comme il avait résisté à son autre exil. Progressivement, les événements survenus ces dernières années sur le plan politique, le changement de vent et les réalités idéologiques ont enfin permis que son talent soit largement reconnu et lui ont rendu droit de cité. Le prix Cervantès qui vient de lui être décerné n'est pas seulement un acte de justice envers un grand écrivain. C'est aussi un dédommagement pour ce créateur singulier qui, à cause de l'intolérance, du fanatisme et de la lâcheté, a passé plus de la moitié de son existence à vivre comme un fantôme et à écrire pour personne, dans la plus complète solitude.

Berlin, décembre 1997

Bienvenue à Fernando de Szyszlo[1]

J’ai fait la connaissance de Szyszlo en 1958, au moment où il se préparait à partir pour New York et moi pour l’Europe. Il habitait alors une mansarde avenue Arenales, un logis modeste, chaud et bohème aux réminiscences parisiennes. Pendant cette brève rencontre nous avons parlé du poète César Moro, un de ses amis décédés récemment. J’aidais André Coyné à préparer une édition de la prose de Moro et de ses poèmes inédits, et c’est dans cette intention que nous avions sollicité l’aide de Szyszlo. Il nous l’avait accordée, bien sûr — on pourrait écrire une longue histoire sur les poètes et écrivains dans le besoin qui, depuis un demi-siècle, avaient tout comme nous frappé à la porte de son atelier et en étaient ressortis avec le dessin, la gravure, l’illustration, la souscription et les encouragements recherchés. Au cours de cette rapide conversation j’avais, pour ma part, trouvé un ami, et un artiste qui non seulement peignait très bien, mais était, de surcroît, féru de poésie et de littérature, citait Proust et Rilke, aimait la culture. Surtout il avait des idées et des arguments, et pas seulement cet instinct, ces intuitions et ce savoir-faire auxquels le talent de tous les peintres que j’avais fréquentés jusqu’alors semblait se limiter. Quarante ans plus tard, après avoir connu quelque deux cents autres peintres, rares sont ceux, je dois l’avouer, qui m’ont donné l’impression laissée par Szyszlo : celle d’un créateur doté d’une culture et d’une intelligence exceptionnelles, capable de se mouvoir avec aisance dans le monde du savoir et de donner un avis pénétrant sur son métier ainsi que sur beaucoup d’autres sujets relatifs à la culture.

Certes, pour être un grand peintre il n’est pas nécessaire d’être cultivé et intelligent, ni doté de lucidité intellectuelle, ni de comprendre parfaitement ce que l’on réalise pinceau en main et de l’expliquer ensuite par écrit. Ce sont deux choses distinctes. L’histoire de l’art fourmille de grands artistes qui ne savaient pas ce qu’ils faisaient, même s’ils le faisaient merveilleusement bien. L’exemple le plus lumineux est celui de Picasso, grand perturbateur de la peinture moderne, vivante frontière à partir de laquelle l’esthétique du passé a changé de nature pour suivre les mille et une directions de l’art contemporain : les trouvailles, les délires et les jeux de Picasso, avec leur floraison de chefs-d’œuvre, sont à l’origine de la peinture moderne, du cubisme au pop art, de l’art abstrait à l’art conceptuel. Le génie de Picasso n’avait rien d’intellectuel ; son audace, essentiellement intuitive, pouvait se transformer, quand il essayait de théoriser ou d’appliquer son art, en un balbutiement pathétique, fait de banalités et

d’impudence. Quant au point de vue moral et politique, il vaut mieux tourner rapidement la page : ce génie indiscutable de l’art moderne est mort sans que les révélations effrayantes sur les millions de morts du Goulag ne troublent le moins du monde la bonne conscience avec laquelle il a rendu hommage à Staline et à son régime — lequel, de surcroît, a toujours considéré l’art de Picasso comme décadent. À l’instar de Picasso, bon nombre de créateurs se comportent comme si le génie les dispensait des servitudes éthiques et civiques pesant sur le commun des mortels.

Ce n’est pas le cas de Fernando de Szyszlo. Chez lui, comme chez un Tàpies ou un Mondrian, l’intuition et la maîtrise sont toujours irriguées par une prodigieuse énergie intellectuelle qui donne à son œuvre une dimension transcendant son caractère strictement plastique. Sa peinture bouillonne d’influences et d’allusions à d’autres domaines de la connaissance, comme l’a fait remarquer Emilio Adolfo Westphalen en commentant une exposition de tableaux de Szyszlo inspirés de l’élégie quechua anonyme *Apu Inca Atawallpaman*, traduite en espagnol par José María Arguedas. J’ai cité trois peintres très différents les uns des autres, même s’ils sont tous trois non figuratifs. Mais le Péruvien, le Catalan et le Hollandais ont un point commun : celui d’être à la fois des artistes originaux, des hommes de réflexion et de culture, capables de créer et d’adopter une perspective critique par rapport à leurs créations, d’expliquer ce qu’ils font, de se situer dans une tradition et une avant-garde en dialogue tendu, et de porter un jugement pertinent sur le phénomène artistique.

L’œuvre de Szyszlo est une de ces îles artistiques où nous pouvons nous réfugier aujourd’hui quand nous nous sentons accablés par la profusion de fausses idoles, d’illusionnistes à succès et de grands artistes médiatiques. Dans cette œuvre nous foulons la terre ferme et, dès le premier coup d’œil, savons à quoi nous en tenir quant à sa qualité et à sa cohérence. Ces tableaux ne seront peut-être pas du goût de certains spectateurs : c’est leur droit. Mais, une fois devant eux, si on se laisse envahir par leur force communicative, par leurs couleurs subtiles et la combinaison des thèmes, on ne peut s’empêcher d’y trouver une vigoureuse singularité. Comme celle de tout grand créateur, la peinture de Szyszlo associe des éléments dissemblables auxquels il ajoute des inventions de son cru, caractéristique remarquable à mon sens : les sources où s’abreuve son art révèlent l’homme universel qu’il est, la curiosité éclectique et insatiable qui l’habite.

Paradoxe instructif : les cultures précolombiennes ont laissé une trace plus profonde chez ce peintre non figuratif que chez ses collègues qualifiés d’indigénistes. Mais à part quelques rares exceptions, l’indigénisme, comme on

l’a appelé, a mimé et souvent caricaturé les éléments de l’art préhispanique en intégrant leurs côtés pittoresques sans vraiment les réadapter. Cet art rôde dans les toiles de Szyszlo comme un fantôme, une âme en peine, un *pishtaco* péruvien, mais sa présence, difficile à cerner, est fondue dans le contexte et permet à l’artiste de construire sa propre mythologie. Cependant, le legs des anciens artisans qui, dans la vallée de Chancay, à Paracas ou à Chavín, ont façonné ces objets de terre, réalisé ces tissus en plumes, ces peintures et ces idoles de métal — sur lesquels Szyszlo a écrit en maintes occasions et avec dévotion —, est incontestablement là, comme un sédiment ou une aura, dans ces espaces suggérés par le temple votif, la chambre des sacrifices ou la pratique magique de l’art prérationnel, si souvent présents chez Szyszlo. Ils apparaissent parfois sous des formes allusives — totems, portes, lignes courbes, escaliers et motifs géométriques divers — ou dans l’éclatement particulièrement violent des couleurs, et nous découvrons alors qu’il jette un pont subtil entre cette œuvre si clairement installée dans la modernité et l’humble savoir-faire de ces maîtres du passé qui faisaient de l’art sans le savoir, en croyant ainsi adorer leurs dieux et exorciser les épouvantables dangers du monde.

Dans les tableaux de Szyszlo, nos ancêtres péruviens donnent la main au cubisme européen, où fit ses premiers pas notre peintre, et aussi à une vaste panoplie d’artistes issus de trois mondes parmi lesquels il est indispensable de citer certains noms : Rothko, Tamayo, Zadkine, Motherwell, et des poètes comme Octavio Paz. La manière dont la poésie a stimulé la pratique artistique de Szyszlo donnerait matière à une étude. Une de ses premières expositions rendait hommage à Rimbaud et à André Breton, ces deux irréductibles. En 1950, à Paris, il a produit une série de lithographies inspirées par le choc consécutif à sa lecture des poèmes de César Vallejo. Westphalen écrira alors que « la poésie convulsive, à la fois tendre et déchirée de Vallejo, avait profondément bouleversé Szyszlo, et l’élan créatif ainsi suscité s’est transformé en images qui disent la tristesse et l’incertitude de l’homme face à l’angoisse constante et au soleil noir d’un monde hostile où, étrangement, fleurissent aussi l’amour et le bonheur. L’univers de Vallejo et celui de Szyszlo ont pu se rapprocher mais ils ont suivi des destins indépendants, chacun décrivant sa propre orbite ».

Octavio Paz a été pour lui une référence permanente tout au long de sa vie. Il l’avait connu à Paris en 1949, à l’époque où Paz écrivait *Le labyrinthe de la solitude*, un essai qui, de son propre aveu, a aidé Szyszlo à assumer sa condition de Latino-Américain. Il a toujours admiré sa poésie et aussi ses essais où ont défilé assurément tous les grands problèmes artistiques, littéraires et politiques de notre temps. L’influence de la réflexion critique d’Octavio Paz à propos de la modernité et du passé mexicain — continuité sans césures — a sans doute

contribué à raviver la passion éveillée chez Szyszlo dès son enfance par l'art préhispanique. Écoutons-le : « Pour Paz, je crois, qui est profondément mexicain, comme pour toute personne née dans la partie andine du continent, le fait de savoir qu'en ces mêmes lieux, il y a des millénaires, s'était développée une civilisation parfaitement autonome, capable d'inventer l'agriculture, d'élaborer une vision du monde environnant et de développer une théorie religieuse et son indispensable composant, l'art, donne une sensation excitante et grisante. Cette indépendance, cette certitude de ne pas être le produit d'un monde colonial et dérivé, mais d'un groupe producteur de culture pendant des siècles, a toujours été présente dans la parole d'Octavio Paz. » Dans cette citation, Szyszlo parle aussi de lui, à l'évidence, et de la relation féconde entre son art d'avant-garde et les très anciennes cultures de la préhistoire andine.

Ce thème de l'identité m'a toujours semblé dangereux : je le trouve contraire à la liberté, à moins de le circonscrire à la seule sphère de l'individu. L'unique identité admissible est celle qui se bâtit à partir de l'autocréation, d'un effort constant de l'individu souverain pour se définir, face aux contraintes et aux héritages de son environnement — le paysage, l'histoire qui le précède, la langue, les coutumes, la foi et les croyances. Il ne s'agit pas là de nature, condition à laquelle on ne peut renoncer, mais de culture, chose que la raison et la sensibilité d'un individu peuvent assumer, repousser ou corriger grâce à son esprit critique et à ses propres inclinations. Une identité ne saurait être un camp de concentration d'où, pour une simple raison de naissance, l'individu ne pourrait jamais s'échapper, où il serait condamné à vivre, toujours identique à lui-même et aux autres détenus — cette patrie, cette Église, cette culture —, et dont il ne pourrait franchir les barbelés sous peine de perdre son âme, de n'être rien ni personne.

Néanmoins, le souci d'identité, né probablement d'une peur cachée de la liberté, de l'obligation d'avoir à se créer soi-même, chaque jour, en choisissant ou en rejetant différentes options au lieu de s'abandonner à la confortable inertie de l'appartenance à un être collectif supposé dont l'individu ne serait qu'un épiphénomène, a été une constante de la culture latino-américaine, tout au moins depuis le début de l'indépendance de nos pays.

Selon les époques et les modes dominantes, les artistes latino-américains se sont considérés blancs, indiens ou métis. Et chacune de ces définitions — l'hispanisme, l'indigénisme, le créolisme — a représenté une mutilation, a exclu de notre personnalité culturelle quelques veines qui avaient autant le droit de nous représenter que celle qu'on choisissait.

Mais, malgré les innombrables traités, articles, débats, symposiums sur un sujet qui ne s'épuise jamais, parce qu'il est en grande partie fictif — celui de

notre identité —, ce qu'il y a de sûr c'est que chaque fois que nous avons la chance de nous trouver devant une authentique œuvre de création surgie dans notre entourage, le doute s'évapore : le latino-américain existe, il est là, c'est ce que nous voyons et dont nous jouissons, qui nous trouble, nous exalte et qui, par ailleurs, nous dénonce. Ce que nous éprouvons face aux nouvelles de Borges, aux poèmes de Vallejo ou de Neruda, aux tableaux de Tamayo ou de Matta, nous l'éprouvons aussi face à la peinture de Szyszlo : cela c'est l'Amérique latine dans sa plus haute expression, en elle se trouve le meilleur de ce que nous sommes et avons. Parce qu'elle contient le monde entier.

Chercher dans ces tableaux dérangeants les traces de notre identité a quelque chose de vertigineux, car ils dessinent une vaste géographie labyrinthique où l'explorateur le plus expérimenté risque de s'égarer. Fils d'un scientifique polonais et d'une Péruvienne du littoral, Szyszlo est aussi scindé par rapport à ses sources artistiques : l'art précolombien, les avant-gardes européennes, une mosaïque de peintres nord-américains et latino-américains. Mais le paysage qui l'a peut-être entouré la majeure partie de sa vie — le ciel gris de Lima, sa ville, les déserts pleins d'histoire et de mort de la côte, et cette mer qui comparaît avec tant de force à une certaine époque dans sa peinture — aura eu une influence assez déterminante pour configurer son monde comme le legs des artisans précolombiens anonymes dont les masques, manteaux de plumes, figurines de glaise, symboles et couleurs apparaissent quintessenciés dans ses toiles. Ou comme les audaces raffinées, les refus et les expériences de l'art occidental moderne — le cubisme, le non-figuratif, le surréalisme —, sans lesquels la peinture de Szyszlo ne serait pas non plus ce qu'elle est.

Les racines d'un artiste sont profondes et inextricables, comme celles des grands arbres, et si l'on veut à tout prix les suivre jusqu'à leurs confins, on découvre qu'il est impossible de les enserrer dans une contrée, une nation ou un continent, car elles courent en toute liberté sur tous les territoires de l'humain, cet univers. Il est utile de les étudier, car elles nous rapprochent de ce centre mystérieux d'où naît la beauté, cette indéfinissable force que certains objets créés par l'homme sont capables de déchaîner et qui nous désarme et nous subjugue. Mais leur connaissance sert aussi à apprécier leurs limites, car les sources dont elle se nourrit n'expliquent jamais une œuvre d'art. Au contraire, elles montrent comment un artiste va toujours au-delà de tout ce qui a formé sa sensibilité et perfectionné sa technique.

Ce qui est personnel chez Szyszlo — obscure matière faite de rêves et de désirs, d'intuitions, de réminiscences et d'impulsions inconscientes — est aussi important que les courants picturaux auxquels son œuvre pourrait se rattacher, ou que ce qu'il a admiré et imité. Et, dans ce réduit secret de sa personnalité, gît

cette clé inaccessible du mystère qui, conjointement à l'élégance et à l'habileté, est le grand protagoniste de ses tableaux.

Il se passe toujours quelque chose en eux. Quelque chose qui est plus que la forme et la couleur. Un spectacle difficile à décrire mais pas à ressentir. Une cérémonie qui semble parfois d'immolation ou de sacrifice et qui est célébrée sur un autel primitif. Un rite barbare et violent, où quelqu'un se vide de son sang, se désintègre, se livre et aussi, peut-être, jouit. Quelque chose, en tout cas, d'inintelligible, qu'il faut arriver à appréhender par la voie tortueuse de l'obsession, du cauchemar, de la vision. Bien souvent, ma mémoire a soudain actualisé cet étrange totem, dépouille viscérale ou monument recouvert d'inquiétantes offrandes (cordes, éperons, soleils, déchirures, incisions, lances) qui constitue depuis très longtemps un personnage récurrent dans les toiles de Szyszlo. Et je me suis maintes fois posé les mêmes questions : qu'est-ce que c'est et d'où cela vient-il ?

Ce sont des questions sans réponse, je le sais. Mais le fait d'être capable de les susciter et de les garder bien vivantes dans le souvenir de ceux qui entrent en contact avec son univers est le meilleur certificat d'authenticité de l'art de Fernando de Szyszlo. Un art qui, comme l'Amérique latine, manque d'identité parce qu'il les possède toutes : il s'enfonce dans la nuit des civilisations disparues et côtoie les plus récentes, quel que soit le coin du monde où elles sont apparues. Il se dresse à la croisée des chemins, avide, curieux, assoiffé, libre de préjugés, ouvert à toutes les influences mais d'une loyauté farouche envers son cœur secret, cette chaude et secrète intimité où se métabolisent les expériences et les enseignements, où la raison se met au service de la déraison pour que jaillissent la personnalité et le génie d'un artiste.

La peinture de Szyszlo, comme celle de tout artiste majeur, s'est servie de tout ce qui se trouvait à sa portée pour donner forme à cet informe besoin d'expression qui l'anime. Quand ces matériaux étrangers ont réussi à se matérialiser en œuvres concrètes, ils ont fini par ne représenter que lui seul. Voilà ce qu'il est important de savoir, en définitive, quand nous tombons sous le charme d'une de ses toiles : l'intense spectacle qui semble lutter pour jaillir de sa violente inertie, de l'immobilité agressive de ses couleurs et de ses formes, résume, dans les tréfonds de son anatomie, le travail, la fantaisie, la technique et aussi les peurs et les rêves d'un citoyen du monde. Sans jamais rompre avec la terre nourricière, Szyszlo a toujours exercé sa vocation d'artiste avec la parfaite conscience que son œuvre n'avait et ne devait avoir d'autres frontières que celles de la condition humaine, ce dénominateur commun de l'espèce dont témoigne l'art authentique et que l'art authentique aide à supporter tout au long des travaux et des jours.

Je voudrais, pour finir, évoquer les états de service civiques du nouvel académicien. Ce sont, je le sais bien, des éléments qu'on ne prend jamais en compte — ou de bien rares fois — lors de l'élection d'un nouveau membre dans ce genre de corporation. (Reconnaissons, entre parenthèses, que si c'était là une condition indispensable, elle serait plutôt assez désertique.) Mais comme ils constituent chez Fernando de Szyszlo un ornement de sa personne, une autre des bizarreries de son curriculum, pourquoi ne pas les mentionner ? Bien qu'il ne se soit jamais intéressé outre mesure à la politique, ni ne soit un homme politique, ni n'ait jamais participé à une entreprise de cette nature si ce n'est comme citoyen engagé dans quelques idéaux, mais désintéressé du pouvoir, et se soit montré toujours jaloux de son indépendance face à cela, de Fernando de Szyszlo on peut dire qu'il n'y a pas dans toute sa vie un seul épisode, chute ou concession, qui entache ou dévoie sa défense permanente de la liberté, cela étant entendu, bien sûr, de la seule façon qui se puisse mesurer : par son rejet des dictatures et sa défense de la démocratie. Ce qui signifie que, dans un pays comme le nôtre, où la démocratie a été une fleur plutôt exotique, et l'autoritarisme une maladie chronique, Szyszlo a passé sa vie, en quelque sorte, dans les limbes de l'opposition. Ni les dictatures de droite comme celle d'Odría, ou l'actuelle, la dictature rampante des Fujimori, Nicolás de Bari Hermoza et Montesinos, ou celles de gauche, comme celle du général Velasco, ne pourraient se flatter d'avoir suborné Szyszlo par leurs faveurs ni de l'avoir intimidé par leurs chantages : il a toujours été là, défendant d'une voix claire, pour son pays infortuné, le régime de légalité et de liberté qui est celui de la civilisation, et qui, au Pérou, à maintes reprises s'est effondré chaque fois qu'il commençait à grandir. Si un jour le Pérou réussit à rompre ce cercle infernal d'interminables dictatures et de fugaces périodes démocratiques, il le devra surtout à ces mêmes Péruviens persévérants qui, comme lui, n'ont jamais perdu l'espoir ni n'ont cessé de lutter quotidiennement, dans la mesure modeste de leurs forces, par l'exemple de leur conduite, pour faire se rapprocher ce jour.

Autant que je m'en souvienne, il y a toujours eu à Lima quelque figure qui, par son enthousiasme contagieux, son abord affable, son amour de la culture et de l'art et sa capacité à attirer autour d'elle des personnes analogues, a rempli la fonction d'un animateur culturel de premier ordre et, transmettant des informations, encourageant les projets et les vocations des autres, et suscitant autour d'elle un climat favorable, chaud et stimulant, a incarné comme une sorte de symbole la vie culturelle du Pérou. On peut citer, dans cet ordre-là, Sebastián Salazar Bondy, compagnon de génération et allié ou adversaire fraternel dans les batailles esthétiques de jeunesse de Fernando de Szyszlo. On peut citer aussi, avec ses façons si discrètes et admirables, l'architecte Luis Miró Quesada,

l’inoubliable Cartucho, dont l’absence a laissé, dans la vie intellectuelle et civique du pays, un vide aussi grand que dans la vie de ses amis. Tout comme eux et quelques rares autres, Szyszlo est, depuis plusieurs années, un de ces symboles au Pérou que nous avons plaisir à contempler, quand nous sommes découragés. Cet homme-là, par sa façon d’être et d’agir, par son œuvre vivante et en perpétuel renouvellement, par sa générosité, sa rigueur et son ambition d’artiste, nous rend l’illusion et nous rappelle qu’ici aussi il est possible, comme dans les plus hauts centres intellectuels et artistiques, de faire une œuvre qui puisse se comparer à celle des meilleurs, et maintenir, même dans les circonstances les plus difficiles, une morale élevée et une intégrité sans faille.

En incorporant en son sein Fernando de Szyszlo, l’Académie de la langue le récompense et se récompense. Cher Gody, sois le bienvenu !

Rio de Janeiro, novembre 1997

---

1. Conférence lue lors de la réception de Fernando de Szyszlo à l’Académie péruvienne de la langue, à Lima, le 13 novembre 1997. *(N.d.E.)*

Résister en peignant

Frida Kahlo est extraordinaire pour bien des raisons. Entre autres, parce que l'accueil réservé à sa peinture montre la formidable révolution que peut parfois provoquer, dans le domaine des jugements artistiques, une bonne biographie. Et, par là même, la précarité qui caractérise aujourd'hui ces jugements.

Jusqu'en 1983, Frida Kahlo était connue au Mexique, et dans un cercle international restreint d'amateurs de peinture, plus comme une curiosité surréaliste célébrée par André Breton et comme femme de Diego Rivera que comme une artiste dont l'œuvre méritait d'être appréciée en soi, et non en appendice d'un courant, ni en simple complément de l'œuvre du célèbre muraliste mexicain. En 1983 est paru aux États-Unis le livre de Hayden Herrera *Frida : une biographie de Frida Kahlo*. Cette fascinante description de son odyssée personnelle et artistique, lue un peu partout avec une dévotion justifiée, a eu la vertu de catapulter Frida Kahlo à l'épicentre de la curiosité des pôles artistiques de la planète, à commencer par New York, ne tardant pas à en faire l'une des artistes les plus célébrées et les plus cotées du monde entier. Depuis une dizaine d'années, les rares tableaux signés d'elle qui sont vendus aux enchères chez Sotheby's ou Christie's atteignent des prix jamais égalés par un peintre latino-américain, y compris, bien entendu, Diego Rivera, connu de plus en plus aujourd'hui comme le mari de Frida Kahlo.

Le plus remarquable dans cette irrésistible et subite ascension du prestige de sa peinture est l'unanimité des éloges : qu'ils soient sérieux ou frivoles, intelligents ou sots, formalistes ou engagés, tous les critiques la couvrent de louanges. Les mouvements féministes en ont fait une de leurs icônes, et les conservateurs et antimodernes voient en elle une réminiscence classique au milieu des excès de l'avant-garde. Mais, et c'est peut-être là le plus étonnant, ce prestige s'est affirmé avant même qu'on ait pu voir ses tableaux, car, outre qu'ils sont peu nombreux — à peine une centaine —, la plupart — les meilleurs — étaient, il y a peu de temps encore, enfermés à quadruple tour dans une collection privée des plus strictes à laquelle seule avait accès une poignée de mortels.

Cette histoire donnerait matière, naturellement, à une intéressante réflexion sur les caprices de la fortune qui, aujourd'hui, porte aux nues l'œuvre des artistes ou bien l'efface ou la passe sous silence pour des raisons souvent assez éloignées de ce qu'ils font véritablement. Je m'empresse d'ajouter que, dans le cas de

Frida Kahlo, par suite de mystérieuses circonstances — le hasard, la justice immanente, les fantaisies d'une divinité malicieuse —, au lieu d'une de ces aberrations pataphysiques résultant en général des déifications inattendues produites par la mode, cette biographie de Hayden Herrera et ses séquelles — tout aura été incroyable dans le destin de Frida Kahlo — ont permis, quarante ans après sa mort, de donner la place qu'elle mérite à l'une des figures les plus passionnantes de l'art moderne.

Mon enthousiasme pour sa peinture est tout récent. Il est né voici une quinzaine de jours d'une excursion à Martigny, localité suisse qui, en deux mille ans d'histoire, semble n'avoir été le cadre que de deux événements dignes d'être gardés en mémoire : le passage des légions romaines — elles y ont laissé quelques pierres aujourd'hui exhibées avec une excessive vénération — et l'actuelle exposition consacrée à Diego Rivera et Frida Kahlo, organisée par la Fondation Pierre Gianadda. La présentation est un modèle du genre, par la qualité du choix et l'efficacité avec laquelle tableaux, dessins, photographies et graphiques ont été disposés afin de plonger le spectateur, quelques heures durant, dans l'univers de ces deux artistes.

L'expérience est concluante : si Diego Rivera avait plus de métier et d'ambition, s'est montré plus divers et plus curieux, a semblé plus universel en mettant à profit les principaux courants plastiques de son temps, avant de se plonger dans sa propre circonstance historique, et a laissé une œuvre très abondante, Frida Kahlo, malgré ses éventuelles maladresses, ses glissements pathétiques dans la cruauté et l'autocompassion et, sans doute aussi, malgré la grinçante naïveté de ses idées et de ses proclamations, est la plus intense et la plus personnelle des deux — je dirais la plus authentique si ce terme n'était aussi plein de malentendus. Venant à bout des entraves quasiment indescriptibles que la vie lui a infligées, Frida Kahlo a été capable de construire une œuvre d'une cohérence consommée, où la fantaisie et l'inventivité représentent des formes extrêmes d'introspection, d'exploration de soi, dont l'artiste extrait, dans chaque tableau — dans chaque dessin ou esquisse —, un poignant témoignage de la douleur, des désirs et des plus terribles aléas de la condition humaine.

J'ai vu pour la première fois des tableaux de Frida Kahlo dans sa maison-musée de Coyoacán, il y a vingt ans, au cours d'une visite à la Casa Azul en compagnie d'un dissident soviétique. Il avait passé plusieurs années au Goulag, et la vue de ces toiles avec le portrait de Staline et de Lénine amoureusement posé en médaillon sur le cœur ou le front de Frida et Diego lui avait donné le frisson. Je ne les avais pas aimées non plus et ce premier contact m'avait laissé l'impression d'un peintre naïf assez cru, plus pittoresque qu'original. Mais j'ai toujours été fasciné par sa vie, tout d'abord découverte à travers des textes

d’Elena Poniatowska ; plus tard la biographie de Hayden Herrera m’a littéralement subjugué, comme tout le monde, par l’évocation de l’énergie surhumaine qu’il avait fallu à cette fille d’un photographe allemand et d’une Mexicaine, terrassée par la polio à six ans, et à dix-sept par cet effroyable accident de circulation qui lui brisa la colonne vertébrale et le bassin — la barre du tramway où elle se trouvait l’avait transpercée du cou au pubis —, pour survivre à tout cela, aux trente-deux opérations qu’elle eut à subir et à l’amputation d’une jambe. Condamnée à l’immobilité pendant de longues périodes, parfois même suspendue à des cordes et étouffée par des corsets, elle a férocement aimé la vie et fait en sorte de se marier, se démarier et se remarier avec Diego Rivera, l’amour de sa vie, mais également d’avoir de nombreuses relations sexuelles avec des hommes et des femmes (Trotski fut l’un de ses amants), de voyager, de faire de la politique, et, surtout, de peindre.

De peindre, surtout. Elle commença peu après son accident, laissant sur la toile un témoignage obsédant de son corps broyé, de sa fureur et de ses souffrances, des visions et des délires inspirés par son infortune, mais aussi de sa volonté de continuer à vivre et à tirer de la vie tous ses sucs — doux, acides ou vénéneux — jusqu’à la dernière goutte. Et ce jusqu’à la fin de ses jours, à quarante-sept ans. Sa peinture, observée dans l’ordre chronologique choisi pour l’exposition de Martigny, est une envoûtante autobiographie où chacune des images exprime non seulement un épisode épouvantable de sa vie physique ou morale — ses avortements, ses plaies, ses amours, ses désirs ou délires, les abîmes de désespoir et d’impuissance où elle sombre parfois — mais joue aussi un rôle d’exorcisme et d’imprécation, une façon de se libérer des démons qui la martyrisent : transposés sur la toile ou le papier c’est une accusation, une insulte, une prière déchirante assenée au spectateur.

La terrible cruauté de certaines scènes, ou l’impudente banalité avec laquelle y apparaît la violence physique que subissent ou infligent les êtres humains, sont toujours baignées d’un symbolisme délicat qui les sauve du ridicule et en fait d’inquiétants plaidoyers sur la douleur, la misère et l’absurdité de l’existence. On peut difficilement dire de cette peinture qu’elle soit belle, parfaite, séduisante, et pourtant elle nous trouble et nous bouleverse, comme celle de Munch ou du Goya de la Maison du Sourd[1], comme la musique du Beethoven des dernières années, ou encore certains poèmes de Vallejo agonisant. Quelque chose dans ces tableaux dépasse l’art et la peinture, quelque chose touchant à l’indéchiffrable mystère dont est faite la vie de l’homme, ce fond irréductible où, comme le disait Bataille, les contradictions disparaissent, la beauté et la laideur deviennent impossibles à différencier et nécessaires l’une à l’autre, et aussi le plaisir et le supplice, la joie et les pleurs, cette source secrète de l’expérience que rien ne

peut expliquer mais que certains artistes, qui peignent, composent ou écrivent comme on s'immole, sont capables de nous faire pressentir. Frida Kahlo fait partie de ces cas à part que Rimbaud appelait « les horribles travailleurs ». Elle ne vivait pas pour peindre mais peignait pour vivre, et c'est pourquoi son pouls, ses sécrétions, ses hurlements et le tumulte effréné de son cœur sont perceptibles dans chacun de ses tableaux.

Après cette plongée dans les abîmes de la condition humaine, émerger dans les rues paisibles de Martigny, dans le paysage alpin bovin et propret qui entoure la ville en ce froid après-midi ensoleillé, est un choc intolérable. Et, tout en m'acquittant de mes obligations d'étranger (saluer les vestiges romains, emplir mes poumons de brises tonifiantes, contempler les prairies, les vaches et commander une fondue), le souvenir des images écorchées et poignantes que je viens de voir me poursuit sans répit. Il m'accompagne et me murmure que toute cette aimable et apaisante réalité qui m'entoure maintenant est un mirage, une apparence, que la vraie vie ne peut exclure tout ce que j'ai laissé derrière moi, dans ces corps mutilés et ces fœtus sanglants, dans les hommes-arbres et les femmes végétales, dans les fantaisies douloureuses et les exultations hurlantes de l'exposition. Une des rares expositions dont on sort meilleur ou pire, mais à coup sûr différent de ce qu'on était avant d'y entrer.

Martigny, mars 1998

---

1. La Quinta del Sordo, maison de campagne près de Madrid, où Goya a résidé et peint dans ses dernières années. *(N.d.T.)*

Le langage de la passion

À la mort d'André Breton, Octavio Paz a dit, dans l'hommage qu'il lui a rendu, qu'il était impossible de parler du fondateur du surréalisme sans employer le langage de la passion. On pourrait en dire autant de lui, car, au long de sa vie, et surtout les dernières décennies, il a vécu dans la controverse, déchaînant autour de lui des adhésions enthousiastes ou de farouches abjurations. La polémique se poursuivra autour de son œuvre qui est, jusqu'aux tréfonds, imprégnée du siècle où il a vécu, un siècle déchiré entre confrontation idéologique et inquisition politique, entre guérilla culturelle et vésanie intellectuelle.

Il a splendidement vécu ses quatre-vingt-quatre longues années, immergé dans le tourbillon de son temps par une curiosité juvénile dont il ne se départit jamais. Il a participé à tous les grands débats historiques et culturels, mouvements esthétiques ou révolutions artistiques, prenant toujours parti et expliquant ses choix dans des essais presque toujours éblouissants par l'excellence de sa prose, la lucidité de son jugement et l'ampleur de son information. Il n'a jamais été un dilettante ni un simple témoin, mais toujours un acteur passionné de ce qui se passait autour de lui et l'un de ces oiseaux rares, parmi les gens de son métier, qui ne craignent pas d'aller à contre-courant ni d'affronter l'impopularité. En 1984, je l'ai rencontré peu après qu'une manifestation de fieffés crétins mexicains, en raison de ses critiques envers le gouvernement sandiniste, eut brûlé son effigie (en scandant devant l'ambassade des États-Unis : « Reagan rapace, ton ami est Octavio Paz ») : je l'ai trouvé, non pas déprimé, mais joyeux comme un collégien. Et trois ans plus tard je n'ai nullement été surpris, à Valence, lors d'un chahut monumental au Congrès international des écrivains, de le voir crânement entrer en lice et retrousser ses manches. N'était-il pas imprudent, à soixante-treize ans, de vouloir faire le coup de poing ? « Je ne pouvais supporter qu'on moleste mon ami Jorge Semprún », m'a-t-il expliqué.

Passer en revue les sujets de ses livres donne le vertige : les théories anthropologiques de Claude Lévi-Strauss et la révolution esthétique de Marcel Duchamp ; l'art préhispanique, les haïkus de Bashô et les sculptures érotiques des temples hindous ; la poésie du Siècle d'Or espagnol et la lyrique anglo-saxonne ; la philosophie de Sartre et celle d'Ortega y Gasset ; la vie culturelle de la Nouvelle Espagne et la poésie baroque de Sœur Juana Inés de la Cruz ; les méandres de l'âme mexicaine et les mécanismes du populisme autoritaire

instauré par le PRI[1] ; l'évolution du monde à partir de la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'empire soviétique. Si l'on ajoutait prologues, conférences et articles, la liste pourrait prendre plusieurs pages, au point qu'on peut dire sans exagérer que tous les grands faits de la culture et de la politique de son temps ont excité son imagination et suscité chez lui d'exaltantes réflexions. Car, sans jamais renoncer à cette passion qui bout entre les lignes, même dans ses pages les plus apaisées, Octavio Paz fut surtout un penseur, un homme d'idées, un formidable agitateur intellectuel, à la façon d'un Ortega y Gasset, dont l'influence fécondante a peut-être été, de toutes, la plus durable.

Il aurait sans doute aimé que la postérité se souvienne de lui avant tout comme poète, car la poésie brille au-dessus de tous les genres, par sa créativité et son intensité, comme il l'a lui-même montré dans ses belles lectures de Quevedo et de Villaurrutia, de Cernuda, de Pessoa et de tant d'autres, ou dans ses admirables traductions de poètes anglais, français[2] et orientaux. Et il fut, assurément, un magnifique poète, comme je le découvris, encore étudiant, en lisant les vers fulgurants de *Pierre de soleil*, un des livres de chevet de ma jeunesse, que je relis toujours avec un immense plaisir. Mais j'ai l'impression qu'une grande partie de sa poésie, la poésie expérimentale tout spécialement (*Blanco, Topoemas, Renga*, par exemple) a succombé à cette rage de nouveauté qu'il a décrite dans ses conférences de Harvard — *Los hijos del limo : del romanticismo a la vanguardia* [*Les enfants du limon : du romantisme à l'avant-garde*] (Seix-Barral, 1974) — comme un subtil venin pour la pérennité de l'œuvre d'art.

Ses essais, en revanche, ont peut-être dépassé ses poèmes en audace et en originalité. Comme il a abordé un vaste éventail de sujets, il n'a pu donner sur tous un avis aussi autorisé, se montrant même parfois superficiel et léger. Mais, même dans ces pages griffonnées au fil de la plume sur l'Inde ou l'amour, qui ne disent rien de très personnel ni de très profond, tout est fait avec tant d'élégance et de clarté, avec tant d'intelligence et d'éclat, qu'il est impossible de ne pas les lire jusqu'au bout. Il a été un prosateur de luxe, un des plus suggestifs, des plus clairs et lumineux qu'ait donnés l'espagnol, un écrivain qui modelait la langue avec une superbe assurance, lui faisant dire tout ce qui lui passait par la raison ou par l'imagination — parfois de véritables délires raisonnants comme ceux qui pétillent dans *Conjonctions et disjonctions* —, avec une richesse de nuances et de subtilités qui fait de ses pages un formidable spectacle de jonglerie rhétorique. Mais, contrairement à un Lezama Lima, Octavio Paz, même quand il s'abandonnait au jeu sur les mots, ne succombait pas à la *jitanjáfora* (ainsi qu'Alfonso Reyes appelait la logorrhée verbale, ou bouillie de paroles). Parce qu'il aimait autant le sens conceptuel que la musique des mots, et ceux-ci, en

passant par sa plume, devaient toujours dire quelque chose, en appeler à l'intelligence du lecteur en même temps qu'à sa sensibilité et à son oreille.

Comme il n'a jamais été communiste, ni même compagnon de route, et ne s'est jamais gêné le moins du monde pour critiquer les intellectuels qui, par conviction, opportunisme ou lâcheté, furent complices des dictatures (autrement dit, les quatre cinquièmes de ses collègues), ceux-ci, qui enviaient son talent, les prix qui pleuvaient sur lui, sa présence continue au centre de l'actualité, lui ont fabriqué une image de conservateur et de réactionnaire qui, je le crains, ne se dissipera pas de sitôt : les charognards ont déjà commencé à s'acharner sur sa dépouille. Mais la vérité paradoxale est qu'en politique, de son premier essai, en 1950, *Le labyrinthe de la solitude*, jusqu'à son dernier sur le même thème, en 1990 (*Petite chronique des grands jours*), la pensée de Paz a été bien plus proche du socialisme démocratique d'aujourd'hui que du conservatisme ou, même, de la doctrine libérale. Des sympathies trotskistes et anarchistes de sa jeunesse marquée par le surréalisme, il a évolué ensuite vers la défense de la démocratie politique, c'est-à-dire le pluralisme et l'État de droit. Mais la liberté du marché lui a toujours inspiré une méfiance instinctive — il était convaincu que de larges secteurs culturels, comme la poésie, disparaîtraient si leur existence ne dépendait que du libre jeu de l'offre et de la demande — et c'est pour cela qu'il s'est montré favorable à un prudent interventionnisme de l'État dans l'économie afin de — sempiternel argument social-démocrate — corriger les déséquilibres et les inégalités sociales excessives. Que quelqu'un qui pensait de la sorte, et avait fermement condamné tous les coups de force des États-Unis en Amérique latine, y compris l'invasion de Panamá, soit comparé à Ronald Reagan et soit victime d'un acte inquisitorial de la part du « progressisme », en dit long sur les niveaux de sectarisme et d'imbécillité atteints par le débat politique au sud du Rio Grande.

Mais il est certain que son image politique s'est vue quelque peu ternie les dernières années par sa relation avec les gouvernements du PRI, face auxquels il a modéré son attitude critique. Ce n'était pas un acte gratuit, ni, comme on l'a prétendu, une défaillance consécutive aux flatteries et aux hommages multipliés à son égard par le pouvoir à des fins de subornation. Cela obéissait à une conviction que, pour erronée que je la croie — ce fut là le seul différend à faire fugitivement de l'ombre à notre amitié de tant d'années —, Octavio Paz défendit avec des arguments cohérents. À partir de 1970, dans sa splendide analyse de la réalité politique du Mexique, *Postdata*, il a soutenu que le modèle idéal pour l'indispensable démocratisation de son pays était l'évolution et non la révolution, une réforme progressive entreprise de l'intérieur même du système mexicain, ce qui, d'après lui, avait commencé d'avoir lieu sous le gouvernement

de Miguel de La Madrid, pour s'accélérer ensuite, de façon irréversible, sous celui de son successeur, Salinas de Gortari. Même les grands scandales de corruption et les crimes de cette administration ne l'ont pas fait revenir sur la thèse que ce serait le PRI lui-même — symbolisé, cette fois, par l'actuel président Zedillo — qui mettrait fin au monopole politique du parti au pouvoir et établirait la démocratie au Mexique.

Je me suis bien souvent demandé, ces années-là, comment l'intellectuel latino-américain qui avait si lucidement décortiqué le phénomène de la dictature (dans *L'ogre philanthropique*, 1979) et sa variante mexicaine de l'autoritarisme, avait pu dans ce cas se montrer si naïf. On peut, peut-être, répondre que Paz soutenait cette thèse moins par foi dans l'aptitude du PRI à se métamorphoser en parti authentiquement démocratique que par méfiance opiniâtre envers les forces politiques alternatives, le Parti d'action nationale (Pan) ou le Parti révolutionnaire démocratique (PRD). Il n'a jamais cru que ces formations aient été en mesure de mener à bien la transformation politique du Mexique. Le Pan était à ses yeux un parti provincial, de souche catholique, trop conservateur. Et le PRD, un ramassis d'ex-priistes et d'ex-communistes, sans bagage démocratique, qui, une fois au pouvoir, rétabliraient probablement la tradition autoritaire et clientéliste qu'ils prétendaient combattre. Touchons du bois pour que la réalité ne confirme pas ce sombre présage.

Tout le monde le dit, et je serais moi aussi tenté de dire qu'Octavio Paz, poète et écrivain ouvert à tous les vents de l'esprit, citoyen du monde s'il en fut, a été également un Mexicain dans l'âme. Bien que, je l'avoue, je n'aie pas la moindre idée de ce que cela peut vouloir dire. Je connais beaucoup de Mexicains et il n'y en a pas deux qui se ressemblent, de sorte qu'en matière d'identité nationale, je souscris de bout en bout à l'affirmation d'Octavio Paz lui-même : « La fameuse quête d'identité est un passe-temps intellectuel, parfois aussi un fonds de commerce, de sociologues oisifs. » À moins, bien sûr, qu'être mexicain dans l'âme ne signifie aimer intensément le Mexique — son paysage, son histoire, son art, ses problèmes, ses gens —, ce qui ferait également des Mexicains dans l'âme un Malcolm Lowry et un John Huston. Paz a aimé le Mexique et consacré beaucoup de temps à réfléchir sur lui, à étudier son passé et à discuter son présent, à analyser ses poètes et ses peintres, et dans son œuvre immense le Mexique brille de la clarté incandescente de la réalité, du mythe et de mille métaphores. Que ce Mexique soit sûrement plus fantasmé et inventé par l'imagination et la plume d'un créateur hors pair que le Mexique tout court, sans littérature, celui de la pauvre réalité, n'est que provisoire. Si nous pouvons être sûrs d'une chose, c'est que, le temps aidant, cet abîme se comblera, que le mythe littéraire investira et dévorera la réalité et que, tôt ou tard, à l'extérieur et à

l’intérieur, le Mexique sera vu, rêvé, aimé et détesté dans la version d’Octavio Paz.

Berlin, 3 mai 1998

---

1. Parti révolutionnaire institutionnel, institution politique quasi immuable du Mexique. *(N.d.T.)* 2. Il a, notamment, traduit le fameux « sonnet en X » de Mallarmé. *(N.d.T.)*

BIBLIOGRAPHIE

« Le pays aux mille visages ». Publié pour la première fois dans *The New York Times Magazine*, New York, 20 novembre 1983, sous le titre *A Passion for Peru.*
« Lettre ouverte au général Juan Velasco Alvarado ». Publié sous le titre *Carta abierta al general Juan Velasco Alvarado,* dans le quotidien *Última Hora*, Lima, 3 mars 1975.
« Lettre au général Jorge Rafael Videla ». Publié sous le titre *Carta al general Jorge Rafael Videla*, dans *Index On Censorship*, Londres, 4 mars 1977.
« La chute de Somoza ». Publié sous le titre *La caída de Somoza,* dans *Caretas*, Lima, 2 juillet 1979.
« Vers le Pérou totalitaire ». Publié sous le titre *Hacia el Perú totalitario*, dans *El Comercio*, Lima, 2 août 1987.
« La dictature parfaite ». Publié sous le titre *La dictadura perfecta*, dans *El País*, Madrid, 1er juin 1992.
« Retour à la barbarie ? ». Publié sous le titre *¿Regreso a la barbarie ?,* dans *El País,* Madrid, 14 avril 1992.
« Haïti-la-mort ». Publié sous le titre *Haiti la muerte*, dans *El País*, Madrid, 25 avril 1994.
« Jouer avec le feu ». Publié sous le titre *Jugar con fuego*, dans *El País*, Madrid, 7 mai 1995.
« Les “putains tristes” de Fidel ». Publié sous le titre *Las « putas tristes » de Fidel*, dans *El País*, Madrid, 31 octobre 2004.
« Les funérailles d’un tyran ». Publié sous le titre *Las exequias de un tirano,* dans *El País*, Madrid, 17 décembre 2006.
« Chronique de Cuba (1). Les intellectuels brisent le blocus. Chronique de Cuba (2). Du matin au soir avec Fidel Castro ». Publié en partie dans *Le Monde*, Paris.
« Lettre à Fidel Castro ». Publié sous le titre *Carta a Fidel Castro,* dans *Cuaderno de Marcha*, Montevideo, mai 1971.
« Lettre à Haydée Santamaría ». Publié sous le titre *Carta a Haydée Santamaría*, dans la revue *Casa de las Américas,* La Havane, 8 juillet 1971.
« La logique de la terreur ». Publié sous le titre *La lógica del terror*,

dans *Caretas*, Lima, 5 mai 1981.
« Le Nicaragua à la croisée des chemins ». Publié sous le titre *In Nicaragua*, dans *The New York Times Magazine*, New York, 28 avril 1985. Et sous le titre *Nicaragua en la encrucijada,* dans l'ouvrage *Contra viento y marea III*, Seix Barral, Barcelone, 1990.
« Les bons terroristes ». Publié sous le titre *Los buenos terroristas*, dans *El País*, Madrid, 24 décembre 1996.
« L'autre face du Paradis ». Publié sous le titre *La otra cara del Paraíso,* dans *El País*, Madrid, 15 mars 1998.
« À bas la loi de gravité ! ». Publié sous le titre *¡ Abajo la ley de la gravedad*, dans *El País*, Madrid, 3 février 2001.
« Apogée de l'épouvante ». Publié sous le titre *Apogeo del espanto,* dans *El País*, Madrid, 26 décembre 2004.
« Plus de Farc ». Publié sous le titre *No más FARC,* dans *El País*, Madrid, 10 février 2008.
« Pour l'histoire de l'infamie ». Publié sous le titre *Para la historia de la infamia,* dans *El País*, Madrid, 27 juillet 2008.
« Le jeu sans règles ». Publié sous le titre *El juego sin reglas*, dans *Caretas*, Lima, 16 octobre 1979.
« L'éléphant et la culture ». Publié sous le titre *El elefante y la cultura*, dans *El Comercio,* Lima, 13 et 14 novembre 1981.
« Torrijos : la dernière interview ». Publié sous le titre *Torrijos : la última entrevista*, dans *Caretas*, Lima, 10 et 17 août 1981.
« Nous voulons être pauvres ». Publié sous le titre *Queremos ser pobres,* dans *El País*, Madrid, 7 juillet 2002.
« Dehors le fou ! ». Publié sous le titre *¡ Fuera el loco !*, dans *El País*, Madrid, 23 décembre 2001.
« Pourquoi ? Comment ? ». Publié sous le titre *¿Por qué ? ¿Cómo ?*, dans *El País*, Madrid, 7 janvier 2002.
« Les hispanicides ». Publié sous le titre *Los hispanicidas*, dans *El País*, Madrid, 11 mai 2003.
« Nostalgie de la mer ». Publié sous le titre *Nostalgia del mar*, dans *El País*, Madrid, 25 janvier 2004.
« Pitrerie sanglante ». Publié sous le titre *Payasada con sangre,* dans *El País*, Madrid, 9 janvier 2005.
« Race, bottes et nationalisme ». Publié sous le titre *Raza, botas y nacionalismo,* dans *El País*, Madrid, 15 janvier 2006.
« Conversation avec un vieux renard ». Publié sous le titre *Charla con un viejo zorro*, dans *Caretas*, Lima, 3 novembre 1977.

« Gagner des batailles, pas la guerre ». Publié sous le titre *Ganar batallas, no la guerra*, dans *Mundo Color,* Barcelone, 17 janvier 1978.
« Liberté pour les libres ? ». Publié sous le titre *¿Libertad para los libres ?*, dans *Diario de Noticias,* Lisbonne, 27 février 1983.
« Entre homonymes ». Publié sous le titre *Entre tocayos*, dans *El País*, Madrid, 14 et 15 juin 1984.
« Les buts et les méthodes ». Publié sous le titre *Las metas y los métodos*, dans *El Comercio*, Lima, avril 1984.
« Entre la liberté et la peur ». Publié sous le titre *Entre la libertad y el miedo*, dans *Expreso*, Lima, 7, 8 et 10 novembre 1988.
« Le libéralisme entre deux millénaires ». Publié sous le titre *El liberalismo entre dos milenios*, dans la revue *Instituto del Ciudadano*, Lima, juillet 1998.
« Confessions d'un libéral ». Publié sous le titre *Confesiones de un liberal*, dans la revue *Letras Libres,* Mexico, mai 2005.
« Bâillements chiliens ». Publié sous le titre *Bostezos chilenos,* dans *El País*, Madrid, 29 janvier 2006.
« À l'intérieur et à l'extérieur de l'Amérique latine ». Publié sous le titre *Dentro y fuera de América Latina,* dans la revue *Letras Libres*, Mexico, décembre 2005.
« *Paradiso,* de José Lezama Lima ». Publié sous le même titre dans la revue *Amaru*, Lima, janvier 1967.
« *Cent ans de solitude* : Amadis en Amérique ». Publié sous le titre « *Cien años de soledad :* el *Amadis* en América », dans la revue *Amaru*, Lima, juillet 1967.
« La somptueuse abondance ». Publié sous le titre *La suntuosa abundancia*, dans l'essai *Botero*, éditions de la Différence, Paris, 1984. Ici version éditée et publiée dans le choix d'articles de Mario Vargas Llosa, réunis et préfacés par John King : *Making Waves*, Faber & Faber, Royaume-Uni, 1996.
« Les fictions de Borges ». Publié sous le titre *Las ficciones de Borges*, dans l'ouvrage *A Writer'Reality,* Constable London/Anglo-Argentine Society, Londres, 1988.
« La trompette de Deyá ». Publié sous le titre *La trompeta de Deyá,* dans *El País*, Madrid, 28 juillet 1991.
« José Donoso ou la vie faite littérature ». Publié sous le titre *José Donoso o la vida hecha literatura,* dans *El País*, Madrid, 15 décembre 1996.
« Cabrera Infante ». Publié sous le même titre dans *El País*, Madrid,

14 décembre 1997.
« Bienvenue à Fernando de Szyszlo ». Publié sous le titre *Bienvenida a Fernando de Szyszlo* dans la revue *Arinka*, Lima, janvier 1998.
« Résister en peignant ». Publié sous le titre *Resistir pintando* dans *El País*, Madrid, 29 mars 1998.
« Le langage de la passion ». Publié sous le titre *El lenguaje de la pasión* dans *El País*, Madrid, 10 mai 1998.

INDEX DES NOMS ET DES ŒUVRES CITÉS

ABACHA, général 187-188, 374
AGOSTI, Orlando Ramón 17
AGURTO, Santiago 261
AGURTO CALVO, Santiago 261, 263-264
ALEGRÍA, Ciro 468
ALEGRÍA, Claribel 138, 492
ALEMÁN, Arnoldo 203-204
ALFONSÍN, Raúl 93
ALLENDE, Salvador 111, 113
ALPHONSE LE SAGE 418
ÁLVAREZ BRAVO, Germán 414, 418
ÁLVAREZ MONTALBÁN, Emilio 151
AMADO, Jorge 291
AMINE DADA, Idi 301
ANGELICO, Fra 448
ARAGON, Louis 484
    Paysan (Le) de Paris 484
ARBENZ GUZMÁN, Jacobo 61
ARCINIEGAS, Germán 357, 438
    Entre la liberté et la peur 357
    Fernando Botero 438
ARGENTINO, Carlos 460
ARGUEDAS, Alcides 59, 280
    Caudillos (Les) barbares 280
ARGUEDAS, José María 223-224, 262, 407, 505
ARGÜELLO, José 161
ARIAS, Arnulfo 230
ARISTIDE, Jean-Bertrand 87-90
ARON, Raymond 13
ARREOLA, Juan José 475
AZNAR, José María 383

BABY DOC (pseudonyme de Jean-Claude Duvalier) 17, 60, 87, 327
BACHELET, Michelle 109, 391-392, 394-395

BALZAC, Honoré de 222
BANZER, Hugo 59, 269
BAROJA, Pío 472
BARRAL, Carlos 137
BARRENECHEA, Ana María 257
Expresión (La) de la irrealidad en la obra de Jorge Luis Borges 257
BARTRA, Roger 178
BASHO, Matsuo 522
BATAILLE, Georges 19, 519
BATISTA, Fulgencio 131
BEAUVOIR, Simone de 138
BEETHOVEN, Ludwig van 519
BELAUNDE TERRY, Fernando 18, 52, 192, 195, 283
BELMONTE, Juan 40
BENEDETTI, Mario 319-320, 322-329
BENETTON, Luciano 181
BENÍTEZ, Fernando 138
BERLIN, Isaiah 13-15, 18, 48, 76, 365, 380, 382
BERNANOS, Georges 297
BERNÁRDEZ, Aurora 473-476, 487-489
BERNI, Antonio 443
BETANCOURT, Rómulo 17, 287-289
BETANCOURT, Virginia 287
BLAIR, Tony 251, 383, 393
BOLÍVAR, Simón 22, 250, 287, 289-291
BÖLL, Heinrich 312
BONIN, Wibke von 440, 442
BORGE, Tomás 155, 158, 160, 164
BORGES, José Luis 24, 32, 43, 98, 185, 214, 219, 222, 257-258, 260, 296, 397, 422, 450-451, 457-462, 464-472, 475-476, 481, 484, 501, 509
Aleph (L') 257, 457, 460, 467
Approche (L') d'Almotasim 471
Auteur (L') 469
Duel (Le) 462
Écrivain (L') argentin et la tradition 451
Examen de l'œuvre d'Herbert Quain 471
Fictions 457, 460
Histoire de l'éternité 471

Immortel (L') 464
Jardin (Le) aux sentiers qui bifurquent 465
Manuel de zoologie fantastique 471
Miracle (Le) secret 48
Pierre Ménard, auteur du Quichotte 471
Ruines (Les) circulaires 467
Théologiens (Les) 467
Tlön, Uqbar, Orbis Tertius 467
Utopie d'un homme qui est fatigué 466
BOSCH, Juan 61
BOST, Jacques-Laurent 138
BOTERO, Fernando 24, 437-445, 447-454, 456
Devant la mer 451
Nature morte à la mandoline 439
Picasso et le non-conformisme dans l'art 444
Sœurs (Les) 442
BOUDDHA 440
BOUILLON, Godefroy de 302
BRANDT, Willy 311
BREJNEV, Leonid 296
BRETON, André 297, 484, 507, 521
Nadja 484
BUBER, Martin 294
BURGESS, Anthony 227
BUSTAMANTE Y RIVERO, José Luis 40-41

CABRERA INFANTE, Guillermo 24, 497-498, 500-501
Dans la guerre comme dans la paix 498
Oficio (Un) del siglo XX 501
Trois tristes tigres 497
Vista del amanecer desde el trópico 497
CÁCERES, Andrés Avelino 274
CAIGNET, Félix B. 46
Droit (Le) de naître 46
CAILLOIS, Roger 483
CALERO PORTOCARRERO, Adolfo 154
CALLE, Plutarco Elías 71
CALVINO, Italo 138
CAMUS, Albert 13, 19, 225, 297-298

Caligula 225
CARDENAL, Ernesto 158
CÁRDENAS, Cuauhtémoc 72
CARPENTIER, Alejo 89, 121, 320, 403, 432, 463, 500
Partage (Le) des eaux 403
Royaume (Le) de ce monde 89
CARRIÓN, Luis 164
CARROLL, Lewis 499
CARTER, Jimmy 236, 291
CARTLAND, Barbara 227
CASANOVA, Giacomo 36
CASTAGNO, Andrea del 452
CASTELLET, José María 137-138
CASTAÑEDA LOSSIO, Luis 261, 263-264
CASTRO, Fidel 10-11, 18, 20, 22, 73, 101, 103-107, 113, 125-131, 133-134, 137, 141, 150, 232, 236-237, 251, 253, 269, 289, 316, 326, 384, 404
CÉDRAS, Raoul 88, 89-90
CELA, Camilo José 463
CÉLINE, Louis-Ferdinand 43
CERNUDA, Luis 523
CERPA CARTOLINI, Néstor 174
CERVANTES SAAVEDRA, Miguel de 226, 264, 430, 463, 502
Don Quichotte de la Manche 184, 465
CHAMORRO, Pedro Joaquín 63
CHAMORRO, Violeta 164
CHAPLIN, Charles 41
CHÁVEZ, Hugo 17, 20, 22-23, 113, 197, 245, 249-251, 253, 255, 269, 272, 276, 280, 282-284, 384
CHOCANO, José Santos 214
CHOMSKY, Noam 386
CHRISTOPHE, Henri 86
CLAUDÍN, Fernando 138
CLINTON, Bill 90
COMAS, Juan 47
CONNOLLY, Cyril 441
Palinurus 441
CONRAD, Joseph 408
CORTÁZAR, Julio 24, 213, 226, 258, 296, 432, 473-474, 476, 486, 488-489, 497, 501

« Armes (Les) secrètes » 483
Autonautes (Les) de la cosmoroute, 486
« Axolotl » 482, 486
Bestiaire 475
Cronopes et Fameux 478
« Fils de la Vierge » 483
« Homme (L') à l'affût » 482
« Idole (L') des Cyclades » 480
« Lettres de Maman » 483
Livre (Le) de Manuel 481
Marelle 477-481, 485
« Ménades (Les) » 482
« Nuit (La) face au ciel » 480
« Porte (La) condamnée » 483
« Torito » 482
Tour (Le) du jour en quatre-vingts mondes 486
Último round 486
62. Maquette à monter 477, 481
COSÍO VILLEGAS, Daniel 74
COTTEN, Joseph 185
Troisième (Le) homme 185
COURBET, Gustave 441
Baigneuses (Les) 441
COYNÉ, André 503
CRUZ, Sœur Juana Inés de la 460, 522
CUADRA, Joaquín 155
CUADRA, Pablo Antonio 157
CUEVAS, José Luis 443
CUNHA, Euclides da 14, 406-407
Os Sertões 16, 407
CUZA MALÉ, Belkis 137, 142

DALTON, Roque 324
DANTE 460
DARÍO, Rubén 119, 125, 167, 208, 221-222, 422, 459, 462
DEBRAY, Régis 179, 359, 404
DEGAS, Edgar 501
DEKOBRA, Maurice 423
DESSALINES, Jean-Jacques 86

DEUTSCHER Tamara 138
DÍAZ MARTÍNEZ, Manuel 137, 142
DONOSO, José 213, 491-494, 496
Casa de campo 497
Ce lieu sans limites 493
Histoire personnelle du « boom » 495
Mémoire de ma tribu 496
Obscène (L') oiseau de la nuit 492-493
DOSSE, Roger 138
DOSTOIEVSKI, Fiodor
Démons (Les) 465
DUCHAMP, Marcel 522
DUHALDE, Eduardo 225, 258-259
DUJARDIN, Édouard 220
DUMAS, Alexandre 47
DURAS, Marguerite 138

ÉDOUARD LE CONFESSEUR, 418
EDWARDS, Jorge 323, 416
« Tentatives (Les) impossibles » 416
EGUREN, José María 224
EINAUDI, Giulio 138
ELIÉCER GAITÁN, Jorge 200
ELIOT, T. S. 463, 472
ELMORE, Augusto 335
ENZENSBERGER, Hans Magnus 137-138
ESCALANTE, Aníbal 133
ESPARZA ZAÑARTU, Alejandro 44

FAULKNER, William 43, 75, 121, 220, 426-427
Bruit (Le) et la fureur 43
Lumière d'août 43
Palmiers (Les) sauvages 43
Tandis que j'agonise 43
FERNÁNDEZ, Armando 137, 142
FERNÁNDEZ SANTOS, Francisco 138
FERRATER, Gabriel 463
FIGUERES, José 234
FLAKOLL, Bob 492

FLAKOLL, Darwin 138
FLAUBERT, Gustave 417, 496
Bouvard et Pécuchet 417
FLORES, Lourdes 23
FONSECA AMADOR, Carlos 158, 163
FOSSEY, Jean-Michell 138
FRANCE, Anatole 290
FRANCESCA, Piero della 452
FRANCO, Francisco 145, 218, 368
FRANÇOIS, Michel 89, 91
FRANQUI, Carlos 138
FUENTES, Carlos 75, 138, 176, 432
FUJIMORI, Alberto 21-22, 79-80, 112, 172, 187, 195, 242-243, 254, 274, 277, 368, 371, 513

GALTIERI, Leopoldo 94
GARCÍA CALDERÓN, Francisco 59
GARCÍA MÁRQUEZ, Gabriel 24, 104, 185, 230, 425-427, 429-430, 432-434
Cent ans de solitude 425, 427-428, 430, 432, 434-435
Feuilles (Des) dans la bourrasque 427
Funérailles (Les) de la Grande Mémé 426, 428
Mala (La) hora 426, 428
Pas de lettre pour le colonel 426-428
GARCÍA PÉREZ, Alan 18-20, 23, 65, 67, 82, 192, 195, 251, 346
GARCILASO DE LA VEGA, L'Inca 460
GATES, Bill 374
GAUGUIN, Paul 440, 451
GELMAN, Juan 56
GERSON, Sareen R. 439, 444
GHELDERODE, Michel de 493
GIDE, André 43, 297
Nourritures (Les) terrestres 43
GIL DE BIEDMA, Jaime 137-138
GODOY, Virgilio 153
GOETHE, Johann Wolfgang von 295
GÓMEZ, Miriam 499, 502
GÓNGORA, Luis de 169, 221, 460, 462, 500
Solitudes (Les) 169, 460
GONZÁLEZ, Ángel 138

González, Felipe 393
González León, Adriano 138
Gorostiaga, Xavier 159
Amanecer 159
Gortz, André 138
Goya, Francisco de 452, 519
Goytisolo, José Agustín 138
Goytisolo, Juan 137, 139, 487, 496
Goytisolo, Luis 137-138
Gramsci, Antonio 366
Granés, Carlos 25
Grange, Bertrand de la 176-177, 179
Marcos, la géniale imposture 176
Grass, Günter 311-315
Tambour (Le) 311
Greene, Graham 185, 227
Guevara, Ernesto « Che » 129, 177
Guillén, Juan Manuel 241, 246
Guillén Vicente, Rafael 177
Güiraldes, Ricardo 468
Gutiérrez, Lucio 276
Guzmán, Abimael 191

Haider, Jörg 362
Harding, Colin 315-316
Harss, Luis 468
Nuestros (Los) 468
Havel, Václav 103, 364
Haya de la Torre, Víctor Raúl 40
Hayek, Friedrich von 19-20
Route (La) de la servitude 20
Hemingway, Ernest 43, 126
Hermoza, Nicolás de Bari 513
Hernández, Miguel 192
Herrera, Hayden 515-516, 518
Frida : Une biographie de Frida Kahlo 515
Hinostroza, Rodolfo 139
Hitler, Adolf 76, 218
Homère 460

HOYOS RUBIO, Rafael 238
HUGO, Victor 47
HUIZINGA, Johan 477
Homo Ludens 477
HUMALA, Antauro 23, 273, 276
HUMALA, Isaac 22, 280-281, 283
HUMALA, Ollanta 22-23, 273-274, 277-278, 280-281, 283
HUMBOLDT 410
HUNTINGTON, Samuel 387
HUSSEIN, Saddam 76
HUSTON, John 527

IBÁÑEZ, Víctor 95
IBIAPINA, père 183, 186, 189
IGARTUA, Francisco 53
INGRES, Jean Auguste Dominique 440
ISABELLE DE HONGRIE 418

JAFFE MCCABE, Cynthia 439, 444
JAMES, Henry 465, 483-484, 496
Tour d'écrou (Le) 483
JARQUÍN, Agustín 153
JEAN PAUL II 161
JIMÉNEZ DE QUESADA, Gonzalo 265
JIMÉNEZ, Juan Ramón 414
JOHNSON, Lyndon B. 296
JONES, Mervin 139
JOYCE, James 43, 121, 220, 417, 497, 499
Dublinois 499
Finnegans Wake 417
Ulysse 220

KAFKA, Franz 121, 484
KAHLO, Frida 24, 515-519
KAPLAN, Robert D. 366-374
KESSEL, Joseph 423
KEYNES, John Maynard 366
KHADAFI, Mouammar 301
KIM IL SUNG 73

KIRCHNER, Néstor 384
KOESTLER, Arthur 289
KRAUZE, Enrique 74-78, 323
Textos heréticos 74
KÜNG, Hans 161

LAGOS, Ricardo 269, 284, 383, 393, 395
LAM, Wifredo 185, 443
LAMPEDUSA, Tomasso de 494
LANGE, Monique 139
LA ROSA, Leonor 196
LAUER, Mirko 329
LAUTRÉAMONT, comte de 228
LAWRENCE, D. H. 408
LE CLÉZIO, J.M.G. 421
LE PEN, Jean-Marie 362
LEE KUAN, Yew 368
LEIRIS, Michel 139
LÉNINE 130, 134, 365, 518
LEÓN PINELO, Antonio 404, 408
LERNER FEBRES, Salomón 191
LÉVI-STRAUSS, Claude 522
LEZAMA LIMA, José 121, 185, 413-423, 463, 500, 524
Paradiso 121, 413, 415, 417, 419-421, 423-424
« Pour atteindre la Montego Bay » 416
LLANUSA, José 125-126
LLOSA, Patricia 479
LONGHI, Roberto 452
LÓPEZ, César 137, 142
LÓPEZ TRUJILLO, Alfonso 161
LOUŸS, Pierre 423
LOWRY, Malcolm 408, 527
LOZANO, César Augusto 212
LUGONES, Leopoldo 462
LUKÁCS, György 366
LULA DA SILVA, Luiz Inácio 242, 284, 384-385
LUNEL, Augusto 184
Manifeste 184
LUSINCHI, Jaime 150

MACHADO, Gerardo 414
MACHADO DE ASSIS, Joaquim 222
MADERO, Francisco Ignacio 74
MADONNA (Louise Ciccone) 176
MADRID, Miguel de la 525
MAGRI, Lucio 139
MAHLER, Gustav 185
MALLARMÉ, Stéphane 523
MALRAUX, André 43, 303
MANSOUR, Joyce 139
MANTEGNA, Andrea 452
MANZANILLA, José Matías 291
MARAINI, Dacia 139
MARCOS, Sous-commandant 177-181, 359, 404
MARIÁTEGUI, José Carlos 406-407
MARSÉ, Juan 139
MARTÍN ADÁN 224
MARTÍNEZ DE PERÓN (Isabelita) 95
MARTORELL, Joanot 501
MARULANDA, Manuel (Tirofijo) 200
MARX, Karl 130, 360, 365-366
MASACCIO, Tommasio Cassai 452
MASCOLO, Dionys 139
MASSERA, Emilio 17
MATTA, Roberto 185, 443, 509
MAUGHAM, Somerset 458
Pluie 458
MEJÍA GODOY, Carlos 106, 207
MELVILLE, Herman 39
Moby Dick 39, 465
MÉNDEZ, Arceo 161
MÉNDEZ, Juana 207
MENDOZA, Plinio 139
MESA, Carlos 269, 271
MESZARIS, Istvam 139
MILIBAC, Ray 139
MILLER, Henry 43
Mille et Une nuits, les 294, 437, 461

MIRÓ, Joan 448
MIRÓ QUESADA, José Antonio 291
MIRÓ QUESADA, Luis 514
MISES, Ludwig von 383, 389
MITTERRAND, Danielle 179, 359
MITTERRAND, François 179, 359
MOBUTU, Sese Seko 187-188
MOCKUS, Antanas 265
MOLINA, Uriel 159-162
MONDRIAN, Piet 505
MONSIVÁIS, Carlos 139
MONTES DE OCA, Marco Antonio 139
MONTESINOS, Vladimiro 22, 173, 187-188, 195, 242-243, 277, 513
MONTI, Johnstone 139
MOORE, Michael 386
MORALES, Evo 20, 279-281, 283-284
MORALES BERMÚDEZ, Francisco 15
MORALES GUEVARA, Óscar 197
MORALES ORTEGA, Manuel 156
MORAND, Paul 423
MORAVIA, Alberto 139
MORO, César 39, 503
MOTHERWELL, Robert 507
MOZART, Wolfgang Amadeus 184
Don Giovanni 184
MUNCH, Edvard 519
MURILLO, Rosario 164-165, 204, 207
MUSIL, Robert 417
Homme (L') sans qualités 417
MUSSOLINI, Benito 218

NABOKOV, Vladimir 471
Feu pâle 471
NADEAU, Maurice 139
NARVÁEZ MURILLO, Zoilamérica 204-206, 208
NERUDA, Pablo 185, 320-323, 397, 509
NIETZSCHE, Friedrich 226
NORIEGA, Manuel Antonio 17, 88
NOSTRADAMUS, Michel 30

OBANDO Y BRAVO, Miguel 160-162
OBREGÓN, Alejandro 443
OCAMPO, Victoria 475
ODRÍA, Manuel A. 40-41, 44-45, 513
ONETTI, Juan Carlos 49, 428
OROZCO, José Clemente 451
ORTEGA, Daniel 154, 156, 164, 166, 203-204, 207
ORTEGA Y GASSET, José 462-463, 522-523
ORWELL, George 32, 122, 175, 297
Gandhi 175
OSTROVSKI 43
Et l'acier fut trempé 43

PACHECO, José Emilio 139
PADILLA, Heberto 10-11, 137, 141-142
PALMA, Ricardo 290
PAPA DOC (François Duvalier) 60, 85-86, 89
PAPINI, Giovanni 472
PASOLINI, Pier Paolo 139
PASTORA, Edén 154, 235
PAZ, Octavio 68, 71, 74-75, 185, 219, 222, 297, 323, 397, 507-508, 521-527
Blanco 523
Conjonctions et disjonctions 524
Enfants (Les) du limon 523
Labyrinthe (Le) de la solitude 507, 524
Ogre (L') philanthropique 219, 526
Petite chronique des grands jours 524
Pierre du soleil 523
Postdata 525
Renga 523
Topoemas 523
PAZ GARCÍA, Policarpo 17
PEÑALOSA, Enrique 266
PÉREZ, Ileana 207
PÉREZ, Carlos Andrés 236, 252
PÉREZ JIMÉNEZ, Marcos 60, 289
PERÓN, Juan Domingo 20, 370
PESSOA, Fernando 523

PICASSO, Pablo 320, 444, 504-505
PIE XII 426
PINOCHET, Augusto 17, 59, 83, 109-113, 269, 301, 312, 316, 326, 341, 367, 370, 381, 393
PIÑERA, Sebastián 392, 394
PIÑERA, Virgilio 500
PIZARRO 261, 263-265
PIZARRO, Marta 462
Duel 462
POE, Edgar Allan 475, 484
PONIATOWSKA, Elena 518
POPPER, Karl 16, 19, 365, 375
PORRO, Ricardo 139
POSADA, José Guadalupe 443
PRADO, Manuel 52
PREBISCH, Raúl 348
PRONTEAU, Jean 139
PROUST, Marcel 43, 121, 421, 501, 503

QUEVEDO, Francisco de 222, 462, 500, 523

RABELAIS, François 440
RAHNER, Kart 161
RAVACHOL 143
RAVINES, Eudocio 121
REAGAN, Ronald 154, 156, 165, 383, 522, 525
REBEYROLES, Paul 139
REED, Carol 185
RESNAIS, Alain 139
REVEL, Jean-François 13, 288
Tentation (La) totalitaire 288
REVUELTAS, José 73, 139, 297
REYES, Alfonso 463, 524
REYNA, Jorge 98
REZA PAHLAVI, Mohammad 235
RICO, Maite 176-177, 179
Marcos, la géniale imposture 176
RILKE, Rainer María 295, 503
RIMBAUD, Arthur 507, 519

RIVA, Valerio 319, 326
RIVERA, Diego 443, 515-518
RIVERO, Raúl 103
ROA BASTOS, Augusto 407
ROBBE-GRILLET, Alain 121
ROBINSON, Randall 91
ROBLES, Cirilo 275
ROBLES, Rodolfo 173
ROCKEFELLER, Nelson 236
RODRÍGUEZ ZAPATERO, José Luis 105
ROJO, Vicente 139
ROLDÓS AGUILERA, Jaime 238
ROSPLIGLIOSI, Fernando 241
ROSSANDA, Rossana 139
ROTHKO, Mark 507
ROUSSEAU, le Douanier 139
ROY, Claude 139
RÚA, Fernando de la 255
RUBENS, Peter Paul 440
RUIZ, Henry 164
RUIZ, Samuel 180
RULFO, Juan 75, 139, 407
Llano (Le) en flammes 75
Pedro Páramo 75
RUSSELL, Bertrand 297

SABATO, Ernesto 323
SACASA, Juan Bautista 61
SADE, marquis de 204, 298, 481
SAINT-JOHN PERSE 454
SALAZAR BONDY, Sebastián 39, 513
SALINAS DE GORTARI, Carlos 72, 77-78, 178, 523
SALVEMINI, Gaetano 297
SÁNCHEZ DE LOZADA, Gonzalo 271
SANDINO, Augusto César 60, 208
SANGINÉS, Antonio 158
SANTAMARÍA, Haydée 11, 141
SANTIAGO, Carlos Andrés 198
SARRAUTE, Nathalie 139

SARTRE, Jean-Paul 8, 13, 19, 42-43, 139, 295, 366, 457-459, 522
Situations II 295
SCHMIDT, Helmut 311
SCHOLEM, Gershom 294
Zohar (Le) 294
SCHOPENHAUER, Arthur 459, 469
SCHUSTER, Jean 139
SCHWOB, Marcel 423
SCLINGO, Adolfo 95
SEMPRÚN, Jorge 139
SHAKESPEARE, William 304, 461
SHOÓ, Ernesto 427
SILONE, Ignacio 297
SMITH, Adam 365, 374
SOLJENITSYNE, Alexandre 300
SOMOZA, Anastasio 17, 59-64, 149, 154, 156-158, 205, 235-236
SOMOZA, Humberto 60-62, 164
SOMOZA, Luis 61-62
SONTAG, Susan 139
SOSA, Julio 192
STALINE, Joseph 76, 134, 218, 321, 504, 518
STEINER, Georges 76, 295
Langage et science 295
STENDHAL (Henri Beyle)
Chartreuse (La) de Parme 465
STERNE, Laurence 499
STEVENSON, Robert Louis 461
STONE, Oliver 181, 386
STROSSNER, Alfredo 17, 60, 291, 327
SUHARTO, général 370-371
SVEVO, Italo 497
SZYSZLO, Fernando de 24, 443, 503-507, 509-514

TALAVERA, Federico 95
TAMAYO, Augusto 185
TAMAYO, Rufino 507, 509
TÀPIES, Antoni 505
TELLADO, Corín 226
THATCHER, Margaret 383

TOCQUEVILLE, Alexis de 365
TOLEDO, Alejandro 23, 273
TOLSTOÏ, Leon
Guerre et paix 184
TORNABUONI, Lorenzo 139
TORRIJOS, Omar 229-236, 239
TOSCANI, Olivero 181
TOURAINE, Alain 179
TROTSKI, Leon 290, 518
TRUJILLO, Rafael Leonidas 60, 95, 289

UCCELLO, Paolo 452
UCEDA, Ricardo 191, 193, 196
Mort dans le petit Pentagone 191
ULLÁN, José Miguel 139

VALDIVIESO, Antonio 159, 161
VALENTE, José Ángel 139
VALÉRY, Paul 463
VALLE-INCLÁN, Ramón del 463
VALLEJO, César 49, 185, 473, 507, 509, 519
VARGAS LLOSA, Mario 7-16, 18-21, 23-24, 53, 57, 139, 142, 184, 215, 278
Caïds (Les) 35
Conversation à « La Cathédrale » 8, 45, 278
« Culte (Le) des héros » 212
Guerre (La) de la fin du monde 16
Homme (L') qui parle 12
Maison (La) verte 8, 12, 35
Pantaleón et les visiteuses 12
« Pitrerie sanglante » 273
Tante (La) Julia et le scribouillard 46
Ville (La) et les chiens 8, 38
VARGAS VILA, José María 214
VASHEM, Yad 294-295, 308
VÁZQUEZ, Tabaré 284, 385
VELASCO, Juan 15, 20, 51, 66, 83, 230, 232, 251, 283, 354-355, 513
VÉLASQUEZ 452
VÉLIZ, Claudio 217, 347
« Tradition (La) centraliste » 347

VERGÉS, Héctor 95
VERNE, Jules 47
VIDELA, Jorge 17, 55, 59, 93-94
VILLAURRUTIA, Xavier 523
VIOLA, Roberto Eduardo 94

WAGNER, Richard 295
WEELOCK, Jaime 164
WELLES, Orson 185
WESTPHALEN, Emilio Adolfo 505, 507
WHITMER, John 180
WRIBEL 448

XIAOPING, Deng 17

ZADKINE, Ossip 507
ZAID, Gabriel 74-75, 323
ZEDILLO, Ernesto 178, 526
ZEDONG, Mao 218, 365
ZILERI, Enrique 51, 53
ZOLA, Émile 290

COLLECTION ARCADES

GALLIMARD

5, rue Gaston-Gallimard, 75328 Paris cedex 07
www.gallimard.fr

Titre original :
SABLES Y UTOPÍAS
© *Mario Vargas Llosa, 2009.*
© *Éditions Gallimard, 2011, pour la traduction française.*

QUATRIÈME DE COUVERTURE

Ce livre n’est pas un simple recueil d’articles de Mario Vargas Llosa ou une nouvelle sélection de ses essais. C’est un volume savamment construit qui décrit le parcours politique et intellectuel du romancier péruvien depuis le début des années soixante — l’époque de son engagement marxiste — jusqu’en 2009.

Le responsable scientifique de cette édition, le journaliste, universitaire et écrivain espagnol Carlos Granés, a accompli un véritable travail de fourmi. Il a cherché et recherché dans des bibliothèques et des archives cubaines, espagnoles, argentines et américaines les textes essentiels retraçant l’évolution de la pensée de Mario Vargas Llosa. Comme il l’explique dans sa préface, son but était de répondre à un certain nombre de questions : « Quels sont les postulats libéraux de Vargas Llosa ? Quelle est sa position face à la réalité latino-américaine ? Quels sont les dangers et les espoirs qu’il entrevoit pour le continent ? Comment ses idées et ses engagements ont pris forme ? »

À ce récit d’une vie d’écrivain marquée par la politique et le débat d’idées viennent s’ajouter des pages remarquables consacrées récemment à bon nombre d’écrivains et d’artistes latino-américains tels que Frida Kahlo, Botero, Lezama Lima, Cabrera Infante, Octavio Paz et Jorge Luis Borges.

Le résultat est un livre passionnant et original qui apporte un éclairage singulier sur un grand romancier nous permettant de mieux comprendre son histoire, sa culture et son siècle.

Mario Vargas Llosa, né au Pérou en 1936, est l’auteur de Conversation à « La Cathédrale » *(1973),* La fête au Bouc *(2002),* Le Paradis – un peu plus loin *(2003) et de* Tours et détours de la vilaine fille *(2006), parmi la vingtaine d’œuvres qui ont fait sa réputation internationale. Il est aussi l’essayiste lucide et polémique de* L’utopie archaïque *(1999) et du* Langage de la passion *(2005). Son œuvre a été couronnée par de nombreux prix littéraires, dont le plus prestigieux, le prix Nobel de littérature, en 2010.*

DU MÊME AUTEUR

Aux Éditions Gallimard

LA VILLE ET LES CHIENS

LA MAISON VERTE

CONVERSATION À « LA CATHÉDRALE »

LES CHIOTS, *suivi de* LES CAÏDS

PANTALÉON ET LES VISITEUSES

L'ORGIE PERPÉTUELLE, FLAUBERT ET MADAME BOVARY

LA TANTE JULIA ET LE SCRIBOUILLARD

LA DEMOISELLE DE TACNA

LA GUERRE DE LA FIN DU MONDE

HISTOIRE DE MAYTA

QUI A TUÉ PALOMINO MOLERO ?

KATHIE ET L'HIPPOPOTAME, *suivi de* LA CHUNGA

L'HOMME QUI PARLE

CONTRE VENTS ET MARÉES

ÉLOGE DE LA MARÂTRE

LE FOU DES BALCONS

LE POISSON DANS L'EAU

LITUMA DANS LES ANDES

EN SELLE AVEC TIRANT LE BLANC

LES ENJEUX DE LA LIBERTÉ

UN BARBARE CHEZ LES CIVILISÉS

LES CAHIERS DE DON RIGOBERTO

L'UTOPIE ARCHAÏQUE. José María Arguedas et les fictions de

l’indigénisme

JOLIS YEUX, VILAINS TABLEAUX

LETTRES À UN JEUNE ROMANCIER

LA FÊTE AU BOUC

LE PARADIS — UN PEU PLUS LOIN

LE LANGAGE DE LA PASSION. Chronique de la fin du siècle

LA VIE EN MOUVEMENT

TOURS ET DÉTOURS DE LA VILAINE FILLE

LA TENTATION DE L’IMPOSSIBLE. Victor Hugo et *Les Misérables*

VOYAGE VERS LA FICTION. Le monde de Juan Carlos Onetti

LE RÊVE DU CELTE

Aux Éditions de L’Herne

UN DEMI-SIÈCLE AVEC BORGES

COMMENT J’AI VAINCU MA PEUR DE L’AVION

UN RASTA À BERLIN

Aux Éditions Plon

DICTIONNAIRE AMOUREUX DE L’AMÉRIQUE LATINE

Aux Éditions Terre de brume

ENTRETIEN AVEC MARIO VARGAS LLOSA, *suivi de* MA PARENTE D’AREQUIPA

Cette édition électronique du livre *De sabres et d'utopies* de Mario Vargas Llosa a été réalisée le 15 novembre 2011 par les Éditions Gallimard.
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage (ISBN : 9782070131457 - Numéro d'édition : 178650).
Code Sodis : N49804 - ISBN : 9782072448683 - Numéro d'édition : 208452

Le format ePub a été préparé par ePagine
www.epagine.fr
à partir de l'édition papier du même ouvrage.

Table of Contents

PRÉFACE
I. LA PLAIE DE L'AUTORITARISME
- Le pays aux mille visages
- Lettre ouverte au général Velasco Alvarado
- Lettre au général Jorge Rafael Videla
- La chute de Somoza
- Vers le Pérou totalitaire
- La dictature parfaite
- Retour à la barbarie ?
- Haïti-la-mort
- Jouer avec le feu
- Les « putains tristes » de Fidel
- Les funérailles d’un tyran

II. APOGÉE ET DÉCLIN DES RÉVOLUTIONS
- Chronique de Cuba (1)
- Chronique de Cuba (2)
- Lettre à Fidel Castro1
- Lettre à Haydée Santamaría
- La logique de la terreur
- Le Nicaragua à la croisée des chemins
- Les bons terroristes
- L’autre face du Paradis
- À bas la loi de gravité !
- Apogée de l’épouvante
- Plus de Farc
- Pour l’histoire de l’infamie

III. OBSTACLES AU DÉVELOPPEMENT : NATIONALISME, POPULISME, INDIGÉNISME, CORRUPTION
- Le jeu sans règles
- L’éléphant et la culture
- Torrijos : la dernière interview
- Nous voulons être pauvres
- « Dehors le fou ! »
- Pourquoi ? Comment ?
- Les hispanicides

Nostalgie de la mer
Pitrerie sanglante
Race, bottes et nationalisme
IV. DÉFENSE DE LA DÉMOCRATIE ET DU LIBÉRALISME
Conversation avec un vieux renard
Gagner des batailles, pas la guerre1
Liberté pour les libres ?
Entre homonymes
Les buts et les méthodes1
Entre la liberté et la peur
Le libéralisme entre deux millénaires1
Confessions d’un libéral1
Bâillements chiliens
À l’intérieur et à l’extérieur de l'Amérique latine 1
V. LES BÉNÉFICES DE L'IRRÉALITÉ : ART ET LITTÉRATURE D'AMÉRIQUE LATINE
Paradiso, de José Lezama Lima
Cent ans de solitude : Amadis en Amérique
La somptueuse abondance
Les fictions de Borges1
La trompette de Deyá
José Donoso ou la vie faite littérature
Cabrera Infante
Bienvenue à Fernando de Szyszlo1
Résister en peignant
Le langage de la passion
BIBLIOGRAPHIE
INDEX DES NOMS ET DES ŒUVRES CITÉS
QUATRIÈME DE COUVERTURE
DU MÊME AUTEUR